

Alceste De Ambris
l'anti-Mussolini

**Insérer
liste de la collection
mise à jour**

Enrico SERVENTI LONGHI

Alceste De Ambris l'anti-Mussolini

L'utopie concrète
d'un révolutionnaire syndicaliste

Préface de Marco GERVASONI

Traduit de l'italien par Fabio DELFINI et Mario GUASTONI

PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES

Cet ouvrage a été publié en Italie sous le titre
L'utopia concreta di un rivoluzionario sindacalista
(*L'utopie concrète d'un révolutionnaire syndicaliste*).
Éditions FrancoAngeli, Milan, 2011.

Les documents du fonds Guastoni-De Ambris utilisés dans cet ouvrage sont désormais déposés aux archives nationales italiennes de Rome.

© PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES
SAIC Édition – Université Rennes 2
2 av. Gaston-Berger – Bâtiment Germaine-Tillion
35043 Rennes Cedex
www.pur-editions.fr

Mise en page : Michel SOULARD pour le compte des PUR

ISBN 978-2-7535-7698-8
ISSN 1255-2364
Dépôt légal : 1^{er} semestre 2019

Remerciements de l'auteur

Dans certains cas, le rapport de l'historien avec le gardien des archives familiales n'est pas toujours facile : grâce à l'enthousiasme et aux qualités de Mario Guastoni, à l'intelligence et l'hospitalité d'Odette sa compagne, cette relation ainsi que l'accès aux documents se sont révélés non seulement d'une grande simplicité, mais également agréables permettant ainsi un lien qui dépasse le cadre du présent travail.

L'amour et l'attention d'Irène, mon épouse, la patience et les encouragements de ma sœur Graziella, de mon père et de Laure, sa femme, de Richard, de mon frère Stéphane, de mes amis et de mes camarades ont rendu possibles la longue recherche et la rédaction délicate me déchargeant de toutes les tâches publiques ou privées qui limitent inévitablement la liberté du chercheur.

L'ouvrage dans sa totalité a une grande dette, sur le plan historiographique et personnel, à Alceo Riosa : hélas disparu en pleine élaboration de l'ouvrage. Je ne pourrai jamais le remercier de cette dette de reconnaissance que j'ai contractée à son égard, à moins que le souvenir et l'affection fidèle qui m'attachent pour toujours à sa mémoire et les quelques lignes que je lui consacre dans l'introduction puissent en faire office...

Que le professeur Luciano Zani m'excuse de le remercier en second seulement, malgré la patience et la rigueur avec lesquelles il a discipliné ma présomption obstinée et pour l'honneur de m'avoir permis de collaborer pendant tant d'années avec une personnalité aussi aimable et disponible que sévère et compétente.

Enfin, une autre pensée reconnaissante, avec respect et amitié pour Mario Canali qui m'a initié au monde souvent désorientant des Archives Centrales et qui m'a donné le courage d'affirmer mes propres convictions face aux finalités historiques.

À tous les autres, collègues, professeurs et passionnés d'histoire et de politique qui m'ont entouré et d'une manière ou d'une autre, donné des marques d'encouragement pour ce travail : il m'est agréable de mentionner ceux qui m'ont été le plus proche pendant les longues périodes de recherche à l'étranger : Frederic Alexandre Hecker, Maria Izilda Do Santos, Willi Gianinazzi, Eric Vial, Fabrice d'Almeida.

Une pensée affectueuse et reconnaissante pour tous les professionnels des archives bibliothécaires d'Italie et à l'étranger qui ont supporté ma présence et mes demandes souvent extravagantes, contribuant ainsi directement à la réussite de mon travail. Sans eux la recherche historique n'est pas possible. Je tiens à rendre hommage en particulier à une archiviste sérieuse et passionnée, en la personne de Fiammetta Lazzarini.

Remerciements des traducteurs

Toute notre reconnaissance à Jocelyne Picard pour le travail de présentation qu'elle a effectué pour cet imposant manuscrit.

Préface

L'histoire des socialistes et des anarchistes italiens est riche d'aventures, mais rares sont celles qui peuvent se comparer avec la vie d'Alceste De Ambris. L'aventure est ici entendue de deux façons : politique et spatiale. Même si nous nous trouvons alors dans une période et un mouvement – l'insurrectionnalisme – dans lequel l'exil était une condition plus que fréquente, De Ambris collectionna les lieux de refuge en nombre et en qualité particulière : à la fin du XIX^e siècle, après avoir été en France, terre d'élection avec la Suisse, de tous les exilés politiques italiens, il se réfugia au Brésil, puis après son retour en Italie, en Suisse, pour retourner de nouveau au Brésil. Les années passant, avec le fascisme, juste après la Marche sur Rome, De Ambris choisit, cette fois volontairement, la France : celle-ci serait son ultime destination.

L'aventure de De Ambris fut surtout politique : du républicanisme à l'anarchisme, du syndicalisme révolutionnaire au socialisme autonome (il fut élu député en 1913), ensuite avec Benito Mussolini, favorable à l'entrée en guerre en 1915 de l'Italie aux côtés de la France, du Royaume-Uni et de la Russie. Écrire « avec Mussolini » est toutefois réducteur : ce fut De Ambris, comme le montra en son temps l'historien italien Renzo de Felice qui poussa le futur Duce à la rupture avec le Parti socialiste. De Mussolini à Gabriele d'Annunzio, dans l'expérience de Fiume, ce fut De Ambris qui rédigea le programme syndicaliste national dans la « Charte du Carnaro ». D'annunzien et antifasciste, ce fut encore lui qui tenta en vain de convaincre le poète à se faire le paladin d'une opposition nationale à Mussolini. L'exil français le vit extrêmement actif surtout au sein de la LIDU (Ligue italienne des droits de l'homme), ainsi qu'en nouant des liens avec la maçonnerie française, lui Carbonaro et maçon depuis toujours.

À cause de cet esprit, toujours en mouvement, il est impossible d'adopter une classification pour De Ambris. Républicain, anarchiste, socialiste, syndicaliste révolutionnaire, syndicaliste national ? Il fut probablement tout cela à la fois. Et du reste, non seulement à propos de sa vie, mais aussi à propos de celle de tant de dirigeants du « monde insurrectionnel » italien, de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, il est difficile de tracer des lignes idéologiques nettes. Le républicanisme mazzinien avec son

souffle patriotique et ses traits parfois nationalistes pouvait tranquillement cohabiter en lui avec une sensibilité anarchiste. Et le socialisme, entendu dans un sens a-marxiste, comme sentiment de fraternité universelle, pouvait côtoyer le syndicalisme révolutionnaire et la lutte des classes, même si elle était comprise dans un sens non sorélien.

Contrairement à de nombreux syndicalistes révolutionnaires, spécialement italiens, De Ambris ne fut jamais intéressé par le débat théorique. En compagnie de Filippo Corridoni, lui aussi interventionniste et proche de Mussolini, mais tué dans les tranchées de la Grande Guerre, il était qualifié de « socialiste pratique ». Si on voulait vraiment synthétiser l'expérience de De Ambris, dans une formule, il faudrait parler de « socialisme patriotique ». Dans le fond, et d'une façon un peu paradoxale, De Ambris le fut même dans sa phase antimilitariste : étant donné que la Monarchie qui envoyait tant de jeunes se faire tuer à la guerre, c'était elle qui avait trahi la patrie. Rien de nouveau pour le mazzinien que De Ambris demeura au fond toute sa vie.

Il n'est pas dit que Enrico Serventi Longhi, fortifié dans l'étude biographique complète d'un personnage aussi complexe, partage nécessairement cette interprétation. Certainement son livre demeurera un passage obligé pour qui voudra dans l'avenir approfondir ultérieurement la figure de De Ambris et son époque. Non que son travail soit incomplet, bien au contraire. Il est même admirable de mesurer comment l'auteur a réussi à rendre dans un nombre de pages au demeurant contenu, tous les événements de la vie de De Ambris. Tâche toute autre que facile, vu l'intense mobilité, non seulement géographique, mais aussi idéologique de son héros. Les pages qui m'ont le plus captivé – mais c'est une affaire de goût – sont celles dédiées au De Ambris « national », interventionniste puis partisan de d'Annunzio... Que l'on nous permette de comprendre par quelle voie surgit le fleuve fasciste : le canal insurrectionnel, le syndicaliste révolutionnaire, le républicain. De Ambris rompit immédiatement avec le fascisme, contrairement à nombre de ses compagnons du syndicalisme révolutionnaire et Serventi Longhi en explique les raisons. Les choses auraient pu se dérouler différemment : notamment quand De Ambris déjà en exil, Mussolini avait voulu organiser son retour en Italie. Enfin, par ses parcours interventionnistes ou peu éloignés des fascistes¹, il fut toujours considéré avec soupçon et une certaine distance par les émigrés politiques actifs en France, surtout ceux issus des partis structurés comme le parti socialiste.

L'autre mérite de la biographie de Serventi Longhi consiste à offrir l'histoire d'un protagoniste du monde insurrectionnel italien, finalement assez lointain des polémiques du xx^e siècle. Il n'est pas seulement question d'époque ou d'âge de l'auteur : il nous arrive de lire des livres d'histoire

1. Son frère Amilcare devait participer au régime fasciste.

italiens – mais également français – avec des auteurs parfois plus jeunes que Serventi Longhi, encore immergés dans les luttes politiques du siècle dernier. Et c'est dommage parce que les chercheurs qui s'abandonnent à des lectures partisans et tendancieuses finissent toujours par tomber dans le piège mortel de tout historien : l'anachronisme. Ils voient dans les personnages qu'ils étudient le corrélat des leaders d'aujourd'hui à qui ils voudraient offrir en même temps une généalogie ou leur donner un panthéon.

Mais à quelle figure de la gauche actuelle, ou même la plus radicale pourrait-on comparer De Ambris ? Personne. Ces temps-là sont finis. La césure est radicale. Il est nécessaire que l'historien de l'époque contemporaine observe de loin, à froid, les événements du xx^e siècle. Comme l'a été justement à distance Enrico Serventi Longhi, fidèle héritier, que ce soit pour des raisons intergénérationnelles de la meilleure historiographie italienne et de celle de Renzo de Felice en particulier, lui qui fut capable d'étudier l'histoire du xx^e siècle sans esprit partisan et sans se faire guider par les idéologies même quand celles-ci étaient les plus vives. Une raison supplémentaire, pour laquelle selon moi, le lecteur français tirera une grande satisfaction de cet ouvrage, tout en prenant connaissance d'une figure comme celle de De Ambris qui a joué un rôle dans l'histoire de France.

Marco GERVASONI

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Molise
et professeur d'histoire comparée à la Luiss Guido Carli de Rome

Introduction

Alceste De Ambris, une histoire internationale

Un des historiens italiens les plus importants de la culture socialiste se demandait si « l'histoire du mouvement ouvrier n'est pas quelque chose de plus que l'histoire de la classe ouvrière (au sens strict du terme)¹ ». Dans le même sens on peut répondre que l'histoire du mouvement ouvrier, même à travers la biographie d'un de ses protagonistes, est plus qu'une histoire personnelle. La biographie comme genre historiographique a le mérite d'être à la fois individuelle, sociale, culturelle, en d'autres termes, une histoire humaine. C'est une histoire des élites, des processus de modernisation et de démocratisation, de la formation de la société civile. C'est surtout une histoire qui, étudiée dans sa globalité, réussit à dépasser les frontières de chaque patrie pour devenir une histoire de la culture européenne.

Ainsi, nous croyons que l'objet du présent ouvrage puisse intéresser un public plus large que celui du pays dans lequel le protagoniste a exercé sa propre activité. Le parcours biographique du syndicaliste révolutionnaire Alceste De Ambris est parfaitement inséré dans l'histoire de l'Italie des trente premières années du xx^e siècle, reflétant ses ambivalences, ses contradictions et ses oscillations. Ce fut avant tout le *leader* indiscuté de la plus grande grève agraire de l'histoire italienne : à Parme en 1908 plus de vingt mille travailleurs de la terre, surtout des ouvriers agricoles soutenus par six mille travailleurs des industries parmesanes maintinrent la grève pendant 56 jours grâce à un effort inégalable d'organisation et de solidarité. Un événement tellement ancré dans la mémoire italienne qu'il a été immortalisé dans le film *Novecento* de Bernardo Bertolucci, comme exemple de la force du mouvement paysan italien et qu'il est encore commémoré par les syndicats et les chambres de travail.

À partir de cette grève, De Ambris devint un des personnages les plus connus et controversés du mouvement ouvrier italien : intransigeant et hostile au réformisme « bourgeois », il contribua à la naissance de l'Unione sindacale italiana (Usi), le premier syndicat révolutionnaire en concurrence avec la Confederazione Generale del Lavoro (CGdL) ; devenu député en 1913, il fut toujours hostile au parlementarisme et fut protagoniste de

1. RIOSA A., introduction à *I miti del quarto stato: tra nostalgia e speranza*, Lacaita, Manduria/Bari/Rome, 1994, p. 19.

l'insurrection de juillet 1914 (la Semaine rouge). Son histoire prit un tournant inattendu lorsqu'éclata la Première Guerre mondiale, quand De Ambris se positionna comme le premier interventionniste « de gauche », en faveur de l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente. Il fallait soutenir les démocraties (Grande-Bretagne, France) contre les empires autoritaires (Prusse, Autriche). Dans l'après-guerre, il fut un des chefs de l'occupation de Fiume-Rijeka par Gabriele D'Annunzio, contribuant ainsi à préciser les contours idéologiques d'un mouvement révolutionnaire original (le « fiumanesimo/l'esprit de Fiume »), fondé sur l'union entre travailleurs et avant-gardes militaires. De Ambris fut également auteur de la « Carta del Carnaro », texte constitutionnel de l'État libre de Fiume, un document d'une exceptionnelle importance car ce fut la première synthèse *révolutionnaire* des idées présentes en Italie et en Europe durant la période de lutte de classes et de la guerre mondiale : nation armée, corporatisme, démocratie directe, égalité homme-femme, autonomies locales, solidarité entre les peuples opprimés.

La vision du monde contenue dans la Constitution du Carnaro fut relancée par De Ambris quand il fut le dirigeant de la Federazione nazionale dei legionari fiumani de 1921 à 1923, qui recueillait les rescapés de l'entreprise de Fiume. Observateur attentif et ennemi personnel de Mussolini, à la différence de la majorité des syndicalistes révolutionnaires et de ces mêmes partisans de D'Annunzio, il opéra par la suite un clair tournant antifasciste et décida de s'exiler en France. Son choix antifasciste revêt une importance notable, car il démontre que la conception socialiste de De Ambris, spécifiquement syndicaliste et républicaine, ne conduisait pas nécessairement au fascisme, mais au contraire, selon son interprétation, trahissait justement les idéaux soutenus par la grande partie des interventionnistes de gauche de l'après-guerre.

La figure de De Ambris est certainement ambiguë et controversée. Ce fut surtout son choix interventionniste de soutien à la guerre qui créa une dichotomie entre l'image du « héros » du prolétariat et celle du « traître » à la classe ouvrière. L'historiographie italienne elle-même a dépeint au moins deux De Ambris opposés selon que la perspective est tournée soit vers la période précédant le conflit, quand il fut à la tête du mouvement ouvrier italien et européen, soit vers la période suivant le conflit, quand avec la guerre et l'occupation de Fiume, il s'est rapproché des courants nationalistes et militaristes.

Cette complexité a été à la base d'une polémique historiographique très intense en Italie au moins jusqu'à la fin des années 1970 quand prévalait encore la position « officielle » liée au Parti Communiste italien². Une

2. Pour une vision complète, exhaustive, de l'historiographie du syndicalisme révolutionnaire nous renvoyons à FURIOZZI G. B., *Dal Socialismo al Fascismo. Studi sul sindacalismo rivoluzionario italiano*,

vision qui se limitait à une élaboration idéologique cohérente ou à l'analyse systématique de l'État et du capital, négligeant les dimensions de l'action, de la volonté et de la violence comme des données essentielles et caractéristiques de la méthode révolutionnaire. Le syndicalisme révolutionnaire et ses protagonistes comme De Ambris étaient en conséquence jugés en des termes négatifs déjà dans la phase prolétarienne, comme exemple de la dérive irrationnelle du mouvement ouvrier et de la « maladie infantile » des masses italiennes³.

Les études et interventions réalisées à partir de la seconde moitié des années 1970 proposèrent de nouvelles interprétations grâce à la contribution de l'historiographie internationale qui déjà avait commencé et produit des travaux d'un grand intérêt sur le syndicalisme révolutionnaire ou sur l'anarchisme organisé⁴. Le souffle international des études sur le syndicalisme consentit finalement à dépasser la vieille question sur le caractère plus ou moins rationnel et national du syndicalisme de classe, de l'action directe et de la violence politique⁵.

Surtout, elles clarifièrent la distance du syndicalisme révolutionnaire vis-à-vis du fascisme et du nationalisme⁶. Le syndicalisme révolutionnaire italien et français, comme on le sait, ont été interprétés comme le patrimoine génétique de la culture fasciste européenne. L'historien Zeev Sternhell qui, justement, construira sur cette continuité entre syndicalisme révolutionnaire et fascisme, une partie de ses réflexions les plus importantes, considérait tout de même qu'il fallait prendre en compte les destins différents de chaque individu. Si dans les faits de nombreux dirigeants du syndicalisme révolutionnaire italien construisirent des rapports avec les nationalistes depuis la guerre en Libye (1911) à la Première Guerre mondiale et par la suite adhèrent au fascisme, d'autres parmi lesquels De Ambris, ne cédèrent pas aux avances du régime.

Les travaux de Sternhell, malgré ses aspects critiques, offrent une très bonne base de départ pour dépasser l'apparente incompatibilité entre les

Edizioni Simone, Naples, 1998 ; nous signalons également, *Sindacalismo Rivoluzionario. Quale approccio storiografico?*, Pacini, Pise, 1980.

3. GRAMSCI A., *La questione meridionale*, Davide Zedda Ed., Rome, 1951, p. 22-23.

4. L'apogée de la multiplication des études historiques sur le syndicalisme révolutionnaire commencée avec le « sursaut libertaire » de la fin des années soixante, est la conférence de Ferrare du 3 au 5 juin 1977, avec des invités internationaux parmi lesquels les historiens Georges Haupt, Antonio Elerozia, Arthur Lehning, Augustin Souchy et Jacques Julliard et les spécialistes italiens du syndicalisme.

5. FURIOZZI G. B., *Sorel e l'Italia. Il sindacalismo rivoluzionario in Italia*, Mursia, Milan, 1977 ; ANTONIOLI M., *Il sindacalismo rivoluzionario in Italia*, in *Storia del sindacato. Dalle origini al corporativismo fascista*, Marsilio, Venise, 1982, p. 33.

6. L'exemple de l'interprétation du syndicalisme révolutionnaire comme base théorique de l'idéologie fasciste est STERNHELL Z., SZNAJDER M. et ASHERI M., *Nascita dell'ideologia fascista*, Baldini & Castoldi, Milan, 1993. Pour une étude plus équilibrée et complète de la pensée sorélienne sur les « sources » de la nouvelle culture révolutionnaire nous signalons l'ouvrage récent GIANINAZZI W., *Naissance du mythe moderne : Georges Sorel et la crise de la pensée savante, 1889-1914*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2006.

deux âmes de De Ambris, le révolutionnaire du « prolétariat » et le révolutionnaire de la « nation ». Notre objectif est de reconstruire de façon globale, unitaire, le parcours biographique de De Ambris et dépasser cette dispersion qui a caractérisé la production historiographique jusqu'à aujourd'hui. L'étude de sa biographie, permet avant tout de comprendre, dans la formation et dans l'action de De Ambris, le rôle d'autres cultures comme celles républicaine et anticléricale. Puis elle permet d'inscrire ses positions dans un débat international plus ample et pertinent à travers la circulation des idées et les multiples expériences de l'exil. De Ambris franchit les frontières déjà à la fin du XIX^e siècle pour des raisons existentielles et plus tard pour des persécutions politiques, voyageant du Brésil à la Suisse, de Fiume-Rijeka à la France (Marseille, Nérac, Toulouse, Paris, Brive). La dimension internationale revêt pour De Ambris une valeur importante aussi bien du point de vue de la définition des principes théoriques, politiques et syndicaux, que de la pluralité des lieux et contextes où expérimenter de tels principes.

La France est certainement le pays le plus important pour De Ambris. Du point de vue théorique, il doit beaucoup aux idées de Georges Sorel, d'Henry Bergson et il tint une correspondance remarquable mais peu connue avec les syndicalistes français James Guillaume et Pierre Monatte. Mais la France est également importante du point de vue de son existence : De Ambris franchit les Alpes à de nombreuses reprises pour des périodes plus ou moins longues. La France devint sa « seconde » patrie de la fin 1922 quand, sous la pression des violences fascistes, il préféra s'expatrier jusqu'en 1934, année de sa mort. Reconstruire la biographie de De Ambris permet aussi de redécouvrir le poids de la culture révolutionnaire française dans les choix de nombreux socialistes, syndicalistes et anarchistes italiens et le rapport, toujours fort et difficile, entre l'émigration italienne et la nouvelle patrie transalpine.

Ce travail a été possible surtout grâce à la découverte et l'étude des documents provenant des Archives Guastoni-De Ambris, conservés par la famille Guastoni et désormais donnés aux Archives centrales d'État de Rome, ainsi qu'aux nombreuses autres sources conservées dans les archives italiennes et internationales : Archives centrales de l'État, Archives d'État, Archives du ministère des Affaires Étrangères, Bibliothèque-Archives du Grand Orient d'Italie, Rome Archives du Vittoriale, Gardone Riveria ; Institut national du mouvement de libération en Italie, Milan ; Archives d'État, Archives historiques de la Mairie de Parme ; Archives de la famille Berneri-Aurelio Chessa, Reggio d'Émilie ; Centre de documentation et de recherche Trentin, Venise ; Archives publiques de l'État de Sao Paulo ; Archives publiques d'État, Rio de Janeiro ; Archives Edgar Lauenroth, Campinas-SP ; Archives Nationales (An), Archives de la Grand Lodge de France, Office universitaire de recherche socialiste (Ours), Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (Ceres), Paris ; Bibliothèque

de documentation internationale contemporaine (Bdic), Nanterre ; Bundesarchiv, Berne ; Archives historique de la ville, Archives Prezzolini, Lugano ; Archives d'État du Tessin, Bellinzona ; Centre international de recherche sur l'anarchisme, Lausanne ; Državni arhiv, Fiume ; Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (Iisg), Amsterdam.

Chapitre I

Le syndicat

« Avec les mains nues on ne met pas à bas une muraille de granit : il faut une pioche, une barre à mine. En d'autres termes : contre des armes il faut des armes. »

(A. De Ambris, « Dopo la bufera »,
L'Internazionale, 20 juin 1914.)

L'héroïque Lunigiana

Le 27 septembre 1964, à Parme, un buste de bronze du sculpteur Carlo Corvi représentant les traits d'un visage encore épargné par le temps et la maladie, fut érigé sur la tombe d'Alceste De Ambris avec une plaque comportant l'épithète composée par l'ami et compagnon de toujours, Luigi Campolongo¹. La cérémonie d'hommage à la dépouille, transportée depuis Brive, ville du Limousin, en France, où le syndicaliste était mort en exil presque trente ans plus tôt, rassembla toutes les autorités politiques de Parme et de Licciana Nardi, petite ville de la Lunigiana (Toscane) où De Ambris était né en 1874, ainsi qu'une partie non négligeable des organisations venues pour rendre hommage à la figure la plus importante et la plus aimée de l'histoire du mouvement ouvrier de la ville, du moins celle de la décennie 1905-1915, époque héroïque du mouvement ouvrier « quand nous allions dans les villages pour répandre nos idées avec une charrette et un cheval² ».

Les relations de De Ambris avec le mouvement ouvrier de Parme s'assombrirent après le tournant interventionniste de la Première Guerre mondiale et ne purent être reconstruites même durant les années de combat antifasciste des « années noires ». Dans l'immédiat après-guerre de 1945, les sombres destinées des syndicalistes révolutionnaires qui étaient

1. « Alceste De Ambris / Écrivain, Tribun, Combattant / Fier conducteur de foules / Il refusa les honneurs et se pencha sur la misère / pour y remédier et pour l'atténuer. / Né italien, il mourut citoyen du monde / Errant chevalier de l'idéal / Il s'est arrêté ici où la pierre renferme la dépouille / mais non le rêve / crie en son nom / amour aux rebelles – mort aux tyrans / Licciana, 1874 – Brive 1934 », numéro unique, *In memoria di Alceste De Ambris*, septembre 1964.

2. Souvenir de l'avocat Emilio Baracchini, in « De Ambris nel ricordo di un compagno di lotta », *La Gazzetta di Parma*, 26 sept. 1964.

pour la plupart passés au régime fasciste, l'antibolchévisme affiché de De Ambris et sa position atypique au sein de l'exil antifasciste, n'ont pas contribué à faire figurer De Ambris parmi les martyrs les plus célèbres de l'antifascisme. Mort trop tôt, il n'eut même pas la « chance » de racheter son passé, controversé pour certains, par la guerre civile espagnole et encore moins, bien évidemment, par la résistance. Comme l'écrit un de ses amis et concitoyens, Renzo Pezzani, « l'histoire décrète l'immortalité pour un général sans idéal qui gagne une bataille et la politique efface froidement la mémoire d'un homme qui, voué à la cause du peuple, est mort en terre étrangère, pauvre, oublié et incorruptible³ ». À Parme cependant, d'anciens camarades républicains engagèrent une action pour rendre hommage à la mémoire du syndicaliste : parmi eux le franc-maçon Alfredo Bottai⁴ qui, dans l'immédiat après-guerre, avait repris contact avec le frère de De Ambris, sans doute plus connu (cet Amilcare qui en 1925 et 1926 avait définitivement accepté de collaborer avec les confédérations fascistes, trahissant, selon Alceste, son passé de militant révolutionnaire). Destinées à la publication d'un premier travail biographique, les sollicitations de Bottai se traduisirent par des notes dactylographiées d'Amilcare De Ambris qui ne virent jamais le jour et dont diverses copies sont aujourd'hui conservées dans des fondations privées.

Bottai attendit 1959 pour publier un petit opuscule en l'honneur de De Ambris en obtenant la collaboration de Giuseppe Chiostergi qui avait partagé l'exil du syndicaliste et qui était devenu l'un des rescapés, parmi les plus respectés, de l'exil antifasciste, Président de l'association mazzinienne italienne, député de la Constituante et de la première législature, sous-secrétaire d'État au Commerce extérieur dans le deuxième gouvernement De Gasperi. Ainsi, même dans l'intitulé (*Un syndicaliste mazzinien : Alceste De Ambris*), les auteurs du livre tentèrent de réduire De Ambris à une tradition politique dont, selon les dires de Chiostergi, De Ambris fut totalement étranger⁵. Le mazzinisme de De Ambris, notamment à l'origine, était plus une référence générationnelle qui le rapprochait des jeunes socialistes de la Haute Toscane⁶. Ses références culturelles et littéraires qui dans les années universitaires s'élargirent aux poètes Carducci et Shelley, et liaient ainsi le mythe du Risorgimento manqué à celui prométhéen de la mission révolutionnaire en tant que vocation politique⁷.

3. *Un sindacalismo mazziniano Alceste De Ambris*, Associazione mazziniana italiana, Parme, 1959, p. 38.

4. Sur Alfredo Bottai la fiche biographique in SERENI U., *Camera del lavoro, Agraria e ceti medi a Parma nell'età giolittiana*, Camera del lavoro di Parma, Parme, 1975, p. 143-144.

5. CHIOSTERGI G., préface à *Un sindacalismo mazziniano...*, *op. cit.*, p. 3-4.

6. MANFREDI L., *Alceste De Ambris. Dal socialismo al sindacalismo rivoluzionario 1874-1907*, thèse en sciences politiques, univ. de Pise, 2002-2003.

7. SERENI U., « Il Prometeo Apuano », in SERENI U. et CERVETTI V. (dir.), *Alceste De Ambris. Lettere dall'esilio*, Biblioteca Umberto Balestrazzi, Parme, 1989, p. 9-118.

Le père d'Alceste, Romano Francesco, dit le Cavaliere était mazzinien, franc maçon et même carbonaro selon Cesare Rossi⁸; inscrit durant sa jeunesse à Giovine Italia, Fondateur de la société mutualiste ouvrière de Licciana, Francesco De Ambris était également conseiller municipal, maire d'Aulla, assesseur, assumant diverses responsabilités institutionnelles⁹. Alceste était membre d'une famille « relativement aisée¹⁰ » disposant d'un vaste patrimoine entre Licciana et Aulla. Elle l'encouragea à se passionner pour la politique dès l'âge du lycée, malgré un parcours médiocre il fut marqué par certains professeurs appartenant au courant démocratique et anti-cléricale¹¹. L'attachement et la fidélité à son père furent d'autant plus intenses que celui-ci perdit son poste de conseiller communal occupé sans interruption depuis 1883 aux élections administratives de 1895, en raison de l'appui apporté aux grévistes. Alceste produisit l'opuscule *Incipit*, publié à La Spezia et rédigé entre le service militaire et les premières années d'université durant lesquelles il lança des attaques contre l'opportunisme de certains conseillers fraîchement élus et en particulier contre le nouveau maire Leopoldo Galeotti¹².

À la faculté de droit de Parme, au-delà d'études en dents de scie, De Ambris a été fasciné par les turbulences de son temps, conjuguant esprit gaillard, militance socialiste et premières collaborations journalistiques de qualité. Parmi ces dernières, la plus importante fut sans aucun doute celle qu'il eut avec *La Terra*, aux côtés de Luigi Campolongo, considérée à tort comme l'origine de ses problèmes avec les autorités militaires et judiciaires et donc de son exil¹³. Quitter l'Italie relevait plus d'un choix de génération inspiré par l'épopée des héros de l'unité italienne et internationaliste que de la persécution insidieuse de l'État.

Le voyage au Brésil

Le premier exil demeure encore peu connu, en particulier du public européen¹⁴. De Ambris faisait partie de la seconde génération d'émigrés, et il rencontra le groupe de socialistes d'Alcibiade Bertolotti, la Ligue

8. ROSSI C., « Una famiglia apuana di agitatori. I sette "A" (maschi) di casa De Ambris », *Il Telegrafo*, 23 janvier 1952, désormais in ROSSI C., *Personaggi di ieri e di oggi*, Ceschina, Milan, 1960, p. 139-140.

9. Les informations plus précises sur la famille De Ambris se trouvent in RICCI G., *A. De Ambris, dal socialismo eroico di lunigiana al sindacalismo rivoluzionario*, Centre de recherches sur la Lunigiana, Aulla, 1974, p. 6.

10. *Notes biographiques d'Amilcare De Ambris* – Fondation Brodolini et copie à la Fondation Ugo Spirito.

11. CAMPOLONGHI L., *Una cittadina italiana fra 1800-1900*, Éd. de l'*Avanti!*, Milan, 1962, p. 58.

12. RICCI G., *op. cit.*, p. 29-30.

13. Sur les questions inhérentes au service militaire, à la désertion et à l'exil voir GESTRI L., *Storia di socialisti, Idee e passioni di ieri e di oggi*, Bfs, Pise, 2003.

14. Au Brésil a été publié l'ouvrage intéressant de TOLEDO E., *Travessias revolucionárias*, Unicamp, Campinas, 2004.

démocratique italienne, qui par son nom suggérait déjà la fusion des thèmes progressistes, par ailleurs dominants au Brésil, avec les idées socialistes. Bertolotti faisait partie du Cercle Internationaliste de Sao Paolo, avec les camarades de langue portugaise tels qu'Estevam Estrella ou Benjamin Motta, les deux personnalités du mouvement révolutionnaire brésilien pour la période charnière à cheval sur les deux siècles¹⁵. De Ambris, enfin De Ambrys, comme il se faisait appeler, fut le protagoniste d'un parcours caractérisé par un fort cosmopolitisme et par l'expérimentation de thèmes et de perspectives qui, dans le contexte particulier du Brésil, annonçaient déjà le dépassement des canons classiques du marxisme italien et européen. La réalité sociale particulière de Sao Paolo invitait naturellement à la contamination ethnique et politique : dans les cafés du centre, comme le racontait Estrella, il était aisé de trouver réunis l'élite progressiste avec des révolutionnaires de tout poil « des monarchistes dissidents, des républicains exaltés, des socialistes respectueux de la loi et des révolutionnaires, des anarchistes et des carbonari, etc. », qui « planifiaient de sombres projets contre cette même bourgeoisie postcoloniale¹⁶ ».

Avant même d'entrer dans ces cercles révolutionnaires de Sao Paolo à l'aspect fortement bohème, De Ambris fut accueilli par ses frères, Angelo et Alfredo, respectivement marchand de café et rédacteur à l'Agence d'information Havas, tous les deux au Brésil depuis 1894. Pour vivre, il dut s'habituer à exercer différents emplois et envisagea de s'établir comme médecin dans une colonie italienne de la petite ville d'Urussanga ; ce projet ne se réalisa pas bien qu'il eût suivi un cours de médecine pendant un an¹⁷. En fait, le projet de publier un hebdomadaire socialiste s'était finalement concrétisé et en octobre 1900 parut l'*Avanti! de Sao Paulo*, dirigé par Bertolotti. Dans ce périodique, De Ambris s'occupa de la rubrique « In arte », qui révélait le goût et la formation artistique du jeune éclectique, avec les comptes rendus des activités des organisations locales. Très tôt il se rapprocha progressivement des thèmes concernant principalement le syndicalisme, comme la transformation des expériences particulières des sociétés cosmopolites de secours mutuel en Ligues de résistance, considérées comme étant plus en phase avec le siècle nouveau¹⁸.

15. Une partie significative de l'historiographie internationale s'est interrogée sur le rôle de l'émigration sociale et politique européenne et italienne dans la formation de la culture révolutionnaire en Amérique du Sud, en particulier à la fin du XIX^e siècle. En particulier de SOUZA MARTINS J., « Empresarios e trabalhadores de origem italiana no desenvolvimento industrial brasileiro entre 1880 e 1914: o caso de São Paulo », *Dados*, n° 2, 1981, p. 255.

16. « A reforma », *Gazeta Operaria*, 16 novembre 1902, désormais in TOLEDO E., *op. cit.*, p. 274 (original en brésilien).

17. *Notes autobiographiques d'A. De Ambris*, in Archives Guastoni-De Ambris.

18. Cette conséquence du développement du mouvement associatif dans l'état de Sao Paolo vit le jour dans le numéro du 30-31 mars 1901 à la rubrique « Movimento Operaio » qui était aux côtés de celle « Organisation socialiste » pour ne pas « se limiter à la pure et aride chronique », mais pour traiter « en forme pleine, facile et populaire de toutes les questions purement ouvrières qui viendront nous être suggérées par l'accomplissement de notre action pratique ».

La conception particulière et cosmopolite de la lutte politique à Sao Paolo, qui favorisait les contacts et les rapprochements avec le radicalisme républicain¹⁹, allait épouser la nouvelle question sociale de l'organisation économique²⁰.

Le développement de la question ouvrière et les ouvertures au républicanisme mirent mal à l'aise le reste de la rédaction de l'*Avanti!* qui suivait fidèlement la ligne institutionnelle dictée par le Parti Socialiste Italien. C'est un De Ambris trop fougueux qui fut vivement attaqué en octobre dans les colonnes du périodique socialiste parce qu'il était favorable à la naissance d'une Chambre du Travail à tendance révolutionnaire à Sao Paolo. Les critiques le poussèrent à démissionner du poste de rédacteur et à se consacrer en solitaire à la préparation et la publication de l'*Almanacco socialista* de 1902. Ceci contribua surtout à l'évincer du comité provisoire d'organisation du second congrès socialiste et rompre avec l'orientation traditionnelle et réformiste donnée par Bertolotti au processus constitutif.

Après diverses grèves et luttes ouvrières d'une efficacité inédite, la question syndicale finit inévitablement par s'imposer au centre du débat révolutionnaire de Sao Paolo²¹. Pendant toute l'année 1902 et les premiers mois de 1903, De Ambris prit la tête de l'*Avanti!*, écartant la précédente direction modérée. Les deux conceptions, syndicaliste et réformiste, s'imposèrent au congrès qui reconfirma formellement la nécessité de recourir à l'élection, poussant au contraire les immigrés à se naturaliser pour faire valoir leurs droits et de fait, rompre avec les anarchistes. Toutefois, nombreux furent les thèmes et les perspectives syndicales qui d'un point de vue pratique caractérisèrent les premiers mois d'activité du « Partido » comme le symbole de l'hégémonie deambrisienne. Dans l'*Avanti!*, le ton des articles sur l'autonomie de classe et contre la bourgeoisie coloniale italienne se fit de plus en plus acerbe sans être toujours partagé par le socialisme progressiste d'Enrico Ferri ou par celui de Bertolotti. En avril 1903, la plainte pour diffamation d'un puissant représentant de la colonie italienne et la faible protection que reçut De Ambris de l'organisation socialiste, le persuadèrent de s'embarquer sous un faux nom et de retourner en Italie.

19. La polémique sur le militarisme, qui opposait les radicaux libéraux avec les nationalistes républicains, est intéressante car elle distinguait déjà entre armée permanente, milice professionnelle et nation armée. « Socialismo e nazionalismo », *Avanti!*, 9-10 février 1901. Comme l'attestent les comptes rendus du périodique socialiste, De Ambris participa à différentes assemblées du Parti Républicain social dans le courant de l'année 1901 ; il devait aussi siéger à la cérémonie de commémoration de Garibaldi du 2 juin quand il apprit la mort de sa mère.

20. Comme le souligne Alves de Seixas le caractère cosmopolite est révélé par la composition même de la direction du nouveau Parti Socialiste Brésilien, composée par les Italiens De Ambris, Lorenzo Monaco, Bertolotti et Dante Ramenzoni, des Brésiliens Ascendino Reis et Bernardino Ferraz, des Espagnols Estevam Estrella et Valentin Diego et l'Allemand Richard Menge ; voir aussi « Le deuxième congrès du Parti socialiste brésilien », *Le Mouvement socialiste*, 1^{er} septembre 1902.

21. MARAM L. S., *Anarquistas, imigrantes e o movimento operário brasileiro, 1890-1920*, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1974.

Le premier exil de Sao Paolo fut, sous de multiples aspects, un apprentissage : du point de vue journalistique, par la qualité reconnue, inédite et éditoriale de l'*Avanti!*; sur le plan syndical, pour avoir suivi et organisé les premières grèves ouvrières de l'État de Sao Paolo; du point de vue politique, par le dialogue avec le radicalisme cosmopolite républicain; enfin le plan charismatique, par la révélation et l'efficacité de ses qualités non seulement organisatrices mais aussi oratoires, acquises lors de ses années universitaires à Parme, au contact des meilleurs propagandistes socialistes et enrichies plus tard par ses compétences et ses passions artistiques et théâtrales²². Sa stature de tribun (ou comme le répétèrent certains critiques, de démagogue) sera une constante dans l'activité politique et syndicale des années à venir.

L'ascension du syndicaliste

La monographie de Furiozzi, dédiée spécifiquement à De Ambris représente une bonne contribution pour la période comprise entre août 1903 et l'été 1908, c'est-à-dire du retour du premier exil brésilien jusqu'à la fin de la grève de Parme²³. Durant ces années, l'activité d'organisateur syndicaliste fut la plus importante, de la nomination de secrétaire à la Chambre du Travail de Savona à celle de dirigeant de la Fédération Nationale des fabricants de bouteilles à Livourne en février 1904²⁴.

Depuis le début du siècle, la Fédération était la chasse gardée des socialistes réformistes, tels que Giuseppe Emanuele Modigliani et Cesare Riciardi. Si tous étaient d'accord pour faire converger et transformer les vieilles associations de secours mutuel en ligues de résistance et coopératives²⁵ plus modernes, De Ambris, qui s'était « fait les dents » au Brésil, fut bien plus direct dans sa revendication d'un caractère égalitaire de la lutte et souhaita impliquer les travailleurs auxiliaires, précédemment exclus des organisations syndicales²⁶.

L'expérience livournaise se conclut sans grands rebondissements avec une succession normale à la tête de la fédération; De Ambris chercha à capitaliser cette expérience positive d'organisateur, une de ses premières actions concrètes en Italie²⁷. En 1906, il revint au journalisme, à la direction, avec

22. Sur l'importance de la propagande, des mythes, des symboles et des rites publics du mouvement socialiste et ouvrier italien des deux siècles, nous renvoyons à RIDOLFI M., *Il Psi e la nascita del partito di massa*, Laterza, Rome/Bari, 1992, p. 181; ANTONIOLI M., *Vieni o maggio, Aspetti del Primo Maggio in Italia tra otto e novecento*, FrancoAngeli, Milan, 1988; RIOSA A., *I miti del quarto stato tra nostalgia e speranza...*

23. FURIOZZI G. B., *Alceste De Ambris e il sindacalismo rivoluzionario*, FrancoAngeli, Milan, 2002, p. 13-32.

24. MARIANELLI A., *Proletariato di fabbrica e organizzazione sindacale in Italia: il caso dei lavoratori del vetro*, FrancoAngeli, Milan, 1983, p. 195.

25. Sur les traditions corporatives des verriers, CAMPOLONGHI L., *Azione sindacale: l'esempio dei bottiglieri italiani*, Rome, 1905, p. 7-8.

26. DE AMBRIS A., « Una grande lotta sindacale, Il parte », *Avanti!*, 4 octobre 1905.

27. *Notes biographiques de Amilcare De Ambris*.

Michele Bianchi et Paolo Orano²⁸, de *La Gioventù Socialista* et parallèlement correspondant romain de *La Terra*, à peine refondée en Lunigiana par Pietro Bologna qui s'était fait connaître par ses attaques acharnées contre le socialisme parlementaire et leur appui au ministère Sonnino²⁹. Année qui s'est pourtant mal terminée pour De Ambris et le courant syndicaliste en nette minorité à la Conférence des Chambres du Travail et de la Résistance, qui s'est déroulée à Milan du 29 septembre au 1^{er} octobre 1906. En effet, cette conférence avait décidé la création de la Confédération Générale du Travail (Cgl) et De Ambris s'était retrouvé isolé au IX^e congrès national du PSI tenu quelques jours plus tard³⁰. La publication, avant le congrès, d'un manifeste des syndicalistes révolutionnaires auquel manquait la signature de De Ambris – ce qui témoignait, pour peu de temps encore, de son manque d'envergure nationale – suscita peu d'intérêt³¹.

Le vrai tournant de sa carrière fut sa nomination au secrétariat de la Chambre du Travail de Parme en février 1907, quelques mois avant la rupture définitive avec la jeune Confédération Générale du Travail (CGdL), la naissance du Comité National de la Résistance et la fondation du périodique *L'Internazionale*. La recherche patiente de l'unité des travailleurs de la terre dans le contexte parmesan se fit en rupture avec le syndicalisme pur et élitiste de Georges Sorel et des théoriciens comme Angelo Oliviero Olivetti et Enrico Leone³². Déjà depuis 1907-1908, pour De Ambris et son compagnon le plus proche Tullio Masotti, la grève générale était considérée comme le seul et meilleur moyen à disposition pour l'émancipation ouvrière, et non pas comme un mythe messianique : un moyen normal pour soutenir le travail quotidien de création des comités locaux et pour éviter la désarticulation des luttes. Dans la préface d'Enrico Leone à l'ouvrage *Sciopero generale e la violenza* de Sorel, qui n'était pas autre chose que le recueil des écrits déjà publiés dans le *Divenire sociale*, le théoricien syndicaliste avait souligné le caractère spirituel et symbolique mais non matériel et actuel de la grève générale, « fonction d'expression symbolique du passage par antithèse du monde présent au monde futur³³ ». La seconde partie de l'analyse de Leone relevait plus de la conception syndicaliste de De Ambris,

28. Syndicalistes révolutionnaires qui devaient rallier le fascisme.

29. Sur la rupture entre syndicalistes et socialistes et sur le soutien au gouvernement Sonnino, RIOSA A., *Sindacalismo rivoluzionario in Italia*, p. 285. L'éventualité du soutien au conservateur et autoritaire Sonnino fut retenue comme meilleure par le groupe parlementaire socialiste par rapport au libéral-giolittien plus ouvert à l'Église et aux affairistes. Les syndicalistes, bien que défenseurs de la laïcisation de l'État, refusaient la possibilité de soutien à un quelconque gouvernement.

30. *Ibid.*, p. 331.

31. Le manifeste avait été signé par Tommaso Monicelli, Paolo Orano, Arturo Labriola, Walter Mocchi, Costantino Lazzari, Enrico Leone, Paolo Mantica, Roberto Forges Davanzati, Romolo Sabbatini et Pietro De Divitis in RICCI G., *op. cit.*, p. 54-55.

32. Leone devait être interné en 1925.

33. Logiquement Leone fut parmi les rares syndicalistes révolutionnaires à ne pas s'enthousiasmer pour les grèves de Parme, trop peu enclines à revendiquer leur caractère politique, et pour le rôle des avant-gardes, il soulignait plutôt les autres facteurs pour expliquer la détermination des grévistes,

qui voyait dans la grève générale, la « manifestation de la volonté disciplinée des organisateurs... phénomène directement économique », qui ne diminuait pas son importance sur le plan institutionnel³⁴.

Se dessinait alors l'adéquation de l'insurrectionnalisme jacobin et blanquiste avec la réalité en voie de modernisation, où « à travers l'utilisation répétée de la grève, le mouvement ouvrier conduit le socialisme à être une « révolution permanente » sans la répétition des secousses stériles³⁵ ». Pour De Ambris, il s'agissait, d'un côté, de s'opposer à la conception anarchique de la grève épisodique pour en privilégier l'aspect organique et permanent, et de l'autre, dépassant la théorie *pure* de Leone et Arturo Labriola³⁶, d'ôter à la grève son caractère de mythe apocalyptique et cathartique pour lui attribuer celui de mythe mobilisateur et pédagogique, de pratique concrète et rationnelle de l'élévation du travail³⁷.

Les circonstances de la longue grève de Parme sont trop fameuses pour être rappelées dans le détail. Déformée pendant longtemps par la perspective réformiste³⁸, certaines études ont replacé l'épisode dans un contexte socio-économique plus vaste³⁹. La puissante impulsion donnée par De Ambris en organisant la Chambre du Travail de Parme⁴⁰, traduite en un programme de salaire et horaires minimum, s'était heurtée à l'intransigeance de l'association des agrariens. La première grève du 15 mai 1907 fut un succès indiscutable, grâce à la participation des garçons d'étables qui abandonnèrent des dizaines de milliers de têtes de bétail obligeant ainsi les éleveurs et agriculteurs à un accord favorable aux travailleurs⁴¹.

La grève de 1908 fut sans aucun doute, au premier coup à première vue, une réussite impressionnante : la participation de plus de vingt mille travailleurs de la terre, surtout des journaliers, rejoints par six mille ouvriers des industries de Parme après 56 jours d'occupation ; la vérification sur le terrain de la possibilité de créer des unités de classe à travers la création de

avec la conscience particulière du prolétariat agricole de Parme et l'intransigeance du patronat. Voir LEONE E., préface de l'ouvrage de SOREL G., *La grève générale et la violence*, Rome, 1906.

34. LEONE E., *ibid.*, p. vi.

35. *Ibid.*, p. x.

36. Théoricien du syndicalisme révolutionnaire qui opéra un ralliement tardif au fascisme en 1935.

37. Dans le cas italien, lutte antimonarchique et antigiolitienne. Sur la fonction mobilisatrice du mythe (grève générale/guerre révolutionnaire) dans le syndicalisme révolutionnaire de Sorel nous renvoyons à l'essai fondamental de SZNAJDER M., « I miti del sindacalismo rivoluzionario », *Storia contemporanea*, février 1993, p. 21-57.

38. RIGUZZI B., *Sindacalismo e riformismo nel parmense*, Luigi Musini, Agostino Berenini, Bari, 1931 ; PRETI L., *Le lotte agrarie nella valle padana*, Einaudi, Turin, 1955.

39. BALESTRAZZI U., « Lo sciopero parmense del 1908 nel ricordo e nelle considerazioni di un vecchio sindacalista », *Movimento operaio e socialista*, janv.-juin 1965. SYKES T. R., « Revolutionary Syndicalism in the Italian labour movement: the agrarian strikes of 1907-1908 in the province of Parma », *International review of social history*, 1976, p. 186-211. SERENI U., *Lo sciopero di Parma del 1908: un episodio della lotta di classe*, Biblioteca Balestrazzi, step, Parme 1989.

40. Sur l'organisation particulière de la Chambre du Travail, MASOTTI T., *La pratica sindacalista*, Parme, 1910.

41. Sur la grève de 1907, PRETI L., *op. cit.*, p. 294-295.

« soupes populaires communistes » autogérées ; l'« exode » des enfants de grévistes, hôtes dans des familles de militants d'autres villes, enfin l'appui de tout le mouvement ouvrier italien⁴². Ce qui par contre est très intéressant, sans rien enlever pour autant à l'importance des implications économiques et sociales et à la fascination pour les anecdotes romantiques, c'est la direction politique que les syndicalistes révolutionnaires imprimèrent à la lutte.

L'historiographie a déjà souligné l'originalité du processus né dans le sillage de l'Association agraire de Parme guidée par les avocats Lino Carrara et Ennio Tardini, et qui deviendra le prototype des organisations patronales au niveau national dès l'après-guerre, en particulier pour son autonomie à l'égard du pouvoir politique⁴³. Pourtant, en attribuant au cynisme et à l'intransigeance des agrariens, les causes de la grève et de la transformation de la lutte en affrontements violents⁴⁴, on a valorisé le caractère spontané bien que peu crédible des travailleurs de Parme et sous-évalué le rôle « manipulateur » des agitateurs.

On parle de l'existence d'un comité secret, aux côtés de la Chambre du Travail, qui dans la nuit du 18 au 19 juin, distribua un tract insurrectionnel incitant les travailleurs organisés à « accueillir » les sept cents « travailleurs libres » venant de Crema pour remplacer les paysans en grève ; on évoque la « militarisation » de la lutte ouvrière, œuvre du Comité d'agitation qui envoya par exemple, plus de huit cents cyclistes munis d'affiches à placarder dans la province avec l'ordre de grève, ce qui donna immédiatement l'image d'une organisation parfaite⁴⁵ ; on se réfère enfin aux actions d'infiltration chez les étudiants proches des agrariens, de la part de Fillippo Corridoni, arrivé à Parme sous le faux nom de Leo Celvisio, afin ou de les disperser, ou dans certains cas, de les engager du côté des travailleurs⁴⁶. En définitive, la direction morale et politique du Comité d'agitation a été bien plus décisive que la direction économique de la Chambre du Travail⁴⁷ : « La révolte morale a commencé, nous voyons la tempête s'assombrir à l'horizon, un

42. FURIOZZI G. B., *Alceste De Ambris e il sindacalismo rivoluzionario*, op. cit., p. 45.

43. ADORNO S., *Gli agrari a Parma, Politica, interessi e conflitti di una borghesia padana in età giolittiana*, Reggio Emilia, Diabasis, 2007.

44. Par ailleurs presque tous les théoriciens syndicalistes de l'époque comme Arturo Labriola, Angelo Olivetti, Paolo Orano, Enrico Leone, Paolo Mantica, applaudissaient la combativité de la classe patronale ce qui était la manifestation de la maturité de la lutte des classes, in SYKES T. R., art. cité, p. 199-201.

45. *Notes biographiques de Amilcare De Ambris*, op. cit.

46. *Ibid.*

47. La nécessité de nier l'activité de conspiration dans les grèves de Parme pour échapper aux persécutions judiciaires contraignit les révolutionnaires à réduire la portée insurrectionnelle et à souligner au contraire la finalité économique de la mobilisation. Sur le procès de Lucca de 1909, qui grâce à une défense basée sur l'atténuation du caractère révolutionnaire des grèves amena l'absolution des grévistes, SERENI U., *Il processo ai sindacalisti parmensi* (Lucca, avril-mai 1909). Lucca 1978. Plusieurs fois durant les débats, la défense souligna l'esprit conciliateur et collaborateur de la Préfecture de Parme avec Ugo Clerici, autre dirigeant de la Chambre du Travail, tandis que la personnalité controversée de De Ambris fut laissée délibérément au second plan.

éclair peut être le signal de l'explosion de l'ouragan. Que l'autorité politique mette le feu aux mines. En avant⁴⁸ ! »

On ne peut sous-évaluer la contribution d'une partie significative du regroupement des démocrates et des francs-maçons, en particulier de l'aile « mazzinienne⁴⁹ », qui se traduit par l'appui de la commission exécutive du parti républicain, par le soutien économique des loges des quatre coins de l'Italie, par une certaine neutralité entre l'administration communale et la préfecture, par les questions parlementaires des républicains et démocrates et la complicité directe dans la fuite de De Ambris le 20 juin, alors qu'on ne réussissait pas à calmer les affrontements entre manifestants, briseurs de grève et forces de l'ordre. De Ambris fut repéré et suivi par une patrouille armée de « travailleurs volontaires » à la solde des agrariens. Après s'être caché pendant trois jours, il réussit à sortir de Parme dans une charrette de déchets, à rejoindre Castelguelfo puis fuir en Suisse à bord d'une voiture mise sa disposition par un rejeton de la famille d'industriels génois Raggio, Edilio, accompagné de l'avocat Gian Enrico Massone, futur maire de Gênes et Luigi Murialdi, réformiste génois et un des spécialistes les plus importants du monde du travail⁵⁰.

On pourrait voir une dimension spécifiquement parmesane, conflictuelle, syndicale et libéraliste, dans cette politique des blocs populaires qui, au début du siècle, avait uni, souvent efficacement, réformistes, maçons, républicains et chambres du travail dans les administrations locales⁵¹. De Ambris bien sûr, ne manqua pas de critiquer cette dégénérescence affairiste, égoïste et politicienne qui rassemblait la vieille génération maçonne et philomonarchique et qui se traduisait par l'hostilité radicale aux expérimentations d'un gouvernement local. À l'inverse, il soulignait la partie « moralement » saine de la bourgeoisie révolutionnaire italienne, héritière des idéaux désintéressés et sincères des héros du Risorgimento ou du mouvement internationaliste. Rien de particulièrement original, si on rapproche une telle

48. La dernière phrase était cousue sur le drapeau rouge et noir à la fin de la rue Nino Bixio, d'où le groupe d'ouvriers et de paysans attendait regroupés l'arrivée des forces de l'ordre et « envoyait ses gamins » qui avaient passé la matinée à parcourir les rues et à provoquer l'attaque de la troupe, in MAZZOLDI P., *Un anno dopo* (1908), Parme, 1909, p. 10-11.

49. La composante conservatrice de la maçonnerie parmesane, regroupée autour du périodique *La Ragione*, attaqua à maintes reprises De Ambris et le syndicalisme révolutionnaire.

50. SERENI U., *Lo sciopero di Parma del 1908: un episodio della lotta di classe, op. cit.*, p. 113. Campolonghi racontait la curieuse composition de l'automobile : « Il y avait dans l'automobile, une belle voiture capable de parcourir de 80 à 100 km heure avec des dames et des messieurs. Qui étaient-ils ? Ah pouvoir le dire ! Si tu pouvais le dire tu pourrais écrire un article sur une nouvelle et singulière variété de capitalistes italiens : celle qui sauve les chefs syndicalistes. » Cette gifle à la bourgeoisie agraire et averse de la région de Parme fut exemplaire. Qu'un des plus puissants industriels de notre pays puisse se prêter au sauvetage d'un ennemi qu'il n'avait pas pu abattre autrement. Campolonghi se référait à Carlo Raggio, dont il était proche par des liens maçonniques. Sur les rapports de la famille Raggio et les réformistes dans la région de Gênes, in BARBALACE G., *Annali Istituto Ugo La Malfa*, 1993, p. 385-449.

51. SERENI U., *Camera del lavoro, agraria e ceti medi a Parma nell'età giolittiana*, Camera del Lavoro di Parma, Parme, 1975.

interprétation de cette partie de la maçonnerie italienne, fervent soutien du monde associatif à la démocratie⁵²; mais avec pour éléments nouveaux les convergences jusqu'alors plus ou moins limitées à la dimension institutionnelle et réformiste, qui semblaient désormais s'ouvrir au jeune mouvement syndical autonome, en liaison avec les processus industriels de modernisation et de rationalisation de la production agricole. Les termes avec lesquels, Tulio Masotti, en 1910, retraçait le bilan de l'action de la Chambre du Travail de Parme, définissaient bien le caractère inédit de la grève héroïque remontant à deux ans en arrière. L'aspiration que le syndicalisme guiderait le processus régénérateur jusqu'à la bourgeoisie productive, annonçait le point d'orgue de ce rapport entre mouvement ouvrier et maçonnerie qui se traduira dans la collaboration durant l'interventionnisme et dans le productivisme révolutionnaire du premier après-guerre :

« Face à la propagation d'une défiance avilissante au milieu de la masse des producteurs, dans cette période de vils opportunistes et de médiocrité triomphante, quand chaque forme de lâcheté basse et calculatrice, qu'on appelle sagesse et qu'on condamne pour folie les actes sporadiques de sacrifice et de droiture, dont – dans ses unités individuelles et collectives – peut être encore capable la classe des travailleurs italiens, présenter à l'observation des travailleurs, dans ses organismes constitutifs et dans les qualités psychologiques, ce puissant groupe d'individus, de volontés individuelles qui le composent, l'organisation de Parme, ne sera en rien une œuvre inutile. De la basse marée politicienne et bloquée, de la démarche de la grande soupe maçonnique qui a tout asservi à ses fins, on a réussi à sauver quelque chose. Et si cela est dû à l'œuvre éducatrice du syndicalisme, à ce trésor suprême d'énergies qui en quatre ans de batailles de classe ininterrompues ont su susciter au sein du prolétariat, portons notre regard confiant vers un avenir assuré⁵³. »

Si, comme il a été dit, une variable du système politique à Parme fut la tentative de la part de l'Agraire de construire une force autonome du bloc conservateur clérico-moderé⁵⁴, le désir des syndicalistes révolutionnaires de se poser en dialectique avec les forces des blocs populaires, sans exclusion, au niveau tactique ces convergences qui d'une façon plus affirmée et moins improvisée, seront pratiquées à l'occasion des élections de 1913. Pendant ce temps, la grève, loin d'être une défaite, aurait pu représenter sur le long terme l'affirmation de la force morale et politique du prolétariat guidé par les syndicalistes⁵⁵, suscitant cette « charge d'enthousiasme » et

52. Pour les positions dans le monde maçonnique et la lente et contrastée chute de l'obédience de Palazzo Giustiniani à des positions démocratiques et sociales, nous renvoyons à CORDOVA F., *Massoneria e politica in Italia 1892-1908*, Laterza, Rome/Bari, 1995.

53. MASOTTI T., *La pratica sindacalista*, op. cit., p. 6-7.

54. ADORNO S., op. cit., p. 15.

55. Dans ce sens, DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario e fumanesimo nel carteggio De Ambris-D'Annunzio*, Morcelliana, Brescia, 1960, p. 21.

cette « volonté de participation », à même d'éliminer les aspects partisans et sectaires du mouvement ouvrier, typique de la Confédération et qui semblaient même pouvoir attirer les meilleurs fils de la bourgeoisie italienne.

Un élan qui ne fut pas immédiatement exploité par De Ambris qui, après sa fuite rocambolesque, choisit à nouveau la route du Brésil. Parmi les raisons qui le poussèrent à quitter l'Europe prévalurent les considérations d'ordre professionnel et le désir de laisser s'apaiser les enquêtes policières qui prenaient pour cible sa personnalité encombrante. De plus, la fin de l'héroïque mobilisation parmesane avait débouché sur une profonde crise d'organisation qui s'était traduite par la suppression, pour manque de fonds, de *L'Internazionale*, malgré les efforts des dirigeants appelés à remplacer les fugitifs et les personnes arrêtées⁵⁶. Une crise qui toucha De Ambris dont l'aura, même pour certains de ses compagnons syndicalistes, « émergea et déclina⁵⁷ » tout comme le mouvement de mobilisation parmesane. Il fut aussi victime d'une intense campagne de dénigrement de la part des adversaires socialistes marxistes, qui virent dans sa fuite⁵⁸ et son refuge à Lugano, une preuve de connivence avec des milieux radicaux bourgeois et de faible propension au sacrifice militant. Une attitude qui contrastait apparemment avec les principes d'autonomie et d'ascèse de classe, professés par le courant syndicaliste, et qui fut pour dire la vérité reprochée sans fondement à De Ambris durant presque toute sa carrière politique. Citons l'autodéfense du syndicaliste, soit parce que les raisons exposées seront répétées dans les années qui suivirent, soit parce qu'emblématique de la conception différente de l'éthique socialiste révolutionnaire :

« J'ai toujours compris le socialisme comme une doctrine de conquête, de rébellion et de joie. Comme tel je l'ai toujours prêché, rejetant chaque concept monastique et chrétien de renoncement, de résignation et de douleur. Je crois que l'éthique du socialisme consiste en effet dans le rappel des hommes qui furent jusque-là exclus du banquet de la vie, en leur faisant comprendre toute la beauté et la dignité de l'existence humaine dans le travail libre et dans la joie pure, dans la reconquête individuelle, sans hypocrisie, sans bigoterie, sans superstitions. La surprise irritée qu'ils

56. Il s'agissait d'Amilcare De Ambris, Angelo Faggi, Paolo Mazzoldi, Maria Rygier, Umberto Pasella et Michele Bianchi. *L'Internazionale* reprit sa publication à Ferrare, bastion de Bianchi. Sur la crise organisatrice de la Chambre du Travail de Parme voir SERENI U., *op. cit.*, p. 37-38.

57. RYGIER M., *Il sindacalismo alla sbarra. Riflessioni di una ex-sindacalista sul congresso omonimo di Bologna*, Bologne, 1911, p. 3.

58. Une des attaques les plus fortes – à la base d'une amitié jamais raccommodée – fut conduite en 1912, lors de l'entrée redoutée dans la Fédération nationale des travailleurs de la terre des ligues agricoles syndicalistes, par le directeur de l'époque de l'*Avanti!* Benito Mussolini : « Mais qui est-ce De Ambris ? Peut-être un terrible Polyphème ? Nous, nous connaissons un De Ambris qui porte de façon indélébile sur son dos, une ignoble et très rapide fuite. Et si c'est cela De Ambris, ne nous fait pas peur. Seulement dans la super tartarinade de Tarascon du syndicalisme italien les lapins deviennent des héros », in TADDEI P., *Unità Operaia e Mestieranti di Scissione, Risposta all'opuscolo «L'Unità Operaia e i Tradimenti Confederali» di Alceste De Ambris*, Parme, 1913, p. 17-18.

démontrent toutes les fois qu'ils rencontrent un révolutionnaire qui ne se cache pas d'aimer la vie et ses joies démontre ou qu'ils sont des pharisiens solennels ou qu'ils sont psychologiquement pharisiens ou qu'ils sont psychologiquement incapables de comprendre le socialisme... Peut-être que c'est pour cela que nous ne pouvons pas nous comprendre parce que notre socialisme est tellement différent du leur, comme notre façon de comprendre la valeur de l'eau et du savon est différente de la leur. Nous aimons être propres et eux aiment les saletés. Nous ne nous comprendrons jamais⁵⁹. »

La misère redoutée d'un exil infini, le convainquit d'accepter l'invitation de son frère Alfredo, maçon justinien bien introduit dans la bourgeoisie carioca éclairée, de reprendre la collaboration journalistique au Brésil.

La seconde période brésilienne

Entre 1904 et 1905, De Ambris avait déjà obtenu un contrat de correspondant à Rome pour le *Fanfulla* de l'éditeur progressiste et libertaire Vitaliano Rotellini et l'année suivante pour le *Correio da Manha* d'Emundo Bittancourt. La collaboration avec ce dernier prévoyait une correspondance par semaine sur la vie politique italienne, avec une attention particulière pour l'activité des délégations brésiliennes en Italie, et devait respecter des limites éditoriales précises : le commentaire politique pouvait « avoir un air socialisant mais pas explicitement anticlérical, à cause de la « directrice qui est bigote⁶⁰ ». Dans un difficile équilibre entre le syndicalisme radical de sa prose et les exigences éditoriales, De Ambris continua la collaboration avec Rotellini et participa à la rédaction du gigantesque volume *Gli italiani e il Brasile*, ayant pour finalité l'exaltation du rôle de l'émigration italienne dans la société brésilienne pour l'exposition milanaise de 1906. Rotellini, après le retour d'Alceste au Brésil, lui offrit, encore une fois par l'intermédiaire d'Alfredo, la direction de son nouveau périodique, *La Tribuna italiana*, emploi bien rémunéré – l'équivalent en reis de 1 200 lires – et stimulant professionnellement. Rotellini voulait donner au journal une empreinte démocratique claire, tout en laissant à De Ambris de grandes marges de manœuvre pour aborder des thématiques syndicales et révolutionnaires⁶¹.

Il fut cependant dès le début attaqué à droite par l'élite coloniale, contre laquelle étaient adressés ses éditoriaux enflammés, et à gauche par les socialistes brésiliens qui lui reprochaient d'être à la direction d'un journal

59. Cité in NICOLAI R., *Emilia riformista e Italia giolittiana, Reggio Emilia e Parma*, Mazzotta, Milan, 1977, p. 99-100. Sur l'hédonisme révolutionnaire de la génération de De Ambris, opposé à la vision paupériste du socialisme on remarque l'insistance de U. Sereni, *op. cit.*

60. Alfredo De Ambris à Alceste De Ambris, Rio de Janeiro, 28 novembre 1905, in Archives Guastoni-De Ambris.

61. Vitaliano Rotellini à Alceste De Ambris, Sao Paulo, 30 décembre 1908, *ibid.*

démocratique et bourgeois. Cette dernière accusation fut celle qui blessa le plus la sensibilité de De Ambris, considéré comme un benêt séduit et cajolé par un Rotellini intéressé à redonner une virginité au périodique et à masquer le trust journalistique et bancaire dissimulé derrière l'opération éditoriale, ou bien comme un traître à cette même classe ouvrière qu'il avait dirigée durant les années 1900-1902⁶². En janvier 1910, les rapports entre Rotellini et De Ambris commencèrent à se dégrader : l'éditeur décida, à l'approche du terme du contrat annuel, de changer de directeur et de réorganiser dans un sens plus équilibré la ligne du journal, en donnant au syndicaliste d'autres rôles perçus comme d'évidents *diminutio capitis* moraux et professionnels⁶³ et qui suggéraient sa démission du poste, formalisée le 12 février.

Fameux pour l'impétuosité de sa prose et pour le courage de ses positions, De Ambris avait servi principalement de tête de pont pour augmenter le prestige de Rotellino et la popularité croissante du journal. Après avoir envisagé l'hypothèse du rachat à titre personnel de *La Tribuna italiana*, De Ambris fonda un périodique autonome, *La Scure*, « organe de combat, de propagande, de négation de l'ancien, d'affirmation du nouveau, d'agitation en somme, sans subtilités doctrinales et sans dogmatismes inopportuns⁶⁴ », qui devint un laboratoire pour la fusion de thèmes syndicaux et anticléricaux, dénonçant cet affairisme qui l'avait entravé à la direction de *La Tribuna italiana*⁶⁵.

Traitant de la même manière les « requins » de la colonie italienne, les secteurs bourgeois ou les dirigeants du parti socialiste, dans un contexte non encore caractérisé par un solide développement industriel et agricole et par un syndicalisme autonome de classe, De Ambris souffrit d'un isolement indéniable, à peine atténué par la solidarité officiellement exprimée par les groupes républicains parmi lesquels le Cercle républicain social

62. « Alceste De Ambris au Brésil », *Avanti!*, 3 janvier 1909. « De Ambris au service d'un trust », *L'Avvenire d'Italia*, 3 janvier 1909. Tous soulignaient le fait que Rotellini fut au service d'une société anonyme éditrice bancaire et du « Correio paulistano », organe du directoire républicain de l'État de Sao Paulo. Sur la méfiance de la communauté italienne à lire *La Tribuna*, voir la note de la direction générale de la police 5 avril 1909 avec copie du rapport d'Alliata Bronner, in Archives centrales de l'État italien, avril-mai 1910.

63. Alceste De Ambris à Vitaliano Rotellini, San Paolo, 29 janvier 1910, Archives Guastoni-De Ambris. Pour la reconstruction des rapports entre De Ambris et Rotellini voir les articles in *La Scure*, 23 avril, avril-mai 1910.

64. Postilla à Cesare Sartori, « Il nostro dovere », *La Scure*, 14 mai 1910.

65. Les violentes invectives de De Ambris étaient en particulier portées contre les liens entre la banque commerciale italo-brésilienne et le réformisme socialiste qui, à travers Enrico Ferri et Antonio Piccarolo était hégémonique dans la communauté italienne. La banque commerciale italienne était dénoncée également par sa soumission aux capitaux allemands, ce qui anticipait les futures polémiques de la Première Guerre mondiale; voir les articles à plusieurs épisodes à partir de *La Scure*, 21 mai 1910. La banque italo-brésilienne fut ensuite rachetée par la banque de Paris et des Pays-Bas et changea de nom en banque française et italienne pour l'Amérique du Sud. Cette dernière, par un des paradoxes qui abondèrent dans les prochaines expériences de De Ambris, contribuera à soutenir plus tard l'exil antifasciste.

universel⁶⁶. Certes, les moments de succès et de visibilité ne manquèrent pas, comme lors de l'inauguration du monument à Garibaldi, quand il harangua la foule, « fustigeant la lâcheté monarchique, revendiquant pour l'Italie sa tradition historique essentiellement républicaine et indiquant dans la bête malfaisante vaticane l'ennemi à combattre jusqu'à la mort⁶⁷ ». Pourtant, De Ambris lui-même reconnut des années plus tard que sa double expérience à la direction de la *La Tribuna italiana* et *La Scure* « ne fut pas un grand succès⁶⁸ », rencontrant pourtant une grande faveur dans les cercles progressistes et patriotiques. La marginalisation des organisations politiques et syndicales et la mort subite de son frère Alfredo, le poussèrent à considérer son retour dans un contexte européen certainement plus stimulant d'un point de vue révolutionnaire, et à se rapprocher des « cœurs aventureux⁶⁹ » : son frère Amilcare, Ugo et Giulio Barni, Corridoni, Masotti, Michelino Bianchi, ceux qui lui avaient été si proches durant les tumultueuses journées de Parme. Il revenait déterminé à développer sa conception morale et héroïque du mouvement révolutionnaire, qu'il avait dessiné avec précision dans un des derniers numéros de *La Scure* :

« Tous les bons sentent aujourd'hui la nausée du présent et une immense nostalgie du passé, pas en tant que tel ; mais parce que dans le passé, une intense flamme brûlait vraiment qui incendiait tout notre être. Je ne sais pas s'il est possible de revenir à ce moment d'exaltation psychologique collective, magnifique et féconde qui nous semble aujourd'hui presque miraculeuse. Je ne sais pas s'il est possible de ressusciter la flamme enterrée sous les cendres du calcul et de l'opportunisme. Mais je sais que le devoir de ceux qui ne veulent pas faire de l'idée un "sport" ou une spéculation est de reprendre la vieille route avec le même enthousiasme tenace et resoulever le vieux drapeau révolutionnaire contre la dégénérescence de ceux qui tentent de justifier leur propre félonie avec des mots inventés pour envoyer de la poudre aux yeux des gens. Aujourd'hui la lutte doit être contre le sophisme et contre l'équivoque des marchands d'un socialisme adultère, sacristain et monarchique⁷⁰. »

Ce désir de retrouver ce « moment révolu d'exaltation collective et psychologique, magnifique et fécond qui nous semble aujourd'hui presque miraculeuse », accompagnera De Ambris jusqu'au tournant de l'interventionnisme quatre ans plus tard. Ce qui semblait manquer au mouvement ouvrier, c'était véritablement une connotation plus proprement

66. Un cercle du Comité de Sao Paulo prenait la défense de De Ambris contre les attaques empoisonnées de Piccarolo et des socialistes. Cercle Républicain social universel (Section du PRI) à A. De Ambris, 19 mars 1910, in Archives Guastoni-De Ambris.

67. « La signification d'une fête », *La Scure*, 7 mai 1910 ; voir aussi *L'inauguration du monument à Garibaldi, le discours de A. De Ambris*.

68. *Notes autobiographiques d'Alceste De Ambris*, in Archives Guastoni-De Ambris.

69. *Ibid.*

70. *Postilla* à Cesare Sartori, « Il nostro dovere », art. cité.

éthique et autonome : au congrès de Bologne de 1910, s'étaient affrontées les différentes et souvent inconciliables composantes du syndicalisme – doctrinaire et pratique, libertaire et autoritaire – sans trouver une ligne commune en matière d'élections, d'antimilitarisme et d'anticléricalisme, sur les problèmes institutionnels, avec, *in primis*, le problème du système monarchique. De Ambris avait déjà eu l'occasion de clarifier la distinction toute politique entre les adjectifs syndical et syndicaliste⁷¹ ; son retour en Europe pouvait provoquer ce choc nécessaire pour rompre l'équilibre déjà précaire et donner une nouvelle impulsion morale au mouvement ouvrier.

La Suisse

Accueilli à Lugano dans la maison d'Olivetti, il avait tout de suite eu l'opportunité d'entrer dans le débat syndical et de retrouver son rôle de protagoniste sur la scène politique italienne⁷². Ce qui contribua notamment à relancer la popularité de De Ambris, fut sa collaboration à la revue *Pagine Libere*, au moment où le directeur de la revue, Olivetti, « fatigué de jeter de l'argent par les fenêtres, cherchait de nouveaux associés » et avait mené des négociations avec le riche Paolo Mantica, financier par le passé d'autres revues révolutionnaires, aux fins d'agrandir et de restructurer *Pagine Libere*, et de lui donner une orientation plus attentive aux processus organisationnels et au débat sur le syndicalisme international. De Ambris proposa une revue « organique, intéressante et peu coûteuse », avec « un caractère moins individuel, afin de la mettre en écho par rapport aux nécessités théoriques du syndicalisme italien⁷³ ».

L'engagement éditorial, qui comprenait aussi l'édition nationale italienne de *L'Internazionale*⁷⁴, renforçait l'activité politique dans les milieux des exilés et immigrés italiens du Tessin et du reste de la Suisse. Beaucoup de ses compagnons avaient été obligés de quitter l'Italie, parmi lesquels tous

71. « Est syndicaliste chaque activité de groupes syndicaux qui sont des groupes purement politiques qui accueillent des ouvriers et non des ouvriers marqués politiquement selon les critères suivants : la confiance déterminée dans l'action directe explicitée par les syndicats de métier face aux pouvoirs politiques ou aux partis ; la neutralité des syndicats ou groupes de syndicalistes lors des batailles électorales ; la certitude que le travail explicite des groupes ne doit être que de propagande pour un meilleur développement syndical, etc. Est "syndical" au contraire toute activité de syndicat, ligues, fédérations, faisceaux, groupes ouvriers ou Chambres du Travail qui pratiquent l'action directe dans la lutte contre le patronat et qui tirent de cette lutte des raisons majeures de vie et de conquête. » BARNI G., préface à YVETOT G., *L'ABC syndical (base de l'organisation ouvrière)*, Pistoia 1910, p. 8-9. Barni qui écrivit la préface en octobre reprenait les mots de De Ambris.

72. OLIVETTI A. O., *Dal sindacalismo rivoluzionario al corporativismo*, op. cit.

73. Alceste De Ambris à Paolo Mantica, Lugano 1^{er} avril 1911, maintenant in GIANINAZZI W., *Intellettuali in bilico, Pagine Libere et i sindacalisti rivoluzionari prima del fascismo*, Unicopli, Milan, 1996, p. 239.

74. Roberto Alfieri, Giuseppe Berghenti, Enrico Bonazzi, Alberto Gazza, Paris Paini et Giuseppe Pizzarotti avaient éprouvé les joies de l'exil. *Almanach de l'Internationale*, 1^{er} mai 1912, p. 63. Sur certains d'entre eux il y a des rapports de police in Bundesarchiv. E 21 inv. 5392, Berghenti Giuseppe; E21, inv. 6494, Gazza Alberto.

les directeurs qui s'étaient succédé à la tête de *L'Internazionale*, et autres militants comme Tulio Masotti et Giuseppe Maia. De Ambris était exilé en terre étrangère, mais ses contributions écrites réussirent quand même à circuler en Italie sans trop de difficultés. L'opuscule écrit à l'occasion du premier anniversaire du massacre de Langhirano⁷⁵ impressionna par la rare violence de la provocation verbale :

« La haine, oui ! Nous n'avons pas d'hypocrisie évangélique et nous le déclarons ouvertement, la tête haute : nous haïssons et voulons instiller notre haine pour ces catégories d'ennemis méprisables qui se trouvent devant nous – des hyènes agraïres qui enivrent les gendarmes pour qu'ils soient plus féroce ment décidés au massacre, aux brigands mal lunés qui tuent dans la sécurité de l'impunité, aux singes en robe et en toge qui absolvent systématiquement les assassins... La répétition des massacres doit avant tout suggérer aux travailleurs, – ou au moins à la partie de ceux qui ne se sentent pas des moutons toujours condamnés à poser doucement le cou sur le billot – la nécessité de s'armer aussi bien qu'ils peuvent, pour pouvoir répondre aux mousquets et aux revolvers d'ordonnance avec quelques moyens plus adaptés qui ne soient pas les bons vieux cailloux et les bonne vieilles tuiles. Avec un bon browning en poche, le droit du citoyen se protège bien mieux qu'avec les jets de pierres. Face aux assassins professionnels, il est naïf et absurde d'y aller les mains vides ; et d'autre part, quand messieurs les gendarmes du roi commenceront à goûter à la saveur du plomb et à savoir qu'ils courent le risque de se voir restituer ce qu'ils donnent, seront peut-être un peu plus circonspects vis-à-vis du recours à leur balles salvatrices de l'ordre⁷⁶. »

L'exil suisse, tout en le contraignant à rester loin de la véritable et réelle action syndicale lui garantissait une plus grande liberté par rapport à celle concédée par les autorités italiennes, et renforçait son rôle de dirigeant révolutionnaire « pur et dur » et intransigeant. Alfred Rosmer, un des principaux leaders du mouvement anarchiste européen, fournit un témoignage direct de l'importance de la résidence tessinoise où vivait De Ambris, point cardinal des syndicalistes italiens et européens : chez lui, où il y avait « une file ininterrompue de militants syndicalistes italiens » qui venaient également pour la qualité de la cuisine de la nouvelle femme de De Ambris, Maria Salmi ; Rosmer y avait passé un « moment agréable, passé à une vitesse inimaginable » et avait recueilli de nombreuses informations intéressantes sur le mouvement italien⁷⁷. Parmi les militants syndicalistes

75. L'opuscule rappelait la tragédie de Langhirano du 28 septembre 1911, quand quatre paysans, Maria Montali, Elisa Grassi, Antonia Gennari et Severino Frati, qui occupaient les rails de la gare après la grève générale du 27 septembre contre l'expédition de Tripoli. CERVETTI V., « L'eccidio del 1911 nella Langhirano repubblicana », *Archives historiques de la province de Parme*, XXXVI, 1984, p. 329-376.

76. DE AMBRIS Alceste, *L'eccidio di Langhirano*, Parme, 1912, p. 28.

77. Alfred Griot (alias Alfred Rosmer) à Pierre Monatte, mardi, sans date (original en français), in Ifhs, Fonds Monatte, B 14 as 246 (b).

invités, outre Ettore Cuzzani⁷⁸ et les parmesans, se démarquaient Filippo Corridoni, Cesare Rossi, Michele Bianchi et Livio Ciardi, la présente et future classe dirigeante du syndicalisme révolutionnaire et du fascisme politique milanais. Surtout l'« archange » syndicaliste, Corridoni, après une période de convalescence à Lugano en octobre 1911, continua à faire la navette avec Milan et tint De Ambris constamment au courant de la situation politique et syndicale italienne⁷⁹.

Durant les années 1910-1911 se sédimenta la réflexion syndicale destinée à dépasser l'impasse entre modèle réformiste des fédérations de métiers et celui local des chambres du travail, dans le contexte du processus industriel de modernisation, qui avait eu pour conséquence l'augmentation des relations entre politique, travail et capital, avec des restructurations internes liées à la croissance de la répartition professionnelle, de la discipline interne et de la division en catégories⁸⁰. Si Milan, capitale industrielle, concentra durant cette période l'essentiel du débat organisationnel, De Ambris depuis Lugano réussissait à participer à la confrontation. L'opuscule *L'unità operaia e i tradimenti confederali* (l'unité ouvrière et les trahisons confédérales), travail à plusieurs mains, compilé par Alceste, recueillit des contributions sur l'activité syndicale et sur les conflits avec les confédérations de Corridoni, Masotti, Ciardi et Amilcare De Ambris. Le leader révolutionnaire n'hésitait pourtant pas à ouvrir l'opuscule avec une critique ironique sur la possibilité d'unité syndicale avec la Confédération générale du travail :

« Je comprends que D'Annunzio continue à écrire des tragédies en français ou que Paolo Orano tienne des discours pour la Croix Rouge ; je comprends le futurisme et les nationalistes ; j'arrive même à comprendre l'incroyable bonne foi de ceux qui veulent faire du parti socialiste un parti révolutionnaire. Je n'exclus même pas de réussir – avec quelque effort – à me faire une idée de la psychologie irrationnelle de ceux qui font reposer leur confiance dans le suffrage universel élargi de Giolitti. Je comprends tout. Mais qu'il existe encore sur le territoire qui, sur les cartes géographiques est dessiné

78. Cuzzani après avoir été à une manifestation antilibyenne à Parme le 31 mars, participa à Lugano le jour d'après « à une réunion de socialistes, syndicalistes et anarchistes tenue en la présence du renommé Alceste De Ambris, retournant dans cette ville le deux courant ». Note de la Direction générale de la Police. Préfecture de Bologne, 4 avril 1912, in Acs, Cpc, b. 1566, Ettore Cuzzani.

79. SALCICIA L., *Filippo Corridoni una Vita per la Rivoluzione*, Corridonia, 1987, p. 99. Le leader en exil n'était pas seulement consulté pour les événements nationaux mais maintenait l'ultime voix au chapitre pour des questions internes à l'organisation de Parme, comme nous le révèle une correspondance significative et sévère du leader syndical. Giuseppe Maia, qui remplaçait De Ambris à la tête de la Chambre du Travail de Parme, avait eu lieu durant le printemps 1912 une réunion à Nice avec Ottavio Dinale, durant laquelle il critiquait la gestion de *L'Internazionale*, bien « que sans amertume, entre les camarades réunis par les circonstances particulières de l'exil, assaillis par le même découragement, animés par la même foi ». Ottavio Dinale à Alceste De Ambris, Bologne, 12 juin 1912, in Archives Guastoni-De Ambris.

80. OSTI GUERRAZZI A., *op. cit.*, p. 47-48. Sur l'importance de 1910 comme année de transition, de « conjonction et de séparation » de deux phases du syndicalisme révolutionnaire, SERENI U., « Il 1910: un anno "cruciale" per il sindacalismo rivoluzionario italiano », *Annali dell'Istituto di Storia*, vol. III, aa. 1982-1984, p. 84-108.

sous le nom d'Italie, un citoyen aussi héroïquement halluciné pour croire que de nos jours il est possible de parler sérieusement de l'unité ouvrière, revient à parler de l'absurde regroupement des révolutionnaires syndicalistes avec les conservateurs confédéraux ; ceci est, je le confesse, une chose qui dépasse mes capacités mentales⁸¹. »

Le texte contenait des appréciations loin d'être bienveillantes sur certains nouveaux protagonistes de la scène politique italienne qui démontraient pourtant une certaine attention envers les avant-gardes révolutionnaires, comme les futuristes. Pour rester dans le contexte syndical, les attaques portées au confessionnalisme politique et au centralisme de la CGdL⁸², révélaient une double signification d'« autonomie syndicale », qui signifiait, *extérieurement*, une autonomie ouvrière vis-à-vis du pouvoir politique et intellectuel, *intérieurement*, une autonomie locale de chaque fédération. De Ambris travaillait pour une fois en coulisse, pour accréditer, avec son autorité et son charisme, la réflexion partagée par cette jeune génération d'organisateur syndicaux et pour contrer la fascination qu'exerçait la révision des principes syndicalistes opérée par certains dirigeants.

Son rôle fut central dans l'autre grande campagne qui se développa en Italie, c'est-à-dire la campagne antimilitariste, qui surtout après l'expédition en Libye de septembre 1911, divisa le groupe des syndicalistes. L'antimilitarisme avait semblé jusqu'alors le débouché politique naturel du syndicalisme révolutionnaire, plaçant la désertion et la mutinerie dans la même continuité que l'arme de la grève ou de l'insurrection populaire. De Ambris devint le plus remarquable représentant du courant hostile à l'expédition « colonialiste », gardien convaincu de la tradition antimilitariste du mouvement syndicaliste. Le plus important de ses articles et contributions parut dans *La Bataille syndicaliste*⁸³ : il désavouait les positions des intellectuels de la stature et de la notoriété internationale d'un Olivetti ou d'un Orano qui, en ligne avec le tournant théorique de Labriola, avaient approuvé l'expédition coloniale comme vecteur de civilisation et développement des pays arabes – par ailleurs rempart anti-turc⁸⁴ et avaient commencé à décerner l'étiquette révolutionnaire aux concepts de guerre modernisatrice et de nation prolétaire⁸⁵. La confrontation ira jusqu'à la disparition

81. DE AMBRIS A. (dir.), *L'unità operaia e i tradimenti confederali*, Parme, 1913, p. 5.

82. SERENI U., « Da Langhirano a Modena. La costituzione dell'Unione Sindacale Italiana », *Movimento Operaio e Socialista*, a. XXI, n° 3-4, 1975, p. 279-308.

83. DE AMBRIS A., « La piraterie tripolitaine et le prolétariat italien » (original en français), *La bataille syndicaliste*, 30 octobre 1911.

84. Labriola avait posé les bases du dépassement de la problématique hervéiste discriminante de l'antipatriotisme depuis 1907 avec son fameux article « Intorno all'herveismo (antimilitarismo et antipatriottismo) », *Pagine Libere*, 1^{er} octobre 1907. Sur les positions divergentes LABRIOLA A., *Pro e contro la guerra di Tripoli: discussioni nel campo rivoluzionario*, Naples, 1912. VENTRONE A., *La seduzione totalitaria, Guerra, modernità, violenza politica (1914-1918)*, Donzelli Editore, Rome, 2003, p. 30 sq.

85. Nous renvoyons à SZNAJDER M., *op. cit.*, p. 51.

temporaire de la revue *Pagine Libere*, à cause des protestations de Mantica. De Ambris considérait comme néfaste la présence dans la direction de positions aussi incompatibles et annonça sa démission dans une lettre écrite le 29 novembre 1911 de Paris, où il se trouvait pour interviewer Amilcare Cipriani et les représentants de la gauche antimilitariste française⁸⁶.

Le débat italien avait été repris en écho par les principaux périodiques de tendance anarchiste et syndicaliste français, soutiens des positions antimilitaristes. Les rapports de De Ambris avec le syndicalisme révolutionnaire français remontaient au temps de la grève de Parme et du Congrès de Marseille (5 au 12 octobre 1908) de la même année, durant lequel, à peine enfui d'Italie après la fin de la grève, il avait présenté une motion de condamnation pour la trahison de la CGdL durant le mouvement de Parme. La motion de De Ambris à Marseille avec les camarades syndicalistes Fulvio Zocchi et Ottavio Dinale, avait obtenu l'appui prestigieux de Cipriani et avait été de façon surprenante votée par le congrès. Le résultat avait renforcé les liens entre le courant « autonome » de la Confédération général du travail (Cgt), représenté par Léon Jouhaux, Alphonse Merrheim, Victor Griffuelhes⁸⁷ et Pierre Monatte, et les syndicalistes révolutionnaires italiens⁸⁸ : Armando Borghi lui-même, autre futur leader de l'Union Syndicale Italienne (Usi), reconnaîtra sa dette théorique envers le courant antipolitique français : « Paris m'a rendu ouvrieriste plus que je ne l'étais [...]. Non pas le parti, c'est le syndicat qui est l'agrégat social capable de l'effort révolutionnaire démolisseur et de la technique économique reconstructrice⁸⁹. »

Une des figures les plus célèbres du panorama libertaire francophone, était sans aucun doute l'ancien James Guillaume, collaborateur et rédacteur de *La Bataille syndicaliste*, autrefois protagoniste durant la Première Internationale aux côtés de Bakounine⁹⁰. Dans le sillage de l'expulsion des

86. A. De Ambris et P. Mantica se retirent de *Pagine Libere*, in *L'Internazionale*, 25 novembre 1911. Sur la question : GIANINAZZI W., *Intellettuali in bilico...*, op. cit., p. 275-276. À la fin ce fut Olivetti, en minorité dans la rédaction, qui démissionna, marquant ainsi le début du processus progressif de marginalisation de son groupe du mouvement révolutionnaire. Comme l'écrivit Labriola, reprochant à Olivetti d'avoir contribué à faire monter l'étoile de De Ambris : « Il est possible que six ou sept hommes de talent comme nous, nous avons été bons à rien et nous avons été éliminés par quinze scélérats sans culture, sans intelligence et sans honnêteté ? C'est tellement étrange que c'est presque invraisemblable. Un peu de responsabilité pèse sur toi ; tu as mis en avant ce bas et indigne démagogue de De Ambris, et tu as pris au sérieux ces masques de carême qu'ont été les nationalistes. » Arturo Labriola à Angelo Oliviero Olivetti, 17 avril 1913, désormais *ibid.*, p. 271.

87. De Ambris était en correspondance avec Griffuelhes en juin 1911, cf. Acs (archives de l'État italien), Cpc, B 1632, A. De Ambris.

88. ANTONIOLI M., *Sindacalismo rivoluzionario italiano e sindacalismo internazionale*, op. cit., p. 124.

89. « Kropotkin e gli "operaisti" », *Il Pensiero*, 9 décembre 1912 ; BORCHI A., *Mezzo secolo d'anarchia (1898-1945)*, ESI, Naples, 1954, p. 120 sq.

90. L'importance du rapport entre l'ancien anarchiste, qui avait été l'animateur et le protagoniste avec Bakounine de la fraction minoritaire expulsée de la première internationale et le syndicaliste révolutionnaire italien a déjà été mis en lumière par Antonioli, qui pourtant se lamentait du peu de sources à disposition, ANTONIOLI M., « Sindacalismo rivoluzionario italiano e sindacalismo

amis de Bakounine et de la minorité libertaire de la Première Internationale et du comportement ambigu de Marx et Engels durant la guerre franco-prussienne et la Commune de Paris, Guillaume avait combattu les tendances socialistes autoritaires, affirmant le caractère politique, réactionnaire et impérialiste de la social-démocratie allemande, niant toute légitimité à la Seconde comme à la Première Internationale. Depuis longtemps observateur attentif du mouvement révolutionnaire européen, il avait perçu indirectement seulement le mouvement italien, avec lequel il était lié par des « souvenirs de conversations plus que d'action⁹¹ ».

Guillaume avait comme principal relais pour la situation italienne, Luigi Bertoni, directeur du périodique anarchiste suisse *Le Réveil anarchiste*. C'est Bertoni qui avait contredit, à cause de ses récentes prises de positions sur l'expédition libyenne, Giulio Barni qui collaborait avec Guillaume à la traduction du surnommé « Coran anarchiste », qui était dans les faits l'œuvre complète de Bakounine⁹². Guillaume, gardien de la religion bakounienne, n'aurait pu tolérer la collaboration de ceux qui soutenaient une expédition coloniale. Il décida donc de se tourner vers De Ambris, lequel après la publication de l'article dans *La Bataille syndicaliste* était devenu une sorte de champion de l'antimilitarisme italien, demandant « la position exacte » de Giulio Barni par rapport au mouvement syndicaliste révolutionnaire italien et à la « piraterie tripolitaine⁹³ ».

Les deux hommes firent connaissance durant un tête à tête, un après-midi du 21 septembre 1911 à Neuchâtel, la ville suisse où l'ancien internationaliste vivait quand il n'était pas à Paris. L'Italien venait de Berne, étape principale d'un long cycle de conférences antimilitaristes et syndicales en Suisse allemande, en particulier à Zürich, Bâle et Oerlinken⁹⁴. Nous ne connaissons pas avec précision les sujets qui furent abordés durant presque trois heures de discussion ; pourtant dans les mois qui suivirent, la collaboration entre les périodiques syndicalistes français et *L'Internazionale* se fit toujours plus fréquente. Guillaume avait déjà lu avec « un vif intérêt⁹⁵ », le premier opuscule écrit par De Ambris de retour d'Amérique du Sud ; surtout il avait pris en main la traduction et la publication en France de *La piraterie tripolitaine et le prolétariat italien*. Malgré les problèmes de langue⁹⁶, son

internazionale: da Marsiglia a Londra », p. 105-159, *Sindacalismo rivoluzionario e anarchismo tra la fine dell'Ottocento e il fascismo*, Pietro Lacaita, Manduria/Bari/Rome, 1990, p. 138.

91. James Guillaume à Alceste De Ambris, Paris, 29 février 1912 (original en français), in Archives Guastoni-De Ambris.

92. MASINI P. C., *Bakunin in Italia*, Eizioni Antistato, Milan, 1977, p. 41-44.

93. James Guillaume à A. De Ambris, 29 février 1912, Archives Guastoni-De Ambris (original en français).

94. J. Guillaume à Fritz Brupbacher, Neuchâtel, 21 sept. 1911, in lisp, *Fritz Brupbacher Papers*, b. 245. Le jour d'après fut organisé un dîner à Zurich pour poursuivre la rencontre qui avait déjà eu lieu à la conférence de Oerlinken.

95. James Guillaume à A. De Ambris, Paris, 14 juillet 1911 (original en français), *ibid.*

96. « Quel obstacle ennuyeux ces différences linguistiques entre camarades de pays divers. Je ne serai jamais un supporter de l'esperanto (le remède serait pire que le mal), mais je voudrais pouvoir

prestige d'organisateur et de propagandiste rendait De Ambris l'interlocuteur privilégié des Français en premier lieu, mais aussi celui du Hollandais, Chris Cornelissen et du Suisse allemand Fritz Brupbacher. De Ambris se trouva donc au centre d'un réseau étendu de propagandistes et d'organisations ouvrières, qui commençaient à échanger des articles, des traductions, des opuscules et des informations militantes⁹⁷. En novembre 1911, il alla à Paris pendant un mois⁹⁸, aux fins de recueillir les opinions et avis sur la guerre italo-turque avec l'interview de libertaires de renom contraires à l'intervention italienne⁹⁹, publiées en série dans *L'Internazionale* et traduites dans les semaines suivantes dans *La Bataille syndicaliste*. Les entretiens et les réunions, comme celle organisée par l'anarchiste Paolo Merli et présidée par Amilcare Cipriani¹⁰⁰, étaient l'occasion non seulement d'une critique acerbe de l'expédition impérialiste italienne, mais aussi d'une redéfinition des caractères doctrinaux de l'antimilitarisme¹⁰¹. L'interview du célèbre romancier Octave Mirbeau¹⁰² fut en ce sens emblématique parce qu'il insistait sur la différenciation entre guerre coloniale, européenne ou de libération nationale, établissant une claire hiérarchie morale. Il existait des guerres à combattre énergiquement et des guerres compréhensibles qu'il fallait soutenir, comme l'expérience de la Commune l'avait par ailleurs démontré. Les colossaux problèmes organisationnels de l'État dans une éventuelle guerre européenne, étaient indiqués par De Ambris, avec prudence, comme condition possible de la révolution, combinée avec un « esprit révolutionnaire » préexistant, pareil à l'« atmosphère » dont parlaient Monatte et les syndicalistes français¹⁰³.

Ce n'est pas le lieu de s'attarder sur les proximités idéologiques du mouvement ouvrier français envers la guerre patriotique, de défense ou de libération, comme la mémoire révolutionnaire et cosmopolite de 1789, l'expérience de la Commune et de la résistance antiprussienne, la séculaire et transversale aversion pour la *kultur* allemande, ainsi que les expériences biographiques de nombreux protagonistes charismatiques de la naissance du mouvement international. Il est clair, cependant que dans cette tradition de résistance française prendront racine les développements ultérieurs de De Ambris sur la rhétorique des peuples opprimés et de la guerre *juste*.

employer toutes mes forces dans l'étude des langues étrangères », James Guillaume à A. De Ambris, Paris 22 déc. 1911 (original en français), in Archives Guastoni-De Ambris.

97. Pierre Monatte à A. De Ambris, Paris 9 octobre 1912, in Archives Guastoni-De Ambris.

98. Il retourna à Lugano le 20 décembre 1911. Acs, Cpc, b. 1632, A. De Ambris.

99. Furent interviewés Cipriani, Guillaume, O. Mirbeau, G. Hervé, Monatte, Merrheim et Yvetot; ANTONIOLI M., *op. cit.*, p. 105-159.

100. Note de l'Ambassade de Paris, 13 novembre 1911, in Acs, Cpc, b. 1632, A. De Ambris.

101. La particularité des positions de De Ambris sur la guerre bien avant le tournant interventionniste a déjà été soulignée par DE FELICE Renzo, *Mussolini il rivoluzionario*, Einaudi, Turin, 1965, p. 197.

102. Octave Mirbeau fut un célèbre romancier libertaire, franc-maçon, collaborateur de Jean Grave, antimilitariste jusqu'au conflit de 1914 quand il soutint l'union nationale, MARICOURT T., *Histoire de la littérature libertaire en France*, Albin Michel, Paris, 1990, p. 206-221.

103. ANTONIOLI M., *Sindacalismo rivoluzionario italiano*, *op. cit.*, p. 118.

La condamnation des dérives nationalistes de la part du syndicalisme était nette et incontournable : dans l'enquête renommée de la Libreria editrice moderna, publiée presque en même temps que la sortie de l'opuscule *Pro e contro la guerra in Libia*, les ouvertures dans un sens nationaliste, qu'avec des nuances différentes Labriola, Barni, Olivetti et Orano, avaient élaborées, furent retoquées sans appel par De Ambris, lequel considérait l'hypothèse d'un syndicalisme nationaliste comme « un petit bâtard né d'un rapport clandestin et répugnant entre une vieille idée ravalée pour simuler la jeunesse et un jeune phénomène », destiné à finir, comme tous les monstres, « exposé dans l'alcool dans une baraque de foire entre un veau à deux têtes et une chèvre à œil unique¹⁰⁴ ».

La révision nationaliste du syndicalisme pouvait cependant compter sur des forces éditoriales et culturelles italiennes extrêmement plus solides¹⁰⁵, si bien que De Ambris fut contraint de s'exprimer dans des publications tenues par ses adversaires, se réduisant ainsi au rôle de simple contradicteur. L'exigence de trouver à l'étranger des financements pour la publication antimilitariste se faisait donc urgente; le voyage de novembre 1911 pour interviewer les révolutionnaires français « amis » eut donc une autre finalité, qui fut claire après le retour à Lugano de De Ambris. On note en effet une augmentation des initiatives éditoriales autonomes et « corroborées par les nécessaires aides financières », avec l'intention de « redonner à l'*Internazionale* son caractère italien originel, avec une édition spéciale pour l'Amérique sous la direction d'Alceste De Ambris¹⁰⁶ », et de fonder l'homonyme société éditrice¹⁰⁷.

Le projet le plus ambitieux fut sans aucun doute *Alla Gloria delle Guerra!* travail enrichi par les tableaux de Lorenzo Viani, artiste « apuano » (ligure) au style expressionniste difficilement cataloguable, mais dont le trait était caractérisé par la représentation pathétique, héroïque et déchirante de la misère et de la souffrance¹⁰⁸ des populations en guerre. Les commentaires

104. FURIOZZI G. B., *Il sindacalismo rivoluzionario in Italia*, op. cit.

105. Sur les contacts entre le nationalisme culturel de Giovanni Prezzolini et surtout Enrico Corradini avec le syndicalisme PERFETTI F., *Il nazionalismo italiano dalle origini alla fusione col fascismo*, Cappelli, Bologne, 1977, p. 94 sq.; ISNENGI M., *Il mito della grande guerra*, Laterza, Rome/Bari, 1973, p. 10-15.

106. DE AMBRIS A., *La vita di un giornale*, in *Almanacco*, op. cit., p. 61-62.

107. La Société éditrice internationale publia différents opuscules de propagande, dont plusieurs de De Ambris, *Comitato dell'azione diretta e CGdL, Relazione al Congresso nazionale dell'azione diretta in Modena*, Parme, 1912; *Sindacalismo ed elezionismo; discussioni in vista del nuovo allargamento del suffragio universale*, Parme, 1912; *La vita di un giornale*, Parme, 1912; *Alla Gloria della Guerra*, Parme, 1912; *Leccidio di Langhirano: 23 settembre 1911: in memoria di un delitto*, Parme, 1912.

108. Viani avait une dette envers la personnalité de Constantin Meunier. CIAMPI A., *Futuristi e Anarchici. Quali rapporti? Dal primo manifesto alla prima guerra mondiale e dintorni (1909-1917)*. Archives de la famille Berneri, Pistoia 1989, p. 244. Sur Viani voir aussi GESTRI L., « L'infanzia dell'eroe: Viani e il territorio Apuo-versigliese tra la fine dell'800 e la Grande Guerra », *Rivista Storica dell'Anarchismo*, juillet-décembre 1996, p. 15-67. Les rapports entre Viani et De Ambris remontaient à bien avant quand avec Campolonghi et le poète Ceccardo Roccatagliata Ceccardi ils partageaient la passion de la poésie. Les rapports continuèrent également dans les années suivantes :

en bas des dessins, enserrés dans un élégant et précieux format, étaient l'œuvre de De Ambris, qui tenait beaucoup à l'efficacité et à l'originalité esthétique de l'œuvre. Les dessins de Viani furent reproduits en lithographie ainsi que dans l'Almanach de 1912¹⁰⁹, autre publication de la maison d'édition, importante, surtout parce qu'elle mettait en évidence le lien toujours plus étroit avec les milieux syndicalistes et libertaires français. Une lettre d'Amilcare Cipriani comparait la fureur chauviniste française antibismarckienne de 1870 avec le nationalisme italien, soulignant toutefois le caractère défensif de la guerre de Napoléon III¹¹⁰. L'expérience personnelle de Cipriani, qui avait combattu avec les communards français pour la défense de Paris, annonçait sans détour le dépassement de l'opposition à l'expérience de la guerre et la distinction entre guerre offensive et défensive. Dans l'Almanach apparaissait également un écrit de Laurent Tailhade sur le caractère sacré et anthropologique de la patrie et de la guerre, texte si brillant qu'il convainquit De Ambris de le publier à nouveau :

« L'idée de patrie, après celle de Dieu est celle qui a fait souffrir le plus l'humanité, elle a des racines profondes dans les superstitions propres aux premiers siècles. La patrie, la terre ancestrale, la terre des ancêtres (terre patrie) fut pour les civilisations antiques, le sol même où se tenait tout le passé, où demeurait l'ombre des anciens. [...] Les habitants émigrent, colonisent, vont loin pour fonder quelques villes nouvelles qui verront leurs murailles s'élargir pendant que la métropole connaîtra le déclin. Mais ils ne peuvent abandonner le foyer ancestral, le foyer des ancêtres sous peine de sacrilège. Ainsi il est nécessaire que la terre patrie fasse un tout avec la terre nouvelle [...]. Cette forme héroïque et religieuse de la patrie présuppose une culture et des traditions. "Ainsi, il y a dans la guerre un élément mystique qui entraîne les foules. Il y a même un désir terrifiant, un désir de mort, le goût des atrocités qui développe jusqu'à la démence l'utilisation de la force brute"¹¹¹. »

L'Almanach se terminait par un bref article de Corridoni sur le boycott, précédé par un entretien de James Guillaume, dans lequel il critiquait le « *dialettische Bewegung* » marxiste, en lui opposant la méthode « naturaliste » de Darwin, empirique et non prédictive. La dédicace à De Ambris de l'opuscule « Idée sur l'organisation sociale » avec la traduction originale de 1877 d'Andrea Costa, fut l'occasion pour Guillaume de rappeler certains fondements de la pratique syndicaliste : il y avait certainement une « filia-

dans les Archives Guastoni-De Ambris est conservée une correspondance fournie entre De Ambris et Roccatagliata Ceccardi jusqu'à la mort de ce dernier en 1919.

109. « Le stagioni del lavoratore » (dessins de Lorenzo Viani), in *Almanacco*, *op. cit.*, p. 85-90.

110. Né articolo, né episodio. Une lettre d'Amilcare Cipriani, *ibid.*, p. 21.

111. *Ibid.*, p. 45-47, Laurent Tailhade fut poète, publiciste, conférencier et polémiste, libertaire et franc-maçon, collaborateur de différentes revues et journaux, esthète de l'action anarchiste. Après avoir soutenu l'antimilitarisme, il appuya l'*Union Sacrée* durant la guerre de 1914. MARICOURT T., *op. cit.*, p. 222-229.

tion directe entre l'Internationale et le syndicalisme révolutionnaire », mais il ne fallait pas « donner l'idée d'avoir, sur la société future, une doctrine orthodoxe et obligatoire, ce qui reviendrait à aller à l'encontre de notre méthode d'étude et de propagande¹¹² ». La méthode empirique, relativiste et non conventionnelle de l'action révolutionnaire imposait la révision continue des fondements dogmatiques de l'école socialiste; ce débat sur le colonialisme italien, caractérisé par des positions opposées, remit de fait en discussion l'opposition préalable à toute forme d'intervention militaire.

Le retour en Italie

La rencontre de novembre 1911 avec Cipriani avait été l'occasion de rediscuter également d'un autre trait présumé historique du syndicalisme révolutionnaire : la question électorale. Pour dire la vérité dans les faits, ce fut, le « pur », Enrico Leone qui mit la question sur la table la première fois au congrès de Ferrare en 1907, quand il se dit convaincu de la nécessité de ne pas exclure la possible participation indépendante à la compétition électorale. Le « scandale » de la question électorale dans le syndicalisme avait éclaté aux élections politiques de 1909, quand les Bolognais, encouragés par l'appui d'Arturo Labriola à certains députés d'orientations diverses, avaient proposé des « candidatures-protestataires » après la répression des grèves en Émilie¹¹³. Depuis lors, De Ambris ne retenait pas comme opportunes les décisions abstentionnistes intransigeantes, bien que la pratique de l'action directe qui nîât « absolument le fait que la destruction de l'ordre bourgeois et la formation du futur ordre socialiste puisse arriver dans le cadre parlementaire ». La « profonde transformation psychologique et la préparation technique, indispensables pour préparer le prolétariat à la prise de contrôle et à la conséquente gestion du patrimoine social », ne pouvaient se réaliser par la voie électorale¹¹⁴.

La critique du réformisme et du parlementarisme n'empêchait pas « que dans certains cas et selon certaines circonstances », la participation électorale puisse apporter « à la cause du prolétariat un avantage indirect¹¹⁵ ». Comme le syndicat ouvrier devait être indifférent au credo religieux de ses adhérents, il en était de même pour la confession politique et partisane, mais il était évident qu'au-delà des principes laïcs, puisse s'exprimer une tendance anticléricale et surtout antiétatique. Concrètement, la position de De Ambris fut celle autour de laquelle s'affirma l'option abstentionniste au

112. James Guillaume à Alceste De Ambris, Paris, 25 juillet 1912 (original en français), Archives Guastoni-De Ambris.

113. Sur le tournant électoraliste des syndicalistes à la Labriola à la fin de 1905. ROSA A., *Il sindacalismo rivoluzionario*, op. cit., p. 269. Labriola admit le parlementarisme seulement dans le contexte du suffrage universel.

114. DE AMBRIS A., *L'Azione diretta, Pagine di propaganda elementare sindacalista*, Parme, 1907, p. 28.

115. *Ibid.*

congrès de Bologne de 1910, première rupture entre les doctrinaires tels que Leone, Orano, Olivetti, et les intransigeants¹¹⁶. De Ambris publia un opuscule, compilé à Lugano en octobre 1912 dans lequel il rappelait le sens politique du syndicalisme et le caractère pragmatique et non dogmatique, ni préjudiciel de l'abstentionnisme, bien que fût confirmée la supériorité de la raison philosophique et esthétique de l'autonomie ouvrière :

« Le syndicalisme est l'action que mène la classe ouvrière rassemblée dans le syndicat, avec les moyens spécifiques du syndicat, pour arriver à façonner un organisme social dont le syndicat est le noyau, l'essence et l'élément directeur. Mais le syndicat est un regroupement de producteurs et son action se déroule dans le champ de la production. La ligne syndicaliste est rigide, nette, directe comme une épée, elle ne consent pas certaines sophistications. Certes, le syndicat dérive nécessairement de l'action économique, de sa politique, de sa morale et de son esthétique. Mais ce sont des politiques, morale et esthétique, de producteurs, qui n'ont rien à faire avec la politique, la morale et l'esthétique des exploiters¹¹⁷. »

L'abstentionnisme cachait une dérive politicienne, peut être compréhensible si elle était dictée « par la préoccupation de sauver le syndicalisme de la dégénérescence corporatiste et utilitaire » ; mais « l'opportunisme » des tenants du vote n'avait pas d'excuse. Seule une raison instrumentale de l'éventuel recours au vote était légitime, la « candidature-protestataire » était « un fait *sui generis*, qui ne recouvrait pas nécessairement un caractère parlementariste ». Plutôt, on proposait « de remédier à une inégalité légale, conférant au persécuté par la réaction les immunités parlementaires, dans le seul but de le faire sortir de prison ou de l'exil, pour le restituer dans la plénitude de ses droits¹¹⁸ ». La marginalisation de la question abstentionniste, dans le contexte de l'obtention du suffrage universel, dont la campagne avait été snobée par les syndicalistes, ouvrait la possibilité de reconsidérer concrètement l'hypothèse d'une participation électorale : un groupe de républicains et de maçons de gauche de Parme, parmi lesquels on remarquait Alfredo Bottai, constitua un Comité pour la candidature de De Ambris. Le 23 octobre 1913, il gagna l'élection et devint le premier député syndicaliste de l'histoire du royaume. L'opération ne manqua pas de susciter des critiques même au niveau international. Le doute que le choix de se présenter aux élections puisse cacher des motivations plus profondes que la simple « candidature-protestataire » naissait du fait qu'avec De Ambris se présentèrent d'autres cadres du syndicalisme révolutionnaire, et non des moindres, comme Angelo Faggi a Castel S. Giovanni, Michelino Bianchi

116. RYGIER M., *Il sindacalismo alla sbarra. Riflessioni di una ex-sindacalista sul congresso omonimo di Bologna*, Bologne, 1911.

117. DE AMBRIS A., *Sindacalismo ed elezionismo. Discussioni in vista del nuovo allargamento del suffragio elettorale*, Parme, 1912, p. 4-5.

118. *Ibid.*, p. 16-17.

à Ferrare¹¹⁹ et Ottavio Dinale à Mirandola¹²⁰. Les critiques visant le caractère et la compromission de la décision de De Ambris furent nombreuses ; elles mettaient en péril l'image tragique et romantique de l'exil comme fin irrémédiable et inévitable, avec la prison, de la pratique révolutionnaire¹²¹.

Dans les classes populaires, ce débat tatillon autour de la question abstentionniste n'avait que peu d'écho. De Ambris parla devant des milliers d'hommes et de femmes dans une des manifestations les plus surpeuplées de l'histoire de la ville. Il rappela avec sa rhétorique oratoire, afin d'éviter les équivoques et pour faire remarquer l'exceptionnalité de ses choix, être revenu en Italie « non pas pour exercer le mandat législatif, mais pour réorganiser de nouvelles luttes contre l'Association Agraire¹²² ». Durant les premiers jours de décembre il avait déjà pu être acclamé au second congrès de l'Union Syndicale Italienne (Usi), avec une intervention remarquable qui se concluait par un hommage à Cipriani, avec le souhait de l'avoir bientôt à ses côtés au Parlement¹²³.

Ce fut l'Usi, créée l'année précédente au congrès de Modène du 23, 24 et 25 novembre 1912, qui était l'achèvement d'un long parcours tourmenté, commencé par la scission des confédéraux en 1907, laquelle, après la consécration de la grande grève de Parme, avait vu De Ambris observateur puis participant au riche débat entre les militants – Filippo Corridoni entre autres – les sections et les organisations syndicales autonomes¹²⁴. Un débat qui produisit un tournant théorique au sein du syndicalisme révolutionnaire, posant l'organisation syndicale comme fin et non comme moyen en discontinuité avec les principes exprimés dans l'opuscule de De Ambris

119. Bianchi avait proposé le dépassement de la question électorale à une réunion à Rome en mai 1910. SERENI U., « Il 1910 », art. cité, p. 95. Sa motion électoraliste avait été rejetée au congrès du Comité national de l'action directe de Bologne en décembre 1910. Sur le « déconcertant esprit d'aventure et incroyable éclectisme » que Bianchi manifesta déjà en 1911 avec une référence particulière à l'éloge public de Tommaso Marinetti et au manifeste futuriste. ROVERI A., *Dal sindacalismo rivoluzionario al fascismo*, op. cit., p. 244 sq.

120. Dinale avait été l'un des défenseurs les plus importants du caractère antiparlementaire du syndicalisme en 1905, au temps du débat sur le suffrage universel. RIOSA A., *Il sindacalismo rivoluzionario*, op. cit., p. 265.

121. BERTONI L., « Notre Syndicalisme », *Le Réveil anarchiste*, 24 janvier 1914.

122. DE AMBRIS A., « Un antielezionista ai suoi elettori » (un antiparlementaire à ses électeurs), *L'Avanguardia*, 1^{er} novembre 1913.

123. Note de la Préfecture de Milan du 22 décembre 1913, in Acs, Cpc, b. 1632, A. De Ambris. Sur la candidature de Cipriani, déjà à la fin du XIX^e siècle « candidat de protestation par antonomase » au collège de Milan, Il vice, « L'elezione di Cipriani », *Critica sociale*, 1^{er}-15 février 1914. La définition est de F. Conti, « L'Italia dei democratici. Sinistra risorgimentale, massoneria e associazionismo fra Otto e Novecento », FrancoAngeli, Milan, 2000, p. 292.

124. PEPE A., *La CGdL e l'età liberale*, Ediesse, Rome, 1997, p. 128-143 ; ROVERI A., « Il sindacalismo rivoluzionario in Italia », *Ricerche Storiche*, janvier-juin 1975. La scission de 1907 doit être mise en relation avec le débat ouvrier international de l'époque, ANTONIOLI M., *Dibattito sul sindacalismo*, Actes du Congrès International Anarchiste d'Amsterdam 1907, CPE, Florence, 1978 ; OSTI GUERRAZZI A., *L'Utopia del Sindacalismo Rivoluzionario*, Usi (1912-1913), Bulzoni, Rome, 2001, p. 11. Particulièrement critiques contre les révolutionnaires sont PEPE A., *Storia della CGdL dalla fondazione alla guerra di Libia 1906-1911*, Laterza, Bari, 1972, et BARBADORO I., *Il sindacato in Italia*, vol. II, Milan, 1995, p. 5.

de 1907 sur l'action directe et avec toute la production théorique précédant l'exil suisse. La contradiction théorique fut précisée par De Ambris lui-même dans son discours électoral, durant lequel il répéta comment le syndicalisme est « en même temps un instrument unique et l'aboutissement logique de la révolution sociale... la cellule primitive de la société future¹²⁵ ». La différence avec l'anarco-syndicalisme, dont le but ultime était justement l'anarchie, était évidente, mais pour le moment elle était dépassée par l'exigence d'opposer à la CGdL une force organique : syndicats d'industrie nouveaux et mieux adaptés et chambres du travail rassemblées dans une union nationale pour la transformation en une société, que cette même organisation et cette même lutte qui, selon les « deambrisiens », serait syndicale et de producteurs¹²⁶.

La « *Settimana rossa* » (Semaine rouge)

Bien que le syndicalisme révolutionnaire se soit doté finalement d'une structure propre et autonome et se soit transformé en option stratégique précise sur le plan tactique, par la suite les conflits économiques, mais il ne tenait pas compte des questions morales et institutionnelles¹²⁷. Il semblait bien que la formalisation du syndicalisme révolutionnaire autonome était suivie par l'abandon du terrain économique, déjà à l'œuvre dans le débat plus proprement politique autour de l'impérialisme italien et de fait cohérent avec les positions récentes de De Ambris¹²⁸.

En mars, le congrès de la Chambre du Travail de Parme prit acte de la réorientation de l'action révolutionnaire après le substantiel déclin des batailles ouvrières et paysannes, plus faiblement mobilisées dans la grève générale et confrontée à une résistance plus forte et mieux organisée du camp patronal¹²⁹. Cette nouvelle position idéologique avait été définie en

125. DE AMBRIS A., « Un antiparlementaire à ses électeurs », *L'Internazionale*, 15 novembre 1913.

126. Sur le tournant au sens productiviste de De Ambris. ANTONIOLI M., *Sindacalismo rivoluzionario italiano e modelli organizzativi...*, *op. cit.*, p. 54.

127. DEGL'INNOCENTI M., *Il socialismo italiano e la guerra di Libia*, Editori Riuniti, Rome, 1976, p. 76.

128. Le débat sur le coopérativisme agricole fut l'occasion pour De Ambris d'affirmer la nécessité de dépasser les rigides questions idéologiques du syndicalisme historique classique et de reconsidérer l'approche sociale et politique. DE AMBRIS A., « Una splendida prova », *L'Internazionale*, 14 mars 1914, maintenant in SERENI U., *Il movimento cooperativo a Parma tra riformismo e sindacalismo*, De Donato, Bari, 1977, p. 104-105. Sur les critiques et les ouvertures du syndicalisme révolutionnaire au coopérativisme, voir G. B. FURIOZZI, *Alceste De Ambris et le syndicalisme révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 26-28; DEGL'INNOCENTI M., « Sindacalismo rivoluzionario e cooperazione », *Ricerche Storiche*, novembre 1981, p. 467-493.

129. Sur l'état organisationnel et politique du syndicalisme révolutionnaire en 1914. LUPO O., « I sindacalisti rivoluzionari nel 1914 », *Il Psi e la Grande Guerra*, La Nuova Italia, Florence, 1967, p. 43-82. Même l'imposante grève des métallurgistes de la Miani et Silvestri de janvier-février guidée par Corridoni et Amilcare De Ambris s'était conclue par une défaite admise par les dirigeants syndicaux eux-mêmes. Le socialiste révolutionnaire Benito Mussolini avait été depuis les colonnes de l'*Avanti!* qu'il dirigeait, particulièrement dur, et avait souligné l'absence d'éducation et de préparation des masses, surtout du point de vue militaire. DE FELICE R., *Mussolini il rivoluzionario*, *op. cit.*, p. 179-180. Corridoni avait répondu admettant cette impréparation mais rejetant

réunion restreinte, en présence, entre autres de De Ambris, Corridoni, Masotti et d'un jeune syndicaliste des Pouilles, Giuseppe Di Vittorio¹³⁰. Leur rencontre avait entériné le dépassement des divisions internes et la nécessité d'organiser un mouvement global, avant tout politique, pour parvenir à fomenter une vaste agitation à caractère insurrectionnel en 1915, ce qui nécessitait d'impliquer d'autres acteurs politiques tels que les anarchistes non organisés, les républicains et les socialistes dissidents. Dépasser les combats politiques particuliers signifiait décider d'actes de portée nationale qui aiguiserait la capacité de mobilisation de la classe des travailleurs. Différentes modalités d'action étaient envisagées en fonction des particularismes des révolutionnaires : la grève générale des syndicalistes révolutionnaires, l'insurrection des anarchistes ou l'action des républicains.

La campagne antimilitariste italienne, principale campagne politique organisée ces derniers mois, était pourtant en fort ralentissement en raison des difficultés de propagande dans l'armée et de la fatigue physique des militants¹³¹. Face à la difficulté de mener une campagne percutante, efficace et antimonarchiste, les révolutionnaires organisèrent un affrontement de portée nationale destiné à relancer les thèmes et les perspectives des derniers mois.

La première occasion se présenta après l'interdiction des manifestations, à l'occasion de l'anniversaire du « Statuto albertino » (statut albertin définissant la monarchie de Savoie délivré en 1848, par le roi du Piémont Charles-Albert). Le 6 juin, l'appel à manifester se propagea en dépit des interdictions, escomptant ainsi d'éventuels affrontements susceptibles de conduire à la grève insurrectionnelle. La CGdL et le Parti Socialiste s'étaient engagés, à la suite des massacres passés ou récents comme celui de Rocca Gorga¹³², à appeler à la grève générale en cas de nouveaux massacres¹³³ sans préciser la durée de l'éventuelle grève, ni définir les modalités des éventuelles agitations : en l'absence de directive précise, l'affrontement pouvait conduire à

la responsabilité sur les années d'hégémonie réformiste dans la Chambre du Travail milanaise. DE BEGNAC Y., *L'arcangelo sindacalista (Filippo Corridoni)*, Milan, 1943, p. 423.

130. Futur dirigeant historique de la CGdL.

131. En janvier 1913, le débat international sur le colonialisme italien avait trouvé une traduction concrète dans le soutien d'Antonio Moroni, syndicaliste, anarchiste, appelé au service militaire et versé dans les infâmes compagnies disciplinaires pour certains de ses articles contre l'armée publiés dans *l'Avanti!* et *L'Internazionale*. Le début de la campagne contre les persécutions des autorités militaires suivait l'agitation pour l'amnistie qui s'était conclue avec la concession de la même chose à tous les condamnés politiques, excepté les militaires, le 19 décembre 1912. Milan était en particulier le centre de cette agitation caractérisée par les polémiques et controverses incontournables entre l'Unione Sindacale (Usi) et la Chambre du Travail milanaise, d'empreinte confédérale, et entre républicains, anarchistes et syndicalistes contre les socialistes. Pour donner une idée de la fébrile activité du comité pro Augusto Masetti, soldat jugé pour le meurtre d'un de ses officiers, seulement du 7 mars au 12 avril 1914 furent organisés vingt-six réunions. MASETTI, « Per Augusto Masetti », *L'Internazionale*, 4 avril 1914, p. 2.

132. Le 6 janvier 1913 sept manifestants furent tués au cours d'une manifestation à Rocca Gorga.

133. LOTTI L., *La Settimana Rossa, Avec des documents inédits*, Felice Le Monnier, Florence, 1965, ainsi que PEPE A., *Movimento operaio e lotte sindacali 1880-1922*, Loescher, Turin, 1976, p. 217-224.

la violence et à la grève révolutionnaire ou prendre la voie de la modération et de la grève protestataire d'un jour ou deux en fonction des rapports de force internes au mouvement ouvrier¹³⁴.

À l'occasion d'une réunion à Ancône en faveur d'Antonio Moroni, le 9 mai, il fut décidé d'organiser durant « le jour sacré des fastes de la monarchie » un « jour de protestation contre le plus fort, l'unique soutien de la monarchie : le militarisme¹³⁵ ». Antonio Salandra, qui avait remplacé Giolitti à la tête du gouvernement, annonça l'interdiction des rassemblements, et la Maison du prolétariat d'Ancône décida de convoquer une réunion privée, pendant que dans d'autres villes, comme à Parme, furent maintenues les rencontres publiques. Le matin du 7 juin, l'anarchiste Errico Malatesta fut arrêté avec d'autres révolutionnaires avant de pouvoir commencer la manifestation. Relâché peu après dans l'après-midi, la réunion à la Villa Rossa fut tenue en présence des représentants des forces révolutionnaires, parmi lesquels Livio Ciardi pour les syndicalistes, et de cinq cents personnes. À la fin de la réunion, après avoir simulé la conclusion pacifique de la manifestation, au moins deux cents personnes se regroupèrent en un cortège déterminé qui entendait rejoindre les lieux des célébrations militaires. Les affrontements qui suivirent laissèrent sur le pavé trois manifestants¹³⁶.

Le jour suivant De Ambris haranguait la foule sur la place Garibaldi à Parme en attendant la décision des cheminots de participer eux aussi à la grève générale lancée immédiatement par la Cgl¹³⁷. De Parme à Ancône où parlait Malatesta, tous les rassemblements incitaient la foule à se munir d'armes. La première journée de grève se termina par quelques affrontements, notamment à la gare, suivis d'autres incidents le jour suivant avec des nationalistes philo-monarchistes. Dans l'après-midi du 8 juin, arrivèrent à Parme en automobile Maria Rygier¹³⁸, Umberto Pasella et Giovanni Bitelli pour apporter des nouvelles des Marches et de la Romagne et coordonner les manifestations; de même De Ambris se rendit à Ancône avec l'avocat Oddo Marinelli, le jeune socialiste révolutionnaire Pietro Nenni et Malatesta.

Devant les violences à l'encontre des autorités, De Ambris fit partie de ceux qui, bien que continuant à exalter la bataille révolutionnaire, invitèrent les insurgés au calme. Malatesta s'en expliqua les jours suivants, soulignant l'évidente impréparation militaire du prolétariat et les risques

134. Il semble ainsi difficile de pouvoir exclure la volonté des révolutionnaires d'aggraver l'affrontement depuis les premières manifestations antimonarchiques, circonstance souvent soulignée par l'historiographie. Sur le caractère spontané de la révolte d'Ancône, BORGHI A., *op. cit.*, p. 145.

135. MALATESTA E., in *Volontà*, 16 mai 1914.

136. Sur le faits d'Ancône outre le travail de Lotti voir BERTI G., *Errico Malatesta e il movimento anarchico italiano e internazionale, 1872-1932*, FrancoAngeli, Milan 2003, p. 527-528.

137. Note de la Questure de Parme, 15 juin 1914, in Acs, Mininter., Ps, 1914, b. 24, f. Parme, Ordre public.

138. Militante anarchiste.

d'accroissement du massacre¹³⁹. Malgré la dimension nationale de la grève et de nombreux incidents, très tôt la protestation faiblit et les militants se préparèrent à se défendre contre l'inévitable répression. La fragilité de la jeune alliance entre groupes idéologiquement différents se manifesta clairement et notamment dans l'absence d'une direction politique crédible comme cela s'était passé avec les Comités d'agitation lors de la grève de Parme; la conduite de l'insurrection déléguée, au nom de l'unité prolétaire, aux commissions exécutives des Chambres du Travail, représentait plus les intérêts des travailleurs que l'expression de la volonté révolutionnaire. Certes, les avant-gardes s'étaient démontrées capables, de façon inédite, d'actions modernes de type paramilitaire comme la concentration dans des localités très diverses et l'usage d'automobiles pour se déplacer. Mais la défaite soulignait l'absence d'une culture militaire des masses et d'une stratégie révolutionnaire explicite. La faiblesse de l'insurrectionnalisme désarmé et les limites de la grève générale, en l'absence d'un centre dirigeant, indiquaient aux militants comme De Ambris le chemin à parcourir pour renforcer le mouvement révolutionnaire : promouvoir une agitation plus systématique dans l'armée, armer le peuple, structurer l'alliance nationale des forces syndicales et libertaires et préférer au mythe de la grève économique générale, la pratique conspirative du harcèlement blanquiste.

Dans les jours qui suivirent, De Ambris rétablit le calme au prix de l'exil des leaders non protégés par l'immunité parlementaire, rendit publiques les nouvelles orientations du mouvement révolutionnaire afin de consolider l'unité politique par les protagonistes de la Semaine rouge. Le « quartier général » continua à être la petite pension milanaise du 47 via degli Eustachi, où le syndicaliste s'était établi l'année d'avant avec sa compagne et sa fille :

« Avec Corridoni et moi, s'asseyaient quotidiennement à la table de la pension Attilio Deffenu, un petit sarde, mort lui aussi héroïquement au front avec la brigade Sassari; Michele Bianchi, Cesare Rossi et mon frère Amilcare, compagnon de Corridoni à la direction de l'Usi milanaise. C'était un cénacle révolutionnaire la pension de la via Eustachi et il ne manquait pas de caractère¹⁴⁰. »

139. BERTI G., *op. cit.*, p. 530.

140. A. De Ambris, introduction à *Filippo Corridoni*, Piacenza, 1922 : le cénacle révolutionnaire fut des années plus tard qualifié de « vente-loge-carbonara » par le Grand maître de la Grande Loge de Piazza del Gesu, Raul Palermi. « Ce fut de l'anti-maçonnerie ! La Piazza del Gesu naquit comme antimaçonnique dans de nombreux pays contre les Grand Orient démocratiques et subversifs », etc. *Un souvenir de Corridoni* : deux choses mortes, l'une et l'autre bien mortes. Mais il est juste que dans le souvenir des vivants demeure une distinction et qu'on en parle plus, spécialement à propos de ce que fut l'anti-maçonnerie, les sociétés secrètes ; secrètes le sont seulement les associations dont on ne connaît ni les sièges sociaux, ni les hiérarques peu ou très importants comme l'est la « Carboneria » dont une « vente » (loge) fut créée en 1914 par Corridoni à Milan : en firent partie Michele Bianchi, Cesare Rossi, etc. *Raul Palermi à Benito Mussolini, 21 mars 1934*, in Acs, Spd, Carteggio riservato, B. 62 Raul Palermi. Nous manquons de preuves absolues pour affirmer que le cénacle fut une branche carbonara et outre la structuration secrète, elle adopta des rituels d'initiation et de passage. De fait certain, d'autres éléments en notre possession semblent

Les discussions qui déjà avaient contribué à préparer l'insurrection de juin, se concentrèrent en particulier sur l'absence de culture révolutionnaire et de préparation technico-militaire face à la spontanéité et la disponibilité des masses. L'article de De Ambris *Dopo de la bufera* servit à préciser les termes de la réflexion : le concept sur lequel il insistait était la spontanéité de la révolte pour couper court au soupçon de planification des insurrections et pour mettre en lumière le fait que la rencontre entre les différentes parties du mouvement populaire avait eu lieu sur le terrain et dans l'action directe et non dans les congrès et les réunions privées¹⁴¹. La rhétorique spontanéiste n'était donc pas seulement un moyen de contrer le travail des autorités et des journalistes de tendance nationaliste enclins à pointer du doigt les responsabilités et les chefs¹⁴², mais voulait aussi indiquer le

confirmer l'hypothèse. Sûrement De Ambris était fils de la culture conspirative du XIX^e siècle et en adopta les thèmes et les pratiques. Comme nous le verrons en détail plus loin dans les échanges épistolaires carbonari brésiliens, De Ambris sera en 1930 maître-carbonaro de 5^e grade. Plusieurs fois Corridoni et même d'Annunzio se rappelèrent volontiers les vertus culinaires de la compagne de De Ambris, Maria, femme forte et accueillante comme les antiques « mère de compagnons » qui accueillait les « dévotants », c'est-à-dire les membres des sectes de compagnonnage dans les « hôtels » français. Sans entrer dans un questionnement qui nous amènerait trop loin, rappelons que « l'intime essence de la carboneria était purement républicaine, jacobine formée aux principes de la révolution française », mais était exclusivement italienne et liée au centre international (le Grand Firmament de Paris). La première grande « Vente » fut fondée à Ivrea en 1812 mais peut-être que le Centre le plus important du vaste mouvement carbonaro italien qui se répandit en particulier en Romagne, dans le Latium, la Campanie et les Pouilles et qui à cause de l'autonomie de chaque secte, liée seulement par le lien associatif de l'affinité avait des rites, liturgies, noms et symboles différents, était à Gênes où s'était exilé Filippo Buonarrotti. Mazzini fut secrétaire de la « Haute vente » de Gênes jusqu'à sa rupture avec les francophiles Buonarrotti et Angeloni, créant la « jeune Italie » (Giovane Italia) en 1831 après la faillite du mouvement qui selon Mazzini, avait manqué d'un centre de direction. NICOLLI P., *La Carboneria e le sette affini nel Risorgimento italiano*. Editions Cristofari, Vicence 1931. Certaines caractéristiques d'organisation étaient toutefois communes à toutes les sectes : sous la Grande « Vendita » (Vente), une « Haute Vendita » dirigeait les « Vendite mères » et les « Vendite filles ». Une « Vendita » était dirigée par un Grand-maître, un premier et un second assistant et il avait les charges d'administration et d'accueil, d'orateur, de trésorier, de secrétaire, d'archiviste, d'expert, de maître de cérémonie et de « découvreur ». Les grades fondamentaux étaient les suivants : apprenti, maître et grand-maître. En atteignant le grade de maître on avait accès aux intentions secrètes de l'Association et à son esprit républicain et anti-tyrannique confirmé par les noms et les symboles des grades supérieurs. Sur le règlement carbonaro GR: *Vend: Universo, Costituzioni Generali del 1908*, manuscrit de la « Vendita » de la vallée de Sao Paulo, Brésil, 1929, in Archives Guastoni-De Ambris.

141. Une grande importance pour le pacte des républicains, anarchistes et socialistes avait pourtant eu le congrès national républicain qui se tint au théâtre communal de Bologne les 16, 17 et 18 mai, qui se caractérisait outre la cohabitation des thèmes internationaux et irrédentistes, par la présence d'hôtes illustres comme Enrico Malatesta et surtout De Ambris, « venu expressément de Parme », note du préfet de Bologne, 19 mai 1914, in Acs, Mininter., Ps, 1914, b. 35, f. Congresso Repubblicano.
142. « Sale race de chacals! Mélange puant de crapauds et de prêtres! Journalistes dites-vous? Si le journalisme c'est la délation et la lâcheté, si journaliste est synonyme d'indicateur de police, peut-être que oui... Mais nous avons toujours eu de la presse une conception différente, et nous refusons de considérer comme journalistes ces torchons crasseux qui ornent les corps de garde des préfectures de police. Un coup de boule et un coup de pied au cul ne sont pas assez pour ces bâtards : il faut apprendre à rompre leurs côtes et à plonger leur tête dans la fosse à purin jusqu'à ce qu'ils s'étouffent et que soit repue leur faim pour les choses immondes. Il faut les suivre avec le fouet et les marquer au fer rouge sur le front pour qu'ils puissent être reconnus partout comme des espions », note de De Ambris aux marges de *L'Internazionale*, 27 juin 1914, p. 2. Encore dans

caractère contingent et transitoire de l'accord politique immature. Le « fait nouveau » de la *disponibilité* révolutionnaire des masses qui avait dépassé les propres intentions des militants, poussait à ne pas s'enfermer dans les « tours d'ivoire » de l'orthodoxie syndicaliste¹⁴³. La *disponibilité* était quelque chose de bien différent de la *maturité* psychologique et technico-militaire des masses : l'absence de celle-ci avait contraint à calmer les militants dans les derniers jours de la révolte, révélant ainsi la faiblesse d'années de propagande socialiste¹⁴⁴.

L'article provoqua un intense débat qui eut comme principal protagoniste le franc-maçon Carlo Bazzi, pas encore trentenaire, anti-tripolitain, inscrit au parti républicain depuis un an et demi et employé depuis février 1914 dans les bureaux du Palais Giustiniani, siège du Grand Orient. Bazzi reliait explicitement république et socialisme dans un article publié dans le numéro suivant de *L'Internazionale* et regardait avec intérêt le programme politique qui émergeait des articles du syndicaliste, pouvant se résumer dans la formule « moins d'État ». L'urgence d'une révision idéologique poussait donc De Ambris à analyser le problème institutionnel comme solution politique à l'immaturité de la classe des travailleurs : il s'agissait moins de « de changer l'État monarchique en État républicain, que de réussir à avoir le moins d'État possible », cela revenait en d'autres termes à remplacer par le communalisme ou du moins le fédéralisme régional, le centralisme, l'administration directe au parlementarisme ; les milices locales (la nation armée) au militarisme professionnel de la caserne ; le concours volontaire des citoyens à la bureaucratie parasite, afin de moins déléguer et d'avoir « plus de pouvoirs directement exercés par la masse », qui a son tour devrait posséder les armes aujourd'hui monopolisées par l'État. Le syndicat libre serait alors le « noyau dur d'une société complètement rénovée, arbitre de la production et de l'échange », accompagné par une Commune libre, reprise pour l'adapter aux exigences de la vie moderne, en en faisant l'organisme intégral, souverain, absolument autonome dans les limites de son territoire, capable d'absorber les fonctions utiles de l'État – « où le syndicat ouvrier n'arrive pas – réduisant au minimum les compétences de l'organisme central jusqu'à le réduire à être seulement le coordinateur et l'interprète des volontés locales¹⁴⁵ ». Ce programme pouvait être un dénominateur commun entre républicains, syndicalistes et même socialistes, qui dans la libre fédération des communes « devaient reconnaître la possibilité d'inté-

la déposition faite en décembre 1914 durant le procès de l'Aquila contre les chefs présumés de l'insurrection, il rappela les caractéristiques spontanées de l'insurrection, prenant d'une certaine façon ses distances avec Malatesta, et insistant même sur les faiblesses des moyens à disposition qui rendirent presque impossible l'éventuel succès d'un mouvement révolutionnaire ; note in *Il Popolo d'Italia*, 4 décembre 1914.

143. Alceste De Ambris, « Dopo la bufera », *L'Internazionale*, 20 juin 1914.

144. *Ibid.*

145. Alceste De Ambris, « Per la nostra azione rivoluzionaria. La meta immediata », *L'Internazionale*, 4 juillet 1914.

grer leur idéal communal sans tomber dans l'idolâtrie de l'État » ainsi que les anarchistes qui devaient à leur tour reconnaître dans la diminution des pouvoirs étatiques « le signe de l'avènement du régime de pleine liberté conceptualisé par ces derniers comme la finalité idéale de l'humanité¹⁴⁶ ». Le programme exposé par De Ambris n'était pas très original, mais reprenait en grande partie *Les idées sur l'organisation sociale* de son mentor et référent théorique James Guillaume. Son opuscule¹⁴⁷, né explicitement pour ne pas être un « programme officiel d'un parti », ni même « l'expression d'une simple opinion individuelle¹⁴⁸ », contenait en forme synthétique les idées qui circulaient dans les milieux des disciples de Bakounine de la Première Internationale, liant la fédération des communes avec la fédération des corporations, dans une optique décidément productiviste et travailliste. La réflexion sur l'importance de la commune et de la municipalité fut reprise aussi par les socialistes révolutionnaires, Benito Mussolini et Giuseppe di Falco, ce qui confirma l'importance du débat qui, à travers *L'Internazionale* et *L'Utopia*, impliquait les futurs groupes protagonistes de l'interventionnisme¹⁴⁹. Le caractère explicitement libertaire et fédéraliste du programme de De Ambris ne pouvait que rencontrer l'opposition des grandes organisations d'inspiration marxiste, surtout s'il devait être la base d'un projet politique d'envergure qui impliquait républicains, anarchistes et dissidents.

Le congrès à la Chambre du Travail de Rome des organisations politiques et économiques, fixé pour les premiers jours de juillet par le syndicat des cheminots avec la participation des représentants des travailleurs de la mer, de la Cgl, de l'Usi, du parti républicain et du parti socialiste, des anarchistes ainsi que divers syndicalistes et responsables de la Chambre du Travail, fut la première tentative pour traduire dans les faits les approches des semaines précédentes. La rencontre échoua sur la proposition d'un comité national unitaire, antichambre d'un nouveau regroupement de partis possible, projet rejeté sans appel par les socialistes officiels et par les confédérés¹⁵⁰.

À l'intérieur de la communauté syndicaliste révolutionnaire, certains militants intransigeants comme Agostino Lanzillo, alors engagé avec Gaetano Salvemini dans la bataille de la ligue anti-protectionniste, dénoncèrent, ce qui était défini comme la nouvelle « embrouille » politicienne de la république et du parti : reprenant certains arguments que De Ambris lui-même avait présentés quelques mois auparavant. Lanzillo signalait le danger que l'action « politique » puisse affaiblir l'action syndicale et

146. *Ibid.*

147. Écrit en 1874 sur l'invitation de Carlo Cafiero, publié en Suisse en 1876, traduit et publié à Bologne par Andrea Costa en 1877, il fut republié par chapitre, in *Il Pensiero* de Luigi Fabbri dans les numéros du 1^{er} juin, 16 juin, 1^{er} juillet et 16 juillet 1909. L'édition plus récente est GUILLAUME J., *Dopo la Rivoluzione (idées sur l'organisation sociale)*, Collana Libertaria, Turin, 1964.

148. *Ibid.*, p. 3.

149. DE FELICE R., *Mussolini il rivoluzionario...*, *op. cit.*, p. 184.

150. LUPO O., *op. cit.*, p. 69, DE FELICE, *Mussolini il rivoluzionario...*, *op. cit.*, p. 205-220 ; LOTTI L., *op. cit.*, p. 242-264.

entamer la confiance des travailleurs dans l'organisation de classe. Il invitait aussi à se tenir à distance des anarchistes et des républicains qui voyaient dans le mouvement ouvrier « une bonne armée mobilisée et adaptée à leurs revendications et pour l'expérimentation de leurs insurrections », mais sans en reconnaître l'autonomie¹⁵¹.

Lanzillo comptait parmi les critiques les plus manifestes de « l'embrouille » et un article de Maria Rygier, publié en France dans *La guerre sociale* de Gustave Hervé, dans lequel on en appelait à la République italienne¹⁵². Pour fuir les persécutions de la police après la « *Semaine rouge* », la révolutionnaire avait préféré se réfugier à Paris, sur les conseils et les indications de son compagnon Borghi¹⁵³ et elle avait trouvé un soutien auprès des groupes révolutionnaires d'émigrés italiens tels Faggi et Bartolazzi. Le groupe avait organisé le 20 juin 1914, une réunion sur les faits de la *Semaine rouge* en présence de révolutionnaires français comme Charles Malato et Léon Jouhaux, secrétaire général de la Cgt. Ils avaient appuyé inconditionnellement l'insurrection, remarquant selon Jouhaux, la solidarité des travailleurs et le succès de la grève générale et selon James Guillaume et *La Bataille syndicaliste*, le fait que « la République avait fonctionné en Italie » pendant 4 jours, surtout dans les Marches, en Romagne et en Émilie¹⁵⁴. La réunion dans la salle des sociétés savantes du 4 juillet 1914 considérait Malatesta, De Ambris et Mussolini comme les trois principaux leaders du mouvement révolutionnaire italien. La manifestation revêtit une importance particulière car elle était convoquée par le comité anarchiste international contre les répressions et annoncée conjointement par *La Bataille syndicaliste*, *La Guerre sociale* et par *Le Libertaire*, en présence d'orateurs du calibre de Charles-Ange Laisant¹⁵⁵, de Georges Yvetot¹⁵⁶ et de Justin Sicard de Plauzoles, vice-président de la Ligue des droits de l'homme¹⁵⁷. Fort de l'appui des syndicalistes et des libertaires

151. LANZILLO A., « Per determinare la nostra via verso la "meta immediata". La nuova ubriacatura », in *L'Internazionale*, 11 juillet 1914, p. 2.

152. De Ambris et M. Rygier entendaient opposer au Parti socialiste ce parti révolutionnaire que d'abord Gustave Hervé à l'étranger et Dinale et les autres en Italie avaient proposé comme nouveau modèle d'organisation, ANTONIOLI M., *Bakunin tra sindacalismo rivoluzionario e anarchismo, ibid., Azione diretta e organizzazione operaia...*, op. cit., p. 79-81. Dinale proposa, avec Piero Belli un référendum sur le parti révolutionnaire en 1910 dans son journal *Divenire Sociale*.

153. BORGHI A., op. cit., p. 152-154.

154. Note du délégué de sécurité publique à l'ambassade de Paris, 18 juin 1914, in Acs, Mininter., Ps, 1914, b. 22, f. Agitation pro Masetti-Paris.

155. Un des plus influents mathématiciens français, ex-député de 1876 à 1893, boulangiste, puis dreyfusard et enfin anarchiste.

156. Prestigieux dirigeant de la Cgt, qui fit un bref séjour dans les prisons françaises pour propagande antimilitariste.

157. La réunion était organisée au sein des anticléricales, Sociétés de la libre-pensée, actives et fédérées en France depuis le siècle précédent, séparées et même souvent adversaires de la franc-maçonnerie, considérée par certains adhérents révolutionnaires, tel André Lorulot, comme un repère d'opportunistes et d'arrivistes. Sur la fédération française de la libre-pensée, LALOUETTE J., *La Libre-pensée en France, 1848-1940*, Albin Michel, Paris, 1997 ; LORULOT A., *Ma vie, mes idées*, Les amis d'André Lorulot, Paris, 1973 (première édition 1943). La franc-maçonnerie en langue italienne montra

francophones, De Ambris répondit à l'article de Lanzillo dans une note particulièrement polémique : « Lanzillo était un intellectuel qui s'élevait : "en rappelant que les canons sacrés du syndicalisme qui interdiraient au prolétariat de s'occuper du problème institutionnel..." Nous devrions nous isoler dans l'attente messianique de la "mythique" grève générale sorélienne : mais surtout gardons-nous bien des contacts impurs ! Nous sommes les élus, les possesseurs de la vérité absolue, les nouveaux juifs et nous ne devons pas admettre la proximité avec certains samaritains¹⁵⁸. »

De Ambris ne remettait pas en question la logique de l'intransigeance de Lanzillo, mais remarquait la contradiction avec « le fait réel et vécu, qui a une impérieuse efficacité de persuasion supérieure à tout raisonnement abstrait ». L'article de la semaine suivante soulignait dans la polarisation des composantes de la gauche révolutionnaire (et conservatrice) l'élément nouveau de la *Semaine rouge* et invitait encore une fois à sortir des abstractions de l'idéologie pour « soumettre à la logique des faits la logique formelle¹⁵⁹ ». La « logique des faits » imposait de se mesurer à l'évènement qui devait bouleverser la vie politique européenne, la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie. Dans les premiers jours d'août, De Ambris menaçait lors d'une réunion dans les locaux de la Chambre du Travail de Parme, de grève générale en cas de mobilisation, officiellement pour chercher à empêcher d'entrer en guerre aux côtés des empires centraux¹⁶⁰, mais en réalité pour se plier à la volonté de la majorité de l'Union syndicale, qui se concrétisera dans la décision de la Commission exécutive réunie le 3 et 4 août à Milan¹⁶¹.

cependant une activité surprenante entre juin et juillet 1914, promouvant certaines conférences sur les rapports entre socialisme, républicanisme et franc-maçonnerie. La loge Italie, n° 450, vit le jour l'année précédente grâce à Arturo Chiossone au sein de la Grande Loge de France ; le 15 juin 1914, on organisa une réunion animée par l'orateur de la loge, Pietro Mazzini, sur « Le Congrès socialiste d'Ancône et l'exclusion des francs-maçons du parti socialiste », se présentant comme un point de repère organisationnel pour les hérétiques et les transfuges du parti socialiste officiel, in Archives Goi, *Fonds RLI-Gregogna*.

158. « Postilla », *L'Internazionale*, 11 juillet 1914.

159. Alceste De Ambris, « Encore en thème d'unité », *L'Internazionale*, 1^{er} août 1914.

160. Note de la préfecture de Parme, 2 août 1914, in Acs, Mininter., Ps, Cat. A5G, b.111, Parme, f° 232.

161. Il fut décidé « pour n'importe quelle raison qui ne soit pas l'invasion du territoire national de répondre par la grève générale insurrectionnelle », in *L'Internazionale*, 8 août 1914.

Chapitre II

La Guerre

« Le mont Kuk est en flammes, sur le Sabotino un vaste incendie s'élargit toujours plus! Le canon continue à faire entendre sa voix puissante partout pendant que le ciel rougit comme un grand lac de feu et que l'Isonzo a des éclats incandescents. Ainsi puisse un immense incendie embraser toute la terre et la purifier de toute injustice. »

(Alceste De Ambris, « Visioni di sangue », *L'Internazionale*, 11 décembre 1915.)

L'homme qui va

Le célèbre discours du 18 août 1914 fut moins inattendu dans les milieux syndicalistes italiens que ces derniers voulaient bien le faire croire¹. En effet, ce fut De Ambris lui-même qui décida la date du moment tragique de rupture avec l'expérience traditionnelle du mouvement ouvrier et libertaire et qui la fixa comme le début d'une nouvelle saison révolutionnaire. Nous avons pourtant vu comment depuis des semaines, sinon des mois, le problème institutionnel d'une part, et le problème de l'immaturation psychologique et militaire des masses d'autre part, furent au centre du débat chez De Ambris et ses camarades. L'approbation définitive du tournant fut émise par Filippo Corridoni, en prison après les affrontements du 7 juin et libéré seulement le 6 septembre : son cri, à peine arrivé à l'union syndicale milanaise, « la neutralité c'est pour les castrés », n'était pas seulement un artifice rhétorique, mais voulait marquer la continuité entre « l'esprit patriotique de la Commune » et la « réalité italienne de la révolution », qui nécessairement conduisait à l'intervention².

L'interventionnisme révolutionnaire était indéniablement fils de l'alliance entre une partie des républicains, des syndicalistes, des socialistes et des libertaires qui avait pris naissance lors de la « Semaine rouge » ; le cadre théorique était encore incertain, mais le tournant se caractérisait par l'acceptation de la révision de la question antipatriotique élaborée par les

1. « I sindacalisti e la guerra » (Conférence de Alceste De Ambris), in *L'Internazionale*, 22 août 1914, p. 1. Les thèmes de la conférence de Milan du 18 août furent anticipés par un article du « mazzinisé » Masotti, « Per la libertà dell'Europa! », *L'Internazionale*, 8 août 1914.

2. DE BEGNAC Y., *op. cit.*, p. 490-491.

intellectuels syndicalistes et le constat de la pauvreté morale et militaire des masses populaires, incapables et inadaptées pour accomplir d'abord le saut de la révolte inorganisée à la révolution tout d'abord, puis celui de la destruction de la gestion productive et administrative ensuite. La déception des militants syndicalistes après la « Semaine rouge » n'était pas tant causée par la faillite concrète de l'insurrection, mais par la prise de conscience de l'insuffisance du mythe de la grève générale comme facteur mobilisateur : « c'était l'élément mystique qui entraînait les foules » dont parlait Tailhade qui influença De Ambris et lui conseilla de concevoir la guerre comme un « fait » supérieur d'émancipation morale et militaire du prolétariat. Les critiques d'Ugo Mondolfo, un des représentants les plus marquants du socialisme milanais, étaient très précises quand il désignait la continuité syndicaliste entre la nouvelle foi dans la guerre régénératrice et le mythe de la grève générale ; moins indulgentes quand il dénonçait l'improvisation de ces solutions « aujourd'hui comme alors, sans autre vision que celle du désordre, de la convulsion, du chaos, sans aucune considération des résultats qu'il est possible d'atteindre³ ».

Jusqu'à la rupture avec Malatesta, Borghi et la majorité de l'Union syndicale italienne⁴, le débat dans le mouvement ouvrier sera âpre et caractérisé par les prises de positions réitérées, les démentis, les ajustements et les clarifications de De Ambris et Masotti, pour défendre leur « hérésie » face à la succession des attaques. C'est dans une telle optique que doivent être lus les articles de Masotti du 10 octobre⁵ et de De Ambris dans un numéro suivant de *L'Internationale* sur l'attitude prudente et ambiguë de Mussolini. Cet article saluait la rupture du socialiste romagnol avec le parti officiel, mais n'épargnait pas les critiques, destinées déjà à contester le leadership du mouvement interventionniste. Mussolini, ayant déjà rattrapé son erreur :

« Avec un geste de fierté, quand la voix de la conscience a dépassé en lui les bavardages du marché politique, [...] il a lui aussi contribué avec quelle force à maintenir cet esprit monacal et dogmatique, qui dans les courants d'avant-garde tue toute capacité d'examen sincère et réaliste, déterminant une rigidité cadavérique dans les organismes qui devraient avoir de la souplesse pour la lutte quotidienne. Le grand avantage que nous avons

3. MONDOLFO U. G., « L'angoscio problema », *Il Popolo d'Italia*, 30 décembre 1914.

4. « Il Consiglio Generale dell'Unione Sindacale Italiana », *L'Internazionale*, 19 septembre 1914, p. 2. Il est intéressant de signaler que l'intervention de Masotti, qui lut la motion de De Ambris de soutien à la France et de possibilité vis-à-vis de l'intervention, parce qu'elle reprit les thèmes républicains et socialistes déjà proposés par Carlo Bazzi dans ses contributions après la « semaine rouge », comme la nécessité de passer par le tiers état pour arriver au quatrième. « De Ambris défendit ses positions avec élégance et maestria. Tullio Masotti fut bourru comme son visage. Michelino Bianchi marmonna quelque chose de risible. Cesare Rossi s'occupait du compte rendu, art dans lequel il était maître, n'ouvrit pas la bouche, mais il était contre nous », in BORGHİ A., *op. cit.*, p. 158 ; sur la fracture dans l'Usi, ANTONIOLI M., *Armando Borghi...*, *op. cit.*, p. 24 sq.

5. MASOTTI Tullio, « Scegliendo fior da fiore. Da Mussolini al direttore dell'Avanti! », *L'Internazionale*, 10 octobre 1914.

aujourd'hui, par rapport à Mussolini est de ne pas être rongé par le remord d'avoir contribué en quoi que ce soit à la construction d'une nouvelle Église. Depuis plusieurs années nous nous vantons d'être des hérétiques, et le droit à l'hérésie est pour nous le plus précieux d'entre tous, parce que c'est le dernier bastion de notre individualité et de notre conscience. Contre toute orthodoxie, c'est-à-dire, contre toute cristallisation de la foi en formules absolues, nous nous insurgerons toujours, malgré tous les anathèmes sacerdotaux, retrouvant une joie dont nous sommes fiers en affirmant la révolte de l'esprit contre la contrainte de l'écriture : Hommes ne soyez pas de folles brebis⁶. »

Nombreuses furent les tentatives pour résoudre les contradictions issues d'une proposition qui considérait moralement souhaitable pour les classes laborieuses une option militaire et impérialiste matériellement utile aux intérêts de la bourgeoisie italienne⁷. La subjectivité historique conseillait au révolutionnaire de ne pas nier les forces et les idées en présence, mais de les dépasser avec la pratique, dans le sillage de la méthode sorélienne de la lutte, du conflit et de la violence de classe, pas seulement comme principe objectif du mode de production capitaliste mais aussi comme « force active et féconde ». D'autres références idéologiques furent mises à bas, parmi lesquelles le matérialisme historique, l'opposition absolue à tout conflit entre nations, l'irréductibilité des intérêts prolétaires aux intérêts bourgeois et la guerre comme facteur de simple régression humaine.

En ce qui concernait le rapport avec la bourgeoisie productive, déjà abordé par Bazzi et Masotti, l'immaturation de la classe ouvrière, vrai nœud sur lequel s'articulèrent tous les parcours révisionnistes de l'interventionnisme, rendait nécessaire certaines phases de transition avant la révolution sociale qui n'excluaient pas de possibles convergences d'intérêts : « jusqu'à ce que nous soyons obligés de vivre dans une société capitaliste, ce que nous voudrions condamner comme intérêt capitaliste pourrait parfois représenter l'intérêt économique immédiat pour l'entière population, n'excluant pas les ouvriers et paysans⁸ ». Mais la contribution plus systématique pour redéfinir les caractères du mouvement révolutionnaire vint de Fillipo Corridoni. Dans l'opuscule écrit durant sa période d'emprisonnement d'avril 1915, le jeune syndicaliste ne rappelait pas seulement l'opposition républicaine et fédéraliste à la « monarchie socialiste », mais expliquait avec lucidité et courage la nécessité du développement des forces productives italiennes et le bouleversement, même avec une guerre, de la traditionnelle politique protectionniste et bureaucratique de l'Italie libérale afin de faire

6. DE AMBRIS A., « Il trionfo di Filiste », *L'Internazionale*, 24 octobre 1914.

7. Par exemple Jean Jacques (O. Dinale), « Ça ira », *Il Popolo d'Italia*, 25 janvier 1915. Sur le caractère plus futuriste que socialiste, plus esthétique qu'éthique de la sémantique interventionniste, GENTILE E., « Il futurismo e la politica. Dal nazionalismo modernista al fascismo (1909-1920) », in DE FELICE R. (dir.), *Futurismo, cultura e politica*, Fondazione G. Agnelli, Turin, 1988.

8. « E l'attuale conflagrazione europea una guerra capitalista? », *Il Popolo d'Italia*, 1^{er} décembre 1914.

précéder une révolution « politique » à la révolution « économique ». Un texte explicitement libéral, qui déjà réélabore les expériences de Parme de 1908 et de la « Semaine rouge », principales expressions de la « violence prolétaire » à l'intérieur du mouvement ouvrier, comme tentatives de secouer, de « guérir » et de « sauver d'une mort certaine » la bourgeoisie italienne, parasitaire et vile, pour faire sortir l'Italie d'une situation précapitaliste⁹.

Déjà dans les mois précédents, Corridoni, en particulier, avait mis en avant la nécessité de reconsidérer la méthode d'organisation et l'intervention dans l'armée¹⁰. Ce n'était plus le moment d'agir *contre* l'armée ou d'intervenir de l'extérieur, mais d'insérer les jeunes militants déjà formés dans les troupes. Dans une réunion de janvier 1914, De Ambris aussi ne s'était pas limité à l'habituelle rhétorique antimilitariste et aux invectives contre les officiers, mais avait, à son tour, souligné l'objectif de la « soudure » – ou mieux, de « l'osmose » – entre l'armée de conscription et les travailleurs¹¹. La dimension destructrice du conflit, entendue comme un affaiblissement des structures et des appareils d'État traditionnels se conjugait avec le caractère *positif* et progressif en direction d'une société plus organique, globale et démocratique. La conception du rôle de l'État était issue des élaborations théoriques rationnelles des « réformistes de guerre », comme les normaliens français¹² et les socialistes italiens rassemblés autour de Leonida Bissolati. Cette conception se liait avec les inspirations mystiques exprimées également par Maria Rygier¹³, et tous deux insistaient en particulier sur le leitmotiv mazzinien du caractère sacré de la mission spirituelle latine. Sous

9. « Nous, pour le moment, nous nous contentons d'engraisser la bourgeoisie, puis, quand elle sera bien charnue, on la mangera », CORRIDONI F., *Sindacalismo e repubblica*, Milan, 1921, p. 62. Le texte fut publié de façon posthume avec une introduction de De Ambris dans laquelle est contenue la définition de « monarchie socialiste ».

10. Ainsi il s'exprima dans la réunion du 21 février à la Chambre du Travail, télégramme du Préfet de Milan, 23 février 1913, in Acs, Mininter., Ps, 1914, b. 23, f. Agitazioni Milano.

11. Note du Préfet de Parme, 3 février 1914, in Acs, Mininter., Ps, 1914, b. 24, f. Parma Ordine Pubblico. De Ambris raconta que le 5 janvier à Massa Carrara, à la marge d'un rassemblement, certains soldats étaient sortis du rang et s'étaient mêlés aux ouvriers. Aussi bien la préfecture de Massa Carrara, note du 28 février 1914, que le Commandement du VIII^e Corps d'Armée démentirent les affirmations de De Ambris. Une information seule, apparemment paradoxale, est que les syndicalistes révolutionnaires réussirent à interpréter avec plus de précision le rapport entre guerre et réaction et tentèrent d'y répondre, mais ils furent absents et eurent un rôle de second plan dans la bataille plus « économique » contre la vie chère, DEGL'INNOCENTI M., *Il socialismo italiano e la guerra in Libia*, Editori Riuniti, Rome, 1976, p. 76.

12. Était nommé ainsi le groupe rassemblé autour de Lucien Herr, Charles Andler et Albert Thomas, né du rapprochement entre socialisme et les milieux de l'École Normale Supérieure à la suite de l'affaire Dreyfus, qui chercha à dépasser la conception classique du socialisme et du syndicalisme révolutionnaire dans une société de masse à suffrage universel. Thomas, en particulier, fusionnant la *Revue socialiste* avec la *Revue syndicaliste*, fit écho à l'élaboration théorique attentive à la convergence entre industrie, État et socialisme, se prévalut de collaborateurs comme Maurice Halbwachs, Georges et Hubert Bourgin et Robert Hertz. La guerre sera le terrain pratique des expérimentations du socialisme d'État du groupe des normaliens; PROCHASSON C., *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, Paris, 1993, p. 122 sq.

13. RYGIER M., *Alle soglie di un'epoca, La nostra Patria*, Rome, 1916.

cet aspect, De Ambris, fidèle à l'organisation libérale du syndicalisme, s'en tenait éloigné explicitement et voyait dans l'alliance entre socialisme d'État, mystique politique, exaltation des racines latines et société de masse, le danger d'une dégénérescence autocratique, comme il le dénonçait dans une critique de l'ouvrage de Maria Rygier :

« Et nous sommes au dernier chapitre, dédié à l'Italie immortelle. C'est celui qui me plaît le moins, bien qu'il soit peut être le plus inspiré et le meilleur du point de vue littéraire. Je l'aime moins car il répète un vieux motif que je retiens absolument déplacé et dangereux. L'exaltation des vertus de notre origine latine, fait dériver l'auteur vers la conception mazzinienne et mystique d'une Italie qui a dans le monde une mission impérissable de civilisation, une éternelle suprématie spirituelle. Avant toute chose, en ce qui me concerne, je ne crois pas du tout à ces missions mystiques des peuples et à ces suprématies... de droit divin ; et je retiens que de telles idées, si elles pénétraient les masses finiraient par préparer à l'Italie un avenir bien différent de celui que Maria Rygier lui souhaite. Que Mazzini ait pu prêcher, il y a quatre-vingt ans à une Italie divisée, s'ignorant elle-même, dormant d'un sommeil séculaire, une raison pour se réveiller aussi exaltante, se comprend et s'apprécie. Mais aujourd'hui que l'Italie existe, malgré les socialistes, une fierté similaire, si elle était diffusée dans la nation pourrait induire chez les Italiens une conviction analogue à celle qui a fait des Allemands une horde immense de brutes sanguinaires¹⁴. »

Sur le principe de nationalité en tant que synthèse entre intérêts de classe opposés et sur la critique de l'internationalisme, Michele Bianchi insistait lors de la séance de la matinée au congrès des Faisceaux le 25 janvier 1915 ; il devenait urgent de spécifier au niveau théorique et général, la nature révolutionnaire de l'interventionnisme et la « force dynamique merveilleuse » de la lutte du peuple, « là où un peuple se trouve sous l'oppression d'un autre peuple, se crée un lien de solidarité entre le prolétariat et la bourgeoisie, prolétariat et bourgeoisie d'une région déterminée et d'une langue déterminée, opprimés l'un et l'autre par un autre peuple, par un autre gouvernement ». D'autres interventions mettaient en lumière les caractères contradictoires du rapport entre bourgeoisie et prolétariat en relation avec la nationalité et la difficulté de fonder un principe univoque international. Olivetti, encore une fois se distinguait par son originalité en proposant « une spécification dans le sens que soient reconnus les droits nationaux seulement où il existe une conscience nationale en harmonie avec les raisons de la civilisation ». Le principe de nationalité était donc *relatif* et non *absolu*, valant exclusivement pour ces peuples qui par tradition, culture, économie et civilisation avaient obtenu le droit historique de disposer de la propriété nationale.

14. « La Nostra Patria », *Internationale*, 6 avril 1916.

De Ambris était intervenu dans le débat, se déclarant en accord avec les positions de Bianchi et s'arrêtant sur le fait nouveau de la guerre : si auparavant les syndicalistes cherchaient « dans la fraternité de l'organisation ouvrière le moyen de dépasser les divergences entre Autrichiens et Italiens », la guerre avait démontré que cette pensée était prématurée, « parce que le sentiment de nationalité a éclaté avec une telle violence que nous n'avons pu nous cacher qu'il était encore vivace, et qu'il s'agissait d'un problème qui ne pouvait être résolu avec les formules les plus anciennes, mais intuitivement plus vraies et efficaces¹⁵ ». Cependant, le point de rencontre entre ces diverses perceptions résidait, comme l'avaient répété plusieurs fois Maria Rygiel et Olivetti, De Ambris et Bianchi eux-mêmes dans la perception de l'irrédentisme comme un problème de liberté : « liberté économique à travers la lutte des classes, liberté nationale que l'on aborde en ce moment avec la guerre contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne¹⁶ ». De l'équilibre entre les deux facteurs, révolutionnaire ou organique, politique ou économique dépendront les oscillations et les contradictions de l'interventionnisme.

Le mouvement interventionniste

Si toute la rhétorique publique des interventionnistes insistait et insistera sur le caractère réactionnaire et autocratique de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, les raisons profondes qui les habitaient résidaient plutôt dans l'opportunité d'utiliser la guerre comme un puissant accélérateur de ce processus révolutionnaire inscrit dans la modernité et rendu explicite par les grèves ouvrières et paysannes et par la « Semaine rouge ». Au niveau théorique, cela voulait dire mener à son terme ce parcours révisionniste que Labriola, Orano et Olivetti avaient commencé avec la campagne tripolitaine¹⁷. En outre, cela signifiait approfondir la critique radicale du pacifisme bourgeois et de l'internationalisme socialiste, leur substituant le droit universel des peuples à l'autodétermination¹⁸. Au niveau opérationnel, il devenait enfin possible de fournir une issue immédiate à cet amas de forces progressistes et radicales qui avaient été les protagonistes de ces grèves et de ces insurrections.

15. *Ibid.*

16. *Ibid.* Sur le rapport entre matérialisme historique et le principe de nationalité, BARBONI T., *Internazionalismo o Nazionalismo di classe*, Campione d'Intevi (Co), 1915. Aussi le travail de Barboni s'intéresse à la force propulsive de l'exceptionnalité de la guerre, accélétratrice de l'émancipation des classes et de l'autonomie nationale, préconditions de la modernisation : « En définitive, cette augmentation de force morale des racines se résout en une augmentation de force morale de la classe », p. 46. Sur le passage historique, commun au monde réformiste et au socialisme révisionniste, de l'autonomie de classe à l'autonomie nationale, de l'autonomie révolutionnaire à l'autonomie organique, HAUPT G., *La II internazionale*, La Nuova Italia, Florence, 1973, p. 20 n.

17. Sur la guerre comme facteur d'accélération de la synthèse socialo-nationale, STERNHELL Z., SZNAJDER M. et ASHÉRI M., *Naissance de l'idéologie fasciste*, Gallimard, Paris, 1989, p. 292 sq.

18. DE AMBRIS A., « I sindacalisti e la guerra », *L'Internazionale*, 22 août 1914.

Le premier appel du Faisceau était apparu le 6 octobre 1914 sur la nouvelle édition de *Pagine Libere*, ressuscitée après trois ans grâce aux nombreux fonds « interventionnistes » et toujours dirigée par Olivetti. L'appel se distinguait par deux passages intéressants : le rappel aux socialistes germaniques qui « au lieu d'opposer la force de leurs puissantes organisations économiques et politiques aux déchaînements furieux et agressifs de leurs gouvernements, ont cédé au courant de l'impérialisme le plus brutal et sauvage, oubliant leur devoir de socialistes, traîtres aux devoirs sacrés de la solidarité ouvrière internationale » et la centralité de la question des nationalités¹⁹.

Il Popolo d'Italia commença à son tour la publication le 15 novembre 1914, soutenant tout de suite le manifeste lancé par les interventionnistes romains, comme le montrait un commentaire de Mussolini dans lequel il fixa la rupture définitive avec le pacifisme socialiste et avec la pratique « normale » de la lutte économique en soulignant la vitalité du socialisme interventionniste : « Ou le socialisme est une « doctrine de vie » bonne pour les peuples forts, ou c'est une théologie économique vieillie sous le choc immense des nouvelles réalités historiques, ou pire encore, un phénomène de décadence intellectuelle et morale. Ou c'est la paix ou c'est la guerre. Quand la paix signifie abjection et servitude, le socialisme ne dégénère pas et n'est pas appelé à mourir avec la guerre. Alors la tranchée vaut la barricade²⁰. »

Le soir du 11 décembre au Campo Lodigiano naissait officiellement le Faisceau d'Action Révolutionnaire Interventionniste²¹, avec une assemblée ouverte aux seuls adhérents de l'Unione Syndicale, de la Chambre du Travail et des sections socialistes et républicaines de Milan ; selon les paroles de Michele Bianchi, le choix était d'unir les interventionnistes « subversifs aux hérétiques et aux hérésiarques c'est-à-dire les différentes tendances, les différents partis », pour les distinguer de l'interventionnisme « fin en soi », c'est-à-dire l'interventionnisme bourgeois et nationaliste. Mussolini dans son intervention avait insisté sur la mise en œuvre de l'objectif : il ne s'agissait pas de fonder un parti nouveau, mais de réunir autour d'une même fin, celle de l'intervention, les militants de diverses sensibilités politiques. Pour ce faire, on préféra une structure informelle et ne pas fixer des règles statutaires lors de l'assemblée constitutive et présenter l'organisation comme un moyen et non comme une fin en soi²².

19. « Ai lavoratori d'Italia », *Pagine Libere*, 10 octobre 1914.

20. MUSSOLINI B., « Parole e fatti », *Il Popolo d'Italia*, 23 novembre 1914.

21. Le premier Faisceau interventionniste à être créé fut celui de Rome, avec Mantica, Attilio Paolinelli, Giovanni Baldazzi et Lanzillo, qui avait à son tour dépassé l'intransigent syndicalisme de quelques mois plus tôt, le 24 novembre 1914, alors que le Faisceau révolutionnaire interventionniste de Milan, premier noyau du Faisceau d'action révolutionnaire, naissait le 30 novembre 1914, Via degli Eustachi n° 47, dans la pension-cenacle-loge de De Ambris.

22. Sur la thèse du Faisceau comme « antiparti » en opposition au modèle organisationnel du socialisme germanophile, GERVASONI M., « Il movimento operaio fra neutralismo e interventismo », p. 53, *in*

La première réunion du Comité de Direction institua quatre commissions : propagande orale, propagande écrite, technico-financière et ouvrière. Cette dernière, chargée d'élaborer l'ébauche des statuts et du programme avait entre autres comme membres De Ambris, Decio Papa et Dino Roberto²³. Le document était clairement imprégné dans la formulation, le style et le caractère par la théorie révolutionnaire du syndicaliste, surtout quand il soulignait le choix dynamique des interventionnistes, explicitait la pratique de leurs objectifs et l'utilisation sans préjugés des outils pour les atteindre. Les Faisceaux ne constituaient pas un parti, mais des « regroupements libres de ces subversifs de toutes les écoles et doctrines politiques qui pensent trouver dans la période actuelle et dans celle qui lui succédera immédiatement, un champ propice à la fécondation des idéaux révolutionnaires et qui n'entendent pas laisser passer l'occasion d'une action en commun²⁴ ».

Les 24 et 25 janvier 1915 fut fixé le Grand Rassemblement des Faisceaux révolutionnaires avec un programme, précisé dans un article de Mussolini, jugé « magistral » par De Ambris, outre des indications significatives sur les rapports des interventionnistes avec la monarchie, l'article rappelait le caractère nouveau de l'organisation, pragmatique, conspirative, jeune, concrète :

« Le mouvement fasciste né parmi la dérision et l'hostilité du Parti Socialiste est aujourd'hui quelque chose de plus qu'une simple promesse. Ces noyaux de volontaires surgis ici et là dans toute l'Italie, constituent aujourd'hui un organisme plein de vie et capable de vivre. Ils n'ont pas et ne veulent pas avoir les règles et la rigidité d'un parti, mais ils sont et veulent rester une libre association de volontaires : prêts à tout ; aux tranchées comme aux barricades. Je pense que quelque chose de grand et de nouveau peut naître de ces poignées d'hommes qui représentent l'hérésie et ont le courage d'être hérétiques [...] chez tous existent la haine pour le statu quo, le mépris pour le "comportement de philistins", l'amour de la tentative, la curiosité du risque : aujourd'hui c'est la guerre, ce sera la révolution demain²⁵. »

La tactique de l'association secrète, adossée à une structure légale, semblait fournir le meilleur instrument pour la propagande révolutionnaire dans le front intérieur ou dans l'armée ; le modèle organisationnel prévoyait en conséquence la constitution de structures clandestines et flexibles et prêtes à s'adapter aux situations objectives changeantes que les contin-

BRACCO B., GERVASONI M., GRAMEGNA E., RIOSA A., SCALPELLINO E. et SIGNORINO P. M., *Milano in guerra 1914-1918. Opinione pubblica e immagini delle nazioni nel primo conflitto mondiale*, Unicopli, Milan, p. 31-70.

23. « Fascio D'Azione Rivoluzionaria. La riunione del Comitato Centrale », *Il Popolo d'Italia*, 16 décembre 1914, p. 4.

24. *Un appello ai lavoratori d'Italia dei Fasci d'Azione Rivoluzionaria*, op. cit.

25. « I Fasci interventisti a raccolta! L'Adunata », *Il Popolo d'Italia*, 24 janvier 1915.

gences auraient offertes. La dénomination même de « faisceau » rappelait explicitement les traditions révolutionnaires du XIX^e siècle, en particulier celles antimonarchiques, patriotiques, révolutionnaires et conspiratives du Risorgimento²⁶.

L'accord entre les interventionnistes milanais prévoyait explicitement le recours à la provocation, d'incidents pour agiter l'opinion publique et soutenir la cause de l'entrée en guerre, une tactique en continuité avec les expériences passées de la grève de Parme et surtout de la « Semaine rouge », ainsi qu'une accélération militaire déterminée²⁷. De Ambris illustrait les possibles campagnes de propagande, unies par le fait d'être issues d'un « déterminé sens immédiat²⁸ » et d'être créées en groupes paramilitaires volontaires, publiquement afin de se préparer au moment de l'entrée en guerre, mais en réalité plutôt pour des objectifs de destruction. En effet, il n'hésitait pas à rappeler le caractère transitoire de la guerre, la nécessité d'armer le peuple et le fait que les volontaires « ne doivent pas perdre de vue leur but essentiellement révolutionnaire²⁹ ».

Fin janvier, le Faisceau de Parme clairement le plus proche des positions de De Ambris, présentait un programme précis en différents points, qui menaçait de constituer des comités secrets si le gouvernement n'était pas conduit selon les rassemblements et les manifestations publiques, demandant à entrer en guerre contre les empires centraux, et il finissait en souhaitant l'obtention de ports d'armes pour les adhérents. Il apportait son appui au syndicaliste Vittoria Picelli, sur le point d'être enrôlé afin qu'il diffuse la propagande révolutionnaire dans les rangs de l'armée³⁰. Si comme l'anticipait aussi Mussolini, l'attitude de « pirate » de la monarchie italienne aurait laissé l'économie dans un état de prostration vis-à-vis des autres puissances européennes dans l'après-guerre et humilié l'« honneur de l'Italie », alors viendrait le temps de la révolution. Lors de l'une des séances inaugurales, De Ambris exhorta ses camarades socialistes, anarchistes, républicains et

26. Sur le symbolisme républicain, SPADOLINI G., *L'Italia repubblicana attraverso i simboli, i dipinti, le foto d'epoca e i documenti rivive una straordinaria storia per immagini dell'idea repubblicana: dalle repubbliche giacobine alla Repubblica Italiana*, Newton Compton, Rome, 1988. Dans un programme carbonariste possédé par De Ambris, il était clairement écrit que : « Le bois est le symbole de l'égalité et de l'union, indiquant tous les individus qui composent notre société comme rassemblés dans un faisceau de bois d'une même matière et d'une même longueur et largeur, très serré et orné du ruban tricolore, nous faisant ainsi comprendre que nous devons être unis d'une telle façon dans l'œuvre en faveur de la Patrie », *Programma e catechismo Carb.* (Carbonaro), in Archives Guastoni-De Ambris.

27. VENTRONE A., *op. cit.*, p. 50.

28. Ainsi il appréciait la campagne contre la contrebande de marchandises et d'armes proposée par Decio Papa et « la création de pelotons de volontaires s'exerçant au maniement des armes, et anticipant en fait la préparation militaire qui demain même s'ils ne seront pas appelés pourra être mise en œuvre sur le champ de bataille », « I Fasci interventisti a raccolta! L'Adunata », *Il Popolo d'Italia*, 24 janvier 1915.

29. Déjà le 13 janvier s'ouvrit « un cours d'instruction militaire » qui prévoyait la convocation à des marches cyclistes, « Le marce ciclo-motori di preparazione », *Il Popolo d'Italia*, 31 mars 1915.

30. Note de la Préfecture de Parme, 22 janvier 1915, *ibid.*

syndicalistes à retrouver l'esprit « éternel » carbonaro de la mentalité conspirative et révolutionnaire mazzinienne³¹.

En adéquation avec le caractère secret, actif et violent tracé dans le programme d'action, la campagne pour l'intervention se déplaçait toujours plus des salles de réunion privées vers la rue, s'opposant avant tout physiquement aux initiatives neutralistes des socialistes, comme dans le cas des manifestations du 21 février³², avec de durs incidents à Rome et le boycott de la manifestation neutraliste de Gênes par les dockers de Giuseppe Gioletti, ralliés à la cause interventionniste. La guerre se rapprochait et arrivèrent les échos des journées de mai à Milan. De Ambris³³, un des artisans les plus importants de la « préparation morale » à la guerre, était à Parme le 13 mai 1915 pour annoncer à sa ville d'élection son vote à la Chambre en faveur des crédits militaires durant la séance du 24 mai³⁴. En comptant le serment effectué deux ans auparavant³⁵, c'était seulement la deuxième fois que le député de la circonscription sud de Parme entrait au Parlement.

En première ligne

Durant les premiers mois de la guerre, l'activité des volontaires interventionnistes eut pour finalité d'élever le moral des troupes et de répondre aux accusations socialistes du « armons-nous et partez³⁶ », définissant la guerre au front comme une conséquence naturelle de leur propre campagne³⁷. De Ambris, parti pour La Spezia comme volontaire fut assigné, avec le grade de caporal, au 2^e régiment d'artillerie de forteresse, Batteria Falconara. Il ne perdit pas de temps et fraternisa rapidement avec ses nouveaux camarades, « les artilleurs volontaires de guerre », c'est-à-dire 78 volontaires à La Spezia et un chaton qui s'appelait « Trieste » avec un ruban tricolore autour du cou comme mascotte. Il publia un numéro unique de propagande, *Sempre Ovunque*, feuillet patriotique et d'union nationale, dans lequel on ne retrou-

31. Séance de l'après-midi, « L'azione pratica dei Fasci. Il discorso dell'on. De Ambris », *Il Popolo d'Italia*, 23 janvier 1915.

32. « Les multitudes sont fatiguées de la neutralité clérico-socialiste. L'échec de la manifestation neutro-socialiste d'hier – La Chambre du Travail de Gênes et le syndicat des organisations portuaires n'ont pas adhéré aux réunions – les pacifistes romains dégagés – Les interventionnistes à leur place ! », *Il Popolo d'Italia*, 22 février 1915, p. 2.

33. Note de la préfecture de Parme, 13 mai 1915, *ibid.*

34. *Ibid.*

35. Comme certains socialistes et républicains, il n'avait pas juré devant Vittorio Emanuele durant la séance royale du 17 novembre 1913, mais le jour suivant quand le roi était absent, *Atti Parlamentari della Camera dei deputati, Legislatura XXIV, sessione 1913-1915, Discussioni, vol. I, 28 novembre 1913-9 février 1914, tournée du 28 novembre 1913.*

36. « Très cher, je suis finalement au front. Maintenant j'espère que les héros de comptoir après m'avoir dit que j'étais à la plage, disent que je fais une villégiature à la montagne. Du reste, en dépit de ces guenons de neutro-socialistes, on est bien : physiquement et moralement », « Notizie varie », *L'Internazionale*, 4 septembre 1915.

37. Leonida Bissolati à Alceste De Ambris, Rome, le 15 janvier 1916, in Archives Guastoni-De Ambris.

vait pas grand-chose des thèmes ouvriers et révolutionnaires ; c'était plutôt une invitation à réunir « les subversifs et les orthodoxes des institutions » pour « rappeler seulement d'être des hommes civils et citoyens italiens : en armes, donc, contre la perpétuelle menace contre l'indépendance des peuples ; en armes, contre l'ennemi séculaire de notre peuple³⁸ » !

Le culte laïc et rationnel des héros et martyrs se retrouvait entre les lignes des correspondances échangées par les militaires et les révolutionnaires, Corridoni notamment mais chez les personnages dans une certaine mesure « mineurs³⁹ ». Attilio Deffenu, jeune syndicaliste, depuis quelques mois collaborateur de *L'Internazionale*, militant de l'Unione Sindacale Milanese, ami personnel d'Amilcare De Ambris, était durant l'été 1916 contraint de rester à Oristano, « environnement privé de tout souffle de vie politique et civil », ce « maudit village où ma vie se consume de façon stérile en de vains efforts et où la volonté s'effrite et la foi vacille ! », parce que je ne suis pas considéré comme apte à combattre au front⁴⁰.

D'autres camarades étaient déjà partis, comme Dino Roberto, Cesarino Rossi et Filippo Corridoni, qui « à 150 mètres de distance des lignes autrichiennes – sous le feu du canon ennemi » écrivaient à De Ambris et à sa compagne Marietta Salmi, saluant en particulier sa cuisine « surtout à cette heure qui était celle du déjeuner » et racontant leur volonté de combattre. Corridoni et Roberto qui « avec la complicité de Cesarino, se sont enfuis de leur régiment pour rejoindre le 156^e, celui qui est sur la ligne avancée. Pour le moment leur désir n'a pas été satisfait et il le sera peut être demain⁴¹ ». Alceste aussi avait donné l'exemple en se rendant au front, en arrière-garde comme observateur, un poste « de confiance et de risque et [...] ceci me plaît beaucoup⁴² ».

Moins enthousiaste de son départ pour le front était son père, Francesco, qui se faisant le porte-voix des supplications de ses petits-enfants, exprima dans différentes lettres son malaise : en tant que vieux mazzinien, il espérait que si Alceste avait dû recourir au feu des batteries, au moins la salve ne devait pas être dirigée vers les simples soldats, mais « si possible vers les chefs qui sont les principaux cannibales (*sic*) et si possible il ne faut pas épargner cette malfaisante race de barbares⁴³ ».

38. DE AMBRIS A., « Unione! », *Sempre Ovunque*, numero unique, août 1915.

39. ROBERTO D., « Il battesimo del fuoco », *Il Popolo d'Italia*, 18 septembre 1915.

40. Attilio Deffenu à Alceste De Ambris, Oristano, 12 août 1916, in Archives Guastoni-De Ambris.

41. Cesarino Rossi, Filippo Corridoni, Dino Roberto à Maria Salmi, zone de guerre, 10 août (1915), *ibid.*

42. De Ambris à Umberto Pagani, zone de guerre, 6 octobre 1915, maintenant in SERENI U., « Dal sindacalismo rivoluzionario al Sindacalismo Repubblicano: il lungo viaggio verso Mazzini di Umberto Pagani », *Archives Trimestrielles*, décembre 1978, p. 337. D'autres camarades syndicalistes interventionnistes chercheront à se mettre en évidence par leurs actions volontaires au péril de leur propre vie comme nous le verrons.

43. Romano Francesco De Ambris à Alceste De Ambris, 17 octobre 1915, in Archives Guastoni-De Ambris.

L'inquiétude paternelle grandit quand à partir d'octobre 1915 parurent dans *Il Popolo d'Italia* ces correspondances presque quotidiennes d'Alceste qui eurent forcément un impact sur l'imaginaire des jeunes révolutionnaires interventionnistes de l'école syndicaliste. Les chroniques, envoyées sous forme de journal, exaltaient avant tout cette « angoisse de commencer, la joie de la lutte imminente [...] impatientes de nous mettre à l'épreuve dans l'action dangereuse pour laquelle nous sommes devenus soldats après une longue et dure préparation. Tous voudraient avoir l'honneur d'ouvrir le feu⁴⁴ ». La propagande héroïque était corroborée par le récit de la fascination esthétique des combats et de la violence, avec des descriptions crues, fascinantes, pressantes et visionnaires :

« La vallée de l'Isonzo qui s'étend en dessous de nous est pleine de grondements et de lumières intermittentes. La bataille continue dans les ténèbres et passe avec des rafales d'acier et de plomb sur nos têtes [...] notre trou – qui est au milieu des combattants se trouve sous une pluie d'obus et de shrapnells explosant aux alentours en fusées multicolores avec des sifflements de disques et d'éclats. Il faut avoir entendu les miaulements des obus d'artillerie de petit calibre, le hurlement furieux des morceaux d'acier, le souffle rauque des projectiles de 204 et 305 qui ressemble au barrissement d'un monstre de la fable labourant l'air à la recherche d'une proie, pour comprendre cette sensation. C'est un vacarme formidable [...] qui va jusqu'à donner l'impression de quelque chose de vivant, comme une bête sauvage assoiffée de massacres qui en hurlant s'avance contre nous [...] et qui se termine par des explosions assourdissantes, suivies de gémissements bizarres qui semblent produits par cent fouets qui taillent l'air. [...] Un souffle puissant de mort passe à quelques mètres sur nos têtes comme une détonation supranaturelle et un projectile de 305 vient exploser au milieu du bois, soulève non loin de nous une éruption fantastique de fumée, de terre et de cailloux qui crépitent contre les arbres en arrachant les branches. [...] Le canon, parfois, aime plaisanter comme sa sœur, la foudre [...] *Le carnage*. [...] À première vue on dirait qu'ils tirent pour rien. Les tranchées ne se voient pas. On voit seulement un terrain aride et rocheux, où on ne soupçonnerait pas la présence d'un seul individu. Mais quand un obus tombe sur ces rochers, la scène se remplit. La terrible explosion soulève une éruption de pierres, de poutres, de pièces d'acier, qui tourbillonnent dans l'air au milieu du feu ; et immédiatement après, du cratère ouvert on voit surgir des formes humaines, s'extirpant de terre comme par magie. Ce sont des soldats autrichiens qui fuient terrorisés, empêtrés dans leurs capotes trop longues. À ce moment-là, notre artillerie de campagne fait entendre ses coups secs. Avec des tirs rapides de shrapnells préparés précédemment d'une terrible précision, l'artillerie pourchasse les fuyards et les extermine un à un inexorablement. Je vois distinctement les soldats autrichiens qui meurent dans leur course désespérée, foudroyés par les explosions qui les accompagnent. C'est un massacre

44. « 19 ottobre. La Grande offensiva », *L'Internazionale*, 13 novembre 1915.

inouï, un carnage monstrueux, qui glace l'esprit pendant qu'on observe, les yeux dilatés par une invincible fascination. [...] *Le "film" de la mort*. C'est une obsession cinématographique, riche d'épisodes et de scènes imprévues, d'un intérêt macabre. [...] Il y a tant de morts là-bas! Je me souviens de la phrase lue dans le journal d'un officier autrichien mort sur le Carso : "Si le bon Dieu daignait jeter un regard sur la terre, il penserait que mère nature a ses règles" [...] Si après cette guerre qui est la nôtre nous ne sommes pas capables de vouloir que ce soit la dernière, cela voudra dire que la race humaine se compose de brutes féroces et abominables (*sic!*), pour laquelle toute espérance de bien est vaine. Mais c'est justement pour empêcher que cet immense horreur se répète demain, c'est pour tuer une fois pour toute, si possible, la guerre, que nous combattons aujourd'hui! Pour la libération de l'humanité du cauchemar infâme du canon et de la baïonnette, tonnez oh canons, teintez-vous de sang oh baïonnettes⁴⁵ ! »

Outre la description des scènes dramatiques du front, la personnalité d'Alceste se démarquait par l'humilité de sa vie de militaire, qui le distinguait des autres officiers moins habitués aux relations avec les simples soldats. *L'Internazionale* reçut en octobre 1915 deux lettres du front ; la première racontait certains aspects curieux et insoupçonnés du rapport franc et sympathique avec ses camarades de combat. Un De Ambris aux prises avec « l'achat de pommes de terre, choux, salades, haricots, céleri, sauge et romarin » avec une « barbe souriante et une capote de caporal d'artillerie », qui « se faufilait entre les bancs du marché, comme si, au lieu d'avoir été journaliste jusqu'à hier, il avait été toute sa vie durant, commerçant de profession⁴⁶ ».

La mission de politiser les troupes et de diffuser la propagande antimonarchiste chez les soldats était prioritaire durant cette phase du conflit, en cohérence avec les perspectives tracées par Labriola dans un opuscule récent⁴⁷. L'enrôlement sous les drapeaux avait affaibli les faisceaux révolutionnaires qui « pour cette même guerre étaient venus peu à peu, se dissolvant de fait⁴⁸ ». Seulement à l'autonome 1915, certains interventionnistes parmi lesquels, Attilio Deffenu, réussirent à reconstruire un comité national aux fins de pousser le gouvernement italien à déclarer la guerre à l'Allemagne. Le nouveau comité était né, pourtant amputé des figures les plus représentatives du mouvement interventionniste, Corridoni, Mussolini et De Ambris, ainsi que Giulio Barni, collaborateur de *L'Internazionale* et secrétaire de la Chambre du Travail de Trente, mort en septembre en première ligne⁴⁹.

45. « Visioni di sangue », *L'Internazionale*, 11 décembre 1915.

46. « Due lettere dei compagni. Livio Ciardi et Alceste De Ambris », *L'Internazionale*, 30 octobre 1915, p. 2.

47. LABRIOLA A., *La conflagrazione europea e il socialismo*, Rome, 1915

48. Note de la préfecture de Milan, 22 octobre 1910, in Acs, Mininter., Ps, cat. A5G, b. 106, Milan, f° 225, sf. 16, inserto 1.

49. « La morte di Giulio Barni », *L'Internazionale*, 28 septembre 1915 ; « Giulio Barni », *L'Internazionale*, 11 décembre 1915.

Ainsi en décembre 1915 entre permissions et convalescences retournaient à la politique nationale les différents acteurs : Mussolini était malade à l'hôpital de Treviglio ; d'autres comme Dino Roberto, Eduardo Malusardi, Eno Mecheri, Dante Chiasserini et Italo Bresciano étaient hospitalisés⁵⁰. De Ambris bénéficiait d'un permis spécial de cinquante jours, prolongé jusqu'à la fin janvier. Il put ainsi profiter de cette opportunité pour organiser différentes commémorations en l'honneur de Corridoni ; il avait été informé depuis le front par une lettre de Cesare Rossi de la mort de son ami, tombé lors d'un assaut dans les lignes autrichiennes, ainsi que d'autres volontaires interventionnistes parmi lesquels Vincenzo Rabolini, jeune milanais de dix-huit ans, secrétaire du faisceau des jeunes milanais, ancien garibaldien en Argonne. De Ambris avait déjà écrit à la famille de Corridoni un message de condoléances signé par trente-deux autres volontaires, publié dans *L'Internazionale* du 6 novembre et avait reçu une réponse émouvante de la mère⁵¹. Il s'était tout de suite consacré à l'organisation d'une souscription parmi les camarades pour une tombe et une série de célébrations. La principale se tint le 2 janvier 1916 au théâtre Regio de Parme, « convenablement rempli », avec une cérémonie nationale particulièrement soignée⁵², qui se termina par l'affichage d'une épitaphe, dictée par le poète Ceccardo Roccatagliata Ceccardi⁵³ à la Chambre du Travail de Parme. La manifestation au Regio et les commémorations suivantes à Langhirano, Milan et Gênes servirent aussi à préciser le sens mobilisateur de la volonté héroïque, consacrée par le sacrifice de Corridoni, ou s'adressant, justement à ces militants syndicalistes et libertaires qui avaient désormais rompu avec l'interventionnisme de De Ambris⁵⁴.

50. Dante Chiasserini fut blessé au cours de l'action où mourut Corridoni. Après quelques mois il retourna au mont S. Michele et mourut suffoqué par les gaz asphyxiants, « I nostri morti », *L'Internazionale*, 4 novembre 1916.

51. Enrica Corridoni à Alceste, Pausula, 8 novembre 1915, in Archives Guastoni-De Ambris.

52. D'autres commémorations se tinrent le 9 janvier à Langhirano et le 21 avril à Gênes.

53. « Un condottiere des plèbes à des révoltes civiles / Filippo Corridoni. Au cri de l'Humanité menacée / par de nouvelles barbaries impériales / Il a tiré les plèbes / ressuscité chevalier d'Italie / Aux batailles il se rendit pour la liberté des peuples. / Oh le bénit / né à Pausula dans une famille modeste / en 1887 / il disparut mort par le plomb au front / le 3 octobre 1915 sur le Carso / il traversa une vie laborieuse / deux termes qui déjà paraissaient opposés / Patrie et Humanité / dans un élan d'idéal / les réconciliant. / Ni les murs de la maison plébéienne / où il médita – exhorta – dirigea – osa / Parme la populaire – Parme la civile – Parme l'italienne / au Volontaire de la IV guerre de l'Indépendance / et de la I guerre du monde libéré / maintenant et toujours / P et D / III janvier MCMXVI ». Le manuscrit original est dans les Archives Guastoni-De Ambris. En bas de page : « Dit Ceccardo Roccatagliata Ceccardi le 26 décembre 1915 ». Un exemple du paradigme de la poésie élégiaque pour célébrer les martyrs de la Première Guerre mondiale est l'œuvre de AMARO L. (Luigi Romolo Sanguineti), *Élégie Héroïque pour la mort de Gallieni*, Rome, 1918.

54. Le jour qui suivit le rassemblement de Regio, c'est-à-dire le 3 janvier, s'était déroulé dans les locaux de l'université populaire l'important congrès général des organisations adhérentes à la Chambre du Travail de Parme et de sa province, pour discuter au-delà des problèmes économiques et sociaux de la guerre, de la position de l'Union Syndicale italienne. Au conseil général précédent de l'Usi qui de fait avait entériné la scission, avaient voté pour les thèses interventionnistes seulement cinq intervenants : Alceste De Ambris, Filippo Corridoni, Tullio Masotti, Ernesto Manghi, Luigi Maltoni, lui-même mort au combat.

Différents chercheurs ont déjà souligné l'attention particulière et originale à l'imaginaire de la part de la propagande interventionniste révolutionnaire, où « étaient absents les thèmes économique-sociaux qui restaient pourtant à la base de la propagande neutraliste pour se déplacer dans le champ de l'invocation d'images, de mythes et de personnages du Risorgimento (Pisacane, Garibaldi) ou de figures lointaines dans l'espace et dans le temps (la France de 1793, la Commune de Paris), récupérant tout le bagage rhétorique contenu dans le mythe de la France comme patrie de la liberté, de la République, de l'Égalité⁵⁵ ».

Malgré l'utilisation publique de la mémoire de Corridoni, le camp de l'interventionnisme ne réussit pas à s'enrichir de nouveaux militants provenant des files du mouvement ouvrier. Bien qu'on ait pu noter dans les numéros suivants de *L'Internazionale* la récupération de tons très critiques envers les agrariens, les nationalistes et la politique économique de Salandra, De Ambris ne réussissait pas à effacer l'impression d'avoir été dépassé par ses compagnons dans le suivisme d'une élite révolutionnaire transversale peu intéressée par l'enracinement social et par la lutte des classes. À un an et demi du début du conflit, il était inévitable que la persistance de la situation de souffrance puisse affecter le consensus autour des positions interventionnistes.

Les choix gouvernementaux et patriotiques du leader du mouvement syndical de Parme commençaient à être mis en discussion également à l'intérieur de cette même sphère militante et les critiques ne manquèrent pas, d'ailleurs minimisées dans les journaux amis, à la révision théorique en cours. Les doutes étaient un signe de l'affaiblissement des positions interventionnistes et de la déconnexion avec les travailleurs organisés et à plus forte raison avec les masses de travailleurs engagées dans la mobilisation industrielle. Pour De Ambris, du reste, il ne s'agissait pas de nier la centralité de l'émancipation ouvrière, mais de l'intégrer dans le mouvement plus global de renouvellement national. C'est dans cette perspective que doit s'analyser le rapprochement ultérieur avec les républicains à l'occasion du Congrès National Républicain à Rome les 27 et 28 janvier 1916; De Ambris n'y participa pas directement, mais ses positions furent exprimées par les interventions de certains de ses camarades dont il était proche comme Bazzi, Mantica et Maria Rygier, qui délivra une déclaration publique de foi républicaine et adhéra au parti officiel. Parmi les thèmes abordés émergeait un ordre du jour sur la question des rapports entre mouvement ouvrier et armée qui demandait la « transformation immédiate de l'armée en Nation Armée (qui comprend un fait démontré d'efficacité défensive et une conquête de liberté) » et de « favoriser par tous les moyens un mouvement ouvrier à forte base idéale capable d'imposer – sans

55. GERVASONI M., *op. cit.*, p. 43.

illusions réformistes – la solution aux questions du travail et de préparer les ultérieures et définitives conquêtes de liberté et de justice sociale⁵⁶ ».

Le congrès de Parme du 11 juin suivant, destiné à constituer la délégation italienne à la conférence ouvrière internationale de Leeds⁵⁷, soulignait justement cette volonté de « faire abstraction de toute raison d'école syndicale [...], mais de recueillir et rassembler les organisations ouvrières qui sentent le devoir de participer activement à toutes les initiatives syndicales internationales », pour intégrer et harmoniser les législations des différents gouvernements alliés en matière de travail, à partir de la question de l'émigration⁵⁸. Dans la perspective d'intégration entre les exigences de modernisation institutionnelle et de protection des ouvriers au niveau international, naissait le Comité Syndical Italien, qui consacrait l'alliance entre syndicalistes et républicains et formalisait les alliances nées lors de la « Semaine rouge⁵⁹ ». Malgré l'affirmation d'une nouvelle conception du mouvement ouvrier, De Ambris rappela les caractères de l'autonomie par rapport aux partis même à l'heure nouvelle de la guerre⁶⁰.

Le socialisme dissident de Mussolini, Giuseppe Di Falco et Pietro Nenni, encore à la recherche de sa propre dimension organisationnelle après la rupture avec le parti officiel, n'enthousiasmait pas les syndicalistes. Plus profitable semblait être le rapport avec le réformisme gouvernemental de Bissolati, qui à son tour voyait en De Ambris un allié utile et une arme à utiliser contre les ennemis intérieurs, bien plus efficace que contre ceux du front. Après la déclaration de guerre à l'Allemagne (le 28 août 1916), face à l'hostilité populaire pour un choix qui semblait rallonger indéfiniment le conflit, Bissolati⁶¹ favorisa le recours à De Ambris pour le statut politique spécifique qui permettait de recourir à des députés volontaires pour la propagande intérieure. L'utilisation différente de la force militante du front extérieur au front intérieur était devenue urgente depuis l'affirmation progressive de cette tendance pacifiste dont De Ambris signalait la plus grande réceptivité chez les familles des soldats :

« Il s'adresse, en fait, à ce neutralisme, aux instincts égoïstes les plus aisément excitables, mais il ne manque pas de se draper hypocritement de quelque noblesse, faisant appel aux sentiments trop respectables même s'ils manquent de largesse. Il dit aux soldats : "conservez votre existence, même si elle devait être une existence d'esclaves!" Puis il s'adresse aux mères et

56. L'ordre du jour (odg), in Acs, Mininter., Ps, Cat. A5G, b. 119.

57. « Il riuscitissimo convegno di Domenica scorso per l'Emigrazione e la Conferenza di Londra », *L'Internazionale*, 17 juin 1917.

58. Note de la préfecture de Parme, 11 juin 1916, in Acs, Mininter., Ps, cat. A5G, b.111, f° 232.

59. M. à Giacomo Vigliani, in Acs, Mininter., Ps, cat. A5G, b. 35, f° 55 ; Comitato sindacale italiano, *Ai lavoratori organizzati, Contro l'equivoco e la malafede. Le deliberazioni della Conferenza interproletaria di Leeds e dei Convegni nazionali di Parme e di Ravenna*, Parme, 1916.

60. « Il nuovo partito », *L'Internazionale*, 14 octobre 1916.

61. Leonida Bissolati, fondateur du Parti socialiste réformiste. Membre des gouvernements Boselli et Orlando. Beau-frère de Luigi Campolungui. Décédé en 1920.

leur crie : « défendez les être nés de vos entrailles contre ceux qui veulent les amener au massacre ! » C'est assez compréhensible que ce langage, en ce qu'il a de trompeur et de tendancieux, soit plus facilement compris que celui ouvert et sévère qui réclame le sacrifice héroïque aux soldats et aux mères, au nom des principes supérieurs à chaque égoïsme particulier. Honneur à ces prolétaires, – hommes et femmes, – auxquels est apparue comme une révélation prodigieuse, la sainteté et la beauté de la bataille qui se déroule aujourd'hui, au delà de chaque égoïsme particulier, même si ce dernier n'est pas ignoble et profondément humain⁶² ! »

L'interventionnisme démocratique devint l'interlocuteur privilégié des révolutionnaires parce qu'il semblait plus adapté pour contrer l'hégémonie pacifiste parmi les familles de travailleurs et des combattants et parce qu'il garantissait un appui gouvernemental indispensable pour collecter des fonds et trouver un crédit politique à l'étranger. Même la convergence sur les thèmes de politique étrangère, comme la question yougoslave et l'opposition à l'impérialisme nationaliste, ainsi qu'une dose élevée de francophilie, réunissaient les deux âmes entreprenantes de l'interventionnisme. La collaboration se traduisit dans le projet ambitieux de fondation d'une nouvelle gauche de tendance « travailliste » portant principalement les thèmes du droit du travail, de la politique étrangère démocratique et de la rénovation institutionnelle. En mars 1917, De Ambris, lors d'une réunion au théâtre Regio de Parme, lia encore une fois explicitement les valeurs républicaines à l'internationale ouvrière⁶³ et évoquant un article de Bazzi qui datait de quelques jours, choisit la synthèse mazzinienne, la rattachant à la révolution russe qui commençait durant ces semaines⁶⁴. Le rappel péremptoire du slogan « la terre aux paysans » faisait écho aux lointains événements russes, où la « prophétie » de la défaite des vieilles aristocraties et l'affirmation des idéaux républicains et socialistes grâce au bloc paysan-militaire semblait s'affirmer⁶⁵.

Complémentaire était donc l'attention particulière à la nouvelle réalité de l'associationnisme des combattants : la gestion des associations des mutilés de guerre, en particulier, pouvait servir à relancer la propagande belliciste. Les différentes manifestations en leur honneur, même si elles ne furent pas toujours couronnées d'un succès populaire⁶⁶ significatif, furent organisées par les associations civiles et par les forces réformistes⁶⁷. Tous les

62. « Una lettera di Alceste De Ambris », *L'Internazionale*, 21 août 1915.

63. Note de la préfecture de Parme, 25 mars 1917, in Acs, Mininter., Ps, cat. A5G, b.111, P° 232.

64. « Alceste De Ambris fustiga la viltà socialneutraliste e indica i nuovi doveri del proletariato », *L'Internazionale*, 31 mars 1917. Dans le même numéro apparaît un de ses articles : « Gli "eccessi" della Rivoluzione », dans lequel on encourage l'œuvre révolutionnaire en Russie.

65. DE AMBRIS A., « La terra ai contadini », *L'Internazionale*, 1^{er} mai 1917.

66. Par exemple la cérémonie pour la remise du drapeau aux mutilés sur la Piazza di Siena à Rome, le 10 septembre 1917, se caractérisa par l'indifférence des romains qui sifflèrent même le cortège des mutilés, ainsi que par le faible rassemblement, *ibid.*, p. 161.

67. Leonida Bissolati et Attilio Susi parlèrent à la cérémonie romaine, le député Cappa célébra le même événement au théâtre Regio de Parme le 25 novembre 1917, « Parma consegna in una solenne e

groupes interventionnistes soutenaient l'Association Nationale des Mutilés et Invalides, sauf De Ambris, référent pour le Comité d'Action des Mutilés, Invalides et Blessés de guerre de Milan qui, comme toujours, quand il s'agissait d'organisations proches du syndicaliste, avait une identité plus révolutionnaire et voulait être autonome par rapport à la centrale romaine, si bien qu'elle n'était pas reconnue comme entité juridique⁶⁸.

Démocratie internationale et dictature italienne

Les relations amicales entre les socialistes du *Popolo d'Italia* et les nationalistes de *L'Idea Nazionale* empêchaient toutefois la naissance d'un projet organisationnel mûri et organique⁶⁹. La distance de l'interventionnisme « démocratique travailliste » de Bazzi, Bissolati et De Ambris, proche de la franc-maçonnerie et explicitement antimonarchique, et celui socialiste de Mussolini, De Falco et Nenni et des nationalistes, absolument opposé à l'hégémonie démocratique et sans questionnement institutionnel, se creusa après la diffusion de la célèbre circulaire n° 53 du 15 avril 1917 du Grand Maître du Grand Orient. Plus que la relance des intérêts militaires et nationaux italiens, la circulaire s'adressait au mouvement ouvrier ou du moins à ses représentants. Au nom d'une future société juste et solidaire, on donnait comme instruction de relever le moral des classes laborieuses et de « poursuivre et dénoncer aux autorités responsables chaque conspiration et attentat contre la prévoyance et les instruments de notre défense » afin de maintenir « solide, confiante, inflexible, la communauté nationale ».

On ne peut pas définir avec précision le poids de cette circulaire sur les futurs schémas politiques italiens, mais il semble évident que les positions de De Ambris, revenu d'une nouvelle et brève période au front en mai 1917⁷⁰, apparurent légitimées en assumant avec plus de vigueur par rapport à la campagne nationaliste, et en reconnaissant explicitement l'exigence de tenir compte de la question démo-sociale pour sauvegarder l'organi-

commovente Manifestazione la Bandiera all'Associazione Mutilati, Invalidi e vedove di guerra », *L'Internazionale*, 1^{er} décembre 1917.

68. Pour une fois le député « anti-élection » présenta la première et unique question parlementaire de sa carrière de parlementaire si spéciale, demandant au ministre de la Guerre les raisons pour lesquelles la préfecture de Milan, suite à la demande du Commandement du corps d'armée de Milan, avait suspendu le dossier pour sa reconnaissance officielle. Le ministre de la Guerre Zuppelli répondit, pour « donner au gouvernement la possibilité de surveiller et encadrer dans leur intérêt les éléments difficiles et complexes », demandant de persuader « le comité d'action local, tendant à un désir d'autonomie injustifié et indiscipliné, à concurrencer l'Association nationale entre les mutilés, l'unique admise », Tornate du 3 octobre et du 27 novembre 1918, in *Atti Parlamentari della Camera dei deputati, Legislatura XXIV, sessione 1913-1915, Discussioni, vol. XVI, sessione 1913-1918*.

69. MANTICA P., « Due parole tra amici », *L'Internazionale*, 31 mars 1917.

70. Le 15 mai il rencontra Bissolati prêt du mont Kuk, BISSOLATI L., *Diario di Guerra. Appunti presi sulle linee, nei commandi, nei consigli interalleati*, Turin, 1935, p. 85.

sation nationale⁷¹. Le congrès interventionniste des 2, 3 et 4 juillet 1917 se transforma en un véritable règlement de comptes entre la mouvance démocratique et républicaine et celle nationaliste et philomonarchique. La discussion dégénéra rapidement en une bagarre et se conclut en votant, ce que les nationalistes radicaux jugèrent comme un « déplorable ordre du jour ». De Ambris qui « revendiquait pour les partis de gauche la priorité dans la guerre, guerre qui devait être *démocratique* et non *nationaliste*, et qui devait déboucher sur un gouvernement du peuple et non pas sur un gouvernement de privilège⁷² » :

« Nous faisons notre l'ordre français; Société des Nations, États Unis d'Europe ou du monde. Pour résoudre le problème des nationalités et des populations mixtes, il existe en Europe un pays qui l'a déjà résolu. La Suisse dont je cite par exemple le Canton des Grisons où vivent en parfaite harmonie les Italiens, les latins et les romans. La solution du problème se trouve donc au centre même de l'Europe. Conclusion : il nous faut la liberté et la fédération, appliquons ceci au monde et le problème est résolu. (De Ambris est interrompu furieusement par Cappel secondé par Maria Rygier. Cappel lui dit : la fédération est un programme venant d'Autriche et poursuit en décrivant le martyr subi par les Slaves à cause des Autrichiens.) Il crie "Vive Trente et Trieste", personne ne répond, bruits, tumulte et désaccord, en majorité quelques applaudissements pour De Ambris, lequel après une dizaine de minutes d'interruption poursuit son discours⁷³. »

Les positions de De Ambris furent dénoncées par les journaux conservateurs et nationalistes comme radioguidées par la franc-maçonnerie et tournées vers une révision des objectifs de guerre. Pour démentir une dérive pacifiste présumée et pseudo-internationaliste, promouvant en même temps la constitution de la Fédération pour la défense et la résistance intérieure appelée ensuite Ligue nationale de défense intérieure, et afin de dépasser l'impasse du départ des nationalistes du mouvement interventionniste, De Ambris durcit le ton de la lutte contre l'ennemi intérieur pacifiste : il surnomma Angelica Balabanoff « vessie de suif » de l'Allemagne et invita

71. Le processus de dérive à « gauche » de l'interventionnisme augmenta après le congrès international franc-maçon de Paris les 28, 29 et 30 juin 1917, durant lequel les « très puissants » Ernesto Nathan et Ettore Ferrari, sans demander la permission au chapitre, à la réunion des frères maçons de 30... , avaient signé la déclaration internationale plus favorable aux intérêts des Serbes et des Monténégrins qu'aux revendications italiennes dans l'Adriatique, s'inclinant de fait devant les indications françaises et renonçant à la Dalmatie; relation *Les frères... et l'Italie (incident Lebey)*, *Le congrès maçonnique et l'Italie*, in Archives Nationales (An), ses conséquences, CONTI F., *Storia della massoneria italiana dal risorgimento al fascismo*, il Mulino, Bologne, 2003, p. 251 sq.

72. PREMUTI C., *Eroismo al fronte. Bizantinismo all'interno*, Rome, 1924, p. 144. Sur le congrès interventionniste note de la préfecture De Rome, 6 juillet 1917, in Acs, Mininter., Agr, Ps, Cat. A5G, b. 119, Rome, qui décrit également l'intervention de Giulietti et les réunions privées en marge du congrès comme celui des nationalistes à Vicolo Sciarra.

73. Relazione dell'Ufficio centrale d'investigazione, 2 juillet 1917, in Acs, Mininter., Uci (1916-1919), b. 31, f° 649.

le gouvernement de Boselli à ne pas se cacher derrière le « sophisme de la liberté⁷⁴ » et à intensifier les dispositifs de répression interne⁷⁵.

Le congrès interventionniste avait eu lieu après le vote final de la clôture du Parlement et la convocation des comités secrets sur la conduite de la guerre, symbole de cette radicalisation de l'affrontement entre interventionnistes et socialistes, semblait pouvoir balayer les positions « raisonnables » et intermédiaires. La dernière séance du 20 juin avait été caractérisée par l'irruption de De Ambris dans la Chambre qui dans son style pittoresque coutumier, avait interrompu de façon répétitive Filippo Turati et s'était élevé contre les bancs de l'extrême gauche après s'être fait traiter de « provocateur⁷⁶ ». L'intervention recueillit l'applaudissement unanime des amis interventionnistes, Mussolini en premier, qui l'invita à continuer « de saboter les idiots et les infâmes⁷⁷ ». Rencontrant Ferdinando Martini dans les salles de Montecitorio⁷⁸, il clarifia le sens de son initiative déterminée et provocatrice :

« Cela fait quatre ans que je suis député et je n'ai jamais mis les pieds à la Chambre. Je m'y suis rendu aujourd'hui pour faire un peu de chahut contre mes ex coreligionnaires. J'aurais voulu prendre la parole pour dire une seule chose : que je ne prenais pas part à des discussions politiques qui concernaient la guerre parce que je suis convaincu que dans la Chambre italienne il y a au moins trente espions divisés en trois catégories différentes : une partie vendue au sens étroit du terme, une partie pour créer un état de chose qui serve leurs ambitions ou leurs intérêts et enfin une partie qui se soumet par soumission à des théories et doctrines auxquelles tout doit être sacrifié⁷⁹. »

Déjà dans les premiers mois du conflit il avait souvent abordé ce thème sur un ton âpre et menaçant contre la propagande pacifiste de la part des spéculateurs et des profiteurs de guerre, arrivant même à souhaiter que le code militaire puisse devenir la norme en politique intérieure : « l'inexorabilité avec laquelle on frappe le soldat qui, par *erreur* ou par *faiblesse*, manque

74. Relazione dell'Ufficio centrale d'investigazione, 1^{er} juillet 1917, in Acs, Mininter., Uci (1916-1919), b. 31, f° 649. La réunion se déroula rue del Leone, siège romain du « Popolo d'Italia » en particulier à l'initiative de l'infatigable Rygier, de l'honorable Colonna di Cesaro, du réformiste Attilio Susi, de Pirollini, et également de Francesco Paoloni et Angelo Lanari, extensions du programme qui répétait les concepts démocratiques exprimés par d'autres assises nationales et internationales alliées, c'est-à-dire la libération des peuples et le désarmement international, la liant explicitement à la guerre contre les ennemis internes, PREMUTI C., *op. cit.*, p. 145.

75. Bazzi accentua également les caractères « Antiboches » attaquant en juin 1917, dans un curieux jeu, in *Il Secolo*, *Il Messaggero* et Della Torre et légitimant la violente campagne de Pantaleoni et Preziosi contre la finance juive germanophile et la démocratie proto-maçonnique BAZZI C., « Democrazia vile. (La pseudo democrazia giudicata da un repubblicano) », *La Vita italiana*, 1917, n° 54, p. 578-586.

76. Atti Parlamentari della Camera dei deputati, Legislatura XXIX, sessione 1913-1915, Discussioni, vol. XIII, sessione 1913-1917, tornata du 20 juin 1917.

77. Télégramme de Mussolini à Alceste De Ambris, 22 juin 1917, in Archives De Ambris.

78. Assemblée nationale.

79. MARTINI F., *Diario, 1914-1918*, Mondadori, Milan, 1966, p. 333.

à son propre devoir, devrait être encore plus employée contre le citoyen qui trahit son pays, froidement, par cupidité et appât du gain, dans ces moments-là⁸⁰ ». Dans un autre article il avait explicitement rappelé l'expérience révolutionnaire de 1792 pour souligner la légitimité d'une « justice sommaire » comme « défense ultime de la nation contre les traîtres qui tendaient à amputer les nerfs de la résistance civile⁸¹ ».

La violence de la polémique journalistique et parlementaire envers les défaitistes et les pacifistes précéda largement la défaite de Caporetto, et faisait déjà partie de l'interventionnisme de De Ambris. Après novembre 1917, elle se traduisit dans l'explicite et belliqueux programme des comités de défense et de résistance qui appelaient au recours à des formes légales et illégales de répression dans la désapprobation de la guerre⁸². Ainsi, aux côtés de l'éloge de la (non) politique de Georges Clemenceau⁸³ et de la peine de mort pour les « traîtres » civils à la patrie, en avril 1918, le Comité romain de résistance intérieure faisait circuler clandestinement une autre pétition au Parlement, symbole du climat de peur de la politique du front intérieur⁸⁴. Si Modigliani accusa directement Bazzi de « divulguer les circulaires que vous connaissez, qui incitent à la guerre civile et à l'assassinat de certaines personnes⁸⁵ », les positions de De Ambris et des Bissolatiens suivirent les indications de ces circulaires qui confirmaient l'accord substantiel avec la politique intérieure, malgré la persistance de différence sur le plan idéologique et de politique étrangère entre révolutionnaires et nationalistes. La radicalité des positions de De Ambris fut par ailleurs renforcée par les paroles encourageantes de son père, si différentes de celles craintives du début du conflit. Malgré l'écriture pesante due à la vieillesse et les erreurs grammaticales, Francesco ne laissait aucune place à la prudence et aux ambiguïtés :

80. « Lettere dal fronte. Sciacalli e corvi », *L'Internazionale*, 18 septembre 1915.

81. « Lettere dal fronte. Ancora sciacalli e corvi », *L'Internazionale*, 25 septembre 1915.

82. Note manuscrite du confident Alfredo Cillario, s. d. [novembre 1917], in Acs, Mininter., Agr, Ps, 1918, b. 67.

83. Voici le jugement d'Albert Thomas : « Clemenceau ne fait plus de politique étrangère, de politique économique, ne fait pas la guerre intégrale, en somme il ne fait rien, mise à part la "vigilance parlementaire et politique interne ayant certaines finalités déterminées" », in MARTINI E., *op. cit.*, 8 avril 1918, p. 1128.

84. Les points demandés étaient 1) une discipline de guerre de fer; 2) La mobilisation civile; 3) La constitution d'une armée de volontaires; 4) L'envoi en zone de guerre des officiers et soldats mutilés qui en font la demande; 5) L'application rigoureuse des dispositifs actés et élimination des « embusqués » de l'intérieur et dans la zone de guerre; 6) Arrestation et internement des ennemis et confiscation de leurs biens pour constituer un fonds pro-combattants; 7) Absolue certitude que la concorde nationale ne sera pas perturbée (et ce serait une trahison de la Patrie) avec le retour au gouvernement d'hommes qui combattirent les raisons idéales et immanentes à notre guerre, visant en particulier dans ce dernier point le retour de Giovanni Giolitti; PREMUTI C., *op. cit.*, p. 225.

85. Atti Parlamentari della Camera dei deputati, Legislatura XXIV, sessione 1913-1915, Discussioni, vol. XIII, sessione 1913-1917, tornata du 20 décembre 1917. Pirolini répondait en accusant les associations secrètes : « Le député Modigliani est inquiet parce qu'il a entendu parler d'assemblée de carbonari et de ces conspirations secrètes dont j'apporte des nouvelles ici. Si des rassemblements ont eu lieu, il s'agissait de rassemblements de parlementaires (Tumultes à l'extrême gauche). »

« Mon état d'esprit assez douloureux en pensant que tu pourrais être là bas où tant de catastrophes et de malheurs ont lieu et qu'il sera difficile de remédier à la cause principale, la lâcheté des propagandistes socialistes officiels et [illisible] chez nos soldats et la plainte de qui ne les a pas éloignés en temps utile. Dans tous les cas, nous espérons qu'on pourra y remédier. Il m'est cher de savoir que tu es en bonne santé, comme nous autres à la maison nous sommes tous bien, nous sommes tous plus ou moins angoissés par la défaite subie sur le front et par la lâcheté de la propagande des socialistes allemands et italiens qu'il faudrait passer par la fourche avec l'espérance de la revanche qui ne tardera pas à venir⁸⁶. »

La nouvelle phase de la résistance intérieure servit à relancer et à renforcer l'alliance entre les forces démocratiques et révolutionnaires de l'interventionnisme, qui s'exprima avec la publication du mémorial antibolchévique présenté le 7 août à la Chambre du Travail de Rome, signé par le Comité syndical italien, par le Parti socialiste réformiste et par la Fédération socialiste autonome. De Ambris, dans une réunion qui se terminait au cri de « À bas Lénine! Mort à l'Allemagne⁸⁷! », précisa le sens de la nouvelle campagne antisoviétique avec une éloquence comme toujours incisive et chorégraphique : « Nous sommes pour la confraternité de tous les peuples, mais nous répétons avec le mot du poète : "Face à l'étranger qui armé, s'installe sur notre sol, criez : Italie! Italie!" » De Ambris pourtant ne pouvait pas cacher le potentiel d'émulation issu des faits venant de Russie, et recommandant « aux travailleurs la lecture attentive de l'article suivant et des enseignements qui en découlent », présageant presque des bouleversements imminents, il insistait sur les affinités avec 1792, et il rappelait le potentiel révolutionnaire de l'union du syndicalisme agricole avec les avant-gardes de l'armée, « deux termes soldats combattants et paysans expropriateurs – [...] corrélatifs et indissociables dans Révolution⁸⁸ ».

Les rapports avec la France

Toutes ces positions, oscillations, choix et contradictions ne sont pas compréhensibles dans leur portée si on ne tient pas compte de l'influence que les forces sociales et politiques françaises eurent sur l'interventionnisme révolutionnaire et démocratique. Le tournant de De Ambris d'août 1914 avait rapidement fait le tour de l'Europe syndicaliste. James Guillaume, depuis toujours ennemi déclaré de la social-démocratie allemande et du

86. Romano Francesco De Ambris à Alceste De Ambris, Bagnone, 6 novembre 1917, in Archives Guastoni-De Ambris.

87. Sur les positions contraires au léninisme, DE AMBRIS A., *I nemici della rivoluzione*, 15 septembre 1917.

88. DE AMBRIS A., « La guerre rivoluzionaria, Operai e contadini, ricordate! », *L'Internazionale*, 8 août 1917. De Ambris promouvait durant cette période les mesures exceptionnelles d'expropriation des profits de guerre et la reconnaissance des anciens combattants.

marxisme politique, avait immédiatement communiqué son approbation à l'égard des positions interventionnistes et de la même façon Léon Jouhaux, avait salué le virage de De Ambris, le qualifiant de « réconfort qui arrive à l'heure même où commence à être mis en scène le plus formidable drame guerrier que l'esprit humain ait jamais pu concevoir⁸⁹ ». Quelques semaines après, Guillaume avait finalement réussi à lire le compte rendu de la conférence milanaise avec la traduction d'un autre article paru dans *L'Internazionale* et avait confessé que le discours de De Ambris lui semblait « la meilleure chose qui a été dite à ce jour sur la guerre » : « c'est un honneur pour l'Italie que ce soit un Italien qui ait tenu un langage si ferme et ait exprimé des points de vue si justes⁹⁰ ». Dans une lettre à un libetaire suisse, il avait encore ajouté des paroles élogieuses, trouvant la conférence « admirable à tous les points de vue » et jugeant encore que c'est « un grand honneur pour l'Italie d'avoir produit un fils aussi intelligent que notre ami Alceste⁹¹ ».

Il proposa donc de commencer avec l'aide de De Ambris une série de publications antimarxistes et anti-Engels de caractère historique, dans l'intention de dénoncer la veine impérialiste du socialisme allemand, faisant remonter à l'« ignorance historique » plus qu'à des raisons théoriques les motifs de la position neutraliste de la majorité des anarchistes et des socialistes⁹². Mais le rapport entre les interventionnistes et les gauches francophones ne se limita pas à l'intransigence antiallemande commune et à la

89. Dans « La bataille syndicaliste », 23 août 1914, maintenant in ROSMER A., *De l'Union sacrée à Zimmerwald*, Librairie du travail, Paris, 1936, p. 135-136. Jouhaux avait consacré son interventionnisme avec le célèbre discours « âprement critiqué par la suite » à l'occasion des funérailles de Jean Jaurès du 4 août, avec des tons et des thèmes qui se retrouvèrent dans la conférence milanaise de De Ambris. Le discours de Jouhaux est au centre de documentation Gabriel Ventejol, *Fonds Léon Jouhaux*, dossier n° 5, 1914-1918, *Action internationale avant la guerre, Action de la Cgt avant et pendant la guerre*. Pour les positions des syndicalistes français sur le conflit DOLLÉANS E., *Histoire du mouvement ouvrier*, vol. II (1871-1936), Librairie Armand Colin, Paris, 1939, p. 206 sq.; DUMOULIN G., *Les syndicalistes français et la guerre*, Paris, 1923.

90. James Guillaume à Alceste De Ambris, Neuchâtel, 24 septembre 1914 (original en français), *ibid.*

91. James Guillaume à Fritz Brupbacher, Bonvillars, 23 septembre 1914 (original en français), in IISG, *Fritz Brupbacher Papiers*, b. 245.

92. James Guillaume à Alceste De Ambris, Neuchâtel, 24 septembre 1914, in Archives Gastoni-De Ambris. Il s'agissait en particulier de la traduction de *Karl Marx, pangermaniste et l'Association Internationale des travailleurs*, pour les droits des éditeurs Armand Colin à De Ambris, Paris, 24 février 1915, *ibid.* Guillaume envoya par la suite à De Ambris quatre cahiers avec des notes manuscrites pour l'opuscule, *L'Association Internationale des travailleurs et le hors procès des Internationales Parisiennes (1864-1879)*, 1915, p. 90, *ibid.*, précédant une introduction historique de Guillaume avec de nombreux extraits de lettre de Marx et Engels « qui sont vraiment de terribles preuves d'accusation contre ces derniers les dépeignant comme pangermanistes acharnés, qui détestent les ouvriers français », James Guillaume à Alceste De Ambris (original en français), 4 octobre 1914, *ibid.* Monatte s'était refusé d'aider Guillaume dans la publication : « Ma première préoccupation à Paris est de chercher un éditeur pour un opuscule historique sur l'Internationale, 1864-1870. Je continue à croire que la publication ne soit pas seulement utile, mais indispensable en particulier en ce moment. De Ambris pense la même chose ; en conséquence il le traduira en italien et il sortira à Milan au même moment qu'à Paris », James Guillaume à Monatte, Neuchâtel, 20 novembre 1914 (original en français), in Ifhs, Fonds Monatte, b. 14 as 246 (a).

production théorique antimarxiste. Avec le début de la guerre et la constitution de l'*Union Sacrée*, divers dirigeants du mouvement syndical et du socialisme français firent leur entrée au gouvernement et mirent à disposition des camarades italiens les fonds des ministères sous leur direction.

Pour reconstituer les vicissitudes des relations complexes entre les milieux gouvernementaux français et l'interventionnisme italien, il convient aussi de faire un retour en arrière et de revenir aux mois précédents, avec l'expérience de l'expédition de l'Argonne, pour laquelle nous renvoyons à une bibliographie exhaustive⁹³. Pour ce qui nous concerne, rappelons que l'important groupe de garibaldiens et de mazziniens qui, dès l'éclatement du conflit, reprit le geste des volontaires de 1870 s'enrôlant comme volontaires dans l'armée française, était composé de deux principales familles au-delà de l'appartenance générale à la tradition du Risorgimento : d'un côté il y avait les chemises rouges liées aux descendants de Giuseppe Garibaldi – Riciotti, Canzio, Peppino, Sante – plus proches de l'universalisme de la franc-maçonnerie internationale, plus respectueuses des indications de l'État-major français et attentives à ne pas créer de problèmes à la Maison de Savoie ; d'un autre côté on remarquait la présence de certains représentants explicitement conspirateurs et révolutionnaires, guidés sur le terrain par Bazzi et par le républicain Cesare Briganti, liés aux groupes anarchistes de Malatesta et au syndicalisme déambrisien, soutiens de l'action directe des minorités organisées et séparés de la centrale maçonnique. Cette composante révolutionnaire des volontaires en France s'était rassemblée dans la Compagnie Mazzini, basée à Nice et suivait les directives du Parti républicain d'Eugenio Chiesa, Olivero Zuccarini et Cipriano Facchinetti⁹⁴.

Bazzi et Briganti avaient été mandatés pour se rendre en France par un comité spécial, constitué secrètement par les interventionnistes républicains et syndicalistes le 11 août 1914 à Milan, c'est-à-dire avant le discours interventionniste de De Ambris, avec l'intention de sonder l'état d'esprit des Français dans la perspective d'une action sur Trieste ou plutôt comme il fut préféré plus tard, en Dalmatie⁹⁵. La provocation, selon les mots du secrétaire du parti Zuccarini, ne visait pas un succès militaire, mais « bien que sachant quelle partie a le sens du sacrifice et du courage, des groupes mêmes minuscules d'hommes généreux dans l'histoire des nations, cette provocation pensait créer un précédent, qui suscitant la surprise et l'admiration des Italiens, aurait permis de passer à l'action en installant entre l'Italie

93. Principalement CECCHINATO E., *Camice rosse: i garibaldini dall'Unità alla Grande Guerre*, Laterza, Rome/Bari, 2007, p. 280 sq. ; HEYRIÈS H., *Les garibaldiens de 14. Splendeurs et misères des chemises rouges en France, de la Grande Guerre à la Seconde Guerre mondiale*, Serre, Nice, 2005 ; MILZA P., *La légion des volontaires italiens dans l'armée française : une antichambre du fascisme ?*, in *Les italiens en France de 1914 à 1940*, École Française de Rome, Rome, 1986, p. 143-154.

94. HEYRIÈS H., *op. cit.*, p. 130-131 ; ZUCCARINI O., *Il Partito repubblicano e la Guerra d'Italia (Storia della Vigilia)*, Rome, 1916, p. 53-55.

95. ZUCCARINI O., *ibid.*, p. 53-55.

et l'Autriche une barrière que mêmes les ruses diplomatiques ne pourraient jamais déplacer⁹⁶ ».

Les motivations des garibaldiens-maçons, révélées par le parti républicain et les comités secrets milanais, étaient exemptes de considérations de politique intérieure, ils étaient poussés par des motifs internationalistes et disposés à être encadrés par l'armée française alors que les républicains-mazziniens soutenaient la manœuvre pour pousser l'Italie à entrer en guerre et créer les conditions d'un mouvement antidynastique dans le prolongement de l'insurrection de la « Semaine Rouge⁹⁷ » dans les Marches et en Romagne. Finalement, le gouvernement français déconseilla l'expédition en Dalmatie pour ne pas créer de problèmes au gouvernement italien neutraliste et imposa d'encadrer les différents groupes de volontaires italiens. Ricciotti Garibaldi nomma Bazzi officier, le contraignant ainsi à choisir entre l'acceptation de la discipline et la désertion. La Compagnie Mazzini fut dissoute sur décision du Comité spécial du Parti Républicain⁹⁸ et alors que certains républicains, socialistes et libertaires, acceptaient d'entrer dans les légions garibaldiennes tout en conservant une certaine indiscipline, d'autres, en particulier des syndicalistes comme Ciardi, retournèrent en Italie grossir les rangs du mouvement interventionniste⁹⁹, et publièrent un communiqué dans lequel ils appelèrent à ne pas partir comme volontaire pour la France¹⁰⁰.

Outre le coup d'accélérateur donné à l'alliance entre le parti républicain et les syndicalistes, l'expédition de l'Argonne renforça également le lien entre Campolongo, Bazzi et De Ambris, tous journalistes, socialistes incarnant l'hérésie républicaine et disposant de solides contacts avec les milieux français, plus particulièrement les deux premiers, francs-maçons de longue date. À Paris, Campolongo était à la fois la référence du réformisme gouvernemental de Bissolati, et des agents français chargés de suivre les affaires intérieures italiennes¹⁰¹. Outre la politique, les liens forts qui lient

96. *Ibid.*, p. 56.

97. Note avec la signature ill., *Volontari garibaldini e complotti contro la sicurezza dello Stato*, Nice, 24 octobre 1914, in Acs, *Minitier.*, Ps, Cat A5G, b. 12, f. Volontari. C'était la même église qui craignait de répéter le dualisme déjà présent dans le Risorgimento, retenant douloureuses ces polémiques « parce qu'elles nous reportaient à des incidents analogues dans l'histoire de notre Révolution, donnant raison ainsi aux historiographes non objectifs de continuer leur campagne démontrant l'antagonisme entre Garibaldisme et Republicanisme », Eugenio Chiesa à Peppino Garibaldi, Bordeaux, 3 octobre 1914, maintenant in GARIBALDI R., *op. cit.*, p. 72-73.

98. Télégramme du Consulat de Nice, 15 octobre 1914, in Acs, *Minitier.*, Ps, Cat A5G, b. 12, f. Volontari.

99. CECCHINATO E., *op. cit.*, p. 291-292.

100. « Un articolo di Carlo Bazzi », 13 février 1915, in *L'Internazionale*.

101. Georges Bourgin, *Confidentiel XXV*, Rome, 23 juin 1917, in An, *Fonds Albert Thomas*, 94 Ap, dossier 219. L'activité des renseignements français fut intense et particulièrement attentive au développement des courants interventionnistes; à titre d'exemple, il suffit de lire les notes confidentielles, écrites en pleine offensive interventionniste contre la neutralité et le défaitisme, sur les subtiles différences entre les différents groupes du socialiste historique Georges Bourgin, qui menait à Rome une activité pour le compte du ministère des Affaires étrangères français.

Bissolati et Campolonghi sont bien connus et plus tard seront concrétisés par le nom du fils de Campolonghi, Leonida, et par le lien de parenté entre sa compagne, Ernesta Cassola et celle de Bissolati, toutes deux filles du mazzinien Carlo Cassola¹⁰². Pendant toute la durée de la campagne interventionniste, Campolonghi et Bissolati tinrent une correspondance fournie sur les rapports avec les Français et les aides financières à l'Italie pour renforcer l'agitation et la propagande.

De Ambris était évidemment au courant de l'axe privilégié Rome-Paris : autour du 10 mars 1915, il retourna à Paris, avec Dino Roberto, pour rencontrer Peppino Garibaldi – rencontre notifiée à Campolonghi par un télégramme de Mussolini¹⁰³ – et envisager de mettre officiellement un terme au corps expéditionnaire de l'Argonne¹⁰⁴. Ce fut précisément durant ce voyage que De Ambris, selon le célèbre témoignage de Campolonghi, servit d'intermédiaire entre les représentants du gouvernement français et Benito Mussolini en vue de soutenir la campagne interventionniste de son nouveau journal¹⁰⁵. L'initiative avait été préparée avec les représentants réformistes du gouvernement italien, en particulier Bissolati, qui, dans une lettre du 21 mars 1915, abordait le sujet épineux des aides financières, demandant de faire en sorte de ne pas « donner l'impression que l'Italie se déshonorait en vendant son intervention¹⁰⁶ ».

L'occasion de formaliser et donner corps à l'alliance fut la rencontre entre De Ambris, Roberto et Campolonghi avec Jules Guesde, ministre sans portefeuille du gouvernement Viviani, au cours de laquelle on projeta une campagne plus incisive pour influencer l'opinion publique, invitant à une série de conférences en Italie ces personnalités qui déjà mi-novembre 1914 avaient été interviewées (Édouard Vaillant, Cipriani, Jouhaux et Guesde). Même Bissolati insistait en particulier pour « obtenir qu'Amilcare Cipriani (vint) à la Chambre ou, du moins, en Italie, pour donner son avis, un avis en faveur de la guerre. Il s'agissait d'influencer, avec son nom, la multitude encore hypnotisée par le socialisme officiel¹⁰⁷ ».

102. Ami intime de Giuseppe Mazzini, promoteur du Comité de Défense Publique durant les dix jours de Brescia, dix ans d'exil en Angleterre jusqu'à son retour en Italie, son entrée dans la magistrature et ses dernières années de vie à Pavie.

103. « Alceste arrivera jeudi matin à sept heures. Mussolini », télégramme de Benito Mussolini à Luigi Campolonghi, 10 mars 1915, in Ismli, Fonds Campolonghi, b. 1, f° 1.

104. Carte postale d'Alceste De Ambris, Luigi Campolonghi, Dino Roberto, Giuseppe Garibaldi à Amilcare De Ambris, Paris, 13 mars 1915, in Archives Guastoni-De Ambris.

105. Sur les contributions françaises à *Il Popolo d'Italia* Milza P., « Mussolini », Carocci, Bologne, 2000, p. 200-202 ; DE FELICE R., *Mussolini il rivoluzionario...*, op. cit., p. 263-264, ROSMER A., op. cit., p. 327 sq. ; KIRKPATRICK Y., *Storia di Mussolini*, Longanesi, Milan, 1970, p. 67-76 (éd. orig. *Mussolini: Study of demagogue*, Odhams, Watford, 1964).

106. *Ibid.* La même lettre appréciait les critiques sur Peppino Garibaldi : « Me plaît également ce que tu as fait pour séparer notre responsabilité de celle de Garibaldi », en témoignage de la différence de stratégie entre le colonel, « garibaldienement » soutien d'une action volontaire à l'étranger et Bissolati, décidé à soutenir avec des hommes et des moyens le mouvement interventionniste.

107. Leonida Bissolati à Luigi Campolonghi, Rome, 14 mars 1915, in Ismli, Fonds Campolonghi, b. 1, f° 2.

Si l'idée d'organiser une série de voyages de soutien à la cause francophile, pour des personnalités françaises, n'avait pas paru contre-indiquée diplomatiquement, plus concrète avait été l'enveloppe de billets que Marius Moutet, député socialiste français et agent du ministère des Affaires étrangères, avait remise à De Ambris pour soutenir le journal de Mussolini qui connaissait alors une grave crise financière. La contribution de cent mille lires du gouvernement français garantissait au moins cinq mois de plus de propagande interventionniste¹⁰⁸. Bissolati apprécia les résultats de ces rencontres secrètes, si bien qu'après quelques jours, il changea de ton, convaincu que « désormais notre emprise sur l'opinion publique est déjà assez forte, et j'y crois du fait que le socialisme pense à la possibilité de résistance¹⁰⁹ ». Forts de ce soutien politique et économique du gouvernement français, les interventionnistes syndicalistes, républicains et réformistes espèrent enfin réussir à briser, la « foule hypnotisée aujourd'hui par le socialisme officiel » et à s'affirmer comme force hégémonique du mouvement interventionniste de l'après-guerre, devant les nationalistes.

La main-d'œuvre italienne

Au cours des réunions entre les différents protagonistes, fut également évoqué un plan global stratégique de développement économique et de valorisation de la force de travail italienne pour l'après-guerre qui engageait les gouvernements respectifs, en particulier les composantes syndicalistes et réformistes¹¹⁰. Pour renforcer les conversations politico-financières avec le gouvernement français, Campolonghi se prévalut, dans les mois suivants, de la nomination du socialiste Albert Thomas au poste de sous-secrétaire au ministère des Armes et des Munitions¹¹¹, auquel il présenta les salutations « des amis italiens auxquels j'ai annoncé votre désignation et qui m'ont

108. Les entrevues étaient suivies par Ugo Clerici, autre interventionniste syndicaliste, un des leaders des cheminots, ancien protagoniste durant la grève agraire de Parme de 1908. Il était allé à Gênes, associé dans des affaires d'import-export de café du frère d'Alceste De Ambris. À l'éclatement du conflit, il devint agent de contre-espionnage, assigné à la mission maritime de Gênes. Étroitement lié avec les renseignements français et également rédacteur à *Il Popolo d'Italia*, il fut le trait d'union entre les milieux politiques et syndicaux français et les groupes interventionnistes, accédant au groupe de De Ambris et garantissant l'utilisation politique des subventions, Acs, *Cpc*, b. 1380, f. Ugo Clerici e Acs, *Miniter, Ps, Cat. A4*, b. 89.

109. Leonida Bissolati à Luigi Campolonghi, Rome, 21 mars 1915, *ibid.* La lettre est publiée en partie, in COLAPIETRA R., *Leonida Bissolati*, Feltrinelli, Milan, 1958, p. 220-221 et en partie, in VALIANI L., *La dissoluzione dell'Austria-Ungheria*, Il Saggiatore, Milan, 1966, nouvelle éd. mise à jour 1985, p. 224.

110. Sur la question TOSI L., « La tutela internazionale dell'emigrazione », *Storia dell'emigrazione italiani. Arrivi*, Donzelli, Rome, 2002, p. 442-444; DE FEO L., *I trattati di lavoro e la protezione dei nostri lavoratori all'estero*, Milan, 1916; NOGARO B. et NEIL W., *La main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la guerre*, Paris, 1926; BRIANI V., *Il lavoro italiano all'estero negli ultimi cento anni*, Italiani nel Mondo, Rome, 1970, p. 71.

111. La nomination eut lieu le 18 mai. En décembre 1916 il devint ministre « de l'Armement et des Fabrications de Guerre », après un remaniement ministériel du gouvernement d'Aristide Briand.

chargé de vous transmettre leur joie de voir reconnue votre intelligence subtile¹¹² ». Les amis auxquels il faisait allusion étaient évidemment le collègue Bissolati et l'aile réformiste du gouvernement, ainsi que les interventionnistes syndicalistes parmi lesquels Alceste De Ambris.

Thomas fut le principal référent des accords entre gouvernement et syndicat sur le traitement des ouvriers italiens en France, un des « chevaux de bataille » de De Ambris et du Comité syndical italien. La question de l'émigration avait été inscrite à l'ordre du jour du débat syndical international par une circulaire de la Cgt d'octobre 1915 sur les problèmes de l'après-guerre, en relation avec la réorganisation des rapports de travail au sens productiviste, pour « contribuer à préparer une intensification de la production française dans tous les domaines et accroître le bien-être national », sans oublier le problème de la vie chère et celui du recrutement des travailleurs manuels¹¹³. Jouhaux et la Cgt avaient approfondi les problèmes juridiques de la main-d'œuvre étrangère, convaincus de la nécessité de réguler les flux migratoires, mais aussi stimulés, une fois de plus, par les exigences de la politique économique du gouvernement français. Albert Thomas avait écrit dans les mois précédents au sous-secrétaire d'État italien aux armes et munitions, le Général Alfredo Dallolio, pour lui rappeler les accords de l'année précédente¹¹⁴ et lui demandant de faciliter le transfert de main-d'œuvre¹¹⁵.

Le pacte commençait à se dessiner dans son ensemble : face à une augmentation de la production de guerre italienne, s'accroissait la demande de matière première. La France, disposée à fournir des matériels et surtout des capitaux, avait besoin de main-d'œuvre italienne, de préférence docile et prête à s'intégrer à la classe ouvrière française pour ne pas créer de tensions sociales. La croissance imposante de la production française, liée à l'exceptionnel état de guerre, contraignait à augmenter le recours aux travailleurs

112. Luigi Campolonghi à Albert Thomas, Paris, 21 mai 1915, An, Fonds Albert Thomas, 94 Ap, dossier 407.

113. Note de l'ambassade de Paris, 21 octobre 1915, in Acs, Mininter, Ps, cat. A5G, b. 130.

114. « L'industrie de guerre française... tirerait de nombreux avantages si l'exportation de la main-d'œuvre italienne était autorisée, généralisée et en quelque sorte officialisée » (original en français). L'accord excluait pourtant les ouvriers spécialisés et semi-spécialisés pour ne pas disqualifier la force de travail italienne, Thomas Albert à Dallolio Alfredo, Paris, 2 mars 1916, in Acs, Mininter, Pcm, Guerra Europea, b. 84. Sur la mobilisation industrielle italienne, in PROCACCI G. (dir.), *Stato e classe operaia in Italia durante la prima guerra mondiale*, FrancoAngeli, Milan, 1983; MIOZZI U., *La mobilitazione industriale italiana 1915-1918*, La Gogliardica, Rome, 1980; MASCOLINI L., « Il ministero per le armi e munizioni 1915-1918 », *Storia Contemporanea*, n° 6, décembre 1980, p. 933-965; GALLINARI V., *Il generale Dallolio nella prima guerra mondiale*, in Stato maggiore dell'esercito, Ufficio Storico, *Memorie storiche militari*, Rome, 1979. Sur la mobilisation industrielle française, PORTE R., *La mobilisation industrielle. « Premier front » de la Grande Guerre?, 14-18*, Editions Soteca, 2005, en particulier p. 169 sq.

115. Thomas Albert à Dallolio Alfredo, Paris, 2 mars 1916, in Acs, Pcm, *Guerra Europea*, b. 84 (original en français); sur l'échange entre main-d'œuvre et matière première aussi MARTINI F., *op. cit.*, 11 février 1916, p. 636. Aussi SONNINO S., *Diario (1914-1916)*, vol. II (dir. P. Pastorelli), Laterza, Bari, 1972, p. 337-338.

étrangers, reposant ainsi les problèmes de la difficile cohabitation entre ces derniers et les ouvriers autochtones¹¹⁶.

La Cgt commença à impulser une législation sociale, moderne et plus actuelle, attentive à la question particulière de la force de travail immigrée qui intéressait aussi les forces syndicales italiennes. En mai 1916, Jouhaux avait adressé un long rapport détaillé, déjà évoqué auprès de Marcel Sembat, socialiste et franc-maçon, nouveau ministre des Travaux publics, dans lequel, outre la description de la situation des travailleurs immigrés et des différends entre main-d'œuvre locale et étrangère avant guerre, il était proposé que « l'appel à la main-d'œuvre étrangère soit réalisé de façon méthodique et rationnelle » pour éviter des perturbations économiques et sociales, une misère nouvelle qui auraient favorisé le parasitisme au détriment du progrès et du développement technique du pays¹¹⁷. La Cgt, dans un opuscule écrit à l'occasion de la conférence de Leeds, revenait sur la faiblesse des cadres normatifs français et italiens et relevait également les fréquents « conflits nés de ce manque d'organisation entre travailleurs français et étrangers¹¹⁸ ».

La situation de guerre soulignait « la place que méritait « le travail » aussi bien dans la vie que dans la défense des nationalités¹¹⁹ » et se révélait être un facteur d'accélération à la mise en place de dispositifs normatifs et d'institutions nationales spécifiques¹²⁰. Il devenait urgent d'intensifier les contacts et les accords avec les forces syndicales italiennes. Après la conférence interprolétaire de Leeds (5-7 juillet 1916), De Ambris et Bazzi se rendirent de nouveau à Paris pour une série de rencontres avec Sembat, Thomas et Jouhaux sur la question de l'organisation de la main-d'œuvre immigrée dans l'après-guerre¹²¹. De Ambris, dans une réunion privée du

116. L'insertion concrète de main-d'œuvre étrangère, équivalente à celle coloniale, relevait de la compétence de la Commission interministérielle de répartition de la main-d'œuvre, sous la présidence du ministère du Travail et de la prévoyance sociale. Différents tableaux statistiques relatifs à l'emploi de la main-d'œuvre italienne et comptes rendus de la séance de la Commission sont in An, *Inventaire F14 (ministère des Travaux Publics)*, b. 11332.

117. JOUHAUX L., *La main-d'œuvre étrangère*, op. cit. (original en français).

118. Confédération Générale du Travail, *Questions Ouvrières*, 1) *la main-d'œuvre étrangère*. 2) *Les clauses ouvrières à insérer dans les traités de paix*. 3) *La situation ouvrière, amélioration à obtenir*. 4) *La question des loyers*, Paris, 1916, p. 7 ; sur les positions de la Cgt pour une réforme démocratique de la législation sociale, L. Jouhaux, *French delegate's address. Allocution au Congrès des syndicats britanniques*, Birmingham, septembre 1916, in Cgt-Fo, Centre de documentation Gabriel Ventejol, *Fonds Léon Jouhaux*, Boîte 5.

119. Confédération Générale du Travail, *Questions Ouvrières*, op. cit. (original en français), p. 7.

120. Comme le Conseil supérieur de l'importation de la main-d'œuvre étrangère, présidé par le ministère du Travail et composé de délégués de chaque ministère intéressé, de l'Office Central du Placement et des délégués des ouvriers et du patronat.

121. « Voir Thomas – Bazzi pour la comparution au Sénat », 3 octobre 1916, Agenda 1 de Marcel Sembat, in An, *Fonds Marcel Sembat*, 637 Ap, dossier 86. Les tampons sur le passeport de Bazzi confirment le séjour en France du 2 au 17 octobre 1916, Acs, Cpc, b. 422, Carlo Bazzi. Marcel Sembat présidait une Commission du travail qui incluait aussi Jouhaux et qui s'occupait du ravitaillement de l'économie française durant et après la guerre, JOUHAUX L., *L'action Syndicale*, op. cit., p. 12-13. SEMBAT M., *Les Cahiers Noirs. Journal 1905-1922*, Éditions Vivianne Hamy, Paris, 2007 ; CHANCEREL P., *Les travaux publics sous le ministère de Marcel Sembat (1914-1916)*, thèse pour le diplôme d'archiviste paléographe, Écoles Nationale des Chartes, 2008.

26 novembre à la Chambre du Travail de Parme, raconta s'être rendu dans la capitale française pour « parler avec le ministre des Travaux publics et pour se concerter sur la façon d'employer, à la fin de la guerre, les ouvriers italiens dans cette nation qui a tant souffert », soutenant l'accord « pour correspondre aux demandes de main-d'œuvre en France¹²² ».

La tentative des syndicalistes d'organiser, d'harmoniser et de légaliser l'immigration italienne en France convergeait avec le désir de certains représentants de « l'assistentialisme » laïc et démocratique italien de participer à la reconstruction française de l'après-guerre, avec des politico-affairistes. Thomas, après une rencontre avec le sénateur social-réformiste Luigi Della Torre, à l'époque lié à Bissolati et proche de l'Ansaldo, résumait les termes de la proposition italienne aussi bien du point de vue syndical que du point de vue coopératif :

« Della Torre s'est occupé à Paris, d'un projet curieux. Il veut constituer une Société Anonyme au capital de 5 millions fournis par les Sociétés Coopératives Ouvrières de Production, très puissantes en Italie, par les banques de Crédit Coopératif et par l'Humanitaire, Société Philanthropique pour la défense des ouvriers italiens. Cette Société Anonyme a l'intention de remporter les marchés publics qui commenceront en France quand on devra reconstruire les dommages que la guerre a causés dans ces pays. Della Torre compte aussi sur un enrichissement de la classe ouvrière italienne, mieux payée, mieux défendue et au travail pour son propre bénéfice. Il est disposé à laisser un poste dans la société aux organisations ouvrières françaises leur assurant des actions de soutien. Della Torre eut une conversation sur ce sujet avec Métin et Jouhaux, secrétaire de la Cgt. D'autres négociations sur le même sujet furent conduites par le professeur Osimo, secrétaire délégué de l'Humanitaire de Milan. Dans une entrevue réservée, Osimo n'a pas caché que l'Italie décidera d'envoyer ses travailleurs en France seulement si certaines garanties et certains avantages sont observés. Parmi ces garanties l'Humanitaire doit être reconnue officiellement par le gouvernement français en tant qu'organe de protection des émigrés italiens¹²³. »

Nous citons ce témoignage de Thomas afin de montrer l'importance que le projet de Della Torre aura dans l'après-guerre comme support pour la création d'une nouvelle saison d'émigration italienne, future base de l'antifascisme démocratique. Pour le moment, il est important de souligner que les conversations auxquelles faisait référence Thomas, entre Della Torre,

122. Note de la préfecture de Parme, 27 novembre 1916, in Acs, Mininter., Ps, cat. A5G, b. 111, f° 232.

123. THOMAS A., *Note au sujet d'un projet italien*, 14 mai 1917 (original en français), in An, *Fonds Albert Thomas*, 94 Ap, dossier 219. La législation en matière de coopération en France faisait référence au « décret du 28 juillet 1916 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 18 décembre 1915 sur les sociétés coopératives ouvrières de production et le crédit de travail ». En octobre 1918 naîtra le Conseil Supérieur de la Coopération dans lequel siègera entre autre Albert Thomas, in An, *Fonds Albert Thomas*, 94 Ap, dossiers 564-565.

Jouhaux et Albert Métin¹²⁴ s'étaient déroulées à la fin de 1916 en présence et avec l'active participation de De Ambris, comme il le racontera dans *Il Giornale del Mattino*, dans un interview reproduit dans *L'Internazionale*. En réponse aux accusations des socialistes officiels « contre une certaine politique de l'émigration que nous aurions initiée dans l'intérêt de la France », De Ambris confirmait avoir demandé durant une longue discussion avec Sembat, Alberto Comandini (sous-secrétaire d'État), Jouhaux et Métin « qu'aux groupes coopératifs constitués d'ouvriers italiens qui se rendraient en France, il soit légalement assuré de remporter en adjudication les marchés publics là où la main-d'œuvre française n'était pas suffisante¹²⁵ ». Il revendiquait le fait d'avoir conduit avec Bazzi la politique syndicale sur l'émigration seulement pour le compte du prolétariat italien et non pour le gouvernement français ; même s'il semblait peu crédible qu'il ne fût pas au courant des intérêts stratégiques de la politique économique française dans l'émigration de main-d'œuvre étrangère ou des projets plus concrets et articulés de la finance démocratique italienne. Ses rapports privilégiés avec les milieux gouvernementaux français ne s'étaient pas limités aux questions syndicales, mais encore une fois n'étaient pas absents de la politique.

Autres contributions secrètes

La question des financements secrets français au mouvement interventionniste a intéressé différents historiens et journalistes, qui ont souligné tout particulièrement les apports du socialisme gouvernemental français au *Il Popolo d'Italia* avant l'entrée en guerre, négligeant les contributions ultérieures des composantes estimées moins remarquables comme les représentants du mouvement ouvrier (aussi bien syndical qu'industriel) et du parti républicain.

L'industriel génois Pio Perrone¹²⁶, à la tête du groupe Ansaldo, s'était rendu à Paris durant l'été 1916 pour décider des termes d'un accord informel au sujet de la commande d'un lance-missile innovant¹²⁷. La réunion s'était tenue en présence de Thomas et Sembat le 1^{er} septembre 1916 dans un lieu connu pour sa discrétion et son prestige, qu'était l'hôtel particulier

124. Albert Métin, réformiste, en 1906 chef de cabinet du ministère du Travail sur recommandation de Clémenceau et sur présentation de Émile Vandervelde, fut ministre du travail et la prévoyance sociale du 29 octobre 1915 au 12 décembre 1916, puis secrétaire d'État aux finances jusqu'en août 1917 ; VALLAUX C., *Albert Métin, Géographe, Sociologue et Ministre du Travail. Extrait de la Revue du Mois, 10 décembre 1919*, Paris, 1919.

125. *La nostra politica dell'emigrazione*, in *L'Internazionale*, 26 janvier 1918.

126. Sur l'activité des frères Pio et Mario Perrone et les rapports avec Mussolini et *Il Popolo d'Italia*, PERRONE P. et M., *L'Ansaldo della guerra e il problema nazionale delle miniere di Cogne*, Genova, 1932 ; DE FELICE R., *Mussolini il rivoluzionario, op. cit.*, p. 413-418.

127. Memorandum du chef de section des munitions et matériel de guerre, Paris, 9 mai 1916, in An, *Fonds Albert Thomas*, 94 Ap, dossier 219.

de la Faisanderie de M. et M^{me} Menard-Dorian¹²⁸. Perrone avait révélé à ses amis français son rôle dans le financement des principaux quotidiens italiens et dans les organisations de l'interventionnisme philo-françaises, par l'intermédiaire de Della Torre en particulier. De plus, il avait reconnu le financement direct de groupes mazziniens et blanquistes, opérant par conséquent dans des structures secrètes, conspirationnistes et républicaines dans le but « d'influencer » l'opinion publique¹²⁹.

Parmi les entrepreneurs, les réformistes et les syndicalistes s'affirmait l'exigence commune de relancer en Italie une nouvelle propagande interventionniste et belliciste pour contrer, surtout dans les couches populaires, le refus croissant du conflit, encouragé par les milieux socialistes et catholiques¹³⁰. Un des principaux dirigeants du syndicalisme français, le franc-maçon Charles Albert, contacta De Ambris en mars justement pour relancer les courants interventionnistes choqués par le congrès de Zimmerwald et par la propagande marxiste. Albert mettait De Ambris au courant des « tractatives [...] entre camarades suisses, hollandais, polonais et français dans le but de constituer un *Comité international* dont l'objectif immédiat sera de défendre notre point de vue *interventionniste révolutionnaire*, contre le point de vue pacifiste de Zimmerwald¹³¹ ». La mission du Comité aurait été celle de créer une « *entente de principe* » afin de constituer un groupe

128. Aline veuve de Paul Ménard-Dorian (1846-1907), député radical, tenait un des plus prestigieux et influents salons parisiens ; franc-maçon et socialiste, à l'Hôtel de la Faisanderie, qui lui appartenait. Ainsi, le socialiste belge Vandervelde racontait le cénacle et les difficultés des socialistes, comme Campolongo, d'avoir des rapports avec un milieu aussi clairement bourgeois : « Sous les apparences d'une mondaine, on ne tardait pas à découvrir une âpreté, une intransigeance d'idée et de sentiment, un fanatisme même, qui la faisaient sans pitié pour les tièdes, dont elle avait une horreur dantesque, et pour les transfuges, vis-à-vis desquels elle était implacable. » Il ajoutait : « Quant aux socialistes qui eussent été cordialement bienvenus à la Faisanderie, ils restaient en général à l'écart ; par crainte, sans doute, de se compromettre aux yeux de leur milieu de camarades, ou bien de se trouver mal à l'aise dans un milieu si différent de leur milieu coutumier. Jaurès, Lucien Herr, Renaudel, Marcel Sembat, y faisaient parfois une apparition. Les autres, point. Tout au moins jusqu'à la guerre, nous fûmes seuls, Albert Thomas et moi, à faire exception », VANDERVELDE E., *Souvenir d'un militant socialiste*, Denoël, 1939, p. 124-125. Également Hubert Bourgin, frère de George, lié à Thomas, chef du service d'information du ministère des armements, il parlera du salon des années plus tard, quand il sera un des chefs du fascisme français ; BOURGIN H., *Le parti contre la patrie, Mémoire pour servir à l'histoire d'une sécession politique (1915-1917)*, Plon, Paris, 1924, p. 126-127.

129. Des notes dans l'agenda du ministre des Travaux publics, dont certains passages difficiles à déchiffrer, il révèle ce que Perrone dit en cette circonstance : « 1^{er} Sept. Perrone rencontre Mad Menard [...] C'est Perrone qui (avec Dreyfus) conduisit la campagne de presse qui amena l'Italie à la guerre : *Corriere della Sera* (illisible) *Messaggero* : acheté par eux à Della Torre 3 millions, *Secolo di Milano* : 500 000 de Dreyfus, *Giornale d'Italia* a Sonnino, *Idea Nazionale* à eux. Surtout action de côté (Mazzini, Blanqui) *forza d'organizzazione* qui gouverne l'opinion publique », M. Sembat, *Agenda n° 1* (originale en français), in An, *Fonds Marcel Sembat*, 637, Ap, dossier 86. Le financement de *Il Popolo d'Italia* se faisait lui indirectement, par des recettes publicitaires, comme le déduit DE FELICE R., *Mussolini il rivoluzionario, op. cit.*, p. 415 sq.

130. Sur les limites de planification italienne de la propagande belliciste, MELOGRANI P., *Storia della Politica delle Grande Guerra. 1915-1918*, Mondadori, Milan, 1998, p. 22 sq.

131. Charles Albert à Alceste De Ambris, 25 mars 1916 (original en français), in Archives Guastoni-De Ambris.

interventionniste ayant pour but spécifique de s'opposer à la reconstruction des internationales soit réformiste, soit de tendance marxiste. Le tournant de Zimmerwald reposait « sur les antiques erreurs et les antiques équivoques du marxisme », mais on pouvait immédiatement penser lui opposer à la fin de la guerre « un socialisme syndicaliste nouveau, révolutionnaire et fédéraliste ». Albert, convaincu de pouvoir, dans cette perspective, se mettre « d'accord avec De Ambris, nôtre et vôtre ami », se proposait d'organiser en attendant une rencontre en Italie ou en France¹³², pour s'opposer à l'internationale socialiste pacifiste¹³³.

Pour donner force et crédibilité à une internationale syndicale, fédéraliste et révolutionnaire, idée qui circulait déjà durant les premières semaines du conflit¹³⁴, il fallait de nouveaux fonds pour les journaux et les organisations. Charles Albert avait donc personnellement servi d'intermédiaire entre De Ambris et Marcel Cachin, dirigeant socialiste et directeur de *L'Humanité*,

132. *Ibid.*

133. DE AMBRIS A., « La nuova internazionale "Made in Germany" », *L'Internazionale*, 6 avril 1916, p. 1 ; *id.*, « Perché l'internazionale non torni a servire il kaiser », *L'Internazionale*, 6 avril 1916, 1^{er} mai 1916, p. 1. La conférence du 28 et 29 juin 1916 de Leeds avait transposé la proposition de l'American Federation of Labour pour organiser une Internationale ouvrière en dehors de l'hégémonie socialiste. L'entrée en scène dans le mouvement international de l'AFL à la place du syndicat révolutionnaire de l'International Workers of the World était un des signes les plus clairs du changement des thèmes et de la fin des problématiques de classe causées par l'intervention. Sur le congrès de Paris, ANTONIOLI M., *Sindacalismo rivoluzionario italiano e sindacalismo internazionale: da Marsiglia a Londra*, p. 149 *sq.*, *id.*, « Azione diretta e organizzazione operaia... », *op. cit.*, p. 105-156. Le refus prolétaire progressif des raisons de la guerre avait pourtant modifié ultérieurement les équilibres dans les mouvements ouvriers des différents pays et à l'été 1916 les promoteurs du congrès de Paris étaient en crise de représentation. Au niveau international De Ambris fut encore le représentant italien à la conférence interprolétaire du 10 et 11 septembre 1917 de Londres, qui se conclut par la reprise en grande partie des clauses adoptées à Leeds l'année précédente à proposer aux gouvernements des pays alliés et par la discussion sur la constitution de l'Union Internationale des Syndicats (Bureau International du Travail) dans l'après-guerre dans un pays neutre (Suisse), selon la résolution votée en 1915 par les Trade Unions, par l'AFL et la Cgt. Les points sur lesquels se formait un consensus unanime furent la fin du militarisme allemand, l'abolition des diplomaties secrètes, l'appui aux nationalités opprimées par l'auto-détermination, pour le libre commerce, pour la limitation des armements, pour l'Internationale ouvrière, pour une seule Société des Nations, avec la constitution d'un arbitre entre les nations et d'un Tribunal international. On ne trouva pas d'accord en ce qui concerne la participation à la Conférence internationale ouvrière qui devait se tenir durant la première quinzaine d'octobre en Suisse, comme l'avait proposé l'Union Suisse des Fédérations syndicalistes, note du questeur Secchi, Ambassade italienne de Paris, 20 septembre 1917, in Acs, Mininter., Ps, Cat. A5G, B. 35, Conférence interprolétaire de Londres.

134. Un libéraire allemand d'origine juive, Rosenberg, écrivait ainsi à Jouhaux de Zürich le 5 janvier 1915, en pleine campagne interventionniste : « Laisant Mussolini, De Ambris et les autres continuer leur bon travail en Italie, je suis venu ici pour essayer de former un groupe même restreint de révolutionnaires en langue allemande. Je suis, maintenant sûr qu'une défaite militaire pourra conduire le prolétariat allemand sur la bonne voie de la révolution. Mais il est indispensable que l'idée soit dès maintenant lancée en Allemagne. Dans le cas où je réussirais ma mission, vraiment très difficile, nous devons nous réunir à Genève par exemple avec les camarades italiens, j'ai parlé avec Mussolini et De Ambris, français, anglais, espagnols, etc. pour compiler un manifeste pour les peuples et jeter les bases pour une action commune à tous les interventionnistes révolutionnaires durant la guerre » (original en français), maintenant in GEORGES B. et TINTANT D., *Léon Jouhaux. Cinquante ans de syndicalisme*, tome 1 : *Des origines à 1921*, PUF, Paris, 1962, p. 216 n.

membre de la Commission des Affaires étrangères chargée de coordonner et financer l'action des agents français en Italie. Albert proposa explicitement à Cachin « de subventionner les périodiques révolutionnaires à Parme, à Lausanne et à Paris¹³⁵ », c'est-à-dire, dans le premier cas, *L'Internazionale* de De Ambris. Après une autre brève rencontre entre Cachin et Albert, le 9 juillet 1916, ce fut précisément au tour de De Ambris de rencontrer dans les jours suivants, même en présence de Sembat, le commissaire au gouvernement qui consentit à verser une partie des fonds spéciaux du ministère des Affaires étrangères pour financer *L'Internazionale*¹³⁶.

Dans les semaines suivantes, les rapports entre le gouvernement français et les syndicalistes révolutionnaires se firent plus institutionnels et « officiels » : l'agent diplomatique Paul Claudel, auteur de rapports de qualité sur la crise du charbon en Italie et sur les possibilités d'exploitation de la main-d'œuvre agricole italienne, fut chargé de préparer, avec un budget de 25 mille francs, une délégation de « syndicalistes agricoles », tels De Ambris et Bazzi, qui, comme nous l'avons vu, avaient négocié avec les autorités françaises, au nom de la fédération des coopératives d'agriculteurs, l'envoi d'ouvriers. Du point de vue français, la négociation avait plusieurs avantages : elle écartait la proposition d'union douanière avancée par le ministère de l'Agriculture italien et combattue par les Anglais (qui proposaient un alignement des prix des produits agricoles moins contraignant), et préparait l'implantation stable de foyers de travailleurs agricoles italiens dans les terres françaises dépeuplées par le conflit.

De Ambris, accusé par les critiques anarchistes et marxistes d'être un agent provocateur et un serviteur de la propagande impérialiste française, était de son point de vue sincèrement persuadé que cet enchevêtrement de rapports pas toujours transparents aurait pu aussi bien apporter une meilleure protection juridique au prolétariat émigré, que renforcer les minorités révolutionnaires interventionnistes, créant les conditions nécessaires pour un tournant institutionnel dans un sens républicain et syndical et déplaçant le centre de gravité du socialisme international sur des positions démocratiques.

135. CACHIN M., *Carnets 1906-1916. Tome 1* (original en français), CNRS Éditions, Paris, 1992, p. 822.

136. *Ibid.* (original en français), p. 824-825.

Chapitre III

La nation

« Pour se loger dans un hôtel, m'expliquait mon ami,
J'ai dû bien fermer le manteau (de l'ardito)
Afin qu'ils ne vissent pas les insignes...
Mon ami riait, mais moi je ne riais pas. »
(Alceste De Ambris, « La mantellina dell'ardito »,
L'Ardito, 11 mai 1919).

Le productivisme révolutionnaire

L'expérience de la guerre, malgré l'affirmation de positions pacifistes et défaitistes ainsi que le réajustement populaire de l'interventionnisme, avait accéléré la révision des paradigmes idéologiques et stimulé une nouvelle réflexion sur le rôle de l'État, du parti, du syndicat et des avant-gardes révolutionnaires dans le processus de démocratisation, de modernisation et de nationalisation des masses ouvrières. À la convergence temporaire d'intérêts entre le mouvement syndical et les différents protagonistes réformistes, républicains, de la franc-maçonnerie progressiste, du monde financier et productif, se traduisant dans un réseau serré de contacts nationaux et internationaux, se conjuguaient la tentative politique de construire un organisme alternatif au socialisme officiel et à la confédération du travail. La relation entre État et producteurs, expérimentée pendant le conflit, n'avait pas encore trouvé son accomplissement naturel dans les différentes solutions corporatistes et dans les différents modèles autoritaires d'intégration qui devaient caractériser les deux décennies à venir. Pourtant, la fin de la guerre sonna la fin de la phase de légitimation syndicale ouvrant celle, plus complexe et contradictoire, de la recherche d'un schéma cohérent de relations entre syndicat et institutions¹.

De Ambris avait déjà commencé durant la guerre, à accepter l'idée de la reformulation du syndicat dans un contexte démocratique et de masse, non plus irréductible à l'État, abandonnant progressivement les caractères proprement libertaires de son syndicalisme. La guerre était le fait nouveau qui avait posé les conditions pour une révision concrète du rigide et imperméable antiétatisme ; si Borghi criait encore « qu'il ne se servirait ni de l'État

1. PEPE A., BIANCHI O. et NEGLIE P., *La CGdL e lo stato autoritario*, Ediesse, Rome, 1999, p. 16.

ni de la guerre pour se libérer de Dieu », De Ambris, affirmait « que pour notre progrès il faut se servir de tous les paramètres utiles. Et si la guerre est nécessaire, on doit la faire même avec l'État² ». L'organisation d'État *Italia* continuait à être privée de toute valeur mystique et sacrée, considérée, soit comme les restes du premier patriotisme du XIX^e siècle, pur et ingénu, soit comme une dégénérescence nationaliste; mais De Ambris l'avait désormais acceptée en tant qu'architecture normative, administrative et technique supérieure.

Sans trop le dissimuler, il aspirait encore à traduire la révision des paradigmes socialistes et syndicalistes révolutionnaires dans le projet d'un parti autonome des classes productives, ce Parti révolutionnaire transversal qui servirait de guide au renouveau national et au système productif italien. L'occasion de dépasser la conception *historique* du parti de classe fut la mort de James Guillaume le 28 novembre 1916; bien que laissant De Ambris orphelin de ce charismatique et influent point de référence qui avait contribué à légitimer l'interventionnisme révolutionnaire. Le syndicaliste lui rendait hommage dans un long article dans *L'Internazionale*, dans lequel il republiait et faisait siennes certaines réflexions de Guillaume sur les limites du monosyndicalisme et sur les éléments du mouvement de rédemption humaine :

« Il faut s'entendre, l'autre syndicalisme n'est, selon moi, qu'un nom nouveau qu'on applique à une forme transitoire du mouvement ouvrier. Celui-ci a ainsi en lui quelque chose de trop spécial, de trop étroit, pour qu'il puisse résumer et être donné définitivement à l'ensemble du complexe mouvement social dans lequel nous militons tous. L'expression que je préférerais car elle me semble la plus compréhensible et la plus large, bien que restant suffisamment claire, est celle de *parti révolutionnaire*. [...] Nous, militants vivants, sommes les porteurs de flambeaux que nous avons reçus dont la flamme et la lumière ont été transmis par ceux qui portaient les flambeaux avant nous aux XIX^e et au XVIII^e siècles : et nous les transmettons aux nouvelles générations, présentes et futures... Ceci est la fonction véritable et continue, noble et belle des révolutionnaires à chaque époque; c'est aussi notre fonction aujourd'hui. Tout le reste est illusion, apparence, fait transitoire et occasionnel, sur lequel l'esprit clérical qui survit malheureusement même chez ceux qui se croient les plus libres, construit de nouveaux dogmes qu'il faut abattre si l'on ne veut pas perdre de vue le grand devoir, auquel nous nous sommes spontanément soumis, de rénovation du monde... Et pour rénover le monde, il faut perpétuellement se rénover soi-même, nos doctrines, notre action pratique, en se gardant surtout de se fossiliser dans le formalisme extérieur qui tue l'esprit révolutionnaire³. »

2. Dans *L'Internazionale*, 13 février 1915. Sur les positions de Borghi, BORGI A., « Commemorando un commemorazione mancata », *Guerre di Classe*, 28 septembre 1915, maintenant in ANTONIOLI M., *Armando Borghi...*, op. cit., p. 23.

3. DE AMBRIS A., « Sulla tomba di James Guillaume. Il superstite di una generazione eroica », *L'Internazionale*, 23 décembre 1916. C'était la traduction la plus fidèle de la lettre que lui avait envoyée Guillaume le 20 novembre 1914.

Sur cette ligne, naissait en février 1918 la nouvelle revue de De Ambris, explicitement révisionniste jusqu'au titre : *Il Rinnovamento*. Le Comité syndical italien lui-même, né pour se présenter en ordre de bataille aux différentes conférences ouvrières internationales et pour promouvoir un processus d'unité et d'autonomie du prolétariat a-partisan, subissait un trépas définitif pour donner vie à une nouvelle organisation de caractère stable et national.

La crise de militance des premières années de la guerre, avec la mort de certains syndicalistes alors que d'autres participaient au conflit, même à l'étranger⁴, était en grande partie terminée grâce au retour et à la réintégration d'un nombre important de cadres⁵, ainsi qu'à l'arrivée de certains éléments jeunes et valides⁶. La première réunion de 1918 qui se déroula à Milan le 14 avril, outre la relance de la date du premier congrès national de l'Unione socialista italiana du 13, 14 et 15 mai 1918 à Rome, déboucha sur la naissance d'un nouvel organe de la « Vieille Garde du syndicalisme italien⁷ », comme la définissait Michele Bianchi, c'est-à-dire *L'Italia Nostra*, avec le sous-titre explicatif « La Patrie ne se nie pas, elle se conquiert ». L'Italie régénérée par la tranchée et par la victoire aurait dû être « vraiment *notre* Italie, l'Italie de ceux qui l'ont faite et qui sentiront, même après la guerre, le devoir d'agir pour la rendre plus intègre, plus forte, plus grande. Aujourd'hui avec les armes, demain avec le travail⁸ ». Le comité accomplit son évolution définitive dans une organisation nationale au Congrès constitutif de l'Unione Italiana del Lavoro (UIL) les 9 et 10 juillet 1918, dans les salons de la Place San Sepolcro. Rossoni souligna dans son intervention que « l'on révisé ce qui est révisable » et « que l'antipatriotisme est dépassé et que le prolétariat a tout intérêt à s'attacher à son propre pays et à le conquérir par la justice⁹ ».

De Ambris répondit aussi aux polémiques avec les libertaires de l'Unione Sindacale Italiana, dont la ligne de conduite antiétatique était jugée comme une discriminante inacceptable qui niait de façon irréaliste l'existence des fonctions institutionnelles de pouvoir. Dans un ordre du jour du Congrès subsistait un rappel à la lutte contre toutes les formes d'exploitation, même si on reconnaissait explicitement « l'indispensable autorité » et surtout, on ne niait pas « l'autorité syndicale sur laquelle doit s'appuyer la société

4. Umberto Pagani était prisonnier de guerre à Bourgas en Bulgarie et Cesare Rossi combattait en Albanie; pour Peroni la correspondance *in* Archives Guastoni-De Ambris, avec deux lettres de Bourgas et une, finalement libre de Salonique, pour Rossi, les cartes postales de Berat d'octobre 1918, toujours *in* Archives Guastoni-De Ambris. Sur Pagani, SERENI U., *Dal sindacalismo rivoluzionario al sindacalismo repubblicano...*, *op. cit.*

5. Le premier d'entre eux, Edmondo Rossoni.

6. Comme Ettore Cuzzani à Bologne et Giuseppe Di Vittorio dans les Pouilles.

7. Michele Bianchi à Alceste De Ambris, adhésion à *Il Rinnovamento*, biglietto s. d., *in* Archives Guastoni-De Ambris.

8. « Il Comitato Sindacale Italiano », *L'Internazionale*, 1^{er} mai 1918.

9. « La costituzione dell'Unione Italiana del Lavoro », *L'Internazionale*, 29 juin 1918.

future¹⁰ ». Un article dans *Il Rinascimento* résumait bien la nouvelle mission que le congrès de l'UIL attribuait au syndicat, prête à assumer la responsabilité d'une participation positive à la nation :

« Toute la vie ouvrière, ainsi, sans renier son essence de politique et de lutte de classe, revêt un caractère nouveau, plus rempli, plus complet et puissant. Le syndicat, qui n'est plus fermé sur lui-même, comme force ennemie parmi les forces ennemies, fait irruption dans la vie nationale avec toute la puissance et la frénésie rénovatrice de sa jeunesse et s'insère dans le paysage des forces nationales. Son œuvre se fait plus complète et robuste. La lutte économique s'intègre avec la lutte politique et avec les efforts pour l'élévation culturelle et technique. Le fait révolutionnaire n'est plus conçu comme un phénomène brutal de dynamisme mécanique, de poids de masse, mais s'élargit et s'illumine devenant ainsi mouvement, pression et également compréhension. L'ouvrierisme se fait humanité. Humanité qui marche victorieuse pour se conquérir elle-même¹¹. »

La moralisation de la classe ouvrière, le patriotisme populaire et la reconnaissance du syndicat dans la future organisation étatique étaient les principes, comme on l'a dit, de l'action autonome renouvelée des classes productives. Masotti et De Ambris avaient déjà pris position dans les mois écoulés concernant le programme d'un Partito del Lavoro, qui, sur le modèle du travaillisme anglo-saxon, arriverait à proposer l'alliance politique avec les milieux entrepreneuriaux, dans le respect de la liberté ouvrière. Pour Masotti, une fois passée l'exceptionnalité de la guerre, aurait recommencé la franche lutte démocratique de classe, qui se différencierait du passé par la reconnaissance de la légitimité de l'État national renouvelé et de sa supériorité légale. Le monde productif sorti de la guerre n'était pas « inférieur » à « la » Nation, qui « est une réalité vivante et inaliénable, et qui pour vivre n'a pas besoin que quelqu'un lui impose quoi que ce soit. C'est l'ensemble des classes, c'est le peuple producteur, c'est tout le monde qui vit par elle et pour elle¹² » ; le monde productif était « la » Nation avec un glissement ultérieur du concept d'autonomie ouvrière à celui de productivisme révolutionnaire.

De Ambris souhaitait la naissance d'un nouveau projet qui, au-delà des points programmatiques, aurait pour but de revendiquer un nouveau socialisme « promoteur d'énergies, comme une religion du sacrifice, comme une école de volonté héroïque », opposé à qui « le regarde comme la justification théorique de tous les égoïsmes, de toutes les vilenies de tous les appétits et des instincts les plus bas¹³ ». L'opposition devenait également celle du socialisme scientifique contre le socialisme moral, cadre dans lequel

10. *Ibid.*

11. *Il Rinascimento*, Anno I, vol. I, 1918, Milan, p. 289-290.

12. MASOTTI T., « Il "Partito del lavoro" », *L'Internazionale*, 1^{er} mai 1918.

13. « Attraverso i programmi », *L'Internazionale*, 28 décembre 1918.

pouvaient entrer également les révolutionnaires, les réformistes, et les syndicalistes, unis par la foi dans l'émancipation du travail et par l'aspiration à ce parti révolutionnaire des producteurs, moderne et travailliste, dont la collaboration avec les milieux intellectuels et la petite bourgeoisie n'était pas exclue. Le projet autour duquel s'assemblaient le syndicalisme de Bazzi et celui de De Ambris, rejoint par la dissidence socialiste de l'Unione socialista italiana, la nouvelle formation politique dirigée par Leonida Bissolati. Une telle entente entre les hommes et les courants qui, avant le conflit, aurait semblé « un rêve ou une plaisanterie » ; « La guerre a rendu possible que le rêve se transforme en réalité et que la plaisanterie devienne une chose sérieuse », comme le commentait De Ambris¹⁴. L'hétérogénéité des personnalités impliquées était aussi bien une opportunité qu'un frein dans l'élaboration d'un programme univoque et cohérent¹⁵. Au congrès constitutif, De Ambris présenta une relation spécifique sur la question de la réquisition des superprofits de guerre, thème qui loin d'avoir seulement un caractère contingent et polémique, impliquait une lecture approfondie de la mobilisation industrielle de guerre. L'existence même de ces gains macroscopiques et immoraux de la part des industriels révélait combien le rythme de la production avait été garanti par les profits, en proportion bien plus grande que l'émancipation morale, chère aux interventionnistes, fournissant ainsi des arguments faciles aux critiques¹⁶.

Si les thèmes abordés ne manquaient pas d'intérêt, l'Usi, pour le moment, se présentait plus comme une alliance électorale que comme un projet à moyen et long terme ; bien plus crédible et stratégique était l'hypothèse de la collaboration entre l'Unione Italiana del lavoro, l'Unione socialista italiana et le Parti républicain, avec le souhait de contribuer « aussi, sur la base d'idéaux politiques et sociaux communs, à un programme commun qui s'impose au peuple et obtienne rapidement un triomphe mérité ». Afin de rassembler le spectre de positions le plus large possible, les idées programmatiques issues du monde des tranchées et de l'avant-gardisme, en particulier du parti futuriste¹⁷ furent prises en considération. Le congrès des 5 et 6 janvier 1919 aurait dû affronter l'ensemble des questions politiques nationales et internationales, ainsi qu'à uniformiser les programmes du manifeste constitutif de l'UIL et celui issu du congrès de Florence du parti républicain¹⁸. À ce moment précis, la possible convergence de l'ensemble du spectre des interventionnistes de gauche se mesura sur le terrain accidenté

14. « Postilla », *Il Rinascimento*, 1^{er} mai 1918, p. 135.

15. Sur le congrès constitutif de l'Unione socialista italiana, COLAPIETRA R., *op. cit.*, p. 253 ; ALESSIO GRIMALDI U. et BOZZETTI G., *Bissolati*, Rizzoli, Milan, 1983, p. 237-238.

16. Sur la question des superprofits durant la mobilisation de guerre, CARUCCI P., « Funzioni e caratteri del ministero per le armi e munizioni », in PROCACCI G. (dir.), *op. cit.*, p. 68.

17. « Postilla », *Il Rinascimento*, 1^{er} mai 1918, p. 135.

18. Sur la poursuite de l'alliance avec les républicains souhaitée par Maria Rygier aussi après la guerre, ZUCCARINI O., *Il Partito repubblicano e la Guerra d'Italia (Storia della Vigilia)*, Rome, p. 96.

de la négociation de la paix et sur la défense du principe mazzinien de nationalité.

Delenda Austria

Le lien entre les principales forces de l'interventionnisme résidait dans l'identification de l'ennemi commun et la lutte contre ce dernier, c'est-à-dire contre les défaitistes et les partisans de Giolitti, plus que dans l'accord sur la politique intérieure, caractérisée alors, comme on l'a dit, par l'oscillation entre les aspirations organiques, publiques et étatiques face à une action conspiratrice, antidynastique et messianique. Sur le terrain de la politique internationale, la distance semblait encore plus irrémédiable entre les nationalistes et les libéraux alors que s'affirmait explicitement la convergence entre démocrates et révolutionnaires.

En particulier après la révolution russe et la publication du Pacte de Londres, se manifestèrent les points cardinaux « démocratiques » de la politique étrangère de De Ambris et de ses compagnons : critique du bolchévisme, dépassement du Pacte de Londres, appui au wilsonisme et à la Société des Nations, campagne « Delenda Austria » et exclusion des Allemands des organisations socialistes et ouvrières internationales. Si les questions de la libération de l'étranger, de la politique territoriale de l'Autriche et celle économique-culturelle de l'Allemagne, avaient déjà été au cœur du programme du premier Faisceau révolutionnaire interventionniste, il fallait désormais, une fois le conflit terminé, traduire la victoire en résultats concrets.

À la fin de février 1918, s'était déroulée à Londres une conférence socialiste interalliée à laquelle De Ambris et les réformistes de Bissolati, Giuseppe Canelista et Francesco Arcà, au nom de l'Unione socialista italiana, avaient présenté un texte dans lequel ils souhaitaient une solution fondée sur les principes d'équité et de conciliation, au sujet de la controverse sur le futur État slave de Fiume et du Quarnaro, indiquant comme condition indispensable pour une paix sincère et durable le démembrement de l'Empire austro-hongrois. La médiation d'Albert Thomas avec les Anglais, détracteurs les plus convaincus du caractère impérialiste des positions italiennes, permit de reconnaître le droit de l'Italie sur les territoires habités par des Italiens et de reconnaître également l'indépendance des peuples austro-hongrois, justement dans l'optique de la mort de l'Empire¹⁹.

Le contexte favorable à la dissolution de l'Autriche-Hongrie, présent dans le Comité socialiste pour l'entente entre les nationalités opprimées, avait permis d'organiser par la suite, en avril 1918 à Rome, le Congrès des

19. *Le Mémorandum des socialistes des Pays alliés*, adopté à la Conférence de Londres les 21-23 février 1918, Paris, 1918.

peuples sujets de l'Autriche-Hongrie²⁰. Malgré le manque de représentativité de ces petits groupes dans les différents pays et dans les différents mouvements ouvriers, le congrès, qui eut comme invité d'honneur Albert Thomas, posa les bases du dépassement du Pacte de Londres et exprima la nécessaire dissolution de l'Autriche, la naissance d'un État yougoslave et la reconnaissance des droits italiens sur Fiume et sur l'Istrie. Il s'agissait seulement d'un accord provisoire anti-autrichien, sans engagements formels sur les questions territoriales comme celle de la controverse dalmate, afin de ne pas compromettre le rapport déjà précaire avec les nationalistes. La signature du Pacte de Rome, comme il fut appelé, put presque formellement concurrencer le Pacte de Londres et poussa l'entourage de De Ambris à préciser ses positions sur l'Autriche : après des années d'hésitations et de réserves gouvernementales, on proposait « une politique que nous avons jamais cessé d'invoquer depuis des mois, celle qui fait appel à la liberté pour tous les peuples opprimés, à la politique des nationalités, à la politique traditionnelle de la démocratie française²¹ ».

Le rappel à la France était la conséquence de certaines polémiques qui venaient de par-delà les Alpes et qui concernaient les deux principales références de l'interventionnisme italien, Sembat et Thomas. Le premier, en accord avec les propositions anglaises, avait durement attaqué la décision de Clémenceau de rompre les négociations avec l'Autriche-Hongrie. Thomas, quant à lui, faisait l'éloge de la rupture avec l'Autriche, car elle était un geste honorable vis-à-vis de la Russie martyrisée par la révolution bolchévique et « aux yeux de l'Italie que nous avons poussée dans cette guerre pour faire la coquette avec son ennemi triomphant²² ». Entre Bissolati et Campolonghi même, il n'y avait plus d'accord sur les délais et sur les modalités d'application du Pacte de Londres ainsi que sur le type de revendication à soutenir à la Conférence de la paix. En effet, en septembre 1918, Bissolati revendiquait la partie du Pacte de Londres sur la dissolution de l'empire austro-hongrois, mais conditionnait son application à la naissance de la Yougoslavie qu'il soutenait ouvertement dans une polémique avec Sonnino²³. Après l'armistice, les termes de la question adriatique changèrent radicalement et Bissolati abandonna la défense du Pacte de Londres, renonçant donc à la Dalmatie, mais déclara à un Campolonghi surpris, sa détermination

20. Le comité était composé du Parti du travail roumain, du Comitato sindacale italiano, de l'Unione socialista italiana, de la Democrazia sociale irredente, du Parti socialiste démocratique de Bosnie Herzégovine, du Parti socialiste serbe en France et du syndicat général des ouvriers serbes en France. Sur le Congrès des peuples sujets de l'Autriche-Hongrie F. Fejto, *Requiem pour un Empire défunt*, Lieu Commun, Paris, 1988, p. 279-280; VALIANI L., *op. cit.*, p. 261-264; PITACCO G., *La passione adriatica*, Bologne, 1928, p. 130 sq.; TOSI L., *La propaganda all'estero nella prima guerra mondiale. Rivendicazioni territoriali e politica delle nazionalità*, Del Bianco, Pordenone, 1977, p. 183-184.

21. « L'imperiale regio mendacio », *Il Rinascimento*, 1^{er} mai 1918, p. 125.

22. *Ibid.*, p. 126.

23. Leonida Bissolati à Luigi Campolonghi, 14 septembre 1918, in Bdic, *Dossier Bdic, Italie, Luigi Campolonghi, Correspondance Bissolati-Campolonghi*, GF Rés 60.

à revendiquer la « protection » de Fiume, question non comprise dans le pacte controversé²⁴.

Campolonghi était donc en opposition et suivait la ligne provenant des milieux gouvernementaux français sur l'annexion de Fiume, alors que Bissolati maintenait sa position de façon cohérente, même dans une situation qui avait changé, en accord avec les lignes directrices de sa politique tracée lors du Conseil interallié de guerre de mars 1918 et du Pacte de Rome un mois plus tard, fort de l'appui de Thomas et de l'interventionnisme de « gauche » italien.

Le débat sur le sort de l'Autriche concernait aussi certains secteurs du syndicalisme révolutionnaire italien et français désormais moribond. Charles Albert attaquait via les colonnes de *La Bataille syndicaliste* les positions intransigeantes anti-autrichiennes qui ne tenaient pas compte du danger du démembrement de l'Autriche-Hongrie pour l'équilibre et la paix dans l'après-guerre, affirmant plutôt la nécessité de substituer à la monarchie bicéphale – qui voyait la minorité allemande opprimer les Tchèques et les Slaves en Autriche et la minorité magyare opprimer les Roumains, les Croates et les Serbes en Hongrie – un État nouveau, unifié et démocratique, fédéré sur le modèle suisse²⁵. Les incontestables poussées centrifuges et micro-nationalistes étaient favorisées par l'absence d'un mouvement politique socialiste et fédéraliste qui aurait pu alors être encouragé. Pour Albert il était nécessaire de créer un arbitrage international qui dépasserait la conception du principe de nationalité basée sur la volonté exclusive des peuples ; si la « nation souveraine » laissait « comme unique ressource la recherche d'un équilibre diplomatique », la « subordination des droits nationaux à ceux de l'Internationale et la norme juridique relative nous libèrent pour toujours de la diplomatie²⁶ ». C'est justement la souveraineté nationale et la foi des peuples opprimés qui étaient alors, pour De Ambris, la raison du nécessaire démembrement austro-hongrois et qui répondait au « principe supérieur et irrécusable de justice nationale et internationale », au-delà de cet *intérêt général* – et de cet arbitrage international – qui rappelait *l'équilibre européen* affirmé au congrès de Vienne un siècle plus tôt. Le *delenda Austria* n'était donc pas « le cri de quelque groupe isolé composé d'agitateurs politiques », mais « l'expression positive d'une formidable volonté construite avec le martyr et le sang de milliers d'hommes [...], l'acte de foi et d'espérance d'au moins dix groupes nationaux²⁷ ».

24. Leonida Bissolati à Luigi Campolonghi, 25 novembre 1915, *ibid.*

25. La position d'Albert était l'expression d'une grande partie de l'opinion publique française qui regardait avec optimisme la possibilité de démocratisation interne de l'empire austro-hongrois ; VALIANI L., *op. cit.*, p. 224-225.

26. « "Delenda Austria". Polemica franco-italiana nel campo sindacalista », *Il Rinascimento*, 1^{er} mai 1918, p. 141.

27. *Ibid.*

La polémique sur le *Delenda Austria* affaiblissait l'alliance réformiste et syndicaliste italo-française ; on avait alors Bissolati, Thomas et De Ambris d'un côté et Sembat, Albert et Campolongo de l'autre. Même durant la provisoire convergence anti-autrichienne, la position de De Ambris sur la prééminence de la volonté des petites nations sur l'intérêt général leur permettait d'anticiper les raisons de l'ultérieure rupture avec l'Usi et avec Bissolati, après le discours de ce dernier à la Scala le 11 janvier 1919 et le voyage de De Ambris aux États-Unis. Le célèbre rassemblement dans le théâtre milanais, marqué par des contestations importantes non seulement de la part des groupes nationalistes, mais aussi des mussoliniens du *Popolo d'Italia* et des futuristes, fut l'occasion de rappeler publiquement le dépassement du Pacte de Londres avec le renoncement à la Dalmatie, laissant place à la ferme demande d'annexion de Fiume, l'« italianissime²⁸ ».

Au-delà des intérêts supérieurs de la politique étrangère, Bissolati semblait également être inspiré par la volonté d'accréditer cette nouvelle classe dirigeante d'inspiration républicaine, combattante, syndicaliste et réformiste issue des ruines de la guerre, et dont il souligna le caractère régénérateur²⁹. Un des meilleurs représentants de la possible nouvelle classe dirigeante, déjà en action, aurait pu et aurait dû être sans aucun doute De Ambris, sur le papier apte à unifier et renforcer l'alliance avec les réformistes et les républicains, grâce notamment à un certain charisme ainsi qu'une autorité et une notoriété ne lui faisant pas défaut.

Le programme de politique intérieure de la nouvelle période qui s'ouvrait avec le discours de Bissolati restait encore indéfini et privé d'une ligne antidynastique claire et déterminée ; il était également miné par le faible enracinement dans les classes populaires et par les difficultés à maintenir l'hégémonie dans les milieux d'anciens combattants. L'idée d'un parti révolutionnaire des producteurs qui représenterait la synthèse dans laquelle se réaliserait l'unité des forces syndicales, réformistes et républicaines, souffrait aussi d'un décalage institutionnel. Le « mouvement » de l'après-guerre était marqué d'une certaine fragilité, celle d'être sous l'égide de représentants gouvernementaux – Bissolati, Canepa, Comandini, Ivanoe Bonomi – alors que la voie pour regagner le soutien et la participation des masses, qu'elles soient productrices ou ex-combattantes, était longue et difficile et exigeait la plus grande autonomie possible. En outre, comme certains dirigeants le signalaient, les frontières du nouveau regroupement n'étaient pas encore claires, ce dernier s'ouvrait également aux nationalistes

28. Il fallait éviter de revendiquer la Dalmatie pour « la joie de serrer contre son cœur l'italianissime Fiume à laquelle l'Acte de Londres renonçait », in BISSOLATI L., *La lega delle Nazioni e la politica italiana*, Rome, 1919, p. 24 ; COLAPIETRA R., *op. cit.*, p. 272 sq.

29. Partie du discours de Leonida Bissolati au Teatro della Scala de Milano le 11 janvier 1919, *ibid.*, p. 7-8.

qui parmi les anciens combattants et la bourgeoisie la plus active avaient une influence non négligeable³⁰.

Malgré les invitations, De Ambris montra peu d'intérêt pour les nécessaires processus d'organisation, au contraire, il déplaça le centre de son action à Rome au sein du Faisceau parlementaire, une sorte de Parlement fantôme qui rassemblait députés et sénateurs des différents courants interventionnistes, né durant la période des séances secrètes de 1917 et formalisé en décembre de la même année avec deux réunions dans les locaux de la revue *Vita Italiana* de Preziosi. De Ambris, dans les rares réunions auxquelles il a participé, se distingua plus par la violence de ses interventions et pour son hostilité affichée et menaçante à l'égard de Giolitti, que par le caractère incisif de sa politique. La proposition de constituer une Ligue universelle pour la Société des Nations circulant dans les milieux démocratiques, sur le modèle des expériences similaires dans d'autres pays démocratiques n'arrivait pas à le convaincre particulièrement.

Si la Révolution russe s'était imposée à l'attention du mouvement ouvrier international, devenant le phare et le point de référence de millions de travailleurs lassés par le conflit et fascinés par le mythe de l'expérimentation pratique de la révolution sociale, De Ambris et ses compagnons, plus proches du monde des anciens combattants, adversaires déclarés du léninisme, prévoient déjà la faible capacité mobilisatrice de la proposition de Woodrow Wilson de créer une organisation supranationale pour régler les problèmes de chaque pays. Une tentative d'organisation existait pourtant, à laquelle même De Ambris participa ; Paolo Meschia, camarade du syndicalisme révolutionnaire et compagnon de tranchée désormais dirigeant, avec le républicain Cipriano Facchinetti, du Comitato D'Azione per i Mutilati, Invalidi e Feriti di guerra, établissait une continuité entre Mazzini, Cattaneo et Garibaldi avec la pensée de Wilson, arrivant à proposer une Ligue universelle pour la Société des Nations, un bureau de propagande spécialement créé pour valoriser les idées universalistes³¹. La commission de propagande à peine née, avait la charge de contacter les associations sœurs des États-Unis, de l'Angleterre et de la France, et devait avoir pour mission de créer un mouvement de masse, guidé par le Faisceau parlementaire pour faire

30. Symbole de cette tendance, la lettre de Livio Ciardi : « Le "Parti Révolutionnaire" a disparu. Bianchi, Michelino entendons-nous, est un bon fils, mais tout autant brouillon. Moi, Mantica e Zuccarini devons-nous nous chamailler avec lui pour le faire renoncer à l'invitation à notre conférence des organisations, des Della Valle, imagines-toi quelle conséquence cela aurait eu ! Le pauvre "Parti révolutionnaire", à la réunion de laquelle participa également Paolini, il nous le présenta tellement mal qu'il le ferait renvoyer même par un "peau-rouge". Imagines-toi que ce dernier devait contenir aussi les réformistes et les républicains, puis, tous ensemble aller à Londres et fonder l'Internationale socialiste. Un parti de ce genre moi je le croyais et je le crois utile, mais plutôt que de naître sous une mauvaise étoile, il vaut mieux qu'il soit avorté. » Livio Ciardi à Alceste De Ambris, s. d., in Archives Guastoni-De Ambris. Guido Della Valle, professeur de pédagogie et de philosophie, volontaire de guerre, était parmi les fondateurs de la section de Messine de l'Association nationale des combattants, sur des positions expressément nationalistes.

31. Capitano MESCHIA P., « La Società della Nazioni », *L'Internazionale*, 10 octobre 1918.

pression sur le gouvernement, qui comme tous les autres « seront toujours réticents à mettre en pratique ce grand concept de la Société des Nations ». De Ambris avait formellement accepté de participer à la construction de ce projet, mais dans la pratique son comportement turbulent dans le Faisceau parlementaire et son absence aux réunions qui suivirent, témoignaient du caractère peu fédérateur du projet. Pour avoir prise sur les masses, il fallait leur indiquer un objectif bien plus clair et immédiat, susceptible de surpasser le concept même de mythe comme instrument technique du mouvement révolutionnaire, pour devenir une action consciente, épique, se présentant comme le prolongement de la guerre³².

La mission italienne du travail

Les États-Unis « du monde » pouvaient difficilement symboliser le cadre d'une Fédération universelle des peuples, à moins que la Société des Nations ne devienne explicitement le moteur d'un nouvel internationalisme à la fois antimarxiste et anti-ploutocratique. Certaines rencontres avec les représentants syndicaux américains auraient pu légitimer l'idée d'un lien ouvrier entre les deux rives de l'Atlantique et jeter les bases d'un accord de type travailliste sur la politique étrangère et sur les questions syndicales internationales. Dans les derniers mois de 1918, avant que la guerre soit terminée, le syndicaliste De Ambris commença à planifier un voyage aux États-Unis, qui, comme nous le verrons, aura des effets essentiellement négatifs sur les objectifs qu'il s'était fixés.

De Ambris arriva aux États-Unis le 27 novembre 1918 avec le paquebot « Espagne », moins d'un mois après la signature de l'armistice. L'idée de la mission était née à la suite de la visite des représentants du syndicalisme américain de l'American Federation of Labor (AFL), qui dans les mois suivants l'entrée en guerre des États-Unis avaient sillonné l'Italie et participé à des réunions, des célébrations et des démonstrations de fraternité italo-américaine. Mais des polémiques ultérieures à cette visite avaient surgi, corollaires des prises de positions et des nombreuses accusations, reproches et propagande contre le socialisme et le syndicalisme défaitiste. Quand les interventionnistes avaient accueilli à Rome la mission syndicale américaine³³, conduite par son chef incontesté, Samuel Gompers, la confédération générale du travail (CGdL) de D'Aragona avait polémique avec

32. « Maître dans cet art était Filippo Corridoni, que tous avaient écouté à la veille de la guerre. Celui-ci a sanctifié avec son sang sur le Carso sa propre idée. Celui-ci savait entraîner les masses parce qu'il indiquait le but dans un mythe. C'était la colonne de feu qui devant les juifs qui traversaient le désert les soutenait dans les heures difficiles. Or, comme il l'a fait, ainsi nous devons le faire aussi, nous devons exposer aux masses ce grand idéal. Je ne crois pas qu'il puisse simplement être un mythe », *ibid.*

33. En réalité, celle-ci ne fut pas la première mission syndicale américaine; à la fin août 1918, une délégation guidée par le socialiste A. M. Simons, avait déjà visité l'Italie avec une manifestation à Parme; « Solenne Manifestazione in onore della missione Socialista Americana », *L'Internazionale*,

la délégation après le discours clairement antiallemand et antibolchévique de l'Augusteo³⁴. Le discours du leader américain avait accueilli les thèmes de la propagande contre le parti socialiste et contre la CGdL, comme la subordination présumée du parti socialiste au socialisme allemand, désormais « moribond », et au bolchévisme envahissant et comme la soumission de la CGdL au parti socialiste, rappelant une fois encore la rhétorique de la régénération guerrière : « une nouvelle jeunesse viendra de cette guerre pour chaque peuple et un nouveau printemps viendra pour tous, sanctifier les sacrifices accomplis³⁵ ».

Le sous-secrétaire à la presse, Romeo Gallenga Stuart³⁶, avait fait siennes les sollicitations de Gompers et de De Ambris d'envoyer, aux frais du gouvernement, une mission ouvrière aux États-Unis répondant ainsi à la visite du secrétaire de l'AFL. Le coût du voyage, qui, comme le révélera la Commission parlementaire pour les dépenses de guerre³⁷, s'élevait à plus de cent mille liras, ne manqua pas de susciter d'après polémiques de la part des socialistes officiels et des confédéraux qui virent dans la mission non seulement l'énième démonstration de la soumission de De Ambris aux intérêts gouvernementaux, mais aussi une interférence illégitime dans les équilibres syndicaux internationaux.

Le choix de partir pour les États-Unis fut aussi ouvertement critiqué par les camarades de l'Unione socialista et de l'Unione per il lavoro (UIL). Paolo Mantica, déjà avant le départ, exprima de sérieux doutes sur l'opportunité du voyage dans une lettre qui décrit comment le corps militant a dénoncé le manque de cohérence de De Ambris. Pour se présenter sous les meilleurs auspices, le mouvement devait mettre en œuvre « une action désintéressée et de grande moralité³⁸ ».

Selon De Ambris, le voyage présentait quand même plus d'avantages que d'inconvénients. Poussé par le désir de sceller l'alliance entre le syndicalisme interventionniste et la puissante fédération américaine, il entendait porter à l'attention de l'opinion publique d'outre-Atlantique, en particulier de

24 août 1918 ; « La Missione Socialista Americana in Italia », *Il Rinnovamento*, 4 avril 1918, p. 97-101.

34. Sur la manifestation à l'Augusteo, qui avant le renvoi causé par l'intervention modératrice de Bissolati devait se conclure en cortège jusqu'à la maison de Giolitti, la note de l'Ufficio Centrale d'Investigazione, 8 octobre 1918, in Acs, Mininter., Ps, Cat. A5G, b. 119.

35. « Samuel Gompers fustiga a Milano il Partito Socialista e la Confederazione del Lavoro », *L'Internazionale*, 19 octobre 1918.

36. Sur l'action de Gallenga, Tosi L., « Romeo A. Gallenga Stuart e la propaganda di guerra all'estero (1917-1918) », *Storia Contemporanea*, n° 3, 1971, p. 519-542.

37. *Relazioni della Commissione parlamentare d'inchiesta per spese di guerra. 6 febbraio 1923. Volume primo*, Rome, 1923, p. 68-69. La somme comprenait aussi les 92 per diem de cent liras versées aux huit membres de la mission du 31 octobre 1918 au 30 janvier 1919 et le remboursement complet des frais de bouche, de logement et de transport. De Ambris avait également individuellement reçu 10 000 liras, officiellement pour les frais de représentation ; la réponse écrite à l'interrogation du député socialiste Cesare Alessandri, in *Atti parlamentari, Legislatura XXV*, tornata du 4 février 1920.

38. Paolo Mantica à Alceste De Ambris, Rome, 13 octobre 1918, in Archives Guastoni-De Ambris.

la communauté italo-américaine, les thèmes purement syndicaux, comme l'organisation de l'émigration. La question, déjà centrale avant et durant la guerre, des négociations et des accords entre le mouvement ouvrier italien et français, avait déjà pris une importance particulière à l'issue la proposition avancée au Congrès par cette même fédération américaine d'interdire l'immigration pour cinq ans afin de ne pas abaisser les salaires³⁹.

L'activité syndicale était rendue difficile encore en raison d'une taxe d'adhésion à l'AFL, pas toujours à la portée de la bourse des nouveaux arrivants, ce qui créait une hiérarchie entre les ouvriers privilégiés, en général Américains et spécialisés, et les travailleurs étrangers, en particulier ceux issus des pays latins. La solution proposée par De Ambris et ses compagnons rappelait les accords de réciprocité syndicale avec la Cgt française, elle prévoyait la suppression de la cotisation pesant sur les adhérents de l'UIL en échange de la promesse de discipliner ses propres ouvriers organisés⁴⁰.

Cet accord bilatéral aurait renforcé le soutien à la Conférence de la paix des fameuses clauses de protection du travail au niveau international, déjà établies dans les précédents congrès ouvriers internationaux. Nous avons vu que durant la guerre, la tentative hypothétique de construire une internationale ouvrière démocratique avait comme ambition la proposition de Gompers et de son syndicat de convoquer une rencontre internationale des organisations ouvrières des pays alliés qui aurait coïncidé avec la première Conférence de la paix et dans laquelle le nouveau rôle dirigeant du syndicat ouvrier aurait sa place en tant que médiateur des intérêts de classe et comme facteur de participation au processus de nationalisation démocratique des masses.

Soucieux de souligner la relation entre croissance du mouvement syndical démocratique international et résultats positifs de la guerre, les membres de la délégation italienne, c'est-à-dire Alceste et Amilcare De Ambris, Carlo Bazzi, Ettore Cuzzani, Adelmo Pedrini, Vico Fiaschi, Romolo Sabbatini et Silvano Fasulo, arpentaient l'Amérique vêtus d'impeccables tenues militaires où se distinguait l'uniforme de sergent des Arditi de Pedrini, à l'exception de Sabbatini en tenue civile, typographe du *Il Messaggero* et dirigeant de la Chambre du Travail de Rome, plus connu et moqué pour la rondeur de son physique que pour ses prouesses sur le champ de bataille⁴¹. La rhétorique de la délégation était focalisée sur le sacrifice commun et le martyr des combattants ainsi que sur la perspective internationale commune tracée par les quatorze points de Wilson.

39. SARTI C. G., « Che dice R. Sabbatini tornando dall'America », *Le Messaggero*, 14 février 1919. La délégation fut reçue également par les gouverneurs du Massachusetts et de la Louisiane.

40. Volontone, *L'opera della Mission Laburista italiana*, 1^{er} janvier, 1919, in Archives Guastoni-De Ambris.

41. « La Banda Quattropalle, Sabbatini & C. opera protetta dalla polizia e dalla malavita », *Avanti!*, 8 février 1919. Quattropalle était Alceste De Ambris, appelé ainsi pour les verres épais de ses lunettes.

En dépit de quelques malentendus avec le Département d'État américain au moment du débarquement⁴², la mission fut accueillie par un comité composé, entre autres, de Gompers, du député Fiorello La Guardia, à l'époque député de New York, défenseurs parmi les plus convaincus des revendications italiennes⁴³, ainsi que de personnalités importantes de la communauté italienne newyorkaise. Demeurée quelques jours dans la métropole américaine, la délégation s'était ensuite déplacée dans d'autres villes où elle avait rencontré un succès mitigé et des salles souvent à moitié vides⁴⁴. Dans d'autres occasions, comme à Boston où elle s'était rendue depuis New York, accompagnée par Domenico D'Alessandro, puissant chef de la « Hod Carriers and Building and Commons Laborers Union » et par Vittorio Orlandini de l'Italian Bureau, elle avait suscité plus d'intérêt et fait l'objet d'une exposition médiatique plus importante⁴⁵. Les résultats positifs du voyage étaient cependant contrebalancés par les polémiques arrivées d'Italie⁴⁶. La dialectique pure et dure dégénéra en affrontements lors de la visite à Chicago du 18 décembre où la grande cité ouvrière, en plus d'être le siège d'une des plus nombreuses et influentes communautés italo-américaines, était aussi le berceau du mouvement ouvrier américain, avec la présence conjointe de divers syndicats importants liés à l'AFL et de la centrale syndicale rivale la plus importante, la libertaire et révolutionnaire International Workers of the World (IWW).

Aux tracts qui invitaient la communauté italienne et syndicale à la Hod Carriers, l'IWW répondait en appelant à s'y rendre pour siffler et contester la réunion de De Ambris accusé de faire le jeu de Gompers, tenu à son tour responsable des nombreuses arrestations qui avaient décimé les rangs des militants du syndicat révolutionnaire et chef de « ceux qui avaient substitué le mouvement américain aux pieds du capitalisme sanguinaire⁴⁷ » ! Comme souvent dans ces cas-là, les versions divergent : la première, violente contestation de la délégation qui s'est conclue par la blessure du jeune syndicaliste de l'IWW, Ugo Baldi, attaqué par la communauté italo-américaine de Chicago qui protégeait De Ambris, lequel condamna sans trop de conviction l'épisode⁴⁸. Le syndicaliste se rangea plutôt du côté des manifestants et

42. Comme en témoignera l'agent consulaire Franco Raineri, De Ambris était perçu par les autorités fédérales américaines comme « indésirable » à cause de sa réputation de subversif et fut bloqué sur le navire pendant plusieurs heures, Acs, *Pcm, Guerra europea*, b. 189, *Commissione parlamentare d'inchiesta per le spese di guerra*, fasc. Relazione generale sur la propaganda all'estero.

43. BERNARDY A. A. et FALORSI V., *La questione adriatica vista d'oltre atlantico (1917-1919)*, Bologne, 1923, p. 194.

44. « Perche il fascio lo si sappia qui ed in Italia », *L'operaio*, 7 décembre 1918.

45. « Great Italian Labor Mission arrived today in Boston », *The Boston Globe*, 5 décembre 1918.

46. « Comment peut-on concilier Gompers et De Ambris ? Il fallait vraiment la guerre pour accomplir ce miracle », Lettre d'Angiolina Algeri à Edmondo Rossoni maintenant in CORDOVA F., *Le origine dei sindacati fascisti*, Laterza, 1974, p. 73.

47. Tract signé par « I sindacalisti di Chicago », *I lavoratori coscienti alla mission italiana*, in Archives Guastoni-De Ambris.

48. Volantone, *L'opera della Mission Laburista italiana*, op. cit.

se défendit des accusations de Faggi qui dénonçait l'intervention du racket mafieux de Chicago pour protéger la mission, et condamna à son tour « cette espèce d'exploitation, cette spéculation injuste et anti-italienne qui est relayée un peu par tous, avec le gonflement et l'amplification de cette question », c'est-à-dire, précisément, celle de la mafia italienne⁴⁹.

Les contestations violentes, qui se répétèrent également à Buffalo, furent toutefois contrebalancées par des accueils bien plus cordiaux. San Francisco fut le lieu de la dernière manifestation d'amitié entre le syndicalisme national et la communauté italienne des États-Unis, avec un riche banquet offert au restaurant « Gianduja » (*sic*) par un comité de réception⁵⁰ et par le franc-maçon Ettore Patrizi, ex-journaliste du *Il Secolo*, copropriétaire et directeur du périodique *L'Italia*, organisateur de spectacles d'opéra et représentant majeur de la bourgeoisie progressiste émigrée⁵¹. La table des invités était surmontée d'une banderole significative mentionnant : « Vive la libre pensée » qui rappelait un slogan de tradition plus progressiste que socialiste et encore moins syndicaliste, même si ce slogan « par le passé avait été considéré comme un délit, il constituait désormais une manifestation libre et élémentaire de la communauté prolétaire⁵² ». À San Francisco la discussion aborda plusieurs fois le problème adriatique et les rapports entre l'Italie et la Yougoslavie. Fidèle aux positions de Bissolati, la délégation rappelait sa confiance dans la Société des Nations naissante et la nécessité de ne pas baser les négociations sur de simples considérations territoriales mais également sur la question morale et idéologique du respect des nationalités. La question des frontières retient particulièrement l'attention et les questions furent nombreuses : quand Cuzzani, par exemple, au nom du sacrifice de Corridoni, considérait la reconquête des « terres séculairement italiennes⁵³ » de Trente, Trieste et l'Istrie comme une des finalités de la guerre révolutionnaire, De Ambris dénonçait le danger de l'impérialisme yougoslave⁵⁴.

L'opuscule *Italy and Jugo – Slavia*, publié pour le compte de l'Italian Chamber of Commerce à l'occasion de la mission, précisait la pensée

49. *Ibid.*

50. Formé par les représentants de la Società Operaia, de la Società Mutua Beneficenza, de la Standard Mutual Service Society, de la Figli d'Italia, de la Garibaldina, de la Jefferson Lodge, du Comitato di Soccorso, de la Corte Mazzini et du Carpenters n° 95 ; « il banchetto coloniale alla Missione Italiana del Lavoro », *L'Italia*, 8 janvier 1919.

51. BURANA B., Introduzione a MAURIZI P., *Ettore Patrizi, Ada Negri e la musica*, Morlachi Editore, Perouse, 2007, p. 8. Autour de Patrizi se développa, au moins sur la west coast, ce processus de cohésion d'associations ethno-nationales commence durant la guerre qui facilitait l'œuvre de pénétration du fascisme dans la communauté italienne aux États-Unis. Sur ce processus de cohésion, SALVETTI P., « Emigrazione e Grande Guerra tra renitenza e impatri », p. 222, in STADERINI A., ZANI L. et MAGNI F., *La grande guerra e il fronte interno. Studi in onore di George Mosse*, Università degli studi di Camerino, Camerino, 1998, p. 207-235.

52. « Il banchetto coloniale alla Missione Italiana del Lavoro », *L'Italia*, 8 janvier 1919.

53. « I benefici che apporterà la guerra alle classe dei lavoratori », *ibid.*

54. « Il comizio della Missione Italiana del Lavoro alla Hod Carrier's Hall », *L'Italia*, 18 décembre 1918.

de De Ambris sur les territoires adriatiques, notamment sur Fiume et la Dalmatie. Le caractère expansionniste des demandes yougoslaves était lié à la « *Balkan conception of nationality* [...] qui fait correspondre l'affirmation de sa propre nationalité avec la suppression et l'absorption violente des autres peuples qui vivent sur le même territoire », opposée à la « mentalité italienne héritière de l'antique sagesse et modération de Rome », caractérisée par « un respect plus scrupuleux des minorités des autres races qui se trouvent en territoire italien⁵⁵ ». L'accusation d'impérialisme italien était donc « *one of the most extraordinary fictions* – une des inventions les plus grandioses - » produite par la guerre et tentait de décrédibiliser les revendications légitimes sur Fiume « *indisputability* » – indiscutablement – italiennes et sur la Dalmatie jusqu'à la ligne de partage dinarique. Le sentiment d'italianité était prouvé par « la volonté du peuple, exprimée par une ardeur constante à travers des siècles de lutte, de souffrance et de martyre, entreprise stoïquement pour revendiquer les droits de leur nationalité italienne⁵⁶ ». Cette volonté était consacrée par le sacrifice des soldats de la Première Guerre mondiale, représenté par l'héroïsme individuel des déserteurs austro-hongrois Nazario Sauro et Francesco Rismondo et qui était encore plus évident quand on le comparait à la soumission des Croates à l'armée austro-hongroise.

Cette rhétorique « patriotarde » était inédite dans la prose de De Ambris, qui pendant la guerre semblait vouloir prendre ses distances avec le mysticisme national et avec l'aspect purement spirituel de la conception mazzinienne, alors que l'insistance sur la prévalence des facteurs moraux et rationnels des intérêts italiens n'était pas nouvelle. Les facteurs qui devaient concourir à trouver une solution étaient géographiques, historiques, culturels et politiques. Avant tout, la composition de la population était déterminante : si du point de vue démographique et géographique aucune discussion n'était possible sur l'italianité de Trieste, – Fiume, l'Istrie et le Frioul oriental – avec Gorizia et Gradisca elle était effectivement plus problématique pour la Dalmatie. Des facteurs historiques et culturels poussaient également à l'affirmation de l'italianité de la Dalmatie, mais c'étaient surtout des considérations d'ordre militaire qui rapprochaient De Ambris des positions des groupes nationalistes et de l'irréductibilisme radical. La revendication des frontières naturelles des Alpes était corroborée par une carte toute significative, dans laquelle les Alpes dinariques étaient la continuation des Alpes Juliennes avec au moins quatre-vingt-dix milles de côte dalmate à attribuer à l'Italie ; la mer Adriatique était comparée au lac Michigan, avec une comparaison géographique efficace auprès du public italo-américain de l'Illinois⁵⁷. L'affirmation des principes de justice internationale et de

55. A. De Ambris, *Italy and Jugo – Slavia* (original en anglais), Chicago, 1919, p. 9-10.

56. *Ibid.*, p. 6.

57. *Ibid.*, p. 16.

fraternité universelle passait au second plan par rapport aux considérations d'ordre territorial, en contradiction avec les déclarations publiques des partisans de Bissolati ou des libéraux-démocrates comme Gaetano Salvemini et Luigi Albertini ; ces revendications militaires et politiques obscurcissaient inévitablement les thématiques syndicales et travaillistes, officiellement à la base du voyage américain. Le retour en Europe sera marqué par la mise au point nécessaire avec les alliés réformistes et républicains et par le tournant définitif de De Ambris vers les secteurs du radicalisme post-interventionniste et post-conflit.

Le dix-neuvième

Le 6 février 1919, le bateau à vapeur « George Washington » ramena la délégation à Brest, où les journalistes présents pour l'interviewer l'informèrent des polémiques italiennes⁵⁸. Le congrès de l'UIL tenu lors des premiers jours de 1909 avait voté un ordre du jour hostile qui condamnait explicitement la mission « pas bien définie et même sans mandat légal des travailleurs qu'ils représentaient », désapprouvant « leur action en opposition ouverte avec la ligne syndicale de l'Unione italiana » et les déclarant « déchus de leur mandat⁵⁹ ». L'hostilité diffuse envers De Ambris et sa dérive avait été utilisée par Rossoni, qui avait présenté au congrès un long rapport moral centré sur la complète autonomie vis-à-vis de la politique étrangère de Sonnino⁶⁰ ».

Le groupe partisan de Bissolati avait même explicitement pris ses distances par rapport à la mission, la ramenant à une initiative personnelle et peu opportune, suivant les considérations de Mantica exposées de façon privée quelques mois plus tôt. Dans une interview donnée à l'organe de l'Usi, De Ambris, défendit la justesse de son action et accusa à son tour les réformistes de soumission au parti socialiste et de manque de courage⁶¹. Le texte de l'interview était accompagné par une note rédactionnelle indicative de la polémique et de la distanciation progressive entre De Ambris et les partisans de Bissolati. Citant les déclarations de ses dirigeants, entre autre celle du secrétaire Attilio Susi⁶², et la lettre de Mantica, le journal réformiste révélait avec tristesse son refus persistant de se mettre au service de ce projet d'alliance entre syndicalistes, réformistes et républicains qui avait représenté

58. Sur les impressions de De Ambris, à peine arrivé à Paris, sur la politique intérieure américaine, même si peu marquantes ou originales, cf. « Interview de Alceste De Ambris », *La France Libre*, 7 février 1919.

59. « Il Congresso dell'Unione Italiana del Lavoro », *L'Internazionale*, 18 janvier 1919. La Chambre du Travail de Parme s'opposa à l'ordre du jour sauvant les « missionnaires » de l'expulsion.

60. Acs, Mininter., Ps, 1919, b. 75, sf, 2^e Congresso dell'Unione Italiana del Lavoro.

61. DULIANI M., « La missione in America. L'opera svolta fra gli emigrati. Le accuse alla missione – I propositi dei suoi componenti al ritorno in Italia (Dichiarazioni di Alceste De Ambris al nostro corrispondente parigino) », *Il Giornale del Popolo*, 17 février 1919.

62. Député réformiste.

un possible débouché politique de l'interventionnisme⁶³. Il s'agissait de constater le caractère peu prudent et égocentrique de De Ambris, qui le rendait peu apte à participer au projet d'une nouvelle force rénovatrice de gauche et qui l'accréditait encore moins comme leader potentiel.

Il est difficile d'expliquer en termes de rationalité politique le tournant au sens sonninien, annexionniste et dalmatophile du De Ambris « américain ». La participation au conflit n'avait pas produit cette prise de distance progressive par rapport à l'horreur comme ce fut le cas pour de nombreux autres officiers ; plutôt, partant du casse-tête ayant pour nom Italie, passant par les chroniques du front, par le culte des camarades tués, par les comités de résistance intérieure, par les associations de mutilés et d'invalides, jusqu'au voyage en Amérique, aussi intimement comparable à une parade triomphale, toute son expérience durant le conflit fut caractérisée par la confirmation des vertus révolutionnaires et rénovatrices de la guerre et par l'exaltation de la formation et de la discipline militaire, toutefois avec des accents définitivement différents de l'impérialisme nationaliste. Et il ne s'agissait plus de la critique de la partialité des conflits économiques, mais de la nécessité de poursuivre cette exceptionnelle ascèse guerrière que les perspectives normalisatrices, démobilisatrices et renonciatrices des démocrates italiens et français ne semblaient pas pouvoir garantir. Le dilemme « Wilson ou Lenin », autour duquel l'interventionnisme de Bissolati, Salvemini et Albertini fondait la légitimité de sa politique, avait peu convaincu ces secteurs du radicalisme post-interventionniste qui n'acceptaient ni une paix négociée ni les compromis⁶⁴. La fracture s'est ouverte après la contestation de Bissolati et avait mis en évidence l'intolérance des avant-gardes politiques (arditi, futuristes, nationalistes, etc.) et de la masse des anciens combattants pour des solutions de pacification internationale et avait également convaincu plusieurs des militants de l'Unione socialista à prendre leur distance avec l'ancien leader⁶⁵.

La possibilité de recommencer, pratiquement à zéro, une intervention syndicale lourde et peu efficace vis-à-vis de la masse ouvrière n'était pas particulièrement attractive. L'absence « coupable » de cogestion des expérimentations productives, comme les protestations populaires, durant les années de guerre avait influencé fortement l'actuelle extranéité du syndicalisme déambrisien vis-à-vis du climat de mobilisation sociale des classes travailleuses. Certes les perspectives majeures n'étaient pas absentes, caractérisées notamment par la réflexion théorique du nouveau rôle du syndicat dans l'organisation globale de l'État et de la production, mais il manquait un débouché opérationnel crédible. Cette faiblesse était la cause, non négligeable, du choix de miser – sur le plan politique – sur le problème institu-

63. *Ibid.*

64. DE FELICE R., *Mussolini il Rivoluzionario*, op. cit., p. 443 sq.

65. *Ibid.*, p. 481-482.

tionnel – et du point de vue militant – sur le monde des anciens combattants pour se retailler un espace de visibilité dans le nouveau et confus panorama national et international, caractérisé par ce processus irréversible d’industrialisation et de politisation des masses qui semblait prendre au dépourvu l’organisation souvent héroïque et volontariste du syndicalisme révolutionnaire⁶⁶.

Revenu des États-Unis, la première action pour relancer sa propre « étoile » fut un retour « improvisé » et semi-clandestin justement à Parme, accueilli par « le peu d’amis qui avaient eu la nouvelle de son arrivée⁶⁷ ». Une visite sans bruit qui confirmait le peu de marge de manœuvre et l’hostilité qui l’entourait. Le déjeuner avait été l’occasion d’échanger des idées et des propositions pour réorienter l’activité militante de la Chambre du Travail, qui malgré toutes les polémiques n’avait jamais cessé de se ranger derrière lui, en particulier au Congrès de l’UIL de janvier. La semaine suivante fut convoquée l’assemblée de l’Unione Socialista de Parme, qui réunissait la Chambre du Travail, les groupes mazziniens et les républicains qui après avoir entendu le compte rendu du voyage en Amérique, repoussait la démission de De Ambris et le reconduisait à la tête de l’alliance politique de la ville. Comme première mesure, il fit nommer son frère Amilcare, secrétaire de la Chambre, soulignant ainsi la pleine continuité avec l’activité syndicale traditionnelle et la fidélité immuable à l’ancienne direction.

L’activité syndicale de la Chambre du Travail de Parme était en voie de redéfinition en cohérence avec les prises de positions récentes de De Ambris et Masotti. La participation de la Chambre du Travail fit grand bruit, à cause de l’invitation officielle de l’Association Agraire de Parme – l’ennemi historique des syndicalistes révolutionnaires avant, pendant et après la grève générale de 1908 – à une conférence le 15 mars 1919, du professeur d’agronomie Antonio Bizzozero⁶⁸. Durant son intervention Bizzozero présenta un programme vaste et élaboré, destiné à intensifier et à développer la production agricole ainsi qu’à donner à l’agriculture une forme et un contenu industriel. Au centre de cet exposé il y avait donc la problématique de l’augmentation des capacités techniques et de la rentabilité du travailleur et la « nécessité de donner à l’ouvrier de la terre une formation professionnelle, qui pourrait être transmise via la mise en place d’écoles expérimentales et professionnelles, lesquelles à partir des théories abstraites et des règles générales, le conduisent sur le terrain de la pratique qui demeure encore le

66. L’inadéquation du mouvement syndical au nouveau contexte de masse, selon certains observateurs et participants comme Gino Baldesi, se rencontrait aussi dans le syndicalisme confédéré, à cause de l’ingérence du maximalisme politique. BALDESI G.. *Di tante briciole fare un ostia sola*, Florence, 1922.

67. « Alceste De Ambris a Parma », *L’Internazionale*, 22 mars 1919.

68. Sur Bizzozero, SERENI U., *Il movimento cooperativo a Parma tra riformismo e sindacalismo*, op. cit., p. 237-240.

meilleur maître⁶⁹ ». La conférence avait eu une importance politique particulière en faisant s'affronter sur les mêmes thèmes et les mêmes objectifs les représentations patronales et celles des travailleurs, dans une réalité comme celle de Parme qui, durant les années précédant le conflit, avait représenté un des foyers de la lutte des classes. Giuseppe Maia, toujours dirigeant de premier plan de la Chambre du Travail, poussait encore plus loin la réflexion, en soulignant la continuité entre la grève de 1908 et la guerre, événements déterminant la nouvelle conception de la fonction sociale de la propriété de la part de la classe patronale⁷⁰.

La relecture productiviste de la grève agraire pouvait à première vue sembler purement opportuniste, rappelant les tons apocalyptiques de l'affrontement de classe de dix ans en arrière, mais elle était la fille sincère du dépassement, désormais évident, de la problématique anticapitaliste dans l'optique d'augmentation globale de la richesse de la terre et de la distribution de celle-ci aux associations des anciens combattants. De plus, c'était le développement cohérent de cette interprétation du syndicalisme libéral qui voyait l'autonomie des milieux productifs, comme un ajustement réciproque d'organisations patronales et de travailleurs à la lutte des classes. De Ambris lui-même, revenu de Parme peu de jours après la conférence, n'avait pas désavoué cette espèce de « pacte » pour l'augmentation de la production agricole, il avait même poussé la nouvelle Chambre du Travail, dirigée par Amilcare, à conclure en peu de temps à partir de cette date, différents accords comprenant plusieurs contreparties, l'augmentation généralisée des salaires, les huit heures et le samedi anglais, conquêtes considérées comme une preuve de la validité de la nouvelle orientation syndicale. L'esprit conciliant ne signifiait pas, selon De Ambris, la subordination aux intérêts patronaux, mais il démontrait l'élévation de la classe ouvrière – et de ses dirigeants – finalement prêts à soutenir l'organisation et la rationalisation du travail et la distribution équitable des profits⁷¹. Il y avait le désir d'une génération entière de syndicalistes, en particulier des intervention-

69. MAIA G., « Le classi sociali di fronte al problema della produzione (A proposito di una riunione cittadina) », *L'Internazionale*, 15 mars 1919. Maia donnait paradoxalement raison a posteriori à Giuseppe Faraboli, l'ex leader réformiste à la tête de la Chambre du Travail de Borgo S. Donnino, qui critiqua la grève générale agraire de 1908 : « Je me suis opposé à De Ambris, qui faisait la propagande de la grève générale à plusieurs reprises, parce que je comprenais qu'on voulait renforcer l'organisation agraire et industrielle : favoriser un syndicalisme d'un autre genre, naissant par réaction. Il me paraissait que la méthode de De Ambris préparait l'étranglement des mouvements d'intérêt économique », cité in NICOLAI R., *op. cit.*, p. 86.

70. *Ibid.*

71. Ce n'est pas un hasard si à la fin de l'année 1919, les agrariens parmesans semblèrent ne pas vouloir respecter les délais et les modalités des accords. De Ambris n'hésitera pas à écrire une lettre enflammée à l'Association patronale leur donnant une espèce d'ultimatum avant de commencer une nouvelle saison de batailles prolétaires. « Mentre la lotta elettorale volge alla conclusione si prospetta la possibilità di una grandiosa lotta agraria. Una fiera lettera della Camera del Lavoro all'Associazione Agraria », *L'Internazionale*, 15 novembre 1919. Masotti, également pour des raisons personnelles et professionnelles, semblait pourtant plus apte à favoriser les intérêts directs des Agrariens.

nistes, de pouvoir s'asseoir à la table de négociation avec les techniciens et les « patrons » avec cette autorité gagnée sur les champs de bataille.

À partir de son leadership reconfirmé par les militants de Parme, De Ambris se présenta au congrès de l'Unione Italiana del Lavoro (UIL), qui dans les mois précédents, sous la direction de Edmondo Rossoni, avait cherché un équilibre entre la défense intransigeante de l'autonomie de l'organisation et la nouvelle orientation nationale et productiviste, cette dernière soutenue par certains responsables locaux proches de l'école déambrisienne, comme Mario Razzini et Secondo Nosengo, protagonistes de la récente occupation des locaux de l'usine Dalmine. Après une clarification rapide et sans heurts sur le voyage aux États-Unis, le congrès passa à la réorganisation du comité central et à l'élaboration des caractéristiques de la prochaine action syndicale : De Ambris devenait le nouveau secrétaire général, destituant de fait Rossoni, et entraient au secrétariat Razzini et surtout Bazzi, témoignage de l'hégémonie du groupe de Parme. Le rapport moral de Nosengo se concentra principalement sur la nécessité de l'alliance entre les couches productives et les milieux intellectuels, s'ouvrant ainsi aux secteurs avancés des anciens combattants et de la bourgeoisie progressiste. Dans cette optique, reprenant les suggestions avancées par certains spécialistes du monde du travail et durant certaines conférences, parmi lesquelles justement celle de Bizzozero à Parme, il demandait la mise en place immédiate d'« Écoles professionnelles, de cours expérimentaux, de musées du travail, etc. », qui auraient dû émerger aux côtés des usines, pour le perfectionnement individuel et collectif des ouvriers afin de contribuer à une production meilleure et plus importante.

Une affirmation du programme productiviste et pédagogique, bien qu'en l'absence d'une juste représentativité numérique, aurait pu venir sans aucun doute de l'entrée des délégués de l'UIL dans le Comité permanent du travail, organisme gouvernemental ayant pour mission de prendre en charge le problème particulier de l'après-guerre⁷². Du reste, dans tous les pays qui s'étaient engagés dans le conflit, le syndicat y assumait un rôle fondamental dans les mécanismes formels et institutionnels du système capitaliste, également pour y assurer le contrôle et l'encadrement de la conflictualité ouvrière⁷³. De Ambris avait accepté l'idée d'une structure intermédiaire entre l'organisation directe des travailleurs et la sphère formelle et juridique des institutions politiques et croyait dans la possibilité d'obtenir une charge importante comme récompense de l'appui politique à la mobilisation industrielle, au voyage philo-gouvernemental aux États-Unis, aux contacts

72. Sur l'adhésion de la CGdL à la « commissionissima », ANTONIOLI M. et BEZZA B. (dir.), *La Fiom dalle origini al fascismo, 1901-1920*, Laterza, Bari, 1978, p. 455 sq.

73. PEPE A., BIANCHI O. et NIEGLIE P., *La CGdL e lo stato autoritario*, op. cit., p. 26; pour une approche comparative au niveau européen, PIRO F. et POMBENI P. O. (dir.), *Movimento operaio e società industriale in Europa 1870-1970*, Marsilio, Venise, 1971.

dans les milieux francs-maçons et aux preuves de responsabilité démontrées dans les diverses manifestations ouvrières durant les premiers mois de 1919. Pourtant, le sous-secrétaire d'État à l'Industrie, au Commerce et au Travail refusait la demande⁷⁴, pour ne pas troubler les relations avec les socialistes et les confédérés, qui bien sûr pouvaient mettre « sur la table » une force réelle bien plus significative. Après la perte de cette opportunité de débouché gouvernemental, les tons de la polémique antisocialiste se firent plus enflammés et accélèrent la décision, de la part de De Ambris, de miser sur la subversion fasciste et d'attaquer cette connivence présumée entre institutions étatiques, organisation confédérale et mouvement socialiste sur laquelle il faisait porter le poids de la responsabilité de sa marginalisation.

Fascistes et arditi⁷⁵

Une autre raison de frictions entre De Ambris et la direction réformiste, en particulier les parlementaires de l'Unione Socialista Italiana fut justement l'attitude à adopter vis-à-vis du groupe parlementaire et du reste du Parti socialiste. La distance des positions entre le possibilisme réformiste et l'intransigeance de De Ambris était vouée à s'élargir avec l'approche des élections politiques de novembre 1919. De Ambris expliquait le possible rapprochement entre les deux courants socialistes, soutenus par les anciens journaux amis *Il Messaggero* et *Il Secolo*, dans l'optique de « l'immonde et sale » politique électoraliste, rappelant la participation de Turati le 17 février à une manifestation avec des pancartes célébrant Lénine, les déserteurs, la révolution bolchévique, « approuvant ce déploiement de force qui avait comme seule caractéristique l'anti-italianité ». Malgré le fait que l'ensemble des interventionnistes démocratiques ne fussent pas du type « Gloire à l'Éternel! – Députés tremblant de peur de perdre leur circonscription ou candidats frénétiques, plein de convoitise pour la petite médaille, et pour avoir le devoir de participer à la foire aux saloperies qui s'ouvre en vue des élections » – prêts à faire une campagne électorale avec « ceux que vous-même dénonciez encore hier comme les assassins de la Nation en guerre », De Ambris soulignait la fascination qui même chez les intellectuels indépendants, exerçait la possible fusion des deux composantes réformistes socialistes, se référant en particulier à *L'Unità* de Salvemini, qui mettait « dans le même sac Bissolati et Turati afin de pouvoir affirmer qu'il n'est pas écrit que les deux courants de la démocratie italienne qui se sont repoussés à cause de la guerre, ne puissent ou ne doivent plus se rencontrer après la guerre⁷⁶ ».

74. Le sous-secrétaire d'État à l'industrie, au commerce et au travail (signature ill.) à Alceste De Ambris, 28 juin 1919, in Archives Guastoni-De Ambris.

75. Fantassins d'élite spécialement entraînés pour des missions dangereuses.

76. DE AMBRIS Alceste, « La fiera delle sudicerie », *L'Internazionale*, 22 mars 1919.

La publication de l'article, consacrait de fait la rupture définitive entre De Ambris et la direction de l'interventionnisme démocratique⁷⁷. Le congrès de l'UIL de mars 1919, déjà cité, avait délibéré sur la menace d'une grève générale que brandissait le Parti Socialiste et avait dénoncé le caractère politique et antinational de l'initiative, invitant les adhérents à se tenir prêts à orienter d'éventuelles accélérations insurrectionnelles « de façon à exclure le sauvetage d'un régime désormais condamné par ses propres erreurs comme l'exploitation des forces populaires et par la démagogie pseudo-révolutionnaire⁷⁸ ». Le jeune syndicat avait institué un Comité d'action *ad hoc*, rappelant un modèle organisationnel déjà expérimenté durant les premiers mois de l'interventionnisme et le projetant dans la situation nouvelle et dominée par les suggestions bolchéviques et par les convulsions de l'après-guerre, admettant même parfois la possibilité de l'alliance tactique avec les « voyous de la bourgeoisie⁷⁹ » de Milan.

Le rapprochement avec Mussolini fut, encore une fois, plus une conséquence du désir de revanche envers les milieux gouvernementaux et la nécessité de combattre la propagande et l'agitation des socialistes et des bolchéviques que le fruit de l'élaboration d'un programme commun à long terme. L'historiographie a souligné opportunément le caractère progressiste et républicain de la plateforme des Fasci di Combattimento, qui reprenait de nombreux, sinon tous les points portés par les milieux réformistes, républicains et interventionnistes. Les thèmes du développement de la législation sociale, la solution à la question institutionnelle dans un sens républicain, le rôle international de la nouvelle Italie et l'opposition à la monarchie parlementaire ainsi qu'au socialisme maximaliste et bolchévique, mettaient d'accord, sur le papier, pratiquement toute la gauche interventionniste, de l'Associazione dei Mutilati (Association des Mutilés), en passant par la Ligue de la Société des Nations, au parti républicain, aux associations conspiratives, aux syndicats nationaux et à ces militants de l'Unione socialista désormais en rupture avec le groupe parlementaire de Bissolati et Bonomi⁸⁰. Il semble alors que fût surévaluée l'influence directe de De Ambris dans la constitution du programme fasciste; elle se limita, éventuellement, au thème de l'expropriation nécessaire, qui comprenait aussi l'expropriation totale et sans indemnisation des biens de l'Église, à une

77. Même Masotti, avant de quitter *L'Internazionale* pour aller diriger le périodique démo franc-maçon *Il Piccolo*, écrivit un article important qui, au sein de la prospective fédéraliste, républicaine et ouvrière, invitait à la confrontation des tendances bolchéviques et de la tentative de réunification socialiste, MASOTTI Tullio, « Il dovere dell'ora », *L'Internazionale*, 15 mars 1919.

78. « Le deliberazioni dell'Unione It. Del Lavoro, Il C. C. nomina Alceste De Ambris Segretario Generale », *L'Internazionale*, 5 avril 1919.

79. C'est ainsi que *L'Internazionale* avait défini le mouvement mussolinien après la contestation de Bissolati à la Scala, « I mutilati per Bissolati », *L'Internazionale*. Avec la réaffirmation du leadership de De Ambris, les tons critiques envers le fascisme disparurent.

80. Sur l'affrontement interne à l'Usi autour de la question adriatique, COLAPIETRA R., *op. cit.*, p. 277-278.

forte imposition progressive des revenus, de l'héritage et du capital spéculatif, la soi-disant « expropriation partielle ». La mesure qui remettait à jour la vieille conception de l'atteinte au profit du capital⁸¹, était une évolution cohérente des interventions de l'année précédente sur les superprofits de guerre et était le pilier de ce productivisme révolutionnaire qui rassemblait De Ambris, les groupes formés autour de *Il Popolo d'Italia* et le monde post-interventionniste en voie de fragmentation⁸².

L'opposition militante au bolchévisme italien était toutefois la principale raison tactique de l'accord qui se concrétisa durant l'assemblée fondatrice des Fasci di Combattimento du 23 mars 1919 place San Sepolcro⁸³. Comme il aimait le rappeler lui-même à ceux qui lui demandaient quelles étaient les raisons de son adhésion substantielle au mouvement fasciste, non suivie par une inscription formelle⁸⁴, De Ambris répondait qu'il commença à participer aux initiatives des arditi et des fascistes non pas parce qu'il trouvait « en tout et pour tout acceptable l'action de ces derniers », mais parce qu'ils représentaient « avec toutes leurs lacunes [...] l'unique mouvement politique italien qui combattait avec efficacité et énergie l'incapacité étriquée des classes dirigeantes et la démagogie social-neutraliste⁸⁵ ». Le printemps 1919 fut donc caractérisé par la participation directe de De Ambris à divers affrontements et provocations entre fascistes et socialistes. *L'Internazionale* justifia et soutint les fameux incidents du 15 avril⁸⁶, qui culminèrent avec l'assaut de *l'Avanti!*, avec des tons qui démontraient bien la recrudescence de la propagande antisocialiste :

« Le conflit qui a eu lieu mardi dernier à Milan ne s'est pas déroulé entre le peuple et la force publique, mais entre une foule influencée par une propagande empreinte de sectarisme, et une autre foule, composée en majorité

81. DE AMBRIS A., *L'Azione diretta. Pagine di propaganda elementare sindacalista*, Parme, 1908, p. 9.

82. STERNHELL Z., SZNAJDER M. et ASHÉRI M., *op. cit.*, p. 326 sq.

83. Sur le caractère important de la problématique antisocialiste, surtout parmi les arditi, ROCHAT G., *Gli arditi della Grande Guerra, Origine, battaglie, miti*, Feltrinelli, Milan, 1981, p. 119.

84. Il faut tenir compte que l'appartenance organique à une formation partisane aurait été en contradiction avec sa charge de secrétaire général de l'Unione Italiana del Lavoro, apolitique.

85. DE AMBRIS A., « Sempre e più che mai sindacalisti », *L'Internazionale*, 28 juin 1919.

86. Le 13 avril, la grève générale prévue avait été remplacée par une manifestation nationale socialiste avec des interventions dans plusieurs villes. *L'Internazionale* publiait peu de jours avant, un article, *Contro il bolchévismo e per la valorizzazione della vittoria*, au titre qui synthétisait emblématiquement l'attitude à avoir le jour de la manifestation, rappelant la ligne déterminée des carbonari, de l'UIL et des anciens combattants. La contre manifestation du 15 avril fut consacrée dans la mémoire des arditi comme la première action des « flammes noires » en temps de paix; VECCHI F., *Arditismo Civile*, Milan, 1923; *id.*, « La battaglia del 15 aprile 1919 », *L'Ardito d'Italia*, numéro spécial, 19 janvier 1936. MAZZUCATO E., *Da anarchico a sansepolcrista. Anteguerra – La guerra. Gli ariditi dall'armistizio alla Marcia su Roma*, Milan, 1934, p. 88 sq. Les reconstructions historiographiques plus ponctuelles de l'épisode soulignent toutes le comportement de connivence des forces de l'ordre et l'importance, pas seulement symbolique de l'action, sans aucune mention de De Ambris mais citant d'autres protagonistes qui sont surtout Vecchi et Mussolini qui pourtant fut physiquement absent et eut aussi un rôle politique marginal dans l'épisode – DE FELICE R., *Mussolini il rivoluzionario*, *op. cit.*, p. 519-523; CORDOVA F., *Arditi e legionari dannunziano*, Marsilio, Padoue, 1969, p. 24-29.

d'anciens combattants fatigués de subir encore une forme démagogique d'oppression révoltante qui exprimait la rancœur et le mépris pour les sacrifices de ceux supportés durant les longues années de tranchée. Nous savons qu'à Milan – comme dans d'autres villes où semblent prévaloir les forces du socialisme officiel – on a employé les moyens les plus tristes pour rabaisser la victoire que le neutralisme bolchévique est furieux de n'avoir pu empêcher. Nous savons que les plus infâmes attitudes ont été commises contre ceux qui ont le tort d'avoir voulu et d'avoir fait la guerre, jusqu'à tenter de réduire à la faim avec le boycott du travail, ces honnêtes et valeureux militants des luttes ouvrières seulement parce qu'ils sont interventionnistes. Nous savons que, dans les derniers mois spécialement, on a voulu empêcher l'exercice du droit de réunion et de parole à nos camarades qui, à Milan, suivaient les enseignements de Filippo Corridoni. Quelle merveille si cette semence de haine a donné ses fruits et si la violence improvisée d'une heure a répondu à la violence méditée depuis plusieurs mois⁸⁷. »

De Ambris avait par la suite confirmé sa présence sur la place aux côtés des arditi et s'il tenait à se distinguer de certains nationalistes présents, il ne prenait pas ses distances avec les violences⁸⁸. Sa présence fut d'ailleurs décisive également du point de vue militaire, comme le confirme aussi bien le compte rendu de la Questure de Milan⁸⁹, que l'interrogatoire d'Umberto Pasella, syndicaliste révolutionnaire parmi les fondateurs des Fasci di Combattimento milanais, dont il sera très vite secrétaire. Avec Ferruccio Vecchi, De Ambris, incita en fait la contre-manifestation des nationalistes, convoquée par la Ligue antibolchévique – composée du Fascio di Combattimento, de l'Association des Mutilés et Invalides de guerre, de l'Association des Arditi, du Faisceau d'éducation nationale et par de nombreuses autres associations patriotiques – à rompre les cordons des carabinieri pour entrer place du Duomo où fut tenue, en attendant l'arrivée des socialistes, une réunion avec Ettore Candiani, industriel milanais parmi les fondateurs de la Fédération commerciale et industrielle italienne, ainsi que Ferruccio Vecchi. Passella chercha à couvrir ou à atténuer la responsabilité pénale de De Ambris, mais il ne put cacher le rôle charismatique, qu'eut le leader syndicaliste entraînant la petite mais déterminée foule d'étudiants, de fascistes, d'arditi et d'anciens combattants⁹⁰.

La proximité avec les arditi, très différente de celle avec le groupe mussolinien, alla au-delà de l'opposition tactique au gouvernement et au bolchévisme italien, mais recouvrit le caractère héroïque et messianique de la guerre et sa projection dans la société civile. La continuité en temps de

87. « Scioperi... bolscevichi », p. 1, *L'Internazionale*, 19 avril 1919.

88. DE AMBRIS A., « Polemica allegra », *L'Internazionale*, 26 avril 1919.

89. Compte rendu au préfet de Milan, 15 avril 1919, in Acs, Uci, b. 110, f° 3611, Enquête sur les faits de Milan du 15 avril 1919.

90. Compte rendu au préfet de Milan, 15 avril 1919, in Acs, Uci, b. 110, f° 3611, Enquête sur les faits de Milan du 15 avril 1919. Interrogatoire d'Umberto Pasella au commissariat de Milan, 2 mai 1919, in Uci, b. 112, f° 3715.

paix de la pratique méthodique de l'héroïsme guerrier était le terrain sur lequel se retrouvaient les principaux représentants des anciens combattants et du syndicalisme et la raison de la défense à outrance des arditi de la part de De Ambris :

« Les Arditi sont les victimes de la même injustice dont souffrirent, en leur temps, les Garibaldiens. Les gens biens, les lâches préoccupés uniquement par leur propre peau, les égoïstes sordides qui laisseraient sombrer l'univers en morceaux à condition de se sauver soi-même, ne réussissent pas à comprendre pourquoi il existe des hommes qui sont prêts à jeter leur jeunesse sur un bûcher de sacrifice pour un idéal supérieur. L'héroïsme dont ils sont incapables heurte les âmes vulgaires comme un fait contre nature, contre leur nature. Ils considèrent l'héroïsme comme une offense personnelle. Au lieu de se sentir humbles devant ceux qui s'élèvent si haut dans le ciel qu'ils ne peuvent même plus les voir, ils éprouvent la rancœur que ressentirait le crapaud imitant le vol de l'aigle, si les bêtes n'étaient pas bien meilleures que les hommes⁹¹. »

Pour certains jeunes arditi de San Sepolcro, comme Celso Morisi, la violence de rue était « la guerre qui continue, qui s'étend, qui sort des tranchées et se transporte dans les places, dans les rues, la guerre qui amputera avec le sang l'humanité souffrante, qui brisera définitivement les chaînes de la servitude ouvrière⁹² ». L'ennemi n'était plus seulement le bourgeois ou l'exploiteur, pas plus que l'étranger teuton et autocrate, mais le traître intérieur pacifiste, lâche et russophile, « les assassins de la Nation » comme les avait définis De Ambris lui-même. Du reste, justement après l'assaut contre l'*Avanti!* un tract même de la Chambre du Travail de Parme, bien que différent des tons virulents des arditi, légitimait l'action fasciste et la rhétorique de De Ambris :

« Mais ceci ne nous crée pas l'obligation d'approuver la violence – érigée en système – de ceux qui conçoivent la liberté, comme un instrument monopolisateur pour des finalités et des intérêts d'un parti contre tous les autres. Une conception de la liberté ainsi faite est destinée à produire la pire des réactions. Et les faits de Milan en sont la preuve avérée. Le nombre d'ouvriers, amis, qui ont donné à la classe ouvrière pendant des années et des années les meilleurs trésors de leurs propres énergies, et qui, à cause de la violence des socialistes officiels, ont été chassés des usines de Milan et d'autres villes, seulement parce qu'ils eurent le tort d'être favorables et d'avoir fait la guerre, ne se comptent plus. C'est un fait acquis dans la mémoire des socialistes officiels, que celui qui a été favorable à la guerre,

91. DE AMBRIS A., « La mantellina dell'ardito », *L'Ardito*, 11 mai 1919.

92. « Ainsi, nous éradiquerons des consciences ouvrières les derniers résidus de lâcheté : seulement avec la fièvre, avec l'ardeur de la lutte incessante, violente, nous ferons des prolétaires modernes, des combattants, et des arditi de la lutte, qui aux salaires faciles, aux conquêtes commodes, sauront opposer le mépris incessant de la vie, sacrifiée pour la beauté de l'idéal », MORISI C., « Arditismo proletario », *L'Internazionale*, 21 juin 1919.

doit mourir de faim. On peut alors s'étonner que ceux qui ont fait la guerre des tranchés, ayant affronté sacrifices et souffrances, ayant offert pour le bien de tous, leur propre vie, se rebellent face à cette condamnation à mourir de faim décrétée contre eux par ceux qui sont restés, pendant les quatre longues années de la tragédie, dans le calme des bureaux, où on ne risquait rien et où on gagnait des salaires de faveur. [...] L'Italie, quelle qu'elle soit, vous l'avez cimentée avec votre sang, elle est sortie de vos veines, c'est la chair de votre chair. N'essayez pas de la tuer parce que vous vous tuez vous même, dans votre dignité d'hommes libres et de citoyens d'une Nation libre⁹³. »

Ainsi dans un crescendo de propagande antisocialiste et d'affrontements de rue, le 9 juin 1919, le leader syndicaliste, à l'invitation du « florissant » Fascio di Combattimento, accepta de parler de l'expropriation nécessaire dans une réunion, avec Mussolini, à Porta Romana à Milan, « une belle manifestation de force du fascio milanais – dans laquelle se serraient côte à côte les anciens combattants et les vrais révolutionnaires de la vieille garde – aussi parce que le nom de l'orateur (De Ambris), le lieu du rassemblement et les précédents incidents leur avaient assigné un caractère de défi contre les léninistes du Parti d'Union Soviétique (PUS)⁹⁴ ».

De Ambris revendiqua ouvertement le caractère provocateur de l'initiative de Porta Romana en réponse aux remontrances, après la participation à ce rassemblement, de la part de certains de ses compagnons qui y voyaient un fléchissement ultérieur porté au principe de l'apolitisme de l'UIL, en contradiction avec le mandat de secrétaire. En particulier, répondant aux critiques du militant syndicaliste Gino Tenerani, qui se demandait comment on pouvait être proche d'un mouvement comme le mouvement fasciste qui était une « association de bataille », mais qui « pour faire de l'antiparti irait bras dessus bras dessous avec Dieu et avec le diable », De Ambris expliquait avoir accepté l'invitation au rassemblement « organisé principalement pour revendiquer la parole pour tous ceux qui s'honorent de ne pas penser comme la grotesque tribu des zombies qui infeste l'Italie déshonorant le socialisme », justement parce que lui et les fascistes étaient prêts à accueillir les socialistes avec des arguments plus persuasifs que les « habituelles dépréciations verbales larmoyantes et inutiles⁹⁵ ».

De Ambris voulait se présenter comme un des symboles de cette lutte violente contre le socialisme-léniniste. Pourtant sa position vis-à-vis de la

93. Le tract, in Acs, Ps, 1919, b. 72, f. Parme.

94. « Un acclamato discorso di De Ambris a Milano », *L'Internazionale*, 14 juin 1919. Voir aussi « Dinamismo di Milano. Conferenza De Ambris », *L'Ardito*, 15 juin 1919, dans lequel était mis en avant la raison de la présence du public attiré « au-delà du thème suggestif et du talent de l'orateur, par le fait nouveau que la conférence était publique et qu'avec cette dernière les fascistes et les arditi rétablissaient à Milan le droit à la liberté de parole ».

95. DE AMBRIS A., « Sempre e più che mai sindacalisti », *L'Internazionale*, 28 juin 1919. Fuégiens, qui est une forme archaïque pour « figiani », avait en l'espèce la double signification d'étranger et de sauvage.

révolution russe était plus tempérée que celle des autres représentants de la matrice réactionnaire et conservatrice : son aversion, plus que contre l'expérience soviétique dans son ensemble, était dirigée contre certains protagonistes de la scène politique russe ; en effet, il faisait une distinction entre les différents comportements et les responsabilités. Déjà en 1918, farouchement critique envers l'autocrate Lénine, il avait tout de même fait l'éloge de Trotski qui parlait de « discipline révolutionnaire » et avait synthétisé dans la phrase « en ces jours tragiques chaque citoyen et ouvrier doit se faire soldat⁹⁶ », l'exigence de militariser le travail, qualifiée de « mesure héroïque mais inutile », selon les autres dirigeants républicains qui au contraire le combattaient⁹⁷. Si bien que la vision productiviste et militariste du Trotski révolutionnaire avait influencé le syndicaliste, et qu'il avait continué à dénoncer « le terrorisme rouge⁹⁸ » du gouvernement de Lénine « qui personnifiait la réaction la plus éhontée et féroce que l'histoire ait jamais connue⁹⁹ ». Après la rupture avec le wilsonisme et avec l'internationalisme pacifiste et démocratique, les positions de De Ambris et de ses compagnons se firent encore plus indulgentes vis-à-vis du bolchévisme russe, alors que ne faiblissaient pas la critique et l'opposition à la resucée italienne de celui-ci. Le paradoxe mis en avant par Secondo Nosengo, qui entre les ploutocraties occidentales et l'expérience russe invitait timidement et presque ironiquement à hurler « Vive Lénine ! », fut l'occasion pour les partisans de De Ambris de clarifier cette apparente contradiction. Bien que blâmant « le fanatique Lénine, l'asiatique et tyrannique Lénine », on ne pouvait cependant être indifférent au leader bolchévique, mais pas à sa relecture dans le contexte italien, où il devenait le « symbole de tout un courant trouble, boueux et vil, contre lequel il est nécessaire de lutter vigoureusement, pour ne pas être emporté et noyé¹⁰⁰ ».

Malgré les ouvertures à certaines composantes spécifiques et la valeur historique du fait révolutionnaire en Russie, ainsi que l'insistance sur la convergence des intérêts entre mouvement d'anciens combattants et ouvrier dans la pratique l'antibolchévisme demeurait non seulement une problématique indépassée mais aussi une finalité précise de l'action politique. L'article cité *La Rivoluzione e il « Pus »*, fut publié peu de jours avant la grève générale internationale, proclamée par certains partis socialistes européens pour protester contre l'intervention des troupes alliées contre la Russie révolutionnaire. Pour des raisons de discipline internationale l'UIL avait formellement appuyé la grève, tout en lui enlevant son carac-

96. « Leggete! », *L'Internazionale*, 13 avril 1918.

97. ZUCCARINI O., *Pro e contro il bolscevismo*, Rome, 1920, p. 24.

98. « La Commemorazione dei martiri russi », *L'Internazionale*, 17 août 1918. Le rassemblement pro martyrs russes se tint au Théâtre Regio le 5 août 1918, organisé par la Chambre du Travail, par la section de l'Usl et par le parti républicain.

99. DE AMBRIS A., « Contrasti paradossali ed eloquenti », *L'Internazionale*, 17 août 1918.

100. NOSENGO S., « Evviva Lenin? », *L'Internazionale*, 14 juin 1919.

tère philo-bolchévique de solidarité internationale. On avait plutôt souligné la question de la guerre de défense nationale et les responsabilités de la ploutocratie capitaliste occidentale¹⁰¹ et on avait explicitement donné mandat aux sections locales d'organiser des rassemblements séparés. Des évolutions potentielles de la grève générale dans un sens insurrectionnel devaient être canalisées dans un sens plus conforme aux intérêts nationaux, cherchant à empêcher les dérives « tumultueuses¹⁰² ». La faillite de la grève fut fêtée par De Ambris et par son syndicat, qui, une fois débarrassé des liens de la discipline avec la permission de la Cgt française, avait ordonné la reprise du travail, boycottant de fait l'initiative. La faiblesse socialiste et confédérale démontrée le 20 juillet fut perçue comme une preuve de force des groupes syndicalistes, fascistes et arditi et De Ambris en profita pour se donner et donner également à ses compagnons l'auto investiture en tant que rempart de la nation prolétaire et martyr contre les dangers de la révolution bolchévisante¹⁰³.

Bien qu'on n'eût pas besoin d'un « nouveau 15 avril », en référence à l'assaut des arditi à la rédaction de l'*Avanti!* et contre les socialistes, qui, en cette occasion, avaient « eu le caquet rabattu », la prochaine tentative aurait trouvé une réponse encore plus violente : « Et il suffira d'un peloton d'arditi, avec quelques boîtes de poudre insecticide, pour vous mettre en déroute comme des punaises immondes. Vous ne passerez pas¹⁰⁴ ! » La nécessité de rénover, politiser et responsabiliser les forces armées dans le double rôle de gardien des intérêts suprêmes populaires et nationaux, indiqué auparavant par De Ambris, était bien reçue pas seulement parmi les groupes de jeunes arditi et les avant-gardes de l'armée : en effet, certains officiers de haut rang, comme le futur chef de la police Emilio De Bono, reconnaissaient la qualité du projet de De Ambris et après avoir défini comme « magistral » l'article et s'être abonné à *Il Rinnovamento*, écrivait une lettre significative au syndicaliste :

« M. le député, je sais parfaitement ce que vous pensiez de l'Armée avant la guerre ; comment vous considérez en masse les officiers. Mais je suis également sûr qu'en bien des choses vous avez su revenir sur votre opinion. Je suis certain que vous avez su évaluer les pourquoi du (*illisible*) et d'une certaine étroitesse de nos idées datant de l'avant-guerre. Le pourquoi est celui-ci : parce que nous étions tenus à l'écart de la vie du pays. Il y avait une méfiance réciproque donc un manque de connaissance. L'armée – et vous en êtes fermement convaincu – doit continuer à exister, mais elle

101. L'article de l'ex secrétaire général de la CGdL, RIGOLA R., « La guerra e le sue cause », *L'Internazionale*, 13 juillet 1919.

102. « L'Unione Ital. Del Lavoro per lo Sciopero Generale del 20 e 21 luglio », *L'Internazionale*, 13 juillet 1919.

103. DE AMBRIS A., « La rivoluzione? Sì! Contro la Nazione? No! Contro di noi? No! », *L'Internazionale*, 26 juillet 1919.

104. *Ibid.*

doit complètement se rénover ; elle doit même se transformer. Pour que cela puisse arriver, pour ce que cela corresponde à vos buts éminemment et exclusivement patriotiques, pour que l'armée puisse marcher à l'unisson avec le progrès de la civilisation et de l'humanité, outre qu'elle renferme en son sein des éléments jeunes, des commandants compétents et qui n'aient pas peur des innovations, l'armée à besoin d'une autre chose. Elle a besoin d'être soutenue par une véritable affection, par les soins constants de la Nation, de toute la Nation¹⁰⁵. »

Si De Bono et certains secteurs de l'armée italienne pouvaient devenir les acteurs de la rénovation de la culture militaire italienne après la secousse de la Première Guerre mondiale, les politiques et les syndicalistes comme De Ambris devaient parallèlement garantir le consensus et l'adhésion des classes populaires allant jusqu'à endosser la responsabilité de l'affrontement physique et militant au risque « de l'agitation ». Le climat de guerre civile augmentera jusqu'à la chute du gouvernement Orlando et aux élections de novembre 1919. Mais alors que les Fasci di Combattimento se concentraient en priorité sur la compétition électorale, par intérêt et pragmatisme politique, l'attention du leader syndicaliste était déjà tournée vers Fiume, occupée le 12 septembre par Gabriele D'Annunzio et les différents groupes d'arditi, d'officiers et déserteurs de l'armée. La « ville italianissime » semblait pouvoir être le laboratoire pour expérimenter et renforcer le lien entre avant-gardes syndicales et militaires, dans le cadre de la rénovation nationale.

L'anti-impérialisme

L'opuscule *Italy and Yugo-slavia* avait illustré la pensée de De Ambris sur la question adriatique et l'attention particulière qu'il portait aux questions de revendications nationales. Pourtant la position officielle de l'Unione Italiana del lavoro et de ses dirigeants était encore fidèle aux principes wilsoniens et à la Société des Nations, comme, parallèlement à l'accroc « américain » de De Ambris, écrivait Edmondo Rossoni, rappelant que toutes les questions territoriales étaient subordonnées aux principes d'internationalisme démocratique qui devaient inspirer la politique internationale de l'après-guerre. Bien qu'il ait reconnu l'existence de prétentions outrancières de la partie yougoslave et qu'il cherchait à se distinguer des soi-disant « renonciateurs », il évitait de rentrer dans le débat de Fiume et de la Dalmatie et il se limitait à rappeler l'exigence du désarmement et à se rallier, pour résoudre les controverses, à un principe majeur : « celui de la solidarité internationale des classes laborieuses¹⁰⁶ ».

105. Emilio De Bono à Alceste De Ambris, Villaco, 10 août 1919, in Archives De Ambris. Sur les positions de De Bono sur l'armée, DE BONO E., *Nell'esercito nostro prima della guerra*, Milan, 1931.

106. ROSSONI E., « La pace dei popoli », *L'Internazionale*, 15 février 1919.

Le retour de De Ambris, sa confirmation à la tête de l'UIL et les résultats de la paix de Versailles avaient modifié les termes de la question avant tout du point de vue méthodologique. Les principes à la base des orientations de politique étrangère de l'alliance passée entre réformistes, républicains et syndicalistes étaient dépassés par les événements et par les exigences de l'action et de la propagande. Pour De Ambris, la question du désarmement, d'un ordre juridique international universel et supérieur ou des États-Unis d'Europe était désormais devancée par les revendications territoriales concrètes et « justes ». Le mythe de Wilson et de la Société des Nations avait clairement failli, trop faible et trop abstrait pour les jeunes militants syndicalistes et républicains issus de la Guerre, incompatible avec l'affirmation de la victoire demandée par les nationalistes et avec le dérangeant rappel du bolchévisme et de la révolution russe par le mouvement ouvrier et socialiste ; ce mythe avait fasciné seulement les milieux intellectuels, comme la communauté italienne en France ou la composante la plus avancée et cosmopolite du réformisme de Bissolati et de Salvemini.

Le mythe de Fiume aurait pu valablement compenser la faillite du wilsonisme italien, car il renfermait en lui le mythe négatif du capitalisme impérialiste cynique et vorace et celui positif de l'autodétermination des peuples¹⁰⁷. Toutefois, les considérations d'ordre contingent et immédiat avaient, comme toujours, un poids non négligeable dans la définition de la nouvelle orientation ; la question de Fiume trouvait un consensus dans le monde des anciens combattants et garantissait une possibilité d'une entente avec les milieux fascistes, les ardi et les futuristes pour relancer un mouvement semblable au mouvement interventionniste, enrichi de connotations révolutionnaires.

De Ambris s'exprima clairement dans ce sens dans le commentaire des résultats de la paix de Versailles, où il compara les possibles scénarii européens avec ceux qui avaient suivi la Sainte Alliance de 1815, menaçant les grandes puissances et rappelant les mouvements de carbonari et révolutionnaires de la première moitié du XIX^e siècle¹⁰⁸. Chaque rupture de De Ambris avait pour caractéristique d'être accompagnée de conséquences polémiques et de séparations plus ou moins consensuelles qui semblaient, paradoxalement, servir à une définition plus précise des nouvelles orientations. En l'occurrence, le bref article à peine cité, première prise de position publique et explicite contre Wilson et de défense de l'italianité de Fiume, généra un échange hargneux avec les milieux socialistes français et avec une partie de la Cgt, qui comme nous l'avons déjà vu s'étaient exprimés contre

107. « Nous sommes aujourd'hui contre Wilson qui après avoir saboté treize des quatorze points en hommage à l'impérialisme marin anglais, et à celui militaire français et aux intérêts des oligarchies américaines, veut violer, au détriment de l'Italie, aussi le dernier point : "celui de l'autodétermination des peuples" », « Fiume! », *L'Internazionale*, 29 avril 1919.

108. a. d. a. « La Beffa di Versailles », *L'Internazionale*, 7 juin 1919.

l'hypothèse du rattachement de Fiume à l'Italie. Le 26 avril 1919, arriva à la commission exécutive de l'Unione Italiana del lavoro un télégramme signé par Marcel Laurent qui lui demandait son avis sur les difficultés issues de la Conférence pour la paix sur la question de Fiume¹⁰⁹.

Laurent avait connu les syndicalistes italiens en tant que délégué Cgt aux différentes conférences ouvrières durant la guerre et il était désormais secrétaire adjoint du syndicat français avec l'appui explicite de Léon Jouhaux. Avec Georges Dumoulin¹¹⁰, il représentait le courant défini comme majoritaire, révisionniste, favorable à la défense nationale et à l'empreinte productiviste, critiquée et mise en difficulté par la composante définie comme minoritaire des révolutionnaires marxistes et libertaires comme Monatte et Merrheim. Le télégramme semblait être plus l'expression du courant propre à Jouhaux que du secrétariat dans son ensemble et il demeurait volontairement très vague. Toutefois, la direction de l'Uil le perçut comme la confirmation de l'appui unanime aux revendications nationales italiennes¹¹¹.

On peut donc facilement comprendre la gêne et la surprise quand le 29 avril au matin, De Ambris, et ses camarades lisaient une dépêche d'une agence de Paris dans laquelle la Cgt se félicitait « sans réserve » avec Wilson à propos des positions sur Fiume, qui ne prévoyaient pas d'annexion à l'Italie. L'Uil décidait donc de publier l'extrait déjà cité dans *L'Internazionale* et d'envoyer une lettre ouverte à la Cgt dans laquelle elle insistait sur le caractère « italianissime » de Fiume et sur la volonté unanime de sa population d'être rattachée à l'Italie. La lettre ouverte devait être traduite en français et envoyée aux périodiques de la gauche française par Umberto Peroni, syndicaliste et franc maçon à la tête de la Legione degli operai (Légion des ouvriers) en France, membre du comité parisien de la Democrazia sociale irredenta et employé à l'Institut Italien de Paris¹¹² :

« On ne peut imaginer comme est vif le ressentiment en Italie contre les politicards français qui – pour suivre leur cabale – font le jeu de Wilson et des Yougoslaves. Ici on ne comprend pas un tel positionnement et tous répètent que si cela devait être la compensation des preuves données par l'Italie de sa fraternité avec la France, il valait mieux alors rester avec

109. Télégramme de Marcel Laurent à la Commission exécutive de l'Uil, Paris, 26 avril 1919.

110. Dumoulin avait été en réalité minoritaire durant la guerre, adversaire de l'Union sacrée et de tendance zimmerwaldienne. Après la guerre, il changea de courant et devint un des plus farouches opposants à ses anciens camarades minoritaires.

111. Télégramme d'Alceste De Ambris à Marcel Laurent, Milan, 27 avril 1919, *ibid.*

112. En 1935, Peroni sera grand trésorier de la Loge Italia Libera de Paris, Le Vénérable Giuseppe Letin note du confident 353, Paris, 22 février 1935, in Acs, Mininter., Polmaterie, b. 27, f. franc-maçonnerie italienne. Le bureau parisien de la Democrazia sociale irredenta gérait les rédactions parisiennes du journal hebdomadaire italo-français *Il Grido degli Oppressi*; les différents documents conservés dans les Fonds Thomas sur le Comité socialiste d'entente entre les nationalités opprimées parmi lesquelles le mémorandum du comité central de la DSI pour le Congrès international socialiste de Londres d'avril 1918, la note du Parti social-démocrate serbe, section de Paris, à la DSI et à l'Unione socialista italiana, 5 mars 1918 et une lettre de Luigi Campilonghi à Aline Ménard-Dorian, 25 septembre 1918, in An, Fonds Albert Thomas, 94 Ap, dossier 219.

l'Allemagne. En somme, de notre côté on comprend et on excuse – jusqu'à un certain point – les Yougoslaves qui défendent leur intérêt. Pour injuste qu'il soit, on comprend, mais on n'excuse pas Wilson qui travaille pour les requins de son pays ; mais on ne comprend pas et on excuse encore moins les Français, spécialement les socialistes et les syndicalistes qui travaillent contre l'Italie au bénéfice des impérialistes yougoslaves et des trusts américains. Notre situation d'amis sincères et désintéressés de la France devient donc extrêmement difficile. Pensez-y, là-bas!! Wilson a détruit les bases mêmes de la Société des nations quand il a imposé d'inclure dans la Charte la théorie de Monroe, qui empêche les nations non-américaines d'intervenir dans la politique du continent américain, alors qu'il permet aux États-Unis d'intervenir dans la politique de tous les continents. Wilson a commis une offense impardonnable au droit prolétaire par sa prétention à empêcher la Société des Nations de légiférer en matière d'émigration, pour réserver à l'Amérique l'arbitraire de fermer, quand elle le veut, et même sans raison, ses frontières aux travailleurs qui ne trouvent pas de travail dans leur pays d'origine. Wilson a nié le principe de fraternité humaine excluant les races de couleur des droits reconnus à tous les blancs, même si ces races se sont élevées à un niveau moyen de civilisation¹¹³. »

L'appui français aux positions de Wilson sur le problème adriatique remettait en question l'amitié et la fraternité latine consacrée durant la Première Guerre mondiale. Cette solidarité « rénovée et indestructible, célébrée au nom d'une justice supérieure » était désormais en péril : « Fiume est italienne! Fiume veut être italienne! Fiume devra être italienne!¹¹⁴ ». La lettre inspira des réactions négatives, exprimées en particulier par Cachin, nouveau-directeur de *L'Humanité* et désormais leader du centrisme socialiste français, courant qui avait rassemblé autour de lui aussi bien les soutiens de la défense nationale aujourd'hui « repentis », que les gauches révolutionnaires. Le journal de Cachin, non plus ami et soutien intéressé des anciens interventionnistes, ne publia pas la lettre ouverte remise par Pagan, mais il publia un entrefilet dans lequel il qualifiait l'UIL de « syndicat jaune », non seulement à cause de son attitude interventionniste ou pour sa position sur Fiume, mais aussi pour les dérives interclassistes et patriotardes de l'Après-guerre, signalant « le fait pour montrer qu'une fois de plus qu'en dehors des organisations officielles du Parti et de la CGL, il n'y avait en Italie, sous les enseignes du socialisme et du syndicalisme, que des ennemis de tout le mouvement ouvrier conscient et incorruptible¹¹⁵ ». *L'Internazionale*, à son tour, blâma les critiques et accusa de bolchévisme les anciens amis français et leur reprocha de ne pas respecter la recherche de l'unité nationale chez les forces productives italiennes : dénonçant « le bolchévisme français (qui),

113. Alceste De Ambris à Umberto Peroni, Milan, 28 avril 1919, in Archives Guastoni-De Ambris.

114. Commission Exécutive Uil (Guido Galbiati, Giovanni Mappelli, Ercol Miani, Secondo Nosengo, Mario Razzini) à la Cgt, 29 avril 1919 (original en français), *ibid.*

115. « Les Jaunes d'Italie » (original en français), *L'Humanité*, 4 mai 1919.

nous le savons comme il peut être féroce quand il s'agit de nier le patriotisme des autres, ou d'exprimer une tendance « chauviniste » à chaque fois que l'intérêt de la France est en jeu¹¹⁶ ».

Liberté d'action

Le vent de la révolution russe était sans aucun doute le « fait nouveau », pour rappeler un des thèmes phares du discours politique de De Ambris, expression qui exprimait le mieux, dans un sens aussi bien positif que négatif, la saison politique et syndicale de l'après-guerre, allant même jusqu'à creuser une brèche dans l'UIL. Le III^e congrès prévu les 6, 7 et 8 septembre à Forlì, fut reporté d'un mois et demi, car les équilibres internes au syndicat interventionniste étaient en train de devenir défavorables au secrétariat déambrisien, par ailleurs désavoué aussi au niveau international¹¹⁷. Le renvoi fut demandé par la Chambre du Travail de Rome, dirigée par Rossoni, officiellement à cause de certains conflits en cours et d'une visite d'ouvriers triestins et istriens dans les locaux de la Chambre. Ce fut pourtant l'occasion d'inviter les organisations à mettre au cœur du débat, outre les classiques questions syndicales, les nouvelles politiques plus importantes, dont l'affirmation du bolchévisme¹¹⁸.

Pour le courant de De Ambris, le congrès aurait dû établir une fois pour toutes un positionnement antibolchévique et antisocialiste ferme, définitif et intransigeant. Quand la Chambre du Travail de Ravenne de Bazzi, en conflit avec la romaine, avança des réserves sur le renvoi, il saisit l'occasion de rappeler le caractère mazzinien et interventionniste du syndicalisme de l'UIL et « l'exotisme » du bolchévisme ; De Ambris souligna avec agacement les incertitudes de certains « bons camarades qui sont séduits par certaines paroles et certains comportements¹¹⁹ ». Le plus important parmi « ces bons camarades » était Rossoni, et ce n'est pas un hasard si son nom qui figurait jusqu'en août comme rapporteur sur le thème *Stampa dell'Uil* (Presse de l'UIL) disparut après la décision de renvoi du congrès.

Malgré le maintien du contrôle hégémonique sur le syndicat et le désir de le préserver des dérives bolchéviques, la faiblesse de l'UIL, marginalisée par

116. Note rédactionnelle in *L'Internazionale*, 3 mai 1919.

117. Le Congrès d'Amsterdam du 28 juillet 1919 vit l'admission d'une seule centrale syndicale par nation, l'assignation du siège à la Hollande, traditionnellement influencée par les syndicats allemands et l'insertion de l'Italie dans le groupe avec l'Espagne et le Portugal, séparé de celui de la France, avec un acte qui avait de fait relégué le rôle du syndicalisme italien et affaiblissait l'axe italo-français issu de la guerre, DE AMBRIS A., « Verso il Congressso Nazionale dell'Unione Italiana del Lavoro. I deliberati della conferenza di Amsterdam », *L'Internazionale*, 27 septembre 1921. Compte rendu du Congrès syndical international, tenu à Amsterdam au « Concertgebouw » du 27 juillet au 2 août 1919, Amsterdam, 1921 ; A. I. T 1922-1932. *Dieci anni di lotte dell'Associazione Internazionale dei Lavoratori*, Cpe, Florence, 1973, p. 1.

118. Rédactionnel in *L'Internazionale*, 30 août 1919.

119. « Chiarimenti », *L'Internazionale*, 27 septembre 1919.

le gouvernement et exclue de l'internationale ouvrière, privait De Ambris de la possibilité de jouer un rôle de protagoniste sur la scène nationale. Le chemin était certainement plus ardu car nouveau et inédit dans son expérience biographique. Il aurait pu devenir l'autre « fait nouveau » de la politique internationale qui pouvait fasciner le mouvement ouvrier et révolutionnaire italien, autant, sinon plus, que la révolution russe, c'est-à-dire le mythe qui aurait définitivement effacé dans l'imaginaire des anciens combattants le volontarisme de la Société des nations et de la démocratie française, en d'autres termes l'occupation par D'Annunzio de Fiume. Parmi les dirigeants du mouvement fasciste nouvellement né, De Ambris était le plus impliqué à diriger les avant-gardes d'anciens combattants et le mouvement des revendications nationales vers les objectifs sociaux de l'après-guerre : encadrement et valorisation du travail, constituante républicaine, augmentation de la fiscalité et exigence de combattre l'excessive infériorité financière et politique de la vieille classe politique, même de sa partie la plus réformatrice. Le rapport avec l'armée continuait à être retenu comme nécessaire pour modifier les rapports de force avec les détenteurs actuels du pouvoir constitué :

« Il y avait, et il y a, dans la nation en arme qui a combattu au front, un précieux élément révolutionnaire chez les soldats et les officiers qui entendent ne pas laisser se disperser le fruit de tant de douleur sanglante sans que la guerre donne à tous ce qui était leur idéal de combattants. Mais pour utiliser ce superbe matériau humain, il ne fallait pas l'outrager dans son sentiment plus profond, ne pas se moquer de son sacrifice immense et méritoire, ne pas traiter les héros comme des délinquants, ne pas railler la mutilation glorieuse ou l'humilier avec des mots de piété ironique. Il fallait savoir exalter les éléments psychologiques de la vertu guerrière¹²⁰. »

Ces « éléments psychologiques de la vertu guerrière » semblaient se cristalliser autour de la revendication de l'italianité de Fiume, car, comme De Ambris n'avait pas hésité à le dénoncer, lors des nombreux rassemblements des mois précédents, le socialisme semblait plutôt diffuser une culture qui humiliait les efforts des soldats. Diverses responsabilités de caractère parlementaire, syndical et local l'empêchaient cependant de pouvoir se dédier à temps plein à cette nouvelle aventure : De Ambris était encore secrétaire général d'une UIL, il est vrai en crise, mais qui démontrait encore une certaine vitalité dans certains bastions locaux et pouvait compter au niveau national sur la sympathie de certains des syndicats catégoriels non fédérés à la CGdL, comme le syndicat des cheminots et la fédération des Travailleurs de la mer. La continuité de sa ligne politique étant garantie, De Ambris décida de démissionner du poste de secrétaire au congrès de

120. « La Rivoluzione e il Pus. Il Partito Socialista ufficiale è la sola forza antirivoluzionario che esista oggi in Italia », *L'Internazionale*, 19 juillet 1919.

Forlì, qui se déroula sans dérapages les 18, 19 et 20 octobre. Pour réorganiser les organes de direction du syndicat, fut convoqué un Conseil national, ayant pour priorité « la réorganisation du secrétariat selon le projet de De Ambris », qui comprenait un secrétaire général, un secrétaire général adjoint et la nomination d'inspecteurs chargés de la propagande¹²¹. Il fut également décidé la création d'un nouveau périodique à partir du 1^{er} janvier 1920, *Sindacato Operaio*, ainsi que la constitution de nouveaux syndicats nationaux d'industrie et d'un syndicat national des coopératives, suivant les indications de Bazzi, depuis longtemps observateur attentif de l'importance économique et sociale, à des fins de pénétration du monde ouvrier et de collaboration avec la bourgeoisie industrielle, de l'univers coopératif¹²². Ce sera justement Bazzi qui prendra dans les faits les rênes de l'Unione Italiana del lavoro, orpheline de Rossoni et du « fiumien » De Ambris¹²³.

La démission de la charge de secrétaire de l'Unione italiana del lavoro était presque concomitante avec la renonciation à se représenter au Parlement lors des élections du 17 novembre 1919. Le syndicaliste avait accueilli avec une satisfaction prévisible la chute des chambres, soulignant la crise des institutions monarchique et parlementaire dans la perspective, largement répandue dans les milieux post-interventionnistes, de la mise en place d'une Constituante pour une République sociale¹²⁴. Il avait toutefois rendu publique son intention de ne pas se porter candidat à Parme, ni sur la liste des fascistes, ni avec les républicains, ni comme indépendant¹²⁵. La renonciation de De Ambris, exprimée publiquement dans un article, lettre ouverte aux camarades parmesans, sonnait comme un adieu définitif anticipé à la cité ducale, interrompant ainsi « une fraternité d'armes de

121. Cette rénovation apparente du leadership a été décrite par Pasetti comme un passage de témoin entre les militants – De Ambris, Bazzi et Rossoni et les soi-disant fonctionnaires – Secondo Nosengo, Assirto Pacchioni, Mario Razzini, Gino Tenerani, avec une distinction, loin d'être pertinente, transformée en un modèle de fonctionnement culturel qui trouva sa réalisation dans le fascisme : PASETTO M., *Tra classe e nazione. Rappresentazioni e organizzazione del movimento nazionale-sindacalista (1918-1922)*, Carocci, Rome, 2008, p. 78-79; pour la distinction utilisée par Pasetti, ISNENGI M., *Intelletuali militanti e militanti funzionari. Appunti sulla cultura fascista*, Einaudi, Turin, 1979. Dans ce cas nous retenons comme partiellement forcée la distinction, ne tenant pas compte du rôle de Bazzi et réduisant le poids des soi-disant fonctionnaires.

122. ZANGHERI R., GALASSO G. et CASTRONOVO V., *Storia del movimento cooperative in Italia 1886-1986*, Einaudi, Turin, 1987, p. 406; DEGL'INNOCENTI M., *Storia della cooperazione in Italia*, p. 383 sq.; CORDOVA F., « Cooperazione e fascismo nella crisi dello stato liberale (1919-1925) », *Il movimento cooperative nella storia d'Italia 1854-1975*, Milan, 1975, p. 260 sq. Le syndicat vit le jour le 25 janvier, revendiquant l'autonomie des parties et attaquant l'hégémonie de la Ligue nationale des coopératives. Parmi les inscrits figuraient pratiquement tous les dirigeants de l'alliance interventionniste démocratique-révolutionnaire, des partisans de Bissolati aux syndicalistes révolutionnaires aux coopérateurs des zones irrédentes et aux mazziniens et démocrates.

123. Carlo Bazzi à Alceste De Ambris, Rome, 8 janvier 1920, in Archives Guastoni-De Ambris.

124. « L'immonda carogna della Camera gionittiana è sepolta. Viva la Costituente! Viva la Repubblica! Alceste De Ambris, Su di una tomba disonorata », *L'Internazionale*, 4 octobre 1919; « La bancarotta delle istituzioni. I sedicenti rivoluzionari del "pus" non sono altro che i servi umilissimi del sanguinario porcello basilico. Alla fogna i vuota pitali di Sua Indecenza Adiposa Francesco Giuseppe Cagoia!, Alceste De Ambris, Fallimento doloso », *L'Internazionale*, 11 octobre 1919.

125. Carlo Bazzi à Alceste De Ambris, Rome, 14 octobre 1919, in Archives Guastoni-De Ambris.

longue date », treize années pour être exact. L'émotion était forte quand il fallut saluer « un peuple qui m'a pleinement compris et avec lequel j'ai été en parfaite communion d'espérances, d'affection et de haine durant de nombreuses années, proche ou lointain ; un morceau de terre qui fut la véritable patrie de mon âme, Parme et sa province ». Après avoir revendiqué son interventionnisme et son œuvre, ou plutôt « non-œuvre » parlementaire, il appela à la nécessité dans un collège plurinominal, de se lier à d'autres hommes, les fascistes, avec lesquels, bien qu'en accord sur l'évaluation de la guerre et sur l'antisocialisme, ils étaient en désaccord « dans l'appréciation de la généralité des phénomènes de la lutte sociale et ses objectifs ultimes ». Il se prononçait en faveur de batailles électorales basées sur des programmes de rénovation de la vie nationale, comme s'il avait été tenté de concourir à cette rénovation dédiant son énergie à la Constituante, mais il jugeait son action plus utile sans mandat parlementaire, mandat qui l'aurait contraint à des compromis et à limiter sa liberté d'action, à un moment où des initiatives éclatantes se préparent¹²⁶. Le fascisme avait à son tour pris ses distances avec la reconnaissance juridique des syndicats dans l'organisation de l'État et c'est aussi pour cette raison que De Ambris entrevit à Fiume la possibilité d'expérimenter sa conception, rejetant l'alliance organique avec Mussolini, trop compromise par l'appui des industriels et des agrariens¹²⁷.

Malgré l'affirmation d'un agnosticisme électoral, les jours précédents le vote furent caractérisés à Parme par une dure campagne « anti-Pus », et par des affrontements très violents entre syndicalistes et militants socialistes. Le 27 octobre 1919 fut organisé dans les Écoles San Marcellino la commémoration pour le quatrième anniversaire de la mort de Corridoni, à laquelle intervinrent avec des intentions provocatrices divers militants socialistes et anarchistes¹²⁸. Le soir même, une réunion d'urgence de la Chambre du Travail décidait du début d'une véritable contre-campagne électorale, en particulier contre l'éternel rival de De Ambris à Parme, le socialiste Guido Albertelli. On donnait dans les faits mandat au secrétariat de la chambre de « se méfier et de combattre avec tous les moyens qu'il retiendra opportuns, ces listes de candidats qui se présentent pour demander les votes des travailleurs sous une fausse identité socialiste, alors qu'en réalité ils ne sont que des traîtres de 1908, les espions de Filippo Corridoni, les ennemis les plus insidieux du mouvement ouvrier syndicaliste¹²⁹ ».

L'assemblée demandait aux Ligues de prendre des mesures adaptées contre ces organisateurs qui se rendaient coupables d'exactions « ou qui

126. DE AMBRIS A., « Rinunzia alla candidatura. Ai miei Amici della Provincia di Parma », *L'Internazionale*, 18 octobre 1919.

127. *Mentre la lotta elettorale volge a conclusione si prospetta la possibilità di una grandiosa lotta agraria. Una fiera lettera della Camera del Lavoro all'Associazione Agraria*, op. cit.

128. *La provocazione pussista*, 1^{er} novembre 1919.

129. *Ibid.*

pour l'avenir participeraient à des actes contraires à la Chambre du Travail », en d'autres termes les travailleurs sympathisants socialistes ou anarchistes. Les modalités de la revanche après la contestation de la commémoration de Corridoni furent fixées par De Ambris et Bazzi, qui écrivit clairement ses impressions sur le climat brûlant et sur la dégénérescence de la dialectique politique : « De toute façon, la violence adverse doit être éteinte par une violence plus grande : Attention : c'est une ligne *fatale*. Les adversaires ont appris nos violences de 1908-1914. Ils les appliquent. Il faut alors qu'ils soient *en retard* sur la violence de 1919¹³⁰. » La lettre insistait significativement sur le concept de violence, traçant un rapport entre les expériences révolutionnaires de la grève générale et celles de la guerre, « mère » des dispositifs réactualisés de la violence politique de l'après-guerre. La militarisation de la politique était donc fille de la pratique révolutionnaire pré-conflit, mais l'expérience de la guerre et l'organisation des groupes armés avaient modifié la quantité et la qualité même de l'inévitable et « fatale » guerre civile, comme elle était déjà apparue à Milan.

Le banc d'essai fut le cortège, ouvert avec le drapeau du cercle de jeunesse Filippo Corridoni et par les rescapés garibaldiens, encore une fois pour donner le sens de la continuité entre syndicalisme et Grande guerre, cortège qui finit au Cortile della Pilotta, où une grande foule, mobilisée préventivement venant de toute la province, permettait à De Ambris de rappeler « le droit absolu de représentation légitime de l'énorme majorité du prolétariat de Parme et de sa province ». Jetant de l'huile sur le feu, en particulier *Il Piccolo* de Masotti avec Ildebrando Cocconi¹³¹, organisa une expédition punitive à Langhirano, la ville symbole des massacres prolétaires, à l'occasion d'une réunion électorale tenue au même moment par Gustavo Ghidini, candidat socialiste. Les deux mazziniens, « rejoints par un camion de bons amis parmesans, fidèles camarades qui ne les abandonnèrent plus pour toute la durée de la lutte », ruinèrent la manifestation socialiste. Les modalités de l'expédition, c'est-à-dire la mobilisation d'un groupe de militants étrangers à Langhirano, amenés exprès en camion, rappelaient d'un côté l'insurrection « de mouvement » de la Semaine rouge, caractérisée par le déplacement rapide de petits groupes et de révolutionnaires d'un village à l'autre des Marches et de la Romagne, et de l'autre préfiguraient les prochaines expéditions des « squadristi » qui ne viseront plus les seuls militants politiques, mais également les travailleurs de la terre. Masotti était explicite dans les colonnes de son journal quand il soulignait que la lutte contre les socialistes serait terminée seulement si l'attitude des subversifs changeait : « Sinon, non ! Au contraire la "lutte sauvage" deviendra plus sauvage que jamais : parce que *nous sommes résolus à défendre notre*

130. Carlo Bazzi à A. De Ambris, Milan, 27 octobre 1919, in Archives Guastoni-De Ambris.

131. Le syndicaliste Cocconi était présent au rassemblement de Place San Sepolcro, MECHERI E., *Chi ha tradito?*, p. 38.

*droit à n'importe quel prix, par n'importe quel moyen, avec n'importe quelle arme. Nous sommes en attente. La guerre la plus acharnée ou la trêve civile dépendent du comportement de nos adversaires*¹³² ».

Après les élections fut organisé un important congrès de la Chambre du Travail de Parme, les 14 et 15 décembre 1919, auquel De Ambris fut absent, officiellement « en vue de laisser la plus grande liberté au débat », en réalité parce qu'occupé par les préparatifs de son nouveau rôle de chef de cabinet du Commando de Fiume¹³³.

132. « Resipiscenza pussise e propositi nostri », *L'Internazionale*, 1^{er} novembre 1919.

133. « Un messaggio di Alceste De Ambris al proletariato parmense », *L'Internazionale*, 10 janvier 1920.

ALCESTE DE AMBRIS L'ANTI-MUSSOLINI

Chapitre IV

L'aventure

« Le *Légionnaire* est un religieux. Le *légionnaire* est envoûté.

Le *légionnaire* est un apôtre, prêt comme Paul de Tarse à rengainer l'épée devant un geste du Maître.

Le *légionnaire* a ses tables de l'évangile et quand il pêche il le fait par excès d'amour.

S'il est audacieux pour le croyant de parler sans trembler de son propre Dieu, il est facile pour lui de penser ou d'imaginer d'avoir savouré le vrai et naturel suc de la religion prêchée et écrite. »

(Umberto Foscanelli, *D'Annunzio e il fascismo*, Milan, 1924, p. 10.)

Chef de cabinet¹

L'enthousiasme qui entourait l'entreprise de Fiume était en train de s'affaiblir du fait de l'échec des différentes initiatives diplomatiques et conspiratives menées par le cabinet de Giovanni Giurati et par les comités pro-Fiume d'inspiration nationaliste, militariste et de la franc-maçonnerie constitutionnelle². Ces groupes avaient constitué l'ossature de l'organisation de Fiume durant les premières semaines. En particulier, la Logge Oberdan de Trieste, guidée par le vénérable Giacomo Treves, puis par le mutilé de guerre mazzinien Piero Pieri³, qui depuis le 6 septembre avait pris l'initiative de former un comité secret pro-Fiume, ouvert également aux profanes – Mario D'Osmio, Ercole Miani, déjà dans la commission exécutive de l'UIL et fondateur avec le franc-maçon Pietro Jacchia du Fascio de Trieste⁴, etc.

1. Cabinet est synonyme de gouvernement. La fonction de De Ambris consistait à diriger ce petit gouvernement sous l'autorité de d'Annunzio.

2. Sur les négociations avec l'armée italienne dans les mois précédents l'arrivée des légionnaires, surtout, LONGO L. E., *L'esercito italiano e la questione fiumana (1918-1921)*, tome I : *Testo*, tome II : *Allegati*, Ufficio storico dello Stato Maggiore Esercito, Rome, 1996 ; BADOGLIO P., *Rivelazioni su Fiume*, Donatello De Luigi, Rome, 1946.

3. Affilié à la R. L. Oberdan le 16 mars 1920.

4. Sur la genèse, le développement et les caractéristiques spécifiques du fascisme triestin nous renvoyons à VINCI A., *Il fascismo al confine orientale*, p. 398 sq., in *Storia d'Italia. Le Regioni dall'unità a oggi. Il Friuli-Venezia Giulia*, Einaudi, Turin, 2002, p. 377-513.

L'objectif était de coordonner les différentes initiatives qui, depuis des mois, gravitaient autour de la mise sur pied d'un corps de volontaires pour Fiume et la Dalmatie⁵. Les comités secrets, qui dans le même temps s'étaient développés à Venise et Milan, avaient eu pour mission de diriger vers Fiume, au-delà des soutiens et de l'argent, beaucoup d'autres futurs protagonistes comme Mario Sani, le général Sante Ceccherini, Luigi Rizzo, avec d'autres personnages de moindre prestige mais à la détermination égale voire supérieure. Surtout, comme on le sait, l'idée d'une expédition en Italie avait pris corps à partir d'un débarquement à Trieste, pour générer un mouvement propice aux revendications territoriales italiennes et également pour s'opposer aux masses bolchévisées⁶. De Ambris était membre du directoire secret de Milan, avec le major Cristoforo Baseggio et le capitaine mutilé Carrer, tous deux Sansepolcristi⁷, une cellule conspiratrice qui se voulait une plateforme réunissant les différents centres du monde des anciens combattants et celui de la franc-maçonnerie dans la capitale lombarde⁸.

On sait que le Grand Orient avait mis à disposition son prestige et son pouvoir pour accréditer des opérations de prêt et d'approvisionnement à Fiume, en s'efforçant de ne pas trop se compromettre sur le plan politique et institutionnel, dans la perspective d'une transformation en douceur de l'armée⁹. Quand la marche à l'intérieur du Royaume se trouva planifiée concrètement, aperçue comme un possible coup d'État militaire, l'attitude de l'obédience du Palais Giustiniani¹⁰ s'était faite encore plus prudente : le Grand Maître Domizio Torrigiani avait ordonné aux affiliés, face aux éventuelles conséquences insurrectionnelles, d'avoir une attitude qu'on peut résumer en une phrase : « éviter la grande aventure de la révolution italienne tout en cherchant à valoriser au maximum l'entreprise de Fiume¹¹ ». Partant du constat de l'inéluctabilité du « fait accompli » de l'occupation de Fiume

5. Mémoires de Giacomo Treves pour Domizio Torrigiani, dans Grand Orient d'Italie (Goi), Fonds Treves. Sur le rôle de la franc-maçonnerie dans l'occupation de Fiume, CONTI F., *Storia della massoneria italiana*, op. cit., p. 266.

6. GERRA F., *L'impresa di Fiume. Volume primo, Fiume d'Italia*, Longanesi Pocket, Milan, 1974, p. 113-116; PIERI P., « Del disegno dannunziano di marciare su Roma », *Il Popolo d'Italia*, 19 juin 1938.

7. Baseggio fut même membre du premier comité central des Fasci di combattimento, SVANONI G., *Mussolini e gli Arditi*, Milan, 1938, p. 127. Pour les positions critiques de Baseggio vis-à-vis de Mussolini et la dérive du mouvement, à partir de l'hiver 1920, CORDOVA F., *Arditi e legionari dannunziani...*, op. cit., p. 562. Ce nom est donné aux membres du premier fascisme (révolutionnaire).

8. Sur la participation de De Ambris à l'activité conspiratrice, voir la lettre interceptée de Carlo Baseggio à Umberto Pasella, 17 novembre 1919 et le télégramme du questeur de Milan, 23 novembre 1919, in Acs, Mininter., Ps, *Agitazione Pro Fiume e Dalmazia*, b. 1 ; DE FELICE R., *Mussolini il Rivoluzionario...*, op. cit., p. 562.

9. Aussi pour ne pas compromettre les aspirations naïves de la jeunesse irrédentiste, Torrigiani avait composé une table pro D'Annunzio, qui rendait hommage au « symbole glorieux de cette idéalité, au génie audacieux qui sauva Fiume », *Memorie di Giacomo Treves pour Domizio Torrigiani*, in Goi, Fonds Treves.

10. Siège du Grand Orient.

11. Intervention de G. M. Domizio Torrigiani, dans le procès verbal des travaux à la R. L. Oberdan de Trieste du 27 octobre 1919, in Goi, Fonds Treves.

et du danger de dérive nationaliste et autoritaire du pouvoir, il était désormais nécessaire de flanquer le Commandement de Gabriele D'Annunzio d'hommes étrangers aux dérives ultranationalistes et réactionnaires, susceptibles de fomenter des hypothèses « de coup d'État ». Le franc-maçon Oddo Marinelli, ancien protagoniste de la Semaine rouge d'Ancône, souligna en particulier la nécessité de modifier les équilibres dans l'entourage de D'Annunzio dans un sens démocratique et progressiste¹².

L'acteur principal de l'action de pénétration dans le Commandement de Fiume aurait pu être le secrétaire de la Fédération des Travailleurs de la Mer, Giuseppe Giuletti, qui, justement à ce moment-là, s'était assuré la confiance et la collaboration de la fameuse médaille d'or Luigi Rizzo, entré dans l'histoire par une épopée de la Première Guerre mondiale : il avait coulé le cuirassé autrichien *SzenIstvan*, fait d'arme pour lequel D'Annunzio et les milieux les plus ultranationalistes avaient une estime sans limite. Par la suite, il chercha une personne dans le mouvement ouvrier qui pouvait modifier de façon crédible les caractéristiques du mouvement de Fiume, en ayant le prestige et la personnalité et représentant un point convergent entre les milieux militaire, franc-maçon et révolutionnaire. De Ambris semblait être la personne la plus adaptée, représentant également le trait d'union qui pouvait unir Giuletti aux anciens combattants républicains et fascistes. Les premières tentatives d'une action commune réunissant Fiume, les mouvements national-révolutionnaires italiens eurent lieu durant la première semaine de novembre 1919, caractérisée par les tensions dues aux imminentes élections politiques. Le lien entre « arditi » et légionnaires de Fiume d'un côté et les fascistes de l'autre dans l'organisation du service d'ordre durant les manifestations électorales demeure bien connu et se traduisit par des actes de violence que nous avons décrits dans le contexte de Parme ; moins connu toutefois est le rôle de Bazzi et Giuletti au sein de cette collaboration et la liaison avec ces groupes d'action qui l'année suivante deviendront les protagonistes de la scène politique italienne¹³. À peine une semaine plus tard Francesco Giunta avait rapporté minutieusement l'état des groupes militants dans les différentes villes après une grande tournée pour « tisser la toile¹⁴ » du mouvement insurrectionnel avec Giuletti, Bazzi et un des représentants majeurs des « poètes armés », Sem Benelli, lié aux milieux irrédentistes et « concurrent » de D'Annunzio dans la mythologie poétique nazional-révolutionnaire.

Les groupes paramilitaires organisés par Bazzi et Giunta étaient préparés pour répondre par une mobilisation armée à toute violence socialiste, à

12. Intervention de fr : Oddo Marinelli, dans le procès verbal des travaux à la R. L. Oberdan de Trieste du 27 octobre 1919, in Goi, Fonds Treves.

13. Carlo Bzzi à Giovanni Bonmartini, Bologne, 5 novembre 1919, in Fondazione del Vittoriale degli Italiani (Fvi), Archivio fiumani (Af), f., Carlo Bazzi.

14. Francesco Giunta à Gabriele D'Annunzio, 12 novembre 1919, in Fvi, Af, f., Francesco Giunta.

l'éventuelle affirmation électorale des forces de gauche et à la constitution d'un gouvernement pacifiste. Bien qu'en septembre et octobre, la préparation de la « révolution » fût minée par l'insuffisance des forces à disposition par rapport à celles « bolchéviques », se posait désormais le problème de l'unité de commandement de ces noyaux embryonnaires. Fiume devenait le lieu privilégié pour devenir le centre d'irradiation de ce mouvement « post interventionniste », aussi bien par la force symbolique de l'entreprise dannunzienne que par la suspension temporaire de toute légalité formelle, qui permettait une pratique dénuée de scrupules.

À la découverte de Fiume

« Fin novembre 1919, je n'avais pas eu l'occasion de connaître personnellement Gabriele D'Annunzio. À vrai dire, je n'avais jamais cherché cette opportunité. Je l'avais même évitée les rares fois où elle s'était présentée. Je ne tiens pas beaucoup à faire la cour aux personnalités illustres et d'autre part la vie de D'Annunzio se déroulait dans un univers lointain du mien. Les comportements politiques du poète me paraissaient inspirés par un snobisme nationaliste qui ne pouvait pas être de mon goût, et même son art littéraire n'était pas celui que je préférerais... Mais vinrent les élections générales de novembre 1919. J'avais personnellement refusé toute candidature, moins par conviction antiparlementaire que par la nausée que m'inspirait la lutte menée d'une part avec la plus répugnante démagogie "neutraliste" et de l'autre avec l'intention non dissimulée de tirer profit de l'interventionnisme pratiqué ou du moins prédiqué durant la guerre. La nausée me vint à un point tel que je sentis le besoin de chercher un peu d'air pur et il me sembla que j'aurais pu le trouver à Fiume. J'y allais donc, sans aucune intention précise, à part celle de fuir l'asphyxiant atmosphère électorale italienne. On m'avait dit qu'il y aurait quelques difficultés pour rejoindre Fiume et de fait je dus partir déguisé en chef de train pour traverser la ligne du blocus; mais en vérité il me parut que tout ceci n'était qu'une comédie superflue. La ligne d'interdiction était tenue par des contingents bien plus disposés à favoriser l'entreprise dannunzienne qu'à obéir aux ordres du gouvernement de Rome. [...] Une nouvelle désillusion m'attendait à peine arrivé à Fiume. J'étais parti d'Italie pour ne plus entendre parler d'élections, de candidats et d'autant de choses pour moi peu agréables, et j'arrivais à Fiume en pleine période électorale. J'ignore même maintenant qui avait eu la belle idée de faire élire, dans un moment si peu indiqué pour ce genre d'exercice un député de Fiume qui n'aurait pas pu siéger au parlement même une minute. De fait fut présentée la candidature de Luigi Rizzo – lequel, le soir même de mon arrivée, devait faire au Théâtre communal un discours aux électeurs. J'avais connu à Grado, durant la guerre, Luigi Rizzo, marin très audacieux et combattant, et la curiosité de le voir dans des habits bien différents me poussa au Théâtre communal, où je trouvai moyen de me placer dans une loge espérant pouvoir, une fois

n'est pas coutume, jouer la partie du spectateur inconnu et tranquille. Au début, je me divertissais beaucoup à regarder un personnage comique, petit et gros avec des moustaches en pointes blanchies à la Victor Emmanuel II, qui s'agitait beaucoup parlant dans un italien qui ignorait les doubles consonnes. On me dit que ce personnage était le D^r Grossich, président du Conseil national de Fiume. Ensuite Luigi Rizzo prit la parole et à ma grande stupeur, il avait l'air de prendre au sérieux sa candidature, faisant un discours spectaculairement électoral dans un milieu qui en était la négation. Le public très déçu, composé d'une bonne part de légionnaires, s'intéressait assez peu au programme et aux promesses du candidat et cherchait en fait anxieusement tout prétexte pour exprimer sa passion, qui n'avait rien d'électoral. Ainsi se forma en dépit des orateurs précédents, un état d'esprit collectif d'une incandescence croissante et contagieuse, qui me gagna également peu à peu. Rizzo finit de parler et j'étais en train de me lever pour aller le saluer à la sortie, quand d'un groupe de légionnaires se leva une clameur répétée : "Que De Ambris parle! La parole à De Ambris"! Cet appel me surprit jusqu'à la confusion parce que je croyais être complètement inconnu à Fiume d'autant plus que dans les brèves heures depuis mon arrivée, je n'avais cherché à rentrer en contact avec personne. Je m'empressai de quitter la loge dans l'espoir que la clameur de mes amis inconnus se calmerait, m'évitant ainsi de faire un discours auquel je n'étais pas le moins du monde préparé. Mais Rizzo, entendant mon nom, se déplaça rapidement vers la loge où je me trouvais et me cueillit à la sortie puis me traina sur la scène, me présentant au public, qui applaudissait, comme un frère d'armes et fervent ami de la cause de Fiume. Il me fallut donc parler. S'il y eut un discours improvisé, au sens le plus littéral du mot, ce fut le mien durant cette soirée. Je n'avais même pas eu le temps de rassembler deux idées et je dus m'abandonner à l'inspiration du moment, ou plutôt me laisser porter par la volonté de l'auditoire insatisfait des discussions électorales. Je ne sais pas ce que je dis et cela n'a pas d'importance. Il est probable que ma parole interpréta le sentiment collectif de la foule, que les orateurs précédents n'avaient pas su traduire. Le théâtre parut devenir subitement le buisson ardent de la foi. Fiume, que j'avais pressentie de loin, était dans cette salle orageuse, agitée par un magnifique élan passionnel qui effaçait d'un trait les impressions un peu mesquines de mes premiers moments à Fiume, comme le vent de l'océan élimine les traces éphémères dans le sable. J'étais venu chercher un peu d'air pur et je sentais le souffle vivifiant de l'Adriatique, chargé d'oxygène, de sel et de tempête. Mes poumons pouvaient enfin se dilater¹⁵... »

Le récit fascinant, écrit quatorze années après l'entreprise de Fiume, a le tort d'occulter les raisons politiques réelles de la rencontre avec ce « super-monde¹⁶ » qui exerçait une telle fascination sur De Ambris et sur

15. Note pour un opuscule « *Fiume (un tentativo di rinnovamento incompreso e vilipeso)* », jamais publié, s. d. [mai 1934], in Archives Guastoni-De Ambris.

16. Selon la note d'observation de MARIANO E., *Sentimento del vivere ovvero Gabriele D'Annunzio*, Mondadori, Vérone, 1962, p. 58.

une grande partie des jeunes générations de l'après-guerre. Le 8 novembre 1919, De Ambris s'était rendu pour la première fois à Fiume, sans doute en tant qu'émissaire du directoire secret de Milan, pour assister à la clôture de la campagne électorale de Rizzo, engagé comme candidat officieux dans la circonscription de Fiume, non reconnue par les autorités italiennes, et celle de Giulietti, à son tour candidat à Gênes pour le Partito del Lavoro, présent lui aussi au Théâtre communal pour célébrer le détournement du paquebot Persia, que les marins syndicalisés avaient contribué à acheminer vers la ville occupée¹⁷ par d'Annunzio.

Giulietti avait dès le début appuyé et utilisé l'occupation de Fiume, au-delà de la rhétorique de l'opposition aux ploutocraties occidentales, comme une arme de menace et de pression vis-à-vis des gouvernements et des armateurs dans les négociations syndicales et corporatives complexes qui secouèrent durant ces semaines le milieu de la marine marchande. Durant les réunions, le secrétaire des affaires maritimes n'avait pas manqué de souligner « *le caractère social* de l'opération dannunzienne pro Fiume et pour la justice et la liberté de tous les peuples¹⁸ », associant accents nationaux et lutte ouvrière. Son habileté reconnue dans le fait de chercher, parfois de trouver des synthèses difficiles entre des orientations politiques différentes, s'adaptait au nouveau cours de la politique du Commandement de Fiume qui se dessinait au fur et à mesure alors que s'allongeaient les négociations de paix. La théorie de Giulietti n'était pas trop éloignée du développement de la théorie syndicale de De Ambris de l'après-guerre, valorisant le « mythe de l'unité prolétaire » qui parmi les marins était même « arrivé jusqu'à lier, de façon harmonieuse, je dirais presque dans une collaboration fraternelle, toutes les hiérarchies des États-Majors avec les forces inférieures » ; puis le mythe de « l'autonomie syndicale vis-à-vis de chaque parti politique » ; et surtout « le mythe de la protection rigide et passionnée tutelle des intérêts de classe, jamais déconnectés des intérêts supérieurs de la nation¹⁹ ».

17. L'accord entre Rizzo et Giulietti dépassait la simple alliance électorale. Un des événements les plus significatifs du point de vue social et syndical du dernier semestre de 1919 avait été la naissance de la Coopérative Garibaldi, guidée justement par Rizzo qui entendait promouvoir la gestion directe des hommes de la mer, des officiers jusqu'aux mousses, de l'entreprise navale l'espoir de contester aux armateurs le trafic maritime et la richesse et d'utiliser les marins « armés de foi, de fer et de force contre quiconque fera obstacle, et dans cette mission ils seront implacables », « Le manovre contro la "Garibaldi" e le organizzazione marinara. La risposta della Federazione », *Il Lavoro*, 27 octobre 1919.

18. Giuseppe Giulietti à Gabriel D'Annunzio, Gênes, 3 novembre 1919, in FVi, Af, f., Giuseppe Giulietti.

19. NANNI T., *La Gente di Mare e Giuseppe Giulietti*, Bologne, 1925, p. 50. Le capitaine Giulietti avait eu l'occasion d'accroître son prestige et son pouvoir durant et après le conflit, manœuvrant habilement entre facteurs économiques objectifs, comme le boom du coût de location des quais et des services maritimes qui avait enrichi également les armateurs et travailleurs, et les contacts personnels avec les milieux francs-maçons, entrepreneuriaux et révolutionnaires. Dans les premiers mois de 1919 il avait été l'allié des frères Perrone dans leur campagne contre le gouvernemenent Orlando et contre le renvoi des paiements des crédits de guerre à l'industrie navale, arrivant à utiliser les

La communion d'esprit et d'action cimentée durant l'interventionnisme ne s'était pas évaporée et trouvait un nouveau souffle dans le laboratoire extraordinaire de Fiume. De Ambris était attiré par la convergence entre l'action syndicale agressive et triomphante de Giulietti et l'acte héroïque des déserteurs dannunziens qui au-delà de la « beauté » révolutionnaire en soi, avait permis la rencontre entre le syndicat « maritime » et les avant gardes militaires « terrestres ». Après le discours du Théâtre communal qui l'avait présenté officiellement aux légionnaires, fin novembre De Ambris était de nouveau à Fiume pour accélérer le processus de fusion de ces secteurs syndicaux et anciens combattants tant souhaité dans les colonnes de *Il Rinnovamento* pendant toute l'année 1919. Porteur d'une lettre de Mussolini²⁰, il rencontra personnellement D'Annunzio et surtout les officiers légionnaires majoritairement attirés par les perspectives révolutionnaires. Le 10 décembre fut donc distribué un feuillet important intitulé *Il Rinnovamento*, dans lequel De Ambris présentait son projet de faire converger et de valoriser la minorité « volontaire, audacieuse, énergique, composée de ceux, qui après avoir fait la guerre de leur plein gré pour l'affirmation d'une grande idée, entendent poursuivre la lutte encore inachevée de Vittorio Veneto » dans la perspective d'une complète régénération morale, politique et institutionnelle. Malgré la défaite électorale de novembre 1919, l'âpre campagne conduite grâce à l'appui militant des « arditi » et des légionnaires avait démontré la possibilité de disputer aux socialistes l'hégémonie de la rue et la légitimité révolutionnaire. Depuis Fiume pouvait repartir l'action pour le renouveau et la renaissance de la société italienne :

« Seul l'aveuglement sectaire, la spéculation d'une politique faite de tromperie et de mauvaise foi, la lâcheté du "bigotisme" constitutionnel peuvent s'obstiner à décrire l'entreprise de Fiume comme un geste de réaction militariste et impérialiste. Les légionnaires qui montent la garde sur le Quarnaro ont pleinement conscience de participer à l'une des plus grandes et importantes manifestations de l'esprit de liberté et de justice, victorieux de toutes les formes rétrogrades de l'ancien monde. [...] Ce serait grave si la dispersion matérielle des éléments précieux rassemblés à Fiume, qui suivra inévitablement la conclusion de l'entreprise, devait se traduire également par la dispersion de la force collective que ces éléments représentent²¹. »

grèves comme arme de pression, désormais il était passé à l'attaque de ces mêmes armateurs pour une réforme du travail allant dans le sens de la prévoyance et de l'assistance.

20. DE FELICE R., *Mussolini il rivoluzionario*, op. cit., p. 578-579. De Felice, indiquant cet épisode comme la première fois de De Ambris à Fiume et il soutient de façon inexacte que le syndicaliste fut de fait envoyé et désigné à D'Annunzio par Mussolini. La lettre conseillait au Comandante de renoncer au fait d'élargir le mouvement de Fiume à l'Italie et semblait être une recommandation ultérieure de De Ambris.

21. Document *Il Rinnovamento*, Fiume, 10 décembre 1919, in Archives Guastoni-De Ambris.

Le mythe de « Fiume l'italienne » avait donc, en plus de véhiculer les problématiques internationales (principe de nationalité), institutionnelles (république) et économiques (productivisme), la mission de servir de cadre dans lequel rassembler et domestiquer les jeunes énergies et indiquer le but idéal du mouvement national-révolutionnaire. Les formes associatives n'étaient pas celles du parti de masse, mais encore une fois celles de l'association secrète et du mythe objectif :

« À notre avis, il ne peut pas s'agir de former un nouveau parti, ou autre chose qui ressemble à un parti. Les vieux partis, nous l'avons déjà dit, ont confirmé leur insuffisance et les regroupements issus de la guerre qui bien qu'ils ne se nomment pas partis et qui en ont toutes les caractéristiques, offrent un spectacle tel qu'il fait perdre toutes illusions envers de l'efficacité des formes associatives naissantes avec des programmes détaillés qui présument d'être définitifs, alors qu'ils s'avèrent être en peu de temps dépassés par la poussée des événements avant même d'avoir eu le début d'une propagation fructueuse. Rassemblons-nous donc autour d'une directive commune, vers un objectif commun, mais laissons les faits se charger eux-mêmes du programme concret que nous devons actualiser quand notre heure viendra²². »

De façon cohérente et en lien avec l'esprit des milieux d'anciens combattants, il n'aurait pas dû s'agir de réaction, ni de révolution sociale, mais de défense vigilante et armée de la nation et de préparation à devenir la nouvelle « élite ». Sa « théologie » politique, volontariste désintéressée, intransigeante et rebelle, exerçait une fascination indéniable dans une partie du corps militaro-militant des légionnaires et des « arditi » qui vivaient les mêmes aspirations d'une renaissance de la vie nationale et de leur propre existence.

« Caporal De Ambris » était la dixième signature des 56 figurant sur le document, toutes apposées par des officiers qui devaient constituer le corps militant fidèle à De Ambris et l'aile la plus extrême chez les légionnaires et les « arditi » de Fiume. Parmi ceux-ci, on notait les noms des médailles d'or Ulisse Iglori, Ercole Miani, Giovanni Ancilotto, Vincenzo Onida, ainsi qu'Umberto Foscanelli, Giovanni Bonmartini, Francesco Giunta, Mario Carli, Antonio Masperi, Cesare Briganti, Guidi Keller, Ludovico Toeplitz, Fulvio Balisti, Giuseppe Piffer, Italo Lunelli, Italo Donatelli, Pier Filippo Casterlbarco, certains d'entre eux membres de la franc-maçonnerie ou protagonistes du mouvement ancien-combattant d'après-guerre²³. Quand De Ambris évoquera ces « jeunes simples et peu nombreux, naïfs, auxquels la guerre avait entrouvert l'âme à l'héroïsme qui se prodigue en

22. *Ibid.*

23. Avec De Ambris l'âme du document fut sans aucun doute Mario Carli, arditofuturiste qui déjà durant l'été 1919 s'était détaché du fascisme mussolinien et du futurisme de Marinetti pour l'ouverture à gauche et la fermeture aux nationalistes, CARLI M., *F. T. Marinetti, Lettere futuriste tra arte e politica* (dir. C. Salaris), Officina, Rome, 1989, p. 11. Sur Carli, P. Buchignani, Settimelli.

tant qu'idée pure au sacrifice qui ne cherche aucune compensation²⁴, il se référait justement à ce groupe important de jeunes officiers, les premiers à parier sur le caractère potentiellement révolutionnaire, héroïque et désintéressé de l'aventure d'Annunzio. Confirmant l'intérêt pour ce document, D'Annunzio l'envoya le jour après son adhésion à l'édition milanaise de *Il Rinascimento*²⁵ ».

Le 21 décembre, le « Comandante » appela De Ambris, lui confiant ni plus ni moins dans un premier temps la mission de favoriser à Fiume la naissance d'un périodique de « gauche », mais il lui proposa rapidement de remplacer Giuriati au poste de chef de cabinet²⁶. Cet appel fut certes le fruit du refroidissement des rapports avec l'aile modérée du Commandement de Fiume, mais également de la détérioration des relations avec le Conseil national de Fiume, intéressé uniquement par l'annexion et par son *modus vivendi*²⁷. Mais D'Annunzio avait même interprété les humeurs les plus profondes de ses officiers, c'est-à-dire leur désir diffus de transformer l'entreprise de Fiume en quelque chose de perturbant pour les équilibres non seulement du peuple italien, déprimé par la « putréfaction » parlementaire, mais aussi pour le peuple européen qui succombait sous le joug de la ploutocratie internationale²⁸. L'ascension du groupe du document du 10 décembre préoccupa les représentants du Commandement et du Conseil national qui fin décembre n'avaient pas encore abandonné l'idée de réussir à négocier directement avec Nitti²⁹. Luigi Rizzo, après avoir malgré lui soutenu De Ambris, avait réussi à s'affirmer dans le rôle plus raisonnable et diplomatique de modérateur entre les gradés de l'armée, les milieux gouvernementaux et le Commandement de D'Annunzio. Dans cette posture il avait rencontré les conseillers Salvatore Bellasich et Augusto Mini et avait exprimé son aversion pour le tournant radical du cabinet, conseillant D'Annunzio « sur l'inopportunité de nommer au poste de chef de cabinet De Ambris et Carli ou du moins des éléments extrêmes ». « Tu détruirais d'un seul coup l'œuvre laborieuse de ces dernières semaines³⁰ ». Giuriati lui-même, désormais destitué et sur le point d'être envoyé en

24. DE AMBRIS A., « D'Annunzio e il proletariato », *L'Internazionale*, 30 décembre 1922.

25. DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario...*, *op. cit.*, p. 159-160.

26. La définition des compétences du cabinet politique du Commandement de Fiume ne fut jamais claire et créa diverses polémiques avec les autres organes politiques et administratifs de la ville. Sûrement le cabinet ne se limitait pas au secrétariat de D'Annunzio ou aux affaires administratives courantes, mais visait les fonctions complexes de gouvernement et de représentation de la volonté politique de D'Annunzio.

27. Moins certaine est la possibilité que déjà à partir des premières rencontres entre De Ambris et D'Annunzio de novembre à décembre 1919, fut abordée l'hypothèse de traduire les aspirations messianiques du groupe de De Ambris dans un projet constitutionnel concret, comme le suggère DE FELICE R. (dir.), *La Carta del Carnaro...*, *op. cit.*, p. 17-18.

28. Sur l'urgence de la rénovation dans les files des légionnaires extrémistes, LEDEEN M. A., *D'Annunzio, The first Duce*, Transaction Publishers, New Brunswick, 2002, p. 138.

29. Chef du gouvernement.

30. Luigi Rizzo à Gabriele D'Annunzio, Rome, s. d. [fin décembre 1919], in Fvi, Af, f. vio fiumano, f. Giovanni Giuriati.

mission à Zara, demandait de « désigner dans la journée mon successeur afin que je puisse lui consigner le bureau et partir demain matin avec le paquebot³¹ », exprimant dans le même temps son opposition à la nomination d'éléments d'orientation révolutionnaire. D'un autre côté, de la part des légionnaires les plus agités, arrivaient au contraire des sollicitations pour accélérer la nomination de De Ambris, défini comme « l'instrument idéal » pour retourner à l'esprit originaire de l'entreprise et rompre avec la droite³². Fin décembre D'Annunzio n'avait pas encore choisi entre le capitaine des arditi Mario Carli et le syndicaliste, mais le 3 janvier il décida officieusement d'attribuer la charge à ce dernier³³.

La politique de Fiume

Le tournant extrémiste contraria les représentants du Conseil de Fiume, convaincus que les intérêts diplomatiques, territoriaux et économiques seraient sacrifiés au profit d'un projet révolutionnaire plus ou moins velléitaire mais certainement peu compris. Cette attitude hostile, malgré le sens des responsabilités démontré par le nouveau chef de cabinet à diverses occasions, était compréhensible car les finalités de l'occupation de Fiume comme la conception et les objectifs de la politique étaient totalement transformés. Le premier discours attendu de De Ambris était déjà allé dans ce sens, mettant l'accent mis sur le caractère universel et révolutionnaire de la nouvelle phase de la politique de Fiume :

« Celle que nous appelons "politique de Fiume" ne consiste pas seulement aujourd'hui dans le fait d'alléger la question de la monnaie, dans le fait de normaliser la vie économique de la ville. Tous ces problèmes doivent être et sont l'objet du plus grand soin par les administrateurs et le Commandement de Fiume ; mais ils ne constituent pas l'activité particulière et originale dont je veux vous parler. La politique de Fiume ne se limite pas à assurer l'Holocauste à l'Italie avec l'annexion. Nos horizons se sont élargis. Notre souffle se fait plus ample. Fiume aujourd'hui ne signifie plus seulement un lambeau de terre qui veut se rattacher à la Mère Patrie. Fiume aujourd'hui signifie dans le monde une idée et un flambeau ; le point de convergence d'espérances infinies, le centre d'irradiation d'un mouvement grandiose de libération³⁴. »

31. Giovanni Giuriati à Gabriele D'Annunzio, Fiume, 24 décembre 1924, in Fvi, Archivio fiumano, f. Giovanni Giuriati.

32. Guido Keller à Gabriele D'Annunzio, s. d. [mais été 1920], désormais in CUZZI M. et VENTO A., *Alla Conquista del Soldo. La parabola impossibile di Guido Keller*, in MARZO MAGNO A. (dir.), *Romba il motore, Storie di aviatori*, Il Saggiatore, Milan, 2009, p. 99.

33. Le projet de périodique changera alors d'aspect, le nouveau chef de cabinet ne pouvant dédier son temps à la publication et à la direction de *Il Rinnovamento* de Fiume, ce fut Mario Carli qui reprit le projet d'un organe politique des légionnaires fondant le 1^{er} février 1920, « La Testa di Ferro. Libera voce dei Legionarii di Fiume ».

34. « "Non è mai tardi per andar più oltre". (Discorso tenuto dall'on. Alceste De Ambris ai fu manii, l'11 gennaio 1920) », *La Testa di Ferro*, 1^{er} février 1920.

Déjà, dès la première intervention publique, les intérêts concrets de la communauté italienne de Fiume étaient subordonnés à la rhétorique idéale de la nation prolétaire et révolutionnaire³⁵. De Ambris s'adressait en particulier aux classes laborieuses, soulignant les inégalités entre les conditions des ouvriers des pays riches et ceux des pays pauvres. Cette sorte d'anti-impérialisme mazzinien, à forte coloration idéaliste revendiquée et non dénuée des accents mystiques que quelques années auparavant, De Ambris lui-même avait critiqués, n'empêchaient pas et rendaient même opportune, une nouvelle attitude à l'égard de la Russie :

« À ce propos je veux être absolument sincère ! Il a été longtemps répété – et nous avons fini par y croire – que la République des Soviets était une éphémère imposition de violence ; mais le fait que depuis plus de deux ans elle vit et se renforce nous rend dubitatifs. Du reste un mouvement comme celui de la Révolution russe ne s'arrête pas et ne se brise pas avec les moyens habituels de la politique. Il faut plutôt l'examiner avec un œil sans préjugés et en tirer tous les enseignements que sa victoire ou son écroulement peuvent nous suggérer pour en faire notre profit ! En attendant laissons la se développer, même si nous voulons nous en immuniser³⁶. »

Conscient de l'impopularité de cette affirmation, De Ambris s'empresait de souligner le caractère tactique et économique de l'ouverture à la Russie, afin d'obtenir du blé et des matières premières à un coût adapté à la perte de valeur de la devise de Fiume. Cette connotation matérielle dans un discours chargé d'évocations, d'allusions, de symboles et d'incitations héroïques, servait clairement à chasser les doutes de la classe dirigeante de Fiume déjà méfiante. Ce qui s'avérait plus préoccupant était cependant l'absence de signes d'une nouvelle politique dans l'administration de la cité³⁷.

La réunion du 28 janvier aborda les problèmes urgents comme la sûreté publique et l'hygiène, l'alimentation et la monnaie, le chômage et l'inflation, laissant de côté l'éloquence esthétisante qui avait inauguré son aventure. La comparaison entre la première intervention de De Ambris et celle de D'Annunzio, le fameux « ici on est hardi, on n'ourdit pas », avec la réunion du 30 mars, qui suivait la controverse sur la proclamation de la république de Fiume, justifiait la fondation d'un État indépendant non seulement pour des idéaux de libération universelle, mais pour des raisons matérielles comme les difficultés économiques et les négociations de paix qui s'éternisaient. Dans ce passage on trouvait toute la dialectique maximaliste de De Ambris qui, depuis le temps des luttes prolétaires, justifiait les choix concrets et conflictuels avec les orientations générales et idéales

35. Discours d'Alceste De Ambris au théâtre Fenice, Fiume, 11 janvier 1920.

36. *Ibid.*

37. « Chi non è con noi è contro di noi. Discorso pronunciato da Alceste De Ambris davanti al popolo fiumiano il 29 gennaio 1920 », *La Testa di Ferro*, 8 février 1920.

et inversement les passages formels et organisationnels avec les intérêts réalistes³⁸.

Si d'un point de vue immédiat et sur le court terme, cette méthode impressionnait l'auditeur et les masses légionnaires, d'un point de vue politique et sur le moyen terme, elle générait le plus souvent de la confusion et ouvrait la porte aux critiques portant sur l'incohérence et le caractère velléitaire de son action. En l'occurrence, justifier le projet de nouvelle constitution avec les exigences tactiques et économiques alors qu'il avait affirmé le caractère sacré de la mission rénovatrice de Fiume, prêtait le flanc aux accusations d'opportunisme et de tiédeur de la part de certains légionnaires informés, tandis qu'il ne dissipait pas les doutes des citoyens modérés sur les réelles intentions de l'occupation de Fiume. De la même façon s'avérait peu populaire le fait de justifier les mesures sociales et économiques qu'elles soient répressives ou vertueuses en brandissant le mythe de l'unité et l'autonomie de Fiume alors qu'en premier lieu il combattait les élus et les autonomistes, en premier lieu Riccardo Zanella, et qu'il polémiquait avec le conseil national. Quand il était l'acteur des luttes ouvrières et paysannes, il réussissait à traduire cette oscillation entre mythe révolutionnaire et conflit quotidien, entre esprit et matière, entre enthousiasme et consensus : désormais, étranger au tissu civil de Fiume, la même opération semblait ne pas faire autre chose qu'augmenter l'incertitude et l'isolement.

La politique de son cabinet fut prise dans les contradictions entre les principes révolutionnaires exprimés en public et la pratique concrète de l'exécutif caractérisée par l'attitude ouvertement antislave et antisocialiste. L'accord signé par les représentants des industriels et des travailleurs après les premières mobilisations ouvrières d'avril semblait être une démonstration de la nouvelle orientation que le Commandement de D'Annunzio avait donnée au rapport capital-travail ; outre la recherche d'une relance productive pour la ville, en crise profonde depuis la fin de la guerre, dans une intervention célèbre de D'Annunzio, le rôle fondamental de la classe ouvrière dans la politique et dans l'économie de la ville³⁹ fut reconnu. En même temps, par « classe ouvrière » on entendait seulement la classe ouvrière italienne associée à la Chambre du Travail fondée depuis peu, excluant et cherchant à marginaliser les organisations de travailleurs à direction socialiste et à majorité croate, contre lesquelles furent même utilisés des

38. Une attitude pourtant propre à son époque et commune à diverses sensibilités révolutionnaires ; Tasca souligne un problème similaire dans la politique socialiste existante de l'été 1920, qui d'un côté signait à Moscou un pacte pour le triomphe de la révolution sociale de la république universelle des soviets et de l'autre invitait les ouvriers italiens à accepter la nouvelle loi sur les assurances sociales, TASCA A., *Nascita e avvento del fascismo*, La Nuova Italia, Florence, 1950, p. 124.

39. Sur la grève « économique » du 6 avril 1920 qui amena une augmentation générale des salaires et fut caractérisée par la fameuse déclaration pro-travailleurs de D'Annunzio, surtout DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario e fumanesimo...*, op. cit., p. 77 sq. ; PARLATO G., « Il Rettorato del Lavoro », p. 116-118, in *Mezzo secolo di Fiume, Economia e società a Fiume nella prima metà del Novecento*, Cantagalli, Siena, 2009, p. 113-141.

dispositifs législatifs et répressifs innovants parmi lesquels des décrets-lois *ad hoc* et une nouvelle police politique⁴⁰. De nombreux Croates seulement suspectés d'activité hostile ou critique envers le Commandement furent frappés par des mesures administratives d'expulsion, déclenchant ainsi une distinction peu claire entre individus pertinents et non-pertinents, discrimination permettant d'accéder à la citoyenneté. De Ambris chercha plusieurs fois à limiter les excès et les abus, déchargeant les responsabilités sur certains subordonnés et sollicitant l'intervention de D'Annunzio, mais dans les faits, il donna satisfaction à cette politique d'italianisation encouragée par la communauté italienne.

L'italianisation forcée devait être le tribut à payer à la bourgeoisie de Fiume de langue italienne pour garantir l'approbation tacite du projet rénovateur et ambitieux de De Ambris et des « apôtres » légionnaires. Moins efficaces furent les commémorations, les fêtes, les meetings ou les rites militaires, qui auraient dû avoir la double fonction de cimenter l'esprit de camaraderie ou de servir de courroie de transmission entre les services administratifs et les citoyens, reconfirmant de nouveau ce plébiscite quotidien sur lequel se basait la légitimité révolutionnaire de l'entreprise dannunzienne⁴¹. Au-delà des chiffres fournis par De Ambris, lui-même qui parlait de trente mille personnes aux manifestations⁴², demeurait le sentiment que la liturgie dannunzienne impliquait en profondeur seulement les groupes militaires conscients que le statut privilégié dont ils jouissaient dépendait en grande partie du succès de ces démonstrations⁴³. Les rassemblements au Théâtre Fenice étaient caractérisés principalement par la faible participation des citoyens de Fiume mais à l'opposé par l'omniprésence des militaires. Les manifestations de rue rencontraient entre autre un problème, différent mais non moins gênant, le public assistait à celles-ci comme à des spectacles exceptionnels sans se faire emporter par l'esprit mystique et de discipline que voulaient créer les dirigeants. À une citoyenneté souvent absente et peu impliquée, en définitive réfractaire et fatiguée par la militarisation de la société de Fiume⁴⁴, correspondait une partie des militaires prêts à se

40. L'ordonnance du Commandement du 15 février 1920 entendait harmoniser les services de surveillance instituant une commission de police politique composée des différents organes dirigeants parmi lesquels le bureau des informations de Manlio Verde, et une équipe politique, patrouille en civil d'une dizaine d'agents ayant pour mission spécifique de signaler les mouvements autour de sections réunies.

41. Sur le lien fête-révolution dans l'expédition de Fiume, SALARIS C., *op. cit.*, p. 11-12.

42. *Chi è Riccardo Zanella*, document qui réfute les accusations du dirigeant autonomiste envoyé aux députés et aux journalistes à Rome.

43. On ne pourrait pas expliquer autrement la nécessité de préciser l'exigence de la présence de citoyens de Fiume le jour de la proclamation de la Régence du Carnaro au meeting du Théâtre Fenice, Ordine di presidio n° 62, Comando della Divisione italiana in Fiume d'Italia, 30 août 1920, *in* Dra, *Hr-Dari-003, Pvr*, s. 5.

44. Les données officielles de l'armée estiment à 4500 le nombre de militaires déserteurs au 28 septembre 1919, le tableau *in* LONGO L. E., *op. cit.*, p. 255. On peut alors se rendre compte du poids d'une telle masse dans une ville de moins de cinquante mille habitants, toutes nationalités comprises,

laisser séduire par le climat aventureux et informel de l'occupation, avec une attitude souvent à la limite de la provocation :

« La discipline formelle laissait beaucoup à désirer même la plus essentielle [...]. Les armes spéciales de l'infanterie étaient maniées avec une rare maîtrise et une grande bravoure. Qui a observé, durant les entractes du concert de Toscanini, les légionnaires assistant à la représentation qui se lançaient par jeu, avec tant de désinvolture et de maestria, des grenades de l'orchestre à la galerie et vice versa, peut témoigner de la maîtrise et du coup d'œil que ces soldats possédaient dans le maniement des armes les plus délicates et les plus dangereuses⁴⁵ ! »

Corrado Zoli, par la suite sous-secrétaire d'État à la Régence, décrivait cette scène emblématique du climat de Fiume, avec une ambiance agitée et indisciplinée⁴⁶. Les dizaines d'ordres disciplinaires de division et de garnison des généraux Ceccherini et Corrado Tamajo, racontaient les dépravations immorales et illégales de certains soldats en particulier, et de sections entières durant les longues semaines d'occupation et qui donnaient lieu à de véritables « perles » comiques involontaires⁴⁷. Du point de vue de De Ambris et de certains militaires plus libéraux, la situation produisait toutefois également un effet vertueux dans une triple optique de l'autonomie des subordonnés envers leurs supérieurs, de la politisation des troupes et de la formation d'une avant-garde révolutionnaire.

Le document *Il Rinascimento* était la base d'une telle opération globale de refondation de la pratique patriotique et « du risorgimento » dans l'armée italienne qui sous la direction de De Ambris, s'enrichit d'institutions, de méthodes et de théories du mouvement ouvrier et révolutionnaire et fut soutenue et encouragée aussi par les avant-gardes artistiques et esthétiques comme celle futuriste, dont le programme était tourné vers la désintégration de la supériorité de la forme plastique, c'est-à-dire des restes politiques de « l'ancien régime⁴⁸ ». Ce n'est pas un hasard si un des acteurs de cette

comme Fiume. Dans les mois suivants bien que le flux d'arrivée ait diminué, le solde reste positif au moins jusqu'à la proclamation de la régence, quand la tendance s'inverse.

45. ZOLI C., *Le giornate di Fiume*, Bologne, 1921, p. 22. Le concert eut lieu en novembre au théâtre Fenice et fit divers blessés justement à cause de cet entrainement improvisé ; LEDEEN M., *op. cit.*, p. 288.

46. L'atmosphère ludique de certaines manifestations incitait ces mêmes militaires à prendre peu au sérieux le caractère guerrier de la plupart des défilés. Les généraux Corrado Tamajo et Sante Ceccherini mettaient en lumière non seulement la faible attention des soldats et des légionnaires vis-à-vis de la discipline des défilés mais aussi un sentiment répandu et diffus de refus général et « politique » des règles militaires, cf. par exemple, l'ordre de division n° 335, du Commandement de la Division italienne de Fiume d'Italie, 12 août 1920, in Dra, *Hr-Dari-003 Pvr*, s. 5.

47. En style grandiloquent, on interdisait les habitudes blâmables de certains légionnaires comme celle d'uriner et de déféquer directement dans les puits d'eau potable, de racketter les habitants slaves de Fiume, d'ignorer les ordres de parade et se donner en spectacle avec des exhibitions érotiques ; voir gli Ordini di presidio, in Dra, *Hr-Dari-003 Pvr*, s. 5.

48. L'intervention de CARPI U., « Futurismo e sinistra politica », *Futurismo, cultura e politica...*, *op. cit.*, p. 67-67. Sur les rapports entre futurisme et politique révolutionnaire aussi BERGHAUS G., *Futurism and politics Between, anarchist rebellion and fascist reaction, 1909-1944*, Berghahn Books,

ambitieuse mission fut Mario Carli, qui après avoir disputé à De Ambris la nomination de chef de cabinet, avait travaillé avec ardeur à la direction de *La Testa di Ferro*⁴⁹, expression qu'il forgea lui-même comme « fiumanesimo » (esprit de Fiume) pour définir cette idéologie révolutionnaire qui, partant du fait historique de l'entreprise dannunzienne, relançait les thèmes du travail productif, de l'anti-impérialisme et de l'esthétique de la violence révolutionnaire. Le périodique s'afficha tout de suite ouvertement comme un soutien à de De Ambris et à la rupture au Commandement par rapport à la ligne de Giuriati, contre le Conseil national et les militaires pro-monarchistes. Pour revendiquer la nécessité d'une explosion salutaire de violence révolutionnaire, il en arrivait même à sympathiser avec l'expérience léniniste :

« Lénine est un homme du réel, c'est un vrai roc de réalité rudement façonné à l'épreuve. Ce sont de faux révolutionnaires ceux qui lui reprocheraient d'avoir adopté les baïonnettes pour défendre ses idées. Tout idéal a besoin de la force pour s'imposer. Les pudeurs des pseudo-humanitaires, nous les laissons aux apôtres platoniciens des pâles idéaux et de soupirs. À nous qui aimons l'énergie efficace et combative, nous séduit infiniment la violence froide de ce petit homme russe qui a voulu construire un monde nouveau au son métallique des mitrailleuses et qui a imposé sa conception même contre la volonté des siens⁵⁰. »

Ce fut la première des ouvertures idéologiques que Carli concédera au léninisme dans les colonnes de son journal, accompagnée par les commentaires de Foscanelli, qui souhaitait un retour aux origines révolutionnaires de l'interventionnisme et de la guerre : en admettant également la possibilité d'une dictature militaire temporaire guidée par un « Duce », il déterminerait dans la syndicalisation inédite des forces de police, l'un des signes majeurs de la rénovation de la société et relançait donc le projet de De Ambris d'une régénération de l'élite dirigeante⁵¹.

La distinction entre « le bolchévisme russe de première génération » et le léninisme ressemblait donc moins à la volonté concrète d'un rapprochement avec les courants philo-russes du mouvement révolutionnaire italien, et plus une alliance « ardito-futuriste⁵² » esthétique-politique. Même un

Providence (Oxford), 1996; CARPI U., *L'estrema avanguardia del novecento*, Editori Riuniti, Rome, 1985.

49. En février 1920, au même moment que la naissance de l'organe légionnaire, Carli rédigeait et publiait le « Nuovo programma-statuto dell'Associazione Arditi d'Italia », *L'Ardito*, 22 février 1920, avec la bénédiction de D'Annunzio et de De Ambris.

50. CARLI Mario, « Il piccolo padre bolscevico », *La Testa di Ferro*, 7 mars 1920.

51. FOSCANELLI U., « Visione piu larga », *La Testa di Ferro*, 18 avril 1920.

52. Sans entrer ici dans les détails mais à seule fin d'éviter toute confusion, nous signalons le débat, souvent âpre qui éclatera dans leurs journaux respectifs entre Marinetti, Vecchi et Carli et qui amena à préciser les caractères du futurisme politico-romain du premier, de l'arditisme civilo-milanaise du second et l'arditisme politico-fiumien du troisième, GENTILE E., *Il futurismo e la politica...*, *op. cit.*, p. 141-143. Pour Carli, le futurisme était la seule catégorie artistique et littéraire mais se distinguait

ardito, féroce antisocialiste, comme Piero Bolzon rapprochait les figures de Lénine et D'Annunzio, malgré l'intention évidente d'opposer l'action fièrement violente et dictatoriale du leader russe à la lâcheté bureaucratique et pacifiste des subversifs italiens⁵³. La sympathie pour la Russie était une conséquence directe de la campagne antioccidentale et du mythe de l'héroïsme révolutionnaire opposé au socialisme rebattu et alimentaire. La possible expérimentation des soviets et la démocratisation de l'armée pouvaient et devaient être insérées dans le cadre de la protection du suprême intérêt national, avec l'habituelle critique intransigente du socialisme italien « hermétiquement, féroce antipatriotique⁵⁴ ». Dans les deux premiers numéros, Carli publia entièrement les deux discours de De Ambris de janvier et une biographie du syndicaliste réalisée par Umberto Foscanelli, son secrétaire particulier et lui aussi soutien enthousiaste du projet rénovateur. Ce dernier, qui exaltera les « magnifiques déserteurs⁵⁵ » de l'entreprise de Fiume contre l'armée régulière, exprimait au mieux la conception différente de la vie militaire qui régnait dans le Commandement de Fiume, attaquant l'immobilisme des autres officiers comme le lieutenant Lunelli du bureau des délégations, « type bureaucratique caractérisé, encadré, lent, seulement capable d'être un très bon exécutant, mais pas un concepteur⁵⁶ ».

Au-delà de la critique des membres encore liés à des modèles hiérarchiques et bureaucratiques, certains officiers se mirent à proposer des institutions nouvelles et controversées, à la fois militaires et civiles : les Soviets. Les officiers les plus dénués de préjugés et proches de De Ambris, tels que Foscanelli, Iglioni, Keller, Carli, considéraient avant tout comme antihistorique, et comme vil, le fait de craindre par définition ce terme et cette institution « agile » :

« Le soviét (autre mot-épouvantail pour les bourgeois timorés dans tous les pays) est un produit si raisonnable et si utile en des temps nouveaux, et il est tellement diffus, sous la forme syndicale, dans les milieux administratifs et industriels qu'on ne comprend pas pourquoi il ne devrait absolument pas entrer dans la vie politique et militaire. [...] Et alors, pourquoi ne pas admettre ces humbles, ces représentants perspicaces de la masse sans nom (les fantassins) à la direction des affaires politiques, sociales, militaires,

de Vecchi par le caractère plus immédiat de l'arditisme de ce dernier. Voir aussi *La Testa di Ferro* de Carli, *L'Ardito* de Vecchi et *Roma futurista* de Marinetti.

53. « Deux seules figures des héros dans le sens Carlylien du mot, a fait ressortir la guerre anonyme, lourde et sans génie (*sic!*) : D'Annunzio et Lénine à eux deux résumant les caractères plus précis de leur racines, et l'une et l'autre s'opposent, adversaires d'aujourd'hui et de demain », BOLZON P., *Individualismo eroico contro Nichilismo comunista*, reproduit in FORTI (Umberto Foscanelli), « Fiume et il bolscevismo », *La Testa di Ferro*, 18 avril 1920, dans lequel Foscanelli identifie les ploutocraties occidentales comme les premiers ennemis.

54. CARLI M., *Con D'Annunzio a Fiume*, Milan, 1920, p. 109. Sur la position de Keller, CUZZI M. et VENTI A., *op. cit.*, p. 97.

55. FOSCANELLI U., *D'Annunzio e il fascismo*, Audace, Milan, s. d. [1924], p. 34.

56. Umberto Foscanelli à Alceste De Ambris, 11 juillet 1920, in Archives Guastoni-De Ambris.

administratives, comme conseillers et comme interprètes de la volonté de la majorité? Naturellement selon les mêmes conditions, sans aucune suprématie ou dictature⁵⁷. »

Ulisse Iglioni tenta d'introduire le Soviet des soldats dans la Compagnie « Arditi "D'Annunzio", qu'il commandait, probablement juste après la diffusion du document *Il Rinnovamento*, c'est-à-dire en novembre 1919. Mario Sani situait le moment de cette décision, les premières déchirures avec les militaires conservateurs, *in primis* le major Carlo Reina qui en décembre avait laissé Fiume, se démettant du poste de Chef d'État-Major auprès du Commandement, charge politico-militaire heurtée par le nouveau cours « révolutionnaire⁵⁸ ». Le défi ouvert à la discipline et à la hiérarchie militaire trouva une opposition, non seulement de la part des officiers supérieurs, mais aussi chez les plus jeunes officiers zélés et ambitieux parmi lesquels se distinguait le major Giuseppe Nunziante. Chef du 8^e Régiment d'assaut, l'un des officiers proches des positions nationalistes et légalitaires, il raconta son combat constant contre les militaires les plus agités et rebelles, auxquels il faisait porter la responsabilité de l'exclusion de presque tous les officiers modérés. Cette « lutte sourde et implacable », comme la définissait lui-même Nunziante et que conduisit l'officier nationaliste contre Iglioni et les tendances pro-soviet, dura pendant toute la période d'occupation de Fiume. Alors que Ceccherini s'obstinait à rappeler aux subordonnés les codes d'honneur désormais ressentis comme obsolètes, Nunziante cherchait à rétablir l'ordre et l'autorité à travers des manifestations de forces plus efficaces, « avec la force la plus brute, oui, mais sincère; aux insinuations et aux machinations, il répondait en faisant briller l'éclat des poignards et avec de bruyantes explosions de bombes; c'étaient des entraînements mais réalisés à des heures et dans des lieux qui servaient d'avertissement⁵⁹ ». Les entraînements étaient symptomatiques de la nervosité qui régnait parmi ces conjurés et du manque d'homogénéité dans les rangs militaires de D'Annunzio. La réaction de Nunziante était explicitement tournée contre les expérimentations radicales d'Iglioni qui à son tour ne perdait pas une occasion de s'opposer aux tentatives d'encadrer et de discipliner ses arditi. L'hypothèse insurrectionnelle républicaine de mars 1920 provoqua le premier vrai conflit entre les officiers révolutionnaires et ceux fidèles à la hiérarchie militaire et au serment fait au roi : bien que limité à des

57. M. Carli, *Con D'Annunzio a Fiume...*, *op. cit.*, p. 109.

58. « Ce n'est pas vrai qu'un pur critère d'organisation ait présidé à la suspension de la charge Chef d'État-Major auprès du Commandement de Fiume, on oublie le Soviet des Officiers supérieurs qui fut la principale raison pour l'élimination du major Reina », note de Mario Sani à Gabriele D'Annunzio, Fiume, 5 juillet 1920, *in* Archives Guastoni-De Ambris. Sur le rôle de Reina à Fiume, CHIARINI R., « L'Impresa di Fiume tra "scalmanati e ragionevoli" », *Fiume legionaria. A ottant'anni dell'impresa dannunziana*, Actes du colloque, Trieste, 27 novembre 1999, Trieste, 2001, p. 35-42.

59. Note du major Giuseppe Nunziante, 13 février 1921, *ibid.*

affiches et à quelques rares escarmouches, il se résolut par le renoncement de De Ambris à proclamer la République et par le départ de Fiume de certains détachements⁶⁰. Les aspirations républicaines étaient considérées par les groupes politiques et économiques italiens presque exclusivement comme un phénomène de rébellion générationnelle et existentielle, peu dangereux en tant que tel, mais gênant du fait de la présence d'éternels hérétiques comme De Ambris. Le Comité central des Faisceaux lui-même n'affichait pas un grand enthousiasme et se concentrait plutôt sur la nécessité de gérer l'exubérance et l'autonomie de certains « squadristes » et fascistes plus jeunes, comme par exemple Giunta ou Arpinati : le premier, signataire, nous le rappelons, du manifeste de De Ambris et à partir du printemps 1920, chef du fascisme de Trieste et le second chef de celui de Bologne. C'est justement à ces jeunes fascistes que s'adressait la proposition de Mario Carli de fonder un nouveau Fascio di Combattimento de Fiume « centre d'agrégation d'une coalition transversale des diverses composantes de l'interventionnisme de gauche, à l'extérieur et en alternative aux partis traditionnels⁶¹ », proposition qui fut transmise à Mussolini et qu'il accueillit avec une grande froideur.

Le cabinet de De Ambris était plutôt décidé à former des groupes autonomes pour l'enrôlement de bataillons de volontaires, qui devaient constituer l'ossature de la nouvelle force révolutionnaire de Fiume, d'orientation mazzinienne et syndicale. Des groupes de ce type étaient déjà actifs à Trieste et Venise grâce à l'action organisationnelle de D'Osmio et Treves et d'autres forces d'inspiration irrédentiste et franc-maçonne en octobre et novembre 1919. Leur faiblesse par rapport à l'organisation socialiste avait été la cause de l'échec du premier projet insurrectionnel contre le gouvernement Nitti. Grâce à l'avocat romain, franc-maçon et pro D'Annunzio, Salvatore Lauro et d'autres contacts, Bazzi s'était proposé de réunir « tous les éléments utiles de Rome » et de commencer à mettre en œuvre des pratiques similaires à Gênes et à Milan malgré l'indifférence apparemment insurmontable ou pire, l'hostilité de l'opinion publique⁶². Alors que le nouveau chef de cabinet était occupé à rassurer le Commandement et à préparer le projet de constitution prévu en mars, Bazzi et Bonmartini avaient travaillé pour développer l'organisation, cherchant en particulier à accentuer le lien entre syndicalisme parmesan et le fascisme milanais⁶³. Bazzi reprenait grosso modo le périple effectué par Giunta en octobre de l'année passée, for cette fois-ci de l'espoir qu'aurait soulevé la proclamation

60. À l'occasion du fameux incident à la barre de Cantrida, durant lequel des coups de feu avaient été échangés entre les ardiiti de Iglori et les carabinieri de Rocco Vadalà qui retournaient dans l'armée régulière.

61. ERCOLANI A., *op. cit.*, p. 17.

62. Carlo Bazzi à Alceste De Ambris, Rome, 30 juin 1920, *in* Archives Guastoni-De Ambris.

63. Carlo Bazzi à Alceste De Ambris, Milan, 11 mars 1920, *ibid.*

de la République de Fiume, une alternative crédible face au danger de la révolution bolchévique⁶⁴.

La renonciation momentanée de la proclamation de l'État libre républicain et les incompréhensions avec le Comité central Fasciste, sur lequel nous reviendrons plus loin, repoussèrent de quelque temps la possibilité de construire de nouveaux foyers insurrectionnels. Bazzi resta actif avec Bonmartini au moins pour renforcer la délégation romaine qui aurait eu le double objectif de relancer « politiquement » la cause de Fiume et de constituer la future représentation du nouvel état.

Les « relations extérieures »

Le projet ambitieux de rénovation sociale et institutionnelle adopté par le Commandement de Fiume tirait sa légitimité non seulement de sa rupture avec la discipline militaire, mais aussi du fait révolutionnaire de l'occupation. Demeurait essentielle également l'aspiration à devenir le phare de la lutte internationale des « petites patries » contre l'équilibre politique et économique garanti par les « superpuissances » impérialistes.

L'importance du lien entre la question de Fiume avec les luttes pour l'indépendance et la résistance d'autres peuples fut soulignée dès le discours d'investiture de De Ambris. Le dépassement du mythe wilsonien et de la Société des nations avait amené à reconsidérer les termes du principe de nationalité aussi bien dans une optique positive comme l'autodétermination que dans une optique négative comme l'anti-impérialisme⁶⁵. La Ligue de Fiume devait servir avant tout de pendant symbolique à l'organisation internationale occidentale, mais aussi de dépassement patriotique de l'internationalisme orthodoxe d'empreinte marxiste⁶⁶. Considérer la Société des nations comme une simple expression des intérêts matériels des nations riches ne devait pas signifier retomber dans les particularismes d'avant-guerre, ni appuyer l'universalisme a-national socialiste. Le lien entre des expériences si radicalement différentes comme l'Égypte islamique, l'Irlande catholique, les lointaines Inde et Géorgie, était donc la condition commune de subalternité économique et matérielle aux puissances victorieuses⁶⁷. Les instances universalistes étaient refusées en tant que formalisation d'entités supranationales ou a-nationales, mais seraient soutenues si elles étaient l'expression du droit des « petites patries à une autodétermination complète ».

64. Carlo Bazzi à Alceste De Ambris, Milan, 17 mars 1920, *ibid.*

65. CUZZI M., « Tra autodeterminazione e imperialismo: la Lega di Fiume », in RAINERO R. H. et GALLI S. B. (dir.), *L'Italia e la grande vigilia: Gabriele D'Annunzio nella politica italiana prima del fascismo*, FrancoAngeli, Milan, p. 129-164.

66. LEDEEN M., *op. cit.*, p. 240 *sq.*; SALARIS C., *op. cit.*, p. 42-47.

67. CUZZI M., *op. cit.*, p. 136-137.

Cette sorte « d'hypermazzinianisme » se conjugait avec le spiritualisme ésotérique, aristocratique et orientaliste de D'Annunzio, marqué par des positions libertaires originales de l'internationalisme comme valorisation de la dialectique positive, spontanée et égalitaire entre les nouvelles républiques, ce que James Guillaume avait transmis à De Ambris en opposition à l'internationalisme prolétarien marxiste. Bien au-delà de la connotation négative de la critique de la Société des nations, le projet de la Ligue de Fiume comme traduction concrète de cet idéal romantique des petites patries et des peuples opprimés attira l'attention de certains représentants de ces « esthètes armés⁶⁸ » de la culture européenne à peine sortie de la guerre, comme le poète belge Léon Kochnitzky. Ce dernier après une interview de D'Annunzio en novembre 1919 pour le compte de « L'Indépendance Belge » avait décidé de rester à Fiume⁶⁹. Le 12 janvier 1920, il fut nommé chef du Bureau des relations extérieures aux côtés de Ludovico Toeplitz, lui aussi « poète armé », de Coselschi, de l'Américain Henry Furst et de Giovanni Comisso, autre intellectuel ouvert aux tendances spiritualistes et ésotériques.

Le projet de faire de Fiume le fer de lance d'un mouvement international contre la « triple alliance capitaliste⁷⁰ » dépendait également du fait de recevoir des fonds de différents représentants de ces peuples que ce mouvement aurait dû idéalement rassembler, avec pour objectif de faire prévaloir le plus possible le travail des délégués de Fiume à Paris⁷¹. L'attention du nouveau Commandement de De Ambris était plus tournée vers le soutien au séparatisme croate et monténégrin : Mario Sani rencontrait durant cette même période à Fiume, Ivica Frank, nationaliste croate, antiserbe et antiyougoslave, lui promettant sous l'appellation de « dépenses politiques », cinquante mille lires⁷². La Ligue de Kochnitzky et des autres jeunes idéalistes qui agissaient au sein d'un bureau autonome par rapport au cabinet de De Ambris sans prendre connaissance de ces « intrigues balkaniques⁷³ », mettait en œuvre une action velléitaire et moins soutenue. Le 22 mars 1920 seulement, il soumit à D'Annunzio le Projet de Constitution de la Ligue de Fiume, avec pour objectif d'universaliser la « doctrine nouvelle » de Fiume et de créer une sorte « d'internationale dannunzienne ». Par la suite, le bureau se montra plus actif et identifia les

68. SERRA M., *L'estate armato. Il poeta-condottiero nell'Europa degli anni Trenta*, il Mulino, Bologne, 1990.

69. GERRA F., *L'impresa di Fiume, Volume primo...*, *op. cit.*, p. 175.

70. En l'espèce « Amérique, Angleterre et France », DE AMBRIS Alceste, « Il problema di Fiume. La realtà economica », *Il Popolo d'Italia*, 10 juin 1920. Avec celui-ci et d'autres articles sera compilé l'opuscule, avec une introduction de HODNIG Armando, A. De Ambris, *Il problema di Fiume (con 5 carte illustrative)*, Rome, 1920.

71. Giovanni Giuriati à Alceste De Ambris, 29 janvier 1920, *in* Fvi, Af, f. Giovanni Giuriati.

72. CUZZI M., *op. cit.*, p. 139-140.

73. SALOTTI G., « Gli "intrighi balcanici" del 1919-1920 in un memorandum a Mussolini del 1932 di Vladimiro Petrovich-Saxe », *Storia Contemporanea*, n° 4, a. 1989, p. 688.

groupes avec lesquels collaborer activement, désignant au-delà des croates, les paysans sociaux démocrates, les séparatistes albanais et monténégrins ainsi que les communistes hongrois qui avaient fui la Hongrie « blanche ». Les rapports avec les croates et les hongrois répondaient à des exigences de politique étrangère, dont l'une était de saboter la constituante yougoslave, plus qu'à une visée internationaliste. À partir de « l'incident Sisa⁷⁴ », les rapports entre le bureau et le cabinet commencèrent à se détériorer ; on considérait que Kochnitzky était peu attentif au manque de ressources disponibles, qui depuis le début avaient miné les potentialités de la Ligue de Fiume et également peu respectueux des équilibres de pouvoir à Fiume. Bonmartini chercha en juin à ramener les rapports avec les communistes hongrois sur un terrain plus concret ; sur proposition du légionnaire Giovanni Host Venturi, et surtout sur ultimatum de D'Annunzio, il alla jusqu'à les menacer d'un accord avec le gouvernement blanc de Koltchak s'ils ne mettaient pas à disposition les fonds, sachant que cela aurait détérioré d'éventuelles relations avec Moscou⁷⁵ :

« Host-Venturi me dit que vous ordonnez que j'envoie un ultimatum aux communistes hongrois en ce qui concerne l'acceptation de notre point de vue. La date de l'ultimatum était le 28 du mois. Si les Hongrois ne répondaient pas avant cette date, nous serons obligés de conclure des accords militaires avec le gouvernement Blanc. J'ai agi alors en conséquence et il me fallut tous les meilleurs accents du monde pour leur faire comprendre que nous étions prêts à agir ainsi pour des raisons purement pratiques. Désormais, vu les conditions des voies ferroviaires, il faut, si on veut arriver à un accord, proroger le terme de l'ultimatum. Et il est d'autant plus clair que si on ne trouve pas un accord avec les "rouges de Hongrie", il est inutile d'espérer en trouver un avec les "rouges de Levant"⁷⁶. »

Toutefois, quand fut réglée l'affaire du blé du (navire) « Baron Feierway » et quand l'urgence économique diminua, Bonmartini invita D'Annunzio à accélérer la promulgation de la constitution justement pour faciliter les négociations avec les « rouges de Levante ». La priorité de l'été 1920 devenait celle d'utiliser les ressources, les énergies et les fonds pour organiser l'État de Fiume et ses représentations en Italie.

74. Kochnitzky, malgré le fait qu'il n'avait pas de retour de l'orient et bien qu'il commençât à créer des tensions parmi les secteurs nationalistes de Fiume, continua son action de rapprochement avec les secteurs bolchéviques, visant en particulier les communistes hongrois. En avril 1920 il rencontra à Fiume, Nikola Sisa, ancien commissaire du peuple du gouvernement de Bela Kun et expulsé par l'amiral Horthy, mettant en difficulté le Commandement de De Ambris qui dut se défendre face aux polémiques et aux accusations de philo communisme de la part Conseil National. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, Fiume, 13 mai 1920, aujourd'hui in DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario...*, op. cit., p. 178-189.

75. Giovanni Bonmartini à Gabriele D'Annunzio, Rome, 15 juin 1920 et 18 juin 1920, maintenant in CUZZI M., op. cit., p. 149.

76. Giovanni Bonmartini à Gabriele D'Annunzio, Rome, 23 juin 1920, in Fvi, Ad, f. Giovanni Bonmartini.

La Ligue de Fiume de Kochnitzky qui avait bien démontré son peu d'efficacité opérationnelle et qui avait été seulement annonciatrice de problèmes pour le commandement, devenait donc globalement inutile. Le 3 juillet 1920, elle rendit sa démission, justifiée officiellement par la fatigue et des raisons de santé du poète belge, mais en réalité par la désillusion face à la dérive pragmatique du Commandement de De Ambris, à son tour soulagé que cet épisode se soit conclu « d'une façon avenante⁷⁷ ». Le chef de cabinet n'exprimait aucun regret au sujet du départ du poète belge, qui, outre s'être montré dispersé et velléitaire, disputait à gauche le même espace que le syndicaliste dans l'imaginaire des légionnaires les plus révolutionnaires. Kochnitzky notera des années après, que l'idée de déplacer le centre de gravité vers des positions ouvertes au bolchévisme et à la gauche italienne, avait été entravée justement par la présence de De Ambris qui, habité par une vision de rénovation sociale, patriotique et nationale, alternative à celle marxiste et encore qualifié de « trahison », rendit impossible, même de façon plus importante pour le « bourgeois » D'Annunzio, un quelconque accord avec les milieux socialistes et libertaires⁷⁸.

Après la démission de Kochnitzky, la direction des relations extérieures demeura dans les mains de Coselschi, qui chercha à réussir une synthèse difficile entre les aspirations idéales de l'anti-impérialisme de Fiume et la nécessité d'une politique étrangère contre la Yougoslavie, « harmonisant par ailleurs le principe idéal de l'esprit de Fiume (réalisé par la Ligue de Fiume) avec comme occasion pratique le maintien d'une agitation antiserbe active⁷⁹ ». Dans une telle optique, on pouvait également transiger sur les principes universels et accorder une plus grande attention aux rapports avec des régimes qui, bien qu'ouvertement réactionnaires comme le gouvernement hongrois, combattaient les intérêts yougoslaves. Coselschi évitait de montrer une indication univoque mais le tournant antislave par rapport au bureau précédent dirigé par Kochnitzky était indéniable :

« Désormais, il ne fait aucun doute que l'idée de Fiume, idée de justice et de liberté, doit condamner la "terreur blanche", mais dans ce moment politique particulier et si délicat, il faut faire attention quand on s'entremet avec une hostilité affichée dans les affaires internes hongroises. Ce qui arrive à l'intérieur de la Hongrie, devrait passer momentanément au second plan par rapport à l'attitude que le gouvernement hongrois pourrait avoir envers la Yougoslavie. [...] Contrairement à ce que pensait Kochnitzky, je crois, comme il est dit plus haut, que l'on doit mettre de côté du moins pour le moment une intervention explicite du Commandement de Fiume contre la

77. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, Gênes, 8 juillet 1920, maintenant in DE FELICE R., *Nuove lettere di Alceste De Ambris, op. cit.*, p. 229-230. Voir aussi la lettre d'Umberto Foscanelli à Alceste De Ambris, Fiume, 11 juillet 1920, in Archives Guastoni-De Ambris.

78. KOCHNITZKY L., *La quinta stagione o i centauri di Fiume*, Bologne, 1922, p. 148.

79. COSELSCHI E., *La politica fiumana nelle penisola balcanica*, Fiume, 31 juillet 1920, in Archives Guastoni-De Ambris.

“terreur blanche”, mais que d’autre part, il est également nécessaire de s’abstenir de lier ouvertement des accords avec le gouvernement de Budapest⁸⁰. »

L’activité du nouveau département des affaires étrangères, né avec la proclamation de la Régence et que D’Annunzio choisit de diriger personnellement, hérita de la nouvelle orientation tracée par Coselschi et fut caractérisée par un positionnement antislave encore plus marqué.

Les gauches révolutionnaires

Les caractères principaux de l’anti-impérialisme dannunzien suggéraient déjà la distance incommensurable de celui-ci avec la tradition internationaliste du mouvement révolutionnaire classique. Toutefois, des rumeurs de négociations et de rapprochements plus ou moins secrets d’émissaires de D’Annunzio et du Commandement de Fiume avec des personnages-clés du mouvement anarchiste, du parti socialiste ou de la CGdL ont été au centre de nombreuses révélations de l’époque et d’ouvrages posthumes. Il semble opportun de relativiser la portée effective de telles rencontres. Le premier de ces épisodes fut l’accord présumé entre D’Annunzio et Malatesta, à la suite de pressions de Giulietti, en vue d’un mouvement insurrectionnel en janvier 1920⁸¹. Ce fut le capitaine de navire en personne qui exagéra cet événement, repris aussi par certains libertaires et par différents journaux et enfin par l’historiographie⁸². Même s’il est vrai que Giulietti – avec Marinelli – se tenait à égale distance entre le mouvement légionnaire, anarchiste et socialiste, tentant de tirer le meilleur de chacun pour son organisation de travailleurs, ne dédaignant pas les rapports avec les milieux parlementaires et franc-maçons, il est également vrai que De Ambris et Malatesta avaient tout à perdre d’une telle collaboration⁸³. En effet, les blessures de l’interventionnisme étaient bien loin d’être cicatrisées, en particulier après la multiplication des affrontements de l’après-guerre à Milan et à Parme entre anarchistes et socialistes, d’un côté, contre les anciens-interventionnistes, les arditi, les fascistes et une partie des anciens combattants, de l’autre. De Ambris était également impliqué dans une action militante dans les rangs de l’armée avec un objectif républicain et syndicaliste et avait donc explicitement renoncé aux rapports avec le mouvement libertaire⁸⁴.

80. *Ibid.*

81. TASCIA A., *op. cit.*, p. 78-79.

82. FABBRI L., préface à MALATESTA E., *Scritti*, Genève, 1934; BERTI G., *op. cit.*, p. 651 sq.; GERRA F., *L’impresa di Fiume, Volume primo...*, *op. cit.*, p. 259-260; PERFETTI F., *Fiumanesimo, sindacalismo e fascismo*, Bonacci, Rome, 1988, p. 21. Alatri est plus prudent sur cet événement, ALATRI P., *Nitti, D’Annunzio e la questione adriatica (1919-1920)*, Feltrinelli, Milan, 1959, p. 422.

83. ANTONIOLI M., « D’Annunzio e gli anarchici. A proposito di Corrado Brando », *L’Italia e la «grande vigilia». Gabriele D’Annunzio nelle politica italiana prima del fascismo*, FrancoAngeli, Milan, 2007, p. 191.

84. Malatesta avait réussi à revenir en Italie après son exil en s’embarquant clandestinement à Cardiff avec la complicité de Riccardo Giulietti, frère du capitaine. Giuseppe Giulietti, sans consulter

Les rapports entre Giulietti et Bazzi ainsi que De Ambris s'étaient rapidement détériorés justement à cause de l'attitude d'ouverture du chef du syndicat des gens de mer envers les socialistes officiels, ainsi que de l'autonomie et de l'irréductibilité dont faisait preuve sa fédération vis-à-vis de la politique de Fiume. Quand Bazzi chercha à organiser et à lancer le Syndicat national des coopératives, il pensa utiliser la Coopérative Garibaldi de Rizzo. Comme nous l'avons déjà vu, cette coopérative, née symboliquement à Fiume, était l'expression la plus concrète de « coopération mazzinienne⁸⁵ », pourtant la Fédération semblait ne plus vouloir se compromettre, si bien que Bazzi surnomma le leader des gens de mer « Giulietti-Giolitti⁸⁶ », plaçant ainsi le chef des gens de mer dans le vieux camp de la politique dépassée, complice et opportuniste.

Toutefois, le rôle attribué à De Ambris qui aurait cherché à convaincre le légionnaire Eugenio Coselschi de se rapprocher du directeur du *Il Lavoratore di Trieste* pour obtenir l'appui du journal et des socialistes de la Vénétie julienne dans la perspective de la constitution d'une république communiste⁸⁷ ne sembla pas privé de fondement. Tenant compte des mauvais rapports entre les socialistes triestins et les Dannunziens ainsi que de la proximité de la grève générale politique et de la répression du Commandement de Fiume, l'intention provocatrice de la nouvelle paraît évidente.

Une tentative ultérieure de jonction entre la lutte de Fiume et les mouvements italiens fut accomplie, selon certains historiens, en juin à l'occasion de la révolte d'Ancône alors que des armes auraient été offertes par le Commandement aux grévistes⁸⁸. À Fiume, en réalité, on ne songea

De Ambris, avait par la suite envoyé Riccardo à Fiume pour approcher le Comandante et le pousser vers l'ancien libertaire et les idées de la république sociale, qui pourtant n'étaient pas dans le patrimoine, ni de l'un ni de l'autre. Au final, il avait seulement mis sur le même plan le niveau moral des deux révolutionnaires, suggéré par une proximité des idées et culturelle : « Vous avez emprunté des chemins différents, ouvertement opposés, mais en réalité conduisant au même but, parce que vous deux, toi et lui, capables, disposés, grandement disposés à sacrifier la vie dans le gouffre du destin, pour une Foi de Justice et d'Amour. Les hommes qui agissent pour l'argent ou pour d'autres vaines ambitions vous haïssent ou vous craignent. Je vous admire et vous reconnais tout deux comme mes frères de foi et d'action. Il faut démolir chaque forme de société capable de provoquer d'autres guerres. Que Fiume soit l'étincelle qui provoquera l'incendie capable de brûler en Europe et dans le monde le régime brutal du dieu de l'or », Giuseppe Giulietti à Gabriele D'Annunzio, Gênes, 5 janvier 1920, maintenant in SALOTTI G., *Giuseppe Giulietti. Le syndicat des gens de mer de 1910 à 1953*, Bonacci, Rome, 1982, p. 84-85. La réponse de D'Annunzio, plus que confirmer la volonté d'un effort commun, invitait à subordonner le mouvement ouvrier à la cause de Fiume et faisait même une référence directe à une action en Croatie et en Dalmatie, certainement pas souhaitée par les anarchistes ou par les socialistes.

85. NANNI T., *op. cit.*, p. 99.

86. Carlo Bazzi à Alceste De Ambris, Parme, 11 février 1929, in Archives Guastoni-De Ambris.

87. GERRA F., *L'impresa di Fiume, Volume Primo. Fiume d'Italia*, Longanesi Pocket, Milan, 1974, p. 293; ALATRI P., *Nitti, D'Annunzio e la questione adriatica (1919-1920)*, Feltrinelli, Milan, 1959, p. 439. Alatri semble croire à la rencontre, alors que plus justement Gerra souligne que ce fut Coselschi lui-même qui insista sur le caractère politique et bolchévique de la grève d'avril et assumait la ligne antisocialiste la plus rigide.

88. Version accréditée par DE FELICE R., *Mussolini il rivoluzionario...*, *op. cit.*, p. 556.

à aucun moment à la possibilité d'appuyer la révolte⁸⁹. D'Annunzio et De Ambris furent plutôt dans la position de devoir démentir, non pas l'aide présumée aux déserteurs, mais l'appui à la répression contre ces derniers et l'offre d'envoyer un contingent de volontaires en renfort au contingent régulier italien. La première accusation avait circulé chez les officiers qui redoutaient une dérive à « droite » de l'aventure : à la fin juillet Foscanelli était embarrassé à cause de « l'offre (sur lequel on insiste encore, malgré les démentis) de nos troupes, faite alors pour réprimer les mouvements d'Ancône⁹⁰ ».

La seconde rumeur bien plus crédible, naissait de l'hypothèse accréditée cette fois-ci par des officiers plus nationalistes, d'envoyer une partie des volontaires inactifs de Fiume et Zara, avec les nouvelles recrues, pour renforcer le contingent de Valona, le dernier resté après la décision de Nitti de réduire la présence italienne en Albanie. L'expédition impérialiste ne rencontrait pas un franc succès dans les rangs des Dannunziens les plus proches de De Ambris, parce qu'« en pleine contradiction avec notre principe d'auto-décision⁹¹ ». Mario Sani intervenait également sur le sujet déconseillant une intervention, étant considéré le caractère indigne de l'accord italo-albanais ainsi que l'inopportunité de « participer à l'ultime phase peu glorieuse d'un repli ou d'une évacuation pure et simple⁹² ». D'Annunzio avait toutefois pour obligation de trouver un débouché à l'impatience des arditi et légionnaires, surtout ceux liés à Nunziante, qui lors d'une manifestation exubérante devant le Palais du gouvernement avaient exprimé la volonté de partir pour Ancône et combattre l'efficace propagande anarchiste parmi les « bersaglieri » (tireurs d'élite) et destinés à renforcer le contingent italien attaqué par la révolte albanaise⁹³.

À partir de cet épisode naissait la confusion : le « Comandante » avait cherché à ranimer les liens avec les éléments mutinés : idéalement avec la fameuse proclamation *Ai bersaglieri D'Ancona*. Concrètement en envoyant son agent, le lieutenant Claudio Mariani du Bureau de la Propagande, pour comprendre avec plus de précision les circonstances et l'humeur des soldats cantonnés dans le chef-lieu des Marches. Comme l'avait révélé *Il Secolo*, hostile à D'Annunzio, Mariani était allé bien au-delà de ses prérogatives, en informant le commandement militaire d'Ancône de la volonté de

89. Giovanni Bonmartini à Alceste De Ambris, Rome, 26 juin 1920, in Archives Guastoni-De Ambris, *ibid.*

90. Umberto Foscanelli à Alceste De Ambris, Fiume, 29 juillet 1920, in Archives Guastoni-De Ambris.

91. Giovanni Bonmartini à Gabriele D'Annunzio (mais entre le 10 et le 18 juin 1920), in Fvi, Af, f. Giovanni Bonmartini.

92. Mario Sani à Alceste De Ambris, Fiume, 30 juin 1920, in Archives Guastoni-De Ambris.

93. « Il reste dans mon âme, me revient toujours dans l'orgueil le grondement des flammes cramoisies, rassemblées sous la balustrade, l'autre nuit, pour demander que je les pousse à venger les bersaglieri héroïques d'Albanie qui souffrent et qui rappellent aux italiens les horreurs du Sciarra Sciat ou de Henni », *La rivolta anarchica di Ancona verso la fine. Il Governo per l'indipendenza dell'Albania*. Gabriele D'Annunzio, *Ai bersaglieri D'Ancona*, 26 juin 1920, in *La Vedetta d'Italia*, 29 juin 1920.

nombreux volontaires de Fiume de se mettre à disposition pour réprimer les mouvements⁹⁴. La presse démocratique, libertaire et socialiste avait eu beau jeu de rappeler les accusations d'impérialisme et de subordination aux autorités italiennes du faux mouvement révolutionnaire dannunzien. De Ambris se remit de la surprise de voir le Commandement subordonné aux « stupides » autorités militaires du royaume seulement après le démenti appuyé de Mariani et D'Annunzio⁹⁵. L'émissaire de Fiume avait en fait transmis l'offre de troupes pour l'envoi en Albanie, selon le général Enrico Caviglia, pour maîtriser d'éventuelles émeutes slaves en Vénétie Julienne⁹⁶, donc, pas à Ancône.

Quelques pas en direction de la constitution d'un corps de volontaires pour l'expédition en Albanie à la place des déserteurs furent ainsi tentés en direction de Bonomi, ministre de la Guerre du gouvernement Giolitti, par l'intermédiaire de De Ambris⁹⁷. Le projet qui subordonnait la question albanaise au problème plus global de l'Adriatique – expédition en Dalmatie et action en Yougoslavie – était lié au dessein plus large de l'organisation de divers centres de recrutement et de propagande en Italie et ramenait à la question de la discipline et de l'ordre militaire. Bonomi imposa alors que les éventuelles recrues fussent exemptées d'obligations préexistantes, lesquelles empêchaient l'utilisation potentielle des « déserteurs » de Fiume et de pénétrer d'autres milieux militaires, en premier lieu les rescapés d'Albanie. Le contact suivant eut lieu seulement à la fin juillet, quand par voie officieuse on avait dévoilé l'intention de Giolitti de retirer toutes les troupes italiennes du territoire albanais. Même le « Comandante » se convainquit du caractère inopportun de participer à l'inévitable repli, tout en condamnant le repli lui-même qui laissait en Albanie le champ libre à la « cochonnerie serbe » et à la « pouilleries grecque⁹⁸ ».

Les divers épisodes cités semblent aller dans la direction opposée à la tentative de relier le mouvement de Fiume avec les gauches italiennes en vue d'une projection révolutionnaire en Italie. Ce n'est pas un hasard si les agents et les émissaires de D'Annunzio et De Ambris en Italie n'essayèrent qu'à de rares occasions et pour différentes raisons plus ou moins « nobles » de contacter les représentants diplomatiques et officieux des communistes russes ou d'autres pays. Avec les socialistes italiens, exception faite de la rencontre de Bonmartini, par ailleurs pas fondamentale, avec le député

94. « La fine della rivolta anarchica di Ancona e le ultime ripercussioni nell'Italia Centrale », *Il Secolo*, 30 juin 1920.

95. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, 30 juin 1920, maintenant in DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario...*, op. cit., p. 198-199.

96. CAVIGLIA E., *Il Conflitto di Fiume, Garzanti, Cernusco sul Naviglio*, 1948, p. 179.

97. Alceste De Ambris à Ivanoe Bonomi, 23 juillet 1920, maintenant DE FELICE R., *Nuove lettere di Alceste De Ambris*, op. cit., p. 233-234. L'avis pour le recrutement de volontaires est in Archives d'État de Mantoue, Carte Bonomi, b. IV, 2.

98. D'ANNUNZIO G., *La penultima ventura. Discorsi e messaggi scelti (15 gennaio 1919-20 marzo 1924)*, Associazione Amici del Vittoriale, s. l., 1949, p. 137.

socio-communiste Arturo Caroti durant la transition entre Nitti et Giolitti⁹⁹, il n'y eut jamais de contacts directs¹⁰⁰. Le principal bord politique italien qui, malgré certaines divergences, continuait à garantir une certaine visibilité à la question de Fiume et des perspectives de débouchés insurrectionnels était, et restera pour peu de temps, le mouvement fasciste.

Le mouvement de Fiume et le Fascisme

Les rapports entre le Commandement de Fiume et le Comité central des Faisceaux de combat étaient restés substantiellement cordiaux jusqu'à la fin juin 1920. Divers responsables du mouvement, en particulier l'ex syndicaliste Umberto Pasella, secrétaire de la section milanaise avaient collaboré de façon organique avec les délégations de Fiume et même le périodique mussolinien n'avait pas cessé d'appuyer l'aventure dannunzienne. Une des initiatives les plus intéressantes fut le dénommé « exode » des enfants de Fiume, c'est-à-dire l'organisation de voyages dans différents lieux d'Italie de dizaines d'enfants touchés pas la dureté du blocus naval autour de Fiume¹⁰¹. Ceux qui organisaient les déplacements et l'accueil des enfants furent des représentants des associations d'anciens combattants autonomes par rapport à la gestion politique des Fasci. Le premier véritable « exode », aurait dû se tenir le 22 février, de concert entre le Bureau de la propagande du Commandement de Fiume, les Fasci di Combattimento et le Comité National Féminin pro-Fiume d'Italie. Bien que la visite milanaise se serait déroulée sous l'égide du mouvement fasciste, le Comité central semblait ne pas digérer la cohabitation avec des groupes et des individus n'étant pas formellement liés au mouvement.

Pasella soulignait la nécessité « que nous seuls ayons l'initiative¹⁰² » pour apparaître comme les principaux, sinon les uniques, défenseurs de la

99. Giovanni Bonmartini à Gabriele D'Annunzio, Rome, 18 juin 1920, *in* Fvi, Ad, f. Giovanni Bonmartini.

100. Ainsi il apparaît peu opportun de soutenir qu'à cause des fermetures dogmatiques de la gauche de classe, « le leader syndicaliste se rendait bien compte qu'un mouvement révolutionnaire conduit par les légionnaires de Fiume avec le seul appui des républicains, des anarchistes et de certains groupes interventionnistes de gauche n'aurait pu déboucher que sur un sacrifice inutile de vies humaines », DE FELICE R., *Mussolini il rivoluzionario, op. cit.*, p. 556. En réalité, l'opération était entièrement interne au milieu militaire.

101. Les voyages des enfants ayant une finalité d'aide et de propagande faisaient partie du patrimoine du mouvement ouvrier italien Pasella lui-même, quand il était syndicaliste révolutionnaire avait déjà organisé des exodes d'enfants de grévistes comme durant l'épisode des luttes de l'Ilva de Piombino, dans la lignée d'expérimentations identiques faites à Parme durant les journées de la grève agricole ou à Terni; Rossi C., *Personaggi di ieri e oggi*, Ceschina, Milan, 1980, p. 310.

102. Umberto Pasella à Alceste De Ambris, Milan, 26 janvier 1920, *in* Archives Guastoni-De Ambris. Une autre dame milanaise qui s'occupait de l'assistance aux enfants de Fiume était Ines Pasini, également connue sous le nom de Almaj Dolens, à la tête du Comité national féminin pro Fiume d'Italie, qui pourtant ne semblait pas avoir l'estime d'une partie de la « bonne » bourgeoisie lombarde, objet de désir des fascistes et donc de Pasella, Umberto Pasella à Alceste De Ambris, Milan, 24 mars 1920, *ibid.*

cause de Fiume en Italie et se présenter comme pôle principal d'attraction de l'associationnisme ancien-combattant. Cette attitude fut encore plus marquée après la suppression de la part de Caviglia et du Commandement des troupes royales de la Vénétie Julienne, du permis de circulation des enfants de Fiume, justement pour limiter l'instrumentalisation propagandiste de cette initiative. Pour protester contre cette « interdiction infâme », le Comité central des Fasci diffusa une circulaire secrète aux différents groupes locaux pour commencer une action antigouvernementale intense et également violente, qui semblait avoir pour objectif de mettre l'action de ces comités civils pro Fiume sous le contrôle fasciste et de centraliser l'organisation du mouvement :

« C'est donc le devoir de chaque fasciste de commencer immédiatement une agitation intense pour pousser le Gouvernement à retirer l'interdiction royale en utilisant tous les moyens que le contexte local nous consent. Nous ordonnons aux faisceaux de s'en tenir aux instructions suivantes : 1) Constituer un Comité Pro Fiume avec les associations urbaines définissant clairement les buts que ce comité se fixera ; 2) Démonstrations de rue, même violentes, ne refusant pas s'il le faut l'affrontement musclé avec la police ; 3) Envoyer immédiatement des télégrammes de protestation au ministère de l'Intérieur ; 4) Être quotidiennement en contact avec le secrétariat et envoyer si nécessaire des émissaires spéciaux dont les frais de voyage et de séjour seront réglés par les Fasci Italiani di Combattimento ; 5) Se tenir prêt à chaque appel que ce Comité central pourra effectuer à vous rassembler si on vous donne l'ordre, dans une ville d'Italie, avec des groupes prêts à toute éventualité. Le Comité central utilisera toutes les astuces pour envoyer la Commission de Milan à Fiume afin de passer des accords avec ce Commandement qui sans aucun doute ne pourra pas tolérer l'insulte. Fascistes ! Agitez-vous, protestez, dans les familles et manifestez dans les lieux publics, dans les théâtres et les places, où que vous vous trouviez et à chacune de nos invitations répondez : Présents¹⁰³ ! »

Au-delà de la communion formelle d'intentions entre le Commandement de Fiume et le Comité central des Fasci, l'organisation des « exodes » révélait l'existence d'un conflit pour l'hégémonie sur le mouvement de solidarité pour la cause de Fiume. Déjà durant l'immédiat après-guerre, un des obstacles majeurs au rassemblement des forces démocratiques, interventionnistes, réformistes, républicaines, syndicales et fascistes, même à l'occasion des élections, avait été la tendance centralisatrice du groupe mussolinien. Un personnage comme De Ambris, peu enclin à demeurer au second plan et ayant une identité critique et minoritaire affinée par des années de batailles contre le centralisme du Parti socialiste et du syndicat

103. Circulaire S. (Secrète) du Comité central des Fasci italiani di combattimento, signée par Francesco Angiolini, Giovanni Marinelli et par le secrétaire général Umberto Pasella, s. d. [mais mars 1920], in Archives Guastoni-De Ambris.

confédéral, ne pouvait que voir d'un mauvais œil la dérive hégémonique du mouvement fasciste.

La cordialité de la rencontre organisée quelques jours avant le second congrès des Fasci di Combattimento du 21 mai 1920¹⁰⁴ entre De Ambris et Mussolini confirmait pourtant le caractère amical des relations. S'ensuivit alors une croissance exponentielle de la violence nationale dans le contexte julien-dalmate, jusqu'aux cas retentissants, de la dévastation de la typographie romaine de l'*Avanti!* le 21 juillet et l'incendie le 13 juillet à Trieste de l'Hôtel Balkan, où était accueillie la *Narodni Dom*, le siège des organisations slaves¹⁰⁵. L'action directe fasciste de Trieste faisait suite aux « faits tragiques de Split » déjà mentionnés, et se déroulait au même moment qu'une autre manifestation à Fiume, elle aussi marquée par des violences, mais moins importantes, notamment grâce à l'intervention modératrice de D'Annunzio qui, dans un discours célèbre, avait dissuadé arditi, légionnaires et nationalistes d'envahir Sussak. Les protestations avaient également débouché sur des attaques contre des objectifs sensibles et entraîné des violences anti-croates¹⁰⁶.

L'épisode du Balkan fut salué par Mussolini, qui le définît comme « le chef-d'œuvre du fascisme triestin¹⁰⁷ », et qui avec le « terreau antiyougoslave », obtint l'approbation de certains sympathisants « bolchéviques » comme Carli, auquel plaisait « beaucoup plus la guerre du sang que celle de l'encre » ainsi que l'idée d'une action guerrière contre l'ennemi slave¹⁰⁸. De Ambris tenu au courant des rapports ethniques qui dégénéraient par Foscanelli, avait peur que des violences indiscriminées mettent en danger son projet d'alliance avec les séparatismes croate, slovène et monténégrin, tous antiserbe. L'action « squadriste » de Giunta à Trieste ne semblait pas trop s'écarter de l'organisation de la violence que Bazzi avait planifiée durant les derniers mois de 1919; inédite demeurerait pourtant la tentative mussolinienne d'attribuer au seul fascisme le mérite de la « résistance » à l'impérialisme yougoslave oubliant, outre le Commandement de Fiume, également les comités secrets triestins, alors guidés par le franc-maçon Piero Pieri et par le profane D'Osmio, sur lesquels la structure « squadriste » de

104. À cette occasion De Ambris fut chargé d'un rapport sur le problème de la terre, dans lequel il reprenait les thèses sur les superprofits et sur l'augmentation de la production agricole affirmés l'année précédente, DE AMBRIS A., *Il problema agricolo*, in *Il Popolo d'Italia*, 19 mai 1920.

105. Sur les actions fascistes antislaves et antisocialistes à Trieste, VINCI A., *op. cit.*, p. 424 sq.

106. « La population ne pouvait s'empêcher d'affluer dans la ville dévastant quelques édifices croates : la Banque fédérale de Piazza Dante et l'Ungaro-Croata (société de navigation connue pour son opposition obstinée à la restauration de la vie maritime de Fiume) furent dévastés. [...] Le jour d'après (mercredi 14) les dévastations s'accrochèrent, pouvant s'analyser également comme des répercussions de ce qui se serait déroulé à Trieste [...] L'exode volontaire des croates a été important », Umberto Foscanelli à Alceste De Ambris, 18 juillet 1920, aussi l'autre lettre d'Umberto Foscanelli à Alceste De Ambris, Fiume, 11 juillet 1920, in Archives Guastoni-De Ambris.

107. MUSSOLINI B., *L'ora del fascismo*, 21 août 1920, 1920, maintenant in DE FELICE R., *Mussolini il rivoluzionario*, *op. cit.*, p. 625.

108. Mario Carli à Gabriele D'Annunzio, 16 juillet 1920, in Fvi, Af, f. Mario Carli.

Giunta, composée des « équipes volontaires de défense citadine », s'était appuyée durant l'action contre le Balkan¹⁰⁹.

Les tensions étaient donc déjà dans l'air, mais la rupture formelle avec le fascisme se produisit lors de l'invitation de Mussolini à Fiume, à l'occasion de l'anniversaire de la marche de Ronchi¹¹⁰ et de la proclamation de la Régence. Mussolini manifesta sa nervosité pour ne pas avoir été impliqué dans la publication de la Constitution du Carnaro :

« Cher De Ambris, permets-moi de protester vivement du fait que le projet de constitution ait été diffusé, selon tes ordres, au même moment à tous les journaux (lesquels, naturellement, ne publieront pas ou retarderont au maximum!). Il me semble que je peux avoir un droit de regard sur ce torchon de journal qui se bat depuis des mois. Et essaie de te convaincre une bonne fois pour toute que des partisans de Fiume sincères, en dehors des fascistes, en Italie il n'y en a aucun, aucun, aucun! »

Même Umberto Pasella, informé par Cesare Rossi du travail de préparation pour la célébration de la date anniversaire, écrivit à De Ambris insistant sur le rôle fondamental du mouvement fasciste dans la valorisation de la cause de Fiume, qui « serait sans aucun doute inobservée si les Fasci di Combattimento n'avaient pas, comme toujours, proposé de susciter l'enthousiasme de tous, ayant commencé depuis un mois une agitation intense¹¹¹ ». La réponse de De Ambris cette fois ne se fit pas attendre et, après avoir confirmé qu'il ne s'intéressait pas à ce genre de « couillonnades », c'est-à-dire les dissensions parmi « les amis de la Cause », ainsi que de ne pas « pouvoir se dédier à l'entreprise peu profitable consistant à redresser les pattes des chiens », il en profita pour reprocher l'opportunisme de Mussolini et sa prétention d'hégémonie politique sur le mouvement révolutionnaire de Fiume¹¹². Le futur Duce renonça donc à se rendre à Fiume le 12 septembre, à l'occasion de la proclamation de la Régence, contrarié selon ses dires de ne pas avoir reçu en exclusivité le texte de la nouvelle constitution, mais en réalité heureux d'éviter d'être impliqué directement dans cette expérimentation constitutionnelle, décidément peu appréciée par les milieux bourgeois et nationalistes de Milan.

La Constitution du Carnaro

Cette fascinante mais pas toujours cohérente accumulation d'idées à la fois universalistes et communalistes, républicaines et syndicalistes, anti-

109. Certaines notes sur le mouvement, sur le fascisme et sur le squadrisme triestin, in SILVESTRI C., *Dalla Redenzione al Fascismo. Trieste, 1918-1922*, Del Bianco, Udine, 1959.

110. Ville d'Italie d'où partit la marche d'occupation de Fiume.

111. Umberto Pasella à Alceste De Ambris, Milan, 2 septembre 1920, in Archives Guastoni-De Ambris.

112. Alceste De Ambris à Umberto Pasella, Fiume, 6 septembre 1920, maintenant in DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario*, op. cit., p. 98-100.

impérialistes et volontaristes que fut le laboratoire de la Fiume dannunzienne, trouva sa synthèse constitutionnelle – pour D'Annunzio avant tout esthétique – dans le Statut de la Régence italienne du Carnaro. Rédigée sous une forme raffinée et lyrique par le « Comandante », la constitution faisait sien le projet préparé par De Ambris depuis mars et qui à son tour l'avait retravaillé en prenant en compte les nouvelles réalités productives et l'actualité de la fonction publique, le patrimoine théorique libertaire, républicain et syndicaliste développé durant les deux premières décennies du siècle dans la culture européenne. Il liait Mazzini, Bakounine, le Guillaume des *Idées sur l'organisation sociale* et le Corridoni du *Sindacalismo e repubblica*, même si Corridoni refusait l'extrémisme libéral. C'était la reformulation constitutionnelle du programme du Parti révolutionnaire élaboré après la Semaine Rouge, sans nul doute une constitution « moderne », la première dans l'histoire du droit constitutionnel à lier les thèmes productivistes comme la fonction sociale de la propriété et la citoyenneté « travailliste » – à des solutions institutionnelles innovantes comme la révocabilité du mandat, le rôle de l'exécutif, l'autonomie administrative, la fonction publique des corporations et l'existence d'une chambre économique¹¹³.

Le dessein constitutionnel se proposait également de traduire la pratique exceptionnelle du Commandement de Fiume dans un cadre normatif. La délicate phase de transition institutionnelle fut annonciatrice de distorsions parce qu'elle accéléra la dissolution des anciens organes, sans que soient prêtes les nouvelles entités publiques, prolongeant ainsi cette phase exceptionnelle ou si on préfère, révolutionnaire, qui, comme il était prévu par la Constitution, prévoyait le passage des pouvoirs entre les mains du « Comandante », explicitement un « Duce », un dictateur¹¹⁴. Toutefois, s'il n'y a aucun doute sur le caractère progressiste de la Constitution, on a souvent sous-évalué la persistance en son sein de certains éléments organiques et autoritaires : tutelle sur la liberté de presse, de réunion, d'association et de culte, mais pas explicitement sur le droit de grève. La Régence était en fait « un gouvernement direct du peuple, « res populi », qui a pour fondation la puissance du travail productif¹¹⁵ » et si elle « confirme la souveraineté de tous les citoyens sans différence de sexe, de naissance, de langue, de religion [...] élargit, promeut et soutient, au-dessus de tout

113. La meilleure présentation de la Constitution avec une comparaison entre le brouillon de De Ambris et la rédaction définitive dannunzienne reste celle de DE FELICE R. (dir.), *La Carta del Carnaro nei testi di Alceste De Ambris e di Gabriele D'Annunzio*, il Mulino, Bologne, 1973; importante est aussi la version commentée par COSTA Nicolino et GALEAZZO STENDARDI Gian, *La Reggenza italiana del Carnaro. Disegni di un Nuovo Ordinamento della Stato Libero di Fiume*, XII settembre MCMXIX-XII settembre MCMXX, Milan, Amici del Vittoriale, s. d. [1972]. Puis SERVI A., « L'abbozzo di uno stato nuovo: la "Carta del Carnaro" », in RAINERO R. H. et GALLI S. B. (dir.), *op. cit.*, p. 165-190; V. Frosini, D'Annunzio e la Carta del Carnaro, Dans *Nuova Antologia*, 1971.

114. ZOLI C., *op. cit.*, p. 127.

115. Art. III della Carta del Carnaro.

autre droit, les droits de producteurs¹¹⁶ ». La traduction constitutionnelle de l'idéologie productiviste du syndicalisme national et d'État, élaborée en France durant la même période par Jouhaux et pilier de l'action et de la théorie de l'Unione italiana del Lavoro (UIL), n'avait pas seulement la force motrice de l'élévation des classes laborieuses, mais comportait aussi la répression des couches et des individus parasites¹¹⁷.

Durant l'affrontement civil avec les socialistes et les bolchéviques italiens, l'article semblait s'adresser aux protagonistes des dernières grèves, souvent à caractère politique, qui avaient divisé l'Italie et le mouvement syndical entre 1919 et 1920. La privation des droits politiques pour les espions, les déserteurs, les évadés fiscaux et autres « parasites » aurait dû être décidée par un des quatre organes juridiques prévus par la Constitution, le seul vraiment original et significatif, malgré un nom vaguement sinistre, celui du Tribunal des Maléfices appelé à juger « tous les délits de nature politique et tous les méfaits qui doivent être punis par la privation de la liberté corporelle avec une peine supérieure à trente ans¹¹⁸ ».

La possibilité que le statut de D'Annunzio et de De Ambris puisse devenir un modèle de référence pour des entités différentes de Fiume était de fait minée par cette recherche d'une synthèse compliquée entre aspirations communalistes, libertaires et la conception moderne de l'État. Du point de vue fasciste et de la statolâtrie, Giuriati mettra en lumière les contradictions de la Carta del Carnaro qui, bien que fondée contre les ploutocraties et le matérialisme, « n'a pas su s'affranchir du fétichisme alors en vogue : la souveraineté populaire, la liberté, l'électoratisme, la laïcité de l'école et de l'État » alors qu'il fallait « créer un État dont l'autorité ne trouverait aucune limite dans les prérogatives individuelles du citoyen¹¹⁹ », objectif qui pour le prédécesseur de De Ambris sera atteint seulement par le régime fasciste. Le dépassement des prérogatives individuelles du citoyen était en effet également dans le statut de Fiume qui, comme l'a expliqué De Ambris dans son commentaire sur la Constitution, prévoyait que chaque citoyen après un recensement, devait obligatoirement recevoir une carte d'une des neuf corporations qui constituaient avec les Communes la société complète.

De plus, sur le versant politico-institutionnel, la Constitution recherchait un compromis difficile entre les instances républicaines et corporatives, comme le prouvaient certaines décisions qui suivirent la promulgation du statut : le décret d'amnistie signé le 12 septembre 1920 pour célébrer la naissance de la Régence, plus que représenter un facteur d'apaisement

116. Art. IV della Carta del Carnaro.

117. Art. XVII della Carta del Carnaro.

118. Art. XXXXI della Carta del Carnaro.

119. GIURIATI G., *Lo statuto della Reggenza Italiana del Carnaro coi discorsi fondamentali del Comandante (prefazione a)*, Rome, 1940.

avec les oppositions socialistes, autonomistes et croates, servit à bloquer les décisions disciplinaires et pénales pesant sur les militaires. Ce fut en outre une préparation avant les décrets successifs décidément plus autoritaires, parmi lesquels l'institution de la peine de mort pour espionnage, l'interdiction d'entrée et de distribution des journaux anti-dannunziens comme l'*Avanti!* et *Il lavoratore di Trieste* (16 octobre) et les normes pénales contre quiconque pouvant « porter atteinte à l'esprit public et ainsi affaiblir la résistance » (20 novembre).

Sur le versant social et économique, l'élément politique (État-citoyen) était subordonné au travail et à la production et les mesures suscitèrent l'étonnement et la préoccupation parmi les détenteurs de capitaux et ses défenseurs, convaincus que le pouvoir concédé au mouvement coopératif et syndical limitait la liberté d'entreprendre et de commerce. La critique la plus tranchante vint de Maffeo Pantaleoni, qui à diverses reprises montra à D'Annunzio les dommages et les inconvénients occasionnés par l'application concrète de la partie sociale et économique de la Constitution¹²⁰. La critique de Pantaleoni n'était pas une critique quelconque : elle émanait d'un des plus prestigieux économistes de l'école libérale, intransigeant opposant au gouvernement, à la Banca Commerciale, à la finance ploutocratique et « judaïsée » et au mouvement syndical et socialiste¹²¹, « séduit » par l'aventure de Fiume par Bazzi en avril 1920. Avec De Ambris lui-même, il avait conduit durant les mois précédents des négociations avec d'influents secteurs de la finance italienne pour rassembler des fonds pour le Commandement de Fiume, jusqu'à proposer un projet ambitieux de réorganisation de l'économie financière basée sur l'indépendance de la cité et sur un prêt qui avait obtenu l'aval de la part de certains industriels milanais. Sa compétence en matière financière lui avait valu la nomination au poste de Recteur pour l'économie, bien que représentant l'âme opposée au syndicalisme de De Ambris. Son opposition programmatique à la Constitution du Carnaro fut explicite peu après sa promulgation, avec une démolition incisive des caractères « socialistes » de la Constitution, visant en particulier ce qui concernait l'organisation du travail et le pouvoir ouvrier¹²². De Ambris lui-même quand il avait présenté son projet à D'Annunzio en mars avait souligné la nécessité d'une période transitoire avant de confier entièrement aux corporations la direction de l'État; la réécriture de D'Annunzio avait sans doute rendu encore plus obscure la référence corporatiste, accentuant le caractère médiéval et pré-moderne de ces mêmes corporations, mais ce fut Pantaleoni qui identifia dans le Titre

120. Maffeo Pantaleoni à Gabriele D'Annunzio, Macerata, 15 septembre 1920, in DE FELICE R., « Il carteggio fiumano D'Annunzio-Pantaleoni », *Clio*, n° 3-4, juillet-décembre 1974, p. 519-551.

121. Sur Pantaleoni, LANARO S., *Nazione e lavoro. Saggio sulla cultura Borghese in Italia 1870-1925*, Marsilio, Venezia, 1979, p. 227 sq.

122. Maffeo Pantaleoni à D'Annunzio, s. l. (Macerata), 17 septembre 1920, maintenant in DE FELICE R., *La Carta del Carnaro...*, op. cit., p. 29-30.

Delle Corporazioni, l'explication de la conception décidément travailliste de la Constitution déambrisienne.

La Constitution du Carnaro était bien plus, comme aimait à le rappeler D'Annunzio, qu'un symbole, un mythe, une préfiguration poétique et imaginaire d'une société future. Certes, elle n'eut jamais la possibilité d'être entièrement appliqué même dans la ville de Fiume, mais elle représenta dans le climat de l'époque peut être la synthèse la plus intéressante et demeura une référence pour les spécialistes de droit corporatif et constitutionnel durant les années de l'Italie fasciste tout d'abord, puis de l'Italie démocratique ensuite¹²³.

« Fiumaniser » l'Italie

Le nouvel équilibre des pouvoirs à Fiume allant vers un recentrage des compétences dans les mains des recteurs et du pouvoir exécutif, fut le résultat logique de mois de polémiques et de la supériorité du fait révolutionnaire sur les institutions de la ville... La première conséquence de la proclamation de la Régence du Carnaro le 12 septembre 1920, exactement un an après la marche de Ronchi, fut justement celle de résoudre les conflits de pouvoirs et d'attribution entre les différentes autorités de Fiume. Le nouveau système de gouvernement rendait obsolète le Conseil national et le Conseil directeur, qui après promulgation d'un acte officiel avaient remis leurs démissions entre les mains de D'Annunzio.

L'épuration des éléments politiques et militaires les plus fidèles aux institutions monarchiques, en plus de réajuster les équilibres internes au mouvement légionnaire après la « secousse » de la proclamation de la Régence du Carnaro, répondait au projet de créer une organisation globale capable de poursuivre l'entreprise de Fiume également après l'inéluctable décision sur la future délimitation des frontières. On sait que le nouveau schéma organisationnel que De Ambris et son entourage préparèrent, fin septembre et qu'ils envoyèrent non seulement à Mussolini, mais aussi au groupe d'industriels rassemblés autour du sénateur et financier Borletti, tournait autour d'un rôle pour D'Annunzio comme « polarisateur de toutes les énergies saines sur un programme d'action immédiate destiné à rétablir à tout prix la discipline nationale au-delà des intérêts antagonistes des classes et des dogmes des partis¹²⁴ ».

Pour ne pas inquiéter d'éventuels financiers et soutiens, le plan fut présenté comme un projet d'une nouvelle force politique révolutionnaire modelée sur le Commandement de Fiume et sur le Statut de la Régence,

123. AMBROSINI G., *Sindacati, Consigli tecnici e Parlamento politico*, Rome, 1925, p. 109 *sq.*, RUFFINI F., *Diritti e libertà*, La Nuova Italia, Florence, 1946; GUAZZI C., *La Reggenza italiana del Carnaro nella storia del diritto costituzionale*, Centro di cultura giuliano-dalmata, Gênes, 1982.

124. DE FELICE R., *Mussolini il rivoluzionario, op. cit.*, p. 641.

qui aurait comme but immédiat le rétablissement de la discipline nationale, à travers la pacification des partis et la collaboration des classes. La menace insurrectionnelle et républicaine restait implicite et était un moyen de pression vis-à-vis du gouvernement et un mythe mobilisateur pour les masses des producteurs et des combattants :

« Comme en 1921 les slogans libéraux furent lancés au cri de Vive la Constitution d'Espagne; ainsi notre mouvement doit avoir pour cri de guerre : Vive la Constitution de Fiume! Il ne faut pas trop se pencher sur les subtilités des applications de la Constitution de Fiume en Italie. À cela on pensera plus tard. Aujourd'hui il faut résumer notre concept dans une formule simple et brève, qui ait la force d'attraction d'un mythe. Les masses ne comprennent pas les idées compliquées, qui n'ont donc aucune force d'attraction. Quand on veut agir il est nécessaire de mettre de côté les réserves et les doutes¹²⁵. »

Le schéma prévoyait une organisation sur une base territoriale de milices volontaires qui serait l'axe central pour les centres de recrutement et pour les bureaux de propagande de Fiume, coordonnés par le Comité central des « Fasci di combattimento » opportunément subordonnés aux directives de D'Annunzio. Le comité secret triestin de Pieri et D'Osmio, servait de pont entre Fiume, toujours plus isolée par le blocus naval et terrestre, et le reste de l'Italie. D'Osmio avec une ligne directe était en relation avec De Ambris et l'informant quotidiennement des difficultés du recrutement¹²⁶ et surtout des préoccupations des autorités italiennes, en particulier à Trieste¹²⁷.

D'Osmio organisa une délégation, composée également des faisceaux triestins pour rencontrer Caviglia et le rassurer sur l'inexistence d'un complot, poussant le général à s'impliquer pour retarder les négociations. Le plan insurrectionnel avait donc aussi pour objectif, tout comme le « mémorandum-chantage » à Nitti six mois auparavant, de semer le trouble dans la délégation italienne impliquée dans les négociations sur le destin de Fiume et en même temps d'affaiblir le prestige du gouvernement et se présenter en alternative responsable. L'approbation globale du plan de la part du Comité central fasciste répondait à des motivations exclusivement tactiques et c'est ainsi qu'on peut comprendre le changement de perspective de Mussolini après la signature du traité de Rapallo. De Ambris avait

125. Extrait dactylographié, in Archives Guastoni-De Ambris. Maintenant in DE FELICE R., *Mussolini il rivoluzionario, op. cit.*, p. 749 sq.; *id.*, *Sindacalismo rivoluzionario e fumanesimo...*, *op. cit.*, p. 100 sq.

126. Les Lieutenants Iglori et Florio furent interceptés, arrêtés et jugés à Rome pour enrôlement de mineurs, Mario D'Osmio à Alceste De Ambris, Trieste, 5 octobre 1920, in Archives Guastoni-De Ambris; soixante-treize cheminots, comme toujours base privilégiée de recrutement, avaient été enrôlés à Udine et étaient prêts à rejoindre Fiume mais il n'y avait pas de fonds pour ces derniers et pour les autres volontaires : « Dans le même temps je me permets de vous rappeler que les volontaires affluent jour après jour et que je n'ai pas de fonds. Demain je serai à Fiume », in Mario D'Osmio à Alceste De Ambris, Trieste, 5 octobre 1920, *ibid.*

127. Mario D'Osmio à Alceste De Ambris, Trieste, 5 octobre 1920, *ibid.*

une vision de la situation plus stratégique, liée à la construction d'une force autonome, républicaine et syndicale qui puisse compter dans la vie politique italienne, profitant de la convergence temporaire avec les secteurs de la bourgeoisie nationaliste, du mythe D'Annunzien et du caractère exceptionnel de l'entreprise de Fiume.

Le cœur de l'action devait être Milan, où le légionnaire Fulvio Balisti avait présenté au syndicaliste un autre plan d'organisation qui, partant du présupposé de l'acceptation partagée du traité de Rapallo à peine signé, jugeait « pas seulement inopportun mais très dangereux et injuste toute intervention violente en Dalmatie ». Suivait alors une analyse poussée des limites de l'organisation fasciste et de la nécessité de sortir de l'isolement, visant en premier lieu une agitation dans les Marches et en Romagne, puis une marche révolutionnaire sur Rome, au nom de la Constitution de Fiume, sans doute un des documents les plus importants élaborés par « la gauche » dannunzienne :

« Préambule : je suis patriote [*sic!*] républicain! Dans les convulsions sociales de ce moment historique qui est un "Progrès humain". Un tel progrès ne réussit pas à se définir et à s'affirmer par la mauvaise foi et la lâcheté des soi-disant révolutionnaires d'une part, par l'impuissance et par l'esprit réactionnaire des classes privilégiées d'autre part. Les deux tendances, l'une antisociale, l'autre antipatriotique, ne savent pas donner à la nation la dignité perdue et aux masses le bien être invoqué. L'organisme d'État est épuisé et incapable de suivre le rythme de la vie sociale. Il est nécessaire de rétablir la discipline nationale et dans le même temps de procéder à la réforme. Pas contre l'armée, ni avec l'armée, mais *à travers l'armée*. N'importe quelle tentative de restauration irait à l'encontre du moment historique et devrait être contrecarrée. Chaque mouvement réactionnaire, trouvant en face de lui le peuple, déboucherait sur une guerre civile ouverte exposant à un danger la question adriatique elle-même, compromettant de façon irréversible la question sociale. Jugeant le fascisme sensiblement compromis par une tendance à l'exclusivité partisane et bridé par des groupes nationalistes bourgeois dont il réussira difficilement à se libérer, et dans le doute que la petite poignée de révolutionnaires existant à Fiume et orientée vers Fiume, et vers le Comandante, soient contraints de se replier à droite pour éviter l'isolement et l'effritement, je vois la nécessité de développer dans les Marches et en Romagne avec des hommes sans scrupules et sans reproches, une action subtile, rapide, conspiratrice pour constituer un noyau de forces nouvelles destinées à s'opposer à toute domination réactionnaire, militariste et bourgeoise. Une révolution qui se base sur la Constitution de Fiume se met en marche vers les formes les plus libres pour un concept patriotique, social et humain, aura avec elle le peuple et à tout instant sera présente pour que sonne le carillon [...] L'impérialisme quand il n'est pas un égarement de la conscience humaine, est une maladie sénile de l'esprit patriotique qui veut à tout prix s'affirmer dans la crainte de disparaître. [...] La Patrie n'est pas le territoire! La Patrie ne s'élève pas

dans les convulsions irrédentistes, si favorables au militarisme, mais dans le travail serein, dans la dignité enracinée dans les foules, dans la collaboration amicale, ferme et courageuse avec les autres peuples. Cette patrie, ne progresse pas dans l'exclusivité nationale, mais dans la reconnaissance de la vérité humaine qui fixe pour toutes les patries et pour tous les hommes les mêmes devoirs et les mêmes droits¹²⁸. »

Cependant l'idée, reprise et relancée par De Ambris, devait affronter la prudence de la bourgeoisie milanaise qui redoutait qu'une action de déstabilisation en Italie favorise la velléité révolutionnaire philo-bolchévique et anarchiste. Les négociations de Borletti pour recueillir de l'argent auprès des milieux industriels milanais pour l'organisation se compliquaient, à moins de vider explicitement l'entreprise de Fiume de ses caractères républicains et syndicalistes.

Les gauches italiennes avaient également pris définitivement leurs distances avec l'entreprise de Fiume, soit à cause de l'accumulation des tensions durant l'année, soit à cause de la faible probabilité de voir un éventuel mouvement insurrectionnel partir de Fiume. Ainsi, si l'hostilité des socialistes, des communistes et des anarchistes n'avait rien d'étonnant, l'appui des républicains vint aussi à manquer, car depuis le début ils n'avaient pas digéré les accents militaristes, impérialistes et aristocratiques de D'Annunzio et des légionnaires nationalistes. Même le capitaine Giulietti, qui avait, quant à lui, toujours fourni un soutien politique, militant et financier dans les mois passés, se désengagea de Fiume à cause de certaines prises de positions de D'Annunzio et de la faible opportunité d'utiliser à nouveau l'entreprise de Fiume dans les négociations avec les armateurs¹²⁹. Giulietti et les républicains lui reprochaient la prolifération des courants nationalistes et impérialistes après la proclamation de la Régence du Carnaro : D'Annunzio avait en fait voulu rééquilibrer les positions au sein du Commandement, en redimensionnant le rôle de De Ambris, après son tournant à « gauche » de la proclamation de la Régence et la nomination de ses hommes de confiance dans les délégations et dans le nouveau cabinet ; ce qui signifiait continuer à influencer les négociations internationales en maintenant l'état de tension avec la Yougoslavie.

128. Plan d'organisation de Fulvio Balisti, Fiume, 14 novembre 1920, in Archives Guastoni-De Ambris. Balisti présentera successivement un autre rapport similaire, *Fiume, i legionari e la questione adriatica dopo Rapallo*, Fiume, 4 décembre 1920, *ibid.* Ce nouveau rapport fixait les termes du mouvement insurrectionnel autonome : « Les masses ne comprennent pas les idées complexes mais s'agitent, combattent et s'enflamment devant les couleurs et les programmes simples. Quels devraient être ces couleurs et ces programmes ? 1) La couleur de la Régence. 2) La République. 3) La terre aux paysans. 4) L'association ou syndicat. Reste alors à fixer le moment et le mobile, et ici donc réside la difficulté, parce que la réussite des mouvements insurrectionnels dépend souvent de la manière dont ils sont mis en œuvre. »

129. Giuseppe Giulietti à Gabriele D'Annunzio, Gênes, 28 septembre 1920, in Fvi, Af, f. Giuseppe Giulietti.

L'épilogue

La décision de relancer l'effort organisationnel vers la Dalmatie, en accord avec les rapports sur la politique étrangère de Coselschi, semblait être confirmée par la nomination au poste de Recteur à l'économie de Pantaleoni, qui représentait la position opposée au syndicalisme républicain de De Ambris. D'Annunzio l'avait chargé de suivre les négociations pour le rachat de la cargaison du paquebot « Cogne » qui parti de Catane pour l'Argentine, avait été détourné grâce à une des actions des « gens » de Manzutto le 5 septembre 1920 et qui était amarré dans le port de Fiume depuis un mois. Le détournement précédent du « Barone Feierway », facilité par les marins de Giulietti, avait consenti à De Ambris, alors chargé des négociations pour les ventes de blé, d'entrer en relation avec les groupes d'entrepreneurs et de financiers italiens et de récupérer de l'argent pour Fiume. Dans ce cas précis, justement quand les négociations avec Milan devenaient urgentes, les deux camarades syndicalistes furent laissés de côté aussi bien de la réalisation du « coup » que du recel du précieux chargement, composé de tissus précieux, d'automobiles et de montres. La décision de D'Annunzio de confier à Pantaleoni les négociations pour la rançon fut le symptôme de sa volonté de mettre de côté De Ambris et l'aile « sociale » de l'État de Fiume. Le médiateur financier qui était comme d'habitude le sénateur Borletti, alors trait d'union durant les mois précédents avec les industriels milanais ne cachait pas son grand intérêt pour une action déstabilisatrice antiserbe, plutôt que de suivre le plan de Balisti-De Ambris¹³⁰. Pourtant, il faut le rappeler, le plan insurrectionnel avait été présenté aux industriels soit comme préfiguration d'une société qui rénoverait les institutions dans un sens républicain et syndical, relançant la puissance nationale et industrielle, soit comme une réaction anti-communiste, anti-socialiste et anti-anarchiste, qui transformerait dans un sens national-révolutionnaire l'inévitable mouvement de rénovation des institutions libérales. Mais des considérations immédiates de prudence et de calcul économique conseillèrent aux représentants du monde entrepreneurial milanais de choisir pour le moment l'option extérieure de l'élargissement à l'est dans les Balkans.

Revenant à la négociation du Cogne, durant les jours suivants, Borletti et Pantaleoni accentuèrent la pression sur D'Annunzio pour la mise en place d'un nouvel emprunt de Fiume qui s'appuyant sur la propriété du nouvel État, servirait de couverture au rachat du butin et stimulerait les investissements des soutiens milanais. Le plan global, élaboré durant des semaines de longues négociations entre Borletti, Pantaleoni, le général Caviglia et le gouvernement italien étaient le suivant : le navire, officiel-

130. Sénateur Borletti à Gabriele D'Annunzio, Milan, 14 octobre 1920, *in* Fvi, Af, f. Senatore Borletti.

lement à Fiume à cause d'une « avarie », était restitué au gouvernement italien en échange de douze millions (chiffre deux fois supérieur au coût de toute l'entreprise de Fiume jusqu'à ce moment-là) mis à disposition par les industriels milanais, après la souscription de bons du trésor de Fiume qui engageaient le patrimoine d'État¹³¹. Le consortium d'entrepreneurs organisé par Borletti s'assurait donc de cette façon la propriété d'une partie consistante du patrimoine de Fiume italienne, conjurait ainsi une éventuelle marche sur Rome et établissait enfin une tête de pont pour la pénétration économique des Balkans.

Le traité de Rapallo du 12 novembre, en accord avec les attentes de la bourgeoisie milanaise, attribuait le statut de *corpus separatum* à Fiume et donnait en gestion à l'État italien l'administration de la ville dans l'attente d'ultérieurs accords bilatéraux avec la Yougoslavie. Cinq jours après, l'avocat de Borletti, Edoardo Rotigliano, apportait une première tranche de deux millions nécessaire pour payer les volontaires et les dépenses des rectorats et le 2 décembre, escorté par des carabinieri envoyés par Caviglia, il consigna une mallette avec le reste de la somme¹³². La conclusion positive de l'affaire du « Cogne » semblait présager également une solution heureuse et pacifique de l'occupation, et pourtant vingt jours après, l'armée italienne attaquait la ville pour l'évacuer.

De Ambris tenu au courant des négociations avec les industriels milanais n'était pas en phase avec Pantaleoni e Borletti sur la direction à imprimer à l'action du Commandement et se sentait marginalisé. Après la signature du traité de Rapallo, la condamnation du « traité inique » exprimée lors d'une réunion au théâtre Fenice le jour même par Corrado Zoli, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères de la Régence¹³³, fut accompagnée par l'annonce de la prochaine occupation des îles d'Arbe et de Veglia, attribuées à la Yougoslavie le jour suivant. Le 15 novembre, D'Annunzio avait rencontré un amiral récalcitrant Millo pour envisager la possibilité d'une action en Dalmatie, évidemment encore un « bluff », qui visait à accélérer la consignation de la première tranche de la rançon, mais qui avait ultérieurement irrité De Ambris, non informé ni de la rencontre au théâtre Fenice ni de la réunion avec Millo¹³⁴. Le 17 novembre, De Ambris écrivait encore, soulignant le climat peu favorable à une résistance à outrance et la nécessité de relancer le projet de construction d'une organisation légionnaire qui suivant une tactique dilatoire, rassemblerait autour d'elle « les éléments

131. Diverses lettres de Borletti et Pantaleoni sont conservées au Vittoriale, GUERRA F., *L'impresa di Fiume. Volume secondo, op. cit.*, p. 183-188 et CAVIGLIA E., *op. cit.*, p. 191.

132. Dix millions en espèce desquels deux donnés au maire Gigante, probablement comme compensation pour le patrimoine de Fiume ; la note récapitulative de la destination des fonds compilée alors par le surintendant de la Régence du Carnaro, Paolo Vagliasindi, Milan, 5 février 1921, in Archives Guastoni-De Ambris.

133. GUERRA F., *L'impresa di Fiume. Volume secondo, op. cit.*, p. 193 sq.

134. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, Fiume, 16 novembre 1920, maintenant in DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario...*, *op. cit.*, p. 218-219.

qui se dispersent en te voyant prendre une position qu'ils n'entendent pas et ne comprennent pas¹³⁵ », en se référant expressément aux républicains et aux syndicalistes¹³⁶.

De plus, l'opinion publique italienne était largement favorable au traité et contraire à d'ultérieures épreuves de force et la ville de Fiume elle-même était fatiguée après quatorze mois de sacrifices. Durant ces journées, De Ambris avait reçu une lettre de Ferdinando Quartieri, homme de confiance de Sforza et du gouvernement, qui reconnaissait les mérites et les honneurs exclusifs de D'Annunzio et insistait sur la nécessité que Fiume soit cédée avant la ratification¹³⁷. Il se rendit donc à Rome pour continuer les conversations avec les autres responsables gouvernementaux plus ou moins officiels. Durant son voyage il rencontra aussi Mussolini à Trieste, comme le rapporte avec quelque emphase rhétorique et exagération Foscanelli, auquel il demanda de réfléchir à la possibilité d'organiser une sortie de Fiume, qui prenant pour base Zara, amènerait les troupes légionnaires en Italie¹³⁸. Face au comportement prudent de Mussolini, qui notait la persistante force « militaire » des socialistes en Émilie et dans le nord de l'Italie, De Ambris en profita pour polémiquer avec le chef du mouvement fasciste sur l'absence de propagande autour de l'esprit novateur du Statut de la Régence. En outre, il rappela le caractère révolutionnaire de sa Carta du Carnaro et l'espoir d'y impliquer le « peuple¹³⁹ » grâce à la marche sur Rome. Le ton général de la rencontre confirmait la faible volonté de Mussolini, en accord avec les appréhensions des entrepreneurs milanais, de poursuivre l'action politico-militaire en Italie et l'approbation générale du traité, déjà anticipée lors des jours précédents¹⁴⁰. Ayant eu la confirmation de ne pas pouvoir compter sur le mouvement fasciste, De Ambris chercha à impliquer des responsables de haut rang du monde politique, militaire et franc-maçon, comme le général Luigi Capello qui, contacté par Salvatore Lauro et Bonmartini, présenta à Bonomi, ministre de la guerre, une autre ébauche de négociation, sur le modèle de celle préparée par Quartieri et D'Annunzio¹⁴¹. Le général alla à Fiume, accompagné de Lauro, Bonmartini et Rotigliano, qui avait avec lui la mallette qui contenait les dix millions

135. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, Fiume, 17 novembre 1920, *ibid.*, p. 220-223.

136. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, Fiume, 24 novembre 1920, *ibid.*, p. 224-227.

137. Ferdinando Quartieri à Alceste De Ambris, Rome, 21 novembre (1920), *in* Fvi, Af, Alceste De Ambris.

138. Du 30 novembre, à la suite de l'invitation de Caviglia à quitter les îles de Veglia et d'Arbe le 2 décembre au plus tard, le blocus naval s'était intensifié.

139. FOSCANELLI U., *Gabriele D'Annunzio e l'ora scoiale*, Milan, 1952, p. 162 sq.

140. FOSCANELLI U., *Gabriele D'Annunzio e il fascismo*, Milan s. d. [1924], p. 43.

141. Reconnaissance de la Régence, réoccupation par les troupes régulières d'Arbe et Veglia, consentant une période de promiscuité avec les légionnaires, plus un troisième point pas défini sur le désarmement et le licenciement des légionnaires, que Capello proposa de mettre en œuvre seulement après l'installation d'un gouvernement de Fiume stable et normal, qui traduit, signifiait un gouvernement pro-annexion.

du « Cogné » et rencontra D'Annunzio cherchant apparemment à le convaincre d'accepter le désarmement¹⁴².

Le discours de De D'Annunzio du 8 décembre dans lequel, contredisant ce qu'il avait dit en personne à Quartieri quelques jours auparavant, revendiqua de nouveau le droit à l'annexion et se proposa de répéter le vote plébiscitaire pour désavouer la ratification du traité de Rapallo, rebattant, avisé, les cartes en présence. La décision fut surprenante si on pense que tous les courants du Commandement et du conseil des recteurs, comme les forces sociales et politiques sympathisantes, avaient été invités à prendre acte de la conclusion de l'aventure et de la nécessité de quitter Fiume. Outre le comportement de Mussolini et de la bourgeoisie de Milan, mais aussi parmi les milieux politique et franc-maçon on ne manquait pas d'inviter D'Annunzio à la raison, lui conseillant « la clairvoyante résignation garibaldienne » et « au nom de la franc-maçonnerie ce qui veut dire au nom d'une haute et pure tradition de patriotisme », d'éviter de faire couler « le sang des Italiens avec les armes italiennes¹⁴³ ».

Un technicien comme Pantaleoni, après la réussite de l'affaire du Cogné, n'avait pas de doute sur la nécessité de ratifier le traité pour que ceci puisse constituer une base pour continuer et renforcer le long processus d'italianisation des institutions de la ville et de l'économie de Fiume dans une perspective expansionniste¹⁴⁴. De Ambris lui-même fut surpris de la manœuvre de D'Annunzio, se trouvant encore une fois dépassé et se dit prêt à interrompre son travail de médiation et à « (dormir) jusqu'au nouveau chant du coq¹⁴⁵ ».

Par ailleurs, pour De Ambris, ne virent pas à manquer d'inquiétants signaux d'une possible continuation de l'aventure sur le territoire dalmate, possibilité accréditée par les groupes nationalistes. Selon le syndicaliste, les pressions en ce sens avaient en réalité pour but de désamorcer le potentiel révolutionnaire d'une marche sur Rome des légionnaires :

« De fait, il me semble parfaitement logique que les Dalmates gémissent et appellent à l'aide : ces derniers sont dominés par leur passion désespérée. Je comprends même que le Commandant entend profondément les gémisses-

142. DE AMBRIS A., *Dalla frode al fratricidio. Le responsabilità del governo italiano nella strage di Fiume. Novembre-dicembre 1920*, Rome, 1921, p. 23-29. Le manque de ressources financières à disposition du Commandement avait reporté le paiement des soldes et des salaires des officiers, si bien que Mario Sani, encore chef de l'administration, avant sa fuite après la signature du traité de Rapallo, était en train de négocier la vente au gouvernement turc, ami depuis longtemps de la rhétorique antiploutocratique des peuples opprimés, de « 3 batteries de montagne (il en restait 6 en magasin), 12 mitrailleuses Schwarzlose et 300 fusils de différents types », in Mario Sani à Gabriele D'Annunzio, 29 octobre 1920, in Fvi, Af, f. Mario Sani. La rançon du Cogné consentira de garder ces armes et de les utiliser dans la résistance légionnaire de fin décembre.

143. Domizio Torrigiani à Gabriele D'Annunzio, 2 décembre 1920, in Fvi, Af, f. Domizio Torrigiani.

144. Maffeo Pantaleoni à Gabriele D'Annunzio, Fiume 9 décembre 1920, maintenant in DE FELICE R., *Il carteggio fiumano D'Annunzio-Pantaleoni...*, op. cit.

145. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, lettre non envoyée, maintenant in DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario...*, op. cit., p. 235-238.

ments et les invocations des Dalmates : il a fait de l'Adriatique italienne la raison principale de sa vie et il ne sait pas oublier facilement les serments de libération prodigués aux Dalmates. Mais que des hommes qui ne sont ni dalmates, ni poètes, ni à la recherche d'une belle mort, mais plutôt des personnes froides, pratiques, sceptiques et même quand il le faut cyniques, insistent sur le fait d'envisager une aventure qui se comprend seulement comme une folie héroïque, mais ne s'explique pas sinon avec une seconde finalité qu'on devine assez facilement¹⁴⁶. »

Il devenait urgent de réorganiser les forces amies : il convoqua Lauro et Bazzi à Fiume ainsi que son camarade du syndicat des coopératives, le réformiste Attilio Susi et dans le même temps, il publia une lettre dans *Il Popolo d'Italia* qui marquait le début de la campagne attribuant au gouvernement la responsabilité de la rupture des négociations, sur laquelle il basera toute la future mémoire dannunzienne¹⁴⁷. Il rencontra aussi les dirigeants du Comité central des Fasci et fort de la garantie du « trésor » du Cogne, put les convaincre de mettre en place auprès du Bureau du chef de cabinet « une espèce de Comité permanent ayant la charge d'intensifier l'accord entre les partisans de Fiume de l'intérieur et ceux de l'extérieur¹⁴⁸ » ; et il est presque certain qu'il avait également rencontré aussi Mario Carli qui lui avait promis de mettre à disposition les arditi milanais pour une manifestation de protestation en cas d'expulsion. La lettre de De Ambris, publiée dans l'organe de Mussolini, les rencontres et les rumeurs d'une émeute à Milan avaient préoccupé Giolitti et le gouvernement, qui s'empressèrent d'envoyer le préfet Alfredo Lusignoli pour connaître les réelles intentions des Fasci milanais. Le directeur de *Il Popolo d'Italia* en révélant aux autorités du gouvernement les plans secrets de D'Annunzio, le rassura sur l'esprit purement tactique de l'appui à D'Annunzio, révélant l'affrontement entre les deux factions, « les nationalistes de Fiume, qui poussent à une action en Dalmatie ; l'autre faction, contraire à toute action guerrière, le pousse à retourner en Italie pour organiser le bolchévisme¹⁴⁹ ».

Mussolini donnait l'impression de vouloir se poser en tant que facteur de modération et de responsabilité, promettant en même temps la solidarité à la cause de Fiume, le respect de l'ordre public et l'obéissance des militants. De Ambris, quant à lui, continuait d'espérer que l'inéluctable attaque des troupes italiennes puisse être accompagnée de manifestations aux quatre coins de l'Italie, qui, bien que loin du mouvement insurrectionnel rêvé désormais matériellement impossible sans l'appui d'autres forces politiques, légitimeraient la naissance d'un mouvement légionnaire révolutionnaire.

146. Alceste De Ambris à Salvatore Lauro, Milan, 16 décembre 1920, in Archives De Ambris.

147. De FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario...*, op. cit., p. 115-116.

148. FOSCANELLI U., *Gabriele D'Annunzio e il fascismo*, Milan s. d. [1924], p. 50.

149. Télégramme d'Alfredo Lusignoli à Giovanni Giolitti, 20 décembre 1920, in Acs, Mininter., Gabinetto, Ufficio cifra, telegrammi in arrivo (1920), maintenant in DE FELICE R., *Mussolini il rivoluzionario*, op. cit., p. 654.

Pour le moment, après la ratification par le Sénat du traité de Rapallo, bien que pouvant rester en sécurité à Milan, il décida de retourner à Fiume pour rester aux côtés de D'Annunzio dans son choix de consacrer l'entreprise dans un acte héroïque de résistance, qui devait être le premier véritable affrontement de l'armée légionnaire.

Les circonstances des « cinq journées de Fiume » ou du « Noël de sang », comme furent nommées les opérations d'évacuation de la ville par la rhétorique et par la propagande dannunzienne sont bien connues : après deux jours d'affrontements de basse intensité entre l'armée régulière qui resserait le blocus terrestre et naval et les troupes légionnaires – trois mille en première ligne et quatre mille cinq cent en tout. Le 26 décembre après la pause de Noël, le cuirassé « Andrea Doria », qui déjà avait bombardé Ancône au temps de la « Semaine rouge », bombardait depuis la mer, le palais du Commandement. Les conversations entre le maire Riccardo Gigante et le colonel Italo Foschini, responsable des opérations, ne produisirent aucun effet et un ultimatum destiné à accepter le traité jusqu'à 14 h le 28 décembre fut lancé, sinon la ville serait bombardée le jour suivant. Dans la maison d'Antonio Grossich se tint le conseil extraordinaire de la Régence avec D'Annunzio, De Ambris, Zoli, Lucio Susmel, tous les recteurs restés et différentes personnalités de la ville. À part Grossich, disposé à résister encore, tous les autres conseillèrent de céder et à contrecœur D'Annunzio et De Ambris acceptèrent les recommandations, démissionnant le gouvernement provisoire¹⁵⁰.

En Italie il n'y eut aucune réaction d'envergure, mise à part une manifestation improvisée du petit groupe de Mario Carli et une agitation pléonastique des fascistes triestins les plus inquiets¹⁵¹. Les fêtes de Noël et la censure gouvernementale ne laissèrent filtrer aucune nouvelle de l'évacuation et Mussolini réussit sans problèmes particuliers à donner suite aux promesses faites aux autorités de Giolitti : à la solidarité politique, aucune mobilisation de ses camarades n'avait répondu.

150. ZOLI C., *op. cit.*, p. 91-92 ; DE AMBRIS A., *Dallaf rode al fratricidio...*, *op. cit.*, p. 63-68.

151. Francesco Giunta et Piero Belli à Gabriele D'Annunzio, Trieste, 17 janvier 1921, *In Fvi, Af*, f. Francesco Giunta.

Chapitre V

Le fascisme

« On a joué à la guerre. Ceci est la vérité. Les morts de la guerre ont été déterrés et on les a fait danser devant les foules, ils sont devenus les marionnettes d'une comédie macabre, alors que derrière la scène, les experts, et au guichet du théâtre, les malins, recueillaient : les premiers les lauriers, les seconds les rétributions. »

(Guido Galbiati, « La bomba del Diana »,
La Rivoluzione, 5 avril 1921).

L'organisation légionnaire

Le « Grand rapport » tenu par D'Annunzio à ses officiers le 5 janvier 1921, juste avant de quitter Fiume, fut avant tout un rituel pour prendre congé de la communauté des légionnaires et des ardit*i dannunziens*. Consacré par le serment de fidélité à la cause de Fiume, il rappela la promesse de poursuivre la lutte sur le territoire italien, à travers la création d'une association et d'un périodique qui proposerait une activité autonome par rapport aux autres partis sur la base de la Constitution du Carnaro.

À l'inverse de ce que croyait Giolitti, la résistance ne fut pas décidée en raison d'une hypothétique possibilité de bouleversement général¹. De Ambris, conscient de la faible opérativité des forces national-révolutionnaires, avait plutôt manœuvré, durant les deux dernières semaines, pour créer les conditions d'une organisation de lutte et de rénovation qui deviendrait l'axe majeur de l'idéalisation et l'universalisation de Fiume impliquant les milieux avancés et politisés de l'armée. On rappellera que le document rédigé en décembre 1919 proposait explicitement la création d'un journal et la mise en place de noyaux de militants autonomes et coordonnés pour soutenir les principes sociaux de l'Entreprise de D'Annunzio. La concrétisation, sous la conduite spirituelle du « Comandante », en action nationale, républicaine et révolutionnaire aussi bien propagandiste que conspirative, avait été proposée à nouveau durant toute l'année 1920, avec les difficultés

1. Sur l'opinion de Giolitti en ce qui concerne l'obstination de D'Annunzio, VALERI N., *D'Annunzio davanti al fascismo*, Le Monnier, Florence, 1963, p. 28-29.

politiques et financières que nous avons déjà illustrées dans le chapitre précédent.

Des manifestations de solidarité à la cause de Fiume auraient bien sûr été utiles au projet de De Ambris, mais seule la défaite du « Noël de sang » l'avait rendu réalisable et possible en Italie. Déjà à l'époque de la grève agraire de Parme, l'échec formel des syndicalistes révolutionnaires avait été accompagné d'une augmentation substantielle des organisations syndicales avec du point de vue quantitatif, l'élargissement du nombre des inscrits et des « encartés », et du point de vue qualitatif, la croissance et le regroupement des militants, qui à travers l'expérience de l'exil et de la Semaine rouge, avaient conduit à approfondir la réflexion sur le rôle de l'armée et des classes moyennes. Le mythe de la grève générale sorélien était sorti renforcé de sa mise en pratique à Parme en 1908 et pouvait désormais servir de référence à une expérience concrète mais tragique, à des ennemis identifiables – les agrariens – et à des traîtres – les socialistes et les confédérés – ainsi qu'au martyrologue des morts, des blessés et des persécutés.

Désormais, bien qu'ayant dépassé Sorel et la grève générale, De Ambris était déterminé à répéter le scénario et à transformer une défaite en un mythe fondateur d'une nouvelle saison d'activité révolutionnaire. Mais relativement nouveaux étaient les ennemis, Giolitti et les ploutocraties occidentales; nouveaux les traîtres, ces fascistes qui avaient laissé seuls les légionnaires de Fiume; nouveau, le martyrologue qui rassemblait les morts au front de la Première Guerre mondiale avec les martyres de Fiume et de l'irrédentisme; enfin nouvelle, la base des militants qui ne se recrutaient pas dans les organisations ouvrières mais dans l'armée. La guerre avait changé les caractères et les objectifs du mouvement, plus politiques et moins économiques, plus attentifs à la question institutionnelle et aux rapports entre les nations plutôt qu'entre les classes sociales. De Ambris pourtant se fiait à la même méthode organisationnelle, ne tenant pas compte du changement des équilibres entre les élites et l'État, entre l'État et la masse, entre la masse et les avant-gardes politiques et enfin entre ces avant-gardes et l'opinion publique. Même s'il avait eu, à plusieurs reprises, l'occasion de se rendre dans le pays et d'être informé par les agents du Commandement de Fiume du désintéret grandissant de l'opinion publique et des forces économiques et sociales pour le destin de Fiume, le syndicaliste semblait toujours se référer à l'Italie de 1919, une Italie encore enflammée par les débats sur la conférence de la paix, sur les fruits plus ou moins « purs » de la victoire, sur la démobilisation industrielle et de l'armée. Échappait à De Ambris cette perception de la réalité déjà redessinée par l'augmentation qualitative de la conflictualité de classe et de la participation directe des masses à la politique. Pourtant le dépassement théorique du syndicalisme *négatif* et de classe vers un syndicalisme *positif* et productiviste, toujours autonome, mais plus attentif à la question nationale et institutionnelle et à l'élévation

morale et politique des travailleurs, affiné durant la guerre et l'immédiat après-guerre, préfigurait déjà les évolutions du mouvement ouvrier dans une perspective démocratique mais s'avérera incompris dans le contexte italien réactionnaire de 1921².

Ces déficiences stratégiques eurent un effet immédiat dès les premiers mois de l'année, quand il fallut construire les bases financières et idéologiques du mouvement dannunzien. De Ambris, quitta Fiume le 12 janvier, chargé directement par le « Comandante » de « négocier avec une imprimerie ou une maison d'édition la fondation et la publication d'un hebdomadaire » pour continuer dans le pays « la lutte nationale commencée à Fiume par le Légionnaires³ ». Se rendant tout de suite à Rome, il rencontra Bazzi, Bonmartini et d'autres contacts romains pour jeter les bases de l'organisation. Revenu à Milan, il retrouva le groupe de militants, légionnaires et syndicalistes, qui depuis le 4 novembre 1920 avaient commencé à publier *La Rivoluzione*, hebdomadaire qui se présentait comme la référence de la tendance syndicaliste et légionnaire la plus proche de De Ambris après la fin de l'expérience de *La Testa di Ferro* de Mario Carli. Le périodique, dans son premier numéro, avait déjà désigné Gabriele D'Annunzio comme le phare de la possible révolution et le carbonarisme comme la méthode organisationnelle à suivre, ne négligeant pas les tonalités antisocialistes et se positionnant surtout contre la « caste politique » romaine, bien plus réactionnaire que la bourgeoisie productive :

« À nous qui avons toujours été révolutionnaires, même quand pour les bolchéviques actuels, parler de Révolution était sottise et pure folie. À nous, qui avons foi dans la Révolution et que nous nous sentons de la faire, comme nous avons fait la guerre. Quelle Révolution? La nôtre. La Révolution syndicale. La Révolution que nous avons toujours perçue comme une fatalité inexorable et voulue comme le salut et la rédemption du prolétariat. [...] Qu'est-ce qui, aujourd'hui, empêche cette réalisation du Syndicalisme? Beaucoup répondent : la bourgeoisie. Cela est vrai seulement jusqu'à un certain point. On devrait dire : la bourgeoisie aussi, qui ne comprend pas sa fonction historique et le caractère inéluctable de la transformation sociale déjà en cours. Mais plus encore que la bourgeoisie, ce qui empêche la réalisation syndicaliste, c'est la caste politique dominante, dans toutes ses nuances et ses couleurs, des cléricaux aux socialistes les plus extrêmes. C'est la classe politique incompétente, "charlataniste", vile, avide, corruptrice [...] c'est cet amas de pouillerie vorace et répugnante, qui

2. Après les élections de 1921, émergea une possibilité de collaboration entre les confédérés et les industriels, en particulier sur la question du protectionnisme mais cela restera une hypothèse lointaine de la vision travailliste et révolutionnaire de De Ambris. Les hypothèses productivistes démocratiques furent rapidement combattues par toutes les troupes politiques radicales, des fascistes aux socialistes, des nationalistes aux républicains. L'idée d'un Parti du travail sembla toutefois circuler même dans les milieux fascistes encore durant le printemps 1921. TASCA A., *op. cit.*, p. 225-226.

3. Gabriele D'Annunzio à Alceste De Ambris, 12 janvier 1921, in DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario...*, *op. cit.*, p. 243.

perpétue dans une alternance contradictoire de peur sans prudence et de cupidité sans décence, l'intolérable malaise de la nation dans laquelle l'ordre ancien est tombé sans résultat et l'ordre nouveau qui ne sait pas se définir et s'affirmer. Relevons donc notre drapeau contre tous les mensonges. Suivons l'action, non le dogme. L'instinct de la race nous guide, non le syllogisme de la logique formelle. Nous avons vu la tranchée comme une barricade : nous serons sur la barricade comme dans la tranchée, avec une foi solide et un cœur qui ne tremble pas. Peu importe d'où vienne le signe que nous attendons, nous bondirons à l'attaque, pour purifier la putréfaction avec le fer et le feu : pour nous ouvrir une voie vers l'avenir. [...] Camarades syndicalistes de la première heure, à nous⁴ ! »

La rédaction de *La Rivoluzione*, redimensionnée dans son format et sa périodicité, après la fin de l'entreprise de Fiume, représentait l'expression idéale de la tendance productiviste révolutionnaire de De Ambris. Avec Eno Mecheri, déjà à ses côtés au sein du cabinet à Fiume, il installa le bureau provisoire de la fédération dannunzienne avec, outre la collaboration de Foscanelli, celle des légionnaires Arnaldo De Mohr, ex-représentant de la délégation milanaise de la Régence, Castelbarco, un des signataires de l'appel *Il Rinnovamento* et Cleto Scarani. La possibilité de réunir des fonds pour l'organisation dépendait de la prise de position publique et explicite de D'Annunzio. Il est donc facile d'imaginer les terreurs de Mecheri face au peu d'enthousiasme du « Comandante », à l'époque encore à Venise, qui trahissant les promesses faites durant la cérémonie d'adieu, semblait vouloir se désengager de l'activité politique et préférer l'isolement et la production artistique⁵.

Les jours qui suivirent, D'Annunzio en visite à la Villa Cagnacco de Gardone, envoyait ce message : « avide de silence après tant de fracas et de paix après tant de guerre » ; son état d'esprit et la nécessité de « différer toute action et ne pas s'engager dans des organisations coûteuses⁶ ». Il se disait également très pris par l'écriture du *Notturmo* et peu intéressé à la vie politique italienne « fondée sur l'équivoque » et où tout semblait « corrompu et fourvoyé⁷ ». Dans le même temps, il acceptait pourtant de signer un mandat officiel à De Ambris pour liquider les biens du Commandement de Fiume afin « de pourvoir à l'implantation et au fonctionnement du Bureau central provisoire de la « Federazione Nazionale dei Legionari Fiumani », jusqu'à la convocation de la Constituante Fédérale, choisissant les employés

4. Armanda Caciagli, Amilcare De Ambris, Ettore Cuzzani, Adelmo Pedrini, Eno Mecheri, Ubaldo Marchetti, Eugenio Tanzi, « Al nostro posto », *La Rivoluzione*, 4 novembre 1920.

5. Sur les impressions de Mecheri, MECHERI E., *op. cit.*, p. 172 sq. ; DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario...*, *op. cit.*, p. 117.

6. Gabriele D'Annunzio à Alceste De Ambris, 28 (janvier) 1921, *ibid.*, *op. cit.*, p. 243-244.

7. Gabriele D'Annunzio à Alceste De Ambris, 1^{er} février 1921, *ibid.*, *op. cit.*, p. 244. Sur le désengagement progressif de D'Annunzio et son aversion pour la mesquinerie des jeux politiques, VALERI N., *op. cit.*, p. 35.

et les représentants régionaux, organisant la propagande, etc. ; de préparer la Constituante Fédérale⁸ ».

De Ambris retourna dans la capitale pour trouver avec Bazzi le demi-million de lires nécessaire au démarrage de l'activité de l'organisation et de la propagande⁹. Mais il ne recueillit qu'un succès mitigé parmi ces mêmes milieux francs-maçons, politiques et financiers qui avaient déjà suivi, avec inquiétude, l'épilogue des vicissitudes de Fiume. Un des représentants, à cheval entre le monde syndical et le monde légionnaire, Renato Ronzani, cheminot, franc-maçon, lié à l'Unione Italiana del lavoro, obtint la promesse d'une contribution en faveur du mouvement légionnaire de la part du Grand Orient¹⁰. Les contributions permirent de commencer la publication de l'organe *La Vigilia*, ainsi que l'opuscule de De Ambris sur les derniers jours à Fiume¹¹, mais ce ne fut pas suffisant pour couvrir les dépenses courantes de l'organisation, si bien que le syndicaliste et Bazzi cherchèrent à accélérer la rencontre avec D'Annunzio et les soutiens industriels à Milan, promise par le poète deux semaines auparavant¹². Le silence prolongé du « Comandante » ainsi que celui de ses secrétaires Tom Antongini et Paolo Vagliasindi, qui fit annuler la rencontre et irrita les deux camarades jusqu'au point de menacer d'abandonner le projet¹³.

L'apathie de D'Annunzio mettait en péril la naissance du mouvement légionnaire ; le « Sindacato nazionale delle cooperative » de Carlo Bazzi était, de fait, l'unique organisation sociale de masse qui, à ce moment-là, pouvait l'appuyer¹⁴. Non seulement l'absence d'enracinement social

8. Note de Gabriele D'Annunzio, Gardone Riviera, février 1921, *ibid.*

9. Bazzi et De Ambris avaient compté au moins 283 000 lires entre les locaux, le personnel et pour l'organe officiel ; seulement pour ce dernier il fallait réunir 160 000 lires, qui augmenteraient s'il fallait opter pour un quotidien, comme semblait le préférer De Ambris, Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, 30 janvier 1921, in DE FELICE R., *Nuove lettere di Alceste De Ambris...*, *op. cit.*, p. 242-243. À ces frais généraux venaient s'ajouter les dépenses relatives au Bureau politique et aux frais de déplacements, diverses opérations, nécessaires pour tout projet conspirationniste, au total 120 000 lires. Les devis pour le premier semestre 1921 sont in Archives Guastoni-De Ambris.
10. Ulisse Lucchesi à Angelo Olivero Olivetti, 11 novembre 1921, maintenant in PERFETTI F., *Fiumanesimo, sindacalismo...*, *op. cit.*, p. 106. Si l'obédience du palais Giustiniani s'était progressivement réduite vis-à-vis de l'aventure de D'Annunzio en 1920, toujours plus compromettant et incontrôlable, il trouvait intéressant au moins sur les grands principes, le programme syndical et de rénovation institutionnelle du mouvement légionnaire, toutefois seulement dans une optique de pacification nationale.
11. DE AMBRIS Alceste, *Dalla frode al fratricidio. Le responsabilità del Governo italiano nella strage di Fiume*, novembre-décembre 1920, La Fionda, Rome, 1921. L'opuscule fut préparé justement à Rome en février-mars 1921.
12. « Bazzi et moi, attendons que le Comandante fixe un jour pour la rencontre à Milan, De Ambris », Télégramme Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, 18 février 1921, in Fvi, Ag, f. Alceste De Ambris.
13. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, 18 février 1921, maintenant in DE FELICE R., *Nuove lettere di Alceste De Ambris...*, *op. cit.*, p. 245.
14. À la fin de l'année 1920, on comptait mille coopératives avec plus de cent mille inscrits, ZANGHERI R., GALASSO G. et CASTRONUOVO V., *op. cit.*, p. 406. L'alliance récente convenue en octobre 1920 avec la Federazione italiana cooperative combattenti, franchement plus proche des positions fascistes et nationalistes, avait atténué les poussées démocratiques et réformatrices présentes à la naissance du

empêchait une dynamique d'agrégation et d'autofinancement du mouvement, rendant l'organisation dépendante du soutien économique extérieur, mais compliquait aussi le renouvellement des militants qui s'orientaient vers d'autres organisations politiques plus solides, socialiste, communiste, à peine née, et surtout fasciste.

Le processus de constitution de l'organisation légionnaire s'insérait dans le contexte politique italien saturé par la lutte de classe et des factions politiques que dédaignait D'Annunzio. Les milliers de légionnaires sur lesquels la Fédération avait l'ambition de pouvoir compter, de les encadrer et les acheminer vers la lutte révolutionnaire dans la société civile, regardaient plutôt du côté des organisations qui, sans une meilleure solidité financière, représentaient le « sommet » de la lutte politique :

« La première difficulté vint quand les légionnaires, majoritairement hommes d'action plus que de réflexion, se sentirent attirés par la vie politique lorsque cette dernière ne se déroulait non comme par le passé dans le choc traditionnel des idées, mais dans la lutte factieuse. Ainsi les légionnaires se dispersaient s'inscrivant dans les différents partis d'action sans se préoccuper de la possibilité et du danger que des frères d'armes puissent se retrouver du jour au lendemain l'un contre l'autre, oubliant l'esprit légionnaire et que la discipline avait rendu invincible dans le passé, la Légion de Ronchi, menaçant de compromettre toute possibilité de domination morale et spirituelle sur la situation nationale alors que le Comandante avait indiqué à l'Italie et aux peuples la voie de la justice et de la liberté¹⁵. »

Plus que par décisions politiques réfléchies et rationnelles, les légionnaires étaient poussés vers l'orbite fasciste pour des raisons existentielles et pas toujours très transparentes, mises en lumière par Foscanelli et par De Ambris¹⁶ lui-même. Les officiers légionnaires furent les premiers à préférer les directives des Fasci à celles inexistantes ou contradictoires de D'Annunzio et de la Federazione. D'un côté Giuseppe Nunziante qui, rappelons-le, était chef du 8^e régiment d'assaut et dénonçait les dérives bolchévisantes de Fiume et s'était autoproclamé gardien du nationalisme d'action, de l'autre côté, Ulisse Igliori, justement un des « soviets » désigné

Syndicat, préparant l'intégration dans le mouvement squadriste. L'Uil rompra officiellement avec le Syndicat de Bazzi en novembre 1921.

15. Lettre de démission du Comité central de la Federazione nazionale dei legionari fiumani, Milan, 24 juillet 1922, in Archives Guastoni-De Ambris.

16. Beaucoup de légionnaires voyaient dans le fascisme « une continuation des activités tumultueuses de forme et d'esprit, dépourvu de recherches et d'enquêtes sur les raisons, qu'on avait créées durant plus d'un an d'agitation intenable et de rébellion élevée en système », in FOSCANELLI U., *D'Annunzio e il fascismo*, op. cit., p. 66. De Ambris était encore plus dur contre ses anciens camarades qui « ont afflué vers le fascisme comme hier on se dirigeait vers le bolchévisme et comme demain ils afflueront vers n'importe quel autre mouvement qui offrirait un espace à leurs tendances antisociales : par avidité mercenaire, par esprit d'aventure ou par espoir d'un succès facile », DE AMBRIS A., « Il fascismo al bivio », *La Riscossa dei legionari fiumani*, 12 septembre 1922, maintenant in DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario e fumanesimo...*, op. cit., p. 419-420.

et signataire du manifeste de décembre 1919, ancien chef de la Compagnie arditi D'Annunzio, fleur à la boutonnière « poète » et chef de la Compagnie la plus fidèle au Commandement de De Ambris, en mars 1921, après une brève inscription au nouveau né Parti Communiste¹⁷, adhéra au mouvement fasciste et prit la tête des groupes d'action de Rome et de sa province¹⁸. Même d'autres légionnaires, organisateurs syndicaux comme Alessandro Melchiori et Edoardo Malusardi, l'ex-leader de la Chambre du Travail de Fiume, ou des politiques comme Renato Ricci, étaient séduits parce que les légionnaires non fascistes dénonçaient comme une « œuvre insistante, impudente et sournoise d'attraction, par laquelle ils tiraient profit plus souvent du désir d'action qui chez certains de nos éléments surpasse toute autre considération, n'excluant toutefois pas de profiter de la nécessité économique de certains légionnaires ou pour d'autres raisons encore moins nobles¹⁹ ».

À l'hémorragie de groupes et de simples légionnaires vers le fascisme politique et d'action, venait s'ajouter également l'attraction que des groupes de gauches exerçaient sur les légionnaires sensibles au mythe de la révolution prolétaire. Même avant la création des « *arditi del popolo* » qui disputèrent au fascisme surtout à Rome et dans le centre de l'Italie certaines avant-gardes militaires, ce furent certaines sections de la nouvelle organisation communiste qui vinrent encadrer des figures du monde légionnaire. À Brescia, justement à deux pas du Vittoriale, le légionnaire déambrisien Antonio Masperi faisait basculer à gauche le centre de gravité de la section légionnaire locale, en opposition au ras (chef fasciste local) Augusto Turati²⁰. Plus significatif fut le cas de Turin où en février se tint la première réunion destinée à fonder la section locale de la « Federazione dei legionari ». À la fin de la rencontre organisée au siège de l'Unione Socialista, à laquelle avaient participé plus de deux cents légionnaires, trois représentants Nino Daniele, Giuseppe Piffer et Umberto Terracini, le premier ex-délégué de Fiume à Turin et le second irrédentiste du Trentin, franc-maçon signataire du manifeste déambrisien de décembre 1919 et le troisième appartenant au groupe d'Antonio Gramsci et membre de l'exécutif du Parti Communiste

17. VALERI N., *op. cit.*, p. 48. Iglori abandonna après quelques jours le parti communiste suite à la dénonciation de la part des milieux dannunzian d'infiltration rouge parmi les légionnaires et les arditi.

18. Voir le portrait biographique, in FRANZINELLI M., *Squadristi. Protagonisti e tecniche della violenza fascista*, Mondadori, Milan, 2003, p. 230-231. Iglori participait encore en septembre 1921 aux réunions des légionnaires de Fiume de Rome, comme celle du 18 qui se conclut avec des incidents entre légionnaires révolutionnaires et national-fascistes et l'abandon de la salle par ces derniers ; la copie du rapport de la préfecture de Rome, 22 octobre 1921, in Acs, Mininter., Ps, 1923, b. 74, f. Gruppo Sindacalista Filippo Corridoni.

19. Ébauche d'un ordre du jour aux Sections adhérentes du Bureau Central de la Federazione nazionale dei legionari fiumani, s. d., mais après le Conseil National des Fasci di Combattimento (13 juillet 1921), in Archives Guastoni-De Ambris.

20. Promemoria du questeur Giovanni Rizzo, Gardone Riviera, 18 décembre 1930, in Acs, Spd, Cr. B. 9, f. Masperi Avv. Antonio.

d'Italie, proposèrent la création d'une section fiumienne communiste. Ils furent alors expulsés *manu militari* de la salle²¹.

Ces poussées centrifuges minaient les fondements de l'organisation légionnaire et la possibilité de conduire une activité autonome. D'Annunzio fut contraint, contre son gré, de prendre la parole en février avec deux lettres. L'une, adressée à Vittorio Calicetti, l'autre à Guido Commessatti, tous deux membres du bureau provisoire de la Fédération, pour rappeler au premier la nécessité « que nos forces restent bien distinctes et séparées également de celles qui aujourd'hui en Italie, semblent les plus actives²² », et au second : « que nous faisons partie de nous-mêmes, immunisés de tout contact et de tout mélange²³ ». L'historiographie et la mémoire ont souligné le caractère antifasciste de ces prises de positions, mais l'impression demeure qu'elles entendaient stopper l'instrumentalisation du nom de D'Annunzio, sans rompre définitivement avec le mouvement de Mussolini, en particulier avec la partie de son entourage qui pour des raisons géographiques, s'intéressait encore à la question de Fiume. Il ne faisait aucun doute que De Ambris, Mecheri et le Comité provisoire de la Federazione redoutaient la concurrence fasciste au sein du monde des anciens combattants sur lequel s'exerçait la force d'attraction des deux mouvements. Le « Comandante » était pourtant harcelé par des demandes également légitimes des milieux nationaliste et fasciste qui étaient proches de lui et de l'aventure de Fiume. En particulier Pietro Marsich, ancien responsable de premier plan du courant nationaliste du Commandement de Fiume et désormais chef du Fascio vénitien²⁴. Il proposait de relier à nouveau D'Annunzio et le comité central fasciste et de rétablir le rapport interrompu avec des lambeaux de polémiques et de rancœurs après décembre 1920 et le « Noël de sang²⁵ ». Les sections fascistes de Venise et de Trieste essayèrent de colmater la brèche avec l'intervention personnelle de Marsich et de Giunta, dans la droite ligne

21. Note de la préfecture de Turin, 18 février 1921, Acd, Mininter., Ps, 1921, b. 88, f. Federazione nazionale dei legionari fiumani. Diverses notes de la police, par définition peu objectives et précises, signalaient l'existence de tendances philo-communistes parmi les légionnaires : PERFETTI F., *Fiumanesimo, sindacalismo...*, op. cit., p. 53-54. D'autres sources comme *Il Mattino* de Naples du 9 mars 1921 signalaient également les tentatives d'infiltration communiste et la confusion que générait la présence d'éléments ambigus comme De Ambris et Giulietti ; également la note du préfet de Milan, 16 mars 1921, in Acs, Mininter., Ps, 1922, b. 164, f. Movimento insurrezionale comunista.
22. Gabriele D'Annunzio à Vittorio Calicetti, 8 février 1921, publié in *La Riscossa dei Legionari Fiumani*, 5 mars 1921, maintenant in D'ANNUNZIO G., *La penultima ventura, Scritti e discorsi fiumani*, FELICE R. (dir.), Milan, 1974, p. 507. La distance entre la date de la lettre et la publication de celle-ci suggère que D'Annunzio n'avait pas l'intention de la rendre publique.
23. Gabriele D'Annunzio à Guido Commessatti, 24 février 1921, ébauche d'ordre du jour aux Sections adhérentes du Bureau Central de la Federazione nazionale dei legionari fiumani, s. d., mais après le Conseil National des Fasci di Combattimento (13 juillet 1921), in Archives Guastoni-De Ambris.
24. DE FELICE R., *Mussolini il fascista*, 1921-1925, Einaudi, Turin, 1966, p. 70.
25. Le rapport de collaboration avait commencé lors du discours inaugural de Marsich et de Marcello Marras pour la section fiumienne du Fasci di Combattimento du 29 août 1920 au théâtre Fenice, maintenant in ERCOLANI A., *La fondazione del Fascio di Combattimento a Fiume tra Mussolini e D'Annunzio*, Bonacci, Rome, 1996, p. 82-86.

de quatre rapports préparés à l'occasion des rassemblements régionaux de janvier et février 1921, qui enlevaient au mouvement et à l'organisation syndicale le rôle pédagogique, moral et éthique voulu par De Ambris, ce qui semblait être une ouverture de la part du fascisme provincial aux thèmes du syndicalisme et du fédéralisme, formalisés dans la Carta del Carnaro²⁶.

Le rapprochement théorique vers les positions dannunziennes et l'activité préparatoire de Marsich avaient créé les prémisses pour la fameuse rencontre du 5 avril entre Mussolini, accompagné d'Italo Balbo et de D'Annunzio, précédée d'un toast significatif. Le syndicaliste Sergio Panunzio qui avait déjà applaudi aux choix de Mussolini à la veille du « Noël de sang », se réjouissait de l'accord tout proche entre ce dernier et D'Annunzio au nom du « Statut Syndicaliste de Fiume, un vrai mouvement de droit public, œuvre du grand Poète et du grand homme d'État de notre peuple, la merveilleuse lumière de la plus grande et la plus libre Italie²⁷ ». De Felice relève que la rencontre n'eut pas d'effet concret et significatif, comme il ressort du récit de D'Annunzio quelques jours après, qui donnait son soutien à De Ambris comme « candidat de Fiume » et renouvelait « son conseil – l'ordre – de te présenter à Parme²⁸ ». En réalité, De Ambris croyait que la rencontre avait contribué à dédouaner le fascisme : D'Annunzio, qui avait, à plusieurs reprises exprimé sa réticence à prendre la tête d'un mouvement, laissant ses fidèles libres d'adhérer aux différents groupes politiques et ne participant pas directement à la bataille politique, ne pouvait qu'indirectement favoriser le mouvement fasciste, l'unique organisation politique implantée au niveau national qui affichait publiquement ses références – malgré les différences²⁹ – la Carta del Carnaro et qui était le pôle d'attraction le plus crédible pour une base légionnaire

26. Le rapport sur la politique étrangère de Mussolini rappelait le caractère transitoire du traité de Rapallo, accepté comme moindre mal, et démentait d'avoir jamais promis un mouvement insurrectionnel en cas d'attaque contre Fiume qui aurait pu avoir des conséquences révolutionnaires qui n'avaient rien à voir avec les questions territoriales : « on ne fait pas descendre un peuple dans la rue contre un traité de paix, après cinq ans de calvaire sanglant ! », *Il Popolo d'Italia*, 9 février 1921. Le rapport de Marsich donnait un rôle positif aux syndicats dans la construction de l'identité nationale et soutenait la décentralisation administrative alors qu'Umberto Pasella précisait les termes de l'indépendance des syndicats par rapport au parti et des autonomies locales à travers des chambres du travail, soulignant d'un autre côté le caractère économique et non politique du mouvement ouvrier, soumis à l'intérêt national et bénéficiant de l'arme de la grève, in DE FELICE R., *Mussolini il fascista*, op. cit., I, p. 55. Comme l'a mis en lumière Paolo Nello, le rappel à l'expérience de Fiume et à la Constitution pouvait être également, pour le mouvement fasciste, « un mythe utile pour le drapeau de l'autogestion locale et des producteurs pour la rénovation démocratique-nationale de l'État unitaire, ainsi qu'au modèle de la hiérarchie des compétences, opposée, à travers la représentation syndicalo-corporatiste des intérêts, à la hiérarchie du statut social », NELLO P., *Dino Grandi. La formazione di un leader fascista*, Bologne, 1987, p. 107.

27. PERFETTI F., *Fiumanesimo, sindacalismo...*, op. cit., p. 52. Sur Panunzio, PERFETTI F., *Un teorico dello Stato sindacale-corporativo*, essai consacré à S. Panunzio, *Il fondamento giuridico del fascismo*, Rome, 1987.

28. Gabriele D'Annunzio à Alceste De Ambris, 7 avril (1921), maintenant in DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario e fiumanesimo...*, op. cit., p. 247.

29. TASCA A., op. cit., p. 249.

confuse et déboussolée. Ceux, qui parmi les fascistes cherchaient à affirmer l'homogénéité substantielle avec les légionnaires, trouvaient leur meilleur allié dans le « Comandante », qui rappelait en outre la contribution de la Fédération des Travailleurs de la Mer, et qui soulignait explicitement le soutien du mouvement mussolinien³⁰. De Ambris était bien loin de céder aux reconnaissances illusoire de la validité des positions syndicalistes, soit parce qu'il voyait dans le fascisme un concurrent affiché sur les questions sociales et nationales, qui inversait l'orientation du mouvement ouvrier le rétrogradant sur la voie de la soumission de classe, soit parce qu'il ne reconnaissait pas en la personne de Benito Mussolini un interlocuteur sincère et fiable, à la différence d'autres responsables du comité central fasciste. Invité à une réception en faveur de Fiume par les « Fasci di combattimento » à la fin janvier, De Ambris avait décliné l'invitation à cause de la présence du « traître » Mussolini qui avait émis des tentatives « sournoises » afin de colmater la rupture de Fiume³¹.

L'orientation communiste ne représentait pas le même danger pour le projet de De Ambris et de ses camarades, à cause du caractère internationaliste, pour ne pas dire antinational, de la lutte politique et la dépendance de l'expérience révolutionnaire russe. Le projet de Nino Daniele né d'une rencontre entre D'Annunzio et Gramsci en réponse à la rencontre avec Mussolini³², ayant échoué, la possibilité de rapprocher les organisations, légionnaire et communiste, s'éloigna définitivement.

De Ambris, Mecheri, Foscanelli et les autres avaient l'ambition de se présenter comme l'âme authentique du mouvement révolutionnaire de Fiume. Une fois l'espace à gauche libéré et repoussées, autant que possible, les avances des fascistes, ils tentaient, bien que manquant cruellement de moyens, de mettre en marche l'organisation légionnaire et surtout de la doter d'une structure efficace et influente³³. Le comité provisoire créa un bureau central pour la reconnaissance officielle du statut de légionnaire, mais en l'absence d'un objectif concret dans la réalité sociale ou

30. Copie de Gabriele D'Annunzio aux légionnaires de Ronchi et aux Fasci Italiani di combattimento, de Garde, 2 avril 1921, in Fvi, AG, f. Giuseppe Giulietti.

31. Alceste De Ambris à Cesare Rossi, Gênes, 21 janvier 1921, in Archives Guastoni-De Ambris.

32. CAOPRIORGIO S., « Un mancato incontro Gramsci-D'Annunzio a Gardone nell'aprile 1921 (con una testimonianza di Palmiro Togliatti) », *Rivista storica del socialismo*, janvier-août 1962; « Il memoriale di Nino Daniele G. D'Annunzio (marzo-aprile 1921) », in DE FELICE R., *D'Annunzio politico 1918-1938*, Bari, 1978, p. 259-278.

33. Au-delà de l'effet direct sur les nombreuses définitions, les divisions et la méfiance minaient l'autorité du comité provisoire de la Federazione; de nombreux légionnaires, bien que restant formellement fidèles à D'Annunzio et à la cause de Fiume, ne reconnaissaient pas l'autorité de la Federazione et cherchaient un contact direct avec le poète, dont la parole « était plus souvent et plus facilement orientée vers les simples légionnaires avides de recevoir directement (à cause de cette mentalité construite durant la période de Fiume où on court-circuitait trop facilement les voies hiérarchiques) les ordres et les autographes du Comandante ». Lettre de démission (retirée ensuite) du Comité central de la Federazione nazionale dei legionari fiumani, Milan, 24 juillet 1922, in Archives Guastoni-De Ambris.

d'une possible action pour la propagande de Fiume, la pénétration de la Fédération se limita à la communauté des militants, sans toutefois réussir à soutenir, ni financièrement ni politiquement, la certification et la valorisation du statut de légionnaire.

Un exemple concret résida dans les campagnes de défense des personnes arrêtées et des victimes politiques après les manifestations contre l'évacuation de Fiume. Outre la mobilisation « timide » des fascistes de Trieste, l'unique groupe à descendre dans la rue pour démarrer une tentative insurrectionnelle avait été celui de Mario Carli et de *La Testa di Ferro*, arrêté aux bastions de Porta Volta avec un engin destiné à faire sauter la centrale électrique. Carli, Stefano Canepa et surtout Cesare Cerati qui avait assumé la propriété de l'engin pour disculper les autres³⁴, furent renvoyés devant la Cour d'Assises de Milan et relaxés les 21 et 22 juillet 1921. D'Annunzio avait envoyé un message qui devait être produit par De Ambris – témoin du procès – au collège de la défense³⁵ contribuant à l'acquittement des insurgés et à la résolution heureuse de l'instance judiciaire. Toutefois, la défense des accusés n'avait mobilisé ni les forces politiques les plus proches du mouvement légionnaire, ni l'opinion publique. Même la campagne pour la libération des marins déserteurs de Fiume, quelques semaines avant le procès de Carli et de ses camarades avait également souffert d'un manque d'impact et de visibilité, mauvaise réplique des « antiques » campagnes en faveur des victimes politiques du mouvement révolutionnaire de gauche. Les marins, les arditi et les légionnaires encore détenus malgré l'impunité promise par le traité d'Abbazia, recevaient des marques de solidarité de la Federazione et de D'Annunzio, mais ne pouvaient compter que marginalement sur la solidarité financière, à la base de chaque campagne de solidarité militante³⁶.

La dérive personnelle et politique de Mario Carli à partir de ce moment fut emblématique des conditions économiques précaires et de la difficulté de réinsertion dans la société civile de ces ex-légionnaires au casier judiciaire souvent entaché du fait de l'aventure de Fiume. Le journaliste futuriste et ardito, inventeur du terme « *fiumanesimo* », l'expression apparemment la plus authentique du courant de De Ambris à Fiume durant les premiers mois de l'aventure, écrivait quelques jours après sa relaxe, menaçant de se tourner vers d'autres sources s'il ne recevait pas ce soutien financier qu'il croyait mériter pour sa fidélité à la cause de Fiume³⁷. Carli avait subi un échec avec sa nouvelle initiative éditoriale qui avait succédé à celle de *La Testa di Ferro*, le mensuel esthético-fiumien *L'Ardente* et au début

34. Mario Carli à Gabriele D'Annunzio, Milan, 2 mai 1921, in Fvi, Ag. f. Mario Carli.

35. Eno Mecheri à Gabriele D'Annunzio, Gardone, 19 juillet (1921), in Fvi, Ag. F. Eno Mecheri, Mecheri était à Gardone avec De Ambris et ce même Carli, mais ils ne furent pas reçus. D'Annunzio transmit tout de même le message.

36. Lettre de démission du Comité Central de la Federazione nazionale dei legionari fiumani, Milan, 24 juillet 1921, in Archives Guastoni-De Ambris.

37. Mario Carli à Gabriele D'Annunzio, Milan, 23 juillet 1921, in Fvi, Ag. f. Mario Carli.

1922, il termina son itinéraire à la direction du périodique monarchique-machiavélique *Il Principe*³⁸. La faiblesse structurelle de la Federazione de De Ambris provoqua un exode progressif des meilleurs et des plus compétents organisateurs tels que Bazzi et Giunta, des journalistes tels que Carli et Belli et des miliciens comme Iglori, vers des positions philo-monarchiques ou nationalistes. Le parti fasciste à partir de l'été 1921, en plus d'organiser le nouveau mouvement de masse des classes moyennes et rurales, attira et encadra politiquement les meilleures avant-gardes légionnaires.

L'élection manquée

La campagne électorale toute proche semblait être la meilleure occasion pour relancer le mouvement légionnaire. Après la rencontre entre D'Annunzio et Mussolini le 6 avril à Cargnacco³⁹, on avait craint l'hypothèse de la participation de certains légionnaires sur les listes des blocs nationaux. À l'occasion d'une réunion des hommes de confiance de la « Federazione dei legionari » tenue à Bologne le 10 avril 1921, on prit acte de la participation électorale, « pour rompre l'indifférence des amis et la conjuration du silence », ne rejetant pas une alliance avec le bloc de droite⁴⁰.

La conclusion sanglante de l'aventure de Fiume était cependant trop proche : D'Annunzio rappela dans une lettre à un de ses fidèles légionnaires, Antonio Masperi, le serment de Fiume et le dégoût pour « cette campagne électorale [...] fière de laide vanité et de vils intérêts », manifestation d'une « vieille Italie » encore vivante et d'une Italie nouvelle « tourmentée par des ferments impurs⁴¹ ». C'était le désaveu d'un accord électorale des légionnaires avec les partis de l'ordre, éventualité par ailleurs peu appréciée par les fascistes eux-mêmes, qui préféraient un vote légionnaire libre à une interférence illégitime ou une superposition de candidats.

38. « Je suis encore aujourd'hui un rebelle (mais pas un professionnel de la rébellion) parce que je n'accepte pas en bloc la Monarchie italienne comme elle est, mais je veux la pousser vers une grande splendeur et vers une conscience moins démocratique. Je ne vois rien de plus révolutionnaire que ce programme de force individuelle et de renaissance majestueuse. À Fiume, malgré les apparences, je ne faisais que du monarchisme. Qui y a-t-il de plus monarchique et d'aristocratique que le Comandante, avec sa conception vraiment machiavélique et césariste? », Mario Carli à Gabriele D'Annunzio, Milan, 7 février 1922, Fvi, Ag, f. Mario Carli. Sur la dérive réactionnaire de Carli, SCARANTINO A., *L'impero, un quotidiano reazionario-futurista negli anni venti*, Bonacci, Rome, 1981.

39. « Mussolini a Gardone Riviera. Un Colloquio con Gabriele D'Annunzio », *Il Popolo d'Italia*, 6 avril 1921. La rencontre eut lieu symboliquement après le refus du Comandante de rencontrer Antonio Gramsci.

40. Note de la préfecture de Bologne, 12 avril 1921, in Acs, Mininter., Ps, 1921, b. 88, f. Federazione Nazionale Legionari fiumani.

41. Gabriele D'Annunzio à Antonio Masperi, PORTA G., « Per una storia dell'entourage dannunziano a Gardone: i rapporti D'Annunzio-Masperi », in « D'Annunzio politico. Atti del Convegno (Il Vittoriale, 9-10 octobre 1985) », *Quaderni dannunziani*, n° 1-2, 1987, p. 242.

Les uniques candidatures légionnaires « autorisées » furent celles autonomes de De Ambris à Parme (plus précisément dans la circonscription de la Lunigiana) et de Giuseppe Pavone à Bologne⁴². Candidatures qui avaient pour but principal de véhiculer les thèmes républicains et syndicaux de la Carta del Carnaro et protester contre la détention des légionnaires. La décision prit à contrepied le comité central des Fasci, en particulier la composante mussolinienne du *Popolo d'Italia*, consciente du danger de ces candidatures indépendantes, qui malgré leur faible chance de succès et leur fonction de témoignage, puissent générer une confusion dans l'électorat des anciens combattants. Le journal de Mussolini fit circuler des rumeurs tendancieuses sur un possible retrait de De Ambris de la campagne électorale et certains « arditi » proches des fascistes dénoncèrent la réunion de Bologne, au cours de laquelle on avait décidé des candidatures légionnaires, coup de force de De Ambris et Pavone, à la recherche de visibilité et de publicité⁴³.

De Ambris avait commencé la campagne électorale en acceptant « sous une condition et avec une réserve » la candidature formellement offerte par le Comité électoral ouvrier *ad hoc* républicano-syndicaliste officiel, constitué par Alfredo Bottai et par les francs-maçons et les mazziniens de Parme le 16 avril à l'occasion d'une visite du syndicaliste :

« La condition est que la lutte soit menée en excluant *a priori* de subordonner sous quelque forme que ce soit son déroulement à des préoccupations mesquines de réussites [...] Et voici donc la réserve. Vous savez que les travailleurs de Parme se préparent à affronter une lutte dure pour la défense de leur organisation à laquelle me lient des souvenirs qui sont les plus chers de ma vie. J'espère encore qu'un peu de bon sens aura sa place chez les agraires et que ces derniers – dans leur intérêt propre – ne voudront pas retenter le scénario de 1908. Mais si cette prévision devait être démentie, si une nouvelle bataille devait s'engager dans notre province, je ne pourrais pas oublier d'avoir promis aux travailleurs de Parme d'être avec eux, s'ils pensaient à m'appeler. Et vous comprendrez que dans une telle situation je ne me sentirai pas en droit de compromettre la clarté de la lutte syndicale, en l'associant à la lutte électorale. »

Quelques jours après, le Comité électoral recevait la lettre de De Ambris, approuvée précédemment par D'Annunzio et commençait la campagne

42. *Il messaggio di Gabriele D'Annunzio agli Arditi di Bologna*, in *Fiamma Nera*, 8 mai 1921 (numéro spécial élections).

43. *La candidatura di De Ambris rientrata. La calma è tornata a Parma*, in *Il Popolo d'Italia*, 23 avril 1921 ; Aussi SOMENZI M., « Una lettera aperta all'on. De Ambris », *Il Popolo d'Italia*, 29 avril 1921, qui dénonçait la contradiction entre la profession de foi d'autonomie vis à vis de la politique et la candidature ; la réponse de Mecheri et Foscanelli, « A proposito della candidatura di De Ambris », *Il Popolo d'Italia*, 30 avril 1921, qui rappelait également que Giuriati avait reçu un appui formel de D'Annunzio et enfin la réplique de ce même Somenzi qui reiterait ses accusations, in « Ancora sulla candidatura di De Ambris », *Il Popolo d'Italia*, 1^{er} mai 1921. Sur toute l'affaire CORDOVA F., *Arditi e legionari dannunziani*, Marsilio, Padoue, 1969, p. 125-126.

pour « engager la bataille, étendard déployé avec le drapeau de Fiume bien entendu [...] et limiter la liste à mon seul nom, pour que la lutte ait une signification précise⁴⁴ ».

Le 29 avril De Ambris était reçu à Gardone où il obtenait l'investiture définitive et la promesse d'un message pour renforcer la campagne électorale, déclaration que D'Annunzio délivra après seulement deux semaines, le 11 mai⁴⁵. Le message de D'Annunzio, publié avec les xylographies de Lorenzo Viani, rappelant le style d'*Alla Gloria della Guerra!*, la prestigieuse œuvre anti-militariste de près dix ans auparavant, raviva différents thèmes en faveur des travailleurs, déjà exprimés ailleurs, mais ici simplement suggérés. De Ambris lui-même, entre la force de la classe paysanne et ouvrière et le martyr du soldat inconnu, légitima l'ascension politique et sociale de la génération de la guerre :

« La suprématie de la population paysanne serait aujourd'hui juste. Dans la décadence de toutes les classes, le paysan – fort, rude, sobre, tenace et sain – n'est-il pas aujourd'hui le meilleur? Étant le meilleur, il devrait régner, ce serait juste qu'il règne. » Ce sont mes paroles qui datent de l'année 1899. Et le paysan d'aujourd'hui est également le martyr des tranchées, celui qui durant quatre années de martyre a témoigné de sa foi dans la Mère du grain éternel. Le paysan d'aujourd'hui est le frère taciturne de ce « soldat inconnu » que nous voulons ensevelir dans le Panthéon d'Agrippa avec des funérailles populaires glorieuses excluant les survivants d'Adua, les complices de Caporetto et les amis des déserteurs⁴⁶. »

La faim et le besoin devenaient des forces créatrices et positives et le « chardon bolchévique se transformait en une rose italienne », contre le matérialisme et pour l'affirmation de la justice morale. Aux côtés des lyrismes habituels et des visions symbolique, mystique et religieuse, apparaissait une référence claire à la situation politique actuelle et à l'indépendance du mouvement dannunzian dans le sillon de la défaite transitoire de Fiume :

« Et que m'importe d'être vaincu dans l'espace, si je suis destiné à vaincre dans le temps? J'ai su donner à mon action un pouvoir perpétuel de symbole, comme très peu de personnes opérant dans ce bas monde surent le faire. J'ai su donner à mon action la splendeur d'une pensée armée, la dirigeant contre l'adversité sans nombre, la soulevant avec la simple ferveur et la seule obéissance des hommes, lui donnant la forme du mythe pour la rapprocher des forces de l'avenir, pour la dédier et la lancer « à la patrie future ». Que m'importe que tant de vilénie d'un côté et de l'autre de la rive la rabaisse, la déforme, la réfute⁴⁷. »

44. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, 18 avril 1921, in Fvi, Ag. f. Alceste De Ambris.

45. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, 9 mai 1921, *ibid.*

46. D'ANNUNZIO G., *Vogliamo vivere*, Pescia, 1921.

47. *Ibid.* Une analyse du texte a été faite, in BERTAZZOLI R., « Il messaggio dannunziano "Al legionario Alceste De Ambris" », *D'Annunzio politico. Atti del Convegno (Il Vittoriale 9-10 ottobre 1985)*, op. cit., p. 375-389.

La nouvelle religion dannunzienne trouvait dans les « héritiers légitimes » comme De Ambris, les missionnaires de l'apostolat et, dans la campagne électorale, le terrain de diffusion du « message divin ». Le syndicaliste enthousiaste et optimiste après les premières réunions, stimulé par l'intervention de D'Annunzio, soulignait la possibilité d'une propagande évangélique et héroïque du spiritualisme dannunzien parmi les masses paysannes et ouvrières de la région de Parme. En échange, De Ambris obtenait ainsi l'autorité dont il avait besoin pour pouvoir mener sa campagne avec l'intention de se réinsérer dans le tissu civil et politique de Parme et de sa province et soutenir la lutte anti-giolittienne, antibolchévique et antifasciste. *La Riscossa dei Legionari Fiumani* profitait de la bataille électorale pour véhiculer les contenus, les messages national-révolutionnaires et progressistes, patrimoine du mouvement légionnaire :

« Et les révolutions – à ne pas confondre avec les révoltes désordonnées de l'anarchisme, mâchonneur d'éjaculatoires internationalistes – une fois commencées, ne s'arrêtent pas ni avec les excès de la dictature bolchévique destinée à provoquer l'opposition violente de tous les hommes qui ne sont pas disposés à remettre le sort de leur pays entre les mains d'un faux socialisme asiatique, ni à l'antidote conservateur qui, pour l'occasion, revêtant l'uniforme du fascisme, se sert de la merveilleuse générosité de la nouvelle jeunesse italienne pour faire revenir un passé qui est inexorablement enseveli, et qu'aucune force humaine ne pourra faire renaître⁴⁸. »

Le 18 mai, alors que rien n'était encore joué, De Ambris télégraphiait un message à D'Annunzio dans l'attente des résultats de la province, où résistait une partie de sa « clientèle » ouvrière et paysanne, mais rapidement se profilaient les mauvais résultats de l'affrontement électorale⁴⁹. La défaite électorale, douloureuse mais attendue, constitua un tournant dans l'activité politique et syndicale de De Ambris, conscient que la faiblesse des forces légionnaires, incapables de déplacer les masses et de mobiliser les élites citadines, étaient la cause de l'insuccès. L'idéalisation excessive de la Carta del Carnaro, désormais détachée de son contexte, avait désorienté beaucoup de ces légionnaires qui avaient interprété le serment du 5 janvier comme la promesse de continuer la lutte pour l'annexion de Fiume et de la Dalmatie à l'Italie. L'éloignement progressif de la Federazione legionaria avec la gestion politique, au niveau national et international, de la question de Fiume, donna de l'oxygène à ceux qui voyaient dans le Fascio et dans les nationalistes, l'unique possibilité de dépasser le traité de Rapallo. Du reste, même D'Annunzio semblait faire plus confiance dans les capacités tactiques et opérationnelles du mouvement fasciste que dans celles du mouvement

48. La Riscossa, « Sui margini della tregenda elettorale », *La Riscossa dei legionari fiumani*, 13 mai 1921.

49. Télégramme Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, Milan, 18 mai 1921, in Fvi, Ag. f. Alceste De Ambris.

légionnaire qu'il dirigeait formellement⁵⁰. Le « Comandante » sembla à partir de ce moment considérer De Ambris et la Federazione, sinon comme un fardeau, mais comme un instrument *interne* pour renforcer l'identité mystique légionnaire et la fidélité à ses commandements, alors qu'il délégua au fascisme et au nationalisme la relance de l'offensive *externe* politique, économique et diplomatique pour les frontières orientales.

Les propositions synthétiques de D'Annunzio auraient pu unir les deux parties seulement si les fascistes avaient accepté de renoncer à l'appui des agraires et des industriels et de soutenir une rénovation de la société italienne en dehors et contre les institutions monarchiques et l'État libéral. Les légionnaires de « gauche », auraient dû subordonner cette rénovation substantielle à la solidité, à la hiérarchie et à la force organique et hiérarchique de la Nation. En théorie, la dissension était entre les révolutionnaires et les nationalistes et n'était qu'une répétition de la période de l'interventionnisme, une fois la situation exceptionnelle (la guerre à l'époque et Fiume désormais) terminée, les distances entre les deux camps ne pouvaient à nouveau être comblées.

Certainement, De Ambris était le moins disposé à réduire son propre rôle à celui de prêtre et de gardien du verbe et du temple d'un légionnarisme aussi sacré que privé de débouchés politiques. Dans le même temps, les « Fasci di combattimento » posaient ouvertement la question de l'organisation du parti et de la conquête du pouvoir d'État soit comme un possible débouché de la militance politique des adhérents, anciens et nouveaux, soit comme la conquête et la gestion d'une machine organisationnelle supérieure et plus puissante, celle de l'État, sans se poser la question institutionnelle, dans la perspective d'une renaissance nationale.

La volonté de conquérir le pouvoir de la part de Mussolini et de ses compagnons, malgré un accord avec les dirigeants libéraux et monarchistes était ouvertement contestée par De Ambris. Son attitude hostile n'était pas sans rappeler les antiques polémiques avec les réformistes, avec un facteur nouveau : en 1921, au-delà de l'acceptation du jeu parlementaire comme voie principale d'accès au pouvoir après l'accord avec Giolitti, le fascisme maintenait et même développait un appareil illégal, conspiratif et violent au travers de l'accord avec une partie de la base et de la hiérarchie militaire. Contrairement à la première méthode, impuissante et désarmée par rapport à la deuxième, De Ambris chercha après la bataille électorale, à élargir la base du mouvement légionnaire en influençant et en pénétrant les autres organisations syndicales et celles d'anciens combattants.

« L'Associazione nazionale degli arditi d'Italia » représentait une des organisations majeures issues des convulsions de l'immédiat après-guerre, non tant par son nombre d'adhérents que par son autorité sur les avant-

50. Sur le développement de lutte pour l'annexion de Fiume à l'Italie, MASSAGRANDE D., *Italie e Fiume 1914-1924: dal Natale di sangue all'annessione*, Cispalpino-Goliardica, Milan, 1982.

gardes d'anciens combattants et le caractère officiel de son statut. Le premier congrès national, qui eut lieu à Milan le 13 mars 1921, était arrivé au plus haut degré d'excommunications, d'expulsions, de fractures, de démissions et de polémiques qui avaient secoué le monde des arditi jusqu'au départ de tous les arditi « politiques » de la première heure, comme Ferruccio Vecchi et Mario Carli, personnages aussi bien prestigieux qu'irréductibles dans leurs excès égocentriques. Le comité directeur, renouvelé en décembre 1920, quelques semaines avant le « Noël de sang », comptait des représentants de différentes tendances, mais la majorité était liée aux fascistes comme Piero Bolzon et Albino Volpi, ce qui n'était pas le cas des fondateurs de la première section de Milan.

La possibilité d'être absorbé par le mouvement fasciste s'était manifestée justement à l'occasion du congrès, qui n'avait pas lésiné sur les accents critiques notamment par la bouche de l'ardito Antonino Foschini⁵¹, qui avait témoigné des violences de classe des fascistes en Émilie. En clôture du congrès, le secrétaire de l'association Gino Coletti saluait Mussolini et la collaboration avec les fascistes, mais en même temps il réaffirmait l'autonomie de l'association. Le comité central de l'Anai reflétait les équilibres entre les deux tendances, celle philo-fascistes et celle philo-légionnaire. Des représentants régionaux furent élus : pour les fascistes, Giuseppe Bottai pour la Latium et Cesare Maria De Vecchi pour le Piémont ; pour les autonomes, Pavone pour l'Émile et Adelmo Pedrini pour la Vénétie-Julienne⁵². De nombreux arditi, Bottai et De Vecchi, notamment, se présentèrent sur les listes fascistes aux élections de mai, mais déjà lors de la convocation du comité central du 19 juin 1921, l'équilibre sembla s'être déplacé en faveur de la Fédération de Mecheri et De Ambris : la délégation de Campanie annonça sa séparation du Fascio alors que Pavone lançait un périodique, *Fiamma Nera*, clairement aligné du côté de la « *Federazione legionaria* » sur des positions hostiles au mouvement fasciste.

Lors de la séance du 1^{er} juillet, se présentèrent par surprise De Ambris et Mecheri, amenant avec eux un ordre de D'Annunzio qui invitait à l'union des forces légionnaires et des arditi. Le syndicaliste attaqua avec dureté l'orientation réactionnaire assumée par le fascisme, rappelant le caractère laïc, républicain et communaliste de la pensée constitutionnelle de Fiume, contre les dérives philo-monarchiques de Mussolini et évoquant les excès fascistes de la région de Parme contre les chambres du travail syndicales, composées d'interventionnistes et de partisans de D'Annunzio⁵³. La réunion de Rome sanctionna l'incompatibilité entre l'adhésion à l'association des

51. À ne pas confondre avec l'homonyme lieutenant de vaisseau Antonio Foschini, qui en juin 1921 avait été nommé par Carlo Sforza, Haut Commissaire pour Fiume.

52. Sur le congrès, CORDOVA F., *Arditi e legionari dannunziani...*, op. cit., p. 64-67 ; ROCHAT G., *Gli arditi della grande guerra. Origini, battaglie e miti*, Feltrinelli, Milan, 1981, p. 137-139.

53. « Il nostro Convegno Nazionale di Roma », *L'Ardito*, 2-9 juillet 1921.

arditi et l'inscription dans des organisations partisans et invita également les membres de la direction à quitter les Fasci pour des raisons de discipline⁵⁴.

Sur le fond, l'ambiguïté de D'Annunzio ne contribuait certainement pas à faciliter l'opération de clarification de De Ambris, qui semblait même devoir se défendre plus que jamais des accusations des fascistes de pressions illégitimes sur le « Comandante ». Dénonçant le danger d'une « fascisation » de la Federazione legionaria, le syndicaliste trouva opportun de confirmer avec détermination son hostilité à l'alliance avec Mussolini :

« Et je te dis tout de suite que pour mon compte, ne me sentant pas en mesure d'assumer les responsabilités d'une nouvelle orientation qui mettrait la Federazione à la traîne du fascisme, je m'empresse de rentrer dans le rang comme un simple militant. Parce que chaque jour qui passe, je me convaincs que c'est un pion dans le jeu de Messire Giolitti et de la partie la moins digne de la bourgeoisie. Peut-être que de nombreux fascistes sont de bonne foi et ne se rendent pas compte de la triste partie qu'ils vont jouer, mais il est certain que les principaux responsables du fascisme – Mussolini en premier – travaillent en connaissance de cause à défaire ton œuvre et à rendre impossible la réalisation de ton programme révolutionnaire, valorisant et consolidant l'odieuse caste politique dont Giolitti est à la tête. Les preuves de ce que je te dis s'accumulent aux yeux de ceux qui, comme moi, suivent pas à pas le déroulement des événements. Si tu penses qu'il convient de m'appeler, je pourrai t'en dire plus. J'attends donc une de tes paroles. Il ne s'agit pas de ragots et encore moins de raisons personnelles. *Personnellement, j'aurais tout à gagner d'un rapprochement avec le fascisme.* Mais cela ne m'intéresse pas, comme je ne m'intéresse pas à l'avantage que je peux tirer des comportements que ma conscience me suggère. Ce qui me préoccupe davantage est que se perpétue l'indigne spéculation qui continue à instrumentaliser ton nom, l'utilisant à des fins misérables. Et si, malgré tout, cette spéculation devait continuer, je ne souhaite pas qu'elle se poursuive avec ma complicité⁵⁵. »

Justement pour dépasser les hésitations du « Comandante », De Ambris voulut organiser à Gardone Riviera, une rencontre formelle avec une délégation de paysans de Parme qui, accompagnant l'opération politique avec l'association des arditi, devait confirmer le tournant prolétaire du mouvement légionnaire⁵⁶. Une fois encore D'Annunzio déçut les espérances, réaffirmant son désir de rester au-dessus des parties et de ne pas être instrumentalisé, refusant de recevoir les dirigeants de la Federazione et la délégation paysanne⁵⁷. De Ambris et même Mecheri, jusqu'à cet épisode reçus

54. De Vecchi fut expulsé, Bolzon démissionna de l'association et à Bottai qui ne reconnaissait pas l'autorité du rappel à la discipline, fut notifiée l'incompatibilité.

55. Minute d'Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, avril 1921, in Archives Guastoni-De Ambris.

56. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, Milan, 25 juin 1921, maintenant in DE FELICE R., *Nuove lettere di Alceste De Ambris...*, op. cit., p. 245.

57. Bolzon tenta également au même moment d'organiser une rencontre avec D'Annunzio afin qu'il prenne position et qu'il fasse pression pour retirer les décisions antifascistes mais le Comandante

avec cordialité, furent laissés à la porte le 19 juillet quand ils demandèrent une note en faveur de Carli et des autres philo-légionnaires accusés pour les incidents de décembre pro-Fiume. Le message de solidarité fut émis par D'Annunzio, sans se fendre d'un rendez-vous, joint à une lettre dans laquelle il répétait le désir de ne pas être « esclave » du rôle de chef et de se libérer des responsabilités politiques.

De Ambris, s'il espérait encore mener à bien la rencontre avec la délégation de Parme, se rendait surtout compte du danger pour le destin de la Federazione et pour les projets organisationnels et éditoriaux, si venait à manquer l'autorité morale de D'Annunzio. Expliquant comment « il n'est pas incompatible de sauver ton esprit, en cessant d'être un esclave ou un prisonnier sans pour autant renoncer à être le *Chef* nécessaire⁵⁸ ». Il tenta de l'impliquer sans devoir l'engager directement.

Il fallait augmenter l'autonomie politique et financière de la Federazione vis-à-vis de la figure de D'Annunzio, sans renoncer à sa direction symbolique et spirituelle. Les axes de ce renforcement de la direction du mouvement légionnaire devaient être tout d'abord le premier congrès national prévu en septembre ainsi qu'un ambitieux projet éditorial qui repropoait la création d'un quotidien à tirage national. L'idée d'un journal national légionnaire et syndicaliste qui fusionnerait les diverses publications locales était de nouveau dans l'air grâce à l'implication de la section bolognaise d'Angelo Olivieri Olivetti qui avait repris la publication de *Pagine Libere* mais qui était à la recherche d'un public auquel adresser le contenu de son syndicalisme⁵⁹.

Travail sacré et légionnarisme

La perspective d'un accord avec Olivetti et de la relance d'un syndicalisme national, mais d'empreinte révolutionnaire toujours dans sa déclinaison productiviste et non marxiste portait en soi l'exigence d'une définition théorique des rapports entre le mouvement légionnaire et le mouvement ouvrier. Les organisateurs de l'UIL avaient réussi à maintenir l'autonomie politique du syndicat malgré la montée en puissance de la concurrente « *Confederazione italiana dei sindacati economici* », née en novembre 1920 grâce à l'impulsion financière et militante des Fasci. Entre avril et mai 1921, cette croissance était encore entravée par les prises de position des figures les plus représentatives du mouvement syndical. Selon Edmondo Rossoni,

refusa de recevoir la délégation fasciste comme celle paysanne. Plutôt que de légitimer indirectement l'acte d'autonomie de l'Anai, l'attitude du poète sembla confirmer sa faible propension à s'engager sur les questions politiques.

58. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, Gardone, 19 juillet 1921, *ibid.*

59. La publication de l'article Angelo Olivero Olivetti, « Sindacalismo e idea di Patria », *Fiamma Nera*, 21 juin 1921, l'organe de la section des arditi de Bologne marqua l'accord entre le syndicaliste et le groupe de Pavone et Pedrini.

qui avait polémique par le passé avec De Ambris, revendiquant l'autonomie syndicale complète par rapport aux thèmes éthiques et politiques, le fascisme, bien que niant son caractère réactionnaire intrinsèque, était à ses yeux, une réponse temporaire valide au socialisme enlaidissant, qui risquait de faire des dommages permanents au mouvement de libération des travailleurs en ce qu'il ne reconnaissait pas le syndicalisme comme « un principe et une doctrine en soi⁶⁰ ». Le quatrième congrès de l'UIL en septembre 1921 marqua un virage antifasciste, avec le rappel de la part du secrétaire général Guido Galbiati des violences subies par les chambres syndicales. Par ailleurs, furent supprimées les interventions qui auraient été nécessairement plus ouvertes aux fascistes, comme celle de Sergio Panunzio⁶¹ qui s'était exprimé à plusieurs reprises en faveur d'un rapprochement sur le terrain syndical entre Mussolini et D'Annunzio. Le congrès de l'UIL adopta un *Manifeste des syndicalistes*, qu'Olivetti avait rédigé et rendu public dans le numéro d'avril-mai 1921 de *Pagine Libere*. Décisive fut la prise de position de De Ambris qui dépassant son antipathie personnelle pour Olivetti qui remontait aux temps de l'expédition tripolitaine, avait précisé les termes de la fusion entre les thèmes dannunziens et ceux d'Olivetti et les avait désignés comme la base du mouvement révolutionnaire. De Ambris acceptait alors la proposition de certaines personnalités du journalisme de Bologne dont le rédacteur de *Il Reso del Carlino*, Ulisse Lucchesi, de fonder un nouveau périodique qui intégrerait les thèmes de Fiume avec ceux du syndicalisme d'Olivetti. Pour cela, il sélectionna les principes du manifeste qui étaient les plus proches de l'esprit de la Carta del Carnaro :

« 1) *L'autonomie absolue* de la classe ouvrière ou mieux de la classe productive de tous les partis et de toutes les idéologies politiques; 2) *L'action directe* de la classe productive envers les autres classes et les pouvoirs publics sans médiateurs, de contractant à contractant; 3) *La représentation des catégories économiques* dans les corps électifs; 4) *L'autonomie communale absolue* considérant la Commune comme l'organisme de la liberté populaire; 5) *L'autonomie politique et administrative* de la région pour toutes les questions qui ne nécessitent pas de décisions d'ampleur nationale; 6) *L'élimination progressive* des fonctions de l'État central avec la suppression de la bureaucratie relative. Ce dernier principe peut être traduit dans les faits avec la Repubblica Sociale Federativa. »

Par ailleurs, il soulignait la présence dans la Carta del Carnaro et dans le manifeste de la dimension éthique et sacrée du syndicalisme, du travail

60. ROSSONI E., « Fascismo e movimento sindacale », *Cultura Sindacale*, 30 avril 1921. Rossoni fut justement un des premiers organisateurs à passer dans les rangs des syndicats économiques philofascistes et alla, en juin 1921, diriger la Cdl de Ferrare bien que continuant à défendre le principe de l'autonomie et d'indépendance des syndicats de l'intérieur du mouvement fasciste. Sur l'Unione Italiana del Lavoro nous renvoyons à PASOTTI M., *Tra classe e nazione. Rappresentazioni e organizzazione del movimento nazional-sindacalista (1918-1922)*, Carocci, Rome, 2008.

61. Sergio Panunzio à Alceste De Ambris, Ferrare, 26 octobre 1921, in Archives Guastoni-De Ambris.

et du progrès laïc et scientifique, synthétisé par le slogan dannunzien « Fatigue sans fatigue » et exprimé dans la dixième corporation de la Carta del Carnaro dans laquelle « Le législateur appelle le peuple à l'aspiration profonde, au but idéal vers lequel se dirige l'Humanité depuis des millénaires, quand elle sortit des cavernes et que la pensée commença à se former sous des fronts encore animalesques » :

« L'éthique du Syndicalisme est l'éthique du travail, mais d'un travail libre, conscient et solidaire. [...] Le principe suprême de la liberté n'a pas de valeur morale sinon quand il permet le développement des comportements humains les plus nobles et les plus sympathiques. Le matérialisme des intérêts doit être subordonné à une conception supérieure de la vie. [...] Le travail peut être conçu sans peine, au contraire comme une joie à une condition impérative, que ce soit un travail libre. [...] Le travail manuel peut être un repos et une médecine pour le travailleur de la pensée surchargé de toxines intellectuelles. Surtout la tendance des sociétés modernes qui reprennent la tradition de la société antique vers ce qu'on appelle désormais le sport est un exemple admirable d'un travail joyeux parce que libre. [...] la spiritualisation du travail tend à la liberté du travail. Par effet de ce processus mécanique, le travail-fatigue devient peu à peu un travail-sport. [...] L'homme émancipé des liens de la matière pourra libérer surtout son esprit, se dédier au travail de l'intellect qui est, il est vrai, plaisant et comme le sait quiconque y a goûté. L'homme se fera surhomme : il se dépassera lui-même et annulera la malédiction biblique de devoir produire dans la douleur⁶². »

La définition séduisante de De Ambris devait servir de base pour la reprise des travaux politiques et syndicaux de l'automne avec le congrès de l'UIL et surtout avec le premier congrès de la Federazione nazionale dei Legionari fiumani, prévu le 12 septembre, deux ans après la marche de Ronchi. Fin août pourtant, le renvoi *sine die* du congrès de la part de D'Annunzio⁶³ avait réussi à refroidir l'enthousiasme des légionnaires organisés, qui avaient augmenté en nombre depuis le retour de certains d'entre eux de Fiume et le recrutement d'autres, presque tous encadrés dans les sections locales et impatients de suivre une direction centrale. De Ambris écrivait à un de ses hommes de confiance au niveau régional, le républicain Alfredo Morea, confirmant la situation difficile de la Federazione, depuis que [...] le Comandante s'est mis sérieusement à dormir mettant dans l'embarras nous tous de la Federazione Legionari, qui sommes paraly-

62. Alceste De Ambris, « Precisiamo il nostro concetto rivoluzionario. Il Manifesto dei sindacalisti e la Costituzione Fiumana », *La Gioventù Sindacalista*, 1^{er} septembre 1921, maintenant in DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario...*, op. cit., p. 313 sq. Sur la comparaison entre la Constitution du Carnaro et le Manifeste des syndicalistes voir également PERFETTO F., « D'Annunzio e il sindacalismo rivoluzionario dopo Fiume », *D'Annunzio politico, Atti del Convegno (Il Vittoriale, 9-10 ottobre 1985)*, op. cit., p. 213-237.

63. Eno Mecheri à Alceste De Ambris, Milan, 25 août 1921, in Archives Guastoni-De Ambris.

sés par l'absentéisme désormais systématique du chef⁶⁴ ». Les initiatives pour relancer la propagande légionnaire, républicaine et syndicaliste⁶⁵ ne semblaient pas avoir pour effet de sortir D'Annunzio « de son apathie d'une quelconque manière que ce soit⁶⁶ ». Le projet éditorial devait se poursuivre sans son appui, même si Olivetti proposa à D'Annunzio la charge, de peu d'implication de codirecteur honoraire avec la riche contrepartie de cent mille liras annuelles en échange de la garantie de donner l'exclusivité de sa collaboration politique. Le poète serait resté libre pour toutes ses autres activités esthétiques et littéraires, qui devraient par ailleurs diminuer ayant depuis peu publié son *Nottoruno*⁶⁷ et donc libéré du travail qui, comme il aimait à le dire, l'avait grandement empêché de mener toute activité politique.

De Ambris essaya une dernière fois d'utiliser le nom de D'Annunzio et le 13 décembre il lui présenta en détail le projet éditorial recevant après quelques jours une réponse négative définitive⁶⁸. La réaction d'agacement révélait le coup porté par le renoncement du « Comandante » : « Tu dis que tu attendras l'heure de l'action, si elle viendra un jour. Elle ne viendra pas. L'action il faut la préparer. Même le miracle de Ronchi ne serait pas arrivé, s'il n'y avait pas eu un minimum de préparation⁶⁹. » De Ambris prépara donc deux lettres, presque identiques pour informer Olivetti et Pavone de l'échec des rencontres. Le courrier adressé à Pavone était plus focalisé sur les questions légionnaires et sur les rapports personnels de certains anciens combattants avec D'Annunzio :

« Comme vous le voyez tous nos projets partent en fumée. La chose ne peut surprendre ni vous, ni moi car nous connaissons l'homme et nous nous étions fait de trop grandes illusions. Elle surprendra peut être les amis qui avaient pris l'initiative du journal, lesquels ne réussiront pas facilement à se persuader qu'on puisse refuser une offre si généreuse pour des raisons

64. Alceste De Ambris à Alfredo Morea, Bagnone, 27 août 1921, *ibid.*

65. Cette réunion des fiduciaires régionaux, beaucoup d'entre eux, surtout dans le nord de l'Italie avaient été parmi les signataires du document de décembre 1919 et partisans de De Ambris de longue date, en premier lieu Castelbarco pour la Lombardie, Foscanelli du comité provisoire, Giuseppe Sovera pour le Piémont, Ercole Miani pour l'Istrie, Italo Donatelli pour la Vénétie, Enzo Schettini pour le Trentin et Alfredo Morea pour les Marches et la Romagne; d'autres étaient de jeunes militants comme Pedrini et Cuzzani pour l'Émilie, Commessatti pour le Frioul, Biaggio Cirillo pour les Abruzzes, Vincenzo Carpinelli pour la Latium et Renato Atzeri pour la Sardaigne. Puis la naissance à la fin de septembre 1922 d'un groupe républicano-syndicaliste qui aurait dû constituer le cœur politique de l'organisation légionnaire autonome.

66. Ulisse Lucchesi à Angelo Olivero Olivetti, 11 novembre 1921, maintenant in PERFETTI F., *Fumanesimo, sindacalismo...*, *op. cit.*, p. 109.

67. Une copie dédiée fut envoyée à De Ambris qui remerciait pour la « preuve renouvelée de ton affection », Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, Gardone, 20 décembre 1921, maintenant in DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario...*, *op. cit.*, p. 257-259.

68. Gabriele D'Annunzio à Alceste De Ambris, 18 décembre 1921, et Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, 20 décembre 1921, maintenant DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario...*, *op. cit.*, p. 257-259.

69. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, 20 décembre 1921, maintenant *ibid.*, p. 258-259.

aussi pauvres. Je crois que l'attitude négative du Comandante soit due plus qu'à des raisons d'exclusivité artistique (parce que rien ne lui aurait interdit de se dédier à son art et dans le même temps prêter son nom au journal), à d'obscures influences parasitaires qui agissent dans le but d'empêcher toutes initiatives qui ne se traduisent pas en bénéfices pour eux, et qui ont considéré le Comandante comme une vache à lait. Vous connaissez trop bien l'entourage pour que vous ayez besoin d'illustrations ultérieures de ma part. Ceci dit, il me semble qu'il y a deux voies que l'on peut désormais emprunter : ou abandonner de façon certaine l'idée du journal renonçant à toute tentative ultérieure auprès du Comandante ou commencer le journal sans lui, peut être sous une forme plus modeste. [...] Je désire vivement qu'une seule chose : quelle que soit la décision que les intéressés souhaitent prendre vis-à-vis de cette affaire, qu'elle soit prise tout de suite et de manière définitive parce que – comme vous le comprenez – cela m'intéresse de pouvoir reprendre éventuellement ma pleine liberté d'action dans le cas le plus probable où l'on décidera de ne rien faire⁷⁰. »

Parmi ces « obscures influences parasitaires » il y avait aussi Vagliasindi et Coselschi, mais avant tout il s'agissait de Carli, qui justement durant cette période après avoir « pleuré misère » auprès de D'Annunzio et menacé de passer au *Popolo d'Italia*, fut coopté pour diriger l'« Opera Nazionale agli Artefici della Vittoria », initiative éditoriale ayant reçu le consentement de D'Annunzio et ayant pour finalité de célébrer et d'unir la mémoire des protagonistes, très divers, de la Première Guerre mondiale⁷¹. Le choix de D'Annunzio de mettre son nom à disposition de la plus riche initiative éditoriale témoignait aussi du désir de ne pas s'embarquer dans un projet à l'issue tout de même incertaine et peu populaire comme le journal syndicaliste. Cette initiative était bien différente d'une œuvre hagiographique sur la Grande guerre, bien acceptée par toutes les forces militaires et même par les hauts dignitaires de la monarchie. Olivetti relança à partir de ce moment-là l'hypothèse d'un quotidien syndical bien que privé « de la « sponsorship » » de D'Annunzio⁷² mais De Ambris, bien qu'ayant retiré sa démission du bureau central, en profita pour se retailler un rôle moins important et recommencer une nouvelle saison politique.

70. Alceste De Ambris à Giuseppe Pavone, Milan, 19 décembre 1921, in Archives Guastoni-De Ambris.

71. Voir le programme envoyé aux intéressés et les circulaires imprimées par les loges extérieures, avec les colliers prévus, le premier groupe de vingt volumes et les sponsors de l'initiative comme D'Annunzio, Sem Benelli, Giuseppe Bottai, Cesare Mario De Vecchi, Umberto Foscanelli, Antoni Foschini, Agostino Lanzillo, Arturo Marpicati, Alfredo Rocco, Massimo Rocca, Arturo Rossato et Augusto Turati, in Acs, Mininter., Ps, *Docc. Sequestrati alla Massoneria*, b. 7, f. Logge *La Ragione*, Milan. En 1922 sortirent presque en même temps les médaillons de Filippo Corridoni (ouvrage dirigé par Alceste De Ambris) et de Paolo Thaon de Revel, avec l'intention de conjuguer la mémoire du syndicaliste révolutionnaire avec celle du général nationaliste et monarchique. Le portrait de D'Annunzio fut confié sur demande spéciale du poète, qui donc accrédita l'initiative, au fidèle Eugenio Coselschi et non pas comme il avait été prévu au départ à Carli.

72. Angelo Olivero Olivetti à Alceste De Ambris, s. d. [fin décembre 1921], maintenant in Perfetti, *Fiumanesimo, sindacalismo...*, op. cit., p. 115. Le journal d'Olivetti vit le jour seulement en octobre 1922 avec pour titre *La Patria del Popolo*.

Le mythe de l'antifascisme

Fiume avait clairement marqué une rupture par rapport au parcours révolutionnaire de De Ambris. La première expérience du pouvoir en tant que chef de cabinet avait eu son expression formelle dans la Carta del Carnaro, dans son intention maximale d'orienter les concepts syndicaux vers une solution de la question institutionnelle. Le syndicaliste avait clairement perçu la difficulté d'insérer sur le « marché » politique italien⁷³ la Carta del Carnaro et le mouvement légionnaire. Pendant toute l'année 1921 et durant les premiers mois de 1922, il avait cherché à y remédier en rendant public son « produit » selon un schéma qui prévoyait un duce (D'Annunzio), synthèse vivante d'un centre politique représenté par le journal et une série de groupes fédérés d'« apôtres » (con)jurés. Incapable depuis les premiers jours de son retour en Italie d'empêcher la fuite vers d'autres organisations politiques des anciens de Fiume, il s'était servi de la campagne électorale pour diffuser chez les travailleurs de Parme des opuscules, des messages et recueils qui tentaient d'expliquer le sens de la Carta del Carnaro. Dans le même temps, il avait essayé d'impliquer les avant-gardes légionnaires et arditi dans les rites laïcs de la liturgie guerrière de Fiume, renouvelant les commémorations des morts et les célébrations de dates sacrées qui commençaient à devenir toujours plus nombreuses et rapprochées comme le démontre l'énumération des anniversaires de la marche de Ronchi (12 septembre), de la mort de Corridoni (26 octobre), de la victoire (4 novembre) et du « Noël de sang » (25 décembre)⁷⁴. Le groupe dannunzien de Milan avait consacré la commémoration de l'« archange⁷⁵ » à la fusion des thèmes syndicaux et fiumiens, pour contrer « la spéculation odieuse d'un patriotisme de « boutiquier » (qui) tentait de s'accaparer la mémoire de Filippo Corridoni⁷⁶ ». Ainsi les célébrations de l'anniversaire du « Noël de sang » auraient dû marquer publiquement, dans la chorégraphie et la liturgie, l'autonomie de la Federazione vis-à-vis des partis pour disputer au fascisme la mémoire du plus illustre martyr de l'interventionnisme : « Ce rite intime doit être contenu dans une forme sévère et austère. [...] Nous fûmes seuls l'année dernière, au moment de la tragédie : nous devons être seuls cette année à honorer nos morts non encore vengés. Que seul le peuple bon et généreux participe à notre célébration⁷⁷. »

73. Sur le concept de marché politique, GAXIE D., « Sur l'analyse historique des phénomènes électoraux. Les attentes d'un politologue », *Vingtième siècle*, n° 8, 1985, p. 93-105.

74. En juin 1922, se constitua même à Fiume un comité féminin pour l'entretien des tombes des morts du « Noël de sang », appelé « Les gardiens des morts » et dirigé par le légionnaire Mario Vitali. Circulaire réservée au Bureau central de la Federazione nazionale dei legionarii fiumani, Milan, 29 juin 1922, in Archives Guastoni-De Ambris.

75. Surnom de Filippo Corridoni.

76. Tract signé par « I Legionari Fiumani Repubblicani Sindacalisti », Milan, 23 octobre 1921. À noter qu'Amilcare De Ambris, frère d'Alceste, très lié à Corridoni, avait épousé sa sœur Maria Corridoni.

77. Circulaire réservée au Bureau central de la Federazione nazionale dei legionarii fiumani, Milan, 30 novembre 1921, in Archives Guastoni-De Ambris.

Pour endiguer la dérive philo-fasciste, De Ambris pensa à relancer chez les légionnaires une nouvelle politique syndicale, qui, avec la dénonciation du fait historique de la violence du fascisme, puisse consentir à retrouver l'approbation des masses laborieuses. Bien que la Federazione legionaria et l'Associazione des arditi fussent étrangères aux circonstances de la naissance de « l'Alleanza del lavoro », le rôle individuel de certains militants et la faveur avec laquelle *La Riscossa dei legionari fiumani* l'accueillit indiquait le nouvel esprit unitaire de classe. Née à la fin de janvier 1922, peu de jours après la naissance de la Confederazione nazionale delle corporazioni sindacali (organisme ayant pour secrétaire Rossoni désormais moins intransigent et qui unissait les syndicats économiques et les subordonnait officiellement aux directives fascistes), L'Alleanza comprenait les principales centrales syndicales laïques (Cgl, Usi et Uil), les syndicats autonomes (Fnlm, Sfi) et les organisations politiques de la gauche non communistes (Partito Socialista, Partito Repubblicano et l'Unione anarchica italiana). Pour le courant syndicaliste, c'était l'opportunité de relancer le processus de coordination et de reconstruction d'un mouvement unitaire, qui s'était arrêté avec le refus de D'Annunzio de le diriger⁷⁸. Au caractère sans équivoque antifasciste de l'initiative, venait s'ajouter l'espoir de renverser les rapports de soumission et d'autonomie entre les organisations syndicales et les formations politiques⁷⁹, Cgl et Parti Socialiste en premier, grâce à l'action incisive et déterminée de Guido Galbiati, qui pour le compte de l'Unione Italiana del lavoro (UIL), suivait les réunions de l'Alleanza. Galbiati amenait dans l'organisation transversale certaines problématiques parmi lesquelles, au-delà de l'autonomie traditionnelle à l'égard des partis et la non-implication dans les compromis institutionnels, il y avait la nécessité de constituer des comités locaux unitaires d'empreinte typiquement ouvrière⁸⁰.

La correspondance en notre possession révèle le désintérêt substantiel de De Ambris pour le fonctionnement de l'Alleanza, en tant que projet éventuel de recomposition des gauches politiques italiennes non communistes, comme pôle d'attraction des couches moyennes, ou comme levier pour approfondir la crise parlementaire, tel que semblaient au contraire considérer Olivetti et consorts. L'Alleanza del lavoro et le mythe antifasciste

78. Alberto Bagnoli à Francesco Saverio Nitti, Bologne, 26 janvier 1922, in Acs, Archivio Nitti, b. 83, f. Bagnoli Alberto.

79. L'organe des légionnaires trouva justement dans l'unité syndicale retrouvée, bien que sur le terrain de l'antifascisme, l'élément tactique de grande importance et ne manqua pas d'inviter à l'autonomie des partis au sein de l'Alleanza, qui au contraire, comme Ronzani le signalait à Olivetti, amenait la nouveauté de la « subordination des partis chacun en propre et éventuellement réunis à celle qui sera la réalisation de la politique des syndicats », Renato Ronzoni, à Angelo Olivero Olivetti, 9 février 1922, maintenant in PERFETTI F., *Fiumanesimo, sindacalismo...*, op. cit., p. 119.

80. Note de la préfecture de Bologne, 22 mars 1922, in Acs, Mininter., Ps. 1923, b. 64 f. Bologna, sur la délibération du Conseil national de l'Uil durant la réunion du 20 mars 1922 prise après le rapport de Galbiati.

qu'elle véhiculait dans l'opinion publique étaient plutôt destinés à accroître et à « oxygéner » les propres projets syndicaux et légionnaires mis en difficulté par la force du fascisme, par les silences de D'Annunzio et le manque de moyens financiers. L'important était de ne pas donner l'impression de vouloir instrumentaliser les organisations ouvrières, mais de demeurer en leur sein, dans le respect de l'autonomie et de l'intégrité unitaire, en formant des noyaux dannunziens de propagande et « chercher à les saturer avec nos idéaux, les acheminant sur la voie tracée par notre Comandante et faire par tout moyen comprendre à leurs camarades la beauté et la justice des principes affirmés dans la Charte constitutionnelle du Carnaro et dans toute l'œuvre de Gabriele D'Annunzio⁸¹ ».

Du point de vue politique, face aux négociations gouvernementales qui semblaient indiquer l'inéluctable alignement du parti de Mussolini à la « vieille » politique, De Ambris et ses camarades cherchèrent à déceler les fissures dans le nouveau cours « constitutionnel » et à les élargir si possible pour une prise de distance progressive des révolutionnaires fascistes de la première heure⁸². Depuis les premiers mois de 1921, sur l'organe des légionnaires proches de De Ambris *La Rivoluzione*, étaient apparus des articles qui faisaient la distinction entre la qualité des « meilleurs et des plus sincères dirigeants » et la courtoisie de nombreux ras⁸³ locaux et des fascistes de la deuxième génération, qui avaient causé « un développement organique polyforme : l'hypertrophie de l'organe dû à une dégénération grasse⁸⁴ ». La dénonciation des jeux parlementaires de Mussolini et des violences anti-ouvrières locales devait donc favoriser la dissolution du Comité central des Fasci et légitimer dans le monde des anciens combattants les thèses de la « trahison » des idéaux révolutionnaires de la Première Guerre mondiale.

Du point de vue paramilitaire, la collaboration formelle entre les différentes forces politiques et syndicales dans *L'Alleanza del lavoro* consentit une fusion entre les groupes d'action dannunziens et ceux des autres tendances, dans de rares cas, même avec des socialistes et des communistes. L'expérience de De Ambris et sa notoriété en matière de guérilla et d'organisation militaire permirent de guider la résistance concrète anti-patronale et antifasciste, en particulier dans les villes les mieux contrôlées, comme Gênes

81. Circulaire réservée au Bureau central de la Federazione nazionale dei legionarii fiumani, Milan, 29 juin 1922, in Archives Guastoni-De Ambris.

82. Parmi ces derniers figurait Marsich, déjà adversaire du pacte de pacification avec les socialistes et la Cgl plus pour des raisons de cohérence nationale révolutionnaire que pour une intransigeance de chef de faction et était autant hostile et ennemi des populaires et socialistes qu'ouvert au monde des anciens combattants dannunziens. Marsich s'ouvrit aux courants du syndicalisme, in « Il fascismo nel giudizio di un fascista. Una lettera inedita di Pietro Marsich », *La Riscossa dei legionari fiumani*, 5 mars 1922.

83. Dénomination des chefs fascistes locaux.

84. Marforio, « Dalla patria di Pasquino. Il fascismo in parlamento, Una parola serena, Le origini del fascismo, Degenerazione grassa, Il fascismo al bivio », *La Rivoluzione*, 3 février 1921.

et Parme et en partie à Milan, ainsi qu'à renforcer les bastions territoriaux plus faibles comme dans l'Italie méridionale. Certes, les groupes armés antifascistes ne ressemblaient pas à ces noyaux révolutionnaires légionnaires souhaités, mais ils auraient pu constituer le futur foyer de mouvements insurrectionnels ou de cette marche sur Rome planifiée depuis l'époque de Fiume.

Un camarade légionnaire, « Lenzini qui pilotait un objet volant tombé près de Viareggio⁸⁵ » mit à disposition du syndicaliste un appartement avec terrasse de la Villa Paradiso, « une espèce de tour à pic sur la mer qu'on voit de Portofino à Capo Noli⁸⁶ », dans le quartier génois de Pegli. En janvier, De Ambris laissa l'appartement de Milan Via degli Eustachi, où il avait logé pendant sept ans et se transféra dans sa nouvelle résidence, faisant alors une petite pause dans ses fréquents voyages pour approfondir certains thèmes politiques et sociaux. L'étude de la situation économique et syndicale nationale, sur fond d'une série d'articles sur la perspective politique⁸⁷, était tout de même accompagnée par un travail local de renforcement de la « *Federazione dei marittimi* » et par un effort ultérieur de liaison entre légionnaires et arditì.

Les rencontres avec Giulietti portaient sur la possibilité de recevoir des financements organiques de la *Federazione dei lavoratori di mare*⁸⁸, engageant en contrepartie la « *Federazione legionari* » à soutenir les travailleurs de la mer dans les conflits contre les armateurs⁸⁹. Le 25 avril, une assemblée des travailleurs de la mer, à laquelle étaient présents De Ambris, Mecheri, arditì et légionnaires génois ainsi que Giulietti acclama l'absent D'Annunzio et plaça la « *Federazione dei lavoratori del mare* » sous sa protection. L'accord politique, bien que non encore traduit en bénéfices matériels pour la *Federazione legionaria*⁹⁰, avait donné une nouvelle impulsion à la fusion entre celle-ci et l'association des arditì. De Ambris écrivait

85. Torquato Lenzini était un ex-socialiste qui avait fait partie de la Chambre du Travail de Gènes et de la Società di mutuo soccorso dei «conciapelli» et qui désormais avait démarré un florissant commerce de peaux, Acs, *Cpc*, b. 2763, Lenzini Torquato.

86. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, Gènes (Pegli), 20 mars 1922, papier à en-tête de la « *Federazione Italiana dei Lavoratori del Mare* », Fvi, Ag. f. Alceste De Ambris (lettre inédite).

87. En particulier les articles sur la question agraire sur « *La Riscossa dei Legionari Fiumani* », *Il problema della terra ai contadini*, 22 janvier 1922; « *La terra ai contadini. Il progetto di legge socialista* », 29 janvier 1922, ainsi que les articles de politique interne et étrangère, « *Da Genova, Risultati ed orientamenti* », 3 juin 1922; « *Da Genova. Il posto dell'Italia* », 17 juin 1922.

88. Fédération des Travailleurs de la Mer.

89. Selon Salotti, De Ambris rencontra Giulietti « justement » le 9 mars en pleine crise des rapports avec les armateurs; SALOTTI R., *op. cit.*; ce même épisode est repris in CORDOVA F., *Arditi e legionari dannunziani...*, *op. cit.*, p. 1441. En réalité De Ambris n'allait pas « spécialement » à Gènes, car il y vivait depuis trois mois et durant l'année précédente il avait déjà rencontré des dizaines de fois le capitaine Rizzo. Pourtant l'interview publiée le 5 mars et non le 9, le 12 mars fut publiée dans l'organe légionnaire un autre article, *I lavoratori del mare contro i pescecani dell'armamento*.

90. La situation financière était toujours « dans un gouffre » et il fallait se fier aux « promesses » économiques de « l'ami de Gènes », Eno Mecheri à Alceste De Ambris, Milan, 21 mars 1922, in Archives Guastoni-De Ambris.

au directoire de l'Anai recommandant qu'on « procède allègrement à la *fusion spirituelle* des ardit et des légionnaires, dont les associations – bien que conservant une totale autonomie administrative – doivent se considérer comme des branches d'une organisation unique, et non pas comme des organisations réciproquement étrangères [...] contribuant au travail préliminaire pour la formation de ces *associations sportives* dont on a parlé à la dernière réunion⁹¹ ».

Le 22 mars se déroula une réunion entre les sections de Gênes de l'Anai et de la Fnlf qui constitua un comité unitaire mixte ayant des fonctions politiques et non administratives, inspiré de la Carta del Carnaro. Fut décisif et particulièrement intéressant sur le plan politique général également, le document politico-organisationnel de la section génoise de l'Anai qui précisa les termes de son « arditisme » et les raisons de la fusion :

« Il y a ceux qui croient pouvoir invoquer comme remède pour la conservation de leurs intérêts privés, de privilèges iniques, d'institutions anachroniques. Il y a ceux qui espèrent s'en servir dans un but partisan étrange et également contraire au bien suprême de la Nation. Les uns et les autres se trompent. L'Arditisme, qui fut durant la guerre un facteur essentiel de victoire, veut être dans la vie civile un élément bien défini de *renovation victorieuse*. L'Arditisme ne se laisse pas attirer ni à droite, ni à gauche. Il suit sa propre voie [...] L'Arditisme ne peut placer sa foi dans les vieilles méthodes, les vieux hommes et dans les vieux partis depuis trop longtemps vieilliss. À ces derniers on laisse sans envie le triste marché parlementaire, où l'on trafique chaque jour la Patrie, pour rester au contraire proche des masses laborieuses, en leur confiant fraternellement et en les convainquant de cet amour de la belle Italie que la veulerie criminelle et la cupidité cruelle des classes dirigeantes ont fait oublier le reniement le plus ignominieux. L'Arditisme veut en somme éduquer le peuple travailleur vers une conception idéale et virile de la Patrie et de la vie, pour le conduire ensuite vers la lutte héroïque contre toutes les injustices sociales et contre toutes les institutions politiques désuètes. [...] Mais la marque de l'Arditisme ne tolère pas les interprétations ambiguës : il porte un symbole de mort qui veut signifier une superbe volonté de vie. Et il se déploie au soleil en associant les deux principes les plus sacrés et nécessaires pour l'existence d'un peuple – la Patrie et le Travail – dans la synthèse magnifique de cette République des Syndicats que le Comandante Gabriele D'Annunzio a dessiné sur le Carnaro, comme la promesse plus sûre pour l'Italie future⁹². »

De Ambris écrivait à D'Annunzio avec l'excuse de lui demander un drapeau de la Régence qu'il agiterait depuis sa maison à l'occasion de la prochaine Conférence internationale de Gênes, en réalité pour l'infor-

91. Alceste ai compagni (genovesi), s. d. [mais mars 1922], *ibid.* Le rappel aux « associations sportives » devait s'interpréter dans le sens de la constitution de groupes paramilitaires et d'équipes d'action dannunziennes.

92. Document politico-organisationnel de l'Anai, section de Gênes, s. d. [mais mars 1922].

mer de l'action commune entre arditi, légionnaires et marins et essayer de le faire venir à Gênes pour sceller celle-ci : « Sur la plage les vagues te murmurent une invitation. Tu ne veux pas l'accepter⁹³? » Après quelques jours D'Annunzio, muré dans sa villa, ordonnait à Mecheri de renvoyer de nouveau le congrès de la Federazione, pour attendre la fin de la conférence internationale et la publication de son point de vue.

En attendant cette « vaticination », De Ambris et les principaux organisateurs syndicaux intensifièrent la dénonciation du rôle de Mussolini et du phénomène des « ras » dans le processus de dégénération réactionnaire du mouvement, soulignant aux légionnaires la faible autorité des dirigeants les plus politiques, contraints de s'adapter de façon démagogique aux pressions de la base et désorientés par la gestion parlementaire et la gouvernance de leur chef. Les tensions avec le fascisme se déplacèrent progressivement sur un terrain plus physique et militaire et, pour la première fois, justement à Gênes, les « associations sportives » de De Ambris, c'est-à-dire les groupes paramilitaires légionnaires, mesurèrent la force des « squadre » (groupes fascistes). Pour influencer négativement l'opinion publique, *Il Popolo d'Italia* avait publié le 11 mai une correspondance depuis la capitale ligure qui accusait Giulietti d'avoir acheté la solidarité des arditi et des légionnaires pour les utiliser dans sa bataille contre les armateurs. Le jour suivant, une cinquantaine de légionnaires dirigés par la « Federazione dei laboratori del mare » affronta physiquement un groupe de fascistes et le bastonna, pour prévenir ainsi un éventuel soutien aux armateurs. Mecheri le 3 juin revendiqua l'action de Gênes, rappelant l'article de l'organe fasciste « un véritable geste de lâcheté qui ne pouvait être vengé qu'avec une bastonnade ». Les légionnaires génois avaient bien fait « de tabasser avec raison les diffamateurs du plus grand des Italiens (D'Annunzio). Toujours plus haut et toujours plus loin pour nous éloigner de la puanteur de tant de charogne. Alalà⁹⁴ ».

Les événements de Gênes furent bientôt dépassés par les affrontements de Parme, ville qui justement grâce à la propagande morale et à l'action désintéressée de ses dirigeants depuis l'époque de la grève générale de 1908 avait, avec des hauts et des bas, maintenu une cohérence et une adhésion substantielle, avant d'être formelle, au patrimoine historique du mouvement ouvrier⁹⁵. L'action politique, sociale et militaire de De Ambris à Gênes était intervenue après la relance de la Chambre du Travail de Parme, affaiblie en 1920 par l'absence de son leader historique et par la mauvaise pénétration de la propagande de Fiume. Accueilli de nouveau au Congrès des organisations locales le 21 mars 1921, De Ambris, réélu secrétaire de

93. Alceste De Ambris à Gabriele D'Annunzio, Pegli, 3 avril 1922, in Fvi, Ag f. Alceste De Ambris.

94. Eno Mecheri à Italo Donatelli, Milan, 3 juin 1922, in Fvi, Ag f. Eno Mecheri. La lettre était destinée à être lue par D'Annunzio.

95. Sur la spécificité du « modèle de Parme », PERFETTI F., *Fiumanesimo, sindacalismo...*, op. cit., p. 79.

« sa » Chambre du Travail, avait ensuite utilisé la campagne électorale, comme on l'a déjà vu, pour véhiculer les contenus légionnaires et chercher à « catéchiser » les adhérents à la nouvelle religion civile, celle de D'Annunzio. Les élections de 1921 avaient montré que, là où les héritiers du syndicalisme révolutionnaire avaient conservé leur enracinement social et renforcé les organisations, ils avaient réussi à se faire élire : Angelo Faggi à Plaisance et Giuseppe di Vittorio dans la province de Bari qui se présentaient sur les listes socialistes et avaient pu compter sur l'appui électoral également des communistes, mais ils avaient été candidats avant tout grâce à leur prestige indéniable chez les travailleurs de ces provinces respectives⁹⁶. Ce prestige que De Ambris avait perdu avec le choix interventionniste et patriotique et que désormais, après la défaite électorale, il se proposait de récupérer en s'appuyant sur le thème de l'antifascisme.

Le premier acte comme nouveau secrétaire de la Chambre du Travail de Parme avait donc été la solution d'un dossier sur les violences agraires et fascistes contre les travailleurs organisés qui fut expédié avec une lettre à Cesare Rossi, dirigeant du comité central fasciste pour annoncer la résistance à la « violente réaction patronale qui agit sous le drapeau fasciste » promettant « que si dans la semaine qui arrive les odieux abus soi-disant fascistes ne cessent pas, je prendrai la tête du mouvement de réaction qui est en train de se former et... que le meilleur gagne⁹⁷ ». Au-delà du ton apparemment courtois du reste de la lettre et de l'invitation implicite pour Rossi, responsable du fascisme politique auquel De Ambris adressait encore la parole⁹⁸, à se rendre sur place et à vérifier en personne, probablement pour avoir l'opportunité d'avoir une entrevue privée, le fond de la lettre révélait la volonté de se mettre à la tête de la résistance antifasciste.

Les ennemis, plus que les pseudos fascistes locaux, parmi lesquels le syndicaliste identifiait les auteurs des violences, distinguant encore leurs actions des responsabilités du comité central et même de cette section fasciste de Parme, étaient surtout les agrariens guidés par Lino Carrara. Déjà la conférence des agrariens baptisée *Sovrimposta fondiaria e politica comunale* (fiscalité foncière et politique communale) à l'Université populaire en février, bien loin de l'atmosphère conciliatrice de deux ans auparavant, témoignait du climat ouvertement hostile envers les organisations ouvrières de Parme et les administrations communales « rouges ». Carrara, président

96. Les candidatures des deux dirigeants de l'Unione Sindacale Italiana avaient été décidées comme candidature-protestation après la vague d'arrestations qui entre octobre 1920 et avril 1921 avait décapité presque toute la direction. Di Vittorio avait été arrêté le 10 avril 1921 après une grève générale antifasciste délibérée des deux Chambres du travail de Bari en février. Pour Faggi, BORCHI A., *Armando Borghi e l'Unione Sindacale Italiana...*, op. cit., p. 115-119. Pour Di Vittorio, PISTILLO M., *Giuseppe Di Vittorio 1907-1924*, Editori Riuniti, 1973, p. 218. Sur l'après-guerre dans les Pouilles, COLARIZI S., *Dopoguerra e fascismo in Puglia (1919-1926)*, Laterza, Bari, 1971.

97. Alceste De Ambris à Cesare Rossi, Milan, 18 mai 1921, in Archives Guastoni-De Ambris.

98. Interventionniste, Cesare Rossi avait été un proche de De Ambris.

de l'Association agraire de Parme, avait parlé « s'arrêtant longuement sur l'organisation agraire qu'il fallait opposer à l'organisation prolétaire et sur l'imposition abusive de taxes et surtaxes de la part des municipalités [...] Après la conférence, fut ouverte une souscription en faveur des fascistes qui semble avoir été relativement profitable⁹⁹ ». Après le refus des concordats signés plus d'une année auparavant, l'Agraire avait souscrit un pacte plus avantageux avec la Chambre du Travail confédérale, sauf à revenir sur les accords tout en se cachant derrière les demandes exagérées des organisations ouvrières¹⁰⁰.

De Ambris, à l'occasion de sa campagne électorale avait convaincu ses camarades de la Chambre du Travail d'initier un dur conflit contre les agrariens pour le respect des pactes paysans, causant pour la première fois une vague de violence réactionnaire de la part des fascistes et également dans d'autres provinces, avec le corollaire habituel des menaces, bastonnades, intimidations, coups de feu et invasions des organisations de sièges ouvrières, « allant même jusqu'à piétiner les portraits de ce Filippo Corridoni que même les fascistes de Parme disaient admirer et honorer », obtenant ainsi l'effet de rapprocher des militants syndicaux des autres organisations sociales et politiques, socialistes et libertaires¹⁰¹. La connivence entre les agrariens et les diverses « squadre » fascistes était à Parme plus évidente qu'ailleurs, notamment parce que, comme De Ambris ne manquait pas de le souligner, on ne pouvait se justifier du prétendu antipatriotisme et défaitisme des organisations ouvrières. La dissolution des pactes paysans et la réduction de la dialectique de classe sur le seul terrain des rapports de force étaient un phénomène toujours plus diffus dans toute l'Émilie, où se faisait chaque jour un peu plus menaçante l'action du syndicalisme fasciste et national.

Pour contrer le boycott des pactes paysans, les violences philo-patronales et l'effet de désagrégation des syndicats économiques, l'auto-défense armée et militante commença à se préparer. La Legion arditi proletari « Filippo Corridoni » qui rassemblait les groupes des villages de la province ayant son siège à la Chambre du Travail syndicale, était une « milice civile dont la finalité était la propagande du syndicalisme qui reconnaît le fait national et la défense matérielle de la liberté civile et des organisations ouvrières contre les violences, d'où qu'elles viennent¹⁰² ». Dans le statut on avait fait un rappel spécifique au service volontaire et gratuit, à la discipline et à la

99. Note de la préfecture de Parme, 5 février 1921, in Acs, Mininter., Ps, 1922, b. 74 f. Parme – Affari Generali, sf. Agitazioni Agrarie.

100. Télégramme préfecture de Parme, 2 avril 1921, *ibid.*

101. « Fascisti e sindacalisti nel parmense. Una intervista del "Secolo" con Alceste De Ambris », *L'Internazionale*, novembre 1921.

102. Différentes notes in Acs, Mininter., Ps, 1922, b. 98, fasc. Arditi del Popolo-Parma. Il faut faire attention : ces informations n'avaient rien à voir avec les Arditi del popolo, comme l'affirment de façon erronée les notes de la préfecture.

diffusion des idées du mouvement paramilitaire avec les traditionnels tracts et affiches¹⁰³.

Durant les mois suivants, De Ambris suivit tout, même de loin, le déroulement de la lutte militante antifasciste à Parme, déléguant la direction quotidienne à son frère Amilcare, à Umberto Pagani, Rinaldo Saletti et Vittorio Picelli, le frère de Guido élu aux élections de mai et désormais figure charismatique du mouvement socialo-communiste dans la cité ducale. Il était revenu seulement à de rares occasions particulières, avec sa capacité habituelle pour transmettre l'enthousiasme et relancer l'action, comme lors de la conférence aux ouvriers de Parme à l'occasion du cinquantenaire de Mazzini, le 10 mars 1922, qui servit également à vérifier l'état des organisations syndicales et paramilitaires¹⁰⁴. La situation militante particulière de la province de Parme, unique par rapport aux autres villes émiliennes ou lombardes, Ferrare notamment, dans le fait de disputer aux « squadre » fascistes le contrôle du territoire¹⁰⁵, fut à la base de la toute aussi particulière résistance lors de la grève légale du 2 et 3 août 1922. Décidée durant la réunion du Comité secret de « l'Alleanza del lavoro » du 29 juillet, la grève fut le compromis maladroit entre la partie révolutionnaire et autonome de l'antifascisme militant et les composantes institutionnelles et légalistes, souhaitant trouver une solution à la crise du gouvernement de Luigi Facta et mettre l'État et son appareil policier face à l'urgence d'intervenir pour restaurer l'autorité face aux actions inévitables et prévisibles des fascistes. De Ambris et les légionnaires acceptèrent l'initiative à contrecœur, ne partageant pas les finalités parlementaires et se disposèrent, après les menaces fascistes de se substituer à l'État et de réprimer la grève, de renforcer les bastions les plus solides comme Parme, Gênes, Livourne et Bari où avec l'aide de Giuseppe Di Vittorio et l'ex-fiumien Vittorio Pinto, on avait organisé des noyaux de légionnaires, communistes et syndicalistes¹⁰⁶. Les événements des « cinq jours de Parme » sont désormais bien connus dans les détails, y compris la collaboration, peut être le produit le plus authentique et efficace de « l'Alleanza del lavoro », parmi les militants syndicalistes liés à De Ambris, physiquement absent en voyage à Paris, et ceux social-communistes de Guido Picelli. La résistance antifasciste confirma au-delà des différentes positions politiques, la solidarité prolétaire dans les quartiers de l'Oltretorrente, bien que reste encore irrésolue la question de l'attitude des forces de police du préfet Federico Fusco, homme du premier ministre Facta qui, à la différence d'autres villes, même sans se rendre solidaire des insurgés, maintint une position neutre, favorisant la

103. Tract de la Legione corridoniana, in *Gioventù Sindacalista*, supplément, 6 août 1921.

104. CHIOSTERGI G., préface à *Un sindacalismo mazziniano...*, *op. cit.*, p. 7.

105. Sur l'organisation des zones militaires, FRANZINELLI M., *Squadristi...*, *op. cit.*

106. FRANCESCANGELI E., *Arditi del Popolo. Argo Secondari e la prima organizzazione antifascista (1917-1922)*, Odradek, Rome, 2000, p. 130-131.

défaite des quinze mille fascistes venus des villes émiiliennes, toscanes et vénitiennes sous le Commandement d'Italo Balbo. Un élément non négligeable du succès antifasciste fut l'attitude de ces mêmes barricadés, qui sur ordre de Picelli et De Ambris, fraternisèrent avec les forces de l'ordre et cherchèrent à légitimer, en cohérence avec l'esprit de la grève, leur condition d'offensés et d'attaqués plutôt que celle d'insurgés.

Les forces de la gauche institutionnelle et du syndicat confédéral sortirent indéniablement défaites par une grève légale qui au niveau national avait démontré la faiblesse d'un État, incapable de stopper les violences civiles, mais dans le même temps, leur propre impuissance du point de vue social, politique et militaire. Pour De Ambris et la *Federazione legionaria* ce fut au contraire la confirmation de la nécessité de se débarrasser de la « caste politique » et d'insister sur le projet d'unité syndicale, pour assumer la direction du mouvement antifasciste. La résistance antifasciste des partisans de De Ambris à Parme semblait pourtant en contradiction avec l'exhibition de D'Annunzio qui, le 2 août s'était rendu à Milan sur le balcon du Palazzo Marino, assiégé par des centaines de fascistes et de légionnaires et qui s'était adressé au public avec des accents invitant à l'union des forces ouvrières et militaires pour le bien national, supérieur aux intérêts des factions. Ce discours en public, le premier depuis l'époque de Fiume, ne clarifia pas les rapports entre fascistes et légionnaires, tous présents au Palazzo Marino¹⁰⁷. Michele Bianchi revendiqua le caractère fasciste du discours de D'Annunzio, mais en même temps, l'organe légionnaire en souligna l'intention *super patres* (au-dessus des parties) et pré-insurrectionnelle, en vue d'une prochaine marche sur Rome guidée par le « Comandante » qui unirait la force des idées du dannunzianisme avec celle matérielle du fascisme.

La marche sur Rome

D'Annunzio, était bon gré mal gré, au centre des différentes tentatives de reconstruction d'un syndicalisme toujours plus dépouillé des connotations idéologiques socialistes et démocratiques et prêt à se proposer pour guider la rénovation nationale du pays. Le discours de Palazzo Marino avait redonné de la vigueur à l'hypothèse d'une grande manifestation romaine qui sous l'égide de D'Annunzio et des légionnaires, constituerait la consécration publique du mouvement et puisse préparer aux développements futurs dans un sens insurrectionnel.

107. À Milan pour des raisons éditoriales, D'Annunzio avait été approché par les fascistes Aldo Finzi et Attilio Teruzzi et après par Olivetti et Lucchesi et convaincu de parler pour soutenir un « pacte de fraternité » à répéter « à chaque ouvrier, à chaque paysan, à chaque marin fourvoyé par des mauvais pasteurs », Eno Mecheri à Gabriele D'Annunzio, Milan, 3 août 1922, in Fvi, Ag, fascicolo Eno Mecheri; FOSCANELLI U., *Gabriele D'Annunzio e l'ora sociale*, op. cit., p. 186.

Le 6 août De Ambris, Campolongo – avec lequel il avait rétabli des rapports depuis quelques mois – et le républicain Mario Gibelli rencontrèrent D'Annunzio pour discréditer la tentative fasciste d'instrumentaliser le discours de Palazzo Marino et pour inviter le « poète » à soutenir à nouveau leur courant. Au cours de la rencontre, fut abordée, sur l'idée de D'Annunzio, de nouveau emportée par l'enthousiasme politique, la possibilité d'une grande manifestation à Rome à l'occasion de la célébration du 4 novembre, qui aurait un caractère insurrectionnel et le porterait au pouvoir avec l'intention d'organiser « trois mois après, avec un large et libre plébiscite, un appel au Pays (pour) élire un Parlement, expression directe de la volonté du peuple, au-dessus du groupe fasciste et des partis¹⁰⁸ ». L'idée fut immédiatement reprise par les visiteurs, qui adoptèrent le slogan inventé pour l'occasion par le poète pour indiquer une révolution de « velours », « *Sine strage vicit! Strepitu sine ullo* » (Sans massacre j'ai gagné! Sans vacarme) et confièrent l'organisation des groupes de combattants à Pavone¹⁰⁹.

Ce plan d'action accéléra la dissolution de l'inadaptée « *Alleanza del lavoro* » et la formation de ces nombreux foyers syndicaux dannunziens qui auraient dû constituer la colonne vertébrale du mouvement. Les avances faites aux fascistes politiques se firent de plus en plus insistantes, surtout à travers des notes et des articles qui, au-delà des critiques, invitaient à participer au bien suprême de la nation, oubliant les haines et les excès factieux¹¹⁰. Le nouveau périodique d'Olivetti *La Patria del Popolo* qui avait finalement vu le jour en octobre, se posait comme force de proposition d'envergure nationale, populaire et syndicaliste et s'ouvrait de nouveau au fascisme.

Pourtant De Ambris était un obstacle à la possible entente avec le fascisme, en particulier par l'intransigeance de ses prises de positions contre les dérives réactionnaires du chef du fascisme. En effet, Mussolini, bien qu'appréciant l'esprit de l'article publié sur le périodique légionnaire, écarta sans détours le retour de De Ambris, qui du fait de son comportement durant les journées de la grève légalitaire avait irrémédiablement compromis toute possibilité d'un rapport nouveau :

« Cher Monsieur De Ambris, si votre comportement envers le fascisme ces derniers temps avait été plus objectif, je n'aurais pas eu de difficulté à accueillir dans mon journal votre article plus apologétique que polémique, notamment du fait des conclusions auxquelles vous parvenez. [...] Mais au regard de votre attitude, surtout après les faits du mois d'août, vous ne

108. MARVASI R., *Quartetto*, Paris, 1938, p. 35-37.

109. TASCIA A., *op. cit.*, p. 450.

110. DE AMBRIS A., « Il fascismo al bivio », *La Riscossa dei Legionari Fiumani*, 12 septembre 1922; RONZANI R., « La critica dei partiti. Gli avversari all'attacco », *La Patria del Popolo*, 12 octobre 1922; OLIVETTI A. O., « Mussolini e il sindacalismo », *La Patria del Popolo*, 12 octobre 1922.

pouvez pas prétendre que mon journal publie votre article et je ne le publierai pas. Je le transmettrai à Finzi pour qu'il en prenne connaissance¹¹¹. »

Cependant, le syndicaliste ne cessait d'encourager la constitution de groupes armés dannunziens et de soutenir le caractère militaire et insurrectionnel de la prochaine manifestation romaine. D'Annunzio la concevait au contraire comme un ultérieur et supérieur moment symbolique d'agitation des consciences et de pacification nationale et surtout il ne tolérait pas les groupes d'action constitués en son nom¹¹².

Pour comprendre la préparation du terrain pour une insurrection « pacifique », on doit avoir en tête les autres rencontres entre Mussolini, Nitti et D'Annunzio, ou de leurs émissaires durant les jours précédents la marche¹¹³. Le grand déçu de ces négociations fut justement De Ambris ; en effet le syndicaliste semblait encore accrédi-ter à l'étranger l'hypothèse d'une Marche sur Rome finalement guidée par le poète qui le porterait à une République syndicale. Comme témoignera la veuve de Bissolati qui en septembre 1922 se trouvait en France dans la résidence de Campolongo à Gressonay, les deux familles furent rejointes par De Ambris, qui leur donna une approche dannunzienne et les illusionna sur la puissance des forces légionnaires et sur la possibilité d'un coup d'État populaire¹¹⁴.

La réalité était bien différente : le 11 octobre, à la suite de la rencontre de Gardone avec Mussolini¹¹⁵, D'Annunzio avait suggéré et accepté la démission du comité central de la Federazione dei legionari de Mecheri et il envoya l'ordre de dissolution des groupes légionnaires pour éliminer tous les doutes sur le possible caractère socialiste de la marche, pour ne pas troubler la famille royale et conjurer toute intervention de l'armée¹¹⁶. Les mêmes paroles de prudence envoyées aux fidèles Masperi, Antongini et Foscanelli durant les heures tendues du coup d'État semblaient plus que tout vouloir freiner l'impatience des national-révolutionnaires les plus

111. Benito Mussolini à Alceste De Ambris, Milan, 16 septembre 1922, in Archives Guastoni-De Ambris.

112. Satisfait de la publication du périodique légionnaire, D'Annunzio s'était plaint auprès de Coselschi d'un point de vue éditorial qui indiquait la disponibilité des légionnaires pour une défense armée contre les offensives réactionnaires, précisément d'un passage « relatif à l'encadrement », Renato Ronzano à Angelo Oliviero Olivetti, 31 octobre 1922, in PERFETTI F., *Fiumanesimo, sindacalismo*, op. cit., p. 173.

113. Sur les rapports entre Mussolini et D'Annunzio avant la marche sur Rome, ANTONGINI T., *Vita segreta di Gabriele D'Annunzio*, Milan, 1966, p. 185-186.

114. SALVEMINI G., Florence, 11 avril (1923), *Memorie e soliloqui, ibid.*, Opere VI, vol. II : *Scritti sul fascismo*, Feltrinelli, Milan, 1966, p. 185-186.

115. DE FELICE R., *Mussolini il fascista*, op. cit., I, p. 341. En réalité, les correspondances croisées entre les émissaires de Nitti, Mussolini et D'Annunzio semblent accrédi-ter les démentis de Mussolini, qui affirmait qu'aucune rencontre n'eut lieu. L'attitude prudente et conciliante de D'Annunzio fut probablement conseillée et favorisée par l'action des légionnaires les plus ouverts au fascisme, comme Coselschi, en accord avec Bazzi et Marsich.

116. MELCHIORI A., *Fiume o Roma*, Rome, 1928, p. 107. Selon Melchioro, D'Annunzio nomina un triumvirat avec à sa tête Coselschi, révoquant de fait les foyers dannunziens, et envoya un autre télégramme au Roi pour lui réaffirmer la fidélité à l'institution monarchique.

proches de De Ambris et garantir le succès ordonné et pacifique de la Marche sur Rome¹¹⁷. Dans le même temps, il confiait à Umberto Calosci, Eugenio Coselschi et Giovan Battista Adami la direction d'un mouvement légionnaire plus modéré, privé de tout caractère révolutionnaire et sans discriminante antifasciste¹¹⁸.

Diverses circulaires du nouveau directoire de la Federazione blâmèrent explicitement ces sections qui se proposaient de continuer à se structurer en milice, non seulement spirituelles, mais sur le modèle des autres partis d'action :

« Organisation militaire. [...] le fait que les légionnaires doivent être une milice, ne signifie pas qu'une telle milice doit se constituer en groupe d'action, sur le modèle de ceux constitués par les partis politiques. Notre milice est une milice armée de foi et d'esprit. Pour les mêmes raisons qui sous-tendent notre action politique et syndicale élevée et désintéressée, nous ne devons pas donner à notre organisation le caractère de la lutte quotidienne, contre des hommes du même sang et de notre propre origine et pour les raisons de notre puissance créatrice nous ne devons pas répéter les noms, les formes, les erreurs des autres, mais savoir chaque jour créer de nouvelles choses. Le Comandante n'approuve ni les groupes mentionnés, ni les uniformes¹¹⁹. »

De Ambris, bien que se montrant optimiste avec ses amis comme Campilonghi, semblait en privé persuadé de la réalité de l'affirmation fasciste. Il écrivait donc une lettre à un destinataire anonyme, probablement Bazzi, qui représente peut être la prise de conscience la plus significative et la plus résignée de son isolement et également l'explication de son choix tout proche, celui de quitter l'Italie :

« Mon cher, je ne suis pas du tout fâché parce que tu as dit qu'aujourd'hui en Italie, ou bien ou mal, seul le fascisme agit. C'est bien la vérité. Mais cela ne veut pas dire que je puisse accepter l'action du fascisme. Tu sais que j'ai une curieuse théorie qui guide ma vie ; je pense qu'on ne vit qu'une seule fois et que cette fois là, je veux la vivre avec qui il me plaît. Désormais je ne vois pas pourquoi je devrai me faire violence et dépasser ma répugnance la plus intime et la plus profonde pour trouver meilleure fortune dans le fascisme. Si demain il n'y aura plus de place pour moi en Italie, je reprendrai le chemin de l'exil, mais je ne veux pas avaler de couleuvres. Sans faire le brise-montagne, comme on sait le faire si bien aujourd'hui, je te dis franchement que même si les trente six millions d'Italiens adhéraient au fascisme, je ne voudrais rien savoir. La solitude ne me fait pas peur. Ce qui

117. PORTA G., *op. cit.*, p. 246-247 ; ANTONGINI T., *Quarant'anni con D'Annunzio*, Arnoldo Mondadori, Verone, 1957 ; FOSCANELLI U., *D'Annunzio e il fascismo*, *op. cit.*, p. 95-96.

118. CORDOVA F., *Arditi e legionari dannunziani...*, *op. cit.*, p. 155. Cordova n'interprète pas la décision de D'Annunzio comme un net éloignement de De Ambris et une faveur faite à l'initiative fasciste.

119. Comité du Directoire (Calosci, Coselschi, Adami) de la Federazione nazionale dei legionari fiumani, s. d. [mais entre le 20 et le 24 décembre 1922], in Archives Guastoni-De Ambris.

m'effraie plutôt est l'idée d'aller contre ma conscience. Du reste, d'ici un an nous nous reverrons et si mes prévisions sur la faillite du mouvement fasciste ne sont pas réalisées, cela voudra dire que je suis un idiot¹²⁰. »

La marche sur Rome fut décisive dans l'affrontement pour l'hégémonie du mouvement national-révolutionnaire et déplaça définitivement le centre de gravité vers le fascisme. Au-delà de l'importance effective de l'entreprise du 28 octobre, la valeur symbolique de l'événement dans les milieux militaires et anciens combattants légitima le fascisme comme l'unique appareil politique et militaire réellement opérationnel, réussissant dans le même temps à ne pas alarmer les milieux les plus proches des institutions monarchiques¹²¹. Parmi les protagonistes de la marche, nombreux étaient ceux qui venaient de l'entreprise de Fiume – Giuriati, Ceccherini¹²² – et étaient également proches des positions de De Ambris : Giunta, Bresciani, Iglori et le revenant Bazzi¹²³. Le choix « mussolinien » d'une grande partie des légionnaires les plus charismatiques mit D'Annunzio dans l'obligation de seconder l'action fasciste toute proche, ce dont il était informé au moins un mois auparavant par Bazzi¹²⁴.

120. Alceste De Ambris à carissimo (probablement Carlo Bazzi), Pegli, 8 octobre 1922, in Archives Guastoni-De Ambris.

121. Sur la marche sur Rome, *La marcia su Roma*, Rizzoli, Milan, 1973 ; ALBANESE G., *La marcia su Roma*, Laterza, Rome, 2006.

122. Giovanni Giuriati chef de la IV^e zone (Vénétie-Julienne, Venise et Padoue). Sante Ceccherini présent à la réunion préparatoire du 16 octobre.

123. Italo Bresciani chef de la zone III (Haute Adige et Vérone) et Ulisse Iglori de la VI (Latium et Ombrie avec Pérouse comme base des opérations), Bazzi comme secrétaire organisateur et financier, après les trafics obscurs réalisés avec son Syndicat national des coopératives.

124. Carlo Bazzi informe D'Annunzio de l'imminence du coup d'État via une lettre peu connue, liant explicitement le mouvement de Fiume et le fascisme et poussant le Comandante au moins à une neutralité bienveillante face au coup d'État tout proche : « dans une lettre que vous m'avez écrite le 22 octobre 1919 on peut y lire "La révolution de Fiume se déroule avec un ordre impérieux. C'est un exemple. Le rythme part d'ici". Désormais, seulement sur le terrain de la matière les graines grandissent là où elles ont été jetées, avec des termes prédéfinis, avec des formes et des processus reconnus : d'autres lois gouverneront les causes de l'esprit. L'exemple de la révolution fiumienne, consacrée par quatorze mois de résistance reprend avec un rythme plus ample après les bombardements de Noël 1920, conquiert tout le pays, ayant pour but, celui que vous avez indiqué à Ronchi et même avant celui-ci, Rome. Le mouvement de Fiume, le fascisme ne sont rien d'autre que des signes. La substance/ de ce qui arrive aujourd'hui en Italie, mieux que dans ces mots, se trouve dans une de vos tragédies, votre première tragédie, que vous nous avez donnée, alors que surgissait ma génération qui devait faire la guerre dans la fleur de l'âge/la. Les petits Caton des lettres n'ont pas réussi, alors, à empêcher que la jeunesse italienne soit avec vous : ils envoient les fraudeurs de la politique, tenter aujourd'hui d'envenimer les événements et de corrompre les âmes. Comme dans chaque siège du Fascio, on a votre portrait accroché au mur, comme cela chaque fasciste se considère dannunzien. Vous-même, si vous voulez détruire ce sentiment, vous n'y réussirez pas puisque la nouvelle épopée italienne se déroule désormais ainsi. Le rythme qui est parti de Fiume et de la gloire, dans quelques semaines se conclura à Rome. Vous ne pouvez être absent. Tous les moribonds de la vieille Italie conservatrice ou subversive tremblent, comme si : c'est D'Annunzio qui pouvait affronter ou vaincre D'Annunzio, ils s'agitent désespérément pour vous conduire à détruire votre œuvre. Les raisons de la violence, de la dictature, de la lutte fratricide déjà utilisées contre Fiume, se retournent contre le fascisme. Avec le mensonge, avec la tromperie on tente de déformer et diminuer la figure et les intentions de Benito Mussolini, qui en fait est sans comparaison l'expression la plus noble et la plus complète de cet homme politique

La démonstration de force et la nomination de Mussolini comme chef de gouvernement faisait disparaître le dernier espoir de guider et orienter le mouvement national-révolutionnaire dans un sens antidynastique et syndicaliste.

Le char des vainqueurs

Dans le premier numéro après la marche sur Rome, *La Patria del Popolo* de Ronzani et Olivetti publia les déclarations de D'Annunzio qui invitait à soutenir le nouveau gouvernement exceptionnel, dans la perspective de la convocation de nouvelles élections dans les cinq mois à venir¹²⁵. Olivetti de son côté reconnaissait au fascisme une habileté tactique inégalable et une « force organisationnelle d'assaut notable », mais il fallait voir s'il avait « cette même force organique sur le terrain programmatique de l'action concrète¹²⁶ ». Les dannunziens et Olivetti étaient convaincus de pouvoir encore orienter « les forces organiques d'assaut » aux mains des fascistes, ou au moins de compter sur le prochain épuisement de la poussée propulsive du nouveau gouvernement, privé comme il l'était d'épaisseur théorique et idéologique¹²⁷. Même Gino Coletti, le secrétaire de l'association, des ex-alliés arditi, repent et déçu de l'issue d'une année de mouvement légionnaire mou et improductif, frappé par la victoire du parti fasciste, avait pris comme prétexte certaines incompréhensions de la gestion financière de son association et de la Federazione legionari pour tourner le dos à De Ambris et rompre le pacte administratif¹²⁸.

italien, qui avec trente ans de prêche civil et avec l'exemple héroïque, vous avez voulu susciter. Ceci, à la veille de l'action qui renouvellera l'Italie à Rome, je me devais de vous le dire, mon Comandante et si je pouvais fournir une preuve en soutien de ce que je vous écris, demandez-la moi, quelle qu'elle soit. J'accomplis cet acte avec le même instinct qui en août 1914 me faisait quitter l'Italie pour combattre en France, avec le même état d'esprit pour lequel, venant dans la Squadra de S. Marco durant l'été 1918, il me semblait combattre pour la Patrie, ce ne fut pas un devoir mais un don, quand la Patrie me donnait vous comme Comandante. Carlo Bazzi. » Carlo Bazzi à Gabriele D'Annunzio, Milan, 26 septembre 1922, Fvi, Ag, fascicolo Carlo Bazzi.

125. « L'alto monito di Gabriele D'Annunzio alla giovinezza italiana », *La Patria del Popolo*, 2 novembre 1922, désormais in DE FELICE R., « D'Annunzio, Mussolini et la politique italienne 1919-1938 », *Carteggio D'Annunzio-Mussolini (1919-1938)*, Arnoldo Mondadori, Milan, 1971, p. xxxiv-xxxv.

126. « L'alto monito di Gabriele D'Annunzio alla giovinezza italiana », *La Patria del Popolo*, 2 novembre 1922.

127. En particulier sur la question des forces productives se concentraient toutes les critiques d'Olivetti sur Mussolini, considéré comme peu attentif au caractère essentiel du syndicalisme : « Mussolini se fatigue à former un syndicalisme de poche, bien propre sur lui, un syndicalisme atténué, pas connoté. Il réduit le syndicalisme à la conception d'une société de secours mutuel, de l'époque de la Renaissance. Et il ne comprend pas, ne sent pas, ne voit pas que le syndicalisme est ce qu'il est, un monde, un avenir, tout l'avenir, qui ne peut être adapté à des formules boiteuses, comme un quelconque programme politique, fait de paroles. Les paroles sont élastiques, mais les faits sont indéformables », « Mussolini e il sindacalismo », *La Patria del Popolo*, 12 octobre 1922.

128. Gino Coletti à Alceste De Ambris, Milan, 15 novembre 1922 ; Alceste De Ambris à Gino Coletti, Pegli, 16 novembre 1922, in Archives Guastoni-De Ambris. Dans l'optique du mouvement insurrectionnel, avait été élu nouveau secrétaire de l'Associazione nazionale degli arditi d'Italia Pavone, certainement proche de De Ambris et Olivetti, mais probablement parce que engagé et antifasciste,

Du reste, l'attitude apparente de Mussolini d'ouvrir le projet d'unification syndicale souhaité par D'Annunzio comme preuve de la disponibilité à la normalisation, s'accompagna rapidement de la répression des secteurs du légionnarisme les plus rebelles, après qu'eurent circulées des rumeurs improbables sur l'organisation d'une contre-marche sur Rome. Furent perquisitionnées les habitations d'Olivetti et d'Amilcare De Ambris et un des sièges les plus importants du mouvement légionnaire à Florence¹²⁹. Diverses pressions et intimidations eurent lieu, malgré les assurances d'Umberto Calosci de ne pas avoir de visées antifascistes¹³⁰. La dissolution de tous les groupes qui ne s'étaient pas fédérés dans la milice fasciste, justifiée dans l'optique de la fin de la guerre civile, incitait De Ambris à inviter ses compagnons les plus proches à être prudents vis-à-vis du nouveau gouvernement, retenant « ni possible, ni utile aujourd'hui une attitude d'opposition acerbe vis-à-vis du gouvernement fasciste, mais convenant d'attendre que se dissipe chez les fascistes l'ivresse de la victoire et que la réalité démontre l'insuffisance ouvrant des brèches dans l'unité du fascisme¹³¹ ». Il ne restait plus qu'à accepter les conclusions amères et impuissantes sur le caractère inopportun d'une réponse antifasciste immédiate et sur l'inéluctabilité de la défaite comme l'admettait Campolonghi, que De Ambris avait rencontré durant ces semaines agitées entre Paris et Gênes et qu'il tenait constamment au courant des événements.

Après avoir écarté le légionnarisme de De Ambris, Mussolini mit de côté également le projet d'unité syndicale, dans le silence de D'Annunzio, épouvanté par les polémiques journalistiques de Roberto Farinacci et par les fascistes intransigeants et amadoués par des promesses matérielles – titres et argent – faites par Mussolini lui-même. C'est justement le 18 décembre 1922, deux jours après la naissance de la Confederazione delle corporazioni sindacali fasciste (Confédération des corporations syndicales fascistes), que la Federazione italiana dei lavoratori del mare fut dissoute dans la corporation maritime, éliminant de fait une des sources principales de tensions entre fascistes et dannunziens.

Après les défaites politiques et militaires répétées, le mouvement légionnaire pouvait être relancé seulement en insistant sur le caractère économique de la constituante, et surtout, en se démarquant du « Comandante », qui semblait désormais s'aligner sur l'affirmation fasciste. Eno Mecheri et

moins connu que le précédent secrétaire : « I legionari fiumani e l'Associazione degli Arditi per il movimento operaio », *La Patria del Popolo*, 12 octobre 1922, maintenant in CORDOVA F., *Arditi e legionari dannunziani...*, op. cit., p. 158-159.

129. Les perquisitions avaient été planifiées expressément par Aldo Finzi par l'intermédiaire d'Emilio De Boni, il cifrato ai prefetti del Regno, 18 décembre 1922, in Acs, Gabinetto Finzi, b. I. fascicolo Federazione nazionale fra i legionari fiumani.

130. Note de la préfecture de Florence, 19 décembre 1922, Acs, Mininter., Ps, 1922, b. 167, Fascicolo Partito repubblicano, sf. 7 Firenze.

131. Alceste De Ambris à Gigetto (Luigi Campolonghi), Pegli, 19 novembre 1922, in Archives Guastoni-De Ambris.

De Ambris avaient insisté pour convoquer une réunion informelle avec Calosci et avec le frère de Luigi Campilonghi, Francesco, pour tenter une dernière fois de donner une orientation syndicale claire aux activités de la Federazione legionaria. La réunion milanaise proposa, pour décembre 1922, un congrès officiel pour la formalisation d'un Comité pour une Constituante Syndacale¹³² et pour relancer la vision finale d'un syndicalisme, sur la base de la Carta del Carnaro¹³³. Une longue lettre de De Ambris, depuis peu installé en France, expliquait les raisons qui l'avaient poussé à appuyer le Comité, « moyen de propagande exceptionnel », désormais fatigué d'attendre un ordre venant de Gardone :

« Malheureusement, je réalise avoir perdu presque deux ans dans la macération d'une discipline faite d'attente vaine et si durant cette période j'ai fait quelque chose, j'ai dû le faire de ma propre initiative, risquant des reproches et des désaveux. [...] Je ne suis pas un *contemplatif*, je suis quelqu'un d'*actif*. Et je ne peux me satisfaire d'espérances mystiques. Bien sûr, mon besoin d'action ne me servira pas de prétexte pour passer dans d'autres camps où il est plus facile de moissonner : le fait que je sois en France pour me procurer un maigre morceau de pain, alors que je pourrais être en Italie avec bien d'autres fortunes – seulement si je le voulais – démontre que je ne cherche pas d'excuses pour désertir. Mais si je veux rester un soldat fidèle à la bonne cause, je veux œuvrer au moins de la seule façon consentie par le mouvement, c'est-à-dire en diffusant nos idées. [...] En conclusion : si du côté du Comandante ou de ses proches autorisés on me donne l'ordre de *faire*, je me plierai à l'action qu'on m'ordonne, mais si on continue à me donner l'ordre de *ne pas faire*, je revendiquerai mon indépendance peut être au risque d'être excommunié en tant qu'hérétique. Une discipline qui ne sert que l'inaction, je ne la comprends pas, surtout quand elle n'offre même pas comme contrepartie une solidarité platonique : abandonnant les affaires à tous les arbitrages des adversaires sans scrupules, comme ce qui est arrivé aux légionnaires milanais que la police, non seulement contente de les arrêter, voulait également déshonorer sans que se lève pour leur défense une voix amie¹³⁴. »

Quand pourtant ce qui restait de la Federazione legionaria, c'est-à-dire la section florentine de Calosci, prit ses distances avec la constituante¹³⁵,

132. Les déclarations préliminaires pour le Comité de la Constituante Syndacale avaient la signature de Rinaldo Rigola, Alceste De Ambris, Angelo Oliviero Olivetti, Ettore Gaetanni, Guido Galbiati, Renato Ronzano et Gian Battista Pozzi. L'opération trouva un soutien et un espace également avec les journaux d'opposition démocratique amendoliens, SARUBBI A., *Il Mondo di Amendola e Cianca e il crollo dell'istituzioni liberali 1922-1926*, FrancoAngeli, Milan, 1998, p. 141-142.

133. Une adhésion importante arriva de la part du député Giuseppe Di Vittorio, leader du syndicalisme révolutionnaire des Pouilles, dirigeant de l'Usi et futur secrétaire de la Cgl qui révéla sa préoccupation pour la résistance des organisations ouvrières et indirectement, le regret que ne fut pas comprise et appuyée l'action militaire, syndicale et politique originale de De Ambris, Giuseppe Di Vittorio à De Ambris, Rome, 16 décembre 1922, *ibid.*

134. *Ibid.*

135. Coletti souligna la contradiction de cette initiative avec les réunions informelles que D'Annunzio tenait avec les autres responsables du socialisme démocratique et du réformisme syndical comme Gino Baldesi, Tito Zaniboni et Ludovico D'Aragona, qui en trois jours avaient rencontré aussi

De Ambris comprit qu'en Italie il n'y avait plus d'issue. « Son » projet pour l'unité syndicale ayant échoué, il fut également victime d'une agression de la part de certains « squadristes » génois. Le soir du 20 décembre, il était en compagnie de son frère et d'autres camarades de Gênes au café Diana dans la Galerie Mazzini, quand il fut reconnu par certains légionnaires¹³⁶. Témoignant du changement des équilibres dans le mouvement des anciens combattants après la grève légale et la marche sur Rome, les légionnaires, guidés par un certain Manara, qui auraient quelques mois auparavant salué le syndicaliste, avertirent les fascistes rassemblés alors pour une réunion au Politeama. Après avoir quitté le café et pris un tram en direction de son domicile, De Ambris fut intercepté et conduit de force devant le monument de Mazzini où il fut insulté et humilié par Luca Maria Ciurlo, dirigeant du Fascio génois et chef de la milice¹³⁷ qui l'accompagna ensuite à la préfecture de police au son de la marche royale, en tête d'un cortège de squadristi, fascistes et légionnaires¹³⁸.

Mis à part un maigre communiqué de solidarité de ses camarades de Parme¹³⁹, l'incident fut accueilli par une indifférence diffuse de la part des organisations sociales et politiques ainsi que de l'opinion publique, désormais habituée à des violences bien plus graves. De Ambris lui-même préféra minimiser, tout en retenant opportun d'écrire à Cesare Rossi pour protester contre l'agression et lui demander d'intervenir auprès de Mussolini. Après les affrontements de Parme de 1921 et 1922, c'était la seconde fois qu'il sollicitait son ancien camarade, ajoutant « seulement que ces incidents ne contribuent pas à donner une bonne image et une idée de l'ordre et de la discipline que le fascisme se vante d'avoir su imposer à soi-même et à la Nation », moins encore « pour convaincre à un comportement d'attente sereine pour ceux qui se trouvent dans mes conditions spirituelles ». Ce que l'épisode, en soi peu grave, confirmait, c'était « la vague impression qu'en

Mussolini autour de l'hypothèse d'une unité travailliste qui appuierait le nouveau gouvernement. Pour approfondir toute la question des hypothèses collaborationnistes entre les milieux réformistes et Mussolini, ZANI L., « La svolta del '22: unità, autonomia, collaborazione », *Storia del Sindacato...*, *op. cit.*, p. 153-180.

136. La majorité des légionnaires et des ardi génois étaient passés au fascisme à l'occasion de la grève générale légale qu'ils avaient interprétée comme une tentative d'affirmation anarchiste et bolchévique.
137. Informations sur Ciurlo, in ALBERICO F., *Le origini e lo sviluppo del fascismo a Genova: la violenza politica dal dopoguerra alla costituzione del regime*, Unicopli, Milan, 2009.
138. La collaboration avec les fascistes contraignit Calosci à censurer pléonastiquement l'œuvre des légionnaires génois, à dissoudre la section locale et à la reconstituer excluant « qui non seulement a participé à l'incident, mais aussi ceux qui déclarent trop facilement l'autonomie des légionnaires ». Umberto Calosci à Alceste De Ambris, s. d. [mai décembre 1922], in Archives Guastoni-De Ambris. Ce qui revenait à livrer une grande partie des légionnaires à la section fasciste.
139. Télégramme de solidarité des fiumiens, corridoniens et syndicalistes à Alceste De Ambris, Parme, 21 décembre 1922, in Archives Guastoni-De Ambris : « Légionnaires fiumiens et corridoniens et la Chambre du Travail de Parme indignés par manifestations hostiles faites par pseudo italiens contre toi italianissime et fiumien partisan de la liberté du peuple et nous t'exprimons la plus ferme solidarité d'amis dévoués et d'italiens. »

Italie chaque citoyen non fasciste était une espèce de gibier à la merci des caprices de ces chasseurs sans frein qui ne redoutent même pas la contravention, puisque ce genre de chasse est permis toute l'année¹⁴⁰ ».

La lettre jointe, destinée à Mussolini, confirmait la version de l'agression fournie aux journaux, elle voyait dans « la légende ridicule de mon "influence néfaste" sur D'Annunzio, le motif de l'agression » et écartait les accusations d'un complot antifasciste¹⁴¹. Après la marche sur Rome s'opposer à l'expérience gouvernementale inédite aurait comporté le risque d'un retour au parlementarisme « gionittien » ou réformiste, chose que même De Ambris ne pouvait tolérer. Battu sur le terrain de la violence et convaincu de l'impossibilité d'utiliser D'Annunzio pour des objectifs syndicaux et républicains, il ne lui restait plus qu'à reprendre « le chemin de l'exil¹⁴² ». Depuis Paris, De Ambris suivit avec distance les efforts d'Umberto Calosci pour relancer l'organisation légionnaire, avec « le but de donner vie à un mouvement fort qui centré sur le programme dannunzian (guerre-entreprise, Ronchi – mouvement de Fiume – Constitution du Carnaro) se libère de G. D'A. homme vivant¹⁴³ ». Ce que D'Annunzio, « l'homme vivant » pensait du projet de Calosci et des dannunzian les plus fervents, il le révélait une lettre privée adressée à Mussolini :

« Je me terre ici, parmi les glorieux souvenirs et les mélancolies fertiles, pour finalement décourager les trop nombreuses figures qui chaque jour tentent de me tromper. Aujourd'hui est à la mode je ne sais quel spiritualisme dannunzian ! Il faut s'en méfier. Je ne veux plus être "adjectif". Le nom "dannunzian" m'était déjà odieux en littérature. Il me l'est encore plus en politique¹⁴⁴. »

Ignorant ces mots méprisants, le Directoire de la nouvelle née – mais pas vraiment sous les meilleurs auspices – Unione spirituale dannunziana décidait la création d'un Comité provisoire pour trouver des fonds pour une activité sociale, demandant au « légionnaire Alceste De Ambris », d'en faire partie comme délégué pour l'étranger¹⁴⁵. Le syndicaliste, qui avait bien compris les intentions de D'Annunzio, ne manqua pas de critiquer abondamment l'organisation ambiguë et ne cacha pas en particulier la nécessité de sortir de la subalternité même patronymique au « Comandante » :

« J'ai décidé de m'abstenir pour le moment, et jusqu'à ce que j'y voie plus clair dans les affaires italiennes – de toute participation à la vie politique – je n'ai plus aucune confiance dans une action se déroulant sous l'égide

140. Alceste De Ambris à Cesarino Rossi, Pegli, 21 décembre 1922, *ibid.*

141. Minute d'Alceste De Ambris à Benito Mussolini (21 décembre 1922), *ibid.*

142. *Ibid.*

143. Umberto Calosci à Alceste De Ambris, Florence, 8 août 1923, *ibid.*

144. Gabriele D'Annunzio à Benito Mussolini, Il Vittoriale, 15 mai 1923, maintenant in *Lettere di D'Annunzio a Mussolini*, 1941, p. 17-18.

145. Umberto Calosci à Alceste De Ambris, Florence, 10 mars 1924, in Archives Guastoni-De Ambris.

du nom de D'Annunzio, dont la conduite perpétuellement changeante et ambiguë, paraît incompréhensible et semble faite exprès pour désorienter et décourager même les plus volontaires. [...] Cela sera peut être un manque d'intelligence et de capacité d'analyse des arcanes de la pensée qui à son siège dans le cerveau du Comandante, mais une politique qui marie les mépris les plus amers avec la douceur des fruits confits, n'entre pas dans mon schéma mental. Je suis un homme peu compliqué et j'ai le tort de sentir et d'agir de façon à ne pas fatiguer les méninges de qui que ce soit dans une exégèse pénible de mes actes et de mes sentiments. Surtout je crois que cette simplicité est nécessaire pour que l'action soit possible et efficace. Là où elle manque, il n'y a pas de place pour moi¹⁴⁶. »

« Je ne lui reproche pas de penser d'une façon plutôt que d'une autre et d'avoir des comportements contradictoires. Aux grands poètes et aux "prima donna" tout est permis. Mais quand on veut s'en prendre à l'aise d'une manière aussi désinvolte, on n'abuse pas les personnes de bonne foi en leur promettant l'action à chaque instant, pour les condamner à l'inaction la plus désastreuse. C'est pourquoi je ne veux plus jamais suivre l'homme, qui s'est démontré si inférieur à la tâche qu'il se donne, alors que je suis toujours prêt à servir de mon mieux *l'idée*, qu'il a proclamée durant un moment lumineux même s'il l'a oubliée [*sic!*] ou s'il la renie¹⁴⁷. »

De Ambris insistait sur l'absence d'une prise de position claire et univoque de D'Annunzio, qui se rappelait être le Comandante, « exigeant d'être obéi dans une discipline aveugle, seulement quand il s'agit d'empêcher que les légionnaires fassent quoi que ce soit, même seulement un acte de foi platonique, mais clair et sincère, par rapport à la situation actuelle, sortant de l'ambiguïté dissolvante et humiliante pour se dédier à une action spirituelle et qui refuse tout équivoque ».

« En ce sens, et en ce sens seulement, D'Annunzio a été et est toujours très cohérent, depuis trois ans; mais moi cette cohérence je ne crois pas qu'il faille l'admirer; Comme je ne crois pas qu'il suffit de belles paroles, des actes de foi écrits comme entraînement littéraire et apportés par qui ne peut pas être considéré comme un champion de la foi, pour couvrir le vide que les retombées de l'action ont donné comme programme aux légionnaires. [...] Je suis prêt aujourd'hui à reconnaître un Comandante qui me commande de faire : je ne veux rien savoir d'un Comandante qui me commande seulement de ne *rien faire*¹⁴⁸. »

Les attaques dépassaient désormais les simples considérations politiques et se portaient sur toute la figure personnelle et morale de D'Annunzio. Le mépris pour l'homme de lettres s'accompagnait du dégoût pour certains choix guidés apparemment par la vanité : réduit à recommander ex-légion-

146. Alceste De Ambris à Umberto Calosci, Paris, 30 juillet 1923, *ibid.*

147. Alceste De Ambris à Umberto Calosci, Paris, 10 août 1923, *ibid.*

148. Alceste De Ambris à Umberto Calosci, Paris, 27 février 1924, *ibid.*

naires et ardi à auprès des nouvelles institutions, non seulement il avait renié le serment du « Grand Rapport » de Fiume, mais il avait également montré quelque satisfaction pour la nomination de Fiume au rang de préfecture du Royaume, alors qu'au contraire, en 1920 il avait plusieurs fois exprimé son opposition à faire de cette cité de vie un « chef-lieu bureaucratique » ; encore plus lamentablement, il avait accepté un titre de noblesse d'un goût douteux (Prince de Montenevoso) quelques semaines avant les élections d'avril 1924, pas pour l'« irrévérence géniale » avec laquelle il avait ri de telles idées quand ils étaient à Fiume, mais pour « une faiblesse digne de boutiquiers parvenus » témoignant de ce « ramollissement cérébral¹⁴⁹ ». Des attaques très dures, fruits de la déception de De Ambris face au choix de D'Annunzio de trahir le Grand Rapport et de ne pas accepter ce destin de Duce de l'Italie nouvelle que les révolutionnaires de Fiume avaient désiré.

149. Alceste De Ambris à Umberto Calosci, Paris, 18 mars 1924, *ibid.*

Chapitre VI

La patrie en exil

« Je sais que j'ai le droit de vivre libre en Italie parce que j'y suis né et parce que je l'ai volontairement défendue avec passion quand il fallait pour cela mettre ma vie en jeu. Si ce droit m'est retiré par un despotique pouvoir que je ne peux espérer vaincre aujourd'hui, je préfère l'exil dans l'attente de revenir sur ma terre comme citoyen et non comme esclave à peine toléré par cette horde armée qui attend. »

(Alceste De Ambris à Tito Aguiari,
Paris, septembre 1924.)

L'émigration économique

La rupture irrémédiable et définitive avec D'Annunzio et le mouvement légionnaire était également synonyme de désengagement temporaire des affaires politiques italiennes dans leur ensemble, quand bien même la période qui suivit l'exil de De Ambris, malgré le tournant apolitique, ne fut pas dénuée d'intéressants développements. Les nombreuses visites à Paris durant la Première Guerre mondiale, comme nous l'avons vu, avaient eu pour objectif, au-delà de la construction d'un réseau de relations politiques, diplomatiques et syndicales, d'encourager l'utilisation de la main-d'œuvre italienne dans les travaux publics français. L'amélioration des conditions des travailleurs italiens avait été possible grâce à une série de décisions prises en accord avec la Cgt de Jouhaux et du gouvernement, telles que la syndicalisation des masses émigrées, l'harmonisation des salaires, la simplification des procédures administratives pour les permis de séjour.

Mesures qui avaient été adoptées dans le respect de la discipline syndicale et des lois françaises de la part de l'ouvrier italien. En accord avec les caractéristiques pédagogiques, morales et progressistes du syndicalisme productiviste, les organisations coopératives s'étaient proposé de devenir l'instrument autonome d'encadrement de la communauté italienne et de réguler l'immigration. Dans cette optique, il semble que la contribution du syndicalisme révolutionnaire soit sous évaluée vis-à-vis des initiatives

concrètes¹ dans le champ migratoire, inspirées par une logique d'intégration nationale et internationale.

Souvent en collaboration avec les milieux réformistes et gouvernementaux, De Ambris et les autres leaders du syndicalisme interventionniste avaient organisé différentes rencontres avec des responsables syndicaux français pour jeter les bases de la collaboration post-conflit, en matière d'encadrement de l'émigration et pour stimuler l'économie de la reconstruction. Les réformistes Luigi Della Torre, sénateur président de l'Istituto di credito per le cooperative et Augusto Osimo, secrétaire de la Società Umanitaria de Milan avaient eu des échanges avec des personnalités politiques et ministérielles françaises sur la gestion des flux migratoires des travailleurs italiens et sur la possibilité de constituer une société de construction en France. Le projet, que connaissait Albert Thomas depuis 1917, alors ministre des armes et des munitions, puis membre du Conseil national de la coopération, devint effectif notamment dans les villes détruites par le conflit mondial.

Le développement du travail coopératif en Italie durant et après la guerre² s'était traduit par un semi-monopole des appels d'offres pour les travaux publics et pour les baux collectifs et dans un immense marché, surtout pour ces secteurs de la finance démocratique qui opéraient à cheval entre le monde financier, syndical et gouvernemental. À peine un mois après la marche sur Rome, le nouveau gouvernement de Mussolini avait considéré comme nécessaire de frapper l'hégémonie socialiste et démocratique dans le secteur des coopératives, promulguant le 29 novembre 1922, trois décrets-lois qui prévoyaient la recomposition de la Commission centrale des coopératives, organe parapublic qui avait été monopolisé jusqu'alors par la « Lega delle cooperative socialiste » et par l'Istituto nazionale di credito per la cooperazione proche du courant « démocratique et franc-maçon », avec la nomination d'un nouveau conseil d'administration gagné au fascisme. En janvier et février, d'autres mesures révoquèrent tous les privilèges de la

1. Pepe souligne que durant toute la décennie 1910-1920 pour les syndicalistes le mouvement migratoire apparaissait insoluble sur le plan de la gestion institutionnalo-syndicale, PEPE A., BIANCHI O. et NEGLIE P., *La CGdL e lo Stato autoritario*, op. cit., p. 71.

2. « Tregua di pace. Tutti per il rinascimento economico dell'Italia e Appello al Governo e al Paese », *La Cooperazione italiana*, 9 et 16 mars 1917 ; « Rinascimento economico e tregua di pace. Consensi e critiche », *La Cooperazione italiana*, 23 mars 1917. Sur l'ensemble du débat durant la guerre sur le mouvement coopératif, ZANGHERI R., GALASSO G. et CASTRONOVO V., op. cit., p. 358 sq. Giuseppe Canepa, référent parlementaire des forcés du coopératisme social démocrate, résumait dans sa proposition de loi sur le Crédit pour la coopération de production et travail en décembre 1921, le climat de croissance et d'investissements dans le secteur de la coopération, insistant sur une des nouveautés positives de l'après-guerre, c'est-à-dire qui soit devenue « un lieu commun celui de dire qu'une des voies de la reconstruction économique du pays est le développement de la coopération et du travail, en ce qu'elle stimule l'activité, éduque l'âme, la capacité technique, l'intelligence du travailleur et le prépare à la gestion », Camera dei deputati, n° 1201, Proposta di legge d'iniziativa del deputato Canepa prise en considération le 17 décembre 1921 « Credito per la cooperazione di produzione lavoro », Legislatura XXVI, Sessione 1921-1922, Documenti – Disegni di legge e relazioni.

soi-disant « pieuvre des coopératives³ ». Les marges de manœuvre pour le maintien d'une coopération démocratique, républicaine et socialiste se réduisirent progressivement jusqu'à la dissolution de la « Federazione nazionale delle cooperative di produzione e lavoro » de Nullo Baldini⁴ et l'affirmation du Sindacato italiano delle cooperative, guidé par Gaetano Postiglione, comme unique référent des travailleurs reconnu par le gouvernement, qui d'ailleurs, en novembre 1923, le subordonna formellement au Grand Conseil fasciste⁵.

Le mouvement coopératif non fasciste fut contraint de se réfugier en France, où l'action conjointe de la Società Umanitaria et des groupes parlementaires réformistes des années 1920-1921⁶ devenait toujours plus intense et efficace, jusqu'à obtenir l'autorisation par le gouvernement, sur proposition de loi présentée par le réformiste de Pavie Giuseppe Piemonte, de faire appliquer le Traité de travail entre l'Italie et la France, qui prévoyait l'égalité de traitement pour la main-d'œuvre des deux pays. La décision avait inévitablement renforcé l'Unione cooperative per lavori in Francia, à laquelle était rattaché le Consortium entre les Coopératives de travail et de production de la Province de Parme, comme elle était nommée à son siège de la rue Saint Marc, le consortium de De Ambris⁷. Les voyages durant et après l'été 1922 avaient eu pour finalité l'organisation du recrutement des ouvriers des coopératives de Parme devant être envoyés sur les chantiers du nord de la France, donnant priorité aux ouvriers déjà syndiqués, selon les accords pris avec la Cgt et les Bureaux pour la main-d'œuvre étrangère. Déjà en novembre, De Ambris se félicitait avec Campolonghi de l'ouverture de nouveaux chantiers à Reims et dans le nord de la France, « le sollicitant à tenir prêts les travailleurs, selon tes indications⁸ ».

3. CAROLEO A., *Il movimento cooperativo in Italia nel primo dopoguerra (1918-1925)*, FrancAngeli, Milan, 1986, p. 277-278.

4. Nullo Baldini ira en exil en France en 1923 et fondera l'Union des Coopératives pour travaux publics à l'étranger, active dans le nord est, également avec le soutien financier de l'Humanitaire, BALDINI Nullo, *Memorie e altri scritti*, dir. P. P. D'Attore, E. Dirani, Longo Editore, Ravenna, 1995, p. 74-89.

5. ZANGHERI R., GALASSO G. et CASTRONOVO V., *op. cit.*, p. 459.

6. En 1919 l'Unione dei lavori pubblici per l'estero vit le jour, avec un conseil d'administration, composé par Della Torre, Felice Quaglino et Ernesto Ghezzi, d'orientation franc-maçonne, démocratique et réformiste, qui durant les mois successifs avait transféré le siège auprès du cabinet de l'avocat Tullio Giumelli, déjà stagiaire dans le cabinet de Turati et dirigeant de l'Umanitaria, désormais, avec Della Torre, à la direction de l'Istituto nazionale per il credito delle cooperative, Acs, *Cpc*, b. 2458, f. Giumelli Tullio ; après 1924 le siège fut transféré auprès du « franc-maçon de renom « Alessandro Bezzi, puis définitivement en France après les lois exceptionnelles, note de de la police politique », 26 avril 1930, Acs, *Cpc*, b. 1690, f. Della Torre Luigi.

7. Le Consorzio entre les coopératives de travail et de production de la province de Parme avait été reconnu en tant que personne morale par le décret du 31 octobre 1915.

8. Alceste De Ambris à Gigetto (Luigi Campolonghi), Pegli, 19 novembre 1922, in Archives Guastoni-De Ambris. Voir également la note du consulat italien de Reims, 8 mars 1923, in Acs, *Cpc*, b. 988, Luigi Campolonghi. Le regroupement de De Ambris travaillait avec une autre coopérative agricole rattachée aux socialistes, guidée par Piemonte et Quaglino, qui recrutait la main-d'œuvre dans la région de Pavie, où la fédération locale des cooperative di produzione e di lavoro

Les trois responsables du consortium étaient De Ambris, l'ingénieur Armando Caciagli et Rinaldo Saletti ; le premier était le trait d'union entre la France et l'Italie, le second directeur technique des travaux et le troisième dirigeant du Consortium en contact avec les coopératives de travail et de production de Parme, où, par l'intermédiaire de la Chambre du Travail, on recrutait la main-d'œuvre nécessaire. Leur activité eut dans les premiers mois de l'année un caractère purement économique car Caciagli et Saletti ne voulurent pas donner à l'activité coopérative à l'étranger une empreinte antifasciste⁹. La difficulté liée à l'accès au crédit pour ses coopératives poussa De Ambris à maintenir un positionnement neutre vis-à-vis des autorités italiennes et à mettre en avant son éloignement de la vie politique active et du mouvement légionnaire, comme il l'expliquait à Calosci¹⁰ et aussi à Postiglione, leader de la coopération fasciste, conscient de l'importance des consortiums « français¹¹ » .

L'action de De Ambris bien que se limitant formellement au bon déroulement des activités de construction du groupe, eut également pour résultat indirect de s'attirer la sympathie et le soutien de la communauté ouvrière italienne, jetant ainsi les bases, avec son ami Luigi Campolonghi, de la maturation future du mouvement antifasciste en exil. De Ambris s'était installé dans un pavillon dans la banlieue parisienne de Ville d'Avray, peu pratique par rapport au siège du groupe de construction, mais qui devint rapidement un point d'ancrage pour les avant-gardes politiques et syndicales en exil¹². Campolonghi bien que restant correspondant d'*Il Messaggero*, avait perdu en août 1923 son poste à *Il Secolo*, après que le gouvernement fasciste ait réussi à changer le conseil d'administration du journal de Della Torre, poussant ce dernier à en quitter la direction. Avec l'argent provenant de sa liquidation de *Il Secolo*, Campolonghi avait créé avec Giovanni Bruzzi, une société en commandite au travers de laquelle il

était dirigée par ce dernier : la note du 31 mai 1923 de l'Ambassade italienne à Paris, in Acs, Cpc, b. 1632, Alceste De Ambris.

9. Caciagli retourna en Italie avec sa femme française et s'inscrivit au parti fasciste en mars 1925, dirigeant par la suite plusieurs établissements industriels entre Naples, Milan et Livourne, in Acs, Cpc, b. 924, Armando Caciagli, Saletti, avait quant à lui un passé révolutionnaire conséquent, ayant été un des syndicalistes révolutionnaires et interventionnistes les plus fidèles de Parme, après la faillite des coopératives, il s'occupa d'une entreprise d'import-export de vins des Castelli Romani avec Fiorentino Dalpadulo, correspondant à Paris de *Il Lavoro fascista*; revenu en Italie pour affaires, il présenta une requête à la préfecture de Parme se déclarant converti au fascisme et demandant d'être radié de la liste des subversifs in Acs, Cpc, b. 4535, Rinaldo Saletti.
10. « Jusqu'à ce que je sois représentant légal d'une Association Coopérative en France, je ne me permets pas de faire de la politique; qui ne pouvant être celle des dominants, créerait des problèmes de tout ordre à l'organisation que je représente. [...] D'autre part, j'aime être sincère envers tous, et car j'ai annoncé que je m'occupais que de travaux de construction en France, je ne veux pas faire autre chose même à titre privé », Alceste De Ambris à Umberto Calosci, Paris, 10 août 1923, in Archives Guastoni-De Ambris b. 5, f° 3.
11. Alceste De Ambris à Gaetano Postiglione, Pegli, 8 octobre 1922, in Archives Guastoni-De Ambris.
12. Gino Battisti à Alceste De Ambris, Trente, 17 juin 1923, *ibid.*, lettre dans laquelle le fils de Cesare Battisti (héros italien tué par les Autrichiens en 1915) recommande pour un travail un de ses amis, Dario Nardelli.

avait loué et pris en gestion trois propriétés dans le sud-ouest de la France, plus précisément dans les communes de Nérac, Laval et Muret¹³. Mais surgirent rapidement des dissensions entre les deux associés, car Bruzzi n'était pas hostile au fascisme et Campolonghi décida de racheter sa part, fondant en octobre 1924 une nouvelle société, « La Terra¹⁴ », avec l'aide des capitaux de Della Torre, à son tour licencié de *Il Secolo* et de l'Istituto creditizio per le cooperative, ainsi que des fonds d'une branche de la famille Cassola¹⁵.

Le réseau de rapports privés et publics des réformistes italiens en France permit d'organiser et de soutenir la nouvelle émigration italienne, qui bien que conservant un caractère plus économique que politique, commença rapidement à changer d'aspect du fait des conséquences de la répression du régime. Des centaines de paysans romagnols furent contraints « de se rendre sur les terres du sénateur Della Torre en France », c'est-à-dire à Douazan, après que la « politique intérieure italienne défendant le régime se fit plus énergique¹⁶ ». Les paysans regroupés dans les propriétés de Campolonghi qui gérait celles de Douazan et Laval, et de Pedrini qui s'occupait de celle de Muret, devaient verser une petite cotisation au consortium, qui était mise à disposition de la première organisation embryonnaire de l'émigration antifasciste. Dans ce contexte naquit l'idée de fonder une imprimerie et un journal spécifiquement dédiés à la communauté italienne du sud-est, évitant ainsi de donner « un caractère politique pouvant paraître suspect et provoquer des mesures administratives¹⁷ ». Un journal ouvertement caractérisé par une orientation sociale et technique, d'empreinte mutualiste et coopérative, pour ne pas perturber le gouvernement français, qui tendait à favoriser le développement des associations réformistes italiennes, mais sans créer de problèmes avec l'Italie, et pour éviter de générer des tensions parmi les coopérants issus du champ démocratique, peu intéressés à risquer leurs intérêts et ceux de leurs familles restées en Italie, par une activité manifestement trop hostile au régime.

13. Sur les activités de Luigi Campolonghi dans le sud-ouest de la France, DELPONT H., *Ernesta e Luigi Campolonghi. Immigration italienne et antifascisme dans le Sud-Ouest*, Éditions d'Albret, Nérac, 2008; VIAL E., « La ligue italienne des droits de l'homme (LIDU) de sa fondation à 1934 », MILZA P. (dir.), *Les italiens en France de 1914 à 1940*, École française de Rome, Rome, 1986. Le maire de Muret était Vincent Auriol, futur Président de la IV^e République.

14. Acs, Mininter., Ps, b. 293, f^o 807.

15. Garzia, frère d'Ernesta et Carolina, la veuve de Bissolati, CAMPOLONGHI L., *La vie d'une femme antifasciste*, Centro editoriale toscano, Florence, 1994, p. 55.

16. Note de la police politique, 25 janvier 1927, *ivi*.

17. Billet postal du préfet de Parme, Samuele Pugliese, 25 avril 1923, *in* Acs, Cpc, b. 988, Luigi Campolonghi.

La gauche fasciste

Les activités économiques et sociales de la communauté italienne continuèrent à ne pas revêtir, durant cette période, un caractère publiquement antifasciste et des rencontres eurent même lieu entre les autorités diplomatiques et les émigrés, qui voyaient plutôt dans les communistes le principal danger pour la maîtrise des coopératives italiennes¹⁸. La possibilité d'un développement du mouvement coopératif en France et ses liens avec les forces d'opposition avaient inévitablement attiré l'attention du régime, désormais en voie de stabilisation et qui ne pouvait et ne voulait pas laisser l'initiative aux exilés démocratiques, radicaux et socialistes. Surgirent ainsi les premiers conflits quand les *Sindacati italiani* pour le travail à l'étranger, proches des fascistes, cherchèrent sans grand succès à pénétrer les opaques marchés publics de la construction en France¹⁹.

Les exilés comprirent ne pouvoir maintenir plus longtemps une attitude d'indifférence sans risquer de voir leur hégémonie compromise dans la communauté italienne, séduite par les flatteries fascistes comme par la radicalité communiste. L'article connu de De Ambris publié dans le prestigieux *Le Mercure de France*²⁰, peut être perçu comme le point de départ de la politisation de l'émigration dans un sens antifasciste, alors que des tentatives de dialogue et de dialectique existaient encore. Le syndicaliste attaqua publiquement la dégénération violente et classiste du fascisme et en dénonça les caractères réactionnaires. Il rappelait que le « premier » mouvement avait eu le mérite d'avoir victorieusement combattu le bolchévisme italien,

18. Roma Avezzana à Benito Mussolini, Paris, 11 août 1923, dans le Ministero degli affari esteri, Commissione per la pubblicazione dei documenti diplomatici, *Documenti diplomatici italiani, Settima serie: 1922-1935*, vol. II (27 avril 1923-22 février 1924), Rome, 1955, p. 115. Durant les premiers mois de l'année, la question de l'hégémonie dans les communautés ouvrières italiennes du nord de la France était déjà sur la table de la direction du parti fasciste. Sabbatini, commissaire Sécurité Publique auprès de l'ambassade avait suggéré à De Bono, qui avait écrit au crayon en marge du rapport « En parler avec le Comm. Rossi », d'intégrer des agents fascistes pour diffuser des opuscules et périodiques « à la ligne nationaliste » dans les lieux de sociabilité dont il joignait la liste, des prolétaires émigrés à Reims, note de Giovanni Sabatini, commissaire auprès de l'ambassade de Paris, 19 juin 1923, in Acs, Ps, 1923; b. 106, f. GI-Fasci-Francia. Le plan de propagande nationale parmi les communautés ouvrières émigrées visait et souhaitait obtenir la collaboration de Campolonghi et De Ambris.

19. Privés de référents politiques français, les syndicats des émigrés fascistes passèrent des accords directement sur place avec des entrepreneurs français, générant ainsi d'inévitables affrontements avec les ouvriers italiens organisés dans les syndicats démocrates et communistes. L'exemple emblématique fut les incidents dans un chantier dédié à la construction d'un canal navigable à Marignane, après une longue grève de la part de la main-d'œuvre italienne, le propriétaire passa un accord avec la Sile afin qu'il envoie depuis l'Italie deux cents ouvriers moins bien payés pour boycotter la grève. Les nouveaux arrivants, « annoncés comme fascistes appelés par l'Italie pour calmer les grévistes et prendre leur place » avaient été accueillis « avec une antipathie manifeste et diverses injures et menaces furent lancées contre eux », note du consulat de Marseille, 19 juillet 1923, in Acs, Mininter., Ps, 1923, b. 105, f. movimento sovversivo all'estero-Francia.

20. DE AMBRIS A., « L'évolution du fascisme », *Le Mercure de France*, 15 février-15 mars 1923, désormais traduite en italien par DE FELICE R., *Il fascismo. Le interpretazioni dei contemporanei e degli storici*, Laterza, Rome/Bari, 1998, p. 197-216.

mais qu'on pouvait déjà identifier en son sein les contradictions internes qui minaient l'avenir du nouveau parti de gouvernement. Deux aspects intéressaient De Ambris en particulier : l'aspect militaire et l'aspect syndical. Dans le premier cas, il s'agissait d'établir si et quand le régime fasciste aurait réussi à résoudre le conflit entre l'armée régulière et les groupes fascistes (squadre) d'action, au sein desquels, aux côtés des révolutionnaires sincères de la première heure avaient afflué des mercenaires et des opportunistes²¹. Du point de vue syndical, le fascisme contenait en lui les germes de sa propre dissolution et de son propre dépassement. La stratégie agressive de destruction des syndicats non fascistes et l'encadrement des dirigeants et de certains militants de base dans les corporations avaient sans aucun doute étendu la base du parti, mais l'avait mis devant la nécessité de répondre aux attentes « fatalement » de classe, des centaines de milliers de travailleurs nouvellement inscrits. Plusieurs épisodes de violences personnelles (guet-apens, agressions, menaces) contre les entrepreneurs qui ne respectaient pas les pactes souscrits avec les corporations fascistes démontraient les difficultés de contenir les revendications ouvrières dans le cadre du suprême intérêt national : « Le syndicat pourra être nommé corporation, suivi de l'adjectif fasciste ou national, mais il sera toujours une organisation d'intérêts de classe fatalement en lutte contre d'autres intérêts de classe²². » Le dernier aspect abordé dans l'article résumait aussi bien la question syndicale que la question militaire, avec la problématique de l'absence d'un programme de gouvernement univoque et défini au moment de la prise de pouvoir. En accord avec la ligne insurrectionnaliste et conspiratrice, si l'absence d'un programme qui ne soit pas la lutte ou l'acte révolutionnaire en soi a le mérite d'unir des forces aussi différentes idéologiquement dans une perspective commune de coup d'État, désormais les exigences de gouvernement auraient nécessairement contraint à devoir dissiper les ambiguïtés :

« D'un côté il y a l'extrême-droite qui conçoit un État omnipotent, tyrannique en soi, et de l'autre l'extrême gauche, qui bien que le niant en théorie, agit en pratique de façon à pousser l'Italie vers un basculement politique et social radical. De là proviennent son instabilité, son intime faiblesse et les contradictions de son action politique. [...] L'ambiguïté qui lui a permis de se déclarer ultra individualiste et de s'appuyer de fait sur les masses organisées, de critiquer verbalement le parlementarisme et de chercher à conquérir des sièges électoraux, d'exalter l'État fort et de l'ignorer, violant continuellement et impunément ses lois, de prêcher la discipline absolue et presque mystique et de tolérer dans ses rangs la plus dangereuse indiscipline, de ne pas vouloir renoncer à la "tendance républicaine" et de participer activement aux manifestations monarchiques, cette ambiguïté incroyable, absurde, monstrueuse, qui revêt de formes démagogiques le conservatisme

21. *Ibid.* (original en français traduite par Livia De Felice), p. 210.

22. *Ibid.*, p. 213.

le plus mesquin et de formes légalistes la démagogie la plus insolente, doit forcément finir²³. »

La solution à cette ambiguïté était en cours d'élaboration et n'était pas exclue la possibilité que les pressions des masses des anciens combattants et des travailleurs puissent pousser le régime à un retour aux idéaux des origines : la révolution sociale opposée à la réaction politique.

Cette analyse, approfondie et originale, qui soulignait des failles et lançait des messages en marge du fascisme, conseilla à Cesare Rosi, attentif aux équilibres des forces sociales et adversaire du nationalisme et de l'intransigeance de parti, d'appeler des responsables du monde coopératif fasciste à entrer en contact avec les groupements de De Ambris et Campolonghi et sonder la possibilité de les récupérer. À la fin du mois de mars 1923, Gaetano Postiglione, leader du monde coopératif fasciste, accompagné de l'ami commun Ugo Clerici et de Paolo Terruzzi²⁴, rencontra à Paris, Caciagli et Saletti, pour proposer un rapprochement entre le gouvernement italien et De Ambris²⁵. Durant les semaines suivantes il n'y eut pas de résultats positifs, alors que reprirent non seulement les « litanies » antidémocratiques des fascistes intransigeants mais aussi que les autorités émiliennes commencèrent également à entraver le recrutement de la main-d'œuvre, ne délivrant pas les passeports et procédant arbitrairement aux dissolutions des conseils d'administration des coopératives locales. Malgré le fait que De Ambris rappelait qu'il vivait « depuis cinq mois au moins [...] dans l'isolement politique le plus complet. Je ne vois et je ne parle qu'avec des entrepreneurs, des ingénieurs et des hommes de banque²⁶ ».

Un autre agent de Cesare Rossi tenta alors de jouer l'intermédiaire avec De Ambris dans une approche plus personnelle et confidentielle ; il s'agissait de Tito Aguiari, journaliste et intrigant de Ferrare, ayant été jeune syndicaliste révolutionnaire puis interventionniste fidèle au courant de De Ambris²⁷. Rossi misa sur l'amitié de longue date entre Aguiari et De Ambris pour rallier l'ex camarade, suggérant la possibilité d'une orien-

23. *Ibid.*, p. 215.

24. Responsables de haut rang de ce fascisme milanais duquel Rossi était le leader et qui était depuis juin 1923 nouveau directeur de l'Istituto di credito per le cooperative, ainsi que l'un des plus fervents soutiens de l'alliance entre fascistes et dannunziens ; CASTRONOVO V., *Storia di una banca. La Banca nazionale del lavoro e lo sviluppo economico italiano 1913-1983*, Turin, p. 81.

25. Copie de lettre de Gaetano Postiglione a Cesarino (Rossi), Milan, 5 avril 1923, in Acs, *Spd, Cr*, b. 77 f. Gaetano Postiglione.

26. Alceste De Ambris à Cesarino (Rossi), 14 juin 1923, in Archives Guastoni-De Ambris, b. 9, f° 2.

27. Déjà en 1910 appelé au Brésil par De Ambris à collaborer à *La Tribuna*. Durant la guerre il avait fondé *Il Periodico* de défense prolétaire à Ferrare en 1916. Durant les premiers mois de 1920 il avait contribué avec Bazzi à la fondation du Sindacato nazionale, cherchant jusqu'en 1922 à utiliser ses contacts au Brésil pour exporter le modèle coopératif italien outre-Atlantique, sur les traces de ce qu'avait réalisé De Ambris et consorts en France, n'écartant pas certaines opérations peu reluisantes, si bien que Mario Poci, directeur de *Il Fanfulla* de Sao Paulo, l'avait accusé d'avoir accepté une copieuse somme de la part d'un propriétaire terrien pour organiser la traite de main-d'œuvre depuis l'Italie, Lodo Aguiari, in Archives Guastoni-De Ambris.

tation républicaine et syndicaliste de la direction du parti et jouant sur les rapports économiques entre les coopératives. Ainsi Aguiari, grâce à l'appui de Bruzzi, à l'époque encore associé de Campolonghi, avait demandé des informations sur la possible implication de groupements coopératifs de Trévise dans les travaux publics français.

De Ambris se montra ouvert à la collaboration économique mais plus méfiant quant à celle politique²⁸. D'autres lettres²⁹ révèlent aussi le désir de ne pas rompre définitivement le lien avec l'Italie dans l'espoir d'attirer des capitaux pour ses groupements et conserver des marges de manœuvre économique en Italie. L'espoir de rallier De Ambris persuada Mussolini lui-même de l'opportunité d'envoyer un émissaire prestigieux pour entreprendre des négociations directes, le célèbre écrivain et journaliste Kurt Erich Suckert, connu sous le nom de Curzio Malaparte³⁰. D'autre part, le chef de gouvernement savait que de nombreux cadres syndicalistes des confédérations fascistes et une partie du monde légionnaire voyaient encore en De Ambris une référence morale indéniable, ce qui l'amena à tenter de lui concéder une fonction de direction.

Il ne s'agissait pas uniquement d'un intérêt unilatéral. Une lettre révélée quelques années après par Luigi Campolonghi décrivait l'espérance des exilés de tendance démocratique de convaincre à leur tour Suckert à se présenter, dans les colonnes de son journal, comme le relais du point de vue laïc, démocratique et républicain, jusqu'alors privé d'une parole efficace après la conquête fasciste des journaux démocratiques comme *Il Secolo*. La collaboration pouvait servir « pour faire connaître en Italie, par l'intermédiaire de Suckert, la pensée de la démocratie française sur le fascisme³¹ ».

28. Alceste De Ambris à Tito Aguiari, Paris, 17 juillet 1923, in Archives Guastoni-De Ambris.

29. « Je suis en dehors de l'Italie depuis huit mois et je m'abstiens de mon plein gré de suivre la politique italienne dont il me parvient que quelques échos, toujours douloureux, de ce qui arrive. Assez pour en souffrir, pas assez pour en juger. Dans cet exil spirituel auquel je suis confiné, encore plus triste que l'exil physique, je trouve du réconfort seulement dans le travail. Je m'occupe de construire des maisons, me désintéressant de tout autre chose. Ce qui n'empêche pas les monopolisateurs du patriotisme de se rappeler de temps en temps de moi, pour répéter que je suis intentionné à accomplir une œuvre antinationale. [...] Également pour cette raison, je préfère rester dans le silence que j'ai choisi comme le seul refuge encore digne de ma conscience », Alceste De Ambris à Tito Aguiari, s. d. [août 1923], in Archives Guastoni-De Ambris, b. 9, f^o 1.

30. Pour se légitimer dans les milieux bourgeois et démocratiques français, Suckert chercha à s'initier auprès d'une quelconque loge italienne : « À propos du départ pour Paris de Suckert Malaparte, qui eut lieu en 1923, on sait que ce dernier, dans l'imminence du voyage, frappa tout d'abord à la porte de la franc-maçonnerie justinienne et ne fut pas accepté; tout de suite après celle « mixte » Gran Maestro Di Fabio et subit le même sort. Il frappa finalement à la porte de la franc-maçonnerie de Piazza di Gesù et fut accepté et initié au degré 18 et muni de ce titre il se rendit à Paris », note biographique s. d. [mais 1932], in Acs, Mininter., Polpol; b. 96, série A, f. Curzio Suckert. Il ne faut pas s'étonner du rang élevé auquel il fut élevé dans l'Obédience de Raul Parlermi, qui donnait souvent des positions privilégiées à d'importants personnages publics. Ainsi nous rappelons le 33^e degré « donné » à D'Annunzio, alors que, par exemple, Galeazzo Ciano, bien que présenté par Acerbo, ne fut pas admis parce qu'il prétendait à un rang trop élevé, pas adapté à sa position politique; voir la liste des députés inscrits à la Gran Loggia di Piazza del Gesù, in Acs, *Spd*, Cr, b. 88, f. Giovanni Marinelli.

31. Luigi Campolonghi à Leonida Campolonghi, Nérac, 13 août 1926, in Bdic, *Dossier Italia, Luigi Campolonghi, Correspondance Luigi Campolonghi/Leonida Campolonghi 1921-1949, textes*

Campolonghi révéla qu'il avait même pensé organiser une rencontre Suckert-Jouhaux qui n'eut pas de suite parce que cette collaboration jugée comme trop compromettante, tenant compte du fait que l'émissaire fasciste agissait sur commande explicite de Rossi et Mussolini³².

Il est difficile d'établir exactement quels ont été les termes des négociations, mais on peut faire l'hypothèse, en se basant sur l'ensemble des documents disponibles que Suckert et Mussolini souhaitaient, au-delà du ralliement de De Ambris à la cause fasciste, pousser les exilés francophiles à collaborer, et se positionner contre les exilés subversifs, maximalistes, communistes et anarchistes, sous le parapluie commun de la défense de l'italianité. En échange ils auraient bénéficié d'espaces de liberté pour les idées républicaines et syndicalistes, peuvent être masqués derrière un mouvement révisionniste guidé par Suckert et autorisé par le bon vouloir de Mussolini. De Ambris et Campolonghi, à leur tour, eurent le projet de recruter Suckert comme un agent secret « officieux » de la démocratie française et d'orienter son périodique sur des positions de « gauche ». Pendant toute l'année 1923, parallèlement à une opposition démocratique au fascisme décidément légère, limitée à la prise de position de quelques ex-garibaldiens sur le périodique *La Campana degli emigranti*, avait commencé à se développer dans les centres ouvriers italiens une première, mais tout de même solide, organisation des émigrés d'orientation anarchiste et socialo-communiste, qui ne rejetait pas l'option armée, comme la constitution de groupes paramilitaires et le recours à des attaques directes contre des personnalités liées au fascisme³³. Il s'agissait d'une intense activité de propagande et d'agitation, sous la coupe des organisations révolutionnaires françaises³⁴, qui préoccupait de la même manière, mais pour des raisons différentes, les autorités des deux pays³⁵.

Manuscripts, GFRés 61. L'idée d'une rencontre avec Suckert, Jouhaux et des hommes politiques français ne s'était pas concrétisée en fin de compte, VIAL E., *LIDU 23-24 : un organisme antifasciste en exil ; la Ligue italienne des Droits de l'Homme, de sa fondation à la veille des fronts populaires*, thèses de doctorat sous la direction de Madeleine Reberieux, Ehess, Paris, 1985, p. 90.

32. Un anonyme à Cesare Rossi, Paris, 23 novembre 1923, in Archives Guastoni-De Ambris., b. 9, f° 2.

33. Tout comme les Centurie proletarie comunista et les homicides exécutés par les jeunes anarchistes, des fascistes Gino Jeri et Silbio Lombardi. Cela ne nous intéresse pas ici de rentrer dans les détails de l'activité que pendant toute l'année 1923, le groupe d'Amerigo Dumini développa en France, dédiée d'un côté à l'affrontement armé des actions antifascistes, vu la passivité des fascistes officiels de Nicola Bonservizi, et de l'autre à la provocation d'incidents et de perturbations à l'ordre public pour alerter et faire intervenir les autorités locales contre les subversifs, CANALI M., *Il delitto Matteotti. Affarismo e politica nel primo governo Mussolini*, il Mulino, Bologne, 1997, p. 379 sq.

34. Les communistes étaient liés à la Confédération générale du travail unitaire (Cgtu), l'organisation syndicale née en opposition à la Cgt officielle, considérée comme coupable d'avoir participé au gouvernement de défense nationale, au jeune parti Communiste français. Les responsables italiens les plus actifs étaient sans aucun doute les ex-députés socialistes Felice Quaglino, Antonnio Spagnoli et Giulio Cavina arrivés en France en février 1923 et actifs dans l'unionione delle cooperative per i lavori pubblici all'estero, alors que Cavina s'occupait plus de l'organisation du parti socialiste (journal et sections).

35. À ce propos sont très intéressants les rapports du Commissaire de Modane, chargé de recueillir des informations et veiller sur la communauté italienne, in An, *inventaire F7 (ministère de l'Intérieur)*, b. 13455.

Aguiari, de son côté, affichait un désir évident de se présenter publiquement comme l'acteur de ce *ralliement* retentissant, mais au-delà de cet intérêt professionnel et journalistique légitime, son action était guidée par le respect et l'affection envers celui, De Ambris, avec lequel il avait partagé des dizaines d'années de vie politique et révolutionnaire. La correspondance entre les deux hommes avait donc cette sincérité confidentielle, absente dans les autres échanges épistolaires, qui dévoilait leurs opinions respectives sur les protagonistes de la politique italienne. Aguiari, même s'il continuait à travailler en accord avec Suckert, n'hésitait pas à souligner les limites et les défauts de la personnalité de son plus jeune coreligionnaire, mais également l'honnêteté de son action et son autonomie vis-à-vis de la direction du parti :

« Jeune, intelligent, cultivé oui, mais sujet à de faciles abattements il ne peut pas être un bon lutteur. Ajoutes-y sa préoccupation et son occupation presque obsessionnelle pour sa situation immédiate à des fins matérielles et tu conviendras qu'on ne peut pas faire confiance à son esprit de sacrifice pour régler les problèmes qui l'entourent. Il a travaillé pour figurer sur la liste électorale, mais je crois avec une fortune contraire. Il aspirait à la publication d'un journal à lui de critique et de propagande des idées de gauche (il a eu récemment des tendances bolchéviques) et il a par la suite accepté la collaboration bien payée dans un journal pas trop de gauche. Il croit en somme à la théorie dominante "mieux vaut un œuf aujourd'hui qu'une poule demain". Je ne le crois pas disposé à souffrir la faim pour des idées; héroïsme du reste qui n'est pas donné à tout le monde. Du reste, je le répète, c'est un bon jeune et également un bon ami (surtout à table). Ami certainement mais pas de notre trempe. Il t'estime beaucoup et il parle de toi en bien. Il convient de dire qu'il n'a pas pu faire grand-chose parce qu'il est resté seul; notre vieil ami s'en est lavé les mains. Nos vieux amis ne sont pas disposés à risquer la moindre parcelle de leur situation actuelle au profit de l'ancienne fraternité des idées, des buts et des œuvres. Le pragmatisme règne désormais. Et qu'il en soit ainsi³⁶. »

Le « vieil ami » Rossi avait renoncé aux négociations parce qu'il était concentré sur les élections imminentes dont il s'occupait de constituer les listes³⁷. Parmi les documents séquestrés par la magistrature à l'occasion des premières enquêtes sur le délit Matteotti, il existe une série de brèves lettres d'Aguiari à Rossi dans lesquelles le premier demandait des fonds ultérieurs pour continuer les négociations secrètes et le dirigeant fasciste préférait un rôle moins exposé, commençant à redouter que les actions de Suckert puissent lui porter préjudice aux yeux des fascistes les plus intransigeants, malgré le fait qu'Aguiari le rassurait que « personne de ceux

36. Tito Aguiari à Alceste De Ambris, Ferrare, 15 février 1924, in Archives Guastoni-De Ambris.

37. Dans lesquelles ne manquaient pas les noms des unitaires disposés à accepter le compromis avec le fascisme comme Attilio Susi.

que je fréquente, et encore moins celui auquel tu fais allusion, entend te nuire [...]. Je te l'assure de *la façon la plus absolue*³⁸ ».

L'attitude d'ouverture de De Ambris et Campolonghi pouvait laisser espérer de recueillir les fruits de semaines d'échanges avec les responsables fascistes. Campolonghi était non seulement au courant des rencontres du jeune Suckert avec De Ambris, mais il accréditait l'idée d'un possible accord, il assouplissait son comportement public et cherchait à utiliser le contact avec Rossi à des fins privées et à des recommandations³⁹. La foire de Milan, qui s'ouvrait sous peu, devait être l'occasion de célébrer conjointement l'importance de l'émigration aux fins de la grandeur nationale, thème si cher aux deux principaux responsables de l'opposition à l'étranger et aux représentants du gouvernement⁴⁰, qui misaient sur la réussite de la Conférence internationale des pays d'émigration et d'immigration, prévue à Rome pour le mois de mai. L'agent de sécurité publique de l'ambassade, Giovanni Sabbatini, rendit compte d'un déjeuner dans un grand hôtel parisien avec l'ambassadeur du Brésil, le ministre français du commerce et les notables de la communauté italienne en France, organisé pour soutenir la foire : un banquet, « dominé par une note de cordiale italianité », à l'exception d'un débat final entre Campolonghi et certains adhérents du Fascio de Paris, déjeuner durant lequel De Ambris s'était également « levé par devoir durant l'hymne national et fasciste⁴¹ ».

Dans l'optique de proposer un rôle d'organisation à De Ambris, Mussolini continua à favoriser directement la mission Suckert, allant même jusqu'à court-circuiter Rossi⁴² toujours moins enthousiaste. Une lettre

38. Tito Aguiari à Caro amico (Cesare Rossi), Rome, 17 (janvier) 1924, in ACS, Mininter., Ps, Docc *Sequestrati per le indagini sul delitto Matteotti*, b. 501. Aguiari se réfère au « Corriere Italiano » de Filippo Filippelli, journal proche du courant « politique », affairiste et proto-maçon fasciste guidé par Rossi et Bazzi. Franchement hostile aux négociations françaises, Farinacci, qui en fait, au lendemain du délit Matteotti avait profité de l'isolement de Rossi pour dénoncer devant le parti les rencontres parisiennes, accréditant la version d'un complot des exilés destiné à atteindre Mussolini en tuant le dirigeant socialiste.

39. À la fin 1923 il avait envoyé via Suckert une liste de personnes recommandées, probablement des rescapés et des personnalités éminentes de la communauté italienne, au rang de « commendatore » ou pour la croix du mérite, Curzio Suckert à Alceste De Ambris, Rome, 2 mai 1924, in Archives Guastoni-De Ambris.

40. Important dans ce sens fut le voyage officiel sous le patronage de Mussolini et de D'Annunzio, en juin 1923 de l'ex-syndicaliste révolutionnaire Ottavio Dinale au Brésil, justement pour faire la propagande de la foire italienne et pour valoriser l'industrie italienne; FROSINI E., « I dannunziani fedeli alla parola di Fiume contro i dannunziani addomesticati dal fascismo. Le smanie di Eugenio Coselchi », *La Voce Repubblicana*, 23 mai 1923, qui dénonçait l'utilisation instrumentale fasciste de la mission, conçue comme manifestation de l'italianité; puis « Fasti et nefasti del fascismo nel Sud-America », *La Voce Repubblicana*, 9 juin 1923.

41. Télégramme de Giovanni Sabbatini, Paris, 19 janvier 1924, in ACS, *Gabinetto Finzi*, b. 11, F; Azione dei fasci all'estero e nelle Colonie.

42. « L'ami qui persiste dans son projet a déjà été voir trois fois le chef. Qui a dit qu'il entendait valoriser d'une manière noble. Mais sûrement le projet et l'intention seront freinés par de nombreux sous-chefs. Une décision doit intervenir dans les prochains jours. Ce soir l'ami dînera avec Cesarino qui jusqu'à aujourd'hui a dit qu'il s'en lavait les mains. Les vieux amis se transforment en nouveaux ingrats », Tito Aguiari à Alceste De Ambris Rome 12 janvier 1924, in Archives Guastoni-De Ambris.

inédite écrite peu de jours après le banquet révélait le caractère précis de la proposition de collaboration du président du conseil italien :

« Vous savez que je prends grand soin pour que votre nom ne soit en aucun cas compromis. [...] J'ai maintenu et je maintiens ainsi la plus grande réserve en ce qui vous concerne. À part Aguiari, qui est un de vos très bons amis, personne d'autre n'est au courant du projet. J'ai même évité d'entrer dans les détails avec Cesarino (Rossi), pour ne pas l'impliquer plus que nécessaire. Mais au président j'ai parlé franchement et avec loyauté. J'ai eu différentes réunions avec lui, et j'en aurai d'autres dans les jours qui viennent...

Le président est toujours excellemment intentionné à votre égard. Il est de l'avis que l'on doit agir avec beaucoup de prudence pour ne pas vous mettre dans une situation équivoque, ou d'une quelconque façon dans l'embarras; il est en somme, de votre avis, du mien et de tous vos amis, nombreux, bien que tous ne soient pas désintéressés et courageux. [...] Le P. m'a confirmé encore une fois, son ferme désir de provoquer un rapprochement, toutefois à condition (et c'est cette condition qui vous tient à cœur) qu'un tel rapprochement se fasse avec une compensation de circonstance qui apparaisse avant tout "logique et morale"; ce sont les mots du Président. Il est déterminé à réaliser en France, dans la mesure du possible, ce que je lui ai présenté comme nécessaire en ayant recours à votre personne comme cheville ouvrière de façon à gagner graduellement, avec votre travail qui représente une aide formidable pour les ouvriers émigrés (et donc indirectement pour la nation et le gouvernement), peu importe les éventuelles objections des fascistes intransigeants ou la méfiance des non fascistes. Faites attention, ce que vous devez faire en France (s'occuper et organiser syndicalement nos ouvriers) devrait avoir une plus grande importance par rapport à l'opinion publique italienne que la situation de nos émigrés. Je lui ai dit de vive voix et plusieurs fois, que l'initiative devrait servir plus qu'à améliorer les conditions de nos ouvriers en France (conditions qui ne dépendent et ne dépendront d'aucune initiative éventuelle du genre, je suis sceptique en la matière, mais je considère les choses du point de vue politique, non du point de vue économique) et vous donner le moyen d'apparaître, aux yeux des fascistes et du public italien, comme le *seul défenseur* – et non selon une problématique antifasciste – de l'italianité de nos émigrés en France. En d'autres termes, votre initiative (c'est-à-dire l'initiative qui vous a été confiée avec notre appui silencieux) devrait constituer cette "quarantaine", comme désormais je la nommerai, dont a parlé le Président. [...] Durant cette espèce de quarantaine, nous penserons, et le P. me l'a confirmé, à présenter avec attention et prudence à la presse l'utilité et l'honnêteté politique de votre défense des intérêts ouvriers en France et à préparer ainsi le terrain pour un rapprochement qui devrait se concrétiser par une charge gouvernementale (et non pas au parti), dans un premier temps à l'étranger (représentant diplomatique ou dans le champ de l'émigration). Ainsi s'est exprimé le Président. Dans un deuxième temps vous aurez une charge gouvernementale en Italie. Le Président a dit qu'il ne pensait pas

confier à un homme comme vous un poste quelconque, (préfecture ou autre) parce que vous êtes capable d'assumer bien d'autres responsabilités. D'autant qu'il souhaite éviter de donner à tout rapprochement éventuel un quelconque caractère de politique interne, ou de logique partisane. C'est comme membre du gouvernement que vous auriez une charge (cela reste le plus important) suivant le concept qu'on fait appel à toutes les compétences et à toutes les personnalités même en dehors du parti. J'espère que j'ai été assez clair? [...]. Une fois le terrain politique préparé en Italie et le retour à la normale réalisé (les élections seront un bon calmant), la possibilité d'une nomination au gouvernement en Italie serait logique et juste⁴³. »

La longue citation mérite une attention particulière parce qu'elle illustre la tactique pour attirer De Ambris dans un processus définissant les rapports entre gouvernement, parti et société civile. Le syndicaliste pouvait servir à accélérer ce processus de normalisation du fascisme, garantissant en même temps l'objectivité et l'impartialité dans l'action de soutien et d'encadrement de l'émigration italienne à l'étranger, d'une façon beaucoup plus incisive, comme les échanges avec Suckert l'avaient suggéré, de l'inconstante et apathique action de ces mêmes Fasci parisiens de Nicolas Bonservizi, dont l'activité rencontrait l'hostilité des travailleurs italiens, l'imperméabilité des institutions et de l'opinion publique française ainsi que l'inaptitude des fonctionnaires⁴⁴.

De Ambris prit du temps avant de répondre aux propositions, également parce que formellement libre vis-à-vis des organisations partisans et syndicales, il gravitait déjà autour d'une association qui, bien qu'en apparence prît un caractère technique et apolitique, ne faisait rien pour cacher son identité laïque et démocratique précise, c'est-à-dire la Lega italiana dei diritti dell'uomo (LIDU – Ligue italienne des droits de l'homme), expression profane de la franc-maçonnerie, sur laquelle on reviendra ultérieurement. En outre, c'est justement en janvier 1924 que s'était tenu à Ronchi le congrès de l'Unione spirituale dannunziana, qui avait vu la défaite de l'aile philo-fasciste et la relance d'une organisation autonome qui considérait favorablement un rapport organique avec « l'Italie libre » et les avant-gardes garibaldiennes, nées l'année précédente sous l'impulsion de Ricciotti Garibaldi à Paris et qui assumaient désormais un caractère ouvertement républicain et antifasciste⁴⁵.

43. Curzio Suckert à Alceste De Ambris, Rome, 24 janvier 1924, *ibid.*

44. Copie d'Amerigo Dumini à Caro amico, s. d. [mais septembre 1923], in Acs, Mininter., Polpol, b. 28 serie A, f. Amerigo Dumini. Sur l'activité des faisceaux en France, LABANCA N., « Politica propaganda: emigrazione e fasci all'estero », COLOTTI E. (dir.), *Fascismo e politica di potenza, Politica estera, 1922-1939*, La Nuova Italia, Milan, 200, p. 137-172; VIAL E., « I fasci in Francia », FRANZINA E. et SANFILIPPO M. (dir.), *Il fascismo e gli emigrati*, Laterza, Rome/Bari, 2009, p. 27-42.

45. ZANI L., *Italia libera: il primo movimento antifascista clandestino, 1923-1925*, Laterza, Rome/Bari, 1975, p. 98. Initialement, les avant-gardes garibaldiennes n'avaient pas de positionnement politique mais Ricciotti Garibaldi avait en août 1923 reçu le soutien financier de l'ambassadeur Romano Avezzana qui s'était dit « prêt dans une certaine mesure bien que conservant une auto-

Le syndicaliste mettait en avant des points discriminants fondamentaux sur le plan stratégique qui équivalaient à nier toute possibilité d'un quelconque type de collaboration. Il demandait en effet « si en conscience, je peux percevoir dans le fascisme – gouvernement et parti – au moins quelque indice valable pour me convaincre d'un prochain sinon actuel rapprochement, c'est-à-dire le retour au fascisme des origines ». Face à une relance des instances de rénovation sociale et institutionnelle, De Ambris aurait encore été disposé à pardonner les récentes violences antisocialistes et anti-ouvrières, ou les justifiait comme fait historique révolutionnaire :

« Il faut être habité par une grande conviction, par une foi vigoureuse, qui fasse accepter la terrible nécessité de tuer ou de mourir dans la certitude de rejoindre un but suprême, transcendant toute ambition personnelle et toute contingence mesquine. [...] Je sais qu'un mouvement, un fait historique, ne peut pas être jugé à partir des épisodes même nombreux et tristes ; mais il doit être jugé dans son ensemble par les bénéfiques ou les maux qu'il génère. Qui, comme moi, a toujours prêché et suivi un principe révolutionnaire se montrerait lamentablement inférieur à son propre devoir, s'il avait peur d'assumer le poids des morts que toute révolution exige fatalement. Mais les morts et les inévitables atrocités de chaque révolution se justifient seulement si la révolution a atteint son but, c'est-à-dire si le mouvement conduit à la transformation complète d'une situation historique ouvrant de nouvelles voies à l'avenir d'un peuple avec la création de nouvelles institutions et d'une nouvelle morale⁴⁶. »

Le nœud irrésolu était l'action gouvernementale du fascisme qui démontrait ne pas avoir intérêt à générer un tel processus plus ou moins inarrêtable de rénovation et même défendait et renforçait ces institutions mises en crise par le fait révolutionnaire de la guerre. La Couronne et le Parlement pouvaient être dépassés seulement par « cette représentation des catégories économiques dont le fascisme a toujours parlé et qui sont le seul moyen efficace pour faire de l'antiparlementarisme qui ne soit pas seulement verbeux et démagogique⁴⁷ ». De Ambris pouvait accepter de faire partie d'un gouvernement « se déclarant » révolutionnaire, mais ne pouvait pas légitimer par sa présence un exécutif soumis à la famille de Savoie et aux privilèges des représentants du parlement, dans une rhétorique incertaine de perspectives de changement :

« Suckert pense qu'un tel fait servirait de façon précise et décisive à orienter le mouvement fasciste à gauche. Moi je pense qu'il servirait seulement à me liquider s'il n'était pas précédé par une orientation précise et décisive

mie apparente, à collaborer pour contrer la montée du communisme italien en France », Romano Avezzana à Benito Mussolini, Paris, 11 août 1923.

46. Alceste De Ambris à Curzio Suckert, Paris, 3 février 1924, maintenant in DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario e fumanesimo...*, op. cit., p. 141-145.

47. *Ibid.*

à gauche du mouvement. Comme tu le constates, les termes du problème sont posés inversement par Suckert et par moi, même s'ils tendent tous les deux au même résultat. Je ne crois pas avoir la force nécessaire pour influencer de façon déterminante sur un changement de route du fascisme, avec une adhésion tardive, même larvée, avec le prétexte d'une utilisation technique de ma compétence⁴⁸. »

Le rétablissement des libertés syndicales et le retour à l'état de droit, thèmes fondamentaux dans le discours public des oppositions démocratiques et libérales-maçonniques étaient rappelés en passant et seulement « pour me sentir en accord avec ma conscience⁴⁹ » par De Ambris qui, même, plus que la violence en tant que telle, condamnait la lâcheté de l'impunité. Plus que le syndicaliste, c'était le révolutionnaire qui parlait, déterminé à dénoncer dans le fascisme la dérive autoritaire et traditionaliste ainsi que la trahison des aspirations de renouveau de la première heure.

À côté des raisons morales et politiques, le refus d'une participation au gouvernement avait également des motivations personnelles dues à son caractère. De Ambris avait évité avec une certaine constance au cours de ses vingt années de carrière politique les positions institutionnelles et étatiques, si on exclut la parenthèse exceptionnelle de Fiume. Dans une lettre à Aguiari, il désignait dans le rapport au compromis et au pouvoir la différence principale entre lui et Mussolini, conscient de la qualité particulière que devait nécessairement posséder un dirigeant en responsabilité de gouvernement. La liberté d'action qu'il avait jalousement protégée au cours des années précédentes et qui avait conditionné ses choix aurait été compromise par un rôle ministériel, ainsi que son caractère, parfois dur et polémique mais reconnu autant par ses amis que par ses adversaires, direct, franc et spontané, convenait peu, à un homme politique de profession :

« (Il faudrait) que Mussolini (et je dis Mussolini, parce que lui seul en a la possibilité morale et les moyens matériels) se consacre à rompre toute équivoque et à affronter de plein fouet et jusqu'aux conséquences les plus extrêmes la bataille pour donner au fascisme une orientation à gauche, bataille dont on n'a pas besoin de dissimuler la prévisible âpreté et gravité. [...] Il me semble plutôt que Mussolini s'efforce de se maintenir au pouvoir avec un jeu d'équilibriste audacieux et très délicat, qui exclut toute espérance de voir cesser de son fait l'énorme équivoque qu'il maintient au sein du même mouvement des personnes et des orientations politiques différentes et opposées. Attention, je ne juge pas, je ne fais que constater. [...] Et moi tu le sais, je déteste surtout l'équivoque. Incidemment, je peux reconnaître que ce fait est la meilleure démonstration de mon inaptitude à devenir un *homme politique* dans le sens positif du terme, c'est-à-dire

48. Alceste De Ambris à Tito Aguiari, Paris, 5 février 1923, in Archives Guastoni De Ambris.

49. Alceste De Ambris à Curzio Suckert, Paris, 3 février 1924, désormais in DE FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario e fiumanesimo...*, op. cit., p. 141-145.

un homme de majorité et de gouvernement. Je ne veux pas analyser si cela constitue une supériorité ou une infériorité : là également je me limite à la constatation pure et simple, en acceptant les conséquences même si elles m'empêchent toute possibilité "d'arriver"⁵⁰. »

Le rapport difficile entre la propre dignité individuelle et les compromis de la profession politique était également au centre d'une autre longue lettre adressée à Aguiari, qui comme on le verra présentait également d'autres points significatifs, mais qui dans ce cas est intéressante, car elle rappelle la nécessité révolutionnaire de la société productive opposée à la médiocrité de la contingence politique. Chez De Ambris, à la différence de Mussolini, « *l'homme* s'est toujours rebellé contre le politique, quand la politique rime avec renoncement à sa propre dignité et aux principes fondamentaux et éternels de la vie sociale, pour arriver à se maintenir au pouvoir⁵¹ ».

Le refus mécontenta Suckert et le mettait « dans l'embarras face au président auquel tenait à cœur la réussite de la tentative » ; cela ne le décourageait pourtant pas de proposer d'autres voies pour impliquer, au moins indirectement, De Ambris dans son projet de renforcer la gauche du parti. L'idée d'un syndicalisme fasciste politisé, potentiellement en mesure de poser ses conditions face au pouvoir industriel dans les entreprises, était demeurée dans les vœux des héritiers du syndicalisme révolutionnaire qui avaient désormais conflués dans les Corporations fascistes⁵². Ces dernières, portées de façon hégémonique par le secrétaire Rossoni, mais pas encore totalement soumises au gouvernement, étaient au centre d'accusations plus ou moins explicites de bureaucratisation et de soumission à la contrepartie patronale. Il fallait donc permettre à un courant, non « schismatique » mais révisionniste de façon à attaquer le secrétaire au prochain Congrès national « où je présenterai un ordre du jour pour la révision immédiate du programme des Corporations », comptant déjà sur l'adhésion de nombreux secrétaires provinciaux ainsi que d'autres responsables fascistes locaux⁵³.

50. Alceste De Ambris à Tito Aguiari, Paris, 5 février 1923, in Archives Guastoni-De Ambris, b. 9, f° 1.

51. Alceste De Ambris à Tito Aguiari, Paris (après le 14) septembre 1924, *ibid.*

52. PEPE A., BIANCHI O. et NEGLIE P., *La CGdL e lo stato autoritario*, *op. cit.*, p. 148.

53. Curzio Suckert à Alceste De Ambris, Rome, 18 février 1923, in Archives Guastoni De Ambris. En septembre 1923, certains dirigeants des syndicats fascistes de Milan, parmi lesquels des hommes de confiance de Suckert, Virginio Galbiati et l'ex-secrétaire de la Chambre du Travail de Fiume occupée, Edoardo Malusardi, se constituèrent en un comité d'action pour régénérer les corporations. L'action de Malusardi et Galbiati coordonnée et avec le congrès de Milan de l'Unione spirituale dannunziana du 8 et 9 septembre, cap v, n° 221 ; le directeur des corporations fascistes prend des mesures contre les « frondeurs » milanais, in *La Giustizia*, 10 septembre 1924. Dans le programme on faisait référence à un « syndicalisme sincère » contre l'œuvre « faible, bureaucratique, autoritaire, sans ligne programmatique » réalisée jusqu'à ce moment par Rossoni. La fronde révisionniste demanda la convocation d'un Congrès des confédérations pour revoir le programme et les statuts, donner une orientation fédéraliste et déconcentrée, consacrer l'autonomie des nominations des organisateurs et prétendre à l'éloignement des dirigeants actuels, pour proposer « une révision totale, nouvelle méthode, nouvelle direction et nouvelles personnes qui puissent mériter la confiance de la classe

Pour lancer cette offensive de « gauche » au sein de la direction du parti et du syndicat il fallait fonder un périodique, *L'idée syndicaliste*, qui puisse s'opposer à l'influence du fascisme philo-monarchiste, nationaliste et impérialiste qui se regroupait autour de *L'Idée nazionale*. Suckert avait déjà trouvé des soutiens financiers afin que le « Fascisme de gauche, républicain et syndicaliste pas moins féroce patriotique que celui de droite » ait « son organe de presse dans le quotidien que je créerai⁵⁴ ».

Dans l'attente d'« un fait nouveau qui révélerait l'existence active d'un courant de gauche capable de réorienter le fascisme à ses origines », soutenant de l'extérieur le projet de Suckert mais sans vouloir y prendre part activement, ni rentrer dans le jeu politique et syndical italien et sans se positionner comme garant indirect, De Ambris se contenta d'être observateur. Il se préoccupa tout au plus de calmer la polémique après le meurtre de Nicola Bonservizi, chef des fascistes parisiens, par un jeune anarchiste individualiste Ernesto Bonomini le 21 février 1924. Le jour suivant le crime, De Ambris, écrivait attristé par la perte d'un adversaire loyal, parmi tous les fascistes de Paris, « celui qui méritait le moins le sort qui l'a touché », invitant en même temps les responsables fascistes à réfléchir sur les motivations profondes de l'action individuelle de Bonomini, c'est-à-dire la propagation « d'une terrible rancœur que la violence ne peut éliminer⁵⁵ ».

productive », in CORDOVA F., *Le origini dei sindacati fascisti...*, op. cit., p. 283 sq., « Un sintomatico pronunciamento fra dirigenti delle Corporazioni sindacali », *La Voce Repubblicana*, 10 septembre 1924; le journal républicain continua à suivre et à donner une place à la crise des Corporations, qui selon Cordova, était menée en coulisse par Mussolini, qui tout au plus avait donné dans un premier temps du crédit au projet de Suckert. La fronde reçut l'adhésion ouverte d'Olivetti et l'approbation du *Il Popolo d'Italia*, mais fut rapidement conclue. À la mi-septembre naquit *L'Idée Sindacalista*, le journal de « gauche » pensé par Suckert avec un rappel explicite à *L'Idée nazionale*, qui dans le premier numéro rendit publique l'approbation de Mussolini à Galbiati. Déjà fin septembre le conseil fédéral milanais confirma la confiance aux dirigeants, prit position contre les révisionnistes et non « sécessionnistes » et mit fin à la tentative. Galbiati, homme de confiance de Suckert, fut expulsé et resta à la tête de son organisation autonome de vitriers, tout de même protégé par les autorités et le parti. Cordova date de façon erronée le début de la tentative dissidente après le délit Matteotti, la justifiant avec la nécessité d'activer les masses alors que comme l'indique la lettre que nous avons publiée, le projet était né durant les conversations entre Suckert et De Ambris, pour des raisons internes au syndicat et au parti et au désir de relancer l'Unione spirituale dannunziana. Selon le plan de Suckert, la fronde n'avait pas seulement des visées sécessionnistes mais avait pour finalité de confirmer l'idée d'une marge d'autonomie syndicale fasciste, comme cela se produisit avec Amilcare De Ambris. Dans cette optique la brève « turbulence » fut tolérée et suivie avec attention par Mussolini et par les dirigeants du parti.

54. Curzio Suckert à Alceste De Ambris, Rome, 18 février 1924, in Archives Guastoni-De Ambris. Suckert soutenait dans la lettre d'avoir eu des rendez-vous avec Toeplitz, qui pourtant « malgré le fait qu'il soit un sacré juif », voulait avoir la possibilité de gérer le mouvement. Il avait donc pensé à s'adresser à Giulietti, parce que « les fonds du quotidien doivent être tous de gauche » et demanda à De Ambris de recommander son initiative, écrivant « si vous le croyez opportun, que seule l'action des fascistes puisse amener à un changement de route et une clarification de l'actuelle situation », du moment que les critiques des journaux comme *l'Avanti!* et *La Giustizia*, selon Suckert financés par Giulietti « ne sont prises en considération car provenant d'un camp adverse ». Sur la gauche fasciste de Suckert et Armando Casalini, PARLATO G., *La sinistra fascista: storia di un progetto mancato*, il Mulino, Bologne, 2000, p. 31 sq.

55. Alceste De Ambris à Tito Aguiari, Paris, 22 février 1924 (lettre), Archives Guastoni-De Ambris.

Le syndicaliste redoutait que l'homicide de Bonservizi puisse contribuer à déclencher une campagne contre les oppositions à l'étranger. Au contraire, les funérailles du jeune assassiné se déroulèrent à Paris sans incidents et avec la participation d'associations et d'une partie consistante de la communauté italienne⁵⁶. Même la cérémonie funèbre qui suivit à Milan, relativement importante malgré la pluie, fut caractérisée par le discours de Mussolini, qui exalta « l'ami cher de la première heure » et invoqua « sur sa tombe un sens plus grand de la discipline⁵⁷ ». Plusieurs télégrammes de Sabattini minimisèrent aussi bien les responsabilités éventuelles politiques et morales des exilés parisiens antifascistes, soulignant le choix personnel et individuel de Bonomini jusqu'à sa non-appartenance aux groupes anarchistes organisés⁵⁸.

Le meurtre de Bonservizi fut au contraire suivi de l'intensification des dénonciations de la part des milieux républicains et radicaux, italiens et français, des actions provocatrices de Suckert et de son entourage. Aurelio Natoli, correspondant à Paris de *La Voce Repubblicana* très proche de la démocratie maçonnique française, avait envoyé deux articles qui accusaient Suckert de vouloir cacher, derrière le paravent des négociations avec les oppositions, la volonté d'établir un lien avec les Camelots du Roi et les milieux nationalistes et monarchistes français de l'Action française. Des accusations analogues avec, en plus, la prise en compte de lourdes considérations personnelles sur la moralité de Suckert étaient lancées par le député dreyfusard, radical et franc-maçon, maire de Lyon, Édouard Herriot, dans les colonnes du quotidien démocratique *Le Quotidien*, souhaitant un commun accord pour chercher à délégitimer le fascisme en France, le rangeant aux côtés des associations illégales des nationalistes français. La réponse de Suckert niait avec force tout contact avec les droites extrêmes françaises et dénonçait à son tour le risque de compromettre les conditions politiques et économiques de la communauté italienne « tout court » avec une polémique de mauvaise foi ; rappelant la volonté de relancer la collaboration avec les oppositions à l'étranger pour le bien commun de l'Italie, il confirmait le but de ses initiatives qui étaient « d'informer de vive voix les principaux responsables du radical-socialisme de la nature et des objectifs du fascisme, pour coopérer, même dans une moindre mesure, au mouvement d'apaisement face au climat antifasciste échevelé créé et renforcé par les habituels intéressés, italiens et français⁵⁹ ». Un Suckert

56. Télégramme de Giovanni Sabbatini, Paris, 29 mars 1924, in Acs, *Gabinetto Finzi*, b. 11, f. Azione dei fasci all'Estero e nelle Colonie.

57. Télégramme du préfet de Milan, 31 mars 1924, *ibid.*

58. En particulier dans le télégramme de Giovanni Sabbatini, Paris, 23 février 1924, *ibid.*

59. Extrait de Curzio Suckert, *Il fascismo non ha nulla a vedere coi «Camelots du Roi» – I repubblicani d'Italia alleati col Signor Herriot lavorano per l danno commune dell'Italie e della Francia – I tagici frutti di questa campagna faziosa*, attribué à Tito Aguiari à Alceste De Ambris, Ferrare, 14 mars, 1924, in Archives Guastoni-De Ambris.

préoccupé écrivait encore à De Ambris, soulignant que les affirmations de Natoli « ne sont certes pas les plus adaptées pour faciliter la tâche que librement et honnêtement je me suis assignée à votre égard » et le priant de faire pression sur le correspondant républicain pour lui faire comprendre « qu'il est préférable de ne pas parler de certaines choses et qu'il est mieux de me laisser tranquille et de ne pas me nommer⁶⁰ ».

Après ces joutes de publicistes, les relations entre les responsables fascistes et les dirigeants de l'opposition à l'étranger s'interrompirent pendant toute la période de la campagne électorale, qui pour Aguiari devait représenter la dernière phase de convulsions violentes avant une normalisation souhaitable⁶¹. Le « fait nouveau » qui contribua à faire trembler les fondements du système institutionnel italien, clarifiant et séparant définitivement les positions et les responsabilités morales et politiques, allait se dérouler quelques jours plus tard, le 10 juin plus précisément, avec l'enlèvement et le meurtre de Giacomo Matteotti par la bande d'Amerigo Dumini.

Les Légions garibaldiennes

À l'exclusion des groupes communistes et dans une moindre mesure des socialistes, l'émigration italienne en France avait eu, jusqu'au mois fatidique de juin 1924, un caractère économique et social. Comme on l'a vu, à l'exception de certaines convergences politiques pour le moins équivoques, les consortiums et groupes coopératifs, autour desquels s'étaient développés également les premiers projets éditoriaux et politiques, s'efforçaient avant toute chose de ne pas se montrer hostiles au gouvernement italien pour diverses raisons d'opportunité.

L'évolution de la politique italienne après le crime de Matteotti – la sécession de l'Aventin et l'élargissement du bloc des oppositions – était destinée à influencer les caractéristiques de l'émigration italienne. L'un des piliers du mouvement « matteotiste », controversé et *in fine* battu, fut l'action de soutien politique et militant aux exilés en France, où l'opinion publique démocratique, radicale et socialiste avait manifesté déjà la plus grande sympathie pour la cause des victimes de la violence fasciste. En France, la confirmation électorale en mai du « cartel des gauches » et la nomination d'Herriot comme Président du Conseil, alors qu'il avait fait de la campagne de presse antifasciste, antinationaliste et antimonarchique l'un de ses chevaux de bataille, fut un facteur non négligeable du développement de l'agilité politique des forces d'opposition. Par ailleurs, le nouveau chef du gouvernement avait une dette à l'égard des exilés italiens pour la campagne en sa faveur conduite parmi les dizaines de milliers de travailleurs italiens déjà

60. Curzio Suckert à Alceste De Ambris, 14 mars 1924, *ibid.*

61. Tito Aguiari à Alceste De Ambris, Ferrare, 14 mars, 1924, *ibid.*

naturalisés français qui avaient contribué de manière significative à sa victoire électorale⁶².

Le soir du 17 juin, à une semaine de l'enlèvement de Matteotti, deux manifestations simultanées furent organisées à Paris, l'une communiste et anarchiste, l'autre radicale et socialiste, à l'issue desquelles fut créé le premier Comité italien d'action et de propagande antifasciste qui à l'origine devait comprendre tous les partis et les organisations non fascistes⁶³. Tout de suite les premières polémiques éclatèrent : la présence dans la direction de Campolonghi, De Ambris, Natoli et de Ernesto Caporali, franc-maçon et socialiste unitaire, lié au bureau de l'émigration de la Cgt, avait convaincu les communistes et les composantes intransigeantes et individualistes de l'anarchisme en exil d'abandonner le projet et de former leurs propres groupes de combat. D'autres responsables importants de l'anarchisme protestèrent aussi en raison de la présence de De Ambris et « Longchamps » surnom attribué à Campolonghi pour sa dépendance à l'égard de la démocratie française, si bien que le périodique qui devait accompagner la naissance du comité et qui devait être dirigé par De Ambris fut finalement confié à l'ex sénateur Francesco Ciccotti pour ne pas alimenter les polémiques⁶⁴.

Le Comité proposa immédiatement une ligne d'action grâce à l'entente avec les fidèles de Ricciotti Garibaldi pour créer ensemble des noyaux insurrectionnels, les Légions garibaldiennes. Pour ce qui est de De Ambris, l'unique force concrète du moment sur laquelle continuer à parier, en dépit du faible enthousiasme pour une organisation qui s'obstinait encore à se servir du nom de D'Annunzio, était l'Unione spirituale dannunziana. Le 8 et 9 septembre 1924, se déroula à Milan une nouvelle conférence avec des interventions dures et antifascistes d'Adami et Calosci⁶⁵. De Ambris prépara une relation sur le mouvement ouvrier qui associait l'exaltation évangélique de la Carta del Carnaro à la dénonciation du corporatisme fasciste et de son caractère antisindical :

« Si nous avons pu affirmer que notre Évangile est une continuelle exaltation lyrique du travail productif, reconnu comme le fondement de la vie sociale,

62. Note de Giovanni Sabbatini, 11 juillet 1923, in Acs, Mininter., Ps, 1923, b. 112, f. Unione garibaldina.

63. Giovanni Sabbatini à Benito Mussolini, Paris le 18 juin 1924, in Ministero delgi Affari Esteri, Commission per la pubblicazione dei documenti diplomatici, Documenti diplomatici italiani, Settima serie: 1922-1935, vol. III..., *op. cit.*, p. 161.

64. ROLLAND H., *Il sindacalismo anarchico di Alberto Meschi*, La Nuova Italia, Florence, 1972, p. 183. Sur les positions des anarchistes vis-à-vis du Comité antifasciste, DI LEMBO L., *Guerra di classe e lotta umana: l'anarchismo in Italia del biennio orso alla guerra di Spagna, 1919-1939*, Bfs, Pise, 2001, p. 175-177; TOMBACCINI S., *Storia dei fuorusciti italiani in France*, Mursa, Milan, 1988, p. 21. Pour certaines notes sur l'organe du comité, BETTINI L., *Bibliografia dell'anarchismo*, vol. 1, tome II, p. 104-105.

65. « L'Unione spirituale d'Annunziana riafferma la propria aversione al regime fascista », *La Giustizia*, 10 septembre 1924; Circulaire du secrétariat général de l'Unione spirituale dannunziana (Legions de Ronchi), Florence, 18 septembre 1924, in Archives Guastoni-De Ambris.

ainsi que nous la voulons, il faut également reconnaître que celui-ci est entièrement un hymne superbe et grandiose à la liberté. Qui ne comprend pas cela, n'a pas l'âme légionnaire. Pour lui Fiume ne signifia rien sinon une aventure quelconque et la Carte del Carnaro est un livre fermé, écrit en caractères indéchiffrables. Eh bien les corporations fascistes ont été générées à travers une longue, vaste, continue – et souvent délictueuse – violation de la liberté individuelle et collective. [...] Les adhérents des corporations ne sont pas des volontaires affiliés mais des prisonniers de guerre – triste guerre combattue d'un seul côté – rassemblés dans des camps de concentration et surveillés par des gardes-chiourme qui les empêchent de fuir. La fonction des corporations fascistes n'est pas celle qui relève logiquement du syndicat. Quelle défense, quelle conquête, quelle éducation peuvent offrir aux affiliés des organisations apparues sous le commandement et avec l'argent de la classe adverse? Les Corporations ne sont pas des Syndicats, ce sont des falsifications effrontées de Syndicats⁶⁶. »

La réunion de Milan fut l'ultime tentative publique des « dannunziens officiels » de s'opposer à l'émergence d'un syndicalisme de régime. Après le discours de Mussolini du 3 janvier 1925, la majeure partie des sections de l'Unione spirituale dannunziana fut dissoute et Calosci fut arrêté puis libéré sur la pression de l'entourage de D'Annunzio à condition d'abandonner Florence et l'activité politique. La dernière circulaire de l'Union de Calosci indiquait les modalités pour maintenir en vie les quelques groupes rassemblant ceux qui ne se résignaient pas au fascisme en se réorganisant dans la clandestinité :

« Certaines sections ont reçu l'ordre de dissolution. Comme le Secrétariat général n'est pas soumis à cet ordre, on ne doit ainsi *obéir à quiconque*, sinon de manière apparente. La liaison entre tous les membres doit être prévue et maintenue à tout prix. Là où l'action ne peut en conséquence se dérouler ouvertement, que l'on donne à l'organisation un *ordre secret*. Que se constituent des cercles soit culturels, sportifs, musicaux ou de loisirs afin qu'ils servent néanmoins à réunir les fidèles et à animer la foi et la flamme. Le secrétariat général doit donc renoncer aux lettres à entête, aux timbres et lorsque il aura à traiter de choses qui impliquent une certaine responsabilité, il utilisera des mots comme "entreprise" (organisation), "clients" (membres) "matières premières" (moyens...), "noisettes du Brésil" (armes). [...] Que soient reconstituées tout de suite "les Légions" dans leur cadre d'origine. Que ces éléments soient aujourd'hui *peu nombreux, sûrs, courageux et très fidèles*. Il faut *maintenir le calme, une discipline de fer, l'indifférence*. Donner l'assurance d'avoir reçue la présente, qu'elle sera détruite à peine lue tout comme les documents à venir qui contiendront des nouvelles sur l'action et l'organisation⁶⁷. »

66. *Ibid.*

67. Circulaire de l'Unione spirituale dannunziana, 23 février 1925, in Archives Guastoni-De Ambris.

Renforcer l'organisation antifasciste à l'étranger et maintenir les contacts clandestins en Italie étaient les voies uniques praticables pour survivre dans l'attente d'un changement de l'équilibre politique italien⁶⁸. De Ambris acceptait d'emblée le nouveau défi et signalait l'existence d'une « affaire du charbon⁶⁹ » en référence au Comité unitaire d'action et de propagande et aux formations garibaldiennes. Cependant De Ambris chercha à imposer à Calosci, Mecheri et Foscanelli le fait d'abandonner D'Annunzio et le mouvement de Fiume⁷⁰ pour positionner la plateforme de l'Union sur la lutte prioritaire contre le « problème essentiel », le fascisme :

« En préparant des notes sur la situation politique, j'avais, tout comme vous, fait référence à l'époque des communes et moi aussi je citais la parole écrite sur les drapeaux, emblèmes ou écussons de l'époque. Ainsi, je me referais au législateur d'Athènes, au Christ, à Beccaria pour affirmer "il ne faut pas tuer". Aujourd'hui, soit notre doctrine s'inspire, se fonde et agit sur la base de ces fondamentaux : Liberté et justice et alors nous ne pouvons *aujourd'hui* qu'agir dans le champ unique, en front unique pour reconquérir pour la Patrie cette beauté de vie – pour pouvoir ensuite librement expliquer la lutte dans le domaine des idées – soit notre doctrine est destinée à se perdre et à disparaître, si pour un instant nous restons inertes face à la nécessité de prendre contact avec des hommes qui hier et peut être demain seront nos adversaires mais qui aujourd'hui, avec nous, ressentent la nécessité de combattre pour un objectif commun : le *problème essentiel* résolu, chacun reprendra son propre chemin⁷¹. »

À cette fin, dans la continuité de la tactique expérimentée durant l'Alliance du travail et la Constituante, il conseillait d'approfondir les rapports avec la Cgl, Italia Libera et les autres partis de gauche. Le délit Matteotti avait suscité la remise en cause de l'attitude autonome vis-à-vis de la politique italienne en favorisant une sortie de l'isolement en s'appuyant sur le Bloc des oppositions démocratiques⁷² :

« Le christianisme serait resté une pauvre chose, une petite secte juive si les apôtres ne s'étaient pas lancés dans le monde païen pour y porter les idées venues d'un endroit obscur de Galilée. Nous devrions nous efforcer, si nous le pouvons, d'être les apôtres du nouvel Évangile en cherchant à inonder de nos idéaux les groupes politiques et économiques auxquels chacun de nous peut appartenir. [...] Si l'on veut compter pour quelque chose dans le mouvement d'opposition au fascisme qui s'est révélé après l'assassinat de Matteotti, nous devons reconnaître que ce n'est pas le moment de nous

68. Umberto Calosci à Alceste De Ambris, Milan, 23 février 1925, *ibid.*

69. Alceste De Ambris à Umberto Calosci, Paris, 3 mars 1925, *ibid.*

70. Alceste De Ambris à Eno Mecheri, Paris, 24 juillet 1924, et Alceste De Ambris à Umberto Calosci, Paris, 12 juillet 1924, *ibid.*

71. Alceste De Ambris à Umberto Calosci, Paris, 12 juillet 1924, *ibid.*

72. L'adhésion au Bloc des oppositions fut décidée au congrès de Florence du 8 juillet, le communiqué de presse du secrétariat général, Florence, 10 juillet 1924, *ibid.*

comporter comme une petite Église. Les exigences de l'heure imposent la fusion de toutes les forces pour combattre plus efficacement⁷³. »

À la recherche d'une organisation de plus ample dimension, De Ambris, à la différence d'autres syndicalistes⁷⁴, refusa de considérer la possible adhésion au Parti communiste et choisit de manière décisive le front démocratique le plus varié et, comme nous le verrons, la franc-maçonnerie. Calosci et Mecheri avaient la même exigence de pénétrer les autres organisations, selon le schéma conçu par De Ambris qui souhaitait le dépassement de la forme sectaire et prévoyait leur entrée « dans la Confederazione del Lavoro en tant que syndicalistes, dans Italia Libera comme légionnaires, dans les partis politiques de gauche comme hommes d'action⁷⁵ ». Ce qui les différençait des positions de De Ambris c'était l'argument que cette opération de pénétration des organisations syndicales qui restaient des associations d'anciens combattants devait se faire encore au nom de D'Annunzio, qui rappelait encore une fois le syndicaliste, « il ne sortira pas de son silence ni cinq minutes avant, ni cinq minutes après, si tant est que puisse advenir un moment décisif⁷⁶ ».

De Ambris fut nommé au sein du Comité italien d'action et de propagande antifasciste, responsable de la commission administrative chargée de récolter les fonds : outre les contributions du gouvernement français et de la franc-maçonnerie internationale⁷⁷, les fonds disponibles pour ce projet résultaient des recettes des « Bons émis par le Comitato per la libertà italiana » qui selon Gino Piastra, un volontaire garibaldien passé au service du fascisme et de l'anti-franc-maçonnerie et auteur d'un opuscule qui révélait les « secrets » des légionnaires, auraient fourni presque trois millions de lires, une somme significative qui attestait de l'écho des organisations économiques de De Ambris et de ses amis dans la communauté italienne et de l'enthousiasme pour l'expédition des garibaldiens⁷⁸.

73. Alceste De Ambris à Umberto Calosci, Paris, 12 juillet 1924, *ibid.*

74. Giuseppe Di Vittorio commence entre juin et octobre 1924 une lecture critique radicale des limites de la simple action syndicale dans le contexte de violence politique ouverte ; l'entrée du Parti Communiste et l'unité syndicale dans la CGdL étaient une conséquence normale de la supériorité de la forme du parti pour préserver le mouvement ouvrier et affronter les phases exceptionnelles de la résistance au fascisme et à l'involution libérale, PEPE A., BIANCHI O. et NEGLE P., *La CGdL e lo stato autoritario*, *op. cit.*, p. 115.

75. Alceste De Ambris au directeur de l'Unione spirituale dannunziana, 21 juillet 1924, *in* Archives Guastoni-De Ambris.

76. *Ibid.*

77. À un soutien économique présumé de Masaryk et de la franc-maçonnerie tchécoslovaque, révélé par Natoli à partir de novembre 1926, s'accompagnaient les financements vraisemblables du Quai d'Orsay, qui du reste depuis la Première Guerre mondiale n'avait pas arrêté d'intervenir dans les questions de politique intérieure italienne à travers les canaux de syndicalistes révolutionnaires et du Grand Orient de France, sur recommandation de Torrigiani et à travers la souscription pour un monument aux morts de l'Argonne, TOMBACCINI S., *op. cit.*, p. 25. Comme il ressort de l'*Annuaire de la Grande Loge de France de 1925*, La Grande Loge Nationale de Tchécoslovaquie fut fondée le 27 octobre 1923.

78. ZANI L., *Italia libera...*, *op. cit.*, p. 99.

Ce n'était pas tant la force réelle des groupes armés qui comptait, mais plutôt l'effet d'entraînement que le mouvement garibaldien aurait transmis aux militants antifascistes, républicains, démocrates et aux secteurs des Anciens combattants qui en raison du silence de D'Annunzio, des erreurs et divisions des gauches révolutionnaires et de l'affirmation du régime fasciste, s'étaient toujours plus adaptés à la réalité factuelle. Le processus d'organisation des légions n'était pas exempt de contradictions et difficultés. Les volontaires eux-mêmes n'étaient pas conscients de l'ampleur de la force effective et devaient faire confiance aux dires des descendants de Garibaldi, De Ambris et des autres chefs pour connaître l'état de préparation de l'expédition. Les reports et hésitations continuels avaient convaincu certains dirigeants comme Campolongo et Natoli de s'éloigner des groupes paramilitaires et de s'appuyer plutôt sur la propagande et sur la dimension culturelle de l'antifascisme⁷⁹.

L'occasion propice pour mettre à l'épreuve la force des légions garibaldiennes et des noyaux clandestins (les dannunziens et Italia Libera) devait être la semaine de novembre qui allait du 4, jour de la célébration de l'anniversaire de la victoire, au 12, quand était prévue la réouverture de la Chambre des Députés. Durant tout l'été l'ex-général d'orientation réformiste, Tito Zaniboni, franc-maçon, lié au groupe de Luigi Capello s'était concerté avec les frères Peppino et Sante Garibaldi et d'autres conspirateurs sur l'organisation de groupes de volontaires, non liés aux partis de l'Aventin mais à la tradition garibaldienne en impliquant en particulier les travailleurs des coopératives des régions de Mantoue, de Vérone et surtout du Frioul, fief de Zaniboni⁸⁰. La manifestation du 4, convoquée par Italia Libera et appuyée par le parti républicain et par les loges romaines, aurait dû être l'occasion de protester contre la violence du régime, pour mesurer les forces effectives du nouveau mouvement garibaldien et pour racheter de la faillite majeure des deux dernières célébrations caractérisées par la claire hégémonie du fascisme de rue.

Les invitations à la prudence de la part des partis de l'Aventin qui misaient encore sur le pari constitutionnel de l'intervention réelle, incitèrent les organisateurs à limiter le niveau de confrontation de la mobilisation. Le rassemblement Piazza del Popolo, fut ainsi facilement dispersé avec l'intervention de deux voitures de fascistes qui, venant du Pincio, arrivèrent sur la place en tirant en l'air et provoquant la fuite désordonnée des rangs garibaldiens et celle non honorable de Peppino Garibaldi et du fils de Cesare Battisti, Gigi⁸¹.

79. Également certains anarchistes qui avaient initialement appuyé de l'extérieur le projet, comme Auro d'Arcole et Virgilio Gozzoli, avaient désormais souligné le manque de sérieux de Garibaldi et avaient accompagné leur activité d'agitation avec une série d'actions autonomes incendiaires contre les objectifs italiens en France, surtout dans le sud provençal.

80. GRIMALDI G. A., *Zaniboni racconta*, Rome, 1945, p. 10 sq.

81. CARLI M., *Gli eroi del portone. Peppino e Gigino, ibid.*, *Fascismo intransigente*, Florence, 1926, p. 135-139.

« L'indécis et peu fiable Garibaldi⁸² » devait non seulement expier l'humiliation peu banale subie, mais également régler ses comptes avec plusieurs centaines de milliers de lires de dettes à cause du prêt pour la liberté et les retards dans l'organisation des légions. De nombreux dirigeants de l'expédition commencèrent à s'éloigner : parmi eux, De Ambris qui en février 1925 abandonna les célèbres descendants⁸³.

La campagne « quartarellista » (pro-Matteotti)

De Ambris avait ainsi vu la faillite du projet garibaldien avec des pertes économiques et financières considérables en termes de temps et d'argent, mais il réussit à demeurer l'un des points de référence de l'opposition en exil, car il avait maintenu un double niveau d'intervention à la fois public et conspiratif. Le Comité antifasciste, qui a vu le jour à Paris après le délit Matteotti, avait préparé de multiples initiatives pour dénoncer les violences fascistes qui souvent prenaient la forme de « meli-melo » selon la définition de Turati, c'est-à-dire des spectacles de théâtre durant lesquels les orateurs se succédaient avec de brèves interventions de dix minutes au plus, espacés par des représentations d'un autre genre artistique. Campolonghi et Natoli qui entre-temps avaient pris leur distance par rapport aux Légions en formation, furent les plus vifs promoteurs de ces évènements qui impliquaient aussi certains des plus importants personnages politiques de la gauche italienne. Filippo Turati raconta à la camarade Anna Kuliscioff son expérience parisienne quand il fut appelé à témoigner au procès Bonomini du 29 juillet, il avait été l'hôte quelques jours de Campolonghi et De Ambris⁸⁴, ce fait soulignant l'accord entre le parti socialiste français, la Cgt et la Ligue des droits de l'homme, l'organisation qui ordonnait toutes les manifestations⁸⁵.

L'antifascisme démocratique se caractérisa par le choix de transformer les procédures pénales en lien avec les fascistes – qu'ils soient victimes ou bourreaux – en procès contre le régime. Le procès Bonomini devint un prétexte pour les forces antifascistes de lancer, avec le concours des députés de la majorité de la Chambre, une attaque contre Mussolini. Il est intéressant de parcourir la liste des cinquante témoins de la défense appelés par l'avocat Henry Torres, un des principaux « ténors » du barreau parisien pour comprendre la qualité du front « quartarellista », comme on l'appelaît du nom de la localité Quartarella où fut découvert le cadavre de Matteotti.

82. GRIMALDI G. A., *op. cit.*, 1945, p. 15

83. DE AMBRIS A., *I Cosari della Morte, Racconto quasi cinico, ma assai istruttivo in cui si vede come qualmente Mussolini, tentando di prendere al laccio un fuoriuscito ci rimettesse le spese*, juin 1927, extrait, in Archives Guastino-De Ambris.

84. Ce fut à déjeuner chez De Ambris le 2 août.

85. Filippo Turati à Anna Kuliscioff, 30 juillet, 1 et 2 août 1924, désormais in TURATI F. et KULISCIOFF A., *Carteggio. VI. Il Delitto Matteotti e l'Aventino (1923-1925)*, Einaudi, 1959, p. 260-263.

Aux côtés des antifascistes italiens – De Ambris était le second témoin cité – on notait une vingtaine de députés radicaux et socialistes français⁸⁶, le directeur des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères, Peretti della Rocca, *trait d'union* entre le gouvernement français et les organisations antifascistes, de Léon Jouhaux, de Henri Guernut et Ferdinand Buisson respectivement secrétaire et président de la Ligue des droits de l'homme, divers noms prestigieux de la culture française et européenne comme Séverine, Miguel de Unamuno, des journalistes Emmanuel Boucier de *L'œuvre*, auteur d'une enquête sur le délit Matteotti avec des tons fortement enflammés antifascistes⁸⁷ et Robert Louzon de *L'Humanité*⁸⁸. Inévitablement le procès prit un caractère politique visant à comprendre et justifier le geste de Bonomini et jusqu'à faire passer Bonservizi comme une victime innocente du climat instauré par la dictature fasciste, régime du « désordre organique » comme le définit Léon Blum⁸⁹. Le procès Bonomini renforça, en France comme en Italie, cette stratégie de victimisation de l'antifascisme démocratique qui parvint à attribuer aux dirigeants gouvernementaux et des partis, les mêmes violences antifascistes selon un schéma qui à partir de ce moment et par la suite, contribuera volontairement ou non peu importe, à jeter la suspicion et le désordre dans les rangs de l'antifascisme armé et à miner en amont toute hypothèse insurrectionnelle.

Deux autres procès furent l'occasion de mettre en cause le régime fasciste et ses responsabilités dans les violences politiques en Italie, celui de Matteotti en premier⁹⁰. Le second procès était le moins important du point de vue pénal, mais le plus significatif en raison de la personnalité des protagonistes, s'agissant de la dénonciation pour diffamation déposée par Suckert contre Herriot pour ses anciens articles dans *Le Quotidien*. Suckert cherchait à défier l'antifascisme démocratique sur le même terrain que la bataille publique et journalistique en utilisant le procès contre le premier ministre français afin de relancer l'idée que les raisons du délit Matteotti avaient pris naissance avec le meurtre de Bonservizi tout en conditionnant l'instruction italienne⁹¹. Le dirigeant fasciste tenta de renouer les rapports avec les dirigeants de l'opposition en exil dont il s'était rapproché l'an

86. Léon Blum, Marius Moutet, Jean Longuet, Émile Vandervelde, Raymond Poincaré, Paul Boncour, Paul Faure, Noël Garnier, Mario Delai, Georges Pioch, seulement pour citer les plus connus.

87. « Je vous mettrai du plomb dans l'échine », témoignage au procès Bonomini, TORRÈS H., *Accusés hors-série*, Gallimard, Paris, 1957, p. 140.

88. Copie de la citation des textes en défense, datant du 24 juillet 1924, in Acs, *Minitier Polpol*, b. 28, série b. Processo Matteotti.

89. Même si l'avocat de la partie civile, Albert Gaudrat, demande la peine minimale pour Bonomi au nom du respect de la mémoire de Bonservizi, TORRÈS H., *op. cit.*, p. 141.

90. Le premier, contre l'anarchiste Mario Castagna, l'assassin en septembre 1923 du fasciste Gino Jeri, était lié à l'action de Dumini en France et répéta la même chose lors des réquisitoires du procès Bonomini, avec la défense déterminée à dresser un profil dramatique du délit, pour le transformer en persécuté et l'accusation résignée à chercher à obtenir au moins la condamnation.

91. CANALI M., *Il delitto Matteotti*, *op. cit.*, p. 447 sq.

dernier, comme De Ambris. Revenu en France à la mi-octobre⁹², Suckert avait tout de suite recherché le syndicaliste, absent de la capitale, mais de toute façon peu disposé à discuter après les derniers événements car à la différence d'il y a quelques mois, « aujourd'hui je me trouve de l'autre côté de la barricade, ouvertement et de manière décisive comme à mon habitude. Ainsi je ne crois pas qu'entre nous il y ait encore quelque chose à se dire sur ce thème. Comme je ne peux espérer vous convaincre, vous ne pouvez espérer me convaincre d'une quelconque modification de mon attitude⁹³ ». De Ambris bien que se présentant au tribunal et confirmant l'innocence de Suckert dans l'homicide Bonservizi, rappelait à son vieil ami Aguiari sa détermination à couper définitivement tous rapports avec le dirigeant fasciste⁹⁴.

Aguiari, dans le mois suivants, continua à tenir informé De Ambris des conditions de Cesare Rossi, encore en prison dans l'attente de la fin de l'instruction sur le délit Matteotti et des polémiques en Italie à propos des révélations de Farinacci sur le présumé complot ourdi dans l'entourage de Rossi avec les antifascistes en France désignés par le ras de Cremona comme les vrais organisateurs du délit⁹⁵. Dans un premier temps, De Ambris semblait ne pas vouloir prendre de position précise sur la réelle culpabilité de Rossi, plus enclin à souligner la pitié que lui inspirait son ex-camarade⁹⁶. Cependant, quand en septembre, Aguiari arriva à Paris quelques jours après l'assassinat à Rome, par un jeune communiste, du député fasciste Armando Casalini, ex-organisateur syndical et coopératif, associé de Bazzi et ami de De Ambris, son attitude se fit plus dure. Cet épisode tragique donna l'occasion à Aguiari de chercher à convaincre De Ambris de la nécessité de recommencer le processus de normalisation à travers la suspension de la campagne pour Matteotti et le renforcement des courants révisionnistes dans les corporations et dans le parti fasciste en oubliant les derniers temps « d'expiation générale » pour laisser place à une « période de repentir et de pardon général⁹⁷ ». La réponse telle qu'elle apparaît quelques mois plus tard dans une lettre au ton caustique et inédit envers son ami, révélait le choix ferme et irrévocable du camp antifasciste⁹⁸. Le syndicaliste désormais impliqué à temps plein dans la campagne antifasciste était convaincu

92. Billet de Curzio Suckert à Alceste De Ambris, Paris, 24 octobre 1924, Archives Guastoni-De Ambris.

93. Alceste De Ambris à Curzio Suckert, 29 octobre 1924, *ibid.*

94. Alceste De Ambris à Tito Aguiari, 13 décembre 1924, *ibid.*

95. Tito Aguiari à Alceste De Ambris, Ferrare, 29 juillet (1924), *ibid.* Nous avons vu que ces rencontres Campolonghi-De Ambris-Suckert-Aguiari-Rossi eurent effectivement lieu, alors que la propagande antifasciste a toujours nié l'existence de contact entre l'entourage de Rossi et les exilés avant le délit Matteotti, NENNI P., *L'assassinio di Matteotti ed il processo al regime*, Milan, 1924, p. 29-30. Nous avons pourtant reconstruit la portée effective de ces rencontres, qui avaient d'autres buts. Il est évident que Farinacci avait un intérêt à construire l'hypothèse d'un complot, visant ces négociations secrètes entre la gauche fasciste et les exilés que ce même ras avait combattus.

96. Alceste De Ambris à Tito Aguiari, Paris, 12 août 1924, *ibid.*

97. Alceste De Ambris à Tito Aguiari, Paris (après le 14) septembre 1924, *ibid.*

98. Alceste De Ambris à Tito Aguiari, Paris, 12 août 1924, *ibid.*

de l'inéluctabilité de la confrontation brutale avec le fascisme (et avec la monarchie) que l'assassinat du député Casalini ne rendait pas moins odieux et coupable :

« Tu sais quels sont mes sentiments à propos de l'assassinat de Casalini, dont j'ai été l'ami et dont je connaissais la modération au point de ne pas réussir à lui vouloir du mal tout en déplorant ce que je considérais comme une défaillance de sa conscience. Je suis donc d'accord avec toi sur le fait que le pauvre Casalini "devait être le moins indiqué pour susciter une vengeance politique". Mais quand tu me dis qu'ils ont eux aussi (les fascistes) leurs morts notables, comparant ainsi Casalini à Matteotti, moi je te réponds fermement : non cette comparaison ne tient en aucune manière. Même si l'assassinat de Casalini avait été vraiment commis pour exprimer une vengeance politique – ce qui est pour le moins douteux – on ne peut néanmoins établir une équation entre le délit qui a germé dans la conscience trouble d'un alcoolique demeuré, dans une atmosphère de haine et de violence et le délit médité et commandité à froid par les responsables majeurs d'un parti de gouvernement avec le choix ciblé de la victime. [...] Prêcher que l'on puisse humilier et maltraiter durant trois ans tout un peuple et qu'ensuite on ne doive en supporter aucune conséquence est trop évangélique. [...] Du reste je crois que même si on le pouvait, il serait immoral et dangereux d'assurer l'impunité absolue à ceux qui ont commis envers le peuple italien un délit bien pire qu'un assassinat en le privant de bien très supérieur à la vie elle-même qu'est la liberté. [...] Toi-même tu notes que Farinacci a écrit sur le registre posé dans la chambre ardente de Casalini : "Non disposé à pardonner". Et Farinacci, malgré sa stupidité effrayante a une valeur uniquement parce qu'il représente l'âme vraie et réelle du fascisme. *Ce sont donc les assassins qui ne veulent pas pardonner*⁹⁹. »

La lettre qu'Aguiari aurait voulu publier dans sa revue¹⁰⁰ révélait le glissement de De Ambris vers un antifascisme intransigeant et légaliste, caractérisé toujours moins par la réflexion sur la tendance dégénérative du fascisme avec la perte des caractéristiques révolutionnaires des origines pour préférer la rhétorique de la pure et simple réaction nationaliste et dictatoriale. Par affinité avec la culture hégémonique de l'antifascisme démocratique, mais en y associant les exigences républicaines, l'analyse de classe était dépassée par la question morale de la négation de la liberté et du recours au concept de « peuple » plutôt que de celui de prolétaires ou de producteurs. Si l'on admet l'impossibilité du fascisme de retourner aux principes syndicaux et républicains de la Piazza San Sepolcro¹⁰¹ et de mener une autocritique sur sa dérive autoritaire, il devenait inutile d'accréditer l'idée de plusieurs fascismes en compétition entre eux et potentiellement désagrégeants. La dissolution du fascisme et des institutions occupées et

99. *Ibid.*

100. Tito Aguiari à Alceste De Ambris, Ferrare, 8 octobre 1924, *ibid.*

101. Lieu où a été fondé à Milan le premier fascisme (NdT).

renforcées par lui ne pouvait venir à présent que d'une pression extérieure au sens géographique et politique qui considérerait le bloc parti, gouvernement et État comme un tout (*unicum*) dont la synthèse était Mussolini, responsable moral, non matériel de tous les crimes fascistes. Le choix de travailler activement à la création d'une opposition organisée et unitaire qui n'avait d'autre objectif que le renversement du régime en laissant de côté les mythes messianiques, syndicaux-nationaux était la conséquence logique¹⁰². Afin d'obtenir comme résultat la libération de ces « brutes », il était à présent disposé, même à contrecœur, à restaurer l'ordre libéral précédant le régime fasciste dont la faute majeure « consiste précisément dans le fait de s'être conduit de telle manière rendant nécessaire – le retour au moins momentané – des hommes anciens et des vieilles formes constitutionnelles, rendant suspect et odieux même ce peu de bon que le fascisme contenait¹⁰³ ».

De Ambris reconnaissait que le fascisme « post-matteotti » ne s'était pas seulement limité à rétablir l'autorité des vieilles institutions monarchiques et parlementaires, secouées par la guerre et par les convulsions des trois années suivantes, mais il avait commencé à construire le concept de nouvel État « totalitaire », comme le régime avait été baptisé récemment par Amendola, préfigurant ainsi une société dans laquelle l'absence de droits politiques et syndicaux aurait fait regretter l'odieux « gionitismo¹⁰⁴ » libéral-démocratique. Dans les années précédentes, De Ambris avait considéré sa religion syndicale du travail organisé, libre et émancipé inconciliable avec les institutions qui sauvegardaient le plus, selon lui, les privilèges des classes dominantes, c'est-à-dire celles monarchiques et parlementaires. Le caractère exceptionnel de l'exil et la répression fasciste d'État devaient convaincre le syndicaliste de dépasser les vieilles problématiques et à collaborer activement et organiquement avec ce qui restait de la franc-maçonnerie justinienne et des groupes démocratiques.

La Ligue italienne des droits de l'homme (LIDU)

Le réseau rassemblant les organisations de l'émigration était embryonnaire et localisé dans certains centres français à grande densité d'Italiens mais constituait déjà cette base solide sur laquelle s'appuyait l'antifascisme politique qui se développa durant les mois qui suivirent le délit Matteotti¹⁰⁵. La toile d'araignée des consortiums, agences et bureaux de placement comptait sur le soutien organisationnel et financier de la section italienne de la Ligue des droits de l'homme, née en 1922 durant les rencontres

102. Alceste De Ambris à Tito Aguiari, Paris (après le 14) septembre 1924, *ibid.*

103. *Ibid.*

104. Contraction de Giolitti et Nitti, dirigeants libéraux de la période préfasciste (NdT).

105. Rapport n° 1 de la police politique, 25 octobre 1926, *in* Acs, Mininter., Ps, 1926, b. 101.

fréquentes entre Ernesta Cassola, compagne de Luigi Campolongo et M^{me} Ménard Dorian, dans les salons de sa désormais familière Faisanderie¹⁰⁶.

Le salon de la « marraine » des milieux radicaux et socialistes avait subi certains changements essentiels durant les années suivant la fin de la Guerre, depuis qu'il avait été le siège des accords plus ou moins secrets entre les milieux militaires et gouvernementaux, non seulement entre l'Italie et la France, mais entre tous les pays et les courants philo-alliés. Le climat européen instable et l'affirmation des régimes révolutionnaires et autoritaires en Europe avaient transformé Paris en un but privilégié pour des milliers d'exilés de toutes les nationalités et la maison de M^{me} Ménard-Dorian en un lieu de rencontres et d'échanges préféré des avant-gardes de culture socialiste et franc-maçonne. Il est également vrai que si le salon avait été au centre de la vie politique parisienne à l'époque de l'Affaire Dreyfus et de la Première Guerre mondiale, désormais il était plus le salon des « ex », c'est-à-dire des ex-députés, ex-ministres et ex-journalistes, ce qui donnait une touche de décadence au prestigieux hôtel particulier où vivait la noble dame¹⁰⁷. Les Campolongo, hôtes du salon depuis l'avant-guerre, avaient durant les soirées à la Faisanderie, connu et s'étaient liés d'amitié avec le président de la Ligue des droits de l'homme, Victor Basch, qui après la Première Guerre mondiale avait transformé la Ligue, en outil de propagande guerrière et de rhétorique antiallemande en vecteur de démocratisation et de civilisation de la société française, favorisant, bien qu'avec un certain retard et d'inévitables contradictions, un processus de démobilisation sans les tensions civiles des autres pays de l'Europe continentale, ouvert aux influences migratoires et aux instances universalistes¹⁰⁸.

La section italienne de la Ligue, avec son siège justement au sein de la maison de M^{me} Ménard-Dorian¹⁰⁹, n'avait pas encore de statut autonome et se limitait à coordonner les diverses initiatives d'assistance, légales et coopératives et à accréditer la communauté des exilés auprès des loges françaises et les cercles radicaux et socialistes. Au début de 1925, la mise à jour des dispositifs répressifs du régime fasciste, après le violent discours à la Chambre de Mussolini du 3 janvier, avait compliqué l'existence du premier groupe d'exilés et la possibilité de maintenir des liens stables avec la mère patrie. Le tour de vis contre les consortiums coopératifs de tendance

106. Ernesta Cassola fut pendant un certain temps secrétaire particulière de Ménard Dorian, CAMPOLONGHI L., *op. cit.*, p. 52. Lidia Campolongo considérait Aline Ménard Dorian comme sa « grand-mère », *ibid.*, p. 7.

107. MODIGLIANI V., *Esilio, Esmoi*, Rome, 1984, p. 78-80.

108. Sur la Ldh de l'avant-guerre, cfr, IRVINE W. D., *Between Justice and Politics. The Ligue des Droits de l'Homme, 1898-1945*, Stanford University Press, Stanford (Ca), 2007, p. 132 sq. ; sur le rapport entre les Campolongo et les Basch, BASCH VICTOR, *De l'affaire Dreyfus au crime de la Milice*, Plon, Paris, 1994, p. 229.

109. Siège également du secrétariat de la fédération internationale des ligues et des droits de l'homme et du citoyen, qui comptait, parmi les diverses ligues nationales, l'allemande, l'autrichienne, la belge, l'espagnole (avec Ortega y Gasset et Miguell de Unamuno en tant que délégués) et l'hongroise. De Ambris et Triaca étaient les délégués de cette espèce d'internationale démocratique.

démocratique et socialiste, le retour en Italie des meilleurs professionnels du secteur de la construction et de l'agriculture ainsi que la progressive fascisation des représentations consulaires avaient mis en crise l'organisation économique de l'émigration italienne. Le relatif bien être des exilés entre 1922 et 1924, favorisé par la bienveillance de la démocratie française, était désormais en phase de régression.

La nécessité de trouver de nouvelles sources de revenus et de développer l'organisation « capillaire » de la section italienne des droits de l'homme s'inscrivait dans le schéma de ce parcours théorique qui avait conduit De Ambris à embrasser une conception démocratique de l'antifascisme. S'ouvrit alors pour le syndicaliste la possibilité de collaborer avec *L'Italie libre*, périodique dirigé par Ubaldo Triaca, Vénérable de la Loge Italia (n° 450) de la Grande Loge de France, depuis 1913, point de référence des francs-maçons italiens en terre de France. Le journal de Triaca fournit une tribune aux premières initiatives de la nouvelle Ligue italienne des droits de l'homme¹¹⁰, financée au début par une des institutions financières, expression du lien entre la franc-maçonnerie italienne et la franc-maçonnerie française, cette Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud qui au cours des mois suivants contribua à l'imposant développement de l'édition antifasciste en France et à la naissance de la Concentration antifasciste¹¹¹.

Les articles que De Ambris écrit pour *L'Italie Libre* ne furent pas significatifs, se limitant à dépeindre sur un ton sarcastique et grotesque l'entourage de Mussolini¹¹². Mais ils servirent à le présenter comme un des meilleurs connaisseurs, non seulement du fascisme, mais aussi de ses protagonistes et à lui consentir de participer aux « tenues blanches » comme étaient appelées les séances des Ateliers maçonniques ouvertes également aux profanes. La collaboration de De Ambris au périodique de Triaca constitua donc l'antichambre de sa première initiation officielle à la franc-maçonnerie, présentée par Luigi Campolonghi et Francesco Ciccoti. La cérémonie d'initiation, matricule 58596, eut lieu le 23 février 1925 au siège de la rue de Puteaux¹¹³, aux côtés de ses fidèles compagnons Cuzzani et Pedrini, dans la loge où étaient déjà affiliés Luigi Campolonghi et son fils Leonida, Eugenio Chiesa, Francesco Ciccotti et Fausto Nitti, parent lointain de l'ex chef de gouvernement¹¹⁴.

110. L'article écrit à propos du discours du 3 janvier, « La vibrante protesta della Lega italiana dei diritti dell'uomo », *L'Italie libre*, 16 janvier 1925.

111. Sur le rôle de la banque dans la fondation des associations des agriculteurs antifascistes dans le sud-ouest, DELPONT H., *op. cit.*, p. 34.

112. Alceste De Ambris, « Bilancio di liquidazione. La campagna dei "guitti" e Bilancio di Liquidazione "ex ore tuo te judico" », *L'Italie Libre*, 27 janvier et 22 février 1925.

113. V. Ubaldo Triaca au Grand secrétaire de la Grande Loge de France, Paris, 24 février 1925, in Archives du Godf, *Fonds Loggia Italia*, n° 450.

114. En mai 1925, s'affiliait également Alberto Virgili appartenant déjà à la loge Mentana de Rome, qui après la publication du mémorial Rossi avait choisi l'exil; le livret de matricule, in Archives du Godf, *Fonds Loggia Italia*, n° 450.

L'entrée de ces nouveaux éléments politisés permit à Campolonghi de déplacer le rapport de force au sein de la loge et commencer une critique appuyée contre le Vénérable Triaca qui durant la campagne « quartarellista » avait donné à l'activité de sa loge une empreinte antifasciste jugée trop molle et constitutionnelle¹¹⁵. De cette manière, il fut donc possible de renforcer le caractère politique de la Ligue des droits de l'homme, dont l'équilibre interne reflétait les rapports de force au sein de la franc-maçonnerie.

En janvier 1925, juste après le discours à la Chambre de Mussolini, fut publié le premier manifeste de la Ligue italienne des droits de l'homme renouvelée, qui reprenait les thèmes de la campagne démocratique d'opposition, demeurant dans les limites d'une rhétorique de condamnation du caractère antilibéral fasciste :

« La ligue italienne des droits de l'homme n'a pas cru nécessaire d'élever sa protestation à l'étranger contre la tyrannie factieuse qui a fait régresser l'Italie aux plus tristes siècles de son histoire. Jusqu'alors en Italie existait une larve de liberté qui permettait à la presse de remplir sa mission, malgré la menace continue de saisies et de dévastations. [...] Le discours prononcé par Mussolini lors de la session parlementaire du 3 janvier dernier, nous libère de toute réserve. Formulant notre dénonciation contre la violente oppression dont est victime l'Italie, nous sommes certains d'interpréter le sentiment de l'ensemble des compatriotes à l'exception d'une infime minorité qui armée, campe comme une horde barbare d'envahisseurs étrangers à notre pays¹¹⁶. »

Bien que démentant en public le caractère républicain de l'opposition de l'Aventin, qui aurait attiré l'attention des autorités, le manifeste hésitait également sur les responsabilités de la monarchie, mais une fois encore avec des tons modérés et ouverts, fruit d'un compromis entre l'esprit constitutionnel de Triaca et l'âme révolutionnaire de De Ambris. La formalisation de la Ligue, couronnement d'années d'initiatives de la famille Campolonghi, signifiait la création de la première organisation solide des exilés politiques. Le statut de la nouvelle association, qui se déclarait non-partisane, révélait explicitement les objectifs politiques qui côtoyaient les opérations d'assistance¹¹⁷. L'action de la première LIDU se concentra dans la capitale parisienne, tendant à protéger l'antifascisme démocratique des polémiques qui suivirent l'expédition garibaldienne et à utiliser la capil-

115. Note de Giovanni Sabbatini, Paris, 10 février 1925, in Acs, Mininter., Ps, 1926, b. 140, f. Avanguardie garibaldine, I.

116. La Délégation en France de La ligue italienne des droits de l'homme, *Manifesto agli italiani e tutti gli uomini liberi*, Paris, janvier 1925. Le rappel à « infime minorité qui armée, campe comme une horde barbare », si proche l'épigraphe cité au début du chapitre, nous permet de croire en la paternité de De Ambris concernant la rédaction. Sur la naissance de la LIDU, VIAL E., *La ligue italienne*, op. cit., p. 407-430.

117. Lega italiana dei diritti dell'uomo, *Dichiarazione di principi, Statuto*, in Archives Guastoni-De Ambris.

larité de la franc-maçonnerie pour faire circuler les appels antifascistes dans l'opinion publique française. Durant sa première année elle renforça le bureau d'assistance juridique pour les émigrés et regroupa presque tous les exilés de la région parisienne, grâce aux ressources et aux compétences mises à disposition par les responsables politiques et les journalistes français, en particulier dans la banlieue¹¹⁸.

Campolonghi assumait la responsabilité de la page en langue italienne de *La France de Nice et du Sud-Est*, quotidien fondé en février 1920 et dirigé par Albert Dubarry, personnage controversé, « journaliste et affairiste, typique de cette catégorie d'hommes de presse corrompus et poussés par une double ambition politique et financière, précédé d'une solide réputation de violent polémiste¹¹⁹ ». La page italienne de *La France de Nice et du Sud-Est*, confiée au fils Campolonghi, Leonida, était emblématique du type de propagande imposée par les secteurs du radicalisme franc-maçon, qui d'un côté donnait une couverture politique aux attentats contre les objectifs italiens de la Côte d'azur, de l'autre, dénonçait le caractère impérialiste de l'activité fasciste et le danger pour l'ordre public et la stabilité internationale, s'opposait aux revendications irrédentistes de la part de la communauté italienne transfrontalière, invitant au respect des autorités locales et des lois nationales¹²⁰. Durant la même période, De Ambris prit en considération l'hypothèse de déménager à Toulouse, où Henri Berlia¹²¹, frère d'Émile, éditeur du *Midi socialiste* et futur député radical socialiste de la Haute-Garonne, lui avait assuré des capitaux pour ouvrir une maison d'édition antifasciste en langue italienne et un périodique, *Il Mezzogiorno*, à diffuser dans le sud-ouest où résidait la plus grande communauté de travailleurs agricoles italiens. À Paris toutefois, le projet du populaire Donati prit de la consistance; celui-ci arrivé d'Italie après l'attentat manqué de Zaniboni souhaitait créer le premier quotidien antifasciste à l'étranger. Il fit l'acquisition du *Il Corriere degli Italiani* et recueillit pour son journal les contributions des plus importants responsables en exil, comme les démocrates Carlo A Prato, Gaetano Salvemini, les réformistes Oddino Morgari, Francesco Ciccotti et Ernesto Caporali, le catholique Angelo Crespi, le républicain Mario Pistocchi¹²².

Dans les premiers numéros des trois périodiques, Donati, De Ambris et Campolonghi soutinrent la nécessité de relancer l'action antifasciste en impliquant les leaders, qui commençaient à affluer en grand nombre de

118. En février 1926, les membres de la LIDU étaient à peine 351, presque exclusivement dans la région parisienne; VIAL E., *La ligue italienne*, op. cit., p. 409.

119. GASTAUT Y., « La France de Nice et du Sud-Est : journal-événement (1926-1928) », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 62, publié online le 27 octobre 1927.

120. L'organe fasciste dans les Alpes-Maritimes était *Il Pensiero italiano*, périodique édité à Nice à partir d'octobre 1925; TOMBACCINI S., op. cit., p. 34-35.

121. ARRIGHI P., *Silvio Trentin : Un Européen en résistance : 1919-1943*, Portet-sur-Garonne, 2007, p. 641.

122. TOBIA B., « Il Corriere degli italiani », in MILZA P. (dir.), op. cit., p. 285-321.

l'Italie dans un regroupement au caractère non partisan¹²³. La campagne antifasciste devait repartir d'une élite en dehors et au-dessus des partis, préférablement renouvelée avec l'insertion de jeunes énergies nouvelles et dynamiques et basée sur une vaste organisation sociale. Le 17 octobre 1926, Campolonghi réunit les principaux responsables de l'émigration politique dans son domaine de Douazan, à Nérac, pour constituer un comité qui jetterait les bases d'une « concentration de gauche », composée par des « adhérents (qui) ne représentent pas officiellement leurs partis respectifs (mais) une concentration d'hommes de partis divers et non [...] une concentration de partis¹²⁴ ». Les accents antipartis qui l'opposaient à la vieille connaissance Modigliani, dirigeant du parti socialiste réformiste à peine arrivé à Paris, s'atténuèrent progressivement durant les mois suivants quand il devint clair que l'adéquation normative et répressive réalisée par le ministre de la justice Alfredo Rocco, aurait débouché avec les lois « fascistissimes », à l'interdiction de tous les partis d'opposition et à une nouvelle vague d'exilés.

La conférence républicaine de Lyon en août 1926 avait été l'occasion de rappeler le caractère antimonarchique, outre celui antifasciste, des exilés politiques, aggravant la fracture entre la LIDU « provinciale » de Campolonghi et De Ambris et la centrale de Paris, encore réticente à abandonner les positions modérées et constitutionnelles¹²⁵. Les divergences avaient des répercussions également au niveau des loges maçonniques, où De Ambris, Cuzzani et Pedrini après avoir obtenu le second degré le 8 février 1926¹²⁶, demandèrent de pouvoir s'affilier à un des ateliers de Toulouse du Grand Orient, en signe de défiance vis-à-vis de la ligne « parisienne » orthodoxe de la Loge Italia¹²⁷.

Il Corriere degli Italiani chercha également à s'opposer à l'ouverture aux partis « profanes » que Campolonghi et De Ambris semblaient combattre, donnant un espace important à l'Unione democratica d'empreinte amendo-lienne et plus franc-maçonne, fondée par Triaca avec certains des frères les plus fidèles à sa ligne jugée par De Ambris comme une initiative velléitaire. Le périodique de Donati s'ouvrit également aux controversés et peu appréciés rescapés du procès Matteotti, tels que Rossi, Massimo Rocca,

123. CAPORALI E., « Esame di coscienza », et DE AMBRIS A., *Crisi del parlamentarismo, Il Corriere degli Italiani*, 26 février et 12 avril 1926 ; « Partiti e Elites », *La France et Nice de Sud-Est*, 25 juin 1926.

124. CAMPOLONGHI Luigi, « Una importante riunione. Per una concentrazione di sinistra », *La France de Nice et du Sud-Est*, 22 octobre 1926. DELPONT H., *op. cit.*, p. 56-59.

125. VIAL E., *LIDU 23-24...*, *op. cit.*, p. 80.

126. *Grande Loge de France, Instruction pour le deuxième Degré Symbolique. Grade de Compagnon*, Paris, 1926.

127. Voir la demande d'information du chef du secrétariat du Godf, Justin Terrade a T. C. F. (Très Chère Frère) Charles Riandey (Gldf), Paris, 25 juin 1926 (original en français), in Archives Godf, Fonds Loggia Italia, n° 450. Voir également l'avis favorable de Triaca : « Le Fr. De Ambris est membre de mon At. et mérite toute ma confiance », Ubaldo Triaca à Charles Riandey, 30 juin 1926 (original en français), *ibid.*

Arturo Fasciolo¹²⁸ et surtout Bazzi¹²⁹, qui commencèrent une campagne anti-mussolinienne ambiguë et agressive à coups de menaces et de révélations sensationnelles avec la publication de mémoires aux interviews controversées données aux journaux anglo-saxons et français et la naissance des *Quaderni del Nuovo Paese*, qui réussirent seulement à indisposer les autorités françaises et à délégitimer l'antifascisme¹³⁰. Cause perpétuelle de tensions entre l'Italie et la France, l'activité des exilés politiques commença à être perçue négativement également par les autorités diplomatiques françaises, surtout après l'attentat anarchiste de Gino Lucetti, vu comme un « grave malaise¹³¹ », auquel on avait déjà répondu par des circulaires et des avertissements du ministre de l'Intérieur Albert Sarraut.

Si l'atmosphère bienveillante vis-à-vis de l'antifascisme commença à se ressentir de la dégénération d'une partie de la campagne « quartarelliste¹³² », le régime fasciste saisit l'occasion propice et révoqua, par un décret royal du 30 septembre 1926¹³³, la citoyenneté italienne de tous les principaux responsables de la première émigration politique, à l'exclusion de Campolonghi, citoyen français. Pour De Ambris, la liste des remarques était particulièrement longue et résumait les différentes notes informatives, plus ou moins correctes, arrivées de Paris et Toulouse durant les années précédentes¹³⁴.

La mesure avait, avant toute chose, pour finalité pratique d'endiguer le développement à l'étranger de la campagne hostile au régime, où l'inappli-

128. Arturo Fasciolo, dactylographe de Mussolini, il se réconcilia avec le régime à la fin de 1928 fournissant des informations confidentielles sur l'état de crise de l'antifascisme et remettant les autographes et les manuscrits dérobés au moment de son exil, les lettres à Mussolini de novembre 1928, in Acs, *Spd, Cr*, b. 45, Arturo Fasciolo.

129. TOBIA B., *op. cit.*, p. 299.

130. Une lettre de Rossi qui cherchait à vendre à De Ambris une interview aux seules fins de son soutien, illustre bien l'antifascisme instrumental et donc peu efficace de l'ex « éminence grise » de Mussolini, Cesare Rossi à Alceste De Ambris, Paris, 112 juillet 1926, in Archives Guastoni-De Ambris.

131. Rapport de René Besnard, ambassadeur de France à Rome à Aristide Briand, ministre des affaires étrangères, Rome 7 novembre 1926, in An, *inventaire F7 (ministère de l'Intérieur)*, b. 13459.

132. Cela vaut la peine de raconter un des épisodes les plus emblématiques de la dégradation du climat complotiste et d'espionnage qui régnait après le tournant du 3 janvier et la fermeture progressive des espaces démocratiques en Italie et la saturation parallèle de la capitale française par les exilés « irréguliers ». En octobre 1925, Sante Garibaldi avait pris contact avec Virgili pour envisager la possibilité d'acheter des documents du parti fasciste grâce au groupe des « Corsari della morte », guidés par un ex fasciste de la campagne, Girolamo De Vito Piscitelli. Virgili après son arrivée à Paris, avait commencé à collaborer avec la Lidu, De Ambris, devenant le secrétaire particulier de ce dernier. La tentative de Sante de récupérer un peu d'argent et de compromettre la fiabilité de la nouvelle organisation était devenue évidente, en la faisant passer pour l'envoyée des corsari de Pisticelli, qui durant les premiers jours de novembre pénétrèrent dans le siège du Fascio de Paris, détruisirent les bureaux et prélevèrent certains documents. Arrêtés quelques jours plus tard, Pisticelli chercha encore à contacter le secrétaire de la Lidu, toujours pour confirmer l'hypothèse du complot franc-maçon. A. De Ambris, *I Corsari della Morte...*, cot., cfr. Également la note du commissaire Pierre Le Luc, 11 décembre 1926, basée sur interrogatoire d'Alberto Virgili, in An, *inventaire F7 (ministère de l'Intérieur)*, b. 14744.

133. Le décret fut publié dans la Gazzetta Ufficiale n° 243, 19 octobre 1926; *Lega italiani dei diritti dell'uomo. Tre ordini del giorno della sezione di Tolosa*, in *La France de Nice et du Sud-Est*, 10 octobre 1926.

134. Gazzetta Ufficiale, N. 243, 19 octobre 1926.

cabilité des lois d'encadrement de la presse, publiées le 10 juillet 1924¹³⁵, ne permettait pas d'intervenir. Le débat parlementaire en Italie sur la révocation de la citoyenneté fut l'occasion de renouveler la rhétorique de l'ennemi antinational, entendue aussi bien dans un sens jacobin de destruction des ruines de l'État libéral que dans celui impérialiste de surévaluer le danger extérieur français comme ultime légitimation de la puissance nationale¹³⁶. L'exilé politique, selon la conception technico-juridique de Rocco et selon celle plus grossière et authentique de Farinacci combinait soit le caractère d'ennemi intérieur, résiduel ou traître, soit celui d'ennemi extérieur, manipulé par les gouvernements étrangers et par la franc-maçonnerie. Différent était le discours sur l'antifascisme subversif, qu'il soit anarchiste ou communiste. Il revendiquait son extranéité au mythe et à l'organisation nationale et il était perçu comme un danger mineur pour la construction idéologique de l'État nouveau, pouvant se résoudre par le simple renforcement et en affûtant les appareils preventifs et répressifs déjà expérimentés par le régime libéral. Ce n'était pas un hasard si le décret ne s'adressait pas aux anarchistes et aux communistes, mais aux renégats de l'opposition démocratique, constitutionnelle et nationale.

De Ambris moins dans le collimateur de la police française, attirait quant à lui plus les attentions des fascistes intransigeants, qui voyaient dans la révocation de la citoyenneté italienne un instrument de vengeance et d'acharnement contre ces adversaires qui avaient avec obstination combattu le fascisme sur son propre terrain. Farinacci, qui contre le groupe affariste de Bazzi et Rossi, les exilés politiques et l'opposition démocratique, avait dirigé la « seconde vague » révolutionnaire, demanda explicitement à Mussolini la radiation de l'état civil italien de De Ambris, défini sans fioritures comme « le porc de la Ligue¹³⁷ ». Ce n'est pas un hasard si certaines notes autobiographiques inédites de De Ambris insistent en particulier sur le désagrément personnel subi à cause de la décision :

« À partir de la fin 1922 je suis en France, dans mon troisième exil. Mon refus constant opposé aux différentes tentatives de Mussolini, via ses émissaires, pour me faire adhérer au fascisme et la vigueur de mon œuvre antifasciste m'ont valu l'honneur de me voir retirer la nationalité italienne, avec un décret royal de 1925 : je suis désormais un *heimatlos*, un apatride. Mes états de services sont désormais complets : 55 ans dont 17 ans passés en exil, un nombre très important d'emprisonnements dont je n'ai pas parlé pour être bref, 43 condamnations politiques et finalement la privation de

135. TRANFIGLIA N., « La stampa quotidiana e l'avvento del regime », in TRANFIGLIA N., MURIALDI P. et LEGNANI M., *La stampa italiana nell'età fascista*, Laterza, Rome/Bari, 1980, p. 25 sq.

136. COSTA P., *Storia della cittadinanza in Europa. 4. L'età dei totalitarismi e della democrazia*, Laterza, Rome/Bari, 2001, p. 305-306.

137. Extrait de la lettre du directeur général du personnel du ministère des Affaires Étrangères envoyée au chef de la police Crispi Moncada, 4 mai 1926, in Acs, Cpc, b., 1632, f. Alceste De Ambris.

ma citoyenneté, citoyenneté de la patrie pour laquelle j'ai combattu durant trois années de guerre comme volontaire¹³⁸. »

Le processus de distanciation entre les émigrés politiques et la patrie d'origine s'accroissait progressivement et impliquait ces mêmes partis, favorisant cette dichotomie entre la nation spirituelle et l'anti-nation antifasciste que le régime mettait en avant. Dans cette optique, les leaders des oppositions, Campolongo notamment, commencèrent à modifier les tons de la campagne antifasciste, en proposant la rhétorique nouvelle de la patrie en exil. La naissance de la *Concentrazione antifascista* fut la tentative la plus importante pour se protéger du caractère illégal de toute l'opposition en Italie et de la possible perte d'agilité politique dans les pays d'accueil.

138. Mémoire autobiographique d'Alceste De Ambris, dans le fonds Guastoni-De Ambris, b. 7, f° 1.

Chapitre VII

La conspiration

« Ils ne comprennent pas que lorsque la parole est supprimée et la presse bâillonnée, règne alors le régime de la conspiration et explose la bombe. »

(Leopoldo Caroti à Alceste De Ambris,
Chicago, 6 janvier 1930.)

Exoria

Pour De Ambris, l'année 1926 conclut le long cycle de l'après-guerre sous le signe d'une double défaite : la révocation de la citoyenneté *ad personam* et les lois exceptionnelles avaient confirmé l'allongement indéfini de l'exil et l'avaient contraint à se positionner dans le champ de cet antifascisme légalitaire qui, bien qu'étant un passage tactique obligé, bridait la tendance irréductible à l'action révolutionnaire du syndicaliste et épuisait, dans une opposition politique statique, tautologique et immanente, ce dynamisme historique qui avait caractérisé son syndicalisme révolutionnaire. Dans cette optique, la seconde partie de son troisième exil fut d'une tension continue entre l'acceptation des limites subjectives – antifascisme démocratique – et objectives – difficultés économiques – et les velléités (et nostalgies) insurrectionnelles, le tout rendu encore plus dramatique et éprouvant par les signes toujours plus visibles de la maladie qui l'emportera en décembre 1934.

L'arrivée à Paris des principaux leaders des partis démocrates, syndicaux et socialistes poussa Campolongo à regrouper les oppositions dans une organisation officielle qui puisse dépasser le Comité antifasciste déjà discrédité par les scandales judiciaires qui avaient ébranlé le garibaldisme et par les polémiques autour du *Corriere Degli Italiani*. De Ambris, au contraire, redoutait le danger de l'hyperpolitisation de l'émigration italienne, qui en partie, avait constitué la limite de la campagne en faveur de Matteoti, trop dépendante des autorités en France et freinée par les indications contradictoires des partis aventins en Italie. Le premier était convaincu que la faiblesse des oppositions était causée par le manque de coordination entre exilés et antifascistes encore en Italie et que l'arrivée de nouvelles figures charismatiques du réformisme comme Turati, Modigliani et Claudio Treves,

du maximalisme avec Nenni et Salvi, du syndicalisme confédéré avec Bruno Buozzi et Pallante Rugginenti¹, du libéralisme avec Cianca et Tarchiani, du républicanisme avec Chiesa, Ferdinando Schiavetti, Facchinetti, Chiostergi et Silvio Trentin, puisse amorcer le développement organisationnel, absent durant les premières années de l'émigration politique, et disputer aux communistes la conduite de l'opposition antifasciste. De Ambris, moins préoccupé par le problème d'hégémonie, craignait au contraire que la « troisième vague² » de l'émigration politique aggrave les problèmes de fractionnisme qui, déjà en 1925 et 1926, avaient miné l'activité antifasciste, et aboutisse à d'ultérieures complications dont l'inévitable bureaucratisation et la soumission de l'émigration politique aux partis. Durant l'année 1927, De Ambris reprit certaines positions mazziniennes laissées de côté dans l'après-guerre et reconnut la nécessité de lier la morale à l'action et de repenser les alliances politiques avec un repositionnement théorique, fruit non seulement de l'impuissance révolutionnaire mais également de la reconnaissance des choix erronés. L'autocritique qui légitimait sa participation au nouveau mouvement antifasciste était accompagnée de la revendication du caractère moral et volontariste de son action politique, opposé au bureaucratisme des oppositions partisans :

« Je suis arrivé à croire que parmi les multiples causes à l'origine de la ruine de nos plus chères espérances, la principale ait été le peu d'importance attribué à l'élément moral dans le développement de notre lutte. Dans le tumulte fébrile de l'action, nous nous sommes trop menti à nous-mêmes, négligeant les raisons supérieures de l'action même afin d'en obtenir plus facilement le résultat circonstanciel. Le concept de devoir qui n'admet pas de compromis, a été perdu trop souvent de vue dans le but de se conformer au droit ou ce qu'on croyait être le droit. [...] Nombreux sont ceux que nous prenions pour des révolutionnaires sincères, des syndicalistes désintéressés, des amis fidèles se sont montrés dans l'épreuve des affairistes vulgaires, des démagogues cupides, amis de la race de Judas. Beaucoup de ceux qui nous paraissaient être des politiciens sans scrupules, "lâches réformistes", ennemis déloyaux, se sont révélés être dans l'action courageux et militants dévoués à leur idéal, prêts au sacrifice, proches, fraternels dans la douleur et dans l'espérance. [...] Nous avons désormais la pierre de touche pour discerner l'or vrai du faux. Peu importe si la forme du métal n'est pas toujours la même. Ce qui compte c'est que la qualité soit authentique³. »

Même en partageant des objectifs communs, les « divergences doctrinales, les différences de tempérament et la diversité des méthodes⁴ » entre

1. Buozzi avait transformé avec Giovanni Bensi le Secrétariat degli Operai Italiani qui opérait avec peu d'efficacité dans la Cgt, in Confédération Générale du Travail à Paris, PEPE A., BIANCHI O. et NEGLIE P., *La CGdL e lo stato autoritario*, Ediesse, Rome, 1999, p. 247 sq.

2. GAROSCI A., *Storia dei fuoriusciti*, Laterza, Bari, 1953, p. 11.

3. Notes d'Alceste De Ambris en exil, s. d. [mai 1927], in Archives Guastoni-De Ambris.

4. *Ibid.*

les protagonistes de l'exil continuèrent à conditionner l'efficacité de l'action antifasciste. Les résistances face au passage au front unique avaient un poids particulier car si la LIDU⁵ représentait en 1926 et 1927 la force la plus importante numériquement de l'antifascisme démocratique, le mérite en revenait au travail efficace effectué par De Ambris, Virgili, Cuzzani e Pedrini dans la région de Toulouse.

Du point de vue de la propagande, grâce aux contributions des « frères » de la Grande Loge et de la vente des articles d'une agence journalistique qu'il dirigeait avec Cicotti, De Ambris ouvrit à Toulouse la maison d'édition, Exoria, pour laquelle il publia deux opuscules, à mi-chemin entre enquête et propagande, sur la mort de Matteotti et celle d'Amendola, ainsi qu'une publication antimonarchique de Cicotti⁶. L'opuscule sur le libéral-démocrate méridional, défini comme « le dernier des libéraux », dessinait le profil moral et politique d'un acteur si différent et par certains aspects inconciliables du fait de son histoire personnelle, de tempérament légaliste et d'orientation constitutionnelle, dont il appréciait cependant la rigueur et la cohérence⁷. Le succès du travail dédié à Matteotti fut pourtant de loin supérieur confirmant l'intérêt que les circonstances du délit, clairement plus « brûlantes », avaient dressé dans l'opinion publique française⁸. Même le périodique *Il Mezzogiorno* avait un bon tirage, au regard de la dimension locale et du peu d'intérêt des travailleurs italiens pour la lecture des périodiques ; aux côtés de la propagande antifasciste et des informations de caractère syndical et légal fournies aux lecteurs, *Il Mezzogiorno* ne se privait pas de polémiquer même de façon virulente avec les autres courants de l'immigration, du canal consulaire à celui fasciste en passant par le catholique.

L'action de propagande fut accompagnée par un effort d'organisation conséquent qui aboutit à la création de onze sections de la LIDU dans le sud-ouest, résultat particulièrement significatif si on considère qu'à la fin

5. Ligue italienne des droits de l'homme.

6. Grâce à l'affiliation franc-maçonne, Alceste De Ambris était devenu directeur de la section italienne de l'agence de presse « Latina », qui, bien qu'elle ait une diffusion dérisoire, servit à obtenir des financements et l'appui de la part du cartel des gauches pour les futures actions antifascistes ; ROLAND H., *op. cit.*, p. 183 ; également la note de Giovanni Sabbatini, Paris, 31 janvier 1925, in Acs, Mininter., Ps, 1926, b. 140, f. Avanguardie garibaldine, I. Certaines dépêches d'agence, deux de Londres et une de Rome, sont in Archives Guastoni-De Ambris. De plus, Cicotti avait différents contacts dans les secteurs financiers, politiques et gouvernementaux. Ce qui lui permit d'obtenir des crédits dans des banques ; pendant quelques mois il fut également président directeur général de la banque Roche Agricole (la banque Agricole Franco-italienne), Acs, Cpc, b. 4716, f. Francesco Scozzese-Cicotti.

7. A. De Ambris, *Amendola. Fatti e documenti*, « Exoria », Toulouse, avril 1927, p. 11-12.

8. On tira 18 000 exemplaires, pour un chiffre d'affaires de 55 000 francs, beaucoup plus des 2 000 opuscules de Cicotti et les 1 500 de celui sur Giovanni Amendola. De Ambris essaya de fonder une nouvelle maison d'édition quand il déménagea à Paris en 1927, pour publier une revue, un annuaire, un almanach et six volumes documentaires, aussi bien des travaux politiques, publiés souvent à perte, que non politiques : guides, volumes de variété, rapportant de l'argent, *Per una casa editrice di pubblicazioni antifasciste (abbozzo di programma, previsioni e osservazioni)*, in Archives Guastoni-De Ambris.

de l'année 1926, le nombre total de sections était seulement de vingt-trois⁹. Le développement fut facilité également par l'appui des autorités locales françaises, parmi lesquelles le maire de Toulouse, Étienne Billières, un des premiers soutiens de la prise en charge des *exilés* dans sa ville et d'un de ses collègues, le radical Paul Courrent, qui avait déjà accueilli Campolongo à Nérac. D'Agen à Montauban, de Toulouse à Nérac¹⁰, de Muret à Bordeaux, le réseau de la LIDU, renforcé par le soutien des autorités locales françaises faisait tache d'huile et était compétitif avec le réseau des communistes. Son développement favorisa la collaboration entre des éléments de divers horizons politiques, républicains comme Trentin, socialistes de tendances franc-maçonne comme Ciccotti et syndicalistes comme De Ambris et Cuzzani qui ensemble, constituèrent le groupe des « toulousains ». Outre le positionnement antimonarchique, la critique du régime fasciste se caractérisait par la dénonciation récurrente de la menace belliciste implicite dans la politique étrangère impérialiste italienne, thématique particulièrement « séduisante » pour l'opinion publique française¹¹.

La recherche d'appuis politiques en faveur de la LIDU culmina avec l'invitation de Ciccotti et Campolongo adressée à De Ambris, Cuzzani, Virgili et Pedrini afin de réintégrer le Partito socialista unitario dei lavoratori italiani (PSULI) héritier du réformisme socialiste. L'initiative de Ciccotti et Campolongo consacrait non seulement la collaboration pratique en territoire toulousain, mais visait à renforcer le courant franc-maçon dans le nouveau parti unitaire. De Ambris, en vérité loin d'être enthousiaste, fit la demande à Giovanni Faraboli, représentant de la section toulousaine du PSULI, qui à son tour la transmit à la direction parisienne¹². La demande du groupe de De Ambris surpris celui des unitaires et provoqua des discussions « passionnées », car « ni toi ni les autres êtes nouveaux dans la vie politique de combat et [...] avaient déjà bataillé également contre le mouvement socialiste, ouvertement et longtemps¹³ ».

Ciccotti communiqua à De Ambris que la condition *si ne qua non* pour accepter la demande était une déclaration publique qui expliquerait « en substance que les exigences de la lutte contre le fascisme vous persuadent

9. À la fin de l'année 1927, les sections du sud-ouest seront donc au nombre de 15 sur un total de 51, grâce à l'augmentation prodigieuse des sections du sud-est où les Campolongo père et fils développaient leur activité.

10. Ainsi la propriété de Muret, désormais gérée par Pedrini, avait été la propriété du maire avant d'être vendue à Della Torre, DELPONT H., *op. cit.*, p. 71-72; l'inauguration de la section LIDU de Muret, une des premières à être ouvertes en janvier 1926, fut présidée par un membre du conseil communal.

11. En novembre 1926, certaines notes signalaient les rencontres entre Ciccotti et Virgili, qui dans la lignée des réunions de Pedrini et De Ambris, planifiaient la campagne contre le péril pour la paix représenté par le fascisme; note du consulat de Toulouse, 29 novembre 1926, *in* Acs, Mininter., Ps, 1926, b. 102, f. Francia-Movimento Antifascista; note du consulat de Toulouse, 8 mars 1926, *in* Acs, Cpc, b. 1632, Alceste De Ambris.

12. Giovanni Faraboli à Alceste De Ambris, Toulouse, 8 mars 1927, *in* Archives Guastoni-De Ambris.

13. Giuseppe Emanuele Modigliani à Alceste De Ambris, Paris, 12 mars 1927, *ibid.*

à rechercher dans le programme et l'organisation du PSULI le terrain le mieux adapté à une telle lutte¹⁴ ». De Ambris refusa la déclaration et sollicita le retrait de sa demande, espérant que le geste aurait « servi au moins à démontrer qu'en moi sont bel et bien morts tous les vieux sectarismes et les vieilles rancœurs, face à la suprême nécessité de la lutte contre qui opprime avec une impartiale férocité¹⁵ ». Après avoir reçu un geste de solidarité de Ciccotti, critique envers le « Parti des soi-disants “travailleurs” italiens¹⁶ » qui prétendait à une abjuration substantielle des choix passés¹⁷, De Ambris para aux attaques, rappelant les très bonnes relations actuelles dans la région de Toulouse avec les socialistes. La disponibilité à fusionner les efforts de *Il Mezzogiorno* et l'activité sociale de la LIDU l'avait amené à accepter la proposition de Ciccotti et Campolonghi, malgré « l'ignoble trahison de sept de vos principaux responsables, qui allaient rejoindre tardivement les traîtres de notre côté, et cette communion dans l'infortune, plus douloureuse, nous fit vaincre les dernières hésitations¹⁸ ». Le « mal commun » du passage dans le camp fasciste, qui avait déjà touché de nombreux compagnons de l'interventionnisme, du syndicalisme révolutionnaire, de Fiume et du légionnarisme s'attaquait maintenant également à une partie du réformisme, libérant De Ambris en partie de l'étiquette de philo-fasciste, même « d'ultra-fasciste » qui l'avait persécuté durant les premières années de son troisième exil¹⁹. Dans la sphère de l'antifascisme, étant l'un des très rares syndicalistes à ne pas céder aux appels du régime, il pouvait considérer que faire amende publique était sans intérêt et avilissant²⁰. Modigliani, attentif

14. Francesco Ciccotti à Alceste De Ambris, Paris, 7 mars (1927), *ibid.*

15. Alceste De Ambris à Giovanni Faraboli, Toulouse, 11 mars 1927, *ibid.*

16. Francesco Ciccotti à Alceste De Ambris, Roquefort, 12 mars 1927, *ibid.*

17. Emanuele Modigliani à Alceste De Ambris, Paris 12 mars 1927, *ibid.*

18. Alceste De Ambris à Emanuele Modigliani, Toulouse 19 mars 1927, *ibid.* De Ambris faisait référence au choix de sept dirigeants réformistes confédéraux : Rinaldo Rigola, Ludovico Calda, Emilio Colombino, Carlo Azimonti, Giovan Battista Maglione, Ettore Reina, Lodovico D'Aragona, de dissoudre la Confédération et d'accepter le fascisme avec un document envoyé à l'agence Stefani le 3 février 1927 ; CARTIGLIA C., *Rinaldo Rigola e il sindacalismo riformista in Italia*, Feltrinelli, Milan, 1976, p. 170.

19. Encore en août 1925, Salvemini s'était exprimé en des termes négatifs vis-à-vis des quatre leaders des exilés de l'époque : « Natoli est jeune et assez sympathique : mais comme tous les républicains il a une affinité pour la maison de Savoie, et voit tout à travers le prisme de la maison de Savoie. De Ambris est peu aimable : ultrafasciste dans l'âme, agent secret de quiconque le paie, il peut être très dangereux. Ciccotti Francesco, homme de grande volonté mais sans foi et sans honneur, vendu, capable de tous les coups. Campolonghi, bon mais brouillon et toujours mêlé à des affaires portant sur des millions mais sans posséder un sou ». Également à cause de la mauvaise réputation de la communauté de Paris (et probablement également vers le radical-socialisme français), Salvemini annonçait à Ernesto Rossi son intention de déménager à Londres, Gaetano Salvemini à Ernesto Rossi, Abbaye de Pontigny, 24 août 1925, désormais in SALVEMINI G., *Carteggio. 1921-1926*, p. 390-392. Salvemini ne pardonnait évidemment pas à De Ambris sa collaboration-dépendance avec le gouvernement français durant la guerre et avec le gouvernement Bonomi durant la période de la mission américaine, la « trahison » de l'Unione Socialista italiana, quand il avait fait le choix de la collaboration avec les fascistes et les ardi, sa participation à l'aventure de Fiume et enfin à l'organisation des avant-gardes garibaldiennes.

20. *Ibid.*

aux aspects techniques de l'organisation partisane et toujours adversaire des militants rétifs à la discipline de parti d'un côté et d'obédience franc-maçonne de l'autre (et De Ambris était les deux), n'avait pas intérêt à faciliter l'entrée du syndicaliste dans son parti, demandant des « précisions à qui vient vers nous après avoir milité dans un autre parti (ou mouvement ou groupe ou initiative : c'est la même chose) et sous une autre discipline (ou indiscipline : comme peut-être tu es capable de corriger) », sans nier ni retirer les « désaccords » passés²¹.

Même après des pressions de Treves, la section parisienne du PSULI lui interdit l'inscription au parti et l'invita à « reconduire la LIDU à sa propre fonction essentielle de coordinatrice de l'assistance politico-judiciaire », sans prendre parti « pour aucun programme politique spécifique et encore moins pour des directives politiques chaotiquement démagogiques qui sont la négation la plus typique de la démocratie²² ». Modigliani redoutait moins la concurrence avec la LIDU du sud-ouest que l'hégémonie du groupe syndicaliste Filippo Corridoni, né à Paris au début de 1927 et comprenant les camarades de Parme de De Ambris en exil, notamment Icinio Bianchi, Lazzaro Rafuzzi et Vittorio Picelli, anciens protagonistes des barricades de Parme²³. Le lobby parmesan avait eu un poids notable au premier congrès de la LIDU de mai 1927, quand son inscription à la Lega avait permis l'élection de De Ambris au poste de secrétaire.

Fort de sa prédominance à Toulouse et dans la LIDU, De Ambris réussit à résister aux pressions socialistes et même à modifier les rapports de force en sa faveur. Au troisième congrès de la LIDU en réalité, le premier qui ne fut pas une réunion de la section parisienne, en juillet 1927, avec Campolonghi et grâce à l'intervention du lobby de Parme, De Ambris mis en minorité Ubaldo Triaca²⁴, avec un ordre du jour présenté par le républicain Schiavetti²⁵, de condamnation de la « fonction italienne historique de la monarchie savoyarde ». La composante réformiste, effrayée par l'affirmation agressive du groupe de Corridoni au sein de la direction de la LIDU, avec la nomination de De Ambris au poste de secrétaire général et de celle

21. Emanuele Modigliani à Alceste De Ambris, Paris, 22 mars 1927, *ibid.*

22. Circulaire du Comité exécutif du Partito socialista unitario dei lavoratori italiani, Section de Paris, Avril 1927, in Archives Guastoni-De Ambris.

23. Notes de la Divisione Polizia Politica du 18 novembre 1927, in Acs, Mininter., Ps, Cat, G1, b. 26, f° 564, Paris-Gruppo sindacale F. Corridoni.

24. Déjà sous pression au niveau maçonnique et politique, Triaca avait fondé en février L'Unione democratica italiana, qui dans son manifeste affirmait « préférer », après l'insurrection qui aurait vaincu le fascisme, la formule républicaine et prévoyait aux côtés d'une chambre politique, deux autres chambres, une des communes et l'autre des producteurs, sur le modèle de la Carta del Carnaro ; « Cette chambre permettrait aux citoyens d'être représentés mais pas seulement sur la base topographique et de leurs tendances générales ; mais aussi corporativement dans leurs intérêts plus directs et immédiats », in *L'Unione Democratica e il suo programma. Manifesto al popolo italiano*, Paris, 15 février 1927, p. 11.

25. Sur Schiavetti et le républicanisme en exil, SIGNORI E. et TESORO M., *Il verde e il rosso. Fernando Schiavetti e gli antifascisti nell'esilio fra repubblicanesimo e socialismo*, Le Monnier, Florence, 1987.

de Campolonghi à celui de président, réagit avec les démissions de Buozzi et Treves et avec une lettre officielle de Modigliani au nom du comité central du PSULI. Le parti ne remettait pas en question le positionnement antimonarchique, mais le caractère plus ou moins politique que devait assumer la LIDU. Jusqu'à ce qu'elle soit demeurée un organe « profane » de la franc-maçonnerie, une sorte de « croix rouge » de l'exilé et de l'émigré, l'adhésion au parti avait été attendue et spontanée. On se demandait « si l'adhésion à la *Ligua* (puisse) être refusée (comme ce délibéré le prétend) à qui, bien qu'ayant toujours milité avec sincérité de foi et d'œuvre en défense des droits de l'homme et du citoyen, n'accepte pas, comme présumés nécessaires et apodictiques d'une telle défense, une problématique politique déterminée et un avis historique déterminé²⁶ ». La discussion sur la question antimonarchique, qui toutefois aurait risqué de laisser hors jeu des hommes de foi indubitable antifasciste tels que Amendola, Cianca, Tarchiani, bien que ralentissant la dynamique constitutive de la *Concentrazione*, fut l'occasion d'une première réflexion sur les responsabilités de la famille de Savoie dans l'affirmation du régime fasciste. Le compromis de condamner la famille royale et non l'institution monarchique, fut le dernier avant la naissance de la *Concentrazione*.

**« Psychologie du compromis »
versus « psychologie révolutionnaire »**

La *Concentrazione* antifasciste vit le jour officiellement à Paris en avril 1927, après un débat serré sur les caractéristiques de la nouvelle organisation qui avait repoussé la proposition d'une union ouverte aux adhésions individuelles ou d'un organisme au-dessus des partis, pour prendre enfin la forme d'un « cartel de partis²⁷ ». L'acte de naissance de la *Concentrazione* marquait la formalisation du nouveau cours de l'émigration politique et la rupture avec la phase précédente, caractérisée par l'action indisciplinée, confuse, velléitaire et souvent peu claire dans ses finalités. L'institutionnalisation du mouvement antifasciste en France eut un effet normalisateur indéniable sur le climat politique de la communauté italienne, responsabilisant les leaders élus au Comité directeur, isolant les francs-tireurs et précisant les frontières de l'antifascisme légitime. L'affirmation de la suprématie des partis ne signifiait pas par ailleurs un changement important par rapport à la stratégie de l'Aventin, restant dans le sillage déjà tracé par Salvemini et Turati en Italie, c'est-à-dire combattre le fascisme « avec la résistance passive et avec l'abstention parlementaire à l'intérieur et avec la dénonciation

26. Emmanuele Modigliani au Comitato Centrale della Lidu (De Ambris), Paris, 6 août 1927, in Archives-Guastoni-De Ambris.

27. Sur le débat sur la naissance de la *Concentrazione*, FEDELE S., *Storia della Concentrazione antifascista. 1927-1934*, Feltrinelli, Milan, 1976, p. 24-26.

permanente des faits à l'extérieur²⁸ ». Campolonghi et Ciccotti, comme le révèle la correspondance avec Modigliani, avaient convaincu De Ambris de l'opportunité de traduire le choix de l'antifascisme intransigeant dans un organisme souverain et unitaire, dans lequel les différentes positions politiques auraient une légitimité égale. Durant la première période de vie de la Concentrazione, la fédération de la LIDU du sud-ouest, bastion des partisans de De Ambris, participa de façon active à la tentative de dépasser les limites d'une propagande purement passive et *négative* et de construire une plateforme pour l'après fascisme, ne renonçant pas à batailler pour l'affirmation d'une pratique active et *positive*. La participation de la LIDU eut également des effets concrets dans la définition des limites et des devoirs de la Concentrazione, poussant ainsi le Comité central à prendre publiquement position contre la famille royale après la constitutionnalisation du Grand Conseil du Fascisme et contre le Vatican après la signature du concordat²⁹. La motion du Comité fédéral de la Fédération du sud-ouest de la LIDU, rédigée par le républicain Silvio Trentin, et adoptée au même moment par les socialistes unitaires et maximalistes, associés de la LIDU et organisés dans la Confédération de Toulouse et de sa région, avait déjà dessiné en octobre les lignes programmatiques de la Concentrazione, avec une critique explicite de la stratégie de l'Aventin et une attaque contre la famille de Savoie et les « castes » militaires, critiquant « *cette psychologie du compromis*, qui est négative pour l'action actuelle, répugnante pour les consciences saines, profondément anti-pédagogique pour un peuple comme le nôtre, qui a besoin avant tout d'apprendre à se baser sur sa capacité de lutte et de sacrifice plutôt que sur les promesses illusoire d'un machiavélisme déprimant et mensongers³⁰ ».

Le terrain de la propagande demeurait pour le moment le plus adapté pour tester les marges de collaboration et de croissance de l'antifascisme démocratique organisé : la mission principale, consistant à « saturer » l'opinion publique française, trouva sa forme coordonnée non seulement dans la rédaction de *La Libertà*, mais également au sein de l'Unione Giornalisti « Giovanni Amendola », née en août 1927 et guidée par Turati, son président, et De Ambris, son secrétaire³¹. Une des initiatives les plus impor-

28. Gaetano Salvemini à Filippo Turati, 28 juillet 1924, maintenant in QUAGLIARELLO G., *Gaetano Salvemini*, il Mulino, Bologne, 2007, p. 158.

29. FEDELE S., *Storia della Concentrazione...*, op. cit., p. 29-30 et 37.

30. Mozione sull'indirizzo e l'attività della Concentrazione antifascista, Toulouse, octobre 1927, votée par les sections de Muret, Toulouse, Montastruc, Arbas, St. Martory et Pays Basque de la Lidu de Toulouse, Muret, Mervilla, Launae, Montestruc, Grenade et Castelnaudary du Sindacato regionale dei lavoratori della terra (guidé par les partisans de De Ambris), de la section Toulouse du Psi, de la section régionale du sud-ouest du Psli, in Archives Guastoni-De Ambris.

31. Les adhérents promoteurs étaient Giuseppe Andrich, Silvio Barro, Mario Bergamo, Alessandro Bocconi, Bruno Buoizzi, Alberto Cianca, Ugo Coccia, Alberto Giannini, Guidi Grimaldi, Pietro Montasini, Pietro Nenni, Renato Padovani, Felice Quagliano, Giorgio Salvi, Fernando Schiavetti, Filippo Turati, Claudio Treves, Francesco Volterra et Alceste De Ambris comme directeur de « L'Exoria ». En novembre vinrent s'ajouter Campolonghi, Aurelio Natoli, Eugenio Chiesa, Cipriano

tantes de l'association journalistique fut l'organisation d'une manifestation antifasciste à Cologne le 10 juin 1928 à l'occasion de l'Exposition internationale de la Presse³². La « contre-exposition » antifasciste, avec la préface de Miglioli et l'introduction de Salvemini était divisée en trois sections : le « Cimetière » avec la liste et la présentation des publications supprimées par le régime fasciste ; « Nos Martyrs », section dédiée à Amendola, Matteotti, Gobetti et aux journalistes envoyés en déportation ; la section « Résurrection » avec la présentation de la presse en exil. Le matériau de la seconde section, préparé et mis à disposition par De Ambris³³, était en grande partie constitué par les sources de ses trois opuscules de l'Exoria, en particulier les photos du lungotevere et du bois de la Quartarella, les notes et informations sur Gobetti et des passages du mémoire de Cesare Rossi sur le cas Amendola.

Des dizaines de conférences, entre 1927 et 1928, à Paris et en province, en présence des dirigeants de la LIDU, de la Cgt et la démocratie française, organisées en soutien à la cause antifasciste, rythmèrent la propagande des exilés³⁴. Les thèmes préférés de Campolongo et De Ambris étaient par certains aspects similaires et cohérents, par d'autres, marqués par des différences qui reflétaient la diversité des points de vue. Le premier thème insistait sur la rhétorique de la « vraie » patrie en exil opposée au régime illégal, finissant inévitablement par soutenir les tendances au sein de la Concentrazione et par se présenter comme une sorte de contre-diplomatie qui cherchait à convaincre les gouvernements et les opinions publiques des pays hôtes de la nécessité d'isoler le gouvernement fasciste. Le second traitait lui aussi du thème de l'illégalité du régime, mais y ajoutait le thème de

Facchinetti, Angelo Tonello, Gaetano Salvemini, Angelica Balabanoff, Arturo Labriola, Alberto Tarchiani, Vincenzo Nititi, Carlo Bonani, Ottavio Pastore, Camillo Berneri, Umberto Calligaris, Enrico Montuori, Filippo Amedeo et Goffredo Rosini. L'association, autonome par rapport à la Concentrazione, du fait de la présence de Giannini et Grimaldi, défendait la liberté de pensée et la libre information de la presse, source : la police politique, 25 septembre 1927, in Acs, Mininter., Ps, Cat. G1, b. 246, f° 557, Paris, Unione giornalisti « G. Amendola ». Sur l'Ugiga, ROGARI S. (dir.), *L'Unione Giornalisti Italiani «Giovanni Amendola», 1927-1933*, Li Causi Editore, Bologne, 1983 ; SIDDI Franco (dir.), *La conquista della libertà: il giornalismo italiano da Amendola alla liberazione*, Memori, Rome, 2008.

32. L'exposition antagoniste, hébergée dans la Volkhaus allemande fut décevante au regard de ses trois mille visiteurs contre les trois millions de celle officielle, *ibid.*, p. 22. Rogari souligne que dans un sens relatif « L'Unione avait obtenu un succès propagandiste non négligeable », qui pourtant nous le soulignons, devait être nuancé par certaines tensions au sein des exilés parisiens durant les mois précédents du fait des différences de point de vue sur le matériel à choisir. Ainsi, l'Ugiga durant les mois suivants se limita à organiser une série de conférences jusqu'à l'été 1929 et elles servirent seulement à légitimer les militants ayant la carte de presse. De Ambris sorti du comité de direction de l'association à la fin de 1929 à cause de son manque d'activité et des polémiques avec *La Libertà*.
33. Tout dans les Archives Guastoni-De Ambris. Voir le catalogue Exposition de la presse antifasciste italienne, Cologne, 10 juin 1928 (volkhaus-severinstrasse 199). Union des journalistes antifascistes italiens « G. Amendola », Paris, 1928, en particulier le chapitre « I nostri martiri », p. 44 *sq.* Il existe également une version allemande : *Ausstellung der Italianischen Antifascistischen Presse*.
34. Pour la conférence de la concentration les divers fascicules personnels et de la police politique et à l'Acs : pour ceux de la Lidu nous renvoyons à VIAL E., *LIDU 23-24...*, *op. cit.*, p. 110.

l'impérialisme fasciste qui fatalement aurait conduit à la guerre européenne, en premier lieu avec la France, moins « développé » par Campolongo pour ne pas fournir indirectement une légitimité internationale à la politique étrangère italienne³⁵. L'argument du fascisme comme facteur permanent de déstabilisation de l'équilibre européen, qui circulait parmi les propagandistes antifascistes les plus attentifs et influents, entre autre chez Salvemini, lequel, dépassant son peu d'estime pour le syndicaliste, avait eu des échanges d'information avec De Ambris sur la compilation des opuscules sur Matteotti³⁶. Au contact avec les communautés émigrées françaises, la critique de l'impérialisme mussolinien débouchait sur la campagne pour la désertion en masse en cas de guerre³⁷. Les conférences et les réunions révélaient l'absence de consensus et devenaient souvent le théâtre de l'hostilité entre les composantes sociale-démocrates et franc-maçonnnes et celles de l'action et républicaines, divisées sur la définition des caractéristiques de l'action antifasciste et des formes organisationnelles de la Concentrazione³⁸.

Une fois de plus, après le second congrès de 1928, la LIDU présenta une motion qui proposa de déconcentrer le pouvoir délibératif aux masses organisées dans les comités locaux et de donner à la Concentrazione un caractère et une fonction de « gouvernement en puissance » dédiée à la réalisation d'une république démocratique des travailleurs italiens : il s'agissait de mettre au second plan l'exigence de la propagande à l'étranger pour orienter les forces vers l'Italie. De Ambris, retrouvait paradoxalement le problème rencontré à Fiume, quand, à sa volonté de poser la « conquête » de Rome comme le but principal du mouvement légionnaire autonome, s'affirmait la recherche du compromis politico-institutionnel et le choix d'orienter les forces sur des objectifs concrets territoriaux et diplomatiques :

« Il n'est pas vrai que l'affirmation de notre volonté de conquête libératrice de l'Italie soit un obstacle à l'action quotidienne. Il est vrai, toutefois, que cette volonté, se concrétisant dans une certitude spirituelle, peut animer d'un souffle ardent notre peine de chaque jour, la faisant apparaître moins mesquine et nous donnant l'impulsion pour continuer face à toute adversité [...] La vieille légende des maçons du Temple, lesquels travaillaient avec la truelle et le marteau pour élever l'édifice visible, mais avaient toujours sur eux l'épée pour se défendre des ennemis de l'intérieur, est l'image de ce que

35. Note du fiduciario 148, Umberto Ferrari, 14 septembre 1928, note du Consulat de Mulhouse, 8 novembre 1928, Acs, Mininter., Polpol, b. 46.

36. La « citoyenneté » antifasciste commune des deux protagonistes les avait rapprochés.

37. *Ibid.*, p. 205 sq. « Le fascismo et la guerre », *Tunis socialiste*, 21-23 juillet 1930, maintenant in De FELICE R., *Sindacalismo rivoluzionario...*, *op. cit.*, p. 146-147. L'ordre du jour pour la désertion fut présenté au IV^e congrès de la LIDU, Paris, du 30 mai au 1^{er} juin 1930 et voté seulement par la majorité des ligueurs, au désespoir de De Ambris qui voulait l'unanimité « Ceux-là ont certainement oublié que Mazzini, en 1854, n'hésitait pas à prôner la désertion pour les soldats que le gouvernement piémontais envoyait en Crimée », Leopoldo Caroti à Alceste De Ambris, Paris, 7 juin 1930.

38. Note du n° 19, 10 décembre 1927, Paris, in Acs, Mininter., Polmateria, b. 10, f° 4.

devrait être notre œuvre de demain. Il ne me semble pas que ce soit trop anticiper de demander que la trace des fondements de cette construction que nous devons élever ensemble pour qu'elle puisse devenir notre maison commune soit marquée dès aujourd'hui³⁹. »

Cette partie de la motion, au-delà de la parabole libéral-maçonne, révélait le caractère encore volontariste et conspiratif de l'antifascisme de De Ambris, qui opposait, même en exil, la force créatrice et mobilisatrice du mythe à la rationalité compromissive du parti démocrate. Déjà il avait du mal à cacher « la nausée » qu'il éprouvait face à « la petite politique antifasciste : Pasquin au contraire d'Ézéchiél⁴⁰ ».

Action, Concorde, Sacrifice, Constance, Secret

La nécessité de transformer la propagande à l'étranger en action conspiratrice en Italie était ressentie dans différents secteurs du monde de l'exil, en particulier dans les composantes les plus jeunes du mouvement socialiste et républicain, que De Ambris cherchait à approcher à travers les sections locales, court-circuitant ainsi les « vieilles barbes » de la Concentration comme Treves, Turati et Modigliani⁴¹.

Alessandro Pertini⁴² fut un des jeunes que De Ambris avait aidé à transformer en action concrète son hostilité envers la politique attentiste et prudente de la Concentrazione, comme il l'avait révélé au début de 1929 au républicain Schiavetti, se disant « aujourd'hui plus que jamais [...] dégoûté par notre mouvement » et convaincu que « notre unique terrain d'action est là-bas et non ici⁴³ ». Après avoir collaboré à l'expatriation clandestine de Turati avec Carlo Rosselli et le capitaine Italo Oxilia, dans les premiers mois de 1928, le jeune syndicaliste s'était rapproché du groupe marseillais des républicains et de la LIDU. Il était devenu secrétaire pour les Alpes maritimes de l'organisation de De Ambris et Campolonghi, avec lequel – également avec Pietro Monti – il avait constitué une cellule niçoise formelle au sein du Comité pour l'action de la Concentrazione, mais qui était en réalité autonome⁴⁴. Après les fameuses mésaventures « radiopho-

39. *Ibid.*

40. Note autobiographique, in Archives Guastoni-De Ambris.

41. Alceste De Ambris à Fernando Schiavetti, 30 mai 1928, maintenant in SIGNORI E. et TESORO M., *op. cit.*, p. 23.

42. Futur président de la République italienne.

43. Alessandro Pertini à Fernando Schiavetti, Nice, 6 janvier 1929, maintenant in CARETTI S. (dir.), *Sandro Pertini, Carteggio: 1924-1930. Pietro Lacaita*, Manduria/Rome/Bari, 2005, p. 100-101 ; également TESORO M., « Pertini fuoruscito: carteggio con Schiavetti dal 1927 al 1929 », *Nuova Antologia*, octobre-décembre 1981, p. 3-23.

44. Alessandro Pertini à Filippo Turati, Nice, 15 février 1928, *ibid.*, p. 57-58. C'est la commission dont parlait Faggi, soutenant qu'elle était sous les ordres de la Concentrazione ; FAGGI V., *Sandro Pertini: sei condanne, due evasioni*, Arnoldo Mondadori, Milan, 1970, p. 149-150. La cellule eut une existence agitée, handicapée par la prudence des dirigeants réformistes comme Treves, Buozzi

niques⁴⁵ », Pertini exprima sa volonté de contribuer en personne à l'organisation clandestine en Italie et trouva un soutien pas tant chez ses camarades de parti, mais parmi les républicains et les « ligueurs » de De Ambris. Début mars, se rendant à Nice pour une tournée de propagande et de conférences, De Ambris, visita plusieurs sections de la LIDU des Alpes maritimes et accompagné par le jeune socialiste, discuta avec lui de l'opportunité d'un voyage en Italie et en Corse. Après être passé par la Suisse et avoir retiré à la centrale antifasciste de Genève un faux passeport⁴⁶, Pertini entra en Italie le 26 mars 1929 et envoya de Savone, première étape de son voyage, une lettre en langage conventionnel qui confirmait son arrivée⁴⁷, juste avant d'être arrêté à Pise.

Pertini ne fut pas le seul jeune à accomplir un voyage téméraire d'exploration en Italie durant le printemps 1929 : le socialiste révolutionnaire Fernando De Rosa, qui dans le sillage de son mentor Nenni⁴⁸, était entré dans le courant fusionniste, accomplit lui aussi une tournée des villes italiennes⁴⁹. Arrivé à Paris en mai 1928, De Rosa avait résolu des problèmes de titres de séjour grâce à l'intervention de De Ambris, ce qui avait initié une relation personnelle et politique De Ambris et le jeune homme, encore une fois autour de la nécessité de l'action et l'organisation conspiratrice. Déçu par l'attitude timide de la Concentrazione et par le renvoi d'un attentat redouté contre Alfredo Rocco⁵⁰, De Rosa décida d'aller en Belgique pour attenter à la vie de l'héritier du trône de Savoie⁵¹, Umberto, qui le 24 octobre 1929 s'était rendu à Bruxelles pour officialiser ses fiançailles

et Modigliani qui redoutaient les répercussions négatives en cas d'actions trop éclatantes en France et d'arrestations en Italie, FEDELE S., *Storia della Concentrazione...*, *op. cit.*, p. 54.

45. Les contradictions entre son appartenance politique et l'exigence de l'action s'étaient aggravées après son arrestation le 7 octobre 1928 du fait de l'installation d'un appareil de radio-transmissions avec lequel il entendait créer un pont avec ses camarades ligures. La solidarité de *La Libertà* et de son directeur fut timide et formelle, cependant elle fut accompagnée d'articles sur des périodiques provençaux qui attestaient la thèse d'un complot fasciste, Alessandro Pertini à Filippo Turati, Nice, 2 avril 1928, *ibid.*, p. 59-60. La LIDU à travers Montasini et Ciccotti avait pris la défense et exalté la valeur morale de l'entreprise de Pertini, qui avec peu de moyens et l'aide de certains camarades techniquement aguerris avait réussi à construire un appareil de grande qualité, ils avaient également démenté les révélations de *La France du Sud-Est* et du *Le Petit Provençal*, Alessandro Pertini à Ferdinando Schiavetti, Nice, 23 octobre 1928, TESORO M., *Pertini fuoruscito: carteggio con Schiavetti dal 1927 al 1929*, *op. cit.*, p. 83-84.

46. FAGGI V., *op. cit.*, p. 109-110.

47. Alessandro Pertini à Alceste De Ambris, Nice, 27 mars 1929, in Archives Guastoni-De Ambris.

48. Un rapport dû en partie à l'amour du jeune De Rosa pour Èva, la fille de Pietro Nenni.

49. GIOVANNA M., *Fernando De Rosa. Dal processo di Bruxelles alla guerra di Spagna*, Guanda, Parme, 1974, p. 104; LOTETA G., «Fratello mio valoroso compagno...» *Dall'Italia alla Spagna, la vita avventurosa di Fernando De Rosa, socialista libertario*, Marsilio, Venise, 1998, p. 48.

50. L'idée d'un attentat contre Rocco venait de la Giovine Italia de Eugenio Chiesa, l'ancien et « vénérable » républicain qui avait également rejoint Paris, donnant une nouvelle impulsion à la loge Italia après les tensions entre Campolongo et Triaca, *ibid.*, p. 50-51.

51. De Rosa se rapprocha du nouveau mouvement de Giustizia e libertà, fondé en automne 1929 par Carlo Rosselli, Nitti et Emilio Lussu, qui s'étaient évadés du confino de Lipari, grâce à l'action menée par Tarchiani, Oxilio et le républicain Gioachino Dolci, GIOVANNA M., *Giustizia e Libertà in Italia. Storia di una cospirazione antifascista, 1929-1937*, Bollati Boringhieri, Turin, 2005, p. 3 sq.

avec Marie-José de Saxe-Coburg, fille d'Albert, Roi de Belgique, mais il fut arrêté avant de passer à l'action. En prison⁵², De Rosa écrit plusieurs lettres à De Ambris dans lesquelles il apparaissait non seulement comme un « dévoreur » de littérature marxiste que Pietro Nenni lui envoyait et qui selon le leader socialiste « pénétra son esprit ». Le syndicaliste lui envoya plutôt des textes de tradition révolutionnaire, conspiratrice et républicaine : Mazzini et Buonarrotti, Pisacane et Ferrari, des essais sur Marat, Desmoulins et Babeuf, qui peut-être ne pénétrèrent pas de la même manière le jeune socialiste, mais au regard de la longueur et la profondeur des lettres de remerciement adressées à De Ambris, les courriers l'avaient poussé à approfondir le caractère éthique et libérateur de la violence révolutionnaire pré-marxiste. Son insatiable soif juvénile pour l'unité l'amenait à chercher, non sans exagérations théoriques et interprétatives, une continuité entre la lutte libérale et celle socialiste, entre les « vieux » héros de la révolution et du Risorgimento et les nouveaux devoirs du mouvement ouvrier et antifasciste. Le terrain de l'action était le plus adapté pour favoriser cette convergence entre la morale du mouvement mazzinien, dont De Rosa souhaitait le retour comme force d'impulsion et la réalité sociale de la lutte des classes. Sans trop le cacher, De Rosa comparait toutefois Mazzini et le Risorgimento bourgeois, aux vieilles divisions entre réformistes et maximalistes ou entre interventionnistes et pacifistes, ces résidus du passé à ne pas oublier, mais à dépasser dans l'unité socialiste marxiste, fille légitime de ce patrimoine héroïque dont De Ambris lui-même, *volens nolens* faisait désormais partie, au moins en ce qui concernait la possibilité de l'action⁵³. De Ambris avait le droit et le prestige de rester aux côtés des « vieux » maîtres, dont la vénération du jeune De Rosa était indiscutable⁵⁴, mais il était désormais réduit à un rôle d'agitateur, certes important, mais peu efficace et résiduel et de fait rattaché à ces « vieilles barbes » qu'il n'aimait pas ; la figure du syndicaliste sortait mutilée de son aspect le plus caractéristique et reléguée à un rôle secondaire.

La fébrile tension conspiratrice n'était certes pas éteinte : entre le printemps et l'été 1929, conscient des limites de l'action militante antifasciste « ouverte », De Ambris avait passé au crible la possibilité de relancer un mouvement secret aux côtés du Comité d'action de la Concentrazione, différent bien qu'allié de la Giovane Italia. La relation avec les deux jeunes rebelles, Pertini et De Rosa, n'avait pas un aspect ponctuel et contingent

52. Son arrestation provoqua la solidarité commune du monde antifasciste, avec des degrés différents. Treves se solidarisa avec le jeune mais condamna l'acte individuel car contraire à la doctrine socialiste alors que Giustizia e Libertà, les républicains et les syndicalistes de la LIDU, exaltèrent la figure du jeune homme. Le procès devint, grâce à la savante défense des deux avocats démocrates belges, un réquisitoire contre le fascisme, rappelant la stratégie des procès Modugno et Bonomini.

53. Fernando de Rosa à Alceste De Ambris, Prison à Forest, 30 août 1930, in Archives Guastoni-De Ambris.

54. De Rosa citait Facchinetti, Nenni et Turati, *ibid.*

ou dicté par le seul désir d'absorber les meilleures forces nouvelles de l'antifascisme dans son courant, mais était cohérent avec l'idée de fonder, sur le modèle des expériences passées de la « Semaine Rouge » et de l'interventionnisme, une organisation secrète, qui aurait pour finalité principale l'action violente antifasciste, antimonarchique et anticléricale. Son rapport avec la franc-maçonnerie s'était atténué parallèlement au développement de son rôle de dirigeant de la LIDU et de la Concentrazione ainsi qu'à la définition de problématiques qui lui faisaient préférer une plus grande liberté d'action et d'alliance, en particulier avec les Républicains qui lui avaient suggéré de quitter la Loge Italia en janvier 1928⁵⁵.

En mars, il était revenu dans la ville de Robinson en banlieue parisienne, dans un logement social de la nouvelle « cité jardin ». Comme cela avait été le cas à Lugano et à Milan, la nouvelle maison devint le lieu privilégié de rencontre de la communauté des exilés, qui malgré les disputes, les dissensions et les polémiques étaient accueillis tous les dimanches pour jouer aux cartes et manger ces mêmes pâtes faites maison par Marietta, la compagne de De Ambris. Les rencontres étaient bien sûr l'occasion de faire le point sur l'état de la lutte antifasciste et pour débattre des idées aussi suggestives qu'extravagantes de De Ambris. Il récupéra surtout ses vieilles études historiques sur l'aspect « social » de la Révolution française et celle sur la conspiration de Buonarrotti, puis présenta, en avril 1929, dans une conférence regroupant les principaux leaders de la Concentration, le sens historique et politique de son nouveau projet, incitant « les antifascistes à continuer avec énergie la lutte, sans donner des signes de découragement, ni de fatigue, même si la victoire semblait encore lointaine, imitant l'exemple de Filippo Buonarrotti qui fut un infatigable sans trêve dans les luttes et les conspirations⁵⁶ ». Son intention était de fonder une nouvelle carboneria italienne, pour donner une impulsion à la lutte conspiratrice et coordonner l'activité clandestine républicaine, socialiste et syndicaliste. La vague répressive, qui depuis la fin de l'année 1925 avait touché la franc-maçonnerie de Palazzo Giustiniani, avait dissout également toutes les sectes voisines ou secrètes, comme la Carboneria et dispersé le pouvoir suprême, c'est-à-dire le centre de direction. De Ambris avait pourtant eu le moyen, via son cousin carbonaro Leopoldo Caroti⁵⁷ de connaître l'existence d'une Vallée

55. Carnet de matricule, in Archives Godf, Fonds Loggia Italia, n° 450. « Je suis entré en 1925 mais j'ai par la suite pensé à me mettre en retrait car je ne trouvais rien de bon à faire », Alceste De Ambris à Albano Corneli, 23 octobre 1928, désormais in FANESI P. R., *Verso l'altra Italia, Albano Corneli e l'esilio antifascista in Argentina*, Franco Angeli, Milan, 1991, p. 134.

56. Télégramme de l'ambassade de Paris, 9 avril 1929, in As, Cpc, b. 1632, Alceste De Ambris, également la note du fiduciario 37, Aldo Soncelli, Geneve, 3 avril 1929, in Acs, Mininter., Polpol, b. 390, p° 46.

57. De Ambris avait contacté Caroti, fils du député communiste Arturo et directeur du périodique radical à New York « Il Soclo », pour une collaboration journalistique. En 1927, il avait envoyé trois articles qui explicitaient clairement sa conception ouvrière et révolutionnaire de la franc-maçonnerie ; « Come un re venne decapitato », février 1927, « Una massoneria operaia », juillet 1927 et « Dal

à Sao Paulo au Brésil où résidait un représentant du pouvoir suprême et une chambre d'honneur assez bien développée pour accréditer le degré du syndicaliste, qui était maître de 5^e degré et avait la faculté « de créer Vendite (Loges) Carbonare dans les Vallées de France, de Suisse et du Luxembourg sous le contrôle des Vallées brésiliennes jusqu'à ce que soient renouées les relations avec le P (pouvoir) S (suprême) de Rome⁵⁸ », tenant « toujours informés des travaux que tu développeras⁵⁹ ». Le document est extrêmement intéressant parce qu'il révèle l'appartenance ancienne de De Ambris à des centres de carbonari. La pensée, non démentie d'éléments ultérieurs, retourne à la pension milanaise de la Via degli Eustachi où avait commencé l'époque « héroïque » de la « Semaine rouge » et de l'interventionnisme.

Sur le modèle de la « Giovine Carboneria dè Veri Italiani » fondée par les disciples de Buonarroti⁶⁰, De Ambris mit au point une nouvelle ébauche de rituel, de serment, de décalogue et d'organisation interne simplifiés dans les formes et actualisés pour la lutte antifasciste : « Le rite est psychologiquement utile et nécessaire. Les religions fondent leur pouvoir sur l'influence psychologique du rite. Mais le ritualisme ne doit pas rendre moins sûre l'existence de la société, obligeant à laisser des traces qui puissent aider les ennemis à en découvrir les composantes et les secrets essentiels⁶¹ ». Le concept de « Veri Italiani » entendait synthétiser la rhétorique de la patrie et le mythe de l'exil, qui opposaient les « barbares », illégitimes au gouvernement et les antifascistes, héritiers de la diaspora pré unitaire du Risorgimento. Le comité central de la nouvelle association secrète produisit

campagnonaggio alla prima internazionale », novembre 1927. Le thème du compagnonnage et de l'association professionnelle secrète intéressait seulement De Ambris, qui l'avait également *développé* à l'époque du « cénacle » de la Via degli Eustachi, mais plus tard aussi le « renégat » Rinaldo Rigola, r. r., « Verso una nuova forma di schiavitù in Germania », *I Problemi del lavoro*, 1^{er} mars 1934, qui pourtant avait une forme historiquement dépassée, exprimant un sentiment commun pour la grande majorité des militants de toutes les écoles politiques et syndicales de l'après-guerre : « Mais aujourd'hui ? Qui peut penser à faire revivre les sociétés secrètes, avec les symboles, les rites, les serments, les sanctions qui formaient les caractéristiques essentielles ? L'organisation étatique moderne a rendu impossible l'existence de sectes et des sociétés secrètes aux fins économiques, si bien qu'au premier stade de la liberté économique, malgré le fait que fut sévèrement interdit aux ouvriers de s'associer pour faire augmenter le prix du travail, ces derniers ne recoururent pas à l'association secrète. Ils luttèrent plutôt avec les armes politiques pour la conquête du droit de s'organiser publiquement et ils vainquirent. L'État peut intervenir pour réguler l'action des syndicats mais ceux-ci sont désormais en dehors de tout débat. »

58. « A tous les BB. CC. Eparpillés sur la surface de la terre », Feuille d'autorisation pour le B. C. C. M : . V : . Grade : . Spartaco, de la Valle de Sao Paulo, 10 septembre 1929, signé par G : . Seg : . Vulcano, G : . C : . V : . Platone, in Archives Guastoni-De Ambris.

59. G : . Seg : . Vulcano, G : . C : . V : . Platone à « Caro Cugino », septembre 1929, *ibid.*

60. L'exilé Gaetano Ciccarelli avait fondé cette association à Paris, sous l'impulsion de Buonarroti avec pour objectif « l'unité, l'indépendance et la liberté de l'Italie, j'entends par liberté un gouvernement républicain démocratique institué par la souveraineté du peuple et la parfaite égalité », avec diffusion surtout en Toscane. L'association aux accords avec la Giovine Italia le 29 septembre 1832, jetant les bases pour une fusion, mais le pacte dura moins d'un an ; *Statuto generale della Società dei Veri Italiani*, désormais in *Scritti editi ed inediti di Giuseppe Mazzini*, vol. V (Epistolario vol. I), Imola, 1909, p. 501-505.

61. Notes sur la Legione Sacra et sur la Carboneria, in Archives Guastoni-De Ambris.

une circulaire qui en présentait les finalités, le règlement disciplinaire et organique ainsi que les conditions d'entrée dont la première était « détruire cette circulaire sans en parler à personne, pour ne pas se rendre coupable d'un acte d'espionnage⁶² ».

Le tract antimonarchique, distribué à l'occasion des noces d'Umberto avec Marie José⁶³, – ayant échappé auparavant à l'attentat de De Rosa le jour de ses fiançailles – était l'acte de naissance de la nouvelle organisation conspirationniste qui pour le moment comptait parmi ses adhérents les partisans de « fer » de De Ambris, c'est-à-dire les toulousains. L'idée de fonder une nouvelle Haute Vendita (Loge) à Paris remontait à l'été 1929, donc avant l'arrivée en France des évadés de Lipari et avant la fondation de « Giustizia e Libertà ». Il ne faut pas exclure que De Ambris fut non seulement bien disposé envers les nouveaux arrivants, mais également convaincu de pouvoir les impliquer dans la « propagation » de l'organisation en vue d'une fusion avec « Gionvane Italia », autre association secrète inspirée de l'idéalisme républicain. Fausto Nitti, affilié à la Logge Italia depuis 1922, de religion protestante, classique « figure du conspirateur carbonaro-mazzinien⁶⁴ » entra tout de suite dans la LIDU avec un rôle de dirigeant et resta lié, comme nous le verrons, au courant carbonaro-« toulousain » ; Lussu également montra dans un premier temps de l'intérêt envers l'orientation carbonariste de l'action antifasciste comme le montre une lettre de Leopoldo Caroti. Le « cousin » de New York avait proposé d'affilier à la secte secrète un organisme profane comme le Partito d'Azione, reprenant le modèle mazzinien du Risorgimento⁶⁵ et les expériences du mouvement sardiste de l'après-guerre⁶⁶, avec l'objectif d'associer trois groupes conspirationnistes : les républicains, les maçons et les carbonari. Caroti avait demandé d'envoyer une liste de noms de dirigeants de confiance de la LIDU, comprenant Lussu qui déjà « m'a écrit [...], et je lui aurai déjà répondu, si ce dernier m'avait envoyé son adresse⁶⁷ », à qui proposer la constitution du « parti d'action⁶⁸ ».

62. Circulaire Pour la liberté de l'Italie, s. d. [mais 1930]. Dans les Archives Guastoni-De Ambris est conservée une cinquantaine de copies.

63. Lettera di alcuni Italiani proscritti – Uomini liberi, a S. A. R. Umberto di Savoia, Principe in Piemonte, nel giorno delle sue nozze, de l'Exil, le 8 janvier 1930. Le tract reprenait un autre document lancé en août 1924 *Lettera di alcuni italiani proscritti – Uomini liberi – a S. M. Vittorio Emanuele III, Re D'Italia, nel venticinquesimo anniversario del suo Giuramento costituzionale, dall'esilio*, le 4 août 1925.

64. M. Giovana, *Giustizia e Libertà...*, op. cit., p. 7. Sur Fausto Nitti et sa participation à la Giovane Italia, RAMELLA P., *Francesco Fausto Nitti, L'uomo che beffò Hitler e Mussolini*, Aracne, Rome, 2007.

65. Le démocrate Antonio Piccarolo avait fondé en 1928 le périodique *Risorgimento* qui constituait « La Difesa », HECKER A., *UM socialismo possibile. A atuação de Antonio Piccarolo em Sao Paulo*, T. A. Queiroz Editor, Sao Paulo, 1989, p. 17 ; BERTONHA J. F., *Som a sombra de Mussolini. Os italianos de Sao Paulo e a luta contra o fascismo, 1919-1945*, Fapesp, Annablume, Sao Paulo, 1999, p. 73.

66. SECHI S., *Dopoguerra e fascismo in Sardegna. Il movimento autonomistico nella crisi dello Stato liberale (1928-1926)*, Einaudi, Turin, 1969.

67. Leopoldo Caroti à Alceste De Ambris, New York, 11 mai 1930, in Archives Guastoni-De Ambris.

68. Leopoldo Caroti à Alceste De Ambris, New York, 21 et 24 avril 1930 et la réponse d'Alceste De Ambris à Leopoldo Caroti, Paris, 3 mai 1920, *ibid.*

De Ambris avait déconseillé d'adopter un modèle de parti bureaucratique de masse et d'orienter l'invitation à une « minorité volatile, puisée dans la masse », suivant les indications de Buonarrotti sur l'organisation de la Legione sacra (Légion sacrée), qui à l'époque avait représenté l'expression politique de la Carboneria. Ses notes rappelaient la conception utilitariste et instrumentale des organisations combattantes, d'assistance et sociales, « antichambre » du Parti historique de la révolution⁶⁹. Considérer la LIDU comme un organe profane et faisant partie de l'« économie » de la société secrète ou considérer la Concentrazione comme une organisation à pénétrer pour l'orienter « vers des fins de carbonari » était bien éloigné de l'esprit unitaire que revendiquaient non seulement les socialistes pour affirmer leur propre hégémonie, mais également les militants comme Campolonghi qui sur la suprême unité antifasciste avaient investi du temps et de la notoriété. La distance entre la conception sectaire de De Ambris et celle unitaire des dirigeants de la Concentrazione poussa le syndicaliste à prendre en considération l'hypothèse de quitter la France. Ses correspondances avec les antifascistes d'outre-océan lui suggéraient la possibilité de relancer son activité politico-journalistique justement dans cette Amérique du Sud qui semblait plus perméable et disponible à la propagande et l'action conspirative⁷⁰. Le voyage, déjà compliqué en soi, et de surcroît au regard de la santé précaire de l'ancien révolutionnaire, fut par ailleurs déconseillé par Albano Corneli, un des antifascistes les plus dynamiques de Buenos Aires, qui soulignait combien l'environnement argentin et sud-américain en général était déjà saturé par l'existence de nombreux périodiques et courants antifascistes souvent nettement opposés entre eux.

L'anticoncentrationnisme

Campolonghi, après la censure exercée par les autorités françaises⁷¹ qui étaient préoccupées par les « complots » antifascistes, avait relancé ses activités en tant que président de la LIDU, dirigeant réformiste et *trait d'union*

69. Notes sur la Legione Sacra et sur la Carboneria, in Archives Guastoni-De Ambris.

70. « Je suis las de rester à Paris, ou même en France. Les raisons de cet état d'âme sont nombreuses et diverses. Je perdrai ou je te ferai perdre trop de temps si je voulais les analyser. Sache qu'il s'agit d'un excès de cette manie vagabonde qui m'a poussé durant trente ans un peu partout. Même cette raison, du reste, a son importance même si ce n'est pas la seule ». Alceste De Ambris à Albano Corneli, Paris, 10 juillet 1929, désormais in FARNESI P. R., *op. cit.*, p. 126-137.

71. À la fin de l'année 1927, après des pressions de la diplomatie italienne et suite à la distanciation des rapports entre les deux gouvernements, les autorités françaises avaient imposé une limite aux accents antifascistes dans la page italienne de la « *La France de Nice et du Sud-est* », la suppression (le 13 décembre 1927) du « *Il Corriere degli italiani* » et la réduction des crédits bancaires pour les opérations éditoriales de De Ambris dans la région de Toulouse; CAROCCI G., *La politica estera dell'Italia fascista (1925-1928)*, Laterza, Rome, 1969, p. 110; Alceste De Ambris à Albano Corneli, Paris, 10 juillet 1929, désormais in FARNESI P. R., *op. cit.*, p. 134. Le recours informel aux canaux francs-maçons pour exercer une influence « discrète » fut l'une des raisons de l'abandon par De Ambris de la franc-maçonnerie.

entre la Concentrazione et la franc-maçonnerie dans le sens de l'équilibre et de la médiation, en particulier vis-à-vis des référents politiques et maçons français. Il souhaitait une affirmation plus déterminée des principes républicains et de laïcité dans la synthèse antifasciste, mais sa critique était adressée avant tout à De Ambris et à la gauche républicaine qui, avec leur nouvelle attitude impatiente et sectaire, favorisaient les tensions centrifuges et minaient la cohésion du front antifasciste. Si les aspirations insurrectionnelles n'empêchaient pas une bonne administration et une propagande efficace, la LIDU, comme force morale et pratique, ne se développait pas « sinon pour le peu que je peux faire et que je fais » *Pacte Laterano*. Silence. *Révolution (?) espagnole*. Silence. *Désastre dans le sud-ouest*. Silence, etc., etc. La LIDU se propage sans doute, mais sans irradier⁷² ».

La croissance quantitative et organisationnelle (propagation) n'étant pas accompagnée d'une croissance qualitative et morale similaire (irradiation) avait pour conséquence un rapport peu organique avec la fédération internationale des droits de l'homme, créée au début de l'année 1930 et avec les institutions françaises et internationales, notamment la Société des nations.

Si Campolonghi se préoccupait du rôle de la communauté des exilés dans la direction du développement universel des valeurs républicaines et socialistes, la perspective de De Ambris en revanche se focalisait toujours plus sur la spécifique question italienne.

Au cours du premier semestre de l'année 1930, les rapports entre « Giustizia e Libertà » et la LIDU avaient été cordiaux et marqués par la volonté commune de dépasser l'apathie concentrationniste et réformiste et de favoriser les convergences tactiques. Dans la même action conspiratrice collaboraient ensemble, souvent dans les comités clandestins en Italie, aussi bien des mandataires socialistes, des républicains et des maçons⁷³. De Ambris lui-même, bien qu'il ne cessait de fustiger les camarades des autres courants, restait dans le Comité d'action de la Concentrazione en y apportant les contacts de son organisation, spécialement en Suisse⁷⁴.

De Ambris soutenait la campagne conduite par les dirigeants de la « Grande Loge » contre les partis, rendant ceux-ci responsables des limites et des retards dans l'action de la LIDU, même s'il n'y retrouvait pas la prise de distance avec le parti socialiste et une relance de l'autonomie conspiratrice⁷⁵. La LIDU, « économie » de la « Nuova Carboneria », avait selon lui, toutes les cartes en main pour devenir « l'organisation – qui par l'élasticité antidogmatique de son programme, par sa relative force numérique et par

72. Luigi Campolonghi à Alceste De Ambris, Paris, 23 octobre 1928, in Archives Guastoni-De Ambris.

73. GIOVANA M., *Giustizia e Libertà...*, op. cit., p. 115 sq. Le franc-maçon du groupe milanais était Raffale Cantoni, alias Angoli ou Anzoli également MOLA A. A., « La Massoneria e "Giustizia e Libertà" », in *Il Partito d'Azione dalle origini all'inizio della resistenza armata*, Archives trimestrielles, Rome, 1985, p. 331.

74. Note de la police politique, 3 avril 1930, in Acs, Cpc, b. 1632, f. Alceste De Ambris.

75. Alceste De Ambris à Luigi Campolonghi, Paris, 17 avril 1930, *ibid*.

la composition de ses éléments – pouvait devenir le centre de l'action ». D'autres facteurs comme l'apolitisme imposé par les autorités françaises et le soutien à l'activité antifasciste contribuaient cependant à la rendre stérile et dépendante des partis⁷⁶.

La franc-maçonnerie elle-même, après son soutien à l'exil politique et au mouvement coopératif et « matteotiste », avait confirmé son alliance avec la Concentrazione à l'occasion d'une grande réception organisée par Campolonghi au restaurant Poccardi en décembre 1926⁷⁷. Elle évitait cependant de s'exposer pour ne pas troubler la politique extérieure française engagée dans les négociations internationales pour le désarmement et pour les mises au point territoriales souhaitant ainsi atténuer les excès de la polémique fasciste. Elle préférait donc parrainer les bureaux d'assistance aux exilés et la campagne pour le droit d'asile et promouvoir les droits de l'homme en Italie dans le contexte plus large de la fédération internationale et de la Société des Nations pour mieux souligner le caractère universel et international des principes de la Lega et éviter des dérives particularistes et révolutionnaires. Ainsi, selon De Ambris, la spécificité du problème italien se diluait dans la question plus complexe des dérives autoritaires à l'œuvre en Europe et dans le monde, phénomène qui, avec la poussée des droites nationalistes en Allemagne, devenait encore plus évident.

Sur le terrain de l'action conspiratrice, l'argent récolté grâce aux collectes publiques était insuffisant pour initier un solide réseau carbonaro entre l'Italie et la France. Les républicains et la « Giovane Italia » pouvaient compter sur l'apport personnel de l'ancien député Eugenio Chiesa, ardent défenseur de la stratégie offensive, jusqu'à quelques jours avant sa mort, en juin 1930. Par la suite, l'absence de financier extérieur rendit le parti dépendant des caisses de la Concentrazione, en dépit des résistances de Facchinetti et de la gauche remuante mazzinienne « marseillaise » et d'une stratégie conspiratrice peu efficace et improvisée. « Giustizia e Libertà » était composée de militants de bon niveau culturel et intellectuel qui avaient également une plus grande aisance économique comme Carlo Rosselli financeur de la presse clandestine, de la publicité en Italie ainsi que de l'organisation d'un réseau. Cependant du point de vue politique, l'« association semi-secrète Giustizia e Libertà » comme l'appelait De Ambris, adoptait, elle aussi, une position subalterne par rapport aux directives politiques réformistes, soit par lien sentimental avec les « maîtres » socialistes, soit par nécessité de

76. Sans compter l'autre problème qui avait des conséquences directes sur le reste, c'est-à-dire le manque chronique de financement. Les réformistes pouvaient compter non seulement sur l'appui de la seconde internationale, mais également jusqu'en 1931, sur la souscription individuelle de l'industriel italo argentin Torquato Di Tella, président de la Sociedad Industrial Americana de Maquinaria, proche de Turati, d'orientation réformiste et un des fondateurs d'Italia Libera en Argentine. De 1928 à 1931, il finança les activités de la concentration confiant à Filippo Turati 450 000 liras ; TOBIA B., *Scrivere contro. Ortodossi ed eretici nella stampa antifascista dell'esilio, 1926-1934*, Bulzoni, Rome, 1993, p. 57 sq. Nitti finança dans un premier temps « Il Becco giallo » de Giannini et Cianca.

77. VIAL E., *LIDU 23-24...*, op. cit., p. 102.

trouver un bord politique qui garantisse des marges de manœuvre et la mette à l'abri des persécutions des autorités françaises⁷⁸. Les communistes et les anarchistes formaient des mondes à part : les premiers étaient financés, organisés autour de jeunes, audacieux et prêts à l'action, irréductiblement « ennemis déclarés » des démocrates ; les seconds étaient composés d'hommes prêts au sacrifice et capables de mener des plans révolutionnaires, assez nombreux, disposant d'organes de presse, mais « réduits à l'impuissance en raison de leurs divisions et subdivisions internes dans lesquelles il est difficile de s'y retrouver⁷⁹ ». Évidemment il y avait les exemples, encore récents, de l'héroïsme de Pertini et de De Rosa que De Ambris ne manquait pas de rappeler dans les meetings entre italiens des banlieues parisiennes, mais entre le manque de moyens et la pénurie d'éléments valides, l'organisation « buonarottienne » peinait à se développer et pas seulement en raison du boycott des « éteignoirs » et des « monopolisateurs » comme le syndicaliste se plaisait à dénommer les dirigeants socialistes⁸⁰.

De Ambris voulut donc relancer le projet conspiratif avec quelques initiatives individuelles. Grâce à la contribution des sections américaines de Caroti et d'Antonio Piccarolo, il publia avec la maison d'Édition della « Sala Italia Libera » (ESIL) de Marseille, gérée par Alberto Chiodini et les républicains de gauche, un livre sur Mussolini, pour le faire circuler clandestinement en Italie, renouvelant l'idée du livre sur Matteotti qui avait été un succès. L'œuvre qui entendait démolir la figure du Duce, le décrivant comme un embusqué, un tricheur, un arriviste, un traître, reprenait les principaux arguments de la campagne antifasciste comme la violence du régime, la soumission à l'Église et l'impérialisme avec une critique acérée du corporatisme à la sauce fasciste qui reprenait, de manière grossière, les principes de la Carta del Carnaro et se présentait comme un moyen de destruction du syndicat⁸¹. L'opuscule de De Ambris eut cependant une diffusion restreinte soit du fait d'une moindre attention de l'opinion publique française aux publications antifascistes, soit en raison de certaines interventions zélées des autorités fédérales suisses qui en interdirent l'entrée et la diffusion grâce à une loi sur le service postal rarement utilisée jusqu'alors⁸².

Lors du Conseil général de la Concentrazione en septembre 1930, la signature d'un nouveau pacte d'action consacrait l'alliance entre la

78. Document dactylographié avec des analyses de différents groupes (juillet 1930), in Archives Guastoni-De Ambris.

79. *Ibid.*

80. Alceste De Ambris à Leopoldo Caroti, Paris, 7 juin 1930, *ibid.*

81. DE AMBRIS Alceste, *Mussolini. La legenda e l'uomo, Pagine dell' «Italia Libera»*, Marseille, mai-juillet 1930.

82. Note du fiduciario 290, Giovanni Bazzi, Lugano, 6 octobre 1930 ; note du fiduciario 4, Claudio Belloni, Marseille, 27 octobre 1930, note du fiduciario 37, Aldo Soncelli, Paris, 24 octobre 1930, in Acs, Polpol, b. 390, P° 46. L'opuscule eut tout de même une bonne diffusion dans le Tessin, note du fiduciario 37, Aldo Soncelli, Paris, 28 décembre 1930.

Concentrazione et « Giustizia et Libertà » et déplaçait le centre de l'action en Italie sur un programme social, démocratique et autonome basé sur le suffrage universel, l'abolition du concordat, la séparation de l'Église et de l'état, le rétablissement des autonomies locales, la répartition fiscale équitable, la liberté de pensée et de la presse ainsi que la liberté syndicale⁸³. Bien que déplaçant la Concentrazione vers la gauche, le pacte empêcha, selon De Ambris, le projet d'associer les trois âmes de la conspiration (républicaine, carbonara, maçonnerie de la Grande Loge) les laissant en dehors du contrôle des partis. Ses attaques contre la direction de la Concentrazione se firent encore plus vives jusqu'à la violente polémique sur la politique étrangère des gouvernements sociaux-démocrates quand il critiqua les résultats du lent processus de normalisation des relations diplomatiques et des négociations sur le désarmement. Le voyage à Rome, du 24 au 28 février 1931, du ministre des Affaires étrangères travailliste, Arthur Henderson, pour convaincre Mussolini et le ministre des Affaires étrangères Dino Grandi d'accepter l'ultime ébauche d'accord sur la parité navale entre l'Italie et la France, fut l'occasion de dénoncer la faillite de la propagande des exilés politiques auprès des gouvernements démocratiques et la trahison du socialisme international à la cause antifasciste⁸⁴. La visite d'Henderson fut lourdement attaquée par De Ambris dans deux interventions très dures qui ébranlaient le consentement unanime manifesté par les socialistes italiens⁸⁵. Le second article dénonçait la « véritable trahison que le gouvernement travailliste est en train d'accomplir à l'égard des intérêts internationaux de la démocratie⁸⁶ », attitude pacifiste diffuse et hypocrite, faite de compromis, nouvelle preuve de la nécessité de se démarquer du « chapeau » des réformistes et de l'aide des gouvernements étrangers et de « nous préparer nous-mêmes, de préparer le peuple italien à l'accomplissement de l'acte insurrectionnel nécessaire pour briser ses chaînes⁸⁷ ». Le

83. Patto d'unione e d'azione, in *La Libertà*, 13 septembre 1930.

84. Le *London Naval Treaty*, négocié entre les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et le Japon, entendait fixer les limites de la production d'armements navals dans l'optique d'une liberté des mers et du désarmement mais il s'était retrouvé bloqué par la volonté italienne d'obtenir le même traitement que sa voisine la France. Il s'agissait donc d'un banc d'essai fondamental pour la politique étrangère de Mussolini, qui d'un côté devait renoncer à ses aspirations impérialistes et de l'autre devait se refaire une virginité après l'occupation de Corfù et retrouver son rang parmi les puissances mondiales. Sur la politique étrangère du régime et la question du contrôle des armements DI NOLFO E., *Mussolini e la politica estera italiana: 1919-1933*, CEDAM, Padoue, 1960; DE FELICE R., *Mussolini il Corbaccio*, Milan 1998, p. 110-129; GRANDI D., *L'Italia fascista nella politica internazionale*, Rome, 1930.

85. Le premier article *Gli accordi di Roma*, marzo 1931, coupure in Archives Guastoni-De Ambris. Les socialistes considéraient l'action anglaise comme une preuve de l'infériorité de l'Italie fasciste, « contrainte » à accepter les demandes, par rapport aux autres puissances; ils légitimaient l'hypothèse que ce fut Henderson qui réussit à restreindre les exigences italiennes sur le développement des armements et à ramener le régime dans le giron de la diplomatie internationale normale.

86. Confidentielle personnelle, s. d. [mais avril 1931], *ibid.*

87. Extrait d'article Dopo i patti di Roma. Guardiamo in faccia la realtà, in Archives Guastoni-De Ambris.

caractère anti-concentrationniste de la polémique apparaissait clairement dans les correspondances de l'aile radicale de la LIDU qui chercha à isoler les socialistes⁸⁸, c'est-à-dire « ceux que je veux admettre étaient en train de glisser inconsciemment dans la boue des compromis, synonymes de bourgeois de trahison⁸⁹ ».

Paroles dures qui mettaient dans l'embarras la direction réformiste face aux camarades de l'Internationale Socialiste et ce qui provoquait, au-delà des positions officielles, la réaction irritée de Campolonghi qui condamnait, quelques semaines avant le congrès, l'excès de polémique et l'invasion des communiqués deambrisiens : « l'agitation anti-travailliste est apparue dans certains milieux marquée d'un esprit partisan qui n'est pas celui de la Ligue⁹⁰ ». La défense socialiste confiée aux colonnes de *l'Avanti!* qui soulignait à son tour le caractère instrumental « antisocialiste » et « partisan » des manœuvres de De Ambris⁹¹ n'apaisa pas la polémique, mais au contraire fournit le prétexte au syndicaliste de dénoncer l'absence d'autonomie de la LIDU et la volonté hégémonique des réformistes⁹². Une lettre adressée à Campolonghi semblait préfigurer une inévitable scission⁹³; ceci accéléra le congrès de Nancy caractérisé par l'affrontement entre deux motions : la première, présentée par Treves et Buozzi, visant à limiter l'action de la LIDU au champ de l'assistance avec des principes politiques généralement antifascistes et avec plus de pouvoir au Comité central; la seconde, celle de De Ambris, Schiavetti et du républicain Volterra, voulant transformer l'organisation en instrument de bataille politique positive en donnant le pouvoir aux assemblées locales et aux fédérations périphériques. Dans l'opuscule « L'opposition ne suffit pas » publié en septembre par l'ESIL, De Ambris soulignait sa « satisfaction » de l'échec de l'ébauche « centralisatrice » et dans le même temps sa désillusion quand à l'affirmation de la ligne générale, analytique et non synthétique, négative et non positive, d'assistance et non révolutionnaire, publique et non conspirative : solution de compromis voulue par Campolonghi reconduit, non pas par hasard, à la présidence, et qui ne pouvait satisfaire De Ambris.

Le syndicaliste était aussi préoccupé par la redoutable coordination entre réformistes et maçons de la Grande Loge visant à promouvoir l'organisa-

88. Alceste De Ambris à Francesco Tozzi et Giovanni Vitali, Paris, 20 avril 1931 e Giovanni Vitali à Alceste De Ambris, Clouage, 21 avril 1931, in Archives Guastoni-De Ambris. Tozzi était le représentant de la fédération de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et des Pyrénées, guidée par Augusto Mione ainsi que des sections de Nancy, Antony, Boulogne sur Seine, Condom, Tarascon et Foix.

89. Francesco Tozzi à Alceste De Ambris, Maizières-les-Metz, 28 avril 1931, in Archives Guastoni-De Ambris.

90. Luigi Campolonghi à Alceste De Ambris, Nérac, 22 avril 1931, *ibid.*

91. « Una volte per tutte », *Avanti!*, 26 avril 1931.

92. Alceste De Ambris à la Commission exécutive de la LIDU (après le 25 avril 1931), in Archives Guastoni-De Ambris.

93. Alceste De Ambris à Luigi Campolonghi, s. d. [mais après le 26 avril 1931], *ibid.*

tion de Rosselli et de ses camarades, responsable de l'action antifasciste en Italie⁹⁴. La légalisation de « Giustizia e Libertà » semblait reproduire la naissance de la Concentrazione en répondant à l'exigence de normaliser et d'atténuer l'action insurrectionnelle plus que de la relancer, comme les autorités françaises le souhaitaient, effrayées par les attentats et les actions antifascistes qui avaient eu lieu les deux années précédentes. Le congrès de la LIDU des 14, 15 et 16 mai 1932 à Chambéry avec la présence de tous les dirigeants de la Concentration fut le terrain d'affrontements, par certains aspects définitifs, entre la motion de De Ambris favorable à la sortie de la LIDU de la Concentration et celle qui souhaitait la concorde et l'unité. L'intervention de De Ambris qui, dans un premier temps, avait demandé à ne pas se représenter comme secrétaire, démentit toute volonté de scission et confirma son accusation contre les réformistes. Le testament de Silvio Mastio, patriote sarde républicain et carbonaro, mort depuis quelques mois au cours d'une tentative insurrectionnelle au Venezuela était l'occasion de réfléchir à nouveau sur la possibilité d'une union à trois avec les républicains et les activistes en dehors de la Concentrazione et loin des socialistes⁹⁵. Ce qui prévalut en dernier ressort, fut un ordre du jour de compromis, voté également par De Ambris, présenté par Chiostergi et voulu surtout par Campolonghi, qui non suspects de direction socialiste ou maçonnique réussirent à convaincre de l'opportunité de continuer à adhérer à la Concentrazione⁹⁶. De Ambris s'était convaincu d'accepter la médiation parce que le congrès avait eu le mérite d'avoir été animé, ouvert et caractérisé par une « conscience de Legha » ce qui était le signe d'une vitalité retrouvée, laissant espérer le développement qualitatif de l'organisation dans le futur⁹⁷. Cependant la tentative de limiter l'indéniable défaite du congrès en écrivant *a posteriori* une lettre optimiste cachait seulement sa volonté de se désengager de la responsabilité du secrétariat LIDU. Après un été de querelles avec Campolonghi et de nouvelles tentatives de sortir des « limites d'une activité contraire à ma conception de la LIDU et à mon tempérament qui est celui d'un combattant et non d'un infirmier »,

94. FEDELE S., *La Concentrazione antifascista...*, *op. cit.* ; GIOVANA M., *Giustizia e Libertà...*, *op. cit.* Le refus de l'entrée de Gl était motivé par des considérations d'ordre tactique, pour « ne pas compromettre inutilement l'action publique de cette dernière, leur faisant assumer leur responsabilité d'une organisation secrète ». Il s'agissait « de ne pas faire peser sur l'organisation secrète le poids d'un lien apparent avec les organisations qui ont une existence légale », Circulaire très confidentielle, 18 novembre 1931, in Archives Guastoni-De Ambris.

95. « On a parlé souvent des héros. Il y en a, en fait des deux côtés. Mais si l'héroïsme peut être un argument décisif dans la discussion difficile, permettez-moi de vous citer ce qu'écrivait un authentique héros à la veille de s'embarquer pour une expédition armée dans laquelle il pensait laisser sa peau. Dans la dernière lettre, dictée par lui, le Héros dont je parle me faisait le grand honneur de me nommer comme son exécuteur testamentaire avec Facchinetti et Lussu. Comprenez la signification de ces noms, rapprochés pour la lutte commune dans la pensée du camarade déjà livré à la mort et agissez en conséquence ! », lettre ouverte après le congrès de Chambéry, 1932, *ibid.*

96. Note du fiduciario 468, Calogero Fazio, 18 mai 1932, in Acs, Mininter., Polmaterìa, b. 26.

97. Lettre à « Chers amis », Paris, 4 juin 1932, *ibid.*

il décidait, le 15 novembre, de donner sa démission qui fut accueillie sans objections ni regrets excessifs⁹⁸.

Au reste, en dépit de ses efforts répétés et obstinés, la LIDU n'avait pas réussi à s'affranchir de ce rôle d'organisation bureaucratique et d'assistance qui, selon De Ambris, faisait obstacle à la conception révolutionnaire de l'antifascisme⁹⁹. Le Comité de Secours de la Ligue italienne des droits de l'homme était la principale initiative visant à déléguer à un autre bureau la fonction d'assistance et à libérer le secrétariat des tâches les plus désagréables. Le Comité s'était constitué en septembre 1930 quand la crise du marché du travail français ne permit plus aux réfugiés de bénéficier de cette relative tolérance des autorités donnant aux employeurs la possibilité de les embaucher sans documents en règle. La réglementation de la main-d'œuvre étrangère était devenue beaucoup plus sévère : dans l'impossibilité de travailler sans l'autorisation du ministère du Travail, le chômage s'était accru et dans le même temps la surveillance à la frontière italienne avait été renforcée. Au lieu de décharger la LIDU de l'encombrante assistance aux réfugiés, le Comité, certes bienfaisant du point de vue humanitaire et politique, avait absorbé la majeure partie des ressources financières¹⁰⁰ et militantes à disposition sans contribuer à l'essor politique de l'option révolutionnaire :

« Cela faisait un certain temps que je savais que je ne resterai pas au poste qui m'avait été attribué, depuis que le secrétariat de la LIDU était devenu une sorte de clinique pour redresser les pattes des chiens. Dans ce cas les chiens signifiaient les multiples vexations et les torts en tous genres auxquels sont soumis les émigrés politiques ou non. L'entreprise pourrait être digne de Don Quichotte ou Saint François, deux types sympathiques et admirables mais assez éloignés de mon tempérament et de mes convictions qui me font considérer la LIDU comme une formation de combat plutôt que comme une succursale de l'Armée du salut... Grand merci. Cela suffit. Je ne me suis jamais proposé de gagner le royaume des cieux et je crois (par orgueilleuse présomption) avoir encore mieux à faire que de me crétiniser dans les fonctions de frère Militene qui sert des bols de soupe humanitaire aux pauvres qui s'agglutinent à la porte du couvent sans foi mais avec grand

98. Lettre de démission d'Alceste De Ambris à Luigi Campolonghi pour la Commission exécutive, s. d. [mais novembre 1932], *in* Archives Guastoni-De Ambris.

99. De Ambris, avant de démissionner, avait proposé de limiter les aides aux seuls réfugiés politiques : la note du fiduciario 468, Calogero Fazione, Lyon, 14 décembre 1931, *in* Acs, Mininter., Polmaterìa, b. 26, sur le Congrès des Fédérations des Alpes et du Centre de Pérouges du 6 décembre.

100. Parmi les organisations qui contribuèrent mensuellement on comptait l'Unione delle Cooperative di Lavori Pubblici all'Estero, il Partito Socialista Italiano, il Partito repubblicano, la Concentrazione antifascista et la Lega Italiani dei Diritti dell'Uomo, alors que de nombreuses loges franc-maçonnnes françaises et à l'étranger envoyèrent de temps en temps des subventions, comme quelques sections de la LIDU des États-Unis et de l'Angleterre. Le reste des revenus étaient constitués par certains versements de personnes privées et par les soirées organisées dans la Salle du Grand Orient ou de celle rue Trétaigne, enquête officielle de la Police Politique, 10 novembre 1932, note du fiduciario 120, Aldo Borella, *in* Acs, Mininter., Polmaterìa, b. 26.

appétit. En effet je considère la LIDU plus comme une tente de champ de bataille qu'un couvent¹⁰¹. »

Les nouvelles dispositions concernant la main-d'œuvre étrangère imposée par les autorités françaises en janvier 1932¹⁰² alourdissent encore davantage l'action bureaucratique de la LIDU poussant le syndicaliste à abandonner définitivement le secrétariat.

Antifascisme non conforme

L'absence de saut qualitatif de la LIDU vers un organisme révolutionnaire antifasciste fut le motif principal de la démission de De Ambris, mais pas l'unique. Y contribuèrent également des réflexions de caractère personnel ainsi qu'une relecture de son rôle vis-à-vis du fascisme et de l'antifascisme démocratique. En novembre 1932, dans le cadre de l'amnistie pour le 10^e anniversaire de la marche sur Rome, le régime avait étudié la possibilité de rendre la nationalité aux 17 antifascistes auxquels la citoyenneté avait été enlevée. Le 17 novembre, deux jours après sa démission de la LIDU, entra en vigueur le décret royal qui restitua à De Ambris la pleine citoyenneté et tous ses effets. Il fit savoir à sa famille et à ses amis le fait de vouloir quitter Paris pour Lille et de s'éloigner de l'antifascisme officiel et prendre de la distance vis-à-vis de son activité contre le régime¹⁰³.

L'abandon du secrétariat de la LIDU signifiait la perte du salaire relatif qui n'était pas considérable mais suffisant pour vivre sans l'angoisse de nombreux compatriotes, avait été l'un des freins majeurs à ce départ d'une organisation dont il ne partageait plus l'orientation depuis longtemps. Durant ses années parisiennes, il avait trouvé moyen de valoriser ses nombreux contacts avec des clients, des maisons d'édition et points de distribution que l'activité journalistique, de propagande et conspiration lui avait permis de nouer : avec Ettore Carrozzo riche antifasciste d'orientation populaire, directeur de la Librairie Moderne¹⁰⁴, il devint le responsable de la diffusion et distribution des romans populaires et des feuilletons. La

101. Lettre confidentielle de démission de la LIDU, in Archives Guastoni-De Ambris.

102. Déjà depuis la fin 1930, l'encadrement de la main-d'œuvre étrangère était devenu beaucoup plus strict, impossible pour un étranger de travailler sans l'autorisation du ministère du Travail, le chômage avait donc augmenté et la surveillance à la frontière italienne avait été renforcée.

103. Nota dal fiduciario 278, Giulio Baldacci, Rome, 16 novembre 1932, in Acs, Mininter., Polpol., b. 490, f° 46.

104. La Librairie Moderne était sans aucun doute l'industrie culturelle de l'antifascisme démocratique et révolutionnaire la plus développée. Dans la filiale de Bruxelles, travaillaient un grand nombre des anarchistes déjà complices des attentats de Schirru et Sbardellotto, tels que Natale Cicutta, Vittorio Cantarelli, Mario Mantovani et Giulio Nastin ; nota del fiduciario 148, FERRARI Umberto, Paris, 23 octobre 1932, in Acs, Mininter., Polmateria, b. 36, f° 8 – *Tipografia della «Libreria Moderna» ritrovo di fuorusciti ed antifascisti*; SERVENTI LONGHI E., « L'attentato di Michele Schirru a Benito Mussolini, Genesi, organizzazione e implicazioni giuridiche », *Mondo Contemporaneo*, n° 2, 2007, p. 5-62; GALZERANO G., *Angelo Sbardellotto: vita, processo e morte dell'emigrante anarchico fucilato per l'intenzione di uccidere Mussolini*, Galzerano Editore, Casalvelino Scalo, 2003.

librairie de Carozzo avait, en plus de livres commerciaux, édité et distribué la majeure partie de la littérature antifasciste la plus prestigieuse, de Nitti à Sforza, de Salvemini à Tarchiani, de Luigi Sturzo à Arturo Labriola et avait engagé comme personnel des réfugiés politiques comme Cianca, Giannini, et à présent De Ambris. Carozzo était décidé à traduire en italien et à publier à côté des romans-feuilletons qui avaient fait sa fortune, la meilleure littérature antifasciste qui cependant dans la dernière période avait moins d'écho dans l'opinion publique française comme dans la communauté italienne¹⁰⁵.

De Ambris décida alors de choisir une autre destination en optant pour Brive, ville de Corrèze dans une habitation bon marché (HBM)¹⁰⁶ de la Cité des roses¹⁰⁷ comme la cité jardin Robinson¹⁰⁸ où vivait depuis quelque temps sa fille Laura avec son mari Giuseppe « Pippo » Guastoni fils d'un socialiste de Piacenza et frère de Gino, un des plus actifs propagandistes de la LIDU du sud ouest avant sa mort prématurée en 1931. Cette ville de Corrèze était connue pour sa position stratégique en tant que nœud ferroviaire permettant de rejoindre en peu de temps les villes du sud ouest ou encore Paris facilitant ainsi le nouveau travail.

La décision de laisser la direction de la LIDU tout en restant simple adhérent à la fédération du sud-ouest ne manqua pas d'inquiéter une partie de la Concentrazione qui doutait du fait que le syndicaliste puisse abandonner facilement l'activité politique et qu'il reformulerait plutôt cette action dans un sens encore indéterminé mais sûrement original.

Le choix de se démarquer du mouvement officiel et la restitution de la citoyenneté devaient convaincre les réformistes les plus hostiles de faire circuler le bruit d'un possible rapprochement avec la gauche du régime fasciste en contraignant ainsi De Ambris à une série de secs démentis¹⁰⁹. Les signes d'un éloignement de l'idéologie antifascisme démocratique apparaissaient ainsi dans la correspondance datant des premiers mois de 1933 que De Ambris eut avec le républicain Enrico Brichetti, ancien des sept jurés de Ronchi, ancien combattant, légionnaire de Fiume et à présent, sans que le syndicaliste le sache, membre sous le matricule n° 472 de la police politique fasciste. Satisfait d'avoir pu échapper à ce « panier de crabes » qu'est le soi-disant « centre parisien » et en partie aussi de cette *patrie antifasciste* qu'il

105. L'entrée dans la gestion de la Librairie coïncida avec la décision, légitimée et soutenue par le syndicaliste, de réorganiser la vente « commerciale » et d'interrompre la littérature politique; note del fiduciario 7, Livio Bini, Paris, 21 janvier 1933, *ibid.*

106. « Habitation bon marché », logement social dans les zones ouvrières, correspondante aux actuelles Hlm « Habitation à loyers modérés ».

107. Note du traducteur : ensemble immobilier dont le grand-père de Jacques Chirac était le responsable.

108. Alceste De Ambris à Irma De Ambris, Bordeaux, 31 janvier 1934, désormais in CERVETTI V. et SERENI U. (dir.), *op. cit.*, p. 198-201.

109. Le « *Manchester Guardian* », organe officiel du travaillisme anglais et porte-voix du concentrationisme, fit l'hypothèse d'une rencontre De Ambris-Rossoni dans la perspective d'un retour en Italie.

avait contribué à fonder, il se disait prêt à poursuivre son combat contre le régime en cherchant à « employer politiquement mes forces de manière plus utile¹¹⁰ ». Le schéma d'action était marqué d'une empreinte carbonara et contingente avec une claire référence au « il n'est jamais trop tard pour aller plus loin » de mémoire d'annunzienne, enrichi d'une exigence de rigueur et de devoir mazzinien :

« Que faire? Le “parti des sans parti” serait un non sens même si l'on voulait l'appeler Union, et deviendrait rapidement un sac de chats enragés. Je pense au contraire qu'il est possible d'établir une sorte d'entente tacite parmi ceux qui comprennent la nécessité de l'action. Dans quel but? Faire la révolution? Avec quel programme? Aller le plus au loin possible. Comme le bon combattant qui va à l'assaut en s'avancant toujours plus loin jusqu'où ses forces le lui permettent. Comme méthode pratique, je dirais d'examiner, au fur et à mesure, sans préjugés grossiers, les mutations de la situation en soutenant toujours avec la plus grande rigueur les attitudes et les initiatives qui nous semblent bonnes, aussi et surtout lorsqu'elles comportent des responsabilités¹¹¹. »

Assumer des responsabilités signifiait se rendre compte de l'inanité d'un mouvement antifasciste ancré dans les schémas de partis démocrate-parlementaires qui ne tenaient pas compte des mutations du débat international. Après la crise financière de 1929 et celle politique de 1933 avec l'affirmation du national-socialisme en Allemagne, les hypothèses corporatives et national-révolutionnaires rencontraient un plus grand intérêt jusque dans les pays anglo-saxons, gardiens de la tradition libérale comme la France qui, dans la dernière décennie, avait été considérée comme l'ennemie obstinée du régime fasciste. La surprenante solidité du pouvoir mussolinien, son adaptation et sa légitimation internationale allaient de pair avec la nécessité de regarder vers de nouvelles formes de résolution des contradictions du libéral-capitalisme.

Sensible aux thématiques corporatistes et décidé à devenir l'un des premiers interprètes italiens de la nouvelle « culture de crise¹¹² », De Ambris proposa d'ouvrir un débat chez les exilés politiques pour sortir des difficultés de l'opposition démocratique et institutionnelle. Certains articles parus dans *Libera Stampa* de Lugano avaient surpris les socialistes eux-mêmes, pourtant habitués à ses prises de position originales : les prétendues vues de Mussolini sur l'Autriche menacée d'« Anschluss » étaient le « châtiment

110. Note du fiduciario 472, Enrico Brichetti, Paris 8 février 1933, in Acs, Mininter., Polpol., b. 390, p° 46.

111. Note du fiduciario 472, Enrico Brichetti, Paris, 28 mars 1933, *ibid.*

112. La diffusion de l'esprit anticonformiste et de la « culture de crise » posait au centre une condamnation radicale du matérialisme économique et du parlementarisme, qui bien qu'en certaines formes se basait sur un retour à la tradition, dans d'autres voulait une rénovation complète de l'occident, LOUBET DE BAYLE J.-L., Les non conformistes des années 1930. *Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Seuil, Paris, 1969.

terrible, mais non immérité de l'universelle lâcheté démocratique » ; il attaqua ces Français qui insistaient (comme Campolonghi) sur la lâcheté endémique du peuple italien en masquant l'absence d'une alternative efficace¹¹³.

Les critiques de De Ambris étaient adressées à la direction hétéroclite de la LIDU et à la dégénérescence de la démocratie internationale, critiques déjà présentées à Brichetti durant l'été :

« Je suis fatigué et j'ai la nausée, non seulement des mesquineries parisiennes mais bien plus de l'évolution générale de la politique. La démocratie dans tous les pays a le visage d'une de ces prostituées de bas étage qui, pour continuer à vivre, abandonne chaque jour les derniers lambeaux de la dignité humaine jusqu'à être réduite à une pauvre chose qui ne provoque même plus la pitié ; car le dégoût dépasse tout autre sentiment. On n'a jamais vu, je crois, un spectacle aussi indécent de renonciation abjecte. Aujourd'hui, mon cher, le monde est vraiment "fou et lâche" : fou dans ses manifestations fascistes, lâche dans celles démocratiques. Et pourtant il faut faire quelque chose alors qu'il semble qu'il n'y ait rien à faire d'autre que d'attendre passivement le naufrage ; et pourtant il faut avoir la foi, même s'il semble que toutes les étoiles de la foi ont disparu ou sont en train de disparaître dans une mer de boue et de sang. Nous ne sommes pas des hommes à nous résigner aux défaites (et quelle défaite !) sans combattre. Il est nécessaire de s'orienter, de se reconnaître, de se réarmer. Comment faire ? Je ne le sais pas. Je cherche et pour réussir je demande le concours de tous les amis comme toi. J'attends ton conseil¹¹⁴. »

La confrontation politique se ralluma dans la perspective du Congrès de la LIDU de Bordeaux prévu du 14 au 16 octobre 1933 : avec le départ de De Ambris, la centrale parisienne avait trouvé une ligne plus définie, tracée par Campolonghi avec Mario Angeloni, qui depuis fin 1933 était le nouveau secrétaire de la LIDU encore plus rattachée à la franc-maçonnerie. Le discours commémoratif de la mort de Domizio Torrigiani¹¹⁵ fait par le président de la LIDU avait eu le courage d'affronter les connivences franc-maçonniques avec le fascisme pour les dépasser dans l'urgence antifasciste et dans le « sens tragique de l'exil » répétant cette rhétorique dont De Ambris voulait s'éloigner. « L'Exil nous a tous marqués au fer rouge de stigmates communs : la douleur et la douleur – là où d'autres forces morales ne nous viennent pas en aide – peut être le premier et non pas l'unique lien avec ceux qui au-delà des frontières souffrent et espèrent¹¹⁶ ».

113. Manchette sur la *Libera Stampa*, 17 juillet 1933 et « Di alcune corbellerie presuntuose e della vigliaccheria "scientifica" », *Libera Stampa*, 14 novembre 1933.

114. Alceste De Ambris à Enrico Brichetti, Paris, 22 août 1933, in Acs, Mininter., Polpol, b. 390, f° 46

115. Grand-Maître de la Grande Loge italienne.

116. L. Campolonghi, Domizio Torrigiani : Conférence tenue en mai 1933, salle Tretaigne à Paris à l'initiative de la société des journalistes italiens « Giovanni Amendola », sous la présidence de Claudio Treves.

À l'opposé de la dérive victimaire et impudente qui désormais contaminait l'antifascisme officiel, De Ambris décida de créer un nouveau mouvement sur la base de la Carta del Carnaro, de la planification économique et du système corporatiste. Bien que conscient de l'ambiguïté du terme « corporatisme » désormais repris en compte par le régime fasciste, le syndicaliste en revendiquait non seulement la paternité, mais il était prêt à l'utiliser dans une fonction mythico-mobilisatrice dans le sillage des divers mouvements post-révisionnistes, néo-socialistes et planistes qui s'implantaient dans l'Europe francophone ayant en commun le dépassement du marxisme et la nécessité de redéfinir le rôle de l'État dans le rapport entre les classes¹¹⁷.

L'aggravation de son état de santé contraignit De Ambris à une opération et à une longue convalescence à Brive, ce qui lui permit de suivre plus calmement le débat international sur le rapport entre état et travail et d'approfondir les études sur le corporatisme à la sauce fasciste¹¹⁸ :

117. Henri de Man, vice-président du parti ouvrier belge, après avoir publié divers articles sur la valeur de la morale, de la psychologie et de la volonté sur le processus historique contre le déterminisme marxiste, avait approfondi les conséquences dans un sens productiviste à travers une série de travaux, qui préparaient le fameux Plan du Travail de 1934, première proposition de dirigisme économique à la sauce social-démocrate, DE MAN H., *Joie du travail*, Paris, 1930; *ibid.*, *Reflexions sur l'économie dirigée*, Bruxelles, 1932; *ibid.*, *Le socialisme constructif*, Paris, 1933; *ibid.*, *Le plan du Travail*, Bruxelles, 1934. Pour l'impact qu'a eu sur Carlo Rosselli à Lipari la lecture de De Man, TRANFAGLIA N., « Carlo Rosselli dal processo di Savona alla fondazione di GI (1929) », *Il Movimento di liberazione in Italia*, janvier-mars 1972, p. 23 sq. De Ambris s'intéressait surtout au néo-socialisme français et avait cité Déat dans son introduction à l'opuscule sur le corporatisme. En France, le congrès de la SFIO du 5 novembre 1933 s'était conclu par l'abandon de la part de Pierre Renaudel sur les positions dirigistes et post-marxistes et sa convergence avec le groupe des néo-socialistes de Marcel Déat et d'Adrien Marquet, qui s'étaient illustrés et avaient été appelés à l'ordre pour leurs appels à l'action directe et à l'autorité comme solution à la crise financière et politique : COLARIZI S., *Classe operaia e ceti medi. La strategia delle alleanze nel dibattito socialista degli anni trenta*, Marsilio, 1976, p. 25-26. Purgé de ses éléments les plus nationalistes comme Marquet, le parti a maintenu une identité de gauche et véhiculé les idées planistes et sociales corporatistes du débat international. *Le Plan français*, Paris, 1936; *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery 1933-1934*, Seuil, Paris, 1986; COINET J.-P., « Marcel Déat : du socialisme au national-socialisme », HOBBSBAWM E. (dir.), *Storia del marxismo*, vol. II, tome I, Turin, 1981; également les positions favorables à Déat, in SALVEMINI et ROSSELLI dans le paragraphe « Rosselli e il neo-socialismo », DECLIVA E., « Le delusioni di una democrazia: Carlo Rosselli e la Francia 1927-1937 », in DUROSELLE J.-B. et SERRA E. (dir.), *Italia e Francia (1939-1945)*, FrancoAngeli, Milan, 1984, p. 51 sq.

118. Sur le boom de l'analyse théorique sur le syndicalisme en Italie après la crise suite aux premières expériences corporatistes NEGLIE P., *Fratelli in camicia nera. Comunisti e fascisti dal corporativismo alla Cgil (1928-1948)*, Il Mulino, Bologne 1996, p. 45 sq.; PARLATO G., *Il sindacalismo fascista. II. Dalla «grande crisi» alla caduta del regime (1930-1943)*, Rome, 1989, p. 13 sq. Sur l'intérêt diffus en France et en Europe pour la thématique du corporatisme, dans le rapport plus large entre État et l'économique, STERNHELL Z., « La terza via fascista o la ricerca di una cultura politica alternativa », *Storia Contemporanea*, n° 6, 1991, p. 861; FRANCK L., p. 17 sq.; ERMATH F., *Theorie un Praxis des fascistisch-korporativen Staates*, Hedelberg, 1932; COLARIZI S., *Classe operaia e ceti medi...*, op. cit., p. 19 sq.; AA VV., *Crisi e piani, Le alternative degli anni Trenta*, De Donato, Bari, 1979; RAPONE L., « Socialismo autoritario e umanesimo rivoluzionario: gli esuli socialisti e il dibattito sui piani del lavoro », *L'emigrazione socialista nella lotta contro il fascismo (1926-1943)*, Sansoni, 1982, Florence, p. 137-169.

« Je crois que le thème mérite d'être examiné avec un autre esprit que celui de nos amis pour lesquels il suffit de nier le sérieux et la vérité de l'initiative fasciste uniquement parce qu'elle est fasciste. Moi je crois que si l'idée corporatiste se diffuse malgré son parrainage fasciste et ses tentatives d'applications grossières, on ne peut croire ou faire semblant de croire qu'il s'agit d'un simple hasard. Je crois au contraire que notre intuition, il y a 12 ans, à Fiume, va s'imposer comme une nécessité supérieure de la civilisation moderne. Ceci ne veut pas dire que je partage l'interprétation fasciste du corporatisme. L'article que je t'envoie démontre le contraire. Je ferai sans doute quelque autre article sur le sujet et je voudrais avoir ton opinion¹¹⁹. »

Il regardait avec un intérêt, « de gauche », ces mouvements transversaux et antibourgeois qui après avoir accepté le fait historique de l'affirmation du fascisme et du national-socialisme, proposaient de les dépasser vers un ordre nouveau fédéraliste et communaliste qui pour le syndicaliste italien trouvait sa synthèse dans « le concept positif qui veut qu'on ne peut substituer au parlement qu'un ordre corporatiste¹²⁰ ». La nécessité contingente de créer un regroupement autonome se rattachait à la conscience de l'épuisement de la fonction régénératrice de la démocratie française et du libéralisme anglo-saxon. Dans un panorama européen et mondial, ébranlé par la crise économique et qui allait se traduire par une crise des institutions politiques et par la fascination pour les expérimentations révolutionnaires-totalitaires, De Ambris relança un nouveau mythe qui devait constituer également le dépassement du syndicalisme, c'est-à-dire un ordre fondé sur les forces organisées de la nouvelle production. Encore une fois, il tenait à souligner le caractère hérétique et dynamique du mythe politique que prenait la forme du « corporatisme » :

« Lorsque dans un moment historique, une idée-force s'exprime partout avec le même mot, ce mot renferme certainement cette partie de vérité qui répond le mieux aux besoins du lieu et de l'heure. Appréhender la meilleure signification de ce mot, signifie découvrir et rejoindre la voie du salut, si les nerfs sont suffisamment solides pour suivre cette voie même quand elle court au bord de précipices dangereux [...]. Le fait que la nouvelle espérance s'exprime dans une parole qui semble nier implicitement la vérité affirmée avec tant de force durant plus d'un demi-siècle, cela trouble et scandalise les fidèles plus dévoués au vocabulaire qu'à la foi dont ils croient s'inspirer. Le mouvement est tout à dit, il me semble, Bernstein. C'est une grande vérité et elle reste telle, même si la sagesse présomptueuse ou le fanatisme obtus s'obstinent à répéter que la vérité est seule celle qu'ils considèrent comme dogme et qu'en dehors de ce dogme, il n'y a qu'erreur, mensonge et coupable hérésie. Même l'illusion peut être force créatrice quand elle anime le mouvement [...]. Les époques, les peuples, les indivi-

119. Lettre au fiduciario 472, Enrico Brichetti, Paris, 29 mars 1933, désormais in Acs, Mininter., Polpol, b. 390, f° 46.

120. DE AMBRIS A., *Dopo un ventennio di rivoluzione. Il corporativismo*, Bordeaux, 1935, p. 13.

du qui n'ont pas d'illusion sont marqués d'une impuissance sénile. Pour ne pas passer sans laisser de signe, il faut s'inspirer du mythe dynamique de Prométhée et non du mythe statique du paradis terrestre, mais l'illusion – seulement la divine illusion – peut nous en donner la force [...]. Ce qui compte, c'est que l'illusion donne la volonté héroïque du mouvement, surtout quand celui-ci est nécessaire pour ne pas périr [...]. Est-ce vrai ou non que la solution corporative suscite une telle confiance à insuffler au peuple cette volonté de mouvement qui est aujourd'hui la seule espérance de salut? Si c'est vrai, la cause corporative a déjà gagnée¹²¹. »

De Ambris put convaincre Mione, Fausto Nitti, Cuzzani, Virigili, Pedrini, les frères Guastoni, le jeune anarchiste Ettore Strafelin, Silvio Trentin, les « marseillais » Chiodini et Volterra et d'autres militants du sud-ouest à se regrouper autour du projet d'une nouvelle revue qui devait être l'organe d'un mouvement corporatiste antifasciste original, détaché de la LIDU et autonome par rapport aux internationales maçonnique et socialiste.

Le périodique aurait dû s'appeler *La Vigilia* et présenter un programme révolutionnaire en trois points : la question agraire, le fédéralisme, et le corporatisme¹²². Mione et Nitti accélérèrent les préparatifs de constitution de ce nouveau mouvement dans la perspective du congrès d'octobre en promouvant des initiatives de financements pour le Comité d'action et de propagande qui devait organiser le programme et le périodique, sélectionner la disponibilité d'autres sections et « travailler concrètement au regroupement d'énergies jeunes et disciplinées prêtes à toute éventualité¹²³ ».

Justement pour souligner le caractère proprement italien du projet, il donna sa démission en septembre de la fédération internationale en ne manquant pas de lancer des flèches empoisonnées contre Émile Kahn, nouveau secrétaire de la Ligue en reprochant le peu d'esprit de solidarité démontré ces dernières années par l'organisation paramaçonnique¹²⁴ « pour

121. *Ibid.*, p. 13-18.

122. Augusto Mione à Alceste De Ambris, 8 août 1934 ; in Archives Guastoni-De Ambris, Mione avait fondé un groupe à Bordeaux avec le même nom.

123. Fausto Nitti à Alceste De Ambris, Périgueux, 7 septembre 1934, *ibid.* ; également Augusto Mione à Alceste De Ambris (après le 2) septembre 1934, *ibid.*

124. Le fil conducteur des « troisièmes » positions était la critique antiploutocratique et antiparlementariste féroce au système politique français, ébranlé en février 1934, par l'affaire Stavisky, du nom du fondateur du crédit municipal de Bayonne Serge Alexandre Stavisky arrêté pour faux et recel de faux billets de banque avec le maire radical de la localité basque Dominique-Joseph Garat et mort dans des circonstances suspectes en janvier 1934, JANKOWSKI P., *Cette vilaine affaire Stavisky. Histoire d'un scandale politique*, Fayard, Paris, 2000. Le scandale mit à nu les contradictions de ce mélange des genres entre crédit bancaire, pouvoir local, franc-maçonnerie et politique radical-socialiste sur laquelle s'étaient appuyés matériellement et spirituellement la LIDU et le coopératisme démocratique en France. Le climat général antiparlementaire et antidémocratique toucha également cette partie de la LIDU qui autour de De Ambris soutenait la position de se démarquer de la tête de la démocratie française. L'affrontement s'accrut à l'occasion de l'arrestation et de l'expulsion d'un jeune italien impliqué à Marseille dans les incidents entre la droite antistavisky et la gauche qui dénonçait une tentative de coup d'État derrière la campagne antiploutocratique. Angeloni eut des mots de critique sur le comportement de Dubarry, le directeur de *La France et Nice et du Sud-Ouest*, qui sur instruction pour l'affaire Stavisky, avait eu des accents hostiles à la

constater (*sic*) aussi que selon la Ligue française, les ouvriers italiens en France n'ont aucune probabilité d'avoir raison s'ils sont expulsés pour avoir participé à une manifestation publique légale et pacifique et [...] alors que la solidarité internationale pour les exilés italiens était ainsi ouvertement niée¹²⁵ ». Pour ralentir la poussée centrifuge des dissidents, dans les jours qui suivirent le congrès de Grenoble du 20 au 22 octobre, Campolonghi informa constamment De Ambris du nouvel esprit de collaboration des collègues français plus disposés à exercer des pressions sur les milieux gouvernementaux et ministériels pour le droit d'asile. Le président de la LIDU proposa d'organiser une réunion chez De Ambris pour trouver un accord et, si possible, apporter au syndicaliste la nouvelle du succès de l'action parlementaire : « Espérons donc de se retrouver bientôt devant la polenta de Marietta avec le droit d'asile en poche¹²⁶. »

Il était donc urgent d'organiser une rencontre pour clarifier les intentions réelles du syndicaliste et pour conjurer cette possible scission qui aurait irrémédiablement déchiré le front antifasciste. La réunion fut organisée à Brive même si au dernier moment, Campolonghi renonça au voyage : des engagements avec la fédération internationale, avec le groupe parlementaire ainsi que l'organisation d'une manifestation pour le droit d'asile qui devait soutenir l'initiative législative, devaient le contraindre à se faire remplacer par Enzo Fantozzi, organisateur anarchiste entré depuis peu à la direction de la LIDU. Chez De Ambris se retrouvèrent le 9 décembre Nitti, Fantozzi, Mione, Strafelini, et le membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme, André Texier, afin d'envisager les possibilités d'une pacification. Durant la discussion enflammée, le syndicaliste fit un malaise mortel, qui le terrassa sans lui donner la possibilité de laisser des dernières volontés qui auraient pu contribuer à donner une interprétation univoque de ses derniers choix politiques, « car il ne pensait aucunement mourir » lui qui ne tenait pas de journal et « au contraire raillait ceux qui en utilisaient¹²⁷ ».

Le fardeau de la mémoire

La perte de la figure la plus charismatique et représentative remettait en question l'ambition de créer un regroupement qui peut-être, aux côtés d'une « Giustizia e Libertà », finalement dissoute par les socialistes de la Concentration et elle aussi attentive aux nouvelles hérésies socialistes, puisse

communauté italienne, considérée comme physiologiquement fasciste. Les critiques d'Angeloni avaient provoqué l'intervention de Basch de la Ligue française des droits de l'homme qui avait invité à écarter de son poste le nouveau secrétaire, Angeloni avait présenté sa démission le 1^{er} mars, après avoir été contraint d'appeler la LIDU à adopter une ligne plus discrète, Note del fiduciario 37, Aldo Soncelli, Paris, 5 mars 1934, in Acs, Mininter., Polmateria, b. 26.

125. Alceste De Ambris à Luigi Campolonghi, s. d. [mais septembre 1934], in Archives Guastoni-De Ambris.

126. Luigi Campolonghi à Alceste De Ambris, Paris, 28 novembre 1934, *ibid.*

127. Maria Salmi à Angelino De Ambris, Brive, 28 décembre 1934, *ibid.*

guider l'antifascisme en exil et surtout l'action clandestine en Italie. L'ultime possibilité venait de l'éventuel succès de l'ouvrage sur le corporatisme qui, non seulement pouvait assurer un revenu à la famille De Ambris, mais surtout insérer des instances corporatistes et fédéralistes dans le débat politique des exilés italiens.

L'idée d'un livre sur le corporatisme avait été suggérée par la nièce d'Alceste, Irma¹²⁸, avec laquelle depuis la fin des années Vingt, il avait tenu une affectueuse correspondance, trop pauvre en échanges sociaux et politiques à cause de l'autocensure, mais riche d'indications sur la bonne disposition de l'exilé et le fait de rassurer les membres de la famille à l'exclusion d'Amilcare, dont les choix fascistes furent considérés comme une trahison, donc jamais pardonnés¹²⁹. Irma avait demandé en janvier 1934, l'opinion de son oncle sur l'État embryonnaire corporatif, annoncé par Mussolini comme pivot de la nouvelle réforme de l'ordre social et de l'État ; elle reçut une prudente et ferme réponse qui mettait en doute la possible réalisation de ce dernier dans un régime autoritaire :

« Là est le point crucial. Peut être que même la réalisation fasciste de l'État Corporatif se présente demain, dans sa forme extrinsèque, si parfaite me contraignant à en reconnaître la perfection. Mais s'il n'est pas intrinsèquement animé par l'idée de liberté, je ne pourrai pas y percevoir une vraie transformation révolutionnaire. Comprends moi bien : je ne suis pas un adorateur aveugle de la liberté jusqu'au point de vouloir ignorer qu'également les révolutions les plus radicalement libertaires ont besoin de périodes de dictatures très dures. Je sais que, comme la vie humaine, l'histoire est faite d'apparentes contradictions. Mais je sais également que dans ces cas, la contradiction est dans les faits transitoires, non dans les principes éternels¹³⁰. »

Durant les semaines qui suivirent, De Ambris avait dépassé les doutes sur l'opportunité de publier son livre en Italie, « sinon pour ne pas me faire totalement oublier¹³¹ », non sans affronter les conséquences que ce choix comportait. Au-delà de la conception du corporatisme¹³², il s'agissait de considérer les effets collatéraux objectifs sans passer pour un renégat ou un repent, « pour passer pour un rallié tardif, qui n'aurait même pas le mérite de la franchise, seulement pour m'enlever l'envie d'écrire un opuscule sur le corporatisme¹³³ ».

128. Fille d'Armando De Ambris, elle avait le même nom que l'unique sœur d'Alceste, morte très jeune en juillet 1907.

129. Le recueil des lettres est in CERVETTI V. et SERENI U. (dir.), *op. cit.*, p. 121 sq.

130. Alceste De Ambris à Irma De Ambris, Brive, Bordeaux, 31 janvier 1934, désormais *ibid.*, p. 198-201.

131. Alceste De Ambris à Laura Guastoni, Sainte Maxime, 26 juillet 1934, in Archives Guastoni-De Ambris.

132. Alceste De Ambris à Irma De Ambris, Brive, 2 février 1934, désormais *ibid.*, p. 207-209.

133. Alceste De Ambris à Irma De Ambris, Brive, 2 mars 1934, désormais *ibid.*, p. 209-211.

L'ouvrage n'intéressait pas seulement ses camarades, Mione qui avant tout le monde, grâce à sa disponibilité économique, avait publié le travail, mais également ses frères en Italie, Angelino et Amilcare. Durant les mois précédents, Alceste était rentré à nouveau en contact avec la partie de la famille la plus compromise avec le régime fasciste, organisant avec Angelino la cession et la vente des autographes de Mussolini, D'Annunzio et, seulement en mai 1934, ceux de Filippo Corridoni dont il n'avait pas souhaité se séparer par le passé pour des raisons affectives¹³⁴. Il finit par y consentir et Angelo se rendit à Sainte Maxime, où De Ambrise faisait un séjour estival pour récupérer les précieux autographes et finaliser le projet du livre¹³⁵. Durant toute la période automnale, Angelo avait envoyé depuis l'Italie de la documentation sur le corporatisme fasciste pour aider son frère dans son travail¹³⁶; les épreuves furent prêtes en octobre 1934, mais le feu vert pour obtenir la permission de diffuser le travail traînait en longueur, énervant Alceste, de plus inquiet d'avoir dû s'autocensurer dans l'élaboration de son ouvrage :

« Mon livre est terminé. Il ne reste que quelques corrections, mais j'hésite à le publier. De l'Italie je ne reçois que des demandes d'attendre. La même prière que tu me fais. Franchement, ma patience est à bout, surtout parce que j'ai l'impression de frapper à une porte qui ne veut pas s'ouvrir. Or, tu le sais, je n'ai jamais frappé aux illustres portes! Je m'en suis toujours supérieurement fichu et avoir cette sensation ne dissipe certainement pas mes incertitudes. Je sais bien que ce que j'ai écrit m'a été dicté par ma conscience; mais je ne me cache pas le fait que je me suis résigné à taire des choses qui bouillaient en moi, pour permettre à mon livre de pouvoir entrer librement par delà la frontière¹³⁷. »

Les épreuves finales n'étaient pas encore prêtes et les autorités n'avaient pas donné d'indications en ce qui concerne la possibilité de diffuser l'ouvrage à Rome quand la mort frappa Alceste. Quelques jours après Angelo recommençait à solliciter Mussolini qui donna personnellement l'autorisation avec un simple, mais clair, « C'est bon », en marge d'une note de la police politique signée « Orazio » alias Cesello Mameli¹³⁸. « Orazio »

134. Alceste De Ambris à Angelino De Ambris, Brive, 8 mai 1934, désormais in Acs, Cpc, 1632.

135. Alceste De Ambris à Angelino De Ambris, Brive, 24 mai 1934, *ibid.* Durant la rencontre, Alceste rappela les critiques à l'antifascisme démocratique, Angelino De Ambris à Maria Salmi, Rome, 5 février 1935, *ibid.* Sur les critiques à l'antifascisme également « Dal Taccuino di un Fesso », *Il Merlo*, 10 février 1935, dans lequel en mai 1934, De Ambris admettait à Giannini d'avoir « dû me convaincre d'avoir également été un authentique "imbécile" qui croyait devoir s'imposer le silence en hommage à l'antifascisme alors que les antifascistes officiels et tièdes pensaient seulement à eux-mêmes, comme ils l'ont toujours fait ».

136. Angelino De Ambris à Alceste De Ambris, Rome, 23 novembre 1934, in Archives Guastoni-De Ambris.

137. Alceste De Ambris à Irma De Ambris, Brive, 21 mars 1934, désormais in CERVETTI V. et SERENI U. (dir.), *op. cit.*, p. 218-221.

138. La police politique envoya le 31 décembre 1934 une circulaire aux préfets de Cuneo, Florence, Gênes, Imperia, Livourne, Milan, Sassari, Turin et au Questore de Rome les invitant à envoyer

confirmait que le syndicaliste s'était engagé avec sa famille à produire une étude objective sur le concept de corporatisme et non entachée par une orientation antifasciste ou par des « déviations partisans¹³⁹ ». La pression d'Angelo sur Maria Salmi et Mione pour se faire envoyer les épreuves, comme convenu avec Alceste, se fit encore plus insistante après la permission gouvernementale, mais se heurta à la volonté de sa compagne de ne pas faire passer le défunt socialiste pour un repent et aux résistances de Mione et Giuseppe Guastoni qui redoutaient, non sans raison, une altération substantielle du texte ou du moins son instrumentalisation¹⁴⁰.

Pour protéger le texte original des possibles spéculations de la part de la famille en Italie désireuse d'accréditer le retour du célèbre parent, Mione corrigea les épreuves de l'ouvrage restant fidèle à l'original. Il le publia en juin 1935 à ses frais en langue italienne à Bordeaux. Le livre n'eut pas un grand succès parmi les lecteurs français, en accord avec la faible diffusion de toute la littérature récente des exilés¹⁴¹. Juste après la mort d'Alceste, certains observateurs français avaient rappelé la Constitution de Fiume et l'avaient liée au récent débat corporatif mais au-delà de la notification « nécrologique¹⁴² », les thèses de De Ambris rencontrèrent peu d'écho.

La publication en terre française fournit le prétexte aux autorités fascistes d'en interdire la diffusion en Italie. La censure justifia ensuite l'interdiction pour des motifs plus strictement politiques : le texte vidait le corporatisme des traits fascistes et nationaux le réduisant à la dimension syndicale et à la perspective socialiste¹⁴³. La version de De Ambris rappelait en effet une vision « fiumienne » du corporatisme, entendu comme un mode d'organisation institutionnel dans un contexte républicain et fédéraliste avec des forces économiques en libre concurrence entre elles, portant inévitablement à l'affirmation du travail manuel et des intérêts des classes laborieuses, plus nombreuses et au « pouvoir » productif, sur les rentes capitalistes et les privilèges. Une conception économique et productiviste évidemment peu compatible avec celle politique et « stato-centrée » du corporatisme fasciste dans ses différentes facettes¹⁴⁴.

sur-le-champ les épreuves à Angelino De Ambris, quand Mione les avaient envoyés, avertissant le ministère de l'intérieur, in Acs, Mininter., Polpol, b. 390, f° 46.

139. Alceste De Ambris à Augusto Mione, Sainte-Maxime, 18 juillet 1934, désormais in DE AMBRIS A., *Dopo un ventennio di rivoluzione...*, op. cit., p. 5-6.

140. Maria Salmi à Angelino De Ambris, in Archives Guastoni-De Ambris.

141. « Pour qu'il soit déjà marqué à Paris, interdit d'entrée dans le Règne », écrit sur un pli du Sous-secrétaire d'État pour la Presse et la Propagande in Acs, Mininter., Polpol, b. 390, f° 46.

142. « Il s'enrôla dans l'aventure comico-héroïque de Fiume. Promu chef du gouvernement de Fiume, De Ambris conçut une constitution d'influence corporative qu'il serait très intéressant de relire aujourd'hui », BEAUMONT P., « Un exilé italien est mort... La curieuse vie d'Alceste De Ambris idole des syndicalistes paysans avant-guerre promu chef de gouvernement de Fiume par D'Annunzio et trois fois proscrit », *La Dépêche Dauphinoise*, 17 décembre 1934 (original en français).

143. Notes de la police politique, 27 octobre 1935, in Acs, Mininter., Polpol, b. 390, f° 46.

144. Aux côtés des considérations d'ordre politique, la motivation de la censure laissait entrevoir l'écho du débat théorique qui avait animé les intellectuels qui n'hésitèrent pas à condamner le syndica-

La polémique concernant le livre sur le corporatisme s'ajouta à celle, moins importante du point de vue théorique, mais plus douloureuse et blessante sur le plan privé et familial, de l'inscription sur la tombe. Irma et Angelino n'hésitèrent pas à qualifier de « spéculation » politique le fait d'avoir confié à Campolonghi la composition de l'épithaphe et aux ouvriers parmesans de la section d'Antony – parmi lesquels l'anarchiste Vindice Rabitti – le fait de graver le monument de marbre, rappelant les récentes prises de position philo-corporatistes. Irma, à qui l'épithaphe, bien que belle, semblait « un peu... communisante » rappelait que « dans la brève période de temps qu'on fut ensemble à Sainte Maxime l'été précédent, il me dit qu'il avait déjà dépassé *« certains faits fâcheux et personnels vis-à-vis du fascisme »*, se lamentant que les antifascistes d'ici ne sachent pas les dépasser » et que « dans la réalisation de l'État Corporatif, il espérait une nouvelle route qui aurait pu rejoindre la sienne, bien qu'avec des méthodes différentes¹⁴⁵ ». Étant donné que l'épithaphe pouvait compliquer les négociations avec les autorités italiennes, Irma demanda à Maria de patienter et d'accepter les conseils d'Angelino, mais elle se heurta à la défense obstinée et orgueilleuse de l'autonomie de pensée du mari¹⁴⁶. Certes, la compagne de toute une vie aurait été réconfortée par une manifestation spontanée et imposante en mémoire d'Alceste, mais elle dut à contrecœur constater que les années de polémique et les derniers événements de l'exil politique avaient isolé le syndicaliste au point de compliquer même l'organisation d'une cérémonie funéraire normale.

Ainsi Ernesto Caporali, désormais responsable du bureau de la main-d'œuvre italienne de la Cgt, prit acte avec stupeur de l'indisponibilité momentanée de Campolonghi et de l'embarras mal dissimulé des notables de l'antifascisme de devoir faire les comptes avec un personnage aussi controversé : « Mais notre De Ambris est désormais oublié. *Par les siens surtout*. C'est une mémoire encombrante peut-être¹⁴⁷. » Peu nombreux furent les articles qui appelèrent le mort et encore moins les nécrologies.

lisme comme obstacle à l'objectif de synthèse organique corporative. Comme De Ambris avait condamné le corporatisme « libéral » et représentatif, ce n'était pas conciliable avec l'objectif de dépassement des classes au nom de l'intérêt supérieur de l'État. Angelo servit d'intermédiaire avec le plus « prestigieux » frère, Amilcare, désormais fait commandeur, inscrit au PNF depuis janvier 1926, rédacteur du journal *Il Lavoro Fascista*, depuis 1927 Chef de l'Ufficio Contratti de la Confederazione dei Sindacati Fascisti dell'Industria, en 1928, Commissaire des Federazioni dell'abbigliamento e dell'alimentazione, et plus récemment Chef de section de la Confederazione nazionale dei sindacati fascisti dell'industria. Les deux représentaient le malaise des courants syndicalistes – corridoniens et mazziniens (Edoardo Malusardi, Giuseppe Landi) – pour les propositions organisatrices de « corporation prolétaire » d'Ugo Spirito, considérées comme des tentatives pour éliminer le syndicalisme. Sur les contradictions entre corporatisme organique et syndicalisme fasciste, NEGLIE P., *op. cit.*, p. 48-53; PARLATO G., *Il convegno italo-francese di studi corporativi...*, *op. cit.*, p. 10-11.

145. Irma De Ambris à Maria Salmi, in Archives Guastoni-De Ambris.

146. Maria Salmi à Irma De Ambris, Brive, 8 février 1935, *ibid.*

147. Ernesto Caporali à Lazzaro Raffuzzi, Paris, 29 avril 1935, in Bdic, Dossier Italie. Organisations diverses. Gruppo Amici di Alceste De Ambris, croce rossa italiana, etc. Textes. Diverses. Tracts.

Parmi celles-ci il y eut l'entrefilet de Mario Bergamo qui avait été accueilli et soutenu par la LIDU et par De Ambris à son arrivée en France, encore au centre de diverses polémiques pour son indépendance à l'égard des cercles antifascistes officiels :

« Alceste De Ambris – Parme – Corridoni – Guerre – Fiume – D'Annunzio – Paris – Exilé – Apatride – Libre – Mort – 9 décembre 1934 – Alceste De Ambris... j'entends/les raisons profondes de ton national-communisme et en tant qu'homme libre, je t'admire parce que tu sais te mettre à contrecourant. Parmi tant de misère conformiste j'aime ton anticonformisme, parce qu'il est justement un manifeste libertaire, même si je ne peux te suivre dans tes déductions¹⁴⁸. »

Campolonghi, de fait un des symboles de la « misère conformiste » de l'antifascisme démocratique, réussit à finalement se libérer de ses obligations avec la Ligue des droits de l'homme et à participer à la cérémonie organisée le 9 février 1935 par la Cgt de Bordeaux, qui se conclut avec le souvenir recueilli et émouvant de la trentaine de camarades les plus proches du défunt, avec le discours attendu de Campolonghi et les interventions de Texier, Trentin et Mione¹⁴⁹. Lazzaro Raffuzzi et Vittorio Picelli, responsables du « corridonisme » de Parme en exil proposèrent à Maria Salmi de collaborer à une publication biographique sur De Ambris qui cependant ne vit jamais le jour. C'est justement chez les parmesans que la douleur de la perte fut la plus forte, car elle représentait également la disparition des années « héroïques » de la Parme révolutionnaire quand De Ambris était la référence indiscutable des jeunes prolétaires de la région :

« Je crois que ce serait si agréable d'entendre Luigi Campolonghi nous parler de lui, du combattant généreux et ardent auquel a été donnée la destinée la plus convoitée et la plus triste pour un révolutionnaire : mourir en

Correspondance (1930-1939). Dossier RAFFUZZI Lazzaro, Frès 350. Également CAPORALI E., « Un Proscrit Italien. Alceste De Ambris », *Le Peuple*, 14 décembre 1934.

148. « Nécrologie », *I novissimi Annunci*, 31 décembre 1934, Mario Bergamo publiait le périodique *I Novissimi Annunci*, organe de ses comités RES (Repubblica e Socialismo), également dédié à la critique de la démocratie et à la relance des idées de rénovation nationale : « Je ne suis pas un antifasciste ou antibolchévique, ou anti *ad vitam aeternam!* L'antifascisme est mort, après avoir pestiféré contre lui, l'Europe capitaliste et socialiste, à laquelle fut donc interdit de reconnaître dans la crise sociale le Messie... », *Compromesso*, in *I Novissimi annunci*, 30 décembre 1933. Encore : « La division entre fascistes et antifascistes n'a pas clairement de sens pour un révolutionnaire qui veut attaquer et plier l'histoire et non pas défrayer la chronique, et qui ne veut pas s'accrocher aux nuages de l'avenir. On se doit d'être antifasciste par rapport au fait que le Fascisme empêche la révolution sociale (classe et États), et du déguisement qui est le vrai, l'énorme problème du siècle », « Critica del Catechismo », *I Novissimi Annunc*, 10 octobre 1934. Bergamo avait depuis septembre 1933, après un article sympathique sur le *Popolo d'Italia*, renoué avec le rédacteur du quotidien milanais Ottavio Dinale et montré le désir de rentrer en Italie bien que ne reniant pas ses idées républicaines, *Acs, Spd, Cr*, b. 72, f. Mario Bergamo.

149. Note du confident 353, Vincenzo Bellavia, 13 février 1935, in *Acs*, Mininter., Polpol, b. 390, f° 46. Chronique de la cérémonie manuscrite, in Archives Guastoni-De Ambris. Les souvenirs de Campolonghi et Texier avaient déjà été publiés, in *Les Cahiers des droits de l'homme*, 20 décembre 1934.

exil. Personne d'autre que Campolonghi ne pourra parler du grand disparu. Personne mieux que lui n'a sondé l'âme profonde de l'ardent tribun. Je me rappelle avoir lu son livre sur la grève de Parme en 1908 "La nouvelle Israël" et encore aujourd'hui, tant d'années après, le parfum héroïque de ces pages, écrites d'une main de maître, me fait revivre le temps où encore adolescent je lançais au vent le cri fatidique : "Vive De Ambris" et je me faisais un devoir sacré de me bagarrer avec les fils de bourgeois de mon village qui avaient le tort de fréquenter ma classe. [...] Dans la campagne parmesane, où sa voix tonna haut et fort et puissamment contre l'esclavagisme qui régnait, dans toutes les chaumières, le souvenir du "père des pauvres" sera toujours vivant et, ce sera en son nom que les parmesans se soulèveront comme un seul homme pour abattre la plus terrible tyrannie que l'histoire a connue¹⁵⁰. »

Comme on le rappelait au début de cet ouvrage, ce n'est que seulement en 1964 qu'un groupe de mazziniens réussira à ramener le corps à la maison et à réunir Parme avec son controversé syndicaliste. Son héritage politique fut peu revendiqué : la prise en compte de la guerre et de l'entreprise de Fiume parmi les mythes fondateurs du fascisme a sacrifié l'âme la plus pure mais non moins contradictoire de l'hérésie révolutionnaire de De Ambris et l'a étouffée dans la rhétorique pacifiste et légalitaire de l'Italie républicaine. Ceci n'enlève en rien que plusieurs de ses positions, intuitions, oscillations et expérimentations dans le champ du travail et dans celui institutionnel se retrouvèrent dans le débat juridique des publicistes et dans celui moins doctrinal sur l'unité et l'autonomie syndicale, c'est-à-dire dans ce processus global de conciliation entre capital et travail qui caractérisera la politique institutionnelle et confédérale du second après-guerre.

150. Ovidio Carpi à Lazzaro Raffuzzi, Mézières-les-Metz, 7 février 1935, *in* Bdic, Dossier Italie, Organisation diverses, Gruppo amici d'Alceste De Ambris, croce rossa italiana, etc., Textes divers, Tracts, Correspondance (1930-1939), Dossier Lazzaro Raffuzzi, FNRès 350.